



L'ordre régional en Asie centrale: L'émergence des organisations régionales dans l'espace post-soviétique

Ikboljon Qoraboyev

► To cite this version:

Ikboljon Qoraboyev. L'ordre régional en Asie centrale: L'émergence des organisations régionales dans l'espace post-soviétique. Droit. Université Toulouse 1 Capitole, 2010. Français. NNT: . tel-01303900

HAL Id: tel-01303900

<https://theses.hal.science/tel-01303900>

Submitted on 18 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

THESE
En vue de l'obtention du
Doctorat de l'Université de Toulouse

Délivré par l'Université Toulouse 1 Capitole
Discipline ou spécialité : Droit public

Présentée et soutenue par IKBOLJON QORABOYEV

Le 10 Décembre 2010

L'ordre régional en Asie centrale:
L'émergence des organisations régionales dans l'espace
post-soviétique

JURY :

Monsieur André CABANIS
Professeur à l'Université de Toulouse 1 Capitole (Directeur de thèse)

Monsieur Pierre BRINGUIER
Professeur à l'Université de Montpellier 1 (Rapporteur)

Monsieur Luk VAN LANGENHOVE
Directeur de l'Institut d'Etudes Comparatives sur l'Intégration Régionale de l'Université
des Nations-Unies (UNU-CRIS) (Rapporteur)

Monsieur Jean-Marie CROUZATIER
Professeur à l'Université de Toulouse 1 Capitole

Ecole Doctorale : Sciences juridiques et politiques

Unité de Recherche : Centre Toulousain d'Histoire du Droit et des Idées Politiques

L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

A mes PARENTS

ABBREVIATIONS

AFDI - Annuaire Français de Droit International
AFRI - Annuaire Français des Relations Internationales
APEC- Asia-Pacific Economic Cooperation
ARF- ASEAN Regional Forum
ASEAN- Association of Southeast Asian Nations
ASEAN+3 - ASEAN + China, Japan, South Korea
BERD- Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
CE- Communautés Européennes
CEI- Communauté des Etats Indépendants
ECO- Economic Coopération Organization
EURASEC- Communauté Economique Eurasienne
FMI- Fonds Monétaire Internationale
GATT- General Agreement on Tariffs and Trade
LGDJ- Librairie Général de Droit et de Jurisprudence
OCCA- Organisation de Coopération Centrasiatique
OCS- Organisation de Coopération de Shanghai
OEA- Organisation des Etats Américains
OMC- Organisation Mondiale du Commerce
ONU- Organisation des Nations Unies
OPEP- Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
OTAN- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTSC- Organisation du Traité sur la Sécurité Collective
OTSC- Organisation du Traité sur la Sécurité Collective
OUA- Organisation de l'Unité Africaine
PIB- Produit intérieur brut
PUF- Presses Universitaires de France
RCADI- Recueil des Cours de l'Académie de Droit International
RGDIP- Revue Générale de Droit International Public
SFDI- Société Française pour le Droit International
SRAT- Structure Régionale Anti-terroriste de l'OCS

UE- Union Européenne

UNDP- United Nations Development Program

URSS- Union des Républiques Socialistes Soviétiques

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	10
1. CADRE GEOGRAPHIQUE.....	10
2. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL GENERAL.....	16
3. DELIMITATION DE LA PROBLEMATIQUE ET DE L'OBJET DE L'ETUDE	42
4. CONSIDERATIONS SUR LA METHODOLOGIE	49
5. STRUCTURE DE LA THESE.....	50
PARTIE1 L'EMERGENCE DES ORGANISATIONS DANS L'ESPACE REGIONAL CENTRASIASATIQUE.....	51
TITRE1 L'APPARITION DE L'ESPACE REGIONAL CENTRASIASATIQUE APRES LA GUERRE FROIDE	53
<i>Chapitre1. L'évolution des nouveaux Etats indépendants d'Asie centrale et de leur environnement depuis la dissolution de l'URSS</i>	<i>54</i>
Section1 Le « catapultage » des Etats centrasiatiques à l'indépendance.....	55
Section2 L'environnement compliqué de l'Asie centrale : les grandes puissances en mutation comme des voisins.....	74
<i>Chapitre2. L'Asie centrale, l'Eurasie ou l'espace de Shanghai: les différentes perceptions régionales autour de l'espace centrasiatique</i>	<i>95</i>
Section1 Le centrasianisme	95
Section2 Face aux attraits de l'eurasianisme et de l'esprit de Shanghai	116
TITRE2 QUETE POUR L'ORDRE REGIONAL EN ASIE CENTRALE : L'EMERGENCE DES INSTITUTIONS POST-SOVIETIQUES	133
<i>Chapitre1. L'émergence des incertitudes autour de l'espace centrasiatique et les premiers pas vers l'institutionnalisation</i>	<i>133</i>
Section1 L'état ambigu de l'ordre régional en Asie centrale et le rôle des institutions	134
Section2 Les fonctions des institutions en Asie centrale	147
<i>Chapitre2. L'émergence des institutions régionales en Asie centrale</i>	<i>161</i>
Section1 L'organisation centrasiatique exclusive	162
Section2 Les organisations centrasiatiques inclusives.....	175
PARTIE2 LES DYNAMIQUES ET LES FONCTIONS DES ORGANISATIONS REGIONALES POST-SOVIETIQUES.....	199
TITRE1 LES DYNAMIQUES GUIDANT L'AFFIRMATION, L'APPROFONDISSEMENT ET L'ELARGISSEMENT DES ORGANISATIONS POST-SOVIETIQUES.....	201
<i>Chapitre1. Les organisations régionales comme les véhicules d'identité régionale pour les pays centrasiatiques</i>	<i>201</i>
Section1 Les organisations régionales, une catégorie particulière des organisations internationales.....	201
Section2 Les organisations post-soviétiques comme des organisations régionales, et leur association avec les facteurs identitaires.....	215
<i>Chapitre2. L'évolution des institutions post-soviétiques</i>	<i>241</i>
Section1 L'érosion de l'Organisation centrasiatique exclusive	243
Section2 Les sources et la gestion du dynamisme des organisations centrasiatiques inclusives.....	268
TITRE2 LA NATURE DES ORGANISATIONS REGIONALES CENTRASIASATIQUES ET LEUR POSITIONNEMENT AU SEIN DE LA SOCIETE INTERNATIONALE	329
<i>Chapitre1. La nature des organisations régionales post-soviétiques</i>	<i>329</i>
Section1 L'analyse fonctionnelle des organisations internationales.....	329
Section2 Les organisations régionales post-soviétiques.....	337
<i>Chapitre2. Les considérations sur l'ordre régional en Asie centrale post-soviétique</i>	<i>348</i>
Section1 Les organisations post-soviétiques au sein de la société internationale	349
Section2 Le droit régional ou l'ordre régional pour l'Asie centrale ?.....	357

CONCLUSIONS GENERALES	365
SOURCES	371
BIBLIOGRAPHIE	382
ANNEXES	412
ARTICLES :.....	425

INTRODUCTION

L'objet de la présente étude est d'appréhender les processus de régionalisme institutionnel en Asie centrale post-soviétique à travers les activités de trois organisations régionales créées avec la participation des pays centrasiatiques. Il s'agit respectivement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, de la Communauté Economique Eurasienne et de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Avant d'aborder notre étude, nous allons présenter les considérations préliminaires concernant le cadre géographique, conceptuel et théorique de notre travail ainsi que les remarques sur les outils méthodologiques utilisés.

1. CADRE GEOGRAPHIQUE

Le terme même d' « Asie Centrale » requière une explication. Car, dans le langage politique international contemporain il existe une double confusion concernant le terme « Asie Centrale ». La première confusion concerne le contenu même du terme. Quelle est la portée de la région d' « Asie Centrale » ? La deuxième confusion vient du fait de la présence de plusieurs autres termes qui sont souvent utilisé soit comme alternative soit comme synonyme au terme « Asie Centrale ». Les politiques, journalistes et académiciens utilisent souvent les termes « Asie Centrale », « Eurasie Centrale », « Asie médiane », « Asie Moyenne », ou même « Turkestan » et « Touran » quand ils parlent des pays d'Asie Centrale. D'où vient cette prolifération des termes pour dénoter cette région ? Quelles logiques sont derrière ces termes d'identification ?

1.1. Asie centrale- une région à « géographie variable »



Dans son livre sur l'Asie centrale contemporaine, Olivier Roy note que l'Asie Centrale représente « un concept à géographie variable ».¹ La variation peut être géographique ou terminologique. Du point de vue terminologique, l'Asie Centrale a été étudiée en tant que « Eurasie Centrale »², « Turkestan »³, « Occident de la Chine »⁴, « Asie Centrale soviétique »⁵, « nouvelle Asie Centrale »⁶ ou même « autre Asie Centrale »⁷.

Du point de vue géographique, l'Asie Centrale peut avoir un sens large et un sens étroit. Selon, Vincent Fourniau, au sens large du terme, l'Asie Centrale couvrirait un vaste territoire allant du Xinjiang et Tibet en Chine au Cachemire en Inde en passant par la Mongolie et l'Afghanistan.⁸ Autrement, l'Asie Centrale s'insérerait dans une région appelée par quelques auteurs, surtout des géopoliticiens, 'the Greater Central Asia' ou la Grande Asie Centrale.

¹ O. Roy, *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Editions du Seuil, 1997, p. 29.

² C. Fairbanks et al, *Strategic assessment of Central Eurasia*, Atlantic Council of United States and Central Asia and Caucasus Institute, Janvier 2001.

³ A. Khalid, *The Politics of Muslim Cultural Reform: Jadidism in Central Asia*, University of California Press, 1999, 400 p.

⁴ Th. Kellner, *L'Occident de la Chine: Pékin et la nouvelle Asie central (1991-2001)*, PUF, 2008, 624 p.

⁵ L. Schwartz, "The political geography of Soviet Central Asia: Integrating the Central Asian frontier", in R. Lewis, (ed), *Geographic perspectives on Soviet Central Asia*, Routledge, 1992, pp. 37-71.

⁶ O. Roy, *La Nouvelle Asie Centrale*, op.cit.; M.-R. Djalili et Th. Kellner, *La géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, PUF, 4me édition, 2006, 585 p.

⁷ A. Bisenbayev, *Drugaia Tsentralnaia Azia (L'autre Asie centrale)*, Almaty : Editions Arqas, 2003, 300 p.

⁸ V. Fourniau, "Qu'est-ce que l'Asie Centrale", *Asie Antérieure*, vol. 16, 2006/3, pp. 15-29. Voir aussi, A. Yalçinkaya, "The frontiers of Turkestan", *Central Asian Survey*, n° 16(3); 1997, pp. 431-438.



Source : www.lib.utexas.edu/maps/asia.html

Cette région comprend outre cinq républiques centrasiatiques issues de la décomposition de l'URSS (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan), l'ensemble ou certaines parties d'Iran, Pakistan, Afghanistan, Azerbaïdjan et Turquie.⁹ Cette région avec les pays centrasiatiques en son cœur, avoisine les grands espaces civilisationnels et pôles de puissances : la Russie, La Chine et l'Inde. Elle correspondait jadis à un espace culturel unique de la civilisation turco-persane.¹⁰ Au sens étroit, l'Asie Centrale est composé de cinq pays qui formait jadis l'Asie centrale soviétique : Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan ainsi que de deux régions situées dans les pays voisins : la région Xinjiang de la Chine ainsi que le nord de l'Afghanistan.¹¹

1.2. Les appellations changeantes à travers les âges ?

⁹ R. Canfield, "Restructuring in Greater Central Asia : Changing political configurations", *Asian Survey*, Vol. 32, Issue 10, Oct. 1992, pp. 875-887 ; Belokrenitsky, V. Ya., "Russia and Greater Central Asia", *Asian Survey*, Vol. 34, Issue 12, Dec. 1994, pp. 1093-1108.

¹⁰ O. Roy, *La nouvelle Asie Centrale*, op.cit., p. 30.

¹¹ V. Fourniau, « Qu'est ce que l'Asie Centrale ? », op.cit. M.-R. Djalili et T. Kellner remarquent aussi deux visions, minimaliste et maximaliste, de l'Asie Centrale. La vision minimaliste considère que l'Asie Centrale regroupe les cinq républiques asiatiques indépendantes issues de la dissolution de l'Union Soviétique. Dans l'interprétation maximaliste, l'Asie Centrale pourrait s'étendre de la Méditerranée à la Chine. Voir : M.-R. Djalili et Th. Kellner, *La géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, op.cit., pp. 29-30.

Comment peut-on expliquer cette variation dans la perception de la région centrasiatique ? Michel Virally note que « la géographie ne commande jamais absolument » la perception des régions.¹² Les différents facteurs d'ordre politique, idéologique ou culturel influencent la manière dont on perçoit et définit les régions. Dans le cas de l'Asie centrale, la variation dans la terminologie ainsi que dans la portée géographique est expliqué historiquement par des raisons d'ordre politique, ethnique et culturel. L'une des raisons d'ambiguïté du terme l'Asie Centrale réside dans le fait que, dans l'histoire politique, « le terme ne s'est jamais appliqué à un ensemble politique ou à une région administrative, ce qui en aurait sanctionné l'emploi ».¹³ La région « Asie Centrale » d'aujourd'hui a été désignée par une pluralité des termes dans l'histoire. Dans leur livre récent sur les tendances actuelles dans la région, M.-R. Djalili et T. Kellner notent cette variation historique et rapportent plusieurs désignations de la région qui a été dans l'usage: Transoxiane, Mawarah-al-nahr, Touran, Tartarie, Turkestan, Asie Centrale.

Transoxiane est une expression grecque utilisé dans l'Antiquité et qui s'appliquait aux territoires situés « au-delà de l'Oxus ». L'Oxus désigne la fleuve Amou Darya. Mawarah-al-nahr a été utilisé par les arabes à partir du VIII siècle la période de conquête arabe. Elle signifie « ce qui se situe de l'autre côté du fleuve ». Touran a été utilisé pour la première fois par le poète iranien Ferdawsi pour les territoires situés au nord de l'Iran et habités par les turcs et chinois. Ferdawsi aussi voie l'Oxus (Amou Darya) comme la frontière entre les mondes d'Iran et de Touran. Dans le livre des Rois, le « Touran » symbolise également le monde nomade, par opposition au monde sédentaire représenté par l'Iran. Tartarie est l'expression en usage dans l'Europe de Montesquieu. Ce dernier parle notamment de « grande Tartarie » qui est situé au « midi de la Sibérie » et qui comprend entre autres les « Boucharies, Turkestan, Charisme » et « la Tartarie Chinoise ». Cette expression a disparu de l'usage et du vocabulaire au XIX siècle suite à la reconfiguration de paysage politique dans la région. A partir du XIX siècle, on commence à désigner la région par le terme « Turkestan ». Les auteurs citent l'Atlas des peuples d'Orient pour lequel: « Le nom de Turkestan, d'usage courant jusqu'à la Première guerre mondiale, désignait une vaste région s'étendant des confins de la Mongolie à la mer Caspienne. On distinguait alors le 'Turkestan chinois' (que les Chinois appelaient déjà Sinkiang ou

¹² M. Virally, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », in SFDI, *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, pp. 147-165.

¹³ V. Fourniau, « Qu'est ce que l'Asie Centrale ? », op.cit.

Xinjiang) avec le ‘Turkestan russe’ dénommé à partir de 1920 « Asie Centrale soviétique ». (...) le Turkestan, littéralement ‘pays des Turcs’, constitue une puissante réalité historique ».¹⁴

Pendant les années de construction de l’Etat soviétique, les communistes de la région, s’appuyant sur les expressions de Lenin sur la libre détermination des peuples, établissent une unité politique autonome de Turkestan en 1918. Mais ce projet régionaliste a eu une courte vie. Elle a été supprimée très violemment par les troupes russes. Car, pour les dirigeants communistes à Moscou : « Turkestan représentait une aspiration grande-turque qui devrait être rayée au plus tôt de la terminologie soviétique » (Kaganovitch en 1923). A partir des années 1920, le terme Turkestan est mis à l’écart. La politique soviétique est dirigée à développer des unités politiques divisées.¹⁵ Ils ont créé cinq républiques distinctes. Quant à la région dans son ensemble, ils ont commencé à référer comme « l’Asie moyenne et Kazakhstan ». Edward Alworth remarque que la suppression du mot « Turkestan » a privé les habitants de cette zone géographique de leur droit de déterminer leur propre identité.

L’équivalent du terme soviétique « Asie moyenne et Kazakhstan » est « Asie Centrale ». Elle a remplacé « Turkestan » dans la littérature occidentale. C’est Alexander von Humboldt qui a utilisé le terme « Asie Centrale » en 1843 pour décrire la région comme un ensemble géographique distinct. Dans l’Encyclopedia Universalis (1990) l’Asie Centrale comprend « les territoires des républiques soviétiques du Turkménistan, Ouzbékistan et Tadjikistan, la province chinoise de Xinjiang et le nord de l’Afghanistan ». Au XX siècle, c’est le terme l’Asie Centrale qui s’est établi dans l’usage. Par exemple, l’UNESCO a consacré une œuvre importante aux civilisations de la région dénommée « Asie Centrale ». Selon l’UNESCO: « l’appellation « Asie centrale » se réfère à l’ensemble comprenant Afghanistan, nord-est de l’Iran, Pakistan, nord de l’Inde, ouest de la Chine, Mongolie et Asie Centrale soviétique, qui corresponde à une réalité culturelle et historique clairement discernible ».¹⁶

¹⁴ M.-R. Djalili et Th. Kellner, *La géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, op.cit.

¹⁵ O. Roy, *La nouvelle Asie Centrale*, op.cit.

¹⁶ M.-R. Djalili et Th. Kellner, op.cit.

1.3. Les logiques, souvent exogènes, derrière la variation terminologique

La définition de la région a toujours impliqué les considérations politiques. Le pouvoir de définir et prononcer le nom de la région est un facteur important dans le régionalisme.¹⁷ L'« Asie Centrale » a toujours été un objet à définir par des puissances extérieures. Le terme « Asie Centrale » et ses homologues sont presque tous d'origine exogène, inventés par ceux qui avaient des projets de conquête de la région. Transoxiane est l'héritage des marches d'Alexander, qui est devenu Mawarah-al-nahr à la suite de l'arrivée des arabes. Touran est inventé par l'Iran pour définir son rival. Asie Centrale ou Asie Moyenne sont des produits de rationalité occidentale qui ont leurs origines dans la lutte entre les empires britannique et russe, ces termes faisaient partie des projets impériaux des grandes puissances. La politique de définition de région avait pour but de classer la région selon les critères ethniques, culturels ou religieux. Les puissances extérieures promouvaient chacune leurs propres définitions de la région. Tout au long du XX^e siècle, « l'Asie Moyenne » en l'URSS avait son pair « Asie Centrale soviétique » en Occident. Ces usages historiques ont laissé des traces dans notre langage contemporain. Vincent Fourniau rappelle que certains de ces termes ont été par le temps intériorisés et endogénisés par des acteurs de la région.¹⁸ On voit l'illustration en 1993 quand les présidents de quatre pays ont fait une déclaration par laquelle ils faisaient savoir que leur région s'appellera désormais « l'Asie Centrale ».¹⁹

1.4. La multiplicité persistante des noms – la base de notre travail

Mais, cette désignation officielle n'a pas non plus engendré une clarification autour des noms de la région. On observe actuellement la présence de multiples désignations de la région dans le langage politique contemporaine. Chaque conception est véhiculée par un groupe d'acteurs, principalement étatiques, et s'appuie sur des facteurs qui varient d'une conception à l'autre. L'objet de notre thèse est de pencher sur trois concepts parmi

¹⁷ V. L. Fawcett et A. Hurrell (eds), *Regionalism in World Politics*, op.cit.; Hemmer S. and Katzenstein P. (2002), "Why is there no Nato in Asia? Collective Identity, Regionalism, and the Origins of Multilateralism", *International Organization*, 56(3):575-607.

¹⁸ V. Fourniau, « Qu'est ce que l'Asie Centrale? », op.cit.

¹⁹ Voir, infra.

plusieurs alternatives utilisés pour référer à l'ensemble ou la partie de ces cinq Etats issus de la dissolution de l'Etat soviétique. Ces trois dénominations sont les concepts de « *Asie centrale* », « *Espace eurasien* », et « *Espace de Shanghai* » respectivement. L'origine de ces termes résident dans les considérations différentes et répondent aux intérêts et aspirations des pays proprement centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) ainsi que de deux puissances – les voisines immédiates de ces cinq Etats- qui sont la Russie et la Chine. Chacune de ses trois parties (Asie centrale, Russie et Chine) essaient de promouvoir un concept particulier parmi ces trois et s'efforcent de le doter des soutiens institutionnel et normatif. Dans le cadre de notre thèse, nous allons étudier l'évolution des perceptions identitaire, normative et institutionnelle autour de ces trois concepts. Le cadre géographique initial de notre travail est donc l'Asie centrale comme composée de cinq pays centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). L'inclusion de la Chine et de la Russie, qui sont couvertes par les organisations analysées dans la présente étude, ne perturbe pas ce point de départ. Car, la Chine et la Russie sont justement incluses en raison de leur implication dans la politique régionale de l'Asie centrale.

2. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL GENERAL

2.1. Etudier les régions dans la politique internationale

L'importance du phénomène régional, en termes de l'influence des facteurs géographiques sur les échanges politiques et économiques entre les Etats ainsi que sur l'évolution des structures de la politique internationale, est reconnue à travers les disciplines des sciences juridiques, sociales et humanitaires. Dans son livre pionnier sur le droit d'intégration, Pierre Pescatore, l'un des contributeurs fondamentaux à l'étude du droit communautaire, voyait le régionalisme comme un phénomène portant un potentiel d'avenir considérable.²⁰ Michel Virally, l'éminent juriste internationaliste de la France, soulignait le rôle essentiel que jouait la proximité géographique dans l'établissement des organisations non-universelles et notait que « toutes les organisations générales non universelles se sont

²⁰ P. Pescatore, *Le droit de l'intégration: émergence d'un phénomène nouveau dans les relations internationales selon l'expérience des Communautés européennes*, Leiden, A.W. Sijthoff, 1972, p. 9.

constitués sur une base régionale ».²¹ Hedley Bull, dont l'héritage scientifique et intellectuel continue d'influencer la discipline des Relations internationales, considérait le régionalisme comme un des projets alternatifs pour l'ordonnement de la société anarchique.²² Depuis lors, le régionalisme est devenu l'un des phénomènes fondamentaux dans l'ordre international. Les initiatives régionales jouent actuellement un rôle central dans l'ordonnement du monde. Selon le politologue Zaki Laïdi, « c'est la région qui s'imposera demain comme le référentiel majeur du système mondial, l'unité de compte décisive de la compétition internationale. (...) C'est dans l'espace régional que le sens et la puissance ont les meilleures chances de se réconcilier ».²³

Les élaborations conceptuelles qui suivent sont basées sur la littérature générale sur le phénomène régional, que nous définissons comme l'ensemble des études et des réflexions sur les processus de réorganisation des espaces régionaux, essentiellement par les moyens des organisations régionales, selon les lignes politiques et économiques particulières. En tant que telle, la littérature de régionalisme se construit sur des apports des disciplines du droit, de la science politique et de l'économie. Pour notre travail, nous allons nous appuyer sur les œuvres des disciplines du droit et de la science politique. En particulier, le cadre théorique et conceptuel de notre travail se nourrit des *Regionalism studies*, d'une part, et de la théorie de l'Organisation internationale, et régionale, d'autre part.

2.1.1. Régionalisme comme phénomène et comme discipline

Régionalisme comme phénomène

Dans les études de régionalisme, il est devenu classique de distinguer plusieurs étapes historiques du régionalisme, appelée aussi « les vagues du régionalisme ». Louise Fawcett distingue trois étapes principales de développement des institutions régionales.²⁴

La première étape correspond aux années 1945-1965. Cette étape est caractérisée par la création de trois types d'organisations régionales : les organisations régionales

²¹ M. Virally, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », op.cit. p. 151.

²² H. Bull, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, 3e édition, Columbia University Press, 2002, p. 254.

²³ Z. Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1995, cité dans F. Petiteville, « Les processus d'intégration régionale, vecteurs de structuration du système international? » *Etudes Internationales*, vol. XXVIII, n° 3, Septembre 1997, pp. 511-533.

²⁴ L. Fawcett, « Regionalism in World Politics », in Kössler, A., Zimmek, M. (eds), *Elements of regional integration: A multidimensional approach*, Nomos, 2008, 278 p.

multifonctionnelles comme La Ligue des Etats Arabes ou l'Organisation des Etats Américains ; les alliances régionales dans le domaine de sécurité comme l'OTAN ou la Pacte de Varsovie, et, les organisations dans le domaine restreint de coopération économique comme les institutions européennes telle CECA ou CEE ou les émulations de celles-ci dans les autres parties du monde. L'origine de ces institutions se trouve dans les calculs réalistes de puissance, de sécurité et d'intérêts. Le contexte est la consolidation d'un ordre international bipolaire dans la période d'après-guerre.

Le deuxième vague a eu lieu dans les années 1965-1985. Il est caractérisé par un accent particulier sur la sécurité régionale. Il est le fruit des efforts de certains pays du système international à accommoder ou à contrarier la domination et l'influence des deux superpuissances de l'époque. Les exemples de ces organisations régionales sont ASEAN, ECOWAS, SADC, ou bien SAARC.

Le troisième vague a commencé dans le milieu des années 1980s et continue à nos jours. Le contexte est la transformation du système international suite à la disparition de l'ordre bipolaire et la montée en puissance de la globalisation. Il est fonction des efforts des Etats à trouver des réponses aux défis posés par ces transformations profondes. Il est caractérisé par les efforts de réforme des organisations régionales existantes comme la CEE ou l'ASEAN et aussi par la création des nouvelles associations régionales comme la CEI.

Les représentants de la politique économique internationale Mansfeld et Milner, pour qui le régionalisme constitue un processus de la libéralisation économique, distinguent deux vagues de régionalisme depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.²⁵ Le premier vague, initié par les entreprises économiques de la CECA et des CE dans les années 1950 est continuée jusqu'aux années 1970. L'expérience européenne a été imitée, sans succès, dans les autres parties du monde. Cette vague est désormais considérée comme relevant de l'ancien régionalisme. Il a pour référence les efforts de construction des structures institutionnelles politiques en Europe dont l'exemple a été suivi, sans grand succès, dans les autres parties du monde. Ses points de référence sont les Etats nations et la Guerre froide.²⁶ La deuxième vague ou le nouveau régionalisme a commencé à partir des

²⁵ E. Mansfeld et H. Milner, « The New Wave of Regionalism », *International Organization*, 53(3), Summer 1999, pp. 589-627.

²⁶ W. Larner et W. Walters, "The political rationality of 'new regionalism': Toward a genealogy of the region", *Theory and Society*, 31, 2002, pp. 391-432.

années 1980 et est monté en puissance avec la fin de la guerre froide.²⁷ Il est plutôt lié aux processus économiques dans un contexte de globalisation. L'avènement du Japon comme la puissance économique mondiale à côté des Etats-Unis ont poussé les européens à renforcer le processus d'intégration économique. Le traité de Maastricht et l'établissement du marché unique suivaient en effet les exigences de l'époque caractérisée par les rivalités économiques. L'ASEAN, dans le premier plan de nouveau, a joué aussi de cadre pour faciliter la circulation des investissements étrangers dans la zone.²⁸ Les points de référence de ce nouvel régionalisme sont la globalisation et libéralisation. Si l'ancien régionalisme était lié aux efforts de formation d'une identité commune entre plusieurs Etats nations, le nouveau régionalisme est guidé par une logique compétitive où différentes régions luttent pour des ressources économiques dans un monde globalisé.²⁹ Il est aussi appelé le régionalisme ouvert.³⁰

Régionalisme comme discipline d'étude

Avant de présenter les repères historiques des études de régionalisme, il faut mentionner que ce sont les représentants de la science économique et de la science politique, en particulier du monde anglo-saxon, qui ont bâti les premiers fondements des études spécialisées sur le phénomène régional dans la politique internationale.³¹ Leur mérite a été reconnu dans un des premiers ouvrages juridiques spécialement consacrés au phénomène régional. Il s'agit du livre de P. Pescatore, l'un des premiers praticiens et enseignants du droit communautaire européen, *Le droit de l'intégration*, où l'auteur avouait sa « dette de reconnaissance » aux économistes et politologues, tout en encourageant les juristes à s'engager d'une manière proactive avec ce phénomène porteur

²⁷ E. Mansfeld et H. Milner, « The New Wave of Regionalism », op.cit.

²⁸ L.H. Tan, "Will ASEAN economic integration process beyond a Free trade area", *International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 53, Part 4, October 2004, pp. 935-967.

²⁹ W. Larner et W. Walters, "The political rationality of 'new regionalism'", op.cit.

³⁰ E. Mansfeld et H. Milner, « The New Wave of Regionalism », op.cit.

³¹ Parmi les économistes, voir notamment: B. Balassa, *The theory of economic integration*, London, Allen & Unwin, 1962, 304 p; J. Viner, *The Customs Union Issue*, New York/London, 1950. Au sein de la science politique, c'est surtout l'oeuvre des auteurs comme E. Haas, L. Lindberg, K. Deutsch a joué un rôle important dans le développement des études de régionalisme. Voir : E. B. Haas, *The Uniting of Europe*, Stanford, 1958 ; L. N. Lindberg, *The Political Dynamics of European Integration*, Stanford/London, 1963; K.W. Deutsch et al., *Political Community and North Atlantic Area*, Princeton, Princeton University Press, 1957. Dans notre étude, nous nous limiterons désormais aux contributions des représentants des sciences politiques et juridiques.

d' « un potentiel d'avenir considérable ».³² Les représentants de la science politique, écrivant essentiellement en anglais, n'ont cessé de consolider leur position influente au sein des études de régionalisme. Toutefois, depuis l'ouvrage de P. Pescatore, la discipline juridique s'est taillé aussi une place incontournable au sein des études du phénomène régional. Tout d'abord, les représentants du droit international public, en général, et les spécialistes de la théorie de l'Organisation internationale ont apporté des contributions essentielles à l'étude des processus régionaux en Europe et dans le monde. Notamment, les contributions précoces des auteurs comme Paul Reuter, Pierre Pescatore, Michel Virally ou Jean-Claude Gautron sont d'une actualité importante.³³ Ensuite, la consolidation de la place du phénomène régional au sein de la discipline du droit est liée à l'intégration européenne et l'émergence du droit de l'intégration européen, ou du droit communautaire, comme une discipline indépendante dans le champ académique et scientifique.³⁴

L'évolution de la littérature sur le régionalisme a généralement suivi ces vagues de création des organisations régionales. Bresler et ses collègues ont distingué deux grandes étapes de la littérature de régionalisme.³⁵ La première étape a commencé dans les années 1950s pour analyser la création et le développement des organisations régionales principalement dans le domaine de sécurité. On peut voir la similarité avec le premier vague de Mansfeld et Milner. Mais, la particularité de Breslin et ses collègues est qu'ils situent les études de régionalisme comme formant une sous-discipline des Relations Internationales. Comme telle, le régionalisme considèrerait les questions de paix et de sécurité internationale et le rôle des entités régionaux dans leur création et maintenance. Ils

³² P. Pescatore, *Le droit de l'intégration*, op.cit., pp. 9-10.

³³ Voir en particulier les contributions de J.-C. Gautron et M. Virally à la Colloque de Bordeaux de la Société Française du Droit International en 1976 : SFDI, *Régionalisme et Universalisme dans le droit international* contemporain, Editions A. Pedone, Paris, 1977. Voir aussi : P. Pescatore, *Droit International et Droit Communautaire : essai de réflexion comparative*, Centre Européen Universitaire, Nancy, 1969 ; Pescatore P., *Le droit de l'intégration*, op.cit. ; Pescatore P., Les relations extérieures des Communautés Européennes : contribution à la théorie de la personnalité des organisations internationales, RCADI, 1961, V. 103, pp. 1-242 ; P. Reuter, "La conception du pouvoir politique dans le Plan Schuman" RFSP, Vol. 1, n° 3, 1951, pp. 256-276 ; P. Reuter, « La Communauté européenne du charbon et de l'acier », *RDP*, 1953 ; P. Reuter, *Institutions internationales*, PUF ; P. Reuter, *La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*, RCADI ; M. Virally, *L'Organisation Mondiale*, Armand Colin, 1972 ; M. Virally, *La pensée juridique*, PUF, 1990.

³⁴ Voir notamment les ouvrages généraux sur le droit communautaire : G. Isaac et M. Blanquet, *Le droit communautaire général*, Armand Collin, 2001, 8e éd. ; Simon D., *Le système juridique communautaire*, PUF, 2001, 3e éd. ; J.P. Jacqué, *Droit Institutionnel de l'Union Européenne*, Dalloz, 2009, 5e éd. ; M. Fallon, *Droit matériel général de l'Union européenne*, Bruylant, 1997.

questionnaient aussi le rôle d'Etat-Nation comme la mode de gouvernance par excellence dans le système mondial. Ce que Mansfeld et Milner ont identifié comme le nouveau régionalisme a initié, selon Breslin et ses collègues, l'émergence des études de régionalisme comme une partie importante de la discipline de la Politique Economique Internationale.

Une étude comparative récente sur les institutions régionales identifie trois étapes principales qui ont marqué l'évolution des études de régionalisme.³⁶ La première étape était marquée par le débat entre les tenants d'universalisme et de régionalisme quant à la réorganisation du système politique international pendant la conférence de San Francisco. La deuxième étape a commencé avec la création de la CEE en 1957. Elle est caractérisée par l'émergence de la théorie d'intégration régionale. La théorie d'intégration régionale était surtout influencée par les écoles de neofonctionnalisme et de transactionnalisme. Troisième étape des études de régionalisme a été initiée par la création du Marché Commun en Europe et la fin de la Guerre froide. Elle est surtout marquée par les interactions entre la globalisation et la régionalisation.

2.1.2. Région : richesse conceptuelle et méthodologique

La notion de région est d'une importance fondamentale dans les analyses des phénomènes régionaux. Elle permet d'appréhender l'objet de ces analyses. Malgré cette importance, on est loin d'avoir une définition claire de régions. La raison principale réside dans le fait que la région est une catégorie complexe qui réunit les éléments matériels et virtuels ainsi que différents pratiques et discours sociaux.³⁷ Il existe différentes conceptions des régions : régions comme l'extension de sphères de domination de grandes puissances ; les régions comme les institutions régionales ; les régions comme les accords de libre-

³⁵ Sh. Breslin, Ch. Hughes, N. Phillips et B. Rosamond (eds), *New Regionalisms in the Global Political Economy: Theories and Cases*, London: Routledge, 2002.

³⁶ A. Acharya et A. Johnston (eds), *Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective*, Cambridge University Press, 2008, 330 p.

³⁷ A. Paasi, "The resurgence of "Region" and "Regional identity": theoretical perspectives and empirical observations on regional dynamics in Europe", *Review of International Studies*, n° 35, 2009, p. 131.

échange ; les régions comme les ensembles des Etats dont les soucis et les calculs de sécurité sont intrinsèquement liés (Regional Security Complex).³⁸

Selon Petit Robert, une « région » est un territoire qui se distingue des territoires voisins par des caractères particuliers tandis que 'régional' peut référer à un ensemble de plusieurs nations voisines opposé au 'mondial'. Dès la première vue, on relève l'exigence des « caractères particuliers » en dehors d'une simple contiguïté géographique pour discerner une région. Comme souligné par Andrew Hurrell, « There are no 'natural' regions, and definitions of 'region' and indicators of 'regionness' vary according to the particular problem or question under investigation ».³⁹ D'où la Russie peut être considérée une nation non européenne même s'il a des frontières communes avec plusieurs pays européens tandis que l'Italie appartient à la même région que Suède sans qu'une distance qui les sépare en empêche.⁴⁰

Pour les sciences sociales, pour constituer une région, le facteur géographique ne peut être qu'un point de départ. La proximité géographique joue un rôle important, mais à lui seul, un simple voisinage géographique ne constitue pas une région. D'où nécessaire caractère multidimensionnel de région,⁴¹ où « la notion de [...] régionale repose à la fois sur la continuité géographique et la communauté d'intérêts politiques »⁴² « liant plusieurs Etats [...] participant à une communauté de pensée et de civilisation ».⁴³

Parmi les premiers efforts de définition, il faut souligner Joseph Nye qui a considéré une région comme « un nombre limité des Etats situés dans une continuité

³⁸ Voir: A. Cooper, C. Hughes et Ph. De Lombaerde (eds), *Regionalisation and global governance: The taming of globalisation*, Routledge, London, 2008, 279 p.; M. Farrell, B. Hettne et L. Van Langenhove op.cit; B. Buzan et O. Waever, *Regions and Powers: The structure of international security*, Cambridge University Press, 2003, 564 p.; P. Katzenstein, *A world of regions: Asia and Europe in the American imperium*, Cornell University Press, 2005.

³⁹ A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspective", op.cit., p 38.

⁴⁰ Voir C. Hemmer et P. Katzenstein qui rappellent les débats suscités au Senat américain par la question l'admission de l'Italie au sein de l'OTAN, quand certains sénateurs américains voyaient en Italie un pays plutôt méditerranéen qu'atlantique. C. Hemmer et P. Katzenstein, "Why is there no Nato in Asia? Collective Identity, Regionalism, and the Origins of Multilateralism", *International Organization*, 56(3), 2002, pp. 575-607.

⁴¹ P. Taylor, *International organization in the modern world: The regional and global process*, Pinter Publishers, 1993, p. 7.

⁴² Ch. Rousseau cité par Jean-Claude Gautron, « Le fait régional dans la société internationale », in SFDI, *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, op.cit., pp. 3-45.

géographique et liés par une interdépendance mutuelle ».⁴⁴ Depuis, les définitions des régions se concentraient essentiellement sur ces deux aspects : géographie et interdépendance. Cette approche de définition des régions sur la base de ce double critère est cependant de plus en plus contestée.⁴⁵ Les critiques ne nient pas la géographie, car l'ignorance des limites géographiques rendrait la notion de région diffuse et incontrôlable.⁴⁶ Mais, ils soulignent l'importance et la nécessité d'intégrer d'autres facteurs dans l'analyse des régions. Michel Virally rappelait que « la géographie ne commande jamais de façon absolument impérative ». ⁴⁷ Pour lui, tout effort de définir une région s'inscrit dans une démarche politique et « la région constitue-t-elle une notion conventionnelle »⁴⁸. Pour parler des régions, les analystes contemporains se penchent sur différents facteurs essentiels comme la volonté politique, les éléments identitaires et culturels circulés au niveau des régions, les intérêts, les valeurs, les problèmes et les tâches fonctionnelles dans leur considération des régions.⁴⁹

Cette complexité encourage les analystes de régionalisme à élaborer différentes approches conceptuelles et méthodologiques. Raymo Väyrynen, politologue, distingue ainsi deux types de régions : régions physiques – espaces territoriaux, militaires ou économiques contrôlés par des Etats ; et, régions fonctionnelles qui sont définies par des facteurs non-territoriaux tel culture ou marché composé principalement des flux et des réseaux.⁵⁰ Peter Katzenstein quant à lui identifie trois approches différentes à la notion de région.⁵¹ L'approche matérialiste tend à privilégier la territorialité et les données naturelles des espaces qui forment des régions. C'est aussi connu comme l'approche géopolitique. L'approche critique à la géographie voit la région plus comme une construction politique, produit des facteurs idéationnels. Pour les représentatives de cette approche, « l'espace n'est jamais une donnée naturelle. Il est plutôt une construction sociale inventée par des

⁴³ S. Karagiannis, La multiplication des juridictions internationales : un système anarchique ? dans SFDI, *La juridictionnalisation du droit international*, Colloque de Lille de la SFDI, Paris, Editions A. Pedone, 2003, pp. 7-163, spéc. P.64.

⁴⁴ Cité dans Ph. De Lombaerde, F. Söderbaum, L. Van Langenhove et F. Baert "The Problem of Comparison in Comparative Regionalism", *Review of International Studies*, 36, 2010, pp. 731-753.

⁴⁵ A. Paasi, "The resurgence of "Region" and "Regional identity", op.cit.

⁴⁶ A. Hurrell, *On Global Order: Power, Values and the Constitution of International Society*, Oxford, OUP 2007.

⁴⁷ Voir : M. Virally, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », op.cit.

⁴⁸ Id., p. 153.

⁴⁹ Voir : M. Farrell, B. Hettne et L. Van Langenhove, op.cit.

⁵⁰ Voir : R. Väyrynen, "Regionalism: Old and New", *International Studies Review*, 2003, n° 5, pp. 25-51.

⁵¹ Voir : P. Katzenstein, *A world of regions*, op.cit.

êtres humains »⁵². Une troisième approche consiste à voir des régions comme des structures matérielles affectant le comportement des acteurs politiques. De ce point de vue, l'espace a des effets comportementaux. Il reflète les pratiques humaines en changement continu.

Tous les deux auteurs soulignent le rôle central que jouent les rapports entre les individus et les espaces. Un territoire contigu se transforme en région par le biais d'implication des individus. Dans la littérature spécialisée, cet aspect est étudié sous le concept de l'identité régionale. Auteur de plusieurs travaux sur la question, Annsi Paasi note l'importance de l'identité régionale dans la réorganisation sociale et politique des régions.⁵³ Selon lui, l'identité régionale concerne la création et production des frontières territoriales, de symbolisme et des institutions.⁵⁴ Le concept d'identité régionale réunit différents éléments qui ont joué un rôle important dans l'institutionnalisation des régions. Ces éléments sont l'idée de l'unité régionale, l'histoire et les particularités de région ainsi que les caractéristiques spéciales de région qui permet de distinguer une région des autres.⁵⁵ Dans son « World of regions », Peter Katzenstein traite la question de l'identité régionale en Asie et en Europe. Notamment, il souligne la portée et le sens attribuée par les sociétés participantes aux régions d'Asie et d'Europe et aux différents projets de régionalisme ainsi que les relations entre l'identité régionale et les autres identités collectives.⁵⁶

Les régions n'existent pas dans le vacuum. En tant que groupements politiques et sociaux, ils s'insèrent dans une scène ou un système où elles se retrouvent voisines des autres groupements régionaux et des Etats. Les relations entre les régions et leur entourage, proche et lointain, prennent forme d'interactions et d'échanges, voire même des influences réciproques. Les régions ne peuvent rester neutres face aux rayonnements d'influence provenant des centres de puissance politique et économique du système international. Cet élément d'externalisation est fondamental dans la construction et consolidation des

⁵² Id.

⁵³ Voir: A. Paasi, "Region and place: regional identity in question", *Progress in Human geography*, 27(4), 2003, pp. 475-485; A. Paasi, "The resurgence of "Region" and "Regional identity" op.cit.

⁵⁴ A. Paasi, « Region and place » op.cit., p. 478.

⁵⁵ A. Paasi, « The resurgence of region and regional identity », op.cit., p. 140.

⁵⁶ P. Katzenstein, *A world of regions*, op.cit, pp. 76-103.

régions. Dépendant de contexte géopolitique de son époque, l'élément d'externalisation peut faciliter ou freiner les processus de consolidation des régions.⁵⁷

2.1.3. Régionalisme et Régionalisation

Les processus régionaux ont été étudiés à partir de deux concepts principaux : régionalisme et régionalisation. Le « régionalisme » est souvent défini comme des initiatives (inter-)étatiques conçus pour réorganiser un espace régional selon certains critères.⁵⁸ En tant que tel, le régionalisme est souvent étudié en termes des projets et politiques désignés par les Etats. Andrew Gamble et Anthony Payne voient le régionalisme comme « un projet conçu par un ou plusieurs Etats pour réorganiser un espace régional selon certains critères et standards économiques et politiques ». ⁵⁹ Plus précisément, c'est dans la forme d'organisation régionale que se cristallisent les projets de régionalisme. Les premiers travaux de régionalisme dans l'époque de l'après-Guerre ont été consacrés à l'analyse des institutions communautaires. Actuellement, les travaux couvrent les organisations régionales dans les différentes parties du monde. En tant que forme de coopération institutionnalisée, « le régionalisme est un phénomène fonctionnel. Il est une réponse collective aux besoins et problèmes que les Etats ne peuvent satisfaire par leurs propres moyens ». ⁶⁰

A la différence du régionalisme qui étudie l'aspect désigné du phénomène régional, le terme « régionalisation » éclaire les forces et les motifs spontanés qui agissent sur le phénomène.⁶¹ La régionalisation apparaît comme le résultat de développement et de renforcement des échanges transnationaux et des processus économiques et sociaux spontanés.⁶² Elle naît de la concentration des activités dans une échelle régionale.⁶³

⁵⁷ Sur le rôle des puissances extérieures dans la formation des régions institutionnalisées en Europe et en Asie, voir notamment P. Katzenstein, *A World of Regions*, op.cit ; M. Beeson, "Rethinking regionalism: Europe and East Asia in comparative historical perspective", *Journal of European Public Policy*, 12(6), 2005, pp. 969-985.

⁵⁸ Voir: A. Gamble et A. Payne, *Regionalism and world order*, Palgrave Macmillian, 1996.

⁵⁹ A. Gamble, A. Payne, *Regionalism and world order*, op.cit.

⁶⁰ J.C. Gautron, « Le fait régional dans la société internationale », op.cit.

⁶¹ L. Fawcett, "Exploring regional domains: a comparative history of regionalism", *International Affairs*, 80, 3 (2004), pp. 429-446.

⁶² A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspectives", in M. Farrell et al. *Global politics of regionalism*, op.cit. p.39.

⁶³ L. Fawcett, "Exploring regional domains", op.cit., p. 433.

Malgré la différenciation, ces deux termes représentent plutôt les deux aspects du même phénomène. Ils sont dans une relation d'influence mutuelle réciproque. Les projets de régionalisme sont désignés justement afin de répondre aux attentes et aux défis qui émergent comme conséquence des processus et des interactions spontanés de régionalisation. À leur tour, les cadres régionaux institutionnalisés ont pour objet la régulation ou même la modification des tendances de régionalisation. Andrew Hurrell décompose les phénomènes de régionalisme et de régionalisation en cinq composants essentiels qui peuvent être situés dans un continuum linéaire⁶⁴ :

- 1) D'abord, il y a une régionalisation des échanges entre les différents pays contigus. Elle se caractérise par l'augmentation d'une intégration sociétale dans la région par le biais des processus spontanés et non dirigés. Elle a été baptisée par certains comme une intégration informelle ou « soft regionalism ». Sa dynamique vient des forces du marché : les compagnies, les investissements. Elle peut engendrer les alliances ou les blocs commerciaux ou les institutions formelles.⁶⁵ La régionalisation peut aussi impliquer la circulation des personnes, des idées ou des comportements politiques qui peuvent aboutir à la création des réseaux de solidarité ou des courants à travers les frontières. On parle ici de l'émergence d'une « transnational regional civil society ».⁶⁶
- 2) Le régionalisme peut aussi être saisi à travers des notions telles que « regional awareness », « regional identity » ou « regional consciousness ». Bien qu'elles constituent des notions vagues, ces dernières sont indispensables pour analyser le phénomène du régionalisme contemporain. La prise en conscience de l'existence d'une région (regional awareness) exprime le sentiment partagé de l'appartenance à une communauté particulière. Cette conscience peut être fondée aussi bien sur des facteurs internes (la culture, la religion ou l'histoire) que par rapport aux facteurs externes (les menaces extérieures). La conscience d'une identité régionale peut jouer un rôle important pour surmonter les obstacles à la mise en place d'un régionalisme, puisque « the stronger the sense

⁶⁴ A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspectives", op.cit.

⁶⁵ L. Fawcett, "Exploring regional domains", op.cit.

⁶⁶ A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspective", op.cit., p. 40.

of a permanence and the greater the identitive appeal, the less willing are opposition groups to attack an integration scheme frontally ».⁶⁷

- 3) L'intensification des échanges régionaux et la prise en conscience de ces derniers par des responsables étatiques peuvent aboutir à la mise en place d'une coopération régionale interétatique. Cette dernière peut être aussi bien formelle et institutionnalisée qu'informelle. La coopération régionale peut être insérée dans un cadre institutionnel assez flexible avec des réunions régulières, des règles plus ou moins flexibles et des institutions de préparation et de l'observation. Dans le cadre de cette coopération, les Etats restent les maîtres de la situation. Car, cette dernière est désignée plutôt pour améliorer et protéger le rôle de l'Etat et le pouvoir du gouvernement.⁶⁸ Elle est fondée « sur la conviction de la prééminence en tout et, surtout, en dernière analyse, de l'intérêt national ».⁶⁹
- 4) Les Etats engagés dans une coopération régionale peuvent décider d'aller plus loin en mettant en place une intégration économique régionale. Cette dernière est menée par des institutions communes et englobe nombreux aspects de la vie économique.⁷⁰ Elle vise à réduire ou à effacer les barrières à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes.⁷¹ 'Elle est assimilée à la libéralisation des échanges et des facteurs de production. (...) Intégrer, c'est réduire les distorsions des politiques nationales en se rapprochant du marché international. (...) Politiquement, elle implique les transferts de souveraineté...'.⁷² A la différence de la coopération régionale où les intérêts nationaux prévalent, l'intégration suppose l'existence d'un intérêt commun et d'une solidarité entre les Etats.⁷³
- 5) La combinaison des processus décrits ci-dessus peut éventuellement mener à l'émergence d'une unité régionale cohésive et consolidée. C'est justement cette possibilité d'aboutissement à une cohésion régionale qui donne à l'étude du

⁶⁷ J. Nye cité in J. E. Dougherty, R. L. Pfaltzgraff Jr., *Contending theories of International Relations*, Longman, 2001, 5th ed., sp. pp. 505-547.

⁶⁸ A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspective", op.cit., p. 42.

⁶⁹ P. Pescatore, *Droit International et Droit Communautaire*, op.cit., p. 12.

⁷⁰ C. Nème, « Les intégrations régionales à l'aube du XXI siècle », in A. Redslob (ed.), *Monde, régions, nations : intrications et perspectives à l'aube du troisième millénaire*, Editions Panthéon-Assas, 2001, p. 945.

⁷¹ A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspective", op.cit., p. 43.

⁷² Ph. Hugon, "Les économies en développement au regard des théories de la regionalization", *Revue Tiers Monde*, t. XLIII, n° 169, janvier-mars 2002, p. 9., p. 11.

⁷³ P. Pescatore, *Droit International et Droit Communautaire*... op.cit., p. 12.

régionalisme une importance particulière.⁷⁴ Cette cohésion peut signifier que : (1) la région jouera un rôle déterminant dans les relations entre les Etats (et les autres acteurs majeurs) de la région et le reste du monde ; (2) Elle constituera une base organisationnelle pour les politiques dans les différents domaines dans cette région.

2.1.4. Régions et puissances

La question de puissance est centrale pour comprendre le phénomène régional. Les relations entre la puissance et les régions sont étudiées de deux perspectives différents importants.

Le premier perspectif étudie les régions comme les produits des puissances. De ce point de vue, les régions sont soumises aux buts et préférences des grandes puissances. Leur nature est plutôt fonctionnelle et analytique. Dans la littérature de régionalisme, les œuvres de Peter Katzenstein, d'une part, et de Barry Buzan et Ole Waever, d'autre part, sont représentatives de cette école. Dans son livre « A World of Regions : Asia and Europe in the American Imperium », Peter Katzenstein définit le système international actuel comme composé de plusieurs ordres régionaux.⁷⁵ Selon lui, ces ordres régionaux sont les produits d'une puissance extérieure : Imperium américain (American Imperium), dans le cas. C'est la politique étrangère américaine qui a fait de régionalisme un élément central de la politique mondiale. L'essence de l'Impérium américaine réside dans la puissance : territorial et non-territorial. Les relations entre les Etats-Unis d'une part, et les régions, d'autre part, sont de nature verticale. Les régions du monde répondent aux préférences et objectifs de la puissance Etats-Unienne. Le cadre régionaux est l'objet central de l'œuvre de Barry Buzan et Ole Waever sur « Regions and Powers : The structure of International Security ».⁷⁶ Ces auteurs avancent l'hypothèse que l'ordre bipolaire de l'époque de la guerre froide a laissé la place à une nouvelle constellation de puissance qui s'appuie sur les ordres régionaux. Ils définissent ces ordres régionaux comme des complexes de sécurité régionaux (regional security complex). Ce concept dénote un ensemble des Etats dont les soucis et les calculations de sécurité se sont liés intrinsèquement. Ces complexes sont

⁷⁴ A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspective", op.cit., p. 44.

⁷⁵ P. Katzenstein Peter, A world of regions, op.cit.

⁷⁶ B. Buzan et O. Waever, *Regions and Powers*, op.cit.

définis par la distribution de puissance, matérielle, au sein de ces ensembles des Etats. Le caractère d'un complexe de sécurité régional est souvent conditionné par le membre le plus puissant ou par une puissance extérieure. D'après cette approche, les régions sont dotées de fonction analytique : elles sont importantes comme des niveaux d'analyse. Les régions n'ont pas de qualité d'acteur ; elles sont construites d'une manière hégémonique par les acteurs puissants.

Le deuxième perspectif représente une approche normative vers le phénomène régional. D'après cette approche, l'importance des cadres régionaux va au-delà du statut de l'objet de manipulation par des puissances hégémoniques. Les régions peuvent prétendre à la qualité d'acteur dans les relations internationales et jouer un rôle important en vue d'adresser les défis du monde contemporain. Selon Björn Hettne, un ordre mondial composé de plusieurs ordres régionaux, construits sur des bases volontaires et normatifs, peut constituer une alternative à l'ordre mondial unipolaire par une hyperpuissance.⁷⁷ Luk Van Langenhove voit le régionalisme comme une vision politique capable d'apporter les réponses aux défis de la globalisation.⁷⁸ Dans son étude récent sur les perspectifs d'ordre global, Andrew Hurrell identifie quatre fonctions importantes que peuvent revêtir les régions dans l'ordre international : (1) les régions peuvent servir d'héberge pour la diversité culturelle et normative ; (2) les régions comme des pôles ou des puissances ; (3) les régions comme un niveau de la gouvernance globale multi-niveaux ; (4) les régions comme des agents de changement dans le caractère de l'ordre international.⁷⁹

Malgré les différences d'opinion concernant la nature des relations entre les régions et les puissances, ces travaux soulignent l'importance grandissante du phénomène régional dans le monde. Amitav Acharya parle de « l'architecture régionale émergente de la politique mondiale ».⁸⁰ Les ordres régionaux seront les éléments essentiels de l'ordre mondial. Pour comprendre la nature de cet ordre mondial, il faut nécessairement étudier les ordres régionaux : comment les ordres régionaux, sont-ils construits et organisés ; quelles types des interactions politiques, économiques, culturelles et stratégiques ont lieu au sein et

⁷⁷ B. Hettne, "Regionalism and World order", in M. Farrell et al. *Global politics of regionalism*, op.cit.

⁷⁸ Voir: L. Van Langenhove, "Regionalism as a political vision", UNU-CRIS Occasional papers n° 0-2005/15, 2005.

⁷⁹ Voir: A. Hurrell, *On global order*, op.cit.

⁸⁰ Voir: A. Acharya, "The emerging regional architecture of world politics", *World Politics*, 59(4), 2007, pp. 629-652.

entre les régions ; quelles sont les relations entre les ordres régionaux et le système international.

2.2. L'ordre dans le système international

2.2.1. Le concept de l'ordre

L'ordre est défini comme « un ensemble plus ou moins cohérent, plus ou moins stable de principes, de règles, de pratiques intériorisées par les acteurs concernés et dont le respect ultime est garanti par un système de sanctions ».⁸¹ Cet ensemble est sensé de produire un résultat particulier et de promouvoir un ensemble particulier des valeurs et objectifs.⁸² Pour Charles Rousseau, ce résultat recherché est d'établir une cohésion sociale entre les groupes sociaux partageant le même milieu déterminé.⁸³ L'ordre règlemente les comportements individuels et réalise une définition et distribution des rôles sociaux.⁸⁴ Un ordre social est composé de différents éléments qui s'interagissent et se soutiennent les uns les autres. Moreau-Defargues identifie trois composants essentiels d'ordre : (a) des références et des valeurs communes ; (b) une configuration acceptée des positions et des forces ; (c) des institutions.⁸⁵ Selon Hedley Bull, tout ordre est soutenu par trois éléments : (a) des intérêts communs, (b) des normes ; et, (c) des institutions.⁸⁶ Dans « Global politics of regionalism », Bjorn Hettne analyse l'ordre mondial dans trois dimensions : la structure, les modes de gouvernance et la légitimité.⁸⁷

⁸¹ Voir : P. Moreau-Defargues, *L'ordre mondial*, Armand Colin, 1998. Deux types d'ordre ont traditionnellement été traités par des juristes et des politologues : ordre domestique et ordre international. Ordre domestique est considéré comme un ordre centralisé et cohérent où les rôles et les obligations de ses membres sont clairement identifiés et dont le respect est assuré par le garant essentiel de l'ordre interne qui est l'Etat. Ordre international est considéré comme un ordre imparfait partagé entre deux visions situées dans un continuum : l'ordre souhaité où tous les Etats composant le système international sont situés les uns par rapport aux autres dans un ensemble des relations pacifiques, coopératives et solidaires et l'ordre réelle qui est un ordre décentralisé laissant à ses membres le soin d'identifier et de réaliser la nature des rôles et des obligations sociaux de chacun ainsi que de garantir le respect de ses dispositions.

⁸² Voir: H. Bull, *Anarchical Society*, op.cit.

⁸³ Voir : C. Rousseau, *Droit international public*, Dalloz.

⁸⁴ Voir, M. Virally, *La pensée juridique*, PUF, 1990.

⁸⁵ Voir : P. Moreau-Defargues, *L'ordre mondial*, op.cit..

⁸⁶ H. Bull, *Anarchical Society*, 3^e édition, CUP, 2002.

⁸⁷ B. Hettne, "Regionalism and World order", op.cit.

2.2.2. Les développements autour de l'ordre international après la Guerre froide

Le sujet d'ordre international est peut-être le sujet le plus discuté depuis la fin de la guerre froide. La croissance des publications qui sont aussi bien les ouvrages⁸⁸ que les grands rapports produits par les institutions internationales de plus haut niveaux⁸⁹ sur les visions futures de l'ordre international témoignent de la vitalité et de l'importance du sujet dans les relations internationales. Cette effervescence autour de la question d'ordre international est conditionnée par la disparition d'un ordre ancien, mais le retardement de l'apparition d'un nouvel ordre. L'ordre ancien qui a caractérisé le système international depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1980, ou pendant la guerre froide, s'appuyait sur une fondation bipolaire où il a existé une compétition politico-militaire entre les deux superpuissances (Etats-Unis et URSS) et leurs alliés respectifs. Cette vision d'un ordre bipolaire accommodait aussi la présence de différenciations « Ouest-Est » et « Nord-Sud ». L'ordre occidental était caractérisé par l'hégémonie américaine, le système de Bretton-Woods et une pluralité des institutions internationales. L'ordre « Nord-Sud » était composé des processus de la décolonisation et l'entrée en scène internationale des nouveaux Etats indépendants et leur intégration au sein du système onusien.⁹⁰

Cet ordre a pris fin avec la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique, l'une des deux superpuissances structurantes de l'ordre bipolaire. Il existe plusieurs interprétations de l'état actuel du monde parmi lesquelles «la fin de l'histoire » et la victoire de libéralisme (Francis Fukuyama)⁹¹, le retour des valeurs et «le clash des civilisations » (Samuel Huntington)⁹², la fin de l'hégémonie Etats-unien et l'émergence du « monde post-américaine » (Fareed Zakaria)⁹³, quand « le nouvel ordre mondial » sera basé sur les réseaux intergouvernementaux et transnationaux (Anne-Marie Slaughter)⁹⁴, ou

⁸⁸ Moreau-Defargues P., *L'ordre mondial*, Armand Colin, 1998 ; A. Hurrell, *On Global Order: Power, Values and the Constitution of International Society*, Oxford, OUP 2007; R. Cooper, *The breaking of nations : Order and Chaos in the Twenty-First Century*, Atlantic Livres, London, 2004.

⁸⁹ *Our Global Neighbourhood: The Report of the Commission on Global Governance*, Oxford: Oxford University Press, 1995; ICISS, *Responsibility to Protect: The Report of International Commission on Intervention and State Sovereignty*, December 2001; *A more secure world: our shared responsibility : Report of the High-level Panel on Threats, Challenges, and Change*, United Nations Publications, 2004.

⁹⁰ Sørensen, G. 2006, 'What Kind of World Order? The International System in the New Millennium', *Cooperation and Conflict*, vol. 41 no. 4, pp. 343-63.

⁹¹ Fukuyama, F., *The end of history and the last man*, Penguin Books, 1992, 418 p.

⁹² Huntington, S., *The clash of civilizations and the remaking of world order*, Simon & Schuster, 1997, 367 p.

⁹³ Zakaria, F., *The post-American world*, W.W. Norton & Co., 2008, 292 p.

⁹⁴ Slaughter, A.-M., *A new world order*, Princeton University Press, 2004, 341 p.

encore sur la prévalence de l'Asie (Kishore Mahbubani)⁹⁵ ou celle de l'Europe (Mark Leonard)⁹⁶. Ces thèses témoignent de l'actualité et l'acuité de la question de l'ordre dans les relations internationales. C'est justement l'absence d'un ordre international aux contours précis et accepté par la majorité des acteurs de la scène internationale qui suscitent l'apparition de ces arguments. L'état actuel des relations internationales est caractérisé par une quête de l'ordre que par la présence de l'un. Il est décrit comme un « interregnum » qui est une période quand quelques éléments de l'ordre ancien subsistent, mais on n'a pas encore témoigné l'émergence d'un nouvel ordre.⁹⁷ Cet état ambigu des choses ne corresponde aux préférences d'aucun acteur de la politique mondiale, ce qui provoque des quêtes et des débats afin d'articuler et d'élaborer un nouvel ordre.

2.2.3. Les différentes versions de l'ordre international dans la littérature

A part les thèses parfois provocatrices et spéculatives, il existe actuellement un débat qui implique plusieurs alternatives de l'ordonnement de la politique internationale. Ces visions parfois se rivalisent, parfois se complètent. Elles tentent d'élaborer des éléments de réponse à deux questions principales : comment peut-on conceptualiser l'ordre international actuel et peut-on gouverner le monde ?

L'ouvrage d'Andrew Hurrell propose trois cadres principaux pour conceptualiser l'ordre international. Selon lui, ils correspondent aux cheminements que va prendre l'ordre international émergent. Le premier cadre représente l'idée d'une société pluraliste et limitée composé des Etats souverains. Ce sont les Etats qui jouent le rôle essentiel dans la gestion des affaires internationale et les institutions internationales vont tout d'abord œuvrer vers les intérêts des Etats. La deuxième idée concernant l'ordre international est la société des Etats fondée sur le libéralisme et la solidarité. Au sein de cette société, ce sont les intérêts de la communauté internationale qui sont au premier plan. Le droit et les institutions internationales auront plus d'importance. La troisième conceptualisation de l'ordre international peut être décrite comme un ordre basé sur la gouvernance complexe autour et au-delà des Etats.

⁹⁵ Mahbubani, K., *The new Asian hemisphere: the irresistible shift of global power to the East*, Public Affairs, 2008, 314 p.

⁹⁶ Leonard, M., *Why Europe will run the 21st century?* Public Affairs, 2006, 192 p.

⁹⁷ Sørensen, G. 2006, 'What Kind of World Order? The International System in the New Millennium', *Cooperation and Conflict*, vol. 41 no. 4, pp. 343-63.

Sa conceptualisation fait écho aux constructions intellectuelles de Hedley Bull, l'un des grands noms de l'école anglaise des relations internationales dont se réclame notamment Andrew Hurrell. Hedley Bull avait proposé trois visions de l'ordre international dans son livre qui a suscité l'intérêt d'autant des politologues que des juristes internationalistes.⁹⁸ Selon lui, ces visions pourraient être décrites comme l'ordre hobbesien, l'ordre kantien et l'ordre grotiusien. L'ordre hobbesien est un monde des Etats qui sont guidés par les soucis égoïstes et de survie. Il est caractérisé plutôt par des conflits que de coopération. L'ordre kantien est à l'opposé du monde de Hobbes et suppose l'unification des Etats au sein d'une république mondiale. Dans ce monde, la règle c'est la solidarité, le libéralisme et l'absence des guerres. La vision grotiusienne est située au milieu de ces deux extrêmes. Les Etats ne seront jamais prêts à renoncer à leur souveraineté et à tous les privilèges qui en découlent. Mais, ils n'ont pas non plus l'intérêt dans la permanence des conflits et des guerres. Ils cherchent alors à trouver des points de convergence et à coordonner leurs intérêts pour mettre en place une coopération mutuellement bénéfique. Ils pourront peut-être jamais trouver une formule parfaite de coopération et de coordination. Mais, malgré les échecs et les incohérences, ils poursuivront leurs efforts car la coopération profite à toutes les parties.⁹⁹

Dans son livre *Changing structure of international law*, Wolfgang Friedman avait élaboré trois modèles du droit international qui corresponde, essentiellement, aux trois visions de l'ordre international¹⁰⁰ :

- 1) le droit de la coexistence, qui accepte la présence du conflit et de la guerre et seulement cherche à mettre en place les seuils de minimum pour garantir la continuation de l'existence des Etats. Les institutions internationales de ce monde sont plutôt processuel et ad hoc.
- 2) Le droit de la coopération qui va au-delà des préoccupations de survie et de coexistence, et présuppose les efforts actifs entre les Etats de mettre en place des structures de coopération. Les institutions internationales ont plus de profil.

⁹⁸ Hedley Bull, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, avec les préfaces de A. Hurrell et S. Hoffmann, 3e édition, Columbia University Press, 2002, 368 p.

⁹⁹ Dans un effort de ré-conceptualisation du cadre élaboré par H. Bull, Muthiah Alagappah souligne trois types de l'ordre international : l'ordre instrumental ; l'ordre normatif- contractuel ; et, l'ordre solidariste. Les caractéristiques de ces typologies correspondent largement à ceux proposés par H. Bull. Voir, « The study of international order: An analytical framework », in M. Alagappah (editor), *Asian Security Order: Instrumental and Normative Features*, op.cit.

¹⁰⁰ Friedmann, Wolfgang, *The changing structure of international law*, Stevens & Sons, London, 1964.

- 3) Le droit de la coordination qui est basé sur la prévalence des intérêts communs des Etats et surtout sur les intérêts de l'humanité. Il présuppose l'existence des institutions internationales fortes et effectives.¹⁰¹

Ces visions présentent des prémisses générales et philosophiques. Et, dans la réalité, elles coexistent souvent au sein des mêmes cadres politiques. A la veille de la dissolution de l'URSS, Richard Rosecrance a proposé trois alternatives suite à l'effondrement du monde bipolaire :

- a) Le rétablissement de la souveraineté régionale. Dans cette version, les dynamiques régionales seront libérées de l'emprise des superpuissances et revêtiront l'indépendance et l'autonomie. Le caractère de ces ordres régionaux indépendants seront déterminés par les processus intra-régionaux et, particulièrement, par l'émergence des hégémons régionaux.
- b) La domination américaine. La fin de la guerre froide pourrait être interprété comme la victoire des Etats-Unis et mener à l'établissement d'un monde unipolaire construit sur la prévalence de la puissance américaine à travers les différents parties du monde.
- c) La troisième alternative pourrait prendre la forme d'un concert des puissances. A la différence du concert d'Europe au 18 siècle, l'Europe va seulement un des participants de ce nouvel concert des puissances qui va réunir les Etats-Unis, l'URSS et l'Europe. Il doit aussi nécessairement engager le Japon et la Chine pour être effectif.¹⁰²

Selon Richard Rosecrance, les deux premiers ne sont pas viables. Il est tôt pour la souveraineté régionale tandis que l'unipolarité américaine n'est ni faisable ni souhaitable. Dans une contribution récente, l'auteur réitère la nécessité d'un concert des grandes puissances comme la solution la plus viable pour la gouvernance mondiale.¹⁰³

¹⁰¹ Paul Reuter avait aussi souligné trois conceptions de la société internationale : la société internationale sur la base d'une simple juxtaposition des Etats ; la société sur la base de la reconnaissance des intérêts communs ; et, la société internationale sur la base des organisations différenciées. Voir P. Reuter, *Principes de droit international public*, RCADI, Vol II(103), 1961, pp. 425-655 ; P. Reuter, *Droit international public*, PUF Themis, 1976, 5^e éd.

¹⁰² Rosecrance, Richard, "Regionalism and the post-Cold War era", *International Journal*, XLVI Summer 1991, pp. 373-393.

La perspective asiatique est soulignée par Amitav Acharya. Selon lui, quatre scénarios peuvent être envisagés pour l'Asie : le concert, l'hégémonie, la communauté, et la consociation. Parmi les quatre, c'est la consociation qui est plus évident en Asie actuelle et elle implique la diversité culturelle ainsi qu'une distribution inégale et multipolaire de la puissance dans son sein.¹⁰⁴

L'un des points caractéristiques de ces scénarios est la prééminence du facteur de puissance et la faible place accordée aux considérations du droit international. Ce qui cause la critique de ces approches et l'émergence des alternatives. Parmi les alternatives le cadre régional devient de plus en plus visible. Selon les partisans du régionalisme, ce dernier permet d'adresser deux questions importantes : la puissance et le problème de coopération qui est de plus en plus actuel dans un contexte de globalisation. Le cadre régional est la réponse et l'alternative à l'unification hégémonique. Il s'agit de construction non-hégémonique. Il permet aussi d'aller au-delà des égoïsmes étatiques et de mettre en place une coopération bénéfique à toutes les parties. Le régionalisme représente aussi une réponse institutionnalisée à la présence d'un hégémon.

2.2.4. Le régionalisme comme quête institutionnalisée pour un ordre régional

Le régionalisme comme discipline a connu ses moments de gloire et de désespoir. En 1975, Ernst Haas, l'un des fondateurs de la discipline, a appelé à revoir les théories de régionalisme et d'intégration régionale. Mais, actuellement on témoigne un intérêt accru pour les études du phénomène régional. L'état actuel de l'ordre international compte parmi les raisons principaux de cet intérêt grandissant pour le régionalisme. L'ordre ancien qui a commandé les échanges interétatiques internationaux pendant la deuxième moitié du 20^e siècle a été un ordre bipolaire où les conduites et les préférences de deux superpuissances de l'époque définissaient largement l'état de la scène mondiale. Cette situation a pris fin avec la dissolution de l'une de ces deux puissances : l'URSS. Dans le champ académique

¹⁰³ Alexandroff, Alan (ed) Can the World be Governed? Possibilities for effective multilateralism, Wilfrid Laurier University Press, 2008, 436 p.

¹⁰⁴ A. Acharya, "Four Scenarios of Asian Regional Cooperation", Outline of a Paper Presented to the Panel on: "Modelling a Scenario of Asian Integration: Political, Economic, and Cultural Approaches", Conference on Asian Cooperation, Integration, and Human Resources, Waseda University, Japan, January 17 – 18, 2008.

des relations internationales, l'époque actuelle peut être définie comme un « interregnum ». Selon Georg Sorensen, l' « interregnum » est une période quand quelques éléments de l'ordre ancien subsistent, mais on n'a pas encore témoigné l'émergence d'un nouvel ordre.¹⁰⁵ Cet état ambigu des choses ne correspond aux préférences d'aucun acteur de la politique mondiale, ce qui provoque des quêtes et des débats afin d'articuler et d'élaborer un nouvel ordre. Les organisations régionales jouent un rôle de plus en plus actif dans cette quête pour l'ordre. Les sommets et les réunions des organisations régionales à travers les différentes parties du monde créent des opportunités pour leurs membres de discuter et de formuler leur vision concernant l'ordre international ainsi que régional et de les présenter à l'attention de la communauté internationale. Dans cette perspective, le régionalisme peut être considéré comme une quête institutionnalisée au sein duquel les discussions et les débats autour d'ordre régional sont poursuivis. Le régionalisme comme quête pour l'ordre implique les discussions, les débats et les négociations au sein des organisations régionales sur les identités, les hiérarchies, les idées et les institutions pour la région concernée.

Un aspect général des organisations internationales en général et des organisations régionales en particulier se met en avant ; c'est l'aspect de l'*agora classique* des organisations. Selon Jan Klabbers, l'organisation internationale a toujours eu deux aspects : l'aspect managérial (de gestion) et l'aspect de l'*agora classique*.¹⁰⁶ Le premier personnifie la vision de l'organisation internationale centrée sur une tâche précise, précisément, sur la gestion des problèmes communs. Les Etats coopèrent au sein des organisations régionales afin de trouver des solutions aux défis communs, afin d'assurer leur bien-être d'ensemble. Cet aspect « centré sur la gestion, fonctionnaliste et progressiste » a toujours prédominé dans l'analyse du phénomène de l'organisation internationale. Le deuxième aspect de l'organisation internationale s'appuie sur la vision de « l'*agora classique* : l'espace public où les affaires internationales sont débattues ». L'institution internationale est « fora où les Etats peuvent se réunir, échanger des idées et discuter de leur avenir commun ». Ces deux aspects de l'organisation internationale ont toujours coexisté d'une manière dialectique en se complétant et en se critiquant.

¹⁰⁵ G. Sørensen, 'What Kind of World Order? The International System in the New Millennium', *Cooperation and Conflict*, vol. 41 no. 4, 2006, pp. 343-63.

¹⁰⁶ J. Klabbers, "Two concepts of international organization", *International Organizations Law Review*, 2, 2005, pp. 277-293.

Bien que le concept d'*agora* n'ait pas été utilisé explicitement, cet aspect d'espace public pour poursuivre les débats sur les grandes idées de la société devient de plus en plus éminent dans les études de régionalisme. Notamment, les travaux sur le régionalisme en Asie autour de l'Association des Etats de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) soulignent l'importance des organisations régionales pour débattre les visions et les idées concernant l'évolution des Etats et des régions. Les œuvres d'Amitav Acharya est représentative de ces tendances. Pour lui, au moment actuel de son évolution, le caractère principal de l'ASEAN ne réside pas dans la création d'une organisation régionale centrée sur la gestion à l'instar des Communautés Européennes. L'essence de l'ASEAN réside dans le fait qu'elle a su créer un espace public au sein duquel les Etats de l'Asie du Sud-est ont pu se réunir et débattre les sujets importants de nature internationale et régionale. L'ASEAN leur a permis de débattre ainsi que d'articuler et de formuler leurs visions concernant les préférences de politique régionale et les aspects de l'identité régionale.¹⁰⁷ L'expérience de l'intégration européenne est souvent considérée comme l'exemple le plus réussi de l'organisation régionale fonctionnelle. Dans une époque caractérisée comme « interregnum », l'aspect de l'agora classique des organisations européennes est de plus en plus souligné. L'UE se veut un laboratoire des idées pour un nouvel ordre multilatéral. Dans cette perspective, des nouveaux programmes de recherches sont initiés afin d'analyser le potentiel de l'UE pour articuler des nouvelles visions pour l'ordre international et régional, basées sur le multilatéralisme et les prémisses normatives.¹⁰⁸ Les débats normatifs au sein et autour des organisations régionales aident les Etats à articuler leurs perspectives sur les affaires internationales et régionales ; ils sont fonction de la diversité culturelle et normative ; ils permettent aussi d'effectuer les changements normatifs dans le caractère de l'ordre international.¹⁰⁹

Le cadre analytique de régionalisme comme quête institutionnalisée pour l'ordre régional permet de retracer le débat au sein et autour des organisations régionales. Les notions essentiels de ce cadre analytique couvrent les idées principales soutenues par le concept d'ordre : références et valeurs communes ; une configuration acceptée des

¹⁰⁷ Voir: A. Acharya, *A Quest For Identity: International Relations Of Southeast Asia*, Singapore: Oxford University Press, 2000, 188 p; A. Acharya, *Constructing A Security Community In Southeast Asia: ASEAN and the Problem of Regional Order*, Routledge, 2000.

¹⁰⁸ Cf. les programmes de recherches récents: EU-GRASP: European Union as Global and Regional Actor in Security and Peace, 7th Framework Project <http://www.eugrasp.eu/> ; MERCURY: Multilateralism and the EU in Contemporary Global Order <http://www.mercury-fp7.net/>

¹⁰⁹ Voir: A. Hurrell, *On Global Order*, op.cit.

positions et des forces ; des institutions. Notamment, les références et les valeurs communes, constituent-elles une identité régionale et dans quelle mesure elles influent l'articulation de vision générale pour l'ordre régional. Quelle est la nature de la distribution des positions et des rôles au sein de l'ordre régional: égalitaire ou hiérarchique ? Quelle est la nature des institutions régionales sensées de produire et de maintenir l'ordre régional souhaité ?

Tèlos et identité régional

La notion de tèlos d'ordre régional désigne la finalité spécifique - l'ordre des choses souhaité - pour une région donnée.¹¹⁰ Ces finalités peuvent prendre la forme des projets spécifiques à réaliser : l'établissement d'une fédération régionale, d'intégration politico-économique ou la création de communauté de sécurité.¹¹¹ La cristallisation du tèlos d'ordre régional est fonction de plusieurs facteurs : chaque ordre est porteur des valeurs et des aspirations des acteurs qui le forgent et maintiennent. Les aspirations de ces participants sont traduites, articulées en une finalité spécifique qui reflète leurs valeurs et leurs intérêts communs. La poursuite de cette finalité spécifique peut mener à l'émergence d'un ordre qui corresponde plus ou moins à cette finalité. L'étude des finalités derrière la quête pour ordre régional consiste alors à étudier les perceptions régionales, élaborées par un certain groupe des acteurs étatiques et non-étatiques, l'articulation des valeurs et des intérêts communs à ces groupes ainsi que la traduction de ces perceptions et articulations dans un tèlos plus ou moins claire et cohérent.

La définition des participants ainsi que la portée et la nature de l'ordre régional ne s'appuie pas seulement sur des facteurs physiques, sociaux ou culturels. A. Paasi rappelle que l'identité régionale - l'image normative que veut circuler la région d'elle-même- joue un rôle central dans la formulation des contours de tout projet régional. Cette identité régionale ne doit pas être confondue avec les seuls caractéristiques physiques ou matériels

¹¹⁰ La notion de telos est empruntée de L. Van Langenhove et D. Marchesi. Chez L. Van Langenhove et D. Marchesi, l'analyse du phénomène régional est effectuée à travers trois concepts de *telos*, de *processus* et de *produit* de l'intégration régionale. Voir, L. Van Langenhove et D. Marchesi, "The Lisbon Treaty and the Emergence of third generation regional integration", *European journal of law reform*, Vol. X (4): 477-496, 2008.

¹¹¹ E. Haas, "The Study of Regional Integration: Reflections on the Joy and Anguish of Pretheorizing", *International Organization*, Vol. 24, Issue 4, Regional Integration: Theory and Research (Autumn, 1970), pp. 607-646.

de la région.¹¹² La définition de la nature et la portée de la finalité régionale reflète donc l'influence des facteurs idéologiques et politiques. Ernst Haas avait un ensemble de background factors – les facteurs contextuels – qui déterminent l'environnement où se réalisent les projets régionalistes. Ces facteurs déterminent la nature et la portée des institutions régionales. Parmi ces facteurs, Ernst Haas incluait les facteurs idéologiques.¹¹³ Un ensemble des Etats qui adhère à une idéologie libérale peut formuler un projet régional dans les termes différents qu'un autre groupe des Etats qui adhèrent à une autre idéologie politique. Un autre facteur important est l'influence que peuvent avoir les facteurs exogènes (par exemple, les puissances extérieures) dans la désignation du têtos d'ordre régional. L'influence du contexte historique et d'idéologique politique sur la formation de différents objectifs régionaux est étudiée par Mark Beeson et Kanishka Jayasuria, notamment.¹¹⁴

Cheminements institutionnels vers l'ordre régional

Dans la littérature de régionalisme, ces processus menant vers un ordre régional spécifique sont appréhendés par les notions telles que l'intégration, le régionalisme économique, le régionalisme politique, etc. Ernst Haas identifie l'intégration avec des processus aboutissant à l'émergence des nouvelles formes de communauté politique.¹¹⁵ L'étude des processus aboutissant à un ordre régional consiste à analyser les différents projets, interactions, institutions, normes et règles désignés et pratiqués par les acteurs concernés. Le cadre institutionnel est fondamental pour acheminer vers l'instauration d'ordre régional. Robert Keohane note que le contexte institutionnel est présent presque toujours dans les interactions entre les Etats.¹¹⁶

Cet aspect institutionnel est plus accentué dans le cadre d'ordre régional. Philippe Moreau Defargues souligne qu' « il n'est pas d'ordre sans institutions »¹¹⁷ Les efforts en vue de bâtir l'ordre régional sont gérés principalement par les institutions. La définition et

¹¹² A. Paasi, The resurgence of "Region" and "Regional identity", op.cit.

¹¹³ E. Haas, "International integration: The European and the Universal Process", *International Organization*, Vol. 15, n° 3, 1961, pp. 366-392.

¹¹⁴ Voir: M. Beeson, K. Jayasuria, "The Political rationalities of Regionalism: APEC and the EU in comparative perspective", *The Pacific Review*, 11(3), 1998; M. Beeson, "Rethinking regionalism", op.cit.

¹¹⁵ E. Haas, "The Study of Regional Integration", op.cit.

¹¹⁶ R. Keohane, "International Institutions: Two Approaches", *International Studies Quarterly*, Vol. 32 (4), 1988, pp. 379-396.

¹¹⁷ P. Moreau Defargues, op.cit.

distribution des rôles sociaux ainsi que l'image d'ordre souhaité sont traduits et communiqués aux acteurs concernés dans la forme d'un ensemble des institutions, des normes, des règles et des pratiques formelles et informelles. Les acteurs concernés intériorisent ces instructions et les répètent continuellement dans la pratique en vue de réaliser l'objectif régional particulier.

On a noté que la finalité du cadre régional peut être construite sur le principe de coopération ou d'intégration. Le choix de principe informe le choix des instruments pour le réaliser. En général, les instruments principaux sont les organisations de coopération et les organisations d'intégration. Les organisations de coopération et les organisations d'intégration élaborent différentes normes et procédures et encadrent les processus guidés par ces normes et procédures pour réaliser leurs objectifs spécifiques.

La coopération entre les Etats peut signifier toute activité interétatique entre les pays dont le nombre est suffisamment réduit pour ne pas être traité comme universel.¹¹⁸ « Elle suppose l'action commune, conjointe ou coordonnée de partenaires indépendants, agissant chacun pour son compte mais associant leurs conduites de façon convenue pour la mise en œuvre d'opérations limitées. (...) C'est la modalité ordinaire des relations internationales, telles qu'elles sont dominées et encadrées par les relations interétatiques ».¹¹⁹ La coopération interétatique permet aux Etats de 'mieux s'acquitter de leurs fonctions sociales dans les domaines où la dimension des problèmes dépasse leur capacité d'action individuelle'.¹²⁰

Le tēlos régional peut aussi être construit sur la base de principe d'intégration. Avec l'intégration, les Etats acceptent de conduire leurs relations mutuelles selon une logique toute différente de la coopération. L'intégration « désigne le rapprochement et la combinaison d'éléments originellement séparés jusqu'à leur fusion en une unité englobante, grâce à l'action des facteurs cohésifs ».¹²¹ Dans les relations internationales, l'intégration signifie l'unification des territoires et populations de plusieurs Etats dans un

¹¹⁸ « Regional cooperation is a vague term covering any interstate activity with the less than universal participation designed to meet some commonly experienced need », E.Haas, "The Study of Regional Integration : Reflections on the Joy and Anguish of Pretheorizing", op.cit.

¹¹⁹ S. Sur, *Relations Internationales*, PUF, 2001, p. 251.

¹²⁰ M. Virally, « Définition et classification : approche juridique », dans M. Virally, *Le Droit international en devenir*, op.cit., pp. 227-240

¹²¹ M. Virally, « La notion de fonction », op.cit.

ensemble cohérent.¹²² Pour Ernst Haas, l'intégration désigne l'ensemble des processus aboutissant à l'émergence des nouvelles formes de communauté politique.¹²³ L'intégration régionale est « un processus par lequel des acteurs politiques de nationalité différente sont amenés à transférer leurs allégeances, attentes, et activités politiques vers un centre nouveau dont les institutions ont, ou cherchent à avoir, compétence sur les Etats nationaux préexistants ». L'action de l'intégration est fondée sur l'existence d'un intérêt commun qui crée un sentiment de solidarité entre les Etats concernés. Cet intérêt commun engendre une nécessité qui pousse les Etats à se solidariser afin de faire face aux exigences de développement. Les exigences peuvent être de caractère politique, économique ou simplement de survie. Plus ces trois exigences se convergent, plus forte est sentie la nécessité de mettre en œuvre une solidarité réelle et qui fonctionne.¹²⁴ La poursuite de cet intérêt global, qui n'est pas la simple addition algébrique des intérêts des Etats concernés,¹²⁵ est considérée prioritaire, aux yeux des Etats participants, par rapport à la sauvegarde des intérêts nationaux individuels.¹²⁶ L'action collective des Etats ainsi que des institutions de l'intégration se focalise alors sur l'« unité à construire ».¹²⁷

L'analyse réalisée par Muthiah Alagappah pour déterminer les chemins menant vers l'ordre international peut être appliqué à l'exemple d'ordre régional. Il souligne trois cheminements vers l'ordre: l'ordre par compétition et puissance ; l'ordre par coopération ; et, l'ordre par transformation. L'ordre par compétition est réalisé dans un environnement où les Etats se considèrent dans une atmosphère hostile et, évitent ou ne sont pas capables de mettre en place une coopération avec leurs homologues. Ils comptent sur la puissance pour établir un ordre qui corresponde à leurs intérêts. L'ordre par coopération est possible quand les Etats sont prêts à considérer les intérêts communs et acceptent de se conduire via les institutions et les normes pour les réaliser. L'ordre par transformation est réalisable dans les situations où la redéfinition de la nature des Etats et la transformation de la

¹²² Id.

¹²³ E. Haas, "The study of regional integration", op.cit..

¹²⁴ Voir notamment : J. Delors sur les facteurs qui ont poussé les responsables européens à adopter les Traités de Rome : J. Delors, Discours inaugural « 40 ans d'Europe » in *40 ans des Traités de Rome*, Colloque à la mémoire d'Emile Noël, Rome les 26-27 mars, 1997 publié chez Bruylant, 1999.

¹²⁵ P. Daillier et A. Pellet, *Droit international public*, LGDJ, 2001, 7^e éd., § 391.

¹²⁶ P. Pescatore, *Droit international et droit communautaire...* op.cit., p. 12.

¹²⁷ Id., p. 16.

structure internationale sont réalisée afin de mettre fin à la possibilité des conflits violents entre les Etats.¹²⁸

Le stable et le dynamique dans l'ordre régional

La considération des résultats et des conséquences produits par ces processus nous permet d'élaborer sur l'ordre régional. C'est de considérer à un moment particulier à quel degré les processus de régionalisme ont contribué à la cohérence et la consolidation de la région.¹²⁹ On peut identifier la cohésion et la consolidation régionale par la présence des institutions et des pratiques bien établies au sein de la région. Mais, l'ordre régional ne doit pas être confondu avec les organisations et institutions régionales. Ces dernières sont des signes de présence d'un ordre régional plus ou moins consolidé. L'ordre lui-même est plus que les institutions et les pratiques formelles qu'on peut repérer dans une région. Il inclut aussi la considération des différents principes et normes informels ainsi que la vision normative circulée et acceptée dans la région.

3. DELIMITATION DE LA PROBLEMATIQUE ET DE L'OBJET DE L'ETUDE

3.1. La délimitation de la problématique de l'étude

Notre hypothèse de départ est dérivée d'une volonté de départir de la plupart des études contemporaines sur la politique régionale de l'Asie centrale qui sont fortement imprégnées d'une logique géopolitique à caractère téléologique. Selon ces études, l'Asie centrale est une région condamnée à des violences d'origine domestique et extérieure, et qui ne tolère pas les institutions viables, du fait de sa position géopolitique et géostratégique. Elle sera toujours l'objet passif des luttes antagonistiques, aux caractères mystiques et téléologiques, entre les grandes puissances pour la primauté dans le monde. Puisant leurs sources dans les coins, dès fois, lointains de l'histoire ou de la mythologie, les

¹²⁸ M. Alagappah, « The study of international order: An analytical framework », in Alagappah, Muthiah (editor), *Asian Security Order: Instrumental and Normative Features*, Stanford University Press, 2003.

¹²⁹ Ph. Moreau-Defargues, *L'ordre mondial*, op.cit.

études en l'apparence différentes arrivent souvent à des conclusions assez similaires, qui ne restent aussi souvent inchangés depuis voilà deux décennies.

Le but de notre étude est d'appréhender le régionalisme en Asie Centrale à travers les trois organisations régionales, créées dans la période post-soviétique. Il s'agit précisément de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, de la Communauté Economique Eurasiennne et de l'Organisation de Coopération de Shanghai. La problématique de notre étude consiste à considérer les activités normatives de ces organisations comme faisant partie d'une quête institutionnalisée pour établir un ordre régional dans la région centrasiatique. En tant que tel, les processus régionaux en Asie centrale se diffèrent peu des processus similaires ayant lieu dans les autres régions du monde. En effet, depuis quelque temps, les régionalismes, menés par les Etats dans les différentes parties du monde, répondent aux besoins d'identification et de cristallisation des ordres régionaux répondant mieux aux aspirations et expectations des Etats et des sociétés au niveau régional et international. Les organisations régionales jouent un rôle de plus en plus incontournable dans ces quêtes pour l'ordre, aussi bien en leur fonction de forums publics que par les aspirations normatives et identitaires qu'elles véhiculent dans leurs régions d'appui. Le concept de l'ordre représente une notion complexe, composée des éléments idéologiques, normatifs et institutionnels.

Dans notre étude, nous allons justement considérer les organisations régionales post-soviétiques comme étant les venues principales des débats et des discussions, aussi bien dans les discours formels et normatifs que sur le terrain, sur les perspectives de l'ordre régional en Asie centrale. Nous nous efforcerons ainsi de mettre en exergue les normes, les principes et les orientations qui pourraient constituer les prémisses pour l'ordre régional en Asie centrale. Nous allons aussi nous intéresser aux aspirations idéologiques ainsi que les perceptions identitaires qui sont en œuvre dans la construction aussi bien dans la déconstruction des organisations régionales dans l'espace post-soviétiques. L'évolution structurelle et normative des organisations régionales est fonction des objectifs spécifiques, assignées devant elles, d'une manière formelle ou substantielle. Pour mieux comprendre les points concordants ainsi que les écarts entre les discours institutionnels officiels et l'état réel de l'évolution des organisations ainsi que pour élaborer sur la nature de ces

organisations, il faut donc éclairer les finalités immédiates que lointaines associées avec elles.

3.2. Le champ général de l'étude

L'objet de l'étude présente est l'analyse des processus régionaux en Asie centrale à travers trois organisations internationales, créées dans la période post-soviétique. Les éléments inclus dans le champ d'étude de notre travail sont les acteurs Etatiques fondateurs de ces organisations, les perceptions régionales les entourant ainsi que les activités normatives et, ponctuellement, opérationnelles, des organisations en Asie centrale. En tant que tel, différents aspects de l'étude relèvent de plusieurs ensembles généraux des études internationales.

3.2.1. Etude de l'ordre international

Les discussions sur l'ordre international se multiplient depuis la décomposition de l'Union soviétique. Différents études ont proposé des conceptualisations différentes et divergentes sur l'ordre international perspectif, allant de l'ordre mondial aux ordres régionaux particuliers. Le travail présent adopte une approche empirique à l'étude de l'ordre international. Il se fixe la tâche de souligner les éléments de l'ordre ou, encore, les prémisses de l'ordre interétatique limité dans l'espace post-soviétique, une région particulièrement affectée par la dissolution de l'URSS en 1991. Dans cette perspective, notre étude se concentre sur les organisations régionales de l'espace post-soviétique, tout en s'inspirant des cadres théoriques et des outils méthodologiques, élaborés par la littérature scientifique sur l'ordre international. Elle parte aussi du constat que l'ordre international, dans une perspective immédiate et moyenne, sera bâti plutôt sur les bases des ordres régionaux particuliers. De ce constat naît la nécessité pour les études sur les régions individuelles de la scène mondiale.

3.2.2. Régionalisme

Dans notre étude, nous nous limiterons au champ du régionalisme, défini comme des initiatives (inter-)étatiques conçues pour réorganiser un espace régional selon certains

critères. L'objet de notre étude est les organisations régionales, créées en Asie centrale, pour effectivement aligner la région en question sur certains principes politiques des échanges interétatiques. Nous laisserons en dehors de notre champ d'étude détaillé les processus de la régionalisation, basés sur des échanges transnationaux et des processus économiques et sociaux spontanés. Actuellement, les études de régionalisme sont constituées des sections et des lignes de partage assez nombreuses, un fait qui découle de la diversité des régions et des processus régionaux. De cette remarque découle l'utilité de souligner les sections des études de régionalisme dont peut relever notre étude :

- *Régionalisme post-soviétique* : L'espace post-soviétique accueille actuellement plusieurs institutions régionales. Ces institutions sont les produits du passé en même temps qu'elles sont orientées vers l'avenir. Toutefois, dans les études de régionalisme, les organisations régionales occupent encore une place assez modeste. En outre, les études existantes se concentrent souvent sur la nature instrumentale et géopolitique de ces organisations, du fait de la présence prépondérante de la Russie dans l'espace post-soviétique. Tout en étant conscient de cette réalité, notre but est d'adopter une approche qui fait justice aux autres facteurs de l'ordre normatif, identitaire ou bien institutionnel, qui méritent d'être étudiés de plus près. D'ailleurs, les éléments de l'hégémonie et de la géopolitique ne sont pas absents dans les autres venues du phénomène de régionalisme, y compris parmi les plus avancés.
- *Régionalisme asiatique* : Le régionalisme asiatique est souvent étudié à travers deux grands axes : le facteur de la Chine et l'expérience de l'ASEAN. L'Asie centrale est presque absent des ouvrages consacrés aux processus du régionalisme institutionnel en Asie. Depuis récemment, du fait de l'implication de plus en plus substantielle de la Chine en Asie centrale, y compris par le biais du jeu institutionnel, l'Asie centrale commence à apparaître occasionnellement dans les études consacrées au régionalisme en Asie. Toutefois, la perspective de ces études est toujours limitée aux considérations essentiellement géopolitiques. L'un des buts recherchés par notre étude est d'éclairer les aspects identitaires et normatifs entourant les organisations régionales de l'Asie centrale, comme l'une des plateformes du régionalisme dans le continent asiatique.

- *Régionalisme comparatif*: Le peu de l'attention accordé aux processus institutionnels en Asie centrale est naturellement à l'origine de l'absence de la région dans les pages des ouvrages sur le régionalisme comparatif. Bien que notre étude ne constitue pas en elle-même une étude comparative entre l'Asie centrale et les autres régions du monde, elle espère néanmoins de se positionner comme un matériel utile pour les études comparatives.

3.2.3. Etude de l'organisation internationale

Les organisations internationales évoluent depuis plus d'un siècle sur la scène de la politique mondiale. Elles sont passées par plusieurs étapes du développement. Leur importance au sein de la société internationale est actuellement bien connue et reconnue. Les organisations internationales, y compris les organisations régionales – une sous-catégorie au sein des premières –, se positionnent comme des acteurs incontournables dans la politique internationale. Le travail actuel s'efforcera justement à analyser les structures, les normes et les activités des organisations post-soviétiques en leur qualité des organisations internationales.

3.2.4. Etude de la région centrasiatique

En tant qu'une région dotée des caractéristiques (culturels, politiques, historique, géographiques, géopolitiques etc.) distinctes, l'Asie centrale est étudié assez bien en détail. Notamment, dans le monde anglo-saxon, il existe des départements entiers au sein des Universités ainsi que des instituts de recherche indépendants consacrés exclusivement aux études de la région – *Central Asian Studies*. La France peut aussi se vanter légitimement des compétences très fortes dans le domaine des *Etudes centrasiatiques*, notamment dans les domaines d'anthropologie, d'archéologie, de géographie, d'histoire ou, encore de politique et géopolitique contemporaine de la région. Il existe nombreux revues consacrées aux *Central Asian Studies* ou *Etudes centrasiatiques*, en Occident. Notre étude s'insère naturellement au sein des études centrasiatiques. Toutefois, notre point de départ est d'étudier les organisations internationales de l'Asie centrale non comme des organisations distinctivement centrasiatiques, mais comme des organisations interétatiques classiques,

qui sont présentes dans toutes les régions du monde, mais qui répondent essentiellement aux logiques similaires quant à leur raison d'être, leur structure ou leur fonctionnement.

3.3. La délimitation de l'objet de l'étude

3.3.1. Délimitation géographique et temporelle

Il a été souligné au début de l'introduction, que le terme de l'Asie centrale peut répondre à une logique de géométrie variable, l'étendue géographique et temporelle duquel varie selon la discipline ou les affinités théoriques et méthodologiques, ou même idéologiques, des auteurs. Pour les intérêts de la présente étude, le terme « Asie centrale » est entendu au sens étroit géographiquement et temporellement. Sur le plan de l'étendue géographique, par l'Asie centrale, nous nous référons à une région, constituée par cinq pays : le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. La démarcation temporelle est limitée à la période qui a suivi la décomposition de l'URSS et l'accès des pays mentionnés à l'indépendance politique.

Cependant, étudier en détail les politiques domestiques ou les régimes juridiques de tous les cinq pays n'est pas notre objectif. Notre but est d'étudier les organisations régionales dont les origines remontent aux années 1990 et dont le champ d'activités s'étende essentiellement à la région d'Asie centrale post-soviétique. Ce dernier facteur est important dans le choix des sujets de notre étude, car certaines des organisations étudiées incluent aussi les pays qui ne sont pas proprement centrasiatiques, précisément la Chine et la Russie (et, Biélorussie dans le cas de l'EURASEC).¹³⁰ Nonobstant la présence de ces deux pays, les organisations en question sont soit désignées spécialement pour l'Asie centrale (l'OCCA) soit comprennent la plupart des pays de l'Asie centrale (le cas de l'EURASEC et de l'OCS, dont les membres sont majoritairement de la région centrasiatique).

¹³⁰ La Biélorussie fait partie de l'EURASEC à côté des autres pays membres (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Russie). Toutefois, nous avons exclu de notre champ d'analyse les dynamiques individuelles derrière la participation de ce pays. Et ce, afin de maintenir notre attention sur les Etats de la région de l'Asie centrale, dont les dynamiques relationnelles avec la Russie, le pays moteur de l'EURASEC, ne sont pas tributaires de celles entre la Russie et la Biélorussie, ni de celles entre eux et la Biélorussie.

3.3.2. Délimitation des sujets de l'étude

Plusieurs organisations régionales existent dans l'espace post-soviétique, créées par ou avec la participation des Etats post-soviétiques. Il s'agit notamment des organisations créées par les anciennes républiques de l'URSS (la Communauté des Etats Indépendants [CEI], l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective [OTSC], l'Organisation de Coopération Centrasiatique [OCCA]) ou des organisations avec leur participation (l'Organisation de Coopération Economique [ECO], l'Organisation de Coopération de Shanghai [OCS]).

Parmi ces organisations, nous nous limiterons à trois : l'Organisation de Coopération Centrasiatique, la Communauté Economique Eurasiennne et l'Organisation de Coopération de Shanghai. Cette approche réductrice est expliquée essentiellement par des raisons suivantes : le souci de maintenir le champ d'investigation réduit (nous avons ainsi opté à exclure l'OTSC) ainsi que les critères géographique et substantielle mentionnée plus haut (ainsi nous avons exclu de notre champ d'investigation la CEI et l'ECO, car les pays centrasiatiques ne représentent pas le bloc majoritaire au sein de ces organisations).

Le choix de mettre ensemble, au sein d'une étude, ces trois organisations s'appuie sur des raisons de l'orientation politique et identitaire des pays centrasiatiques. Ces trois organisations représentent, dans certaines manières, les dilemmes politiques et identitaires que poursuivent les pays de l'Asie centrale : ils sont partagés entre les aspirations et les nécessités de l'indépendance politique (OCCA), des opportunités (géo)-économiques (EURASEC) ainsi que les soucis sécuritaires et stratégiques (OCS). La juxtaposition de ces organisations et les comparer, dans leur évolution, les unes vis-à-vis les autres, permettent ainsi d'observer les dynamiques des rapports entre les aspirations différentes et, dès fois, divergentes, des Etats membres.

3.2.3.1. La raison de l'inclusion de l'initiative de l'Union centrasiatique, à côté de l'OCCA

Dans l'analyse du phénomène de l'OCCA, qui a existé de 2002 à 2006, nous avons largement intégré l'analyse de son prédécesseur, l'initiative dite de l'Union centrasiatique, entamée par le Traité sur l'espace économique commun en 1994 et remplacée par la suite

par l'OCCA. Cette extension du champ d'analyse est due aux raisons aussi bien personnelles qu'analytiques. D'une part, l'initiative de l'Union centrasiatique avait suscité les espoirs des peuples de la région de l'Asie centrale. Elle représentait la possibilité pour ces jeunes Etats de réussir une action collective et de pourvoir aux besoins de leur région, d'une manière indépendante. De l'autre côté, les raisons de l'émergence de l'OCCA et la trajectoire de sa future évolution ont été tracée déjà par les tendances de l'évolution de l'initiative de l'Union centrasiatique, d'une manière définitive. Nous avons opté donc d'étendre le champ d'analyse dans le cas de l'OCCA pour mieux appréhender les raisons et les causes de la décomposition d'un phénomène qui a tant représenté pour la majorité des citoyens de la région. Pour éviter l'ambiguïté du fait de l'inclusion de deux phases distinctes de l'idée de l'organisation centrasiatique, nous allons utiliser les termes de l'*Organisation centrasiatique* ou de l'*idée centrasiatique* pour référer à l'ensemble des processus liées à l'idée de l'intégration centrasiatique. Pour les analyses pointues des différentes phases, nous allons suivre les dénominations officielles comme l'*espace économique commun*, la *Communauté Economique Centrasiatique* et l'*Organisation de Coopération centrasiatique*.

4. CONSIDERATIONS SUR LA METHODOLOGIE

4.1. La bibliographie et les sources

En termes de ressources utilisées, nous nous sommes appuyés sur deux grands blocs. D'une part, nous avons fait usage de la littérature générale sur le régionalisme et la théorie de l'organisation internationale. D'autre part, nous avons utilisé la littérature abondante sur les processus politiques et institutionnels dans la région centrasiatique. Il faut noter que la littérature couvrant le débat sur le régionalisme centrasiatique est essentiellement rédigée dans la langue russe, la *lingua franca* de l'espace post-soviétique. Il faut aussi noter qu'il existe peu des travaux couvrant les aspects juridiques et normatives du régionalisme centrasiatique. Pour couvrir cette lacune, nous nous sommes principalement orientés vers les sources primaires des trois organisations régionales de notre étude.

4.2. L'interdisciplinarité

La présente étude peut être caractérisé d'interdisciplinaire, d'une certaine manière. Tout d'abord, elle s'appuie sur un cadre conceptuel et théorique, élaboré auparavant, qui est composée des rapports des études de régionalisme et de la théorie de l'Organisation

internationale. Cependant, dans notre démarche, inspiré par l'œuvre de Michel Virally, nous devons souligner deux éléments caractérisant notre conception de l'interdisciplinarité qui sont

- le souci d'éviter l'esprit d'invasion ;
- l'accent sur le dialogue et l'esprit d'ouverture et de sensibilité aux besoins d'enseignement mutuel entre les disciplines.

5. STRUCTURE DE LA THESE

Le travail est composé de deux parties. La première partie retrace l'émergence des organisations régionales en Asie centrale post-soviétique. Pour ce faire, elle s'efforce à éclairer les dynamiques des relations interétatiques entre les pays de l'Asie centrale et leur environnement immédiat. Pour mieux comprendre la création et la consolidation des organisations régionales en Asie centrale, les différentes perceptions régionales qui ont contribué à l'émergence des organisations régionales sont étudiées (Partie 1).

La deuxième partie est essentiellement consacrée à l'analyse individuelle des organisations régionales de l'espace centrasiatique. Le caractère régional de ces organisations ainsi que les dynamiques et les logiques guidant leur processus d'approfondissement et d'élargissement sont étudiées. Elle se conclut avec les considérations générales sur la nature et les finalités générales des organisations régionales post-soviétiques (Partie 2).

PARTIE1 L'EMERGENCE DES ORGANISATIONS DANS
L'ESPACE REGIONAL CENTRASIAIQUE

La décennie de 1990 a amené une nouvelle ère dans la vie politique de la région de l'Asie centrale. Suite à la dissolution de l'Union soviétique en 1991, les républiques soviétiques de l'Asie centrale ont accédé à l'indépendance politique. Pour ces nouveaux pays indépendants, la dernière décennie du 20^e siècle a été marquée par les défis de la consolidation des souverainetés étatiques, une tâche qui nécessitait la mise en place des institutions politiques et sociales ainsi que le développement des économies nationales. En même temps, les défis domestiques ne représentaient qu'une partie de l'épreuve étatique. Les pays devaient aussi s'impliquer à élaborer des politiques étrangères et de répondre aux nécessités de la coexistence entre les Etats au sein de la communauté internationale des Etats.

D'un côté, entre eux-mêmes, les pays de l'Asie centrale disposaient des points de départ différenciés, en termes de la distribution des ressources naturelles, de la situation géographique ainsi que les approches à l'organisation de la vie politique et économique des pays. De l'autre côté, les Etats de l'Asie centrale ont été entouré d'un environnement assez dynamique, caractérisé par la présence de plusieurs Etats aux aspirations ambitieuses. Il s'agit notamment de la Chine et de la Russie, qui représentaient des pays à grand potentiel et cherchent une place particulière au sein de la communauté internationale.

Tout au long des années 1990, les relations entre les pays de l'Asie centrale ainsi que les relations entre les pays centrasiatique et leurs voisins dynamiques ont été caractérisées par la présence des tendances vers l'internationalisation et la régionalisation.¹³¹ D'une part, les relations économiques et politiques entre les Etats se sont différenciées tout au long des années 1990, avec la décomposition des interdépendances entre les pays de l'Asie centrale. D'autre part, une forte interdépendance, en termes des échanges économiques et stratégiques s'est développée entre les pays de l'Asie centrale et leurs voisins chinoise et russe. L'une des caractéristiques de ces relations a été l'émergence des perceptions régionales différentes entourant les relations Asie centrale, Russie-Asie centrale et la Chine-Asie centrale. Ces perceptions découlaient notamment des conceptualisations de l'Asie centrale comme un espace régional particulier sur la scène mondiale (Titre 1).

¹³¹ Sur les tendances d'internationalisation, de régionalisation et de globalisation dans les relations entre les Etats, voir P. Katzenstein, *A World of Regions*, op.cit.

Les besoins d'ordonner les échanges interétatiques dans l'espace régional centrasiatique dans des cadres politiques cohérents ont mené vers l'institutionnalisation progressive des relations interétatiques. L'aboutissement de ces processus a été la création des organisations régionales post-soviétiques, dont les activités se concentraient essentiellement sur l'espace centrasiatique (Titre 2).

Titre1 L'APPARITION DE L'ESPACE REGIONAL CENTRASIAIQUE APRES LA GUERRE FROIDE

Mohammed Reza Djalili et Thierry Kellner notent que l'émergence de l'Asie centrale comme une région distincte dans la politique mondiale représente « un phénomène d'une portée exceptionnelle » ayant des conséquences qui dépassent les limites de ces cinq nouveaux Etats.¹³² En effet, depuis près de vingt ans, le concept de l'Asie centrale comme une région a intégré le vocabulaire de la politique internationale. Particulièrement, dans la littérature de régionalisme, l'Asie centrale comme concept a été souvent associé avec l'image d'une région fragile entâchée des conflits permanents, souvent du fait de l'intérêt géostratégique qu'elle représentait pour les grandes puissances de la politique internationale. Barry Buzan et Ole Waever ont ainsi considéré l'Asie centrale comme « a weak subcomplex whose internal dynamics are still forming and in which the involvement of Russia is strong ».¹³³ Björn Hettne a décrit l'Asie centrale comme « preregional area in which the U.S. and Russia competes for influence ».¹³⁴

Toutefois, la pratique de considérer ces cinq républiques asiatiques de l'ancien URSS comme une région n'implique pas nécessairement une homogénéité entre elles bien qu'au début de l'indépendance, elles jouissaient d'un système politico-économique harmonisé, en tant que parties d'un Etat soviétique centralisé. Au début des années 2000, on pourrait observer une certaine différenciation entre les pays centrasiatiques, laquelle se révélait surtout dans le domaine économique. En outre, en matière des échanges économiques, les pays de l'Asie centrale s'orientaient essentiellement sur la Russie et la Chine tandis qu'entre eux-mêmes, le poids des échanges commerciaux était en baisse constante. Quant à

¹³² Djalili, M.-R., Kellner, Th., *Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale : De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, 4ème édition, PUF, 2006, p. 70.

¹³³ B. Buzan et O. Waever, *Regions and powers*, op.cit., p. 423.

¹³⁴ Voir la contribution de B. Hettne in M. Telo, (ed.), *European Union and New Regionalism*, 2e éd., Ashgate, 2007.

la Chine et la Russie, l'intérêt de l'Asie centrale résidait plus dans les considérations sécuritaires, identitaires et stratégiques (Chapitre 1).

Au début des années 2000, l'Asie centrale subissait donc les différentes tendances de régionalisation, qui puissaient leurs sources aussi bien dans la région elle-même que dans son environnement immédiat. Ce qui n'a pas manqué l'apparition des différentes perceptions régionales centrées sur l'Asie centrale (Chapitre 2).

Chapitre1. L'évolution des nouveaux Etats indépendants d'Asie centrale et de leur environnement depuis la dissolution de l'URSS

La première décennie qui a suivi la chute de l'URSS fut une période d'espoir pour le développement démocratique et l'introduction de réformes politiques dans les pays d'Asie Centrale. Tous espéraient que les anciennes républiques de l'URSS allaient réformer leurs systèmes politiques hérités du régime communiste, libéraliser leurs économies et promouvoir la démocratie. Mais, cet espoir fut accompagné par une double crainte. Premièrement, suite à l'effondrement de l'autorité centrale et au début d'un processus d'édification des Etats-nations, il y existait un risque d'éclatement de conflits domestiques entre les différentes nationalités hébergées par les nouvelles républiques. La deuxième crainte était due à la déstabilisation de la région dû fait de la propagation des thèses fondamentalistes.¹³⁵

La réalisation de la tâche se compliquait par le fait qu'ils devaient compter avec des facteurs politiques, économiques et géographiques désavantageux qui découlaient aussi bien de leur expérience soviétique que de leur situation géographique. Ce qui n'a pas manqué d'influencer leur évolution dans l'ère de l'indépendance (Section 1).

En outre, l'environnement immédiat des pays centrasiatiques abritait deux puissances caractérisés par une quête pour le statut dans le nouvel ordre international – la Chine et la Russie. Le voisinage géographique immédiat entraînait nécessairement des liens économiques et politiques. Dans le cas des relations avec la Chine et la Russie, les pays centrasiatiques se trouvaient aussi concernés par les considérations différentes relevant de la quête de la Chine et de la Russie pour le statut et l'influence (Section 2).

¹³⁵ M.-B. Olcott, "Pipelines and Pipe dreams: Energy development and Caspian society", *Journal of International Affairs*, Fall 1999, 53 n° 1, pp.305-325.

Section1 Le « catapultage » des Etats centrasiatiques à l'indépendance

M.B. Olcott avait bien résumé l'état fragile des Etats centrasiatiques au moment de l'indépendance politique, qui les a surpris de quelque manière. Car, au moment de leur accès à la souveraineté non seulement ils devraient faire face aux désavantages et faiblesses dû à leur histoire socio-économique et politique récente (§1). Après une décennie caractérisée par un discours de transition politique et économique, la situation politique des pays s'appréhendait en termes de continuité tandis que sur le plan économique, on pourrait observer une certaine différenciation entre les pays (§2).

§1 Les conditions de départ désavantageuses

L'état général des pays de l'Asie centrale se caractérisait surtout par des empreintes de l'expérience soviétique sur les systèmes socio-économiques (A) ainsi que par une situation géographique désavantageuse (B).

A La situation politico-économique des républiques de l'Asie centrale au sein de l'URSS

La spécialisation des pays de l'Asie centrale soviétique en matières premières et produits agricoles (2), du temps de l'Union soviétique, leur attribuait une place limitée au sein du système générale politique de l'Etat soviétique (1).

(1) Un rôle politique limité dans la hiérarchie soviétique

Le système soviétique était un système centralisé. Bien que les quinze républiques de l'Union Soviétique fussent dotées chacune de ses propres structures de pouvoir, ces dernières étaient strictement subordonnées au centre décisionnel qui se trouvait à Moscou. Le maître de ce centre décisionnel était le parti communiste. C'est pourquoi le premier secrétaire de la branche républicaine du Parti était doté de la fonction du chef d'Etat. Les ministres étaient directement subordonnés aux premiers secrétaires des républiques. Ces

derniers étaient à leur tour sous le contrôle direct du Premier Secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Formellement, toutes les républiques jouissaient de leurs propres structures politiques (les ministères, incluant les ministres des affaires étrangères) et pouvaient à tout moment de se retirer de l'Union. Mais, dans la réalité les structures politiques des républiques avaient simple fonction exécutive et toute décision d'importance soit venaient directement de Moscou, soit étaient adoptée après les consultations avec le centre. Il y existait aussi une hiérarchie informelle entre les républiques slaves (Russie, Biélorussie et Ukraine) d'une part et, les autres républiques d'autre part. Notamment, les postes de responsabilité au niveau de l'Union étaient majoritairement occupés par les Russes et les Ukrainiens. Par exemple, le Bureau politique du Parti Communiste, l'organe centrale décisionnel de l'Union soviétique, a compté parmi quelques 90 de membres que deux représentants des ethnies d'Asie centrale (Nuritdin Mukhitdinov, 1957-1961 et Dinmukhammad Konayev, 1971-1987) depuis son institutionnalisation en 1919 jusqu'à 1989. La situation était similaire au sein du Comité centrale du Parti. De l'autre côté, les premiers secrétaires des républiques étaient habituellement encadrés par les deuxièmes secrétaires russes.

(2) Une situation socio-économique désavantageuse malgré l'abondance en matières premières et agricoles

Les républiques d'Asie centrale avaient une place particulière au sein de l'économie soviétique. Dans la classification économique soviétique, la région était désignée comme une sous-unité (*Complexe économique d'Asie moyenne et du Kazakhstan*) d'une grande unité économique centralisée (*système économique soviétique*).¹³⁶ Etant intégrées dans une vaste économie de l'URSS, les économies d'Asie Centrale étaient isolées de l'économie mondiale.¹³⁷ La part du commerce extérieur dans les économies républicaines en Asie centrale représentait une figure peu élevée de 10-15%.¹³⁸ Constituant une unité économique unique au sein de l'économie soviétique, le rôle de ces républiques était de fournir des matières premières et des produits agricoles destinés aux républiques de

¹³⁶ R. Pomfret, « Economic reform and performance in Central Asia », in Chandra Babu, S., Djalalov, S. (eds), *Policy Reforms and Agriculture Development in Central Asia*, Springer, 2006, pp. 25-57.

¹³⁷ R. Pomfret, "Central Asia since 1991: The experience of New Independent States", 5 February 2004.

¹³⁸ R. Pomfret, « Economic reform and performance in Central Asia », op.cit.

l'Union à l'industrialisation avancée.¹³⁹ L'économie de la république ouzbèke était dominée par le monopole du coton. La production du gaz naturel a pris une dynamique au Turkménistan pendant la dernière décennie de l'Union soviétique. Le Kazakhstan disposait plus de diversification dont l'économie s'appuyait sur la production des ressources minérales ainsi que sur la production importante du blé.¹⁴⁰ Ces matières premières, principalement le coton, les ressources minérales et d'énergie (gaz, pétrole, uranium, or, etc.), allaient aux besoins des industries principalement en Russie et partiellement en Ukraine. Par exemple, en 1990, les républiques turkmène et ouzbèke ont exporté 70.6 milliards et 10.8 milliards de mètres cube du gaz naturel respectivement. De ce total, près de 80 % ou 65.1 milliards de mètres cubes ont été acheminés vers la Russie.¹⁴¹ Le Kirghizstan et le Tadjikistan bien que pauvre en minérales, comptaient néanmoins parmi les producteurs principaux de l'électricité. Le Kirghizistan produisait aussi jusqu'à les années 1970, la majeure partie de l'opium légale pour le marché de l'Union.

Pris dans leur ensemble, les républiques d'Asie centrale représentaient un intérêt économique majeur pour toute l'industrie soviétique. Selon Nur Omarov, les républiques centrasiatiques fournissaient jusqu'au 20 % du charbon, 18 % du gaz naturel, 33 % de l'or, 26 % de l'huile végétale ainsi que 92 % du coton produit dans le territoire de l'Union soviétique.¹⁴² A part fournir les ressources naturelles et agricoles pour l'économie soviétique, les républiques centrasiatiques contribuaient des montants financiers importants au budget de l'Union.¹⁴³

La spécialisation de l'Asie centrale dans les matières premières et produits agricoles avait établi une dépendance structurelle entre l'Asie centrale et le Centre sur un double plan. Premièrement, si tous les points économiques importants en Asie centrale sont liés par les infrastructures de transport et de communications à Moscou, il manque de

¹³⁹ Y. Roubinski, *Les éclats de l'Empire ou la Communauté des Etats Indépendants (CEI)*, IFRI, Paris 2001, p. 79.

¹⁴⁰ R. Pomfret, *The Central Asian Economies Since Independence*, Princeton University Press, 2006.

¹⁴¹ V. Paramonov, "Structural dependence of Russia and Central Asia in the oil and gas sectors", Conflict Studies Research Center, June 2007.

¹⁴² N. Omarov, *Gosudarstvo Tsentral'noy Azii v epokhu globalizatsii : Poiski strategii razvitiya* (Les Etats d'Asie central à l'époque de mondialisation: Quêtes pour stratégies de développement), Bishkek, 2008, p. 7.

¹⁴³ Par exemple, un auteur ouzbek remarquait que la république soviétique d'Ouzbékistan était le deuxième contributeur, après la république fédérale de Russie, à la flotte navale de l'Union soviétique. Et ce malgré le fait que l'Ouzbékistan n'a jamais eu un accès direct à la mer et représente un cas rare d'un pays doublement enclavé dans la scène globale. Voir : T. Malik, « Yevropasiz yashay olamizmi (Est-ce qu'on peut vivre sans l'Europe)? », *O'zbekiston adabiyoti va san'ati*, 24 Janvier 1992.

liaisons régionales entre les centres économiques d'Asie centrale. Et cela, malgré la distance qui les sépare de Moscou et la proximité qu'ils jouissent entre eux-mêmes. Deuxièmement, la part des échanges économiques entre les républiques elles-mêmes est peu élevée. Elles commercent plus avec la Russie qu'entre elles-mêmes. La Russie occupe une place essentielle dans les échanges commerciaux des républiques centrasiatiques.

	Kazakhstan	Kirghizstan	Ouzbékistan	Tadjikistan	Turkménistan
Exportations vers la Russie	58.8	43.3	63.3	54.8	49.8
Exportations vers le reste de l'URSS	41.2	56.7	36.7	45.2	50.2
Part des exportations vers l'URSS	92.3/100	99.5/100	91.6/100	89.0/100	97.7/100
Importations vers la Russie	57.0	48.4	44.1	40.9	41.8
Importations vers le reste de l'URSS	43.0	51.6	55.9	59.1	58.2
Part des importations vers l'URSS	86.9/100	84.5/100	93.8/100	86.0/100	85.6/100

La distribution géographique (en %) du commerce extérieur des républiques d'Asie centrale en 1991. Source : Former Soviet Republics Statistical Handbook, World Bank, 1995

En 1991, la part de la Russie était plus de 50 % dans les échanges commerciaux du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. Plus de 40 % des échanges du Kirghizstan, du Tadjikistan et du Turkménistan allaient aussi vers la Russie. Ukraine était aussi deuxième partenaire commercial pour le Kazakhstan et l'Ouzbékistan dans leurs échanges globaux et pour le Turkménistan dans les importations. Ukraine était aussi troisième partenaire commercial du Kirghizstan et du Tadjikistan. Le commerce avec la Russie et l'Ukraine comptait pour près de 60 % des échanges commerciaux chez toutes les républiques centrasiatiques. Comparé au commerce avec la Russie et l'Ukraine, les échanges entre les républiques centrasiatiques elles-mêmes étaient peu élevés. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan occupaient une place importante dans les échanges économique du Kirghizstan, du Tadjikistan et du Turkménistan. Les échanges entre ces trois ne dépassaient pas les 5 %.

	Kazakhstan		Kirghizstan		Tadjikistan		Turkménistan		Ouzbékistan	
	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.
Russie	58.8	57.0	43.3	48.4	54.8	40.9	49.8	41.8	63.3	44.1
Ukraine	9.3	10.5	9.2	8.1	7.8	7.3	7.4	15.6	9.6	15.2
Kazakhstan	-	-	13.0	14.4	12.9	10.4	2.6	4.0	7.3	10.1
Kirghizstan	3.7	3.4	-	-	1.9	7.7	n.d.	n.d.	3.8	3.4
Tadjikistan	2.9	2.5	4.2	1.5	-	-	n.d.	n.d.	3.7	1.3
Turkménistan	2.4	1.7	4.3	2.0	3.0	6.4	-	-	2.7	15.2
Ouzbékistan	11.9	7.0	11.0	15.1	7.6	11.8	27.8	5.7	-	-
Reste du USSR/CEI	11.4	16.9	15.0	10.5	12.0	15.5	12.4	32.9	9.6	10.7
Ratio USSR-CEI/Total	92.3/ 100	86.9/ 100	99.5/ 100	84.5/ 100	89.0/ 100	86.0/ 100	97.7/ 100	85.6/ 100	91.6/ 100	93.8/ 100

Distribution géographique du commerce inter-républicain en 1991. Source: Statistical handbook for former Soviet Republics, 1995.

La spécialisation des républiques centrasiatiques en minérales et le moindre degré d'industrialisation qui en découlait, était la raison principale pour le fait que les revenus des populations des républiques soviétiques étaient les moins élevées parmi les républiques de l'Union soviétique. Par exemple, seulement 8 % du coton produit en Ouzbékistan était traité sur place et le reste était exporté vers les usines situées en Russie et en Ukraine. Ces dernières ensuite réexportaient le coton en forme des produits finis et riches en valeur rajoutée, vers le même Ouzbékistan. En conséquence, l'Ouzbékistan connaissait un déficit commercial constant et était régulièrement subventionné par le centre à la hauteur des 40 % du budget républicain.¹⁴⁴ Par conséquence, les républiques d'Asie centrale occupaient les derniers rangs dans le classement soviétique selon la revenue par habitant. Les revenus des habitants des républiques de Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan était presque deux fois moins élevés que le moyen soviétique. La seule exception était le Kazakhstan qui avait une économie plus diversifié, une grande présence des populations russes et la proximité géographique directe avec la Russie.

¹⁴⁴ Paramonov, V. et al., "Regional cooperation in Central Asia: A view from Uzbekistan", *Problems of Economic Transition*, 49 (4), August 2006, pp. 6-86.

Rang	Républiques	Populations (en millions), 1990	PIB par habitant en \$ (PPA*), 1990
	URSS	289.3	2870
1	Estonie	1.6	4170
2	Lettonie	2.7	3590
3	Russie	148.3	3430
4	Biélorussie	10.3	3110
5	Lituanie	3.7	3110
6	Kazakhstan	16.8	2600
7	Ukraine	51.9	2500
8	Moldavie	4.4	2390
9	Arménie	3.3	2380
10	Géorgie	5.5	2120
11	Turkménistan	3.7	1690
12	Azerbaïdjan	7.2	1640
13	Kirghizstan	4.4	1570
14	Ouzbékistan	20.5	1340
15	Tadjikistan	5.3	1130

Le classement des républiques selon la revenue par habitant en 1990. Source : R. Pomfret, « Economic reform and performance in Central Asia ». *Parité de puissance d'achat

Quand l'Union soviétique a été dissoute, les républiques d'Asie centrale jouissaient donc des conditions de départ assez précaires. L'appartenance à une économie planifiée où toutes les décisions étaient adoptées au centre (Moscou), la spécialisation dans les matières premières ainsi que le manque de l'expérience du commerce extérieur ont laissé les républiques d'Asie centrale au moment de la dislocation de l'Union soviétique avec les conditions de départ difficiles ainsi que l'absence de l'expertise indigène en matière d'administration économique.¹⁴⁵ Les défis de transition sur le plan économique se posaient en termes de réduction de l'intervention étatique dans l'économie, introduction d'économie de marché, développement d'industries nationales, réduction de dépendance sur les matières premières, diversification du commerce extérieur et réduction de dépendance envers la Russie.

B La situation géographique désavantageuse

¹⁴⁵ R. Pomfret, "Economic reform and performance in Central Asia", op.cit.

Les désavantages découlant de la situation géographique de l'Asie centrale sont parmi les obstacles majeurs à la réalisation du potentiel économique et industriel de la région. L'absence d'accès direct à la mer crée les difficultés de plusieurs ordres pour les Etats. Sur le plan du commerce, les Etats sont exposés à l'obligation d'obtenir le droit de transit par le territoire des autres pays ainsi qu'aux tarifs de transit. Les désavantages de la distance et du temps s'y rajoutent. Louis Caflisch notait plusieurs points communs aux Etats privés d'accès à la mer :

- Géopolitiquement, ils représentent des pays avec territoire et populations modestes ;
- Economiquement et stratégiquement, les Etats sans littoral dépendent largement de la liberté de communication et de commerce. Mais, comme cette liberté leur est souvent restreinte, la plupart des pays sans littoral sont des pays sous-développés.
- Politiquement, les pays sans littoral ne représentent pas un group uni et active. Aucun de ces pays ne dispose d'arme nucléaire et d'un siège permanent au sein du CS de l'ONU. Leur importance dans scène politique mondiale est secondaire.¹⁴⁶
- La plupart des pays sans littoral ne disposent pas des industries développés. Ils sont généralement des exportateurs des ressources naturelles.¹⁴⁷

Du temps de l'Union Soviétique, les républiques constituaient les unités administratives d'un Etat disposant d'accès à la mer via plusieurs littoraux. Avec l'accès à l'indépendance, tous les Etats d'Asie centrale sont devenus des pays sans littoral. Ils ont joint le rang des pays sans littoral. Parmi les pays sans littoral, les Etats centrasiatiques sont dans une situation particulière. Ils forment la masse territoriale continue la plus étendue et la plus enclavée au sein du continent eurasiatique.¹⁴⁸ La distance qui les sépare de la mer est parmi les plus élevées dans le monde. Le Kazakhstan est situé le plus loin de la mer –

¹⁴⁶ L. Caflisch, « Land-locked states and their acces to and from the sea », *British Yearbook of International Law* Vol. 49, 1978, pp. 71-100.

¹⁴⁷ Le Secetaire Général de l'ONU notait que l'absence d'accès à la mer et l'isolation des marchés mondiaux figuraient parmi les causes principales de la pauvreté des pays sans littoral. De quelque 41 Etats sans littoral, 30 pays sont considérés comme les pays en voie de développement. 16 de ces 30 Etats sont classés parmi les pays le moins développés du monde. Voir, UN GA, Report of the Secretary General, A/57/340, Specific actions related to the particular needs and problems of landlocked developing countries : preparatory process for the International Ministerial Meeting on a Transit Transport Cooperation, 23 Août 2002; P. Tavernier, « Les nouveaux Etats sans littoral d'Europe et d'Asie et l'accès à la mer », *RGDIP*, 1993, PP. 722-744.

¹⁴⁸ P. Tavernier, Les nouveaux Etats sans littoral d'Europe et d'Asie et l'accès à la mer, op.cit.

3750 kms.¹⁴⁹ Le cas d'Ouzbékistan est unique. Il est l'un des rares pays au monde dont tous les voisins sont des Etats enclavés. Du coup, l'Ouzbékistan est un pays doublement enclavé. L'acheminement le plus court vers la mer à partir de la région centrasiatique est plus de 1000 kms. Mais cet acheminement est pour l'instant en théorie. Pour cela deux raisons. D'abord, l'Union soviétique avait réussi à isoler l'Asie centrale du monde extérieure. Toutes les infrastructures de transport de région ont été construites vers la direction de la Russie.¹⁵⁰ Dans la situation actuelle l'accès le plus court vers la mer s'effectue via la Russie et représente une distance de plus de 3000 kms.

Pays	Distance vers le port le plus proche
Kazakhstan	3750 kms
Kirghizstan	3600 kms
Tadjikistan	3100 kms
Ouzbékistan	2950 kms

Distance vers les portes les plus proches. Source : UNESCAP, *Trade facilitation in selected landlocked countries in Asia*, 2006

La deuxième raison réside dans le facteur de l'Afghanistan et le voisinage sud de l'Asie centrale. Dans une situation stable, les pays centrasiatiques disposeraient de plusieurs options de transit pour le commerce.

- a) Les connections traditionnelles par train et route via la Russie ;
- b) La route Transcaspienne (ferry, train, route) ;
- c) Le transit par train et route via l'Iran ;
- d) A l'Est par train et route via la Chine ;
- e) Au Sud, par train et route, via la Chine à l'Inde et au Pakistan.¹⁵¹

Toutefois, à cause de l'instabilité en Afghanistan et Pakistan ainsi que de la situation géopolitique autour de l'Iran, presque tous les projets de désenclavement de la région par le corridor sud sont arrêtés.

§2 Continuité politique comparé à la différenciation économique : la situation au début du 21^e siècle

¹⁴⁹ Voir, UN GA, Report of the Secretary General, A/57/340, 23 Août 2002.

¹⁵⁰ Taaffe, R.N., "Transportation and regional specialization: the example of Soviet Central Asia", *Annals of the Association of American Geographers*, Volume 52, Issue 1 March 1962: 80 - 98

Jusqu'à récemment, il était d'usage de distinguer entre les pays réformateurs et démocratisants et les pays conservateurs et autoritaires parmi les Etats de l'Asie centrale. Toutefois, les observations récentes montrent que sur le plan politique, la situation est mieux décrite en termes de continuité et de similarité politique (A) tandis que sur le plan économique, les pays se trouvent dans les situations différentes. Une différenciation qui est plutôt du fait des facteurs matériels que systémiques (B).

A *La continuité dans la situation politique de la région*

L'Asie centrale était bien ancrée dans les discours sur la transition qui caractérisait les écrits sur la politique internationale des années 1990 (1). Toutefois, au début des années 2000, la situation politique en Asie centrale se résumait par un caractère mitigé (2).

(1) Le discours de la transition des années 1990

La décomposition de l'Union Soviétique a donc entraîné l'apparition de cinq Etats indépendants en Asie centrale. L'héritage soviétique ainsi que les conditions naturelles et géographiques de la région faisaient que les conditions de départ pour poursuivre l'existence indépendante pour les nouveaux Etats étaient assez dures. M. Djalili et T. Kellner soulignent trois aspects de cette transition: « D'abord, elle se conçoit comme la sortie du modèle politique soviétique dans le but de l'édification d'une structure nationale. On se trouve donc en présence d'une transition politique qui n'est pas nécessairement le passage du totalitarisme à un à la démocratie, mais plutôt le passage du totalitarisme à un autoritarisme pour cause de construction nationale, ce qui a l'avantage de permettre aux dirigeants de faire l'impasse sur la démocratisation. L'autre visage de la transition est économique. Il s'agit d'amorcer le passage d'une économie socialiste à une économie de marché. Enfin, la transition a aussi une dimension géopolitique qui se traduit à la fois par

¹⁵¹ UN GA, A/55/320, Transit environment in the landlocked states in Central Asia and their transit developing neighbours, Note by the Secretary General, 24 Août 2000.

l'affirmation des nouveaux Etats sur la scène internationale et par la transformation de cette scène en raison de l'insertion de ces nouvelles entités ».¹⁵²

Au début des années 1990, les leaders de ces pays ont donc eu à renforcer les systèmes étatiques indépendants, à forger des identités nationales et à organiser la vie économique, politique et sociale de leurs pays. Ils devaient aussi établir des liens avec la communauté internationale afin de l'intégrer. C'était essentiel pour affirmer leur légitimité ainsi que pour le développement de leurs économies. La communauté internationale attendait de leur part, l'introduction de réformes politiques, démocratiques et économiques. Les pays d'Asie Centrale sont tous entrés dans une période de transition politique. En bref, cette transition se concevait comme « la sortie du modèle politique post-soviétique dans le but de l'édification d'une structuration nationale ».¹⁵³ Cette période devait s'achever par l'arrivée au pouvoir d'élites issues d'une génération post-soviétique.¹⁵⁴ Le résultat de cette transition devait se traduire par le passage d'un système politique autoritaire à un régime démocratique ainsi que par la transformation des économies centralisées en économies de marché. Toutefois, cette transition ne s'est pas réalisée d'une manière équilibrée à travers les pays. Après une période de transition, la région d'Asie centrale a ainsi témoigné l'émergence des pays différenciés. Il y a plusieurs raisons pour cela. D'abord, les Etats ont suivi des chemins individuels. Les recommandations des organisations internationales d'appuyer la transition par une action régionale concertée n'ont pas été réalisées. Deuxièmement, les Etats ont réalisé programmes nationaux différents voire même divergents. L'absence de synchronisation entre les programmes de réforme, la divergence entre ces programmes ainsi que les caractéristiques individuels des pays ont résulté dans la différenciation entre les Etats.

(2) Les résultats mitigés au début des années 2000

Pendant les années 1990, la lecture principale des processus politique en Asie centrale consistait à différencier les 5 pays dans trois groupes selon le degré de volonté réformiste présente au sein des dirigeants des Etats. Le premier group consistait du

¹⁵² M.R. Djalili et Th. Kellner, La géopolitique de la nouvelle Asie centrale, op.cit.

¹⁵³ Id., p. 49.

Kirghizstan et du Kazakhstan. Le trait de ce duo était le degré des réformes politiques et économiques entreprises ou, tout au moins engagées, au sein des systèmes politiques. Kirghizstan était attribué, pendant un moment, le label de l' « île démocratique » en Asie centrale entouré par les voisins autocratiques. Le système politique kazakh a aussi connu un degré substantiel des réformes. Deuxième groupe était composé de Turkménistan et d'Ouzbékistan. Ces deux Etats étaient considérés comme les pays résistant les réformes. Si Ouzbékistan était vu comme un pays autoritaire, Turkménistan a vite viré vers un régime dictatorial excentrique. Tadjikistan était considéré à part du fait de son expérience d'une guerre civile qui a duré jusqu'à 1997.

Cette image différenciée des Etats de la région a commencé changer à partir du début des années 2000. Le temps était mûr pour faire le bilan d'une décennie de transition plein d'approche émotionnel et subjective. A partir de ce moment, l'image générale de la région est perçue comme négatif par la plupart des observateurs. Les experts voyaient dans la région plus de stagnation que de progrès.¹⁵⁵ La région dans son ensemble est toujours caractérisée par l'absence des réformes réelles et par la continuation des régimes rassemblant encore beaucoup de caractéristiques du système soviétique.¹⁵⁶ Le risque de déstabilisation y reste élevé. Cette dernière serait due au renforcement des régimes autoritaires, l'absence de possibilités de s'exprimer et promouvoir légitimement leurs intérêts pour les différents groupes d'intérêt dans les pays, l'aggravation de la situation des droits de l'homme ainsi que l'échec des réformes économiques et sociales. La pression géopolitique énorme autour de la région crée un environnement peu propice pour les réformes démocratiques.

La situation politique en Asie Centrale est de plus en plus expliquée en termes de continuité et de changement, non comme une rupture avec le passé. Cette continuité s'exprime en deux volets. D'abord, les cadres qui dirigent les pays sont majoritairement issus de la nomenklatura soviétique. Jusqu'à la période des révolutions de couleur dans l'espace post-soviétique en 2004-2005, tous les dirigeants des républiques ont été des dirigeants du parti communiste aux niveaux des républiques. Le seul dirigeant a été le

¹⁵⁴ Olcott, M.B., "The myth of "Tsentrālnaia Aziia", *Orbis*, Fall 1994, Vol. 38, Issue 4.

¹⁵⁵ M.-B. Olcott, "Revisiting the twelve myths of Central Asia", Carnegie Endowment for International Peace, Working Papers, n° 23, September 2001.

¹⁵⁶ Oliner, O., Szayna, T.S. (eds), *Faultlines of Conflict in Central Asia and South Caucasus: Implications for US Army*, RAND, Arroyo Center, 2003, p. 7.

président du Kirghizstan Askar Akayev issu des cercles académiques soviétiques. Mais, la seule révolution de couleur en Asie centrale a justement fait tomber Akayev, le président connu pour son réformisme. Ce phénomène des révolutions a renforcé les convictions conservatrices et autocratiques des autres présidents de la région. Le deuxième volet de cette continuité réside dans les systèmes politiques mêmes des pays. En fait, malgré l'introduction des certains changements plutôt déclaratoire, les institutions, les techniques de pouvoir, les cadres socio-économiques, les modes de pensée, l'administration sont tous fortement marqués par l'expérience soviétique.¹⁵⁷

M.-B. Ollcott et M. Ottoway définissent les régimes en place en Asie centrale comme des régimes semi-autoritaires.¹⁵⁸ Dans les Etats semi-autoritaires, les méthodes autoritaires effectives coexistent avec les institutions démocratiques formelles. Les dirigeants ont un double registre d'explication pour ce phénomène. Sur le plan domestique, la légitimité est cherchée sur la base des actions gouvernementales pour la justice distributive et la stabilité et la paix dans le pays. Au début des années d'indépendance, il y avait des mouvements d'opposition organisés et efficaces dans presque tous les pays. Ces mouvements avaient gagné la confiance et la popularité auprès des populations grâce à leurs activités pendant la dernière décennie précédant le démembrement de l'URSS. Leurs démarches pour affirmer leurs identités nationales et protéger leurs droits nationaux avaient obtenu en fait soutien populaire. Mais, dans les années d'indépendance, ces mouvements ont été écartés de la scène politique. La raison résidait dans des démarches politiques habiles des gouvernements en place. En fait, ces derniers ont su s'approprier des slogans nationaux portés par les mouvements populaires. Si, ces mouvements représentaient une cause nationale face au pouvoir de Moscou, les peuples devenus indépendants ne faisaient plus face à ce pouvoir central. Les nouveaux dirigeants ayant appropriés leurs slogans et programmes politiques, ces mouvements ont été dépouillés de leur *raison d'être*. Ce qui a facilité le renforcement du pouvoir des élites actuelles. N'ayant plus en face ces forces populaires, les pouvoirs ont pu se développer jusqu'à l'autoritarisme.¹⁵⁹

¹⁵⁷ Djalili et Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, op.cit. pp. 49-53.

¹⁵⁸ M.-B. Ollcott et M., Ottoway, *The challenge of semi-authoritarianism*, Carnegie Endowment for International Peace, 2004, www.ceip.org

¹⁵⁹ Yuri Kultchuk, *Tsentrāl'naya Azi'a posle imperii : Etnosi, obshchestvo i problemi* (L'Asie Centrale après l'Empire : Ethnies, société et problèmes), l'Institut International des Recherches sociales et politiques, www.igpi.ru

Sur le plan international, les dirigeants des pays essaient de défendre leurs méthodes autoritaires sur la base de la nécessité de stabilité et la prévention d'éclatement des conflits intra-étatiques sur les lignes ethniques et religieuses. En outre, ils retardaient ainsi l'introduction de réformes démocratiques en rappelant l'originalité historique et culturelle ainsi que la mentalité de leurs peuples qui n'étaient pas encore prêts pour la démocratie. Ils justifiaient leurs méthodes autoritaires et musclées comme nécessaires pour protéger la paix et la stabilité régionale face aux menaces islamistes et séparatistes.¹⁶⁰ Ces justifications ont été plus au moins acceptées par les acteurs internationaux. Pour certains qui étaient intéressés par l'exploitation des ressources naturelles des pays, la priorité devait aller aux réformes économiques ainsi que le développement de l'exploitation des ressources naturelles et de l'infrastructure industrielle. Ces réformes économiques pourraient engendrer les réformes politiques désirées par la suite.¹⁶¹ Pour les autres, l'autoritarisme ne devait pas être perçu comme un phénomène négatif en Asie Centrale. En fait, due à leur spécificité, les peuples d'Asie Centrale se géraient mieux par l'autoritarisme. L'introduction des réformes démocratiques et de la libéralisation pourraient causer la déstabilisation de la région. Par contre, certains régimes autocratiques ont pu conserver la stabilité et éviter les guerres et les conflits dans leurs pays.¹⁶² Certains auteurs ont même affirmé que l'autoritarisme était destiné à accomplir une mission historique importante au sein des pays centrasiatiques. L'autoritarisme offre aux élites nationales anciennement communistes, par le biais de l'écartement de l'opposition et du maintien de la stabilité, la possibilité d'adaptation aux conditions post-impériales. Ces élites se voyaient donc offertes une chance d'apprendre l'art de gouverner par d'autres mécanismes que les mécanismes anciens, sans se soumettre aux pressions de l'extérieur.¹⁶³

La vision de la région partage la plupart de ces lectures. La table ronde organisée à Almaty a analysé les tendances des systèmes politiques dans la région.¹⁶⁴ Selon les participants, les systèmes politiques centrasiatiques se dirigent vers une convergence dans

¹⁶⁰ M.B. Olcott, "Revisiting the twelve myths", op.cit.

¹⁶¹ Voir M.B. Olcott, "Pipelines and Pipe dreams: Energy development and Caspian society", *Journal of International Affairs*, Fall 1999, 53 n° 1, pp.305-325.

¹⁶² P. Kubicek, "Authoritarianism in Central Asia: curse or cure?" *Third World Quarterly*, 1998, Vol. 19, n° 1, pp. 29-43.

¹⁶³ Yuri Kultchuk, op.cit.

l'époque actuelle. Tous les pays de la région sont caractérisés par l'absence de mécanismes transparents de passation des pouvoirs. Les régimes politiques se concentrent autour de personnalité d'un leader ou d'un groupement. Cette tendance a été repérée en Ouzbékistan et Turkménistan dès les années 1990. Kazakhstan a suivi cette tendance dès le début des années 2000. Tadjikistan, puis Kirghizstan, ont aussi rejoint la démarche depuis récemment. Cette personnalisation des régimes est comparée par les participants au « brejnevization » du pouvoir soviétique. Au premier regard, cette personnalisation des régimes semblent produire un environnement stable dans cette région entouré par les zones instables du système international. Mais, selon Evgeniy Abdullayev, le prix de cette stabilité est « les forces de sécurité renforcées, une stricte hiérarchie, la limitation des libertés ainsi que les élections ennuyeuses ».¹⁶⁵ Pour lui, le prix peut être élevé pour un phénomène qui reste incertain car il réside essentiellement sur le facteur d'une personne. Cette vision critique de régimes personnalisés n'est pas forcément partagés par ses collègues d'Asie centrale. Kholik Abdukholik, du Tadjikistan, et Y. Buluktayev, du Kazakhstan, soulignent l'importance de l'institution de présidence pour la stabilité dans les pays. Cette stabilité doit être renforcée par le mouvement vers le développement.¹⁶⁶

Si on suit les experts locaux, la différenciation, sur le plan politique, entre les pays autocratiques et les pays plus démocratisés semble perdre d'actualité de nos jours. Politiquement, les Etats centrasiatiques vont vers une convergence où les systèmes politiques sont caractérisés par une personnalisation des régimes. Selon Sergey Panarin, la raison réside dans les caractéristiques spatiales et historiques des Etats. En 2000, il voyait comme la tendance principale l'orientation vers l'affirmation du modèle autoritaire en Asie centrale. Si cette tendance a été plus évidente dans les cas d'Ouzbékistan et de Tadjikistan, à l'époque déjà, la dynamique de développement politique à Kirghizstan et Kazakhstan avait commencé de perdre de vitesse. Dans les deux pays, le régime politique allait vers une république présidentielle avec les pouvoirs du président élargissant sans cesse. Il a baptisé ces régimes de bonapartisme éclairé. Pour lui ce bonapartisme s'exprimait dans la capacité des présidents de trouver des moyens de neutralisation, au lieu de supprimer, les éléments démocratiques. La différence entre le Kazakhstan et le Kirghizstan d'une part et

¹⁶⁴ M. Torebayeva, « Politsistema Tsentralnoy Azii : Nazad v budushshee » (Compte rendu du table rond sur 'La transformation des régimes politiques dans les pays d'Asie centrale' organisé à Almaty), *Respublika*, Kazakhstan, 30 Juillet 2009. Disponible sur www.respublika-kz.info

¹⁶⁵ Id.

¹⁶⁶ Id.

l'Ouzbékistan et le Tadjikistan d'autre part est purement méthodologique. Si l'Ouzbékistan et le Tadjikistan préfèrent de simplement supprimer les éléments de démocratisation au sein de la société, le Kazakhstan et le Kirghizstan optent plutôt pour neutraliser ces éléments. Quant à Turkménistan, S. Panarin voyait un modèle original d'autoritarisme allant vers un sultanisme oriental.¹⁶⁷

B La différenciation économique entre les pays de la région

L'appartenance à une économie planifiée où toutes les décisions étaient adoptées au centre (Moscou), la spécialisation dans les matières premières ainsi que le manque de l'expérience du commerce extérieur ont laissé les républiques d'Asie centrale au moment de la dislocation de l'Union soviétique avec les conditions de départ difficiles ainsi que l'absence de l'expertise indigène en matière d'administration économique. Comme il a été mentionné les républiques centrasiatiques étaient marquées de pauvreté et de dépendance structurelle vers Moscou. Dans le même temps ils étaient isolés du système économique global.¹⁶⁸ Les défis de transition sur le plan économique se posaient en termes de réduction de l'intervention étatique dans l'économie, introduction d'économie de marché, développement d'industries nationales, réduction de dépendance sur les matières premières, diversification du commerce extérieur et réduction de dépendance envers la Russie.

Selon Richard Pomfret, le spécialiste sur les économies centrasiatiques, au début du 21^e siècle, les Etats d'Asie centrale ont essentiellement complété la transformation des économies planifiées. Le résultat de ces transformations a entraîné la différenciation dans les systèmes et niveaux de développement des pays de la région. Cette différenciation a été engendrée par deux facteurs. Le premier facteur est les caractéristiques de réformes économiques qu'ont entreprises les pays (1). La deuxième raison est due au facteur des ressources principales des économies nationales (2).

(1) Réformes à vitesse différenciée

¹⁶⁷ S. Panarin, « Politicheskoye razvitiye gosudarstv Tsentral'noy Azii v svete geografii i istorii regiona (Développement politique des Etats d'Asie central dans la lumière de géographie et histoire de la région) », *Vestnik Evrazii* n°1, 2000.

¹⁶⁸ R. Pomfret, "Economic reform and performance in Central Asia", op.cit.

En termes de la transformation des systèmes économiques, le Kirghizstan et le Kazakhstan sont considérés comme les réformistes. Particulièrement, le Kirghizstan a été l'une des économies en transition la plus libérale et la plus réformatrice. Le gouvernement kirghiz a dès le début de l'indépendance cherché les conseils des institutions internationales et gouvernements occidentaux pour libéraliser le système économique national. Ces efforts ont résulté dans l'admission du Kirghizstan au sein de l'OMC en juillet 1998. A nos jours, le Kirghizstan reste le seul pays issu de l'ancien URSS à rejoindre l'OMC.¹⁶⁹ Ces choix ont permis au Kazakhstan et au Kirghizstan de bénéficier du soutien financier de la communauté internationale. Le Kazakhstan a notamment accueilli la majorité des investissements étrangers de la région grâce à ses ressources de pétrole. Le Kirghizstan reçoit en aide financière une partie importante de son PNB. Mais, malgré la libéralisation entreprise, il reste l'un des pays les plus pauvres d'Asie Centrale du fait de l'absence de ressources naturelles.

Au début des années 1990, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont déclaré de suivre une réforme graduelle de leurs économies. Mais, le Turkménistan a plutôt pris le chemin du régime autocratique basé sur le culte de personnalité du premier président du pays. Les réformes économiques brillaient surtout par leur absence. En ce qui concerne l'Ouzbékistan, le pays a aussi un système politique étroitement contrôlé mais sans le culte de personnalité de Turkménistan. Le réformisme économique d'Ouzbékistan est considéré comme faible et lent par les experts en général. Mais, malgré l'absence de réformes comparables à celles de ses voisins et des relations malaisées avec les institutions financières internationales, il a pu montrer une performance économique meilleure tout au long des années 1990. Pour Richard Pomfret, l'explication de cette performance réside dans les prix élevés du coton et de l'or dans les marchés mondiaux. Ces deux produits constituaient l'essentiel des exportations ouzbèkes. Ce phénomène a été baptisé le « Uzbek puzzle ». Mais, sa politique économique semble restreindre son développement ces dernières années.

Quant au Tadjikistan, les réformes économiques ne figuraient pas dans la liste des

¹⁶⁹ Id. Tout au long des années 1990, le Kazakhstan était considéré dans le même groupe que le Kirghizstan pour ses programmes de libéralisation et réformes économiques. Mais, avec le temps, le président est devenu

priorités du pays due à la guerre civile qui s'est éclatée en 1991 et pris fin en 1997. Depuis, le pays semble suivre le pas des pays comme le Kirghizstan.¹⁷⁰

En plus de ces différences, les économies d'Asie Centrale font face à des facteurs qui restreignent leur développement. Ces facteurs diminuent, aussi, l'impact des réformes économiques initiées dans quelques pays. L'un des obstacles majeurs est la corruption à une échelle très élevée. Elle est répandue dans tous les pays de la région. En outre, les économies souffrent de politiques mal adaptés au contexte régional, du rôle surestimé des ressources naturelles pour le développement, des lacunes dans les bases institutionnelles et structurelles de l'économie et de l'augmentation des dettes extérieures. Les réformes sont parfois incomplètes ou peu appliquées.¹⁷¹ Si, les pays tels que l'Ouzbékistan ou le Turkménistan ont souffert de leurs politiques économiques et isolationnistes, le Kazakhstan ou le Kirghizstan semblent ne pas avoir pu profiter pleinement de leurs réformes économiques.¹⁷² Malgré une croissance économique affichée par toutes les républiques, la situation économique et sociale y reste fragile. La fondation américaine *the Heritage Foundation* a récemment désigné les économies des pays d'Asie Centrale comme étant parmi les plus restrictives dans le monde.¹⁷³

(2) Le facteur des ressources naturelles dans la différenciation des économies

La différenciation dans le domaine économique a surtout été influencée par la variation des ressources naturelles que disposaient les pays. Les pays dotés de ressources naturelles (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan) ont suivi une politique de développement économique et pour cela ils misaient essentiellement sur les exportations du gaz et du pétrole. Le Kazakhstan, pays côtier de la mer Caspienne, a attiré les investissements étrangers dès le début des années 1990. Pour l'Ouzbékistan, le coton et

plus autocratique et l'économie est tombée sous la domination des groupes restreints qui contrôlaient les médias et les banques.

¹⁷⁰ A. Asslund, "Sizing up the economies of Central Asia", *Journal of International Affairs*, Spring 2003, Vol. 56. n° 2.

¹⁷¹ B. Rumer, *L'économie des pays de l'Asie Centrale : réalités, problèmes et perspectives* (en russe), 2002 www.caapr.kz

¹⁷² A. Alam et B. Arup, "Uzbekistan and Kazakhstan: A tale of two transition paths", Policy research working paper n° 2472, World Bank, 2000.

l'or était les biens essentiels à l'exportation pendant les années 1990. A partir du début des années 2000, l'Ouzbékistan pouvait compter aussi sur l'exportation des voitures et du gaz. Le deuxième bien à exportation du Turkménistan était aussi le coton. Le Kirghizstan et le Tadjikistan, ne disposant pas des ressources naturelles abondantes comme leurs voisins se sont orientés vers les acteurs extérieurs, sources potentiels d'assistance institutionnelle et financière. M. B. Ollcott remarque que la politique étrangère du Kirghizstan a été dès le début guidé par la conscience du fait que le pays était trop petit et trop pauvre pour survivre économiquement avec ses propres ressources.¹⁷⁴ La même remarque peut être appliquée au Tadjikistan. La géographie de ces deux pays est moins étendu que celle de leurs voisins. En termes de situation géographique aussi le Kirghizstan et le Tadjikistan sont dans une position désavantageuse. Ils sont situés dans les régions montagnardes et disposent moins de terre pour les activités agricoles. Ils manquent aussi des ressources naturelles : le gaz et le pétrole qui abondent chez les voisins.

Un autre facteur important dans la différenciation des économies nationales a été les investissements directs étrangers. Deux critères ont influencé les flux des IDEs dans les pays. La présence des ressources primaires et le niveau de libéralisation des systèmes économiques. Le Kazakhstan, le pays côtier de la Caspienne, dispose de larges réserves du pétrole. Le pays a aussi un système financier le plus libéral de la région. Grâce à ces deux facteurs, la majorité des IDEs en Asie centrale sont allées vers le Kazakhstan. Ce dernier a bénéficié entre les années 1997-2004, des IDEs de plus de deux milliards de dollars américains par an en moyen. Le Turkménistan qui a larges réserves du gaz mais dont le régime était fondé sur le culte de personnalité bizarre du premier président ne disposait que plus de 100 millions de dollars d'IDEs par an en moyen. Le niveau d'IDEs en Ouzbékistan était proche de celui de Turkménistan. Par contre, le Kirghizstan et le Tadjikistan qui manque des ressources naturelles n'ont pas bénéficié des IDEs pendant ces années.

Ces IDEs ont permis au Kazakhstan de doubler ses exportations à partir de la fin des années 1990. Le volume annuel des exportations kazakhes représentait plus de 11 milliards de dollars américains en moyen à partir de l'année 1997. Les exportations de l'or, du coton, et des voitures ont permis à l'Ouzbékistan d'occuper la deuxième place dans la

¹⁷³ G. Saidazimova, *Central Asia : authorities cite uzbek, turkment economic growth, but living standards still low*, 14 janvier 2005, Radi Free Europe Radio Liberty, www.eurasianet.org

région. Les exportations kirghizes et tadjiks ne dépassent pas la barre d'un milliards de dollars américains.

	Exportations annuelles		Flux des IDEs annuels	
	1990-1996	1997-2004	1990-1996	1997-2004
Pays exportateurs de pétrole				
Kazakhstan	6521.1	11579.6	1050.5	2263.4
Turkménistan	2085.5	2386.6	89.1	156.8
Pays non- exportateurs de pétrole				
Kirghizstan	434.9	665.4	...	27.9
Tadjikistan	551.7	804.8	13.5	23.1
Ouzbékistan	3848.0	3585.0	39.2	105.1

Les IDEs et les exportations (en mln \$). Source : Dowling, Malcolm, Wignaraja, Ganeshan, « Central Asia after fifteen years of transition : growth, regional cooperation and policy choices », 2006.

Le résultat de ces tendances a été la différenciation économique entre les pays. Le Kazakhstan est devenu le leader économique de la région pendant la décennie passée grâce aux prix élevés du pétrole à partir du début des années 2000. En 2000, le PIB du Kazakhstan était déjà égal à la totalité du PIB des pays d'Asie centrale. En 2008, le PIB du pays est deux fois plus grand que le PIB combiné de tous les autres pays de la région. La différence est encore plus grande si on traduit ses données en PIB par habitant. Le PIB par habitant du Kazakhstan est presque dix fois plus grand que celui des autres Etats. Même si Ouzbékistan et Turkménistan sont loin derrière Kazakhstan en termes de PIB, ils disposent des PIBs plus consistants que Kirghizstan et Tadjikistan grâce à leurs ressources minérales. Ces deux derniers sont les plus pauvres. Leur situation désavantageuse géographique et démographique ainsi que le manque des ressources naturelles est la cause de cette pauvreté.

¹⁷⁴ M. B. Ollcott, Central Asia's New States: Independence, Foreign Policy, and Regional Security,

	PIB En mlds \$		PIB par habitant		Croissance du PIB en %		Volume de commerce extérieur mlrds \$		Balance commerciale mlns \$	
	2000	2008	2000	2007	2000	2008	2000	2008	2000	2008
Kazakhstan	27,8	132,4	1270	5020	10,4	3,2	13,85	109,072	3772	33294,6
Kirghizstan	1,7	5,0	280	610	4,9	7,6	1,05	5,716	-50	-2430,2
Ouzbékistan	11,4	27,9	630	730	4,8	9,0	5,51	19,07	119	4068
Tadjikistan	1,4	5,1	160	460	9,7	7,9	1.45	4,30	109	-1640
Turkménistan	9,3	20,4	650	...	17,3	9,8	6,30	18,50	300	5100

Situation économique des pays en 2007. Source CIS Stats; ADB Report; Stat.kg ; Stat.kz; stat.uz, World Bank

Section2 L'environnement compliqué de l'Asie centrale : les grandes puissances en mutation comme des voisins

L'Asie Centrale est situé au cœur du continent Eurasiatique. Le premier trait géographique de cette région est qu'elle constitue une vaste plaine fermée sans aucun débouché sur les océans. Elle constitue une forteresse naturelle au cœur de l'Eurasie, étendue sur quelques quatre millions de km².¹⁷⁵ Elle est avoisinée par les grandes puissances telles la Russie, la Chine et l'Inde. Les autres puissances régionales telles le Pakistan, l'Iran ou la Turquie sont liées à cette région par des liens géographiques, culturels ou historiques. L'Asie Centrale a donc une position centrale d'un point de vue géographique, stratégique ainsi que culturel.¹⁷⁶ Toutefois, cette position stratégique et la proximité des Etats aux ambitions de la puissance créent un environnement complexe pour les pays de la région. Notamment, parmi ces voisins, la Chine et la Russie se distinguent particulièrement du fait de leur prévalence dans l'environnement géostratégique de l'Asie

Washington, DC: US Institute of Peace Press, 1996.

¹⁷⁵ M.R. Djalili et Th. Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, op.cit., p. 85 ; Ch. Seiple, *Heartland geopolitics: The case of Uzbekistan*, Institute for Global Engagement, 30 Jan. 2004, <http://www.globalengage.org/issues/2004/01/heartland.htm>

¹⁷⁶ Kellner, Th., La Chine et la nouvelle Asie Centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre, Rapport du GRIP 2002/1, p.6.

centrale, du caractère dynamique de leur conduite extérieure (§1) ainsi que par la place qu'occupe l'Asie centrale dans leur politique étrangère (§2).

§1 La Russie et la Chine : les puissances à la recherche d'un sens...

Le caractère ambigu et dynamique de l'état de l'ordre international, défini en termes d' « interregnum », a été auparavant souligné dans l'introduction. Dans cette situation actuelle, la scène mondiale abrite plusieurs pays puissants, du fait de leur poids historique, économique ou militaire, qui ont une volonté ferme de se tailler une place incontournable dans les nouvelles configurations de l'ordre international. Parmi ces pays se trouvent notamment deux voisins immédiats de l'Asie centrale, la Chine (B) et la Russie (A).

A La Russie à la recherche d'un statut

Légalement, la Russie a hérité la plupart des prérogatives formelles de l'Union soviétique. Le plus notablement, la Russie a conservé le siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. La Russie a aussi conservé les armements stratégiques de l'Etat soviétique : les armes stratégiques stationnées dans les territoires du Kazakhstan et de l'Ukraine ont été transférées vers la Russie dans les années 1990. Les bases militaires russes sont toujours situées dans plusieurs pays post-soviétiques. Mais, à la différence de l'URSS, la Russie ne jouissait plus du statut de superpuissance dans l'ère post-soviétique. Dans ce contexte, la Russie a rencontré deux problèmes conceptuels: une crise identitaire et une absence de statut (1). Afin de surmonter ces problèmes de conceptualisation du rôle de la Russie, les efforts de l'élite intellectuelle et analytique proposent plusieurs visions, qui partagent des points communs malgré l'appartenance de leurs auteurs aux courants différents (2).

(1) *Les problèmes identitaires caractérisant la Russie des années 1990*

Le début des années 1990 est caractérisé par l'orientation vers l'Ouest dans la politique étrangère de la Russie.¹⁷⁷ Elle suivait la ligne de la politique domestique qui consistait dans la libéralisation politique et, surtout, économique. La première intuition dans la Russie post-soviétique en transition était l'objectif d'établir les relations étroites avec les structures politiques de l'Ouest telles l'OTAN et l'Union européenne. La période d'Andrey Kozyrev comme le ministre des affaires étrangères de la Russie (1992-1996) correspond à cette époque transatlantique de la Russie. Mais, deux éléments ont compromis cette orientation. Le premier est l'affaiblissement de la Russie comme l'Etat ainsi que les problèmes politiques, sociaux et économiques qui étaient dus, en partie, aux processus de la libéralisation entreprise. La deuxième raison qui a contribué à l'affaiblissement de l'orientation occidentale et libérale était le traitement qu'a reçu la Russie de la part de l'Ouest. La Russie a été traitée comme un Etat faible et anormal. Elle a été vue comme un partenaire junior qui devrait, intégrer l'Ouest selon les termes posés par ce dernier. Mais, le statut d'un partenaire junior n'a pas finalement satisfait les cercles politiques russes. A partir du milieu des années 1990, la quête identitaire de la Russie a pris la direction différente.¹⁷⁸ Notamment, un consensus général semble être formé pendant la direction de Vladimir Poutine qui consiste à accepter que les buts généraux de la politique étrangère russe est de consolider son succès économique et d'acquérir la reconnaissance de son statut de « grande puissance moderne » ou de « grande puissance normale ».¹⁷⁹ Additionnellement, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a amené une centralisation des pouvoirs publics ainsi que l'augmentation de la demande pour les ressources énergétiques ont créé une situation favorable pour le renforcement de la position de la Russie sur la scène internationale.

(2) Les visions pour la Russie puissance

Différentes conceptions alternatives qui sont sensées de décrire le statut international de la Russie sont avancées. Parmi ces conceptualisations, les visions de Vadim Tsimbourski¹⁸⁰, d'Aleksandr Dougin¹⁸¹ et de Dmitriï Trenin¹⁸² sont dignes d'intérêt.

¹⁷⁷ Bogaturov, A., "Tri pokoleniya vneshnepoliticheskix doktrin Rossii (Trois générations des conceptions de la politique étrangère de la Russie) », 13 Décembre 2008 <http://portalus.ru>

¹⁷⁸ Id.

¹⁷⁹ Olikier O. et al., "Russian Foreign Policy: Sources and Implications", RAND, 2009, 220 p.

¹⁸⁰ Vadim Tsimbourski, dont les écrits sont mélange de l'analyse géopolitique avec les interprétations culturelles et même mythologiques, est décrit comme la réponse russe à Samuel Huntington.

Île-Russie selon Vadim Tsimbourski

Dans l'argumentation de Vadim Tsimbourski, la Russie est l'héritière directe de l'Empire du Tsar russe et de l'Union soviétique. Ces deux dernières, malgré la différence apparente de régime politique, ont formé un « cycle de grand impérialisme » russe de 280 ans de 17^e siècle jusqu'au début du 20^e. L'identité commune de ces trois formes de l'Etat russe consiste de trois éléments qui combinent la géographie avec l'ethnos et la politique. Le premier élément de l'Etat russe est qu'elle représente l'espace géopolitique unifié de l'ethnie russe qui se différencie de la plateforme ethno-civilisationnelle romano-germaine. Le deuxième signe de la Russie est la présence de larges espaces à son Est qui sont difficile d'accès et d'exploration. Cette caractéristique géographique constitue une défense naturelle, qui n'a jamais été violée pendant plus de 400 ans, pour la Russie. Le troisième facteur constitutif de l'Etat russe et le lien commun entre ses formes historiques est la séparation de la Russie de l'Europe de la civilisation romano-germaine par une ceinture des Etats et des peuples qui sont les voisins, mais ne font pas partie, de l'Europe. Ces éléments identitaires de l'Etat russe font d'elle une 'Île-Russie' située entre l'Europe et la Chine et qui constitue une unité géo-civilisationnelle indépendante.¹⁸³ Une fois les liens entre la Russie actuelle et les formes impériales de l'Etat russe établis, la question de l'articulation d'un statut pour la Russie dans le monde contemporaine est désormais posée. Toute la politique étrangère russe est justement caractérisée par la recherche de statut depuis le milieu des années 1990. L'orientation tracée par Vadim Tsimbourski pose des éléments à priori. Tout statut pour la Russie doit nécessairement souligner la grandeur et le prestige de la Russie ainsi que son rôle essentiel dans le système international et il doit aussi nécessairement être reconnu par les autres nations, en priorité par l'Ouest.

La Grande Russie selon Aleksandr Dougin

¹⁸¹ Aleksandr Dougin se positionne comme représentant des cercles nationalistes et conservateurs. Il propose une interprétation idéologique et géopolitique du rôle de la Russie dans le monde.

¹⁸² Dmitriï Trenin est souvent publié dans les publications des courants libéraux de l'élite de la politique étrangère russe et se réclame d'une vision pragmatique de la politique étrangère russe.

¹⁸³ Tsimbursky. V. « Ostrov Rossia (Île Russie) », 1993 http://archipelag.ru/ru_mir/ostrov-rus/cymbur/island_russia/

La vision que propose Aleksandr Dougin pour la Russie est celle d'une 'Grande Russie', une conception patriotique et géopolitique.¹⁸⁴ Elle réunit la Russie avec les autres pays issus de la dissolution de l'URSS : notamment, l'Ukraine, la Biélorussie et les pays de l'Asie centrale. Elle est fondée sur les prémisses idéologiques de l'eurasianisme. Elle découle de l'idée que la Russie ne se situe ni en Europe ni en Asie, mais elle constitue une entité civilisationnelle indépendante à part.¹⁸⁵ La civilisation eurasiennne est basée sur la combinaison des éléments slaves-orthodoxes et islamo-turciques. La (Grande) Russie selon les tenants de l'eurasianisme est un centre impérial qui représenta la puissance terrestre qui fait face à la puissance maritime, représentée par les Etats-Unis, dans une confrontation téléologique pour maintenir le droit à l'existence. Elle est aussi investie d'une mission morale qui consiste à défendre les valeurs du monde orthodoxe face à l'agression de la civilisation anglo-saxonne.¹⁸⁶ Pour réussir dans cette confrontation, la Russie doit accepter son statut de grande puissance et construire un espace impérial indépendant. Le portrait qu'Aleksandr Dougin trace de la Russie a des parallèles avec celui de Vadim Tsimbourski. La différence réside dans l'attribution d'un rôle téléologique à la Russie dans une confrontation nécessaire contre les Etats-Unis ainsi que les efforts d'incorporation des éléments turco-musulman au sein de l'idéologie eurasiennne. Toutefois, Dougin ne réussit pas souvent à masquer le russo-centrisme de son idéologie car ce sont les russes qui ont la domination décisionnelle au Centre de l'empire eurasiennne.¹⁸⁷ Le rôle de l'Europe de l'Ouest est ambigu dans la conception de Dougin : elle peut être considérée soit comme le subordonné des Etats-Unis ou comme un allié potentiel de la Russie eurasiatique contre l'empire Etats-Unien.¹⁸⁸

Le projet post-impérial pour la Russie

¹⁸⁴ Dougin A., "Evraziyskaya platform (Le plateforme eurasiennne)", Nezavisimaya Gazeta, 15 Novembre 2000 http://www.ng.ru/style/2000-11-15/16_eurasia.html

¹⁸⁵ Shlapentokh, D., « Dugin, Eurasianism, and Central Asia », Communist and Post-Communist Studies, 40, 2007:143-156.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Dougin A., "Evraziystvo: Ot filosofii k politike (Eurasianisme: de philosophie vers politique)", Nezavisimaya Gazeta, 30 Mai 2001 http://www.ng.ru/ideas/2001-05-30/8_philosophy.html

¹⁸⁸ Shlapentokh, op.cit.

Dmitriy Trenin quant à lui parle de la nécessité d'aller au-delà de terminologie usée d'impérialisme et propose un projet post-impérial basé sur des prémisses pragmatiques.¹⁸⁹ Ce projet découle, tout d'abord, de la consolidation de la puissance financière de la Russie grâce aux ressources énergétiques. Par conséquence, la Russie commence à se regarder comme un 'pays indispensable' sur la scène internationale, comme une 'grande puissance énergétique'. La dimension géopolitique de cette orientation réside dans la concentration de l'attention sur l'étranger proche de la Russie. Car le statut de la 'grande puissance énergétique' réside non seulement dans la possession des larges quantités des ressources naturelles, mais aussi dans le contrôle des moyens de transportation du pétrole, du gaz et d'autres ressources naturelles extraites dans les pays voisins de la Russie, en particulier dans les républiques de l'Asie centrale. Dans le cadre de son projet post-impérial, la Russie doit tisser des liens étroits avec ses voisins de l'espace post-soviétique. Mais, à la différence de l'approche néoimpériale où la Russie agit en exploitant des ressources naturelles de ses voisins, la Russie post-impériale doit agir en garant de sécurité et leader de modernisation pour ses partenaires. Le nouvel projet s'appuie principalement sur l'attraction économique, civilisationnelle et culturelle de la Russie pour ses voisins.

Les points communs entre les différentes visions de la Russie

Malgré la différence de vocabulaire, ces conceptions dites alternatives de statut pour la Russie et de sa politique étrangère ont beaucoup de parallèles parmi lesquels nous allons distinguer cinq :

- Toutes les deux soulignent la place essentielle et centrale de la Russie dans le système international : la Russie est un centre de puissance indépendant.
- Deuxième point commun est d'aller au-delà des considérations matérielles et faire l'accent sur la nécessité de construire un cadre civilisationnel et de valeurs autour de la Russie : la Russie est le garant d'un ensemble normatif et civilisationnel ainsi que son centre de rayonnement.¹⁹⁰

¹⁸⁹ Trenin, D., "Post-imperskiy proyekt (Le projet post-impérial)", Nezavisimaya Gazeta, 30 janvier 2006 http://www.ng.ru/courier/2006-01-30/9_project.html ; voir aussi: Trenin D., "The Post-Imperial Project", Carnegie Endowment for International Peace, 2006.

¹⁹⁰ Oliker O. et al., op.cit.; Trenin, D., "Modernizatsiya vneshney politiki Rossii (La modernisation de la politique étrangère de la Russie)", Le centre des études politiques, 4 Mars 2010 www.polit.ru/lectures/2010/03/25/trenin.html

- Troisièmement, les voisins immédiats de la Russie constituent la priorité au sein des deux conceptions. Particulièrement, l'Asie centrale figure au premier plan des priorités de la politique étrangère.¹⁹¹
- Quatrième caractéristique est l'accent sur la diversification des moyens de réalisation des projets. La pratique de la politique étrangère russe doit intégrer la création et la maintenance des organisations régionales, l'utilisation de 'soft power' russe non seulement dans l'espace post-soviétique mais aussi internationalement, la promotion de pénétration économique de la Russie dans les autres régions du monde, etc.¹⁹²
- Cinquièmement, les objectifs de politique étrangère russe sont inséparables des considérations de la politique domestique. La politique étrangère russe est transformée en un moyen de la réalisation de la modernisation et de la grande transformation de la Russie comme pays.¹⁹³

B *La Chine 'qui monte' et l'ordre international*

Les perceptions concernant la Chine au début des années 1990 était bien différentes de celle concernant la Russie. A la différence de la Russie qui était considérée comme un Etat en régression, le progrès économique de la Chine ainsi que l'augmentation de ses capacités matérielles vis-à-vis ses voisins était évidents.¹⁹⁴ La Chine est devenue le premier consommateur de matières premières comme le pétrole, le gaz, l'acier et l'aluminium ce qui provoqué l'augmentation des prix pour ces produits. Les compagnies chinoises ont aussi commencé à devenir des joueurs importants dans le domaine de fusions et des acquisitions des grandes entreprises.¹⁹⁵ Les succès économiques de la Chine engendraient aussi la consolidation de la puissance de l'Etat chinois en matière politique, militaire et

¹⁹¹ Shlapentokh, D., "Dugin, Eurasianism and Central Asia", op.cit.; Trenin, D., "Le projet post-impériale", op.cit.

¹⁹² Hill F., "Moscow discovers soft power" Current History, October, 2006, p. 341; Trenin D., "Le projet post-impérial", op.cit.; Elana Wilson Rowe, Stina Torjesen (eds), *The Multilateral Dimension in Russian Foreign Policy*, Routledge, 2008, 240 p.

¹⁹³ Trenin, D., "Modernizatsiya vneshney politiki Rossii (La modernisation de la politique étrangère de la Russie)", op.cit. ; Lavrov, S., « Glavnaya tsel vneshney politiki Rossii : modernizatsiya strani (L'objectif principal de la politique étrangère de la Russie : la modernisation du pays) », *Golos Rossii*, 15 janvier 2010 <http://rus.ruvr.ru/2010/01/15/3606398.html>

¹⁹⁴ S. Tang, « The rise of China as a security linchpin », *Asia Times*, 21 Juin 2003.

¹⁹⁵ Gungwu, Wang; Yongnian, Zheng (eds), *China and the New International Order*, Routledge: London 2008, 316 p.

stratégique. Les regards venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur voyaient la performance économique de la Chine comme prélude à la consécration de la Chine comme une nouvelle superpuissance¹⁹⁶ et comme un acteur influent sur le plan international et régional.¹⁹⁷ Ces débats au sein des analystes étrangères (1) ainsi que chinois (2) ont notamment autour de la thèse de "la Chine qui monte".

(1) Les appréhensions devant la Chine qui monte

La prestigieuse revue *International Security* a initié le débat dès les années 1990 sur la thèse de la Chine comme la puissance prévalente de la politique mondiale.¹⁹⁸ Le renforcement des positions et des capacités de la Chine ainsi que l'engagement plus actif du pays dans les processus régionaux et internationaux sont à l'origine des soucis concernant la nature de comportement international de la Chine ainsi que ses conséquences sur le système international et, plus particulièrement, sur l'ordre régional en Asie.

Une partie affirmait que l'industrialisation et la croissance conséquente des capacités matérielles de la Chine allaient naturellement amener cette dernière à reconsidérer les arrangements de l'ordre régional asiatique, à contester l'hégémonie américaine en Asie-Pacifique ainsi qu'à établir son hégémonie sur les autres pays de l'Asie-Pacifique. Selon eux, ce scénario allait probablement se réaliser d'une manière conflictuelle. L'Asie pourrait répéter l'histoire de l'Europe qui était ravagée par des conflits entre les puissances industrielles émergents aux 19^e – 20^e siècles.¹⁹⁹ Ces prédictions ont été contestées par les tenants de l'école d'Asie. Ces derniers réfutaient les explications de futur de l'Asie à travers le prisme de l'histoire de l'Europe comme inadéquates et proposaient de s'appuyer sur l'histoire propre de l'Asie pour stipuler sur son

¹⁹⁶ Kang, D.C., *China Rising: Peace, Power and Order in East Asia*, Columbia University Press, 2007, 274 p.

¹⁹⁷ Shambaugh, D., "China engages Asia: Reshaping the regional order", *International Security*, 29(3), 2004, pp. 64-99; Yang Xuetong, "The rise of China in Chinese eyes", *Journal of Contemporary China*, 10(26), 2001, pp. 33-39.

¹⁹⁸ Friedberg, A.L., "Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia," *International Security*, 18(3), 1993/94, pp. 5–33; Johnston, A.I., "Is China a status quo power?" *International Security*, 27(4), 2003, pp. 5-56; Kang, D.C., "Getting Asia wrong: The need for new analytical frameworks", *International Security*, 27(4), 2003, pp. 57-85; Acharya, A., "Will Asia's past be its future?" *International Security*, 28(3), 2003/04, pp. 149-164; Shambaugh, D., "China engages Asia: Reshaping the regional order", *International Security*, 29(3), 2004, pp. 64-99; Friedberg, A.L., "The future of US-China relations: Is conflict inevitable?" *International Security*, 30(2), 2005, pp. 7-45; Kang, D.C., *China Rising: Peace, Power and Order in East Asia*, Columbia University Press, 2007, 274 p.

¹⁹⁹ Friedberg, A.L., "Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia", op.cit.

avenir. Or, historiquement, l'ordre asiatique était un ordre Sino-centrique où la prévalence de la Chine était acceptée et respectée par ses voisins. C'était un ordre hiérarchique avec une Chine forte et puissante au centre qui fournissait la paix et la stabilité pour ses voisins et ses alliés. Le retour d'une Chine forte sur la scène régionale asiatique au 21^e siècle pourrait ramener un ordre pacifique quand les autres pays vont se rassembler autour du leadership chinois.²⁰⁰ Il y a d'autres analystes qui soulignent les dangers d'interpréter les processus contemporains exclusivement selon l'histoire et les paradigmes conflictuels. Ils insistent sur le fait que les normes de droit international concernant l'Etat et la souveraineté sont bien implantées en Asie. Il existe aussi plusieurs structures régionales dont l'objectif est de maintenir la paix. Par conséquent, l'Asie est en mesure de gérer les soucis émergents de sécurité grâce aux normes régionaux, à l'interdépendance économique ainsi que la consolidation des liens institutionnels.²⁰¹ En outre, l'observation du comportement de la Chine dans la politique régionale permet de conclure que la Chine actuelle est plutôt caractérisée comme une puissance de statu quo.²⁰²

(2) Les propos apaisants des experts chinois sur la perspective de la Chine puissance

La communauté politique et analytique de la Chine prends compte de ces perceptions concernant sa position dans le monde et essaye de formuler des éléments de réponse. Sa réponse consiste à pallier les perceptions de peur concernant son statut d'une nouvelle superpuissance, à articuler et présenter une image bénigne de sa politique étrangère, à présenter une vision générale concernant l'ordre international et à miser sur son succès économique pour tisser des liens d'influence dans les différentes parties du monde.

La thèse de 'la Chine qui monte' est acceptée par les cercles politiques et académiques en Chine. Mais, elle n'est pas considérée comme un phénomène posant un danger au système international et à l'ordre régional en Asie. Car la montée du pays ne s'effectue pas au détriment des intérêts des autres. En outre, le renforcement de l'Etat chinois et la consolidation de ses positions dans le monde sont seulement le rétablissement

²⁰⁰Kang, D.C., "Getting Asia wrong: The need for new analytical frameworks", op.cit.

²⁰¹Acharya, A., "Will Asia's past be its future?" op.cit.

²⁰²; Johnston, A.I., "Is China a status quo power?" op.cit.

de l'ancien statut de la Chine et représente en tant que tel un phénomène de la justice historique.²⁰³

Deuxièmement, la montée de la Chine est un processus historique de longue haleine et n'introduira pas des ajustements brusques et violents au système international.²⁰⁴ La Chine a aussi besoin d'un environnement stable et pacifique pour poursuivre la modernisation économique, sociale et politique du pays.²⁰⁵ En cas d'adoption d'une politique étrangère agressive, c'est la Chine elle-même qui va en souffrir car un contexte instable va nécessairement perturber les cycles économiques dans le pays. Par conséquent, le comportement de la Chine est basé sur les principes de 'modération, auto-restrainte, et de coopération'.²⁰⁶ La priorité pour la Chine est de poursuivre les réformes domestiques et le développement équilibré.²⁰⁷ C'est grâce à ses capacités de moderniser et réformer la société chinoise que la Chine va augmenter sa stature internationale. En vue d'assurer ses voisins et les acteurs majeurs de l'ordre régional en Asie, la Chine est engagé en amélioration des relations bilatérales avec ses voisins, en engagement actif au sein des arrangements multilatérales dans les domaines économique et sécuritaire dans la région ainsi qu'en considération plus sérieuse de l'influence et des intérêts des autres puissances, en particulièrement ceux des Etats-Unis, dans la région.²⁰⁸

Troisièmement, la montée de la Chine est considérée comme un phénomène positif pour les autres pays et le système international.²⁰⁹ La croissance économique et l'avancement technologique de la Chine va nécessairement bénéficier les pays de son voisinage proche ainsi que des autres parties du monde. En outre, la présence d'une grande puissance comme la Chine pourrait devenir un facteur de restreinte concernant le comportement unilatéral, et parfois déstabilisateur, des Etats-Unis au sein du système international.²¹⁰ En tant qu'une économie émergente, la Chine pourrait également jouer le rôle de représentative et promoteur des intérêts des pays en voie de développement et

²⁰³ Yang Xuetong, "The rise of China in Chinese eyes", *Journal of Contemporary China*, 10(26), 2001, pp. 33-39.

²⁰⁴ Ibid.

²⁰⁵ Wang Jisi, "China's changing role in Asia", Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org

²⁰⁶ S. Tang, « The rise of China as a security linchpin », *Asia Times*, 21 Juin 2003.

²⁰⁷ Wang Yizhou, "China's diplomacy for the 21st century: Balance among three demands", Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org

²⁰⁸ Wang Jisi, "China's changing role in Asia", op.cit.

²⁰⁹ Yang Xuetong, "The rise of China in Chinese eyes", op.cit.

²¹⁰ Ibid.

mener les efforts de construire une équilibre entre les intérêts des pays développés et des pays émergents au sein du régime multilatéral de commerce.²¹¹

L'articulation de la vision chinoise de l'ordre international basé sur des principes de coexistence pacifique et de coopération fait partie intrinsèque des efforts de la Chine en vue de rassurer ses voisins et les puissances présentes dans la région. Cette vision chinoise continue largement selon les lignes politiques tracées par Deng Xiaoping, l'architecte de la croissance économique et l'ouverture de la Chine, dans les années 1980.²¹² Dans son discours du 22 Septembre 1988, il avait réfuté l'hégémonisme et la politique des blocs comme les caractères de l'ancien ordre. Selon lui, le nouvel ordre international devrait être basé sur cinq principes : respect mutuel pour la souveraineté et l'intégrité territoriale ; non-agression mutuelle ; non-interférence dans les affaires intérieures ; égalité et bénéfice mutuel ; coexistence pacifique.²¹³ Le problème de développement domestique et la question de souveraineté étatique sont éminents dans le discours de la politique internationale de la Chine. Wang Yizhou souligne que la politique étrangère de la Chine est essentiellement centrée sur trois demandes et intérêts : le développement, la souveraineté et la responsabilité.²¹⁴ La continuation de cycle de développement économique de la Chine, elle a besoin d'un environnement stable et a intérêt dans l'absence des interférences dans sa politique domestique par des acteurs internationaux. Quant à l'endossement des responsabilités internationales dues à son statut d'un acteur puissant, la Chine admet pour l'instant les responsabilités régionales qui correspondent aussi aux priorités du pays. Elles consistent notamment à la question de la péninsule coréenne, la sécurité en Asie-Pacifique, la réduction des frictions autour de la question de la mer de la Chine de sud ainsi que la prévention de l'Asie centrale de devenir un espace de confrontation entre les grandes puissances.²¹⁵

En vue de réaliser ces préoccupations d'ordre régional et international, la Chine veut rationaliser et stabiliser les relations interétatiques en Asie. Pour cela, la Chine met

²¹¹ Wang Jisi, "China's changing role in Asia", op.cit.

²¹² Ambassade de la République du Peuple de la Chine aux Etats-Unis, « Liu Huaqiu on China's Foreign Policy », <http://www.china-embassy.org/eng/zmgx/zgwjzc/t35078.htm>

²¹³ Qian Wenrong, "A discussion on new international order", Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org

²¹⁴ Wang Yizhou, China's diplomacy for the 21st century: Balance among three demands", , Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org

²¹⁵ Ibid.

l'accent sur l'amélioration des structures multilatérales et régionales soutenues par des principes de souveraineté, de droits de l'homme, d'égalité, d'équité, de progrès et de marché ouvert.²¹⁶ Elle engage de plus en plus avec les institutions internationales et régionales.²¹⁷ Marc Lanteigne avance 6 objectifs poursuivies par la Chine qui aussi constitue des raisons qui encouragent la Chine à s'engager dans les institutions internationales²¹⁸ :

- a) Promotion de la paix extérieure et de la stabilité ;
- b) Perpétuation du régime et de la stabilité intérieure ;
- c) Réduction des risques et des coûts d'information ;
- d) Etablir des relations effectives avec les grandes puissances ;
- e) Développement économique et sécurité ;
- f) Acquérir une prestige internationale et autorité.

§2 ...s'engagent avec l'Asie centrale

L'engagement de la Russie (A) et de la Chine (B) avec l'Asie centrale se basent donc non seulement sur les facteurs matériels, mais aussi sur les considérations de l'ordre identitaire de ces puissances elles-mêmes.

A La Russie et l'Asie centrale

La Russie a formé un Etat unique avec les pays centrasiatiques tout au long du « court 20 siècle ». Les relations de la Russie et l'Asie centrale au tournant du 21^e siècle sont caractérisées non seulement par l'identification des intérêts (2) mais aussi par une ré-conceptualisation générale (2).

(1) La séparation et le problème de ré-conceptualisation des relations

²¹⁶ Wang Yizhou, China's diplomacy for the 21st century: Balance among three demands", ", Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org

²¹⁷ Gungwu, Wang; Yongnian, Zheng (eds), *China and the New International Order*, Routledge: London 2008, 316 p.

²¹⁸ M. Lanteigne, *China and International Institutions: Alternate paths to global power*, Routledge: London, 2005, 230 p.

Tout au long du 20^e siècle, la Russie et les Etats centrasiatiques ont fait partie d'un Etat, celui de l'Union soviétique. Au sein de l'Union soviétique, la Russie était considéré le centre et les d'Asie centrale formaient la périphérie. Moscou, était la capitale de l'URSS et dans le même temps de la république fédérale soviétique de la Russie. Toutes les décisions importantes étaient prises à Moscou auxquelles devaient se soumettre toutes les autres républiques soviétiques y comprises les républiques centrasiatiques. La Russie formait aussi le noyau industriel de l'URSS tandis que les républiques centrasiatiques se spécialisaient dans la production des matières premières et les produits agricoles, particulièrement le coton et le blé, dont la majeure partie s'acheminait vers la Russie. Une relation hiérarchique caractérisait donc les relations entre la Russie et les républiques centrasiatiques. Cette relation hiérarchique a pris fin avec la dissolution de l'URSS en 1991. Mais, l'interdépendance entre les républiques a continué dans beaucoup de domaines. Les relations entre la Russie et les Etats de l'Asie centrale constituent désormais les relations interétatiques faisant partie de la politique étrangère des pays individuels.

La politique étrangère russe en Asie centrale a expérimenté des changements importants depuis 1991 : elle peut être analysée en trois étapes qui sont fonction des évolutions de la conceptualisation de la région dans la pensée politique russe.

La première étape

Le début des années 1990 est caractérisé par la négligence de l'Asie centrale dans la politique étrangère russe. Farhod Tolipov définit ces années comme la période de retrait de la Russie de la région centrasiatique, qui est caractérisée par une réduction substantielle de la présence russe.²¹⁹ Cette négligence correspond à la prépondérance des élites libérales au sein du système politique russe. La priorité de ces élites était de faire de la Russie la partie intégrante de la communauté euro-atlantique. Pour eux l'Ouest représentait le centre de la civilisation où devrait être la place de l'Etat russe. Pour réussir l'intégration occidentale, la Russie devrait se libérer des résidus du passé, en premier, de l'Asie centrale. Selon les libéraux, l'Asie centrale au sein de l'URSS constituait un groupe des républiques moins développées et dont la stabilité sociale et économique était maintenue par les dotations en provenance du centre. Après la dissolution de l'URSS, c'était naturel pour la Russie de se libérer de cette charge. Continuer de subventionner l'Asie centrale allait sérieusement

²¹⁹ Tolipov, F., « Russia in Central Asia: retreat, retention, or return? », *Central Asia and the Caucasus*, 5(47), 2007, pp. 19-32

compromettre le processus de modernisation de la Russie. Dans la pratique, le désengagement de la Russie de la politique centrasiatique est traduit en démantèlement des liens politiques et économiques. La Russie a ainsi réduit substantiellement le niveau de coopération militaire et politique. Sur le plan économique, cette période correspond à l'annulation unilatérale de la zone rouble par la Russie qui a fortement déstabilisée la situation monétaire en Asie centrale et a poussé les Etats centrasiatiques vers la création des systèmes monétaires indépendants. Par conséquence, le régime unique de commerce et de monnaie a été détruit. Le résultat était le rétrécissement des échanges commerciaux entre la Russie et les Etats d'Asie centrale à un dixième (autour de 7 milliards de dollars US) de son niveau de 1991 (quand le commerce s'élevait à 60 milliards de dollars US) au milieu des années 1990.²²⁰

La deuxième étape

La nomination d'Evgeniy Primakov comme le ministre des affaires étrangères en 1996 et ensuite comme le Premier Ministre de la Russie en 1998 était le signe de l'affaiblissement de courant libérale au sommet de l'élite politique russe. L'intégration occidentale a cessé d'être le but principal dans la politique étrangère russe. La Russie a commencé se repositionner comme un Etat majeur, un acteur indépendant majeur de la politique mondiale. La « doctrine Primakov » était centrée sur la notion de « multipolarité » où le rôle d'un pôle indépendant appartenait à la Russie. La perception de l'élite russe concernant l'Asie centrale a aussi commencé changer. Elle était fonction de l'objectif de la Russie de renforcer son 'influence régionale' dans l'espace post-soviétique, la tâche précisée par Primakov en 1996. Mais, due à la situation économique difficile qu'expérimentait la Russie, l'action de la Russie en Asie centrale se concentrait sur des liens politiques et sécuritaires principalement. La coopération économique quant à elle a continué de détériorer. En 1999, le montant total des échanges commerciales s'élevait à près de 3.7 milliards de dollars US, presque deux fois moins qu'en 1996 (près de 7.2 milliards de dollars US).

Troisième étape

La troisième étape de la politique étrangère de la Russie en Asie centrale commence avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000. La personnalité de

²²⁰ V. Paramonov et A. Stokov, "The evolution of Russia's Central Asia policy", Advanced Research and Assessment Group- Central Asia Series, Defence Academy of the United Kingdom, 2008, 21 p.

Vladimir Poutine, la présence d'une équipe soudée, l'introduction des réformes administratives permettant la centralisation de processus décisionnel ainsi que l'augmentation des prix de matières premières dans le marché mondial sont parmi les facteurs qui ont contribué à la consolidation des positions de la Russie sur la scène internationale. Ces positions renforcées avec la présence des ressources financières importantes ont permis à la Russie de re-conceptualiser sa politique étrangère et de réaffirmer son intention de faire du pays un centre de puissance indépendante dans le monde. L'apparition des termes de « puissance énergétique », de « pays indispensable de la politique mondiale », d'« empire libérale », de « grande puissance eurasiennne avec une mission morale » sont fonction de ces intentions.²²¹ Dans la nouvelle politique étrangère russe, la place de l'Asie centrale a aussi évolué. L'Asie centrale est désormais considérée comme une région prioritaire pour le rétablissement de l'influence russe dans l'espace post-soviétique et pour le renforcement du statut international de la Russie. Cette période est appelé le retour de la Russie en Asie centrale. Ce retour est expliqué par la cristallisation des intérêts de la Russie dans la région.

(2) Les intérêts de la Russie en Asie centrale

Durant le premier mandat de Vladimir Poutine, Dmitriy Trofimov soulignait cinq intérêts essentiels de la Russie dans la région qui ont poussé les élites politiques russes d'entreprendre le retour en Asie centrale :

- 1) La stabilité de la région. L'Asie centrale est connectée directement à la Russie par la frontière terrestre la plus étendue dans le monde qu'elle partage avec le Kazakhstan. Toute déstabilisation de la région pourrait sérieusement compromettre la situation sécuritaire en Russie.
- 2) Utilisation du potentiel de transit de l'Asie centrale. La région permet à la Russie d'accéder aux marchés de la Chine, de l'Inde et de l'Iran afin de cultiver et maintenir les partenariats avec ces pays importants du continent asiatique.
- 3) La maintenance d'un espace économique commun avec l'Asie centrale pourrait jouer un rôle important dans les projets de modernisation économique de la Russie.

²²¹ Trenin D., "The Post-Imperial Project", Carnegie Endowment for International Peace, 2006; Shlapentokh, D., « Dugin, Eurasianism, and Central Asia », *Communist and Post-Communist Studies*, 40, 2007:143-156; Chubais A., "Missiya Rossii v XXI veke (La mission de la Russie au XXIe siècle)", *Nezavisimaya Gazeta*, 10th January Edition, 2003.

L'Asie centrale représente un marché potentiel pour les produits industriels russes ainsi qu'une source des matières premières pour les besoins de l'industrie de la Russie. La participation dans les projets d'exploitation et de transportation des matières premières et ainsi que dans la production de l'énergie en Asie centrale fait partie des priorités de long terme de la Russie.

- 4) L'Asie centrale est aussi une région de la haute importance géostratégique pour la Russie qui cultive les ambitions de (re)devenir une puissance globale et régionale. La Russie continue d'exploiter la station de lancement spatial de Baïkonour au Kazakhstan, des stations de radar au Kazakhstan et Kirghizstan, une station de surveillance spatiale au Tadjikistan, des bases militaires au Kirghizstan et Tadjikistan.
- 5) Obtenir la reconnaissance du rôle de premier plan dans les affaires de l'Asie centrale permet à la Russie de consolider son statut de centre de puissance.²²²

Dmitriy Trenin décompose ces facteurs en intérêts politique (la consolidation de l'influence russe dans la région), sécuritaire (la prévention de la montée de l'instabilité régionale), économique (participation dans l'exploitation des ressources primaires de la région) ainsi que « humanitaire » (l'appui et l'instrumentalisation de la présence des minorités russes et russophones dans la région).²²³ Ces intérêts matériels et idéologiques sont renforcés par la présence des larges minorités russes dans la région ; notamment, les russes constituent en tiers de la population du Kazakhstan. La langue russe jouit du statut de la langue officielle au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan. La proximité qui découle de ces facteurs contribue à la cristallisation de l'Asie centrale comme un espace régional spécial dans la pensée politique de la Russie. Ces perceptions régionales feront objet du chapitre suivant de notre travail.

Dans ce contexte, l'Asie centrale est vue à travers les rôles modèles suivants dans la pensée politique russe.

L'Asie centrale comme l'étranger proche de la Russie et partie de la responsabilité de la Russie

²²² Trofimov, D, "Russia and the United States in Central Asia: Problems, prospects, and interests" *Central Asia and Caucasus*, 19(1) 2003 http://www.ca-c.org/online/2003/journal_eng/cac-01/09.troeng.shtml

²²³ D. Trenin in Rumer E., Trenin D., Zhao H., *Central Asia : Views from Washington, Moscow, and Beijing*, M.E. Sharpe, 2007, p. 80.

Le terme de l'étranger proche apparaît d'une manière éminente dans la pensée politique russe. Il dénote un ensemble des liens matériels, idéologiques et psychologiques que la Russie partage avec les ex-républiques de l'Union soviétique. La maintenance des relations étroites avec ses voisins de l'espace post-soviétique a une raison d'être stratégique : la continuation de l'influence russe dans les territoires contigus des Etats voisins constitue la profondeur stratégique, nécessaire pour la défense de *mainland* de la Russie.²²⁴ La continuation des similitudes dans les systèmes politiques, économiques et sociaux ainsi que la présence des larges portions de population russophones au sein des pays post-soviétiques crée des liens psychologiques et sociaux entre la Russie et ses voisins. L'importance de l'étranger proche découle de l'intention de faire de la Russie un centre de puissance de la politique internationale. Les pays issus de la décomposition de l'URSS constituent ainsi l'orbite de l'influence russe : ils forment la zone de l'influence de la Russie. L'Asie centrale fait partie intégrante de l'étranger proche. Notamment, le Kazakhstan a une place particulière. La Russie partage avec ce pays une frontière de 7600 kms, la frontière continentale la plus étendue dans le monde. Un tiers de la population du Kazakhstan est composé par des russes.

L'Asie centrale comme l'objet de régionalisation

Depuis récemment, l'Asie centrale est vue comme un espace où pourrait être réalisée une régionalisation centrée sur la Russie. L'un des instruments de la politique étrangère de la Russie comme puissance mondiale est la pénétration dans les différentes régions du globe. Or, l'Asie centrale est une région qui par sa proximité, son histoire commune soviétique ainsi que son interdépendance continue sur la Russie, représente une direction prioritaire dans la stratégie régionaliste de la Russie.

L'Asie centrale comme un enjeu géostratégique

L'Asie centrale fait partie aussi des plans géostratégiques de la Russie. Le désengagement russe de la région au début des années 1990 est perçu comme avoir créé un vacuum tout de suite rempli par des puissances étrangères, avec des intentions malveillantes contre la Russie. Alors, pour prévenir l'Asie centrale de devenir un tremplin

²²⁴Trenin, End of Eurasia

d'action contre la Russie, une présence sérieuse dans la région est requise. Le contrôle de l'acheminement des ressources énergétiques de la région donne à la Russie un instrument puissant pour ses relations avec les autres pays.

B *La Chine et l'Asie centrale*

La Chine a réagi rapidement à l'apparition d'un nouveau voisinage politique et stratégique en 1991 (1). Une réaction expliquée par l'intérêt que représentait l'Asie centrale dans la politique étrangère mais aussi domestique de la Chine (2).

(1) L'apparition d'un nouvel segment dans le voisinage chinois et l'internationalisation des relations

Avec l'apparition des nouveaux Etats indépendants, une nouvelle section a apparu dans la politique étrangère de la Chine. Jusqu'en 1991, la Chine avait l'Union soviétique comme voisin de l'ouest. Les relations et les attentes entre la Chine et l'URSS ont été produites des interactions de plusieurs décennies. Avec la dissolution de l'URSS, la frontière occidentale de la Chine était désormais formée de quatre Etats indépendants dont trois se situaient en Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan. Ce changement a aussi remis à table la question des litiges frontaliers entre la Chine et l'URSS. La Chine depuis l'époque de Mao avait des prétentions territoriales envers l'URSS. Désormais, ces questions sont devenues le problème des relations bilatérales de la Chine avec chacun de ces trois pays. Mais contrairement à la situation précédente avec l'URSS, la Chine pourrait espérer au règlement d'une manière plus glissante de ces questions avec ces nouveaux voisins. Car, elle pouvait compter sur la prévalence qu'elle acquerrait, ne serait-ce que grâce à sa taille et à sa population, dans les négociations avec les nouveaux Etats fragiles et inexpérimentés. La priorité pour la Chine en Asie centrale était la question de frontières.²²⁵ La politique chinoise a consisté à engager ses nouveaux pays dans les négociations multilatérales pacifiques sur le sujet. Suite à ces négociations, la Chine a su conclure les traités avec tous les pays d'Asie centrale grâce auxquels elle a pu acquérir certains

territoires disputés par l'URSS. Le Kirghizstan a fait des concessions territoriales dans le cadre des accords conclus dans les années 1996-1999. Le Kazakhstan a concédé certains territoires dans les années 1994-1998. Le Tadjikistan a aussi dû accepter les demandes territoriales de la Chine dans le cadre des traités conclu en 1999 et en 2002.²²⁶

A son tour la Chine a joué un rôle de premier plan pour la reconnaissance des nouveaux Etats indépendants sur la scène internationale. Elle était parmi les premiers à reconnaître l'indépendance des Etats centrasiatiques. Elle a aussi donné l'exemple en invitant les leaders et les ministres des nouveaux pays en Chine dès l'année 1992.

(2) Les facteurs déterminant la place de l'Asie centrale dans la politique étrangère de la Chine

L'Asie centrale et le facteur de la région autonome de Xinjiang

L'importance que la Chine attribuait à ce sujet de frontières s'expliquait aussi par le souci du gouvernement chinois d'avoir un environnement extérieur stable dans la proximité de ses territoires occidentaux où résident larges minorités ethniques de la Chine. Il s'agit de la région autonome de Xinjiang, la partie intégrée en dernière instance à l'Etat de la Chine et dont les populations locales nourrissent toujours un certain potentiel de séparatisme. Les populations de Xinjiang chinois partagent en fait les liens ethniques, historiques, culturels ainsi que religieux avec les populations centrasiatiques. De ce fait, la création de nouveaux Etats indépendants pour les homologues pourrait rajouter à leurs sentiments indépendantistes. En outre, les territoires de ces nouveaux pays pourraient devenir un lieu d'activités et d'hébergements des séparatistes uigurs. Les soucis de la Chine étaient donc, suite au règlement de la question frontalière veiller à ce que les pays d'Asie Centrale dont la situation sécuritaire reste indéterminée depuis la chute de l'URSS, ne deviennent pas un terrain favorable pour ses ressortissants de la région Xinjiang qui ont des aspirations indépendantistes.²²⁷

La Chine a aussi compté d'utiliser les liens étroites entre le Xinjiang et l'Asie centrale d'une manière plus positive. La région autonome de Xinjiang est parmi les territoires les plus éloignés de la capitale chinoise. Elle est aussi située loin des côtes

²²⁵ Central Asia: Views from Washington, Moscow, and Beijing, op.cit.

²²⁶ Kazantsev, op.cit, p. 225-226.

²²⁷ Kerr, 2008.

maritimes de la Chine où se trouve la majorité des régions prospères. La question de développement économique de Xinjiang est importante pour l'administration centrale afin de veiller à la stabilité. Plusieurs programmes de modernisation sont désignés à cet effet. Avec l'apparition de nouveaux pays et l'ouverture de frontières, la région de Xinjiang pourrait devenir un centre de commerce transfrontalier pour la région en contribuant ainsi à la prospérité de la région. Le Xinjiang pourrait aussi devenir le point de pénétration économique chinoise en Asie centrale. Ces possibilités n'ont pas échappé à l'attention du gouvernement central. Le Xinjiang est effectivement devenu le centre d'acheminement des produits chinois de toutes sortes vers l'Asie centrale. Les projets de futur sont maintenant associés avec la volonté d'aller au-delà de commerce brut et de créer des sociétés jointes avec la participation chinoise dans les territoires des pays centrasiatiques (Kazantsev).

L'Asie centrale comme un enjeu géoéconomique et géostratégique pour la Chine

Tout au long des années 1990, c'était plutôt les intérêts sécuritaires et stratégiques de la Chine caractérisaient les relations sino-centrasiatiques. Avec le temps, le leadership chinois a acquis une certaine stabilité dans ce domaine. Les relations pacifiques et amicales ont été établies avec tous les pays centrasiatiques. Les litiges frontaliers ont été résolus. Les pays centrasiatiques ne sont pas devenus, malgré les soucis initiaux, des terrains d'activités pour les séparatistes de Xinjiang. Vers le début des années 2000, c'est plutôt l'image de l'Asie centrale comme une région importante dans les considérations géoéconomiques et géostratégiques de la Chine a commencé à se cristalliser. Ces années correspondent aussi à la cristallisation des ambitions globales de la Chine sur la scène mondiale. Grâce aux décennies de croissance économique, la Chine cherchait à jouer un rôle de leader global dans le monde. Pour maintenir ses performances économiques qui lui permettaient cette ambition, la Chine a un besoin permanent dans les ressources énergétiques et les matières premières. Or, les centrasiatiques sont des pays littoraux du bassin caspien, la zone riche en ressources énergétiques tant désirées par la Chine. A part les hydrocarbures, les pays centrasiatiques disposent aussi des larges réserves de matières premières telles l'uranium, le fer, l'aluminium, etc. Ils produisent aussi en larges quantités du coton et du blé. En outre, l'Asie centrale est située dans la proximité directe de la Chine. De ce fait, la région de l'Asie centrale constitue un lieu idéal pour assurer l'approvisionnement continu de la Chine en ressources énergétiques et matières premières. L'importance géoéconomique de la région dans l'action globale de la Chine comme

puissance économique est primordiale.²²⁸ Compte tenu du fait que la politique étrangère de la Chine est commandée par la nécessité de maintenir la croissance économique intérieure, l'importance de l'Asie centrale dans les priorités de la politique étrangère chinoise ne va qu'augmenter car la région présente une source d'énergie et de lien avec l'Europe par la route.

La proximité de l'Asie centrale peut acquérir des aspects négatifs pour la Chine, néanmoins. Il s'agit de la possibilité de la consolidation des puissances mondiales en Asie centrale. Depuis l'indépendance de l'Asie centrale, les puissances majeures de la politique mondiale ont toutes déclaré leurs intentions de participer dans les processus régionaux centrasiatiques. Notamment, la région continue de rester dans la zone de l'influence de la Russie. Depuis récemment, les Etats-Unis renforcent leurs positions dans la région par l'ouverture des bases militaires et l'établissement des partenariats avec les pays individuels dans le cadre de l'OTAN. Le Japon essaye de jouer un rôle actif dans la politique centrasiatique. Ces développements ne peuvent pas laisser la Chine indifférente. Elle a peur que l'Asie centrale devienne un lieu où les puissances hostiles à la Chine pourraient concocter et monter les activités allant contre les intérêts géostratégiques et sécuritaires chinois. Dans ce scénario, l'Asie centrale deviendrait une pièce importante pour réaliser l'encerclement stratégique de la Chine. La consolidation de la participation des sociétés occidentales ou japonaises dans l'exploitation des ressources naturelles de l'Asie centrale pourrait traduire dans la réduction des parts de la Chine et compromettre ainsi les approvisionnements de l'industrie chinoise. Le retour du statut de jardin de l'influence russe de l'Asie centrale n'est pas non plus favorable pour la Chine.²²⁹ Ce dernier essaye donc de monter une participation active dans le marché d'investissements et d'extraction dans la région. Elle essaye aussi de veiller à l'évolution de la présence stratégique et sécuritaire des autres puissances et à contrer toute augmentation de leur influence dans la région. Dans ce contexte, l'Asie centrale devienne l'arrière-garde stratégique naturelle pour la Chine.

L'Asie centrale : un espace régional pour le leadership international de la Chine

En tant qu'une puissance émergente, la Chine voit l'Asie centrale comme une région propice pour son action de leadership. En effet, pour la première fois depuis 19^e siècle, la

²²⁸ Zvyagelskaya, 2007.

Chine a su acquérir le statut de jouer important régional et étendre son influence réelle politique et économique en Asie centrale.²³⁰ En cas de succès de ces projets interétatiques et transnationaux en Asie centrale, la Chine pourrait ensuite étendre son expérience régionale aux autres parties du monde. L'Asie centrale servira alors de tremplin pour l'expansion de l'influence chinoise dans le monde.²³¹

Chapitre2. L'Asie centrale, l'Eurasie ou l'espace de Shanghai: les différentes perceptions régionales autour de l'espace centrasiatique

Les relations réciproques entre les pays de l'Asie centrale ainsi qu'entre les pays centrasiatiques et leur voisins chinois et russe s'appuient non seulement sur des facteurs de l'ordre matériel, mais aussi sur les différentes perceptions identitaires qui puisent leur source dans les considérations de l'ordre culturel, historique ou géostratégique et géoéconomique. On peut distinguer, pour les intérêts de notre étude, entre la vision endogène de l'Asie centrale, qui la considère comme une région distincte (Section 1) ainsi que les visions qui lient la région à leurs voisins influents russe et chinois (Section 2).

Section1 Le centrasianisme

L'idée de l'Asie centrale comme une région ne peut être considéré qu'en combinant les affirmations qui soulignent l'unicité de la région (§1) avec les arguments qui identifient les points faibles de la vision régionaliste de l'Asie centrale (§2).

§1 L'idée de l'Asie centrale

La première image attribué à l'ensemble de ces cinq républiques asiatiques de l'ancien Union soviétique est celle de l' 'Asie centrale'. Le terme 'Asie centrale' est tout d'abord un terme politique. En tant que tel, il représente un ensemble des idées et des

²²⁹ Khojaev, 2007.

²³⁰Préface de D. Trenin in Huashen, Zh., "Kitay, Tsentralnaia Azia I Shanghayskaia Organizasia Sotrudnichestva (Chine, Asie centrale et l'OCS)", Carnegie Moscow Center, Working paper n 5, 2007.

²³¹ H.-L. Wu, Ch.-H. Chen, The prospects for regional economic integration between China and the five Central Asian countries, Europe-Asia Studies Vol. 56, N° 7, November 2004, pp. 1061-1062.

éléments qui considère l'Asie centrale comme une région unique (A) dont le projet doit être construit sur l'idée de l'intégration régionale (B).

A L'Asie centrale comme une région

L'avènement de l'Asie centrale comme une nouvelle région de la politique internationale (1) s'appuyait sur des considérations de l'ordre historique, contemporains et stratégiques (2).

(1) L'émergence d'une nouvelle région politique

Au début du mois de janvier 1993, Tachkent a accueilli le sommet des chefs d'Etat de Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. Tous ces Etats avaient accédé à l'indépendance tout récemment en 1991 suite à la dissolution de l'URSS. Ils représentaient le flanc sud de l'Etat soviétique et, en tant que tel, ils étaient dans leur ensemble appelés « les républiques de l'Asie moyenne et du Kazakhstan ». L'un des résultats de la réunion des chefs d'Etat a été leur déclaration concernant cette désignation. Le 4 Janvier 1994, ils ont solennellement exprimé leur volonté d'être désormais connu sous l'appellation d' 'Asie centrale' au lieu de celle d' 'Asie moyenne et Kazakhstan'.²³² Par cette déclaration, ils ont annoncé leur intention de former un marché régional centrasiatique doté de politiques communes dans les domaines monétaires, tarifaire, douanier, d'investissements et d'exportations.²³³ Ils ont aussi fait savoir la possibilité de la formation d'une union régionale politique et militaire.²³⁴ Le terme de l'Asie centrale a depuis intégré le vocabulaire commun et il désigne l'apparition d'une région distincte de la politique internationale contemporaine. Selon Mohammed Reza Djalili et Thierry Kellner, l'émergence de l'Asie centrale comme une région représente « un phénomène d'une portée exceptionnelle » ayant des conséquences qui dépassent les limites de ces cinq nouveaux Etats.²³⁵ Quels sont les raisons et les considérations qui ont permis l'émergence de cette

²³² Medvedev, O., «Kazakhstan i Srednaya Aziya obyedinilis v Tsentralnuyu Aziyu (Kazakhstan et Asie moyenne se sont réunis dans Asie centrale) », *Kommersant*, 9 Janvier 1993, www.kommersant.ru

²³³ Ibid.

²³⁴ IGPI, « Tsentralno-Aziyatskiy Soyuz : Strategicheskaya liniya ili prakticheskaya ulovka ? (L'Union centrasiatique : une ligne stratégique ou un démarche tactique ?) » Monitoring de l'IGPI, janvier 1993, www.igpi.ru

²³⁵ Djalili, M.-R., Kellner, Th., *Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale : De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, 4ème édition, PUF, 2006, p. 70.

vision régionale concernant les cinq anciennes républiques soviétiques : Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, et Turkménistan?

(2) L'Asie centrale comme une région

Il y a trois sources principales qui ont déterminé l'approche régionale envers ces cinq Etats post-soviétiques : la perspective historique ; la perspective contemporaine ; la perspective du Grand jeu, qui combine les perspectives historiques et contemporaines.

La perspective historique

Selon cette approche, l'Asie centrale était une région prospère de la Route de Soie depuis l'époque ancienne. En tant que région, l'Asie centrale avait une importance aussi bien intrinsèque que transcendantale. La valeur intrinsèque de l'Asie centrale comme région dans le système international résidait dans le fait que son territoire avait hébergé plusieurs Etats et unités politiques qui ont contribué d'une manière importante aux processus politiques, culturels, scientifiques et industriels de l'histoire mondiale. La valeur transcendantale de la région consistait du rôle de carrefour qu'a toujours joué l'Asie centrale. Depuis l'antiquité, l'Asie centrale était le lieu de rencontres entre les civilisations, les cultures, les religions et les empires. Elle se positionne au carrefour de civilisations liant l'Europe, l'Orient et l'Asie.²³⁶ Elle occupait une place centrale importante au cœur d'un corridor de trafics, surtout commerciaux, liant les différents centres du continent eurasiatique. Ce corridor a été baptisé 'la Route de la Soie'. Ces deux facteurs avaient contribué à établir la « centralité de l'Asie centrale » dans le système international.²³⁷ Mais, la région n'a pas su maintenir son 'centralité', surtout à partir de 13^e -15^e siècles. Parmi les facteurs principaux qui ont contribué à la détérioration du statut de la région centrasiatique sont l'érosion du potentiel scientifique et technologique dans la région qui est caractéristique à l'ensemble des Etats à partir des invasions mongoles au 13^e siècle ; les découvertes des routes maritimes transcontinentales qui a causé la perte de l'importance de la route de Soie, la route terrestre transcontinental par excellence ; l'incorporation des Etats situés en Asie centrale à l'empire russe à partir du 18^e siècle.²³⁸

²³⁶ Olcott, M.B., *The myth...* op.cit.

²³⁷ Frank, A.G., "The centrality of Central Asia", *Studies in History*, 8(1), 1992, pp. 43-97.

²³⁸ Robert L. Canfield, *Restructuring in Greater Central Asia: Changing political configurations*, Asian Survey, Vol. 32, Issue 10, Oct. 1992, pp. 875-887.

Suite à ces évolutions, surtout avec la consolidation de la domination russe, la région s'est isolée du système international en tant qu'une entité indépendante.²³⁹ La période de la domination russe (soviétique) est aussi associée avec la division de la région aux plusieurs unités ethnocentriques.²⁴⁰ La dissolution de l'Union soviétique et l'apparition des Etats indépendants en Asie centrale est considéré comme une opportunité pour rétablir l'unité régionale et l'intégration de l'Asie centrale au système international en tant qu'une entité régionale indépendante.

Les perspectives contemporaines sur l'Asie centrale

Selon les perspectives contemporaines, l'Asie centrale est un ensemble de cinq anciennes républiques soviétiques qui sont des Etats fragiles et interdépendants.²⁴¹ Outre leurs caractéristiques communes de nature ethnique, culturelle, linguistique, religieuse et géographique, les Etats centrasiatiques partagent aussi les défis de l'indépendance politique et économique à l'ère post-soviétique. Les conditions de départ de ces républiques sont le produit de l'Etat soviétique au sein duquel ils ont existé pendant près de 70 ans. Cette période a engendré une interdépendance dans les domaines d'infrastructure, de transportation et de gestion de biens publics régionaux ainsi qu'une similitude dans la nature des systèmes politiques, économiques et sociaux.²⁴² Cette situation de départ crée la nécessité d'une approche commune entre tous les Etats de la région en vue de réaliser une triple transition politique, économique et géopolitique.²⁴³

L'Asie centrale comme le terrain du Grand Jeu

La troisième perspective principale sur l'Asie centrale comme région est la perspective du Grand Jeu, qui combine les facteurs historiques et contemporains. Depuis l'indépendance, l'Asie Centrale se retrouve au cœur d'un débat géopolitique. Sa position

²³⁹ Ibid.

²⁴⁰ Roy, O., *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Editions du Seuil, 1997, 332. P.

²⁴¹ N. Ziadullaev, "Central Asia in a globalizing world", *Central Asia and the Caucasus*, 2006, n 6(42), pp. 125-134; Olcott, M.B., "Central Asia's catapult to independence", *Foreign Affairs*, Summer 1992, Vol. 71/3, pp. 108- 130; Olcott, M.B., "Ceremony and substance: The illusion of Unity in Central Asia", in M. Mandelbaum (ed.), *CentralAsia and the World*, 1994, pp. 17-46.

²⁴² Bobokulov, Inomjon, "Central Asia: is there an alternative to regional integration", *Central Asian Survey*, 2006, 25(1-2), pp. 75-91; Dieter, H., « Regional integration in Central Asia : current economic position and prospects », *Central Asian Survey*, 15(3/4), 1996 : 369-386; Telebayev G., Oumirseitova A., « Tsentralnoaziatskaya integratsiya : Obyektivniye i subyektivniye parametri (L'intégration centrasiatique : les paramètres objectifs et subjectifs) », *Analytic*, N° 6, 2002, www.kisi.kz

centrale au cœur de l'Eurasie lui avait valu le titre de « pivot géographique » essentiel pour le maintien d'une balance entre la puissance mondiale maritime et la puissance mondiale continentale par le géographe anglais Halford J. Mackinder dès le début du 19^e siècle. Elaboré dans le cadre de la théorie de 'Heartland' de Mackinder, la partie centrale d'Eurasie ou le Heartland dont fait partie l'Asie Centrale avec l'Europe de l'Est, est essentiel pour maintenir la paix et le pluralisme dans le monde. Elle constitue le pivot central des relations internationales à l'échelle mondiale.²⁴⁴ Le contrôle total de la région par une des puissances conférerait à cette dernière la possibilité de contrôler le continent Eurasiatique voir le monde selon la formule célèbre « Qui contrôle Heartland, contrôle l'Ile du Monde (Eurasie) ; Qui contrôle l'Ile du monde, contrôle le monde ». Ainsi, ce territoire fermé conférerait à une puissance des possibilités de renforcement de ces forces ainsi qu'une position défensive unique. Le développement des moyens de transport à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle a rajouté de l'importance stratégique en permettant plus de mobilité aux puissances.²⁴⁵ Or, pour empêcher une telle possibilité, il faut empêcher que la région tombe sous le contrôle unilatéral d'une puissance. Ce souci de possession de contrôle et d'équilibre stratégique a été à l'origine de la lutte pour la domination de la région entre la Grande Bretagne, la puissance maritime et la Russie, la puissance continentale au 19^e siècle. Cette confrontation, baptisée le 'Grand jeu', a abouti à la détermination des frontières actuelles avec l'Afghanistan comme la zone de délimitation entre les zones d'influences de ces deux empires. L'Asie Centrale passe sous la domination russe et s'écarte provisoirement de la scène internationale²⁴⁶.

Si la domination russe tsariste puis soviétique posait une parenthèse sur ces discussions, ces dernières ont été reprises depuis la chute de l'URSS. L'Asie Centrale aurait retrouvé « sa centralité perdue, son rôle naturel au cœur de l'Eurasie »²⁴⁷. Cette centralité de la région l'a 'propulsé sur le devant de la scène internationale' en faisant d'elle un enjeu géopolitique majeur depuis l'effondrement de l'Union soviétique.²⁴⁸ L'Asie Centrale, ajouté du Caucase du Sud constitue l'Eurasie Centrale, une région revêtue d'une réelle importance stratégique. Les changements et le sort de cette région sont

²⁴³ Djalili et Kellner, La géopolitique de la nouvelle Asie centrale

²⁴⁴ Mackinder, H.J., *Le pivot géographique de l'Histoire*, 1904. Article disponible sur le site www.stratisc.org

²⁴⁵ Ibid.

²⁴⁶ Robert L. Canfield, *Restructuring in Greater Central Asia: Changing political configurations*, Asian Survey, Vol. 32, Issue 10, Oct. 1992, pp. 875-887.

²⁴⁷ M-R. Djalili, Asie Centrale ex-soviétique 1991-2002 : La grande transformation, Géopolitique, n°79, 2002 p. 54.

importants et influenceraient directement tous les pouvoirs les entourant tels que la Chine, la Russie ou l'Iran.²⁴⁹ Certains auteurs affirment même que c'est la paix mondiale qui en dépend.²⁵⁰ Ces développements sont aujourd'hui à l'origine d'un « nouveau Grand Jeu ».²⁵¹

B *L'intégration pour l'Asie centrale*

Depuis le début de la période de l'indépendance de ces Etats, la perception de l'Asie centrale comme une région unique est associée à l'idée d'une intégration régionale regroupant les cinq Etats. Actuellement, le concept d'intégration centrasiatique est devenu un « axiome accepté par tout le monde ».²⁵² Tous les dirigeants reconnaissent un besoin objectif de créer un concert régional d'intérêts.²⁵³ Souvent ce concert régional est visionnée en termes d'une intégration régionale centrasiatique (1) qui devrait apporter plusieurs avantages à la région (2).

(1) *L'intégration comme le modèle le plus adéquate pour l'Asie centrale*

Selon les tenants de l'idée de l'intégration centrasiatique, l'unité d'Asie Centrale est un fait objectif, qui requiert le développement d'une coopération et d'une coopération régionale.²⁵⁴ Elle est appuyée par un ensemble des facteurs et des raisons matériels et non-matériels. Les soutiens idéologiques de l'intégration régionale sont de nature historique, ethnique, culturel, géographique, etc. Ils résident dans l'unité géographique des pays, leur origine ethnique commune turque, leur religion musulmane ainsi que les ressemblances

²⁴⁸ Ibid.

²⁴⁹ The Atlantic Council of the United States and Central Asia-Caucasus Institute, Johns Hopkins University, *Strategic Assessment of Central Eurasia*, January 2001, <http://www.acus.org/Publications/policypapers/internationalsecurity/Central%20Eurasia.pdf>

²⁵⁰ Brzezinski, Zbigniew, *Le Grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures, 2000, p.57.

²⁵¹ Smith, D.L., *Central Asia : A new Great Game*, June 17, 1996, sur le site de l'armée américaine. ; Cagnat, R., *Asie Centrale : le très Grand Jeu*, Défense Nationale, mars 2002, p.31.

²⁵² A. Malashenko dans Khojand Conference

²⁵³ G. Gleason, *Inter-State Cooperation in Central Asia from the CIS to the Shanghai Forum*, Europe Asia Studies, Vol. 53, n° 7, 2001, pp. 1077-1095.

²⁵⁴ F. Tolipov, *Teoriya i praktika regionalnoy integratsii v Tsentralnoy Azii* (La théorie et la pratique de l'intégration régionale en Asie Centrale), Central Asia and Caucasus, n° 2002.

entre les langues, les coutumes et les mentalités des peuples centrasiatiques.²⁵⁵ D'autre part, la présence de plusieurs problèmes et défis communs ainsi que l'interdépendance multidimensionnelle qui découle principalement de la période soviétique nécessite une approche commune entre les pays.²⁵⁶ La consolidation de régionalisme et de régionalisation comme les caractéristiques importants de la politique internationale contemporaine représente un argument additionnel qui encourage les pays centrasiatiques d'aller dans la même direction. A partir de la région, l'intégration régionale est vue comme l'un des trois piliers de la politique mondiale à côté de dialogue interculturelle et globalisme.²⁵⁷ La création des structures centrasiatiques pourrait ainsi prévenir la marginalisation de l'Asie centrale dans les processus internationaux.²⁵⁸

L'Asie Centrale constitue donc un concept d'intégration objectif à multiples aspects. L'Asie Centrale, c'est un marché unique, une unité ethnique et historique, un système de sécurité indivisible, un écosystème unique ainsi qu'une unité géopolitique indépendante. Ces traits la distinguent du reste du monde, y compris des régions sous-jacentes.²⁵⁹ Plus spécifiquement, dans son rapport sur l'Asie centrale, l'UNDP a identifié les domaines principaux nécessitant la coopération régionale : commerce et investissements ; eau et énergie ; environnement ; développement social, nécessité d'adresser les problèmes de sécurité régional (catastrophes naturelles, drogue, crime et terrorisme). L'absence de coopération dans ces domaines est l'une des raisons importantes pour la précarisation de la région. En cas de développement de coopération dans ces domaines, la région pourrait construire un marché régional deux fois plus grand et beaucoup plus prospère d'ici l'an 2015.²⁶⁰

²⁵⁵ Tolipov, F., "Central Asia as a space, polity, peoples, and fate", *Central Asia and the Caucasus*, 2005, n° 2(32), pp. 105-112; Tolipov, F., "Central Asia is a region of Five Stans: Dispute with Kazakh Eurasianists", *Central Asia and the Caucasus*, 2006, n° 2(38), pp. 17-26.

²⁵⁶ G.T. Telebayev, A. Oumirseitova, *Tsentrarnoaziatskaya integratsiya : Obyektivniye i subyektivniye parametri* (L'intégration centrasiatique : les paramètres objectifs et subjectifs), *Analytic*, N° 6, 2002, www.kisi.kz

²⁵⁷ Tolipov, F., « Teoriya i praktika regionalnoy integratsii v Tsentralnoy Azii (La théorie et la pratique de l'intégration régionale en Asie Centrale) », *Central Asia and Caucasus*, n° 2002 ; Sultanov, B., Muzaparova, L., *Stanovlenie vneshney politiki Kazakhstana : Istoria, dostijenia, vzglyad v budushee* (Développement de la politique étrangère du Kazakhstan : Histoire, réussites, regard sur l'avenir), IWEP, Almaty, 2005, 356 p.

²⁵⁸ Bohr, A., "Regionalism in Central Asia: New geopolitics, old regional order", *International Affairs*, Vol. 80, Issue 3, May 2004, p. 485.

²⁵⁹ F. Tolipov, *La théorie et la pratique de l'intégration régionale...* op.cit.

²⁶⁰ UNDP, *Central Asia Human Development Report - Bringing down Barriers: Regional cooperation for human development and human security*, 2005, 250 p; voir, aussi, ADB, *Central Asia: Increasing gains from trade through regional cooperation in trade policy, transport, and customs transit*, Manila, 2006, 149 p.

(2) Les avantages du centrasianisme

L'Asie centrale comme cadre consolidateur des Etats-nations

La fonction positive du régionalisme contribue à l'obtention de plusieurs résultats encourageants. Tout d'abord, le régionalisme peut aider la consolidation des nations d'Asie Centrale. Il est difficile, en fait, de faire face à des menaces d'ordre sécuritaire, criminel ou géopolitique par des Etats pris individuellement. Les efforts collectifs dans le cadre d'un régionalisme peuvent créer une ambiance régionale favorable à la construction et au renforcement des Etats. Les pays et leurs identités nationales ne sont pas suffisamment forts pour créer, isolement, des Etats solides et efficaces.²⁶¹ Ils essaient actuellement de promouvoir des idéologies nationales séparées, montées de toute pièce au détriment d'une identité régionale objective existant depuis longtemps. Mais, les nationalismes en Asie Centrale ont plusieurs aspects. L'un des aspects et des composants des nationalismes est la présence d'une identité régionale centrasiatique. Si, les gouvernements alignaient leurs idéologies nationales sur l'identité régionale des peuples d'Asie Centrale, leurs efforts de consolidation des nations pourraient devenir plus efficaces. La consolidation des nations pourrait alors contribuer à la consolidation d'une identité régionale en Asie Centrale. D'un autre côté, les gouvernements pourraient surmonter les difficultés idéologiques qu'ils rencontrent pour justifier leurs idéologies nationales.²⁶²

Deuxièmement, un régionalisme centrasiatique efficace et rationnel peut susciter ou faciliter la démocratisation des sociétés centrasiatiques. Or, depuis des années, les efforts des pays aussi bien que des acteurs internationaux engagés en Asie Centrale sont orientés vers la démocratisation des sociétés centrasiatiques. La démocratisation des sociétés centrasiatiques dépendrait même du développement du régionalisme centrasiatique.²⁶³ Sur le plan économique, la logique de l'intégration est la plus convaincante. Car, l'Asie Centrale est caractérisée par la présence de petits marchés nationaux cloisonnés, loin des marchés internationaux, avec des liens de communication limités et avec une infrastructure faible. Cette situation n'est guère favorable au développement de la région. Il est impossible de créer des économies efficaces et de favoriser un développement durable en

²⁶¹ N. Swänstorm, op.cit. p. 42.

²⁶² F. Tolipov, Démocratisme, nationalisme et régionalisme en Asie Centrale, op.cit.

²⁶³ F. Tolipov, Demokratizm, natsionalizm i regionalizm v Tsentralnoy Azii (Démocratisme, nationalisme et régionalisme en Asie Centrale), Tsnetralnaya Aziya i Kavkaz (Central Asia and Caucasus), n° 4, 2000.

l'absence de coopération régionale.²⁶⁴ L'ouverture des frontières et la promotion de l'intégration pourraient créer un grand marché régional pour contribuer à l'amélioration de l'économie régionale, à l'augmentation de l'emploi et des possibilités pour le développement.²⁶⁵

Finalement, le régionalisme peut rendre plus facile la réunion des conditions pour l'intégration des pays à la communauté internationale. L'Asie Centrale unie et développée pouvait mieux intégrer la communauté internationale. Un marché centrasiatique unifié pourrait constituer, notamment, le premier pas vers l'intégration à la communauté internationale économique²⁶⁶

L'Asie centrale comme un cadre pour résoudre les problèmes régionaux

La création d'un cadre de la coopération centrasiatique contribuera à résoudre plusieurs problèmes communs aux Etats. C'est le cas notamment de problèmes de criminalité, de conflits sur l'utilisation des ressources naturelles, de problèmes concernant les frontières interétatiques, de crises écologiques ou du handicap d'être privé d'accès à la haute mer.

Le voisinage avec l'Afghanistan, le plus grand producteur mondial d'opium, ainsi que la faiblesse des structures étatiques a favorisé l'apparition du problème de la drogue en Asie centrale.²⁶⁷ Le problème de la criminalité lié à la drogue menace la santé des populations, la sécurité des Etats ainsi que la sécurité régionale et internationale. Les dernières années ont témoigné l'augmentation de la production de drogue en Afghanistan. Les pays même de la région tel le Tadjikistan ou le Kirghizstan sont exposés au risque de devenir des producteurs illicites. Les réponses nationales ne sont pas adéquates pour lutter contre le problème de la drogue. En revanche, la mise en place d'une solution régionale et internationale peut contribuer à l'élimination du problème. Dans cette perspective, le développement du régionalisme centrasiatique peut constituer le premier pas vers une

²⁶⁴ D.J. Green, *Regional co-operation policies in Central Asia*, Journal of International Development, 13 (2001), pp. 1151-1164.

²⁶⁵ Kruger, David, *Clear Logic in Central Asia : Cooperation makes good sense for Central Asian republics*, ADB Review article, http://adb.org/Documents/Periodicals/ADB_Review/2003/vol35_4/clear_logic.asp

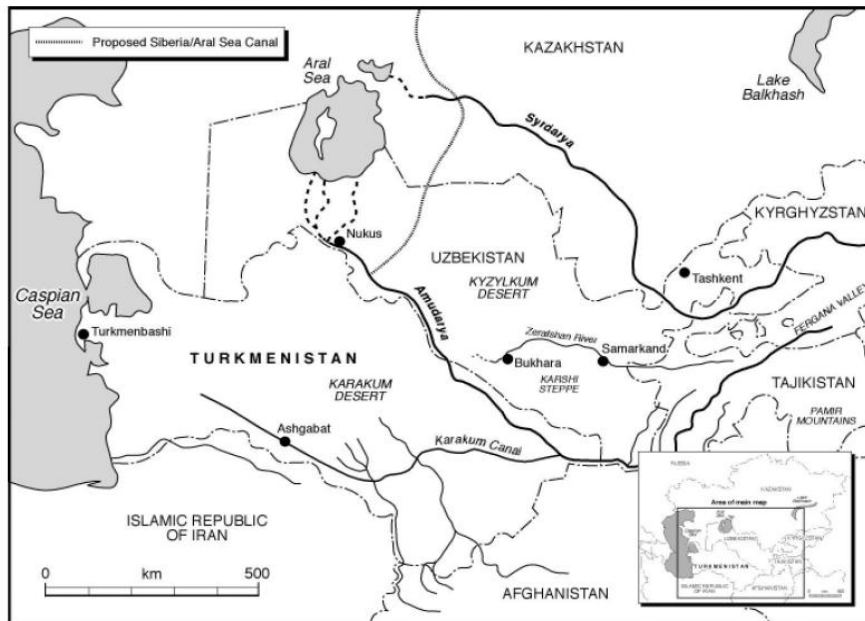
²⁶⁶ H. Dieter, *Regional cooperation in Central Asia ...* op.cit.

²⁶⁷ N.Swänstorm, op.cit. p. 41.

réponse efficace au problème.²⁶⁸

Le régionalisme est aussi nécessaire pour la résolution des problèmes liés à l'eau en Asie centrale. Il s'agit, notamment, du problème écologique du bassin de la mer Aral ainsi que du conflit interétatique concernant l'utilisation des ressources naturelles transrégionales.

Figure 2
The Major Rivers of the Aral Sea Basin, Central Asia



Carte 4. Le bassin de la mer d'Aral et ses rivières principales. Source Open Society Institute, www.osi.hu

La mer d'Aral est un lac situé entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Il constituait le quatrième plus grand lac du monde jusqu'à récemment. Il est approvisionné par deux rivières principales de l'Asie centrale : Amou Darya et Syr Darya. Pendant la période soviétique, due à la spécialisation de l'Asie centrale dans la production agricole, notamment celle du coton, les eaux de ces deux rivières (jusqu'aux 90 %) ont été détournées de la mer d'Aral pour être utilisées dans l'irrigation des champs agricoles, ce qui a dans l'assèchement de la mer d'Aral qui a perdu plus de 70 % de son volume. La crise écologique actuelle qui est la conséquence directe de cet assèchement a des conséquences très graves sur l'écologie régionale, sur la santé des populations ainsi que sur l'économie des pays. Les premiers pays touchés par la crise sont le Kazakhstan et

²⁶⁸ K. Osmonaliev, *Developing Counter-Narcotics Policy in Central Asia : Legal and political dimensions*, Silk Road Paper, January 2005, 101 p., Central Asia - Caucasus University/ Silk Road Studies, www.silkroadstudies.org

l'Ouzbékistan. Mais, les pays situés loin de l'Aral, tel le Kirghizstan, sont aussi de plus en plus affectés par la crise écologique. Les vents du sel et du sable provenant de la mer d'Aral affectent déjà les glaciers situés dans les montagnes du Kirghizstan. Dans cet état des choses, une solution fondamentale et efficace ne peut provenir que d'une approche régionale soutenue par la communauté internationale.²⁶⁹

Le deuxième problème concerne le conflit pour l'utilisation des ressources naturelles transrégionales.²⁷⁰ Il s'agit notamment des ressources en eau. Ces dernières proviennent en fait principalement de deux grandes rivières l'Amou-Daria et le Syr-Daria. Ces deux rivières contiennent plus de 90% des ressources en eau de la région. La géographie régionale a placé deux pays démunis de ressources naturelles, le Kirghizstan et le Tadjikistan, en amont de ces rivières. Tandis que le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, les pays les plus riches en ressources naturelles telles les ressources pétroliers ou gaziers et les plus grands consommateurs des ressources de l'eau, sont situés en aval des rivières précitées. Du fait de l'inégalité des ressources, le Kirghizstan et le Tadjikistan essaient d'utiliser leur position en amont pour obtenir les ressources pétrolières ou gazières à des prix moins chers de leurs voisins ou pour demander une participation financière à l'entretien des réservoirs d'eau situés dans leurs territoires. Cette position est contestée par le Kazakhstan et, plus particulièrement, l'Ouzbékistan. L'eau devient un moyen de pression entre les pays, l'absence de coordination dans l'utilisation de ces ressources crée souvent des tensions entre les pays.²⁷¹ Les actions du Kirghizstan qui limite ses lâchers d'eau en été pour produire de l'électricité et qui lâche de grandes quantités d'eau en hiver sont à l'origine de dommages agricoles ainsi que d'inondations en Ouzbékistan et au Kazakhstan.²⁷²

Le régionalisme pourrait aussi éliminer les tensions entre les pays du fait des litiges frontaliers. Ces derniers forment, en partie, un obstacle à la constitution d'une coopération

²⁶⁹ H. Dieter, *op.cit.*, p. 377.

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ Allouche, J., « The governance of Central Asian waters: national interests versus regional cooperation », *Disarmament Forum Central Asia at the crossroads*, n° 2007, p. 47; UNDP, *Central Asia Human Development Report - Bringing down Barriers: Regional cooperation for human development and human security*, 2005; Thorez, J., Thorez, P., « Le partage des eaux dans le Caucase oriental et les républiques d'Asie centrale, une manifestation des tensions post-soviétiques », *Cahiers d'Asie centrale*, n° 13/14, 2004.

²⁷² H. Pradon, *Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie Centrale*, *op.cit.*, p. 165.

régionale efficace.²⁷³ Ces litiges sont nés suite à l'implantation de la démarcation des frontières par l'administration centrale soviétique dans les années 1920. Cette démarcation artificielle et délibérée faisait suite à une autre démarcation des frontières survenue précédemment. Il s'agit du Grand Jeu du 19^e siècle entre la Russie et l'Angleterre. Ces changements de frontières, qui ne représentaient pas les réalités ethniques de la région et qui sont les résultats de rapports de forces entre les puissances, ont changé fondamentalement le mode de vie des populations locales. Si, pendant la période soviétique, elles ne posaient pas un problème particulier en raison de l'existence de la libre circulation ainsi que d'une administration centrale unique, la question de frontières est devenue un enjeu politique majeur pour les pays indépendants d'Asie Centrale. Elle est à l'origine de tensions politiques entre les pays. Même si tous les pays s'accordent sur le maintien du statut quo résultant de la démarcation des années de 1920, son caractère artificiel continue de poser problème. Dans cet état des choses, il est plus raisonnable pour les Etats d'adopter une approche régionale plutôt qu'une position exclusivement nationale et bilatérale.²⁷⁴

Tous les pays d'Asie Centrale entrent dans la catégorie des pays sans littoral privés d'accès à la mer.²⁷⁵ L'absence d'un accès direct à la mer et la faiblesse des infrastructures de communication ont un impact très négatif sur le développement des pays. Selon les données de l'ONU, les seize pays privés de littoral maritime rentrent dans la catégorie des pays les plus pauvres.²⁷⁶ Malgré la présence de ressources naturelles, l'état d'enclavement crée trop de désavantages pour que les pays puissent profiter de ces richesses. La promotion d'une approche régionale permettrait à ces pays d'obtenir une position confortable et solide pour négocier les modes d'accès à la mer avec leurs voisins tel l'Iran ou le Pakistan, qui représentent l'accès le plus court à la haute mer pour les pays d'Asie Centrale. Il faut entreprendre des actions positives telles la création d'un marché régional, la mise en place et l'amélioration des systèmes de transport.²⁷⁷

²⁷³ Ibid. p. 164.

²⁷⁴ F. Tolipov, *Granitsi gosudarstva i granitsi samoopredeleniya : politika bezopasnosti i politika natsionalizma v Tsentralnoy Azii* (Les frontières des Etats et les frontières d'identification : la politique de sécurité et la politique de nationalisme en Asie Centrale), <http://ftolipov.freenet.uz/borders.htm>

²⁷⁵ Sur ce phénomène v. Tavernier, P., *Les nouveaux Etats sans littoral d'Europe et d'Asie et l'accès à la mer*, RGDIP, 1993, PP. 722-744..

²⁷⁶ Résolution de l'AG de l'ONU n° 56/180 adopté le 24 janvier 2002.

²⁷⁷ Green Regional co-operation policies in Central Asia, op.cit., p. 1155.

§2 Les difficultés dans le chemin de l'Asie centrale

Toutefois, il existe un ensemble des facteurs qui peuvent peser d'une manière négative ou restrictive sur ces projections de l'unité de la région centrasiatique et de la nécessité d'un ordre régional basé sur les principes de l'intégration interétatique. Malgré la présence d'une conceptualisation plus ou moins précise de l'unité et de la solidarité régionale, les relations entre les Etats ont évolué souvent selon les lignes conflictuelles. Cet état des choses serait expliqué par la présence des facteurs matériels (A) aussi bien qu'idéologiques (B) qui contribueraient à la fragmentation de l'Asie centrale.

A *Les facteurs matériels qui font obstacle à l'unité régionale*

Sur le plan matériel, la vision unificatrice de l'Asie centrale est entâchée par les orientations économiques divergentes (1) ainsi que par la présence d'une compétition permanente subtile entre les deux pays les plus influents de la région (2).

(1) *Le facteur économique*

Comme il a été noté dans le chapitre précédent, la distribution inégale des ressources naturelles et la différence dans les politiques macroéconomiques ont résulté dans la différenciation entre les économies de la région. Selon Martin Spechler, « l'Asie centrale n'est plus une région unifiée des cinq républiques ex-soviétiques, mais elle est plutôt un ensemble des Etats disparates, dotés de ressources, stratégies de développement et de résultats de réformes différents ».²⁷⁸ Parmi les cinq républiques, le Kazakhstan est devenu de loin le pays économiquement le plus puissant. En 2008, le pays disposait d'un volume de produit intérieur brut (PIB) de plus de 132 milliards de dollars US ainsi que d'un PIB par habitant de plus de 5000 dollars US pour l'année 2007.²⁷⁹ Tandis que le

²⁷⁸ Spechler, M., "The Economies of Central Asia: A Survey", Comparative Economic Studies, n° 50, 2000, pp. 30-52.

²⁷⁹ Il existe différentes estimations de PIB par habitant. Par exemple, Martin Spechler montre un PIB par habitant de plus de 7700 dollars US selon l'indice GNI. Les montants produits ici sont repris des publications officielles de la CEI et des pays individuels.

Kirghizstan et le Tadjikistan ne disposent que d'un PIB par habitant d'autour de 600 dollars US. L'Ouzbékistan et le Turkménistan disposent des PIB par habitants plus avantageux par rapport au Kirghizstan et Tadjikistan. Mais, en volume brut, ils sont aussi situés loin derrière le Kazakhstan.

	PIB En mlds \$		PIB par habitant		Croissance du PIB en %		Volume de commerce extérieur mldrds \$		Balance commerciale mlns \$	
	2000	2008	2000	2007	2000	2008	2000	2008	2000	2008
Kazakhstan	27,8	132,4	1270	5020	10,4	3,2	13,85	109,072	3772	33294,6
Kirghizstan	1,7	5,0	280	610	4,9	7,6	1,05	5,716	-50	-2430,2
Ouzbékistan	11,4	27,9	630	730	4,8	9,0	5,51	19,07	119	4068
Tadjikistan	1,4	5,1	160	460	9,7	7,9	1,45	4,30	109	-1640
Turkménistan	9,3	20,4	650	...	17,3	9,8	6,30	18,50	300	5100

Situation économique des pays d'Asie centrale. Source CIS Stats; ADB Report; Stat.kg ; Stat.kz; stat.uz, World Bank

Au début de l'indépendance, le commerce extérieur des pays centrasiatiques se faisait essentiellement, jusqu'au 85-90 %, au sein du cadre géographique de l'ancien URSS. Eventuellement, les stratégies du commerce extérieur de tous les pays de la région se sont tournées vers les marchés extérieurs au-delà des cadres centrasiatiques ou post-soviétiques.²⁸⁰

		Kazakhstan	Kirghizstan	Ouzbékistan	Tadjikistan
Exportations	Pays de la CEI	15,00%	49,00%	34,70%	16,00%
	Pays hors de la CEI	85,00%	51,00%	65,30%	84,00%
Importations	Pays de la CEI	47,00%	55,00%	42,70%	57,00%
	Pays hors de la CEI	53,00%	45,00%	57,30%	43,00%

La distribution géographique du commerce extérieur des Etats centrasiatiques en 2008.

Sources: Le comité statistique de la CEI, le comité statistique de l'Ouzbékistan

	Kazakhstan	Kirghizstan	Ouzbékistan	Tadjikistan*
En millions de dollars US	3111,6	990,6	1473,1	545,9
En pourcentage du PIB	2,8 %	17,3 %	7,7 %	30,8 %

L'état du commerce intra-régional centrasiatique en 2008. Sources : Agences nationales statistiques; ADB Report pour le Tadjikistan. *Pour le Tadjikistan, les données sont de l'année 2004.

Les tableaux ci-dessus montrent que vers la fin de la première décennie du 21^e siècle, les priorités du commerce extérieur des pays de l'Asie centrale se trouvent au-delà de l'espace post-soviétique. Quant au commerce intra-régional, il représente une partie

²⁸⁰Pomfret, R., « Regional integration in Central Asia », *Econ. Change Restruct.*, 42, 2009 :47-68.

insignifiante dans l'économie kazakhe et, dans une certaine mesure, ouzbèke. La continuation de l'importance des échanges centrasiatiques pour le Kirghizstan et le Tadjikistan est expliquée par leur dépendance sur le Kazakhstan et l'Ouzbékistan pour leurs besoins énergétiques.

La raison de l'affaiblissement de l'importance de l'espace post-soviétique et plus notablement, du marché centrasiatique, dans les économies des Etats est structurelle. En effet, les exportations de ces pays sont essentiellement composées des matières premières qui sont destinés pour les marchés des pays industrialisés en Europe et de plus en plus en Asie-Pacifique. La structure de leurs exportations est aussi composée des produits similaires (principalement, le pétrole, le gaz, l'or, l'uranium, le coton). L'absence des industries développées dans la région pousse aussi les Etats à s'approvisionner en produits industriels dans les marchés étrangers. Additionnellement, tous les pays de l'Asie centrale dépendent sur les investissements étrangers pour le développement de leurs économies nationales. Une double compétition émerge alors entre les pays qui se trouvent dans l'obligation de rivaliser pour les marchés aussi bien pour les investissements étrangers. Par conséquence, les stratégies commerciales en Asie centrale sont orientées vers les centres économiques mondiaux. Particulièrement, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont devenus des économies ouverts qui approvisionnent les marchés mondiaux des matières premières. Ces deux pays n'ont pas d'intérêt à s'engager dans les cadres régionaux du commerce qui n'ont pas des avantages sérieux pour leurs politiques d'exportations et qui pourraient avoir des incidences négatives sur leurs choix d'importations.²⁸¹ Selon Richard Pomfret, la divergence entre les stratégies économiques des pays centrasiatiques vont plus probablement continuer et éventuellement les deux plus grandes économies de la région, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, « pourraient devenir des économies de taille moyenne importante, mais plutôt dans leurs propres chefs qu'en tant que parties de l'Asie centrale ».²⁸²

(2) La compétition pour le leadership entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan

²⁸¹ Pomfret, R., « Regional integration in Central Asia », *Econ. Change Restruct*, 42, 2009 :47-68.

²⁸² Pomfret, R., "Economic Reform and Performance in Central Asia", op.cit..

Un autre facteur qui revient souvent, depuis le début des années 1990, dans les discussions concernant les obstacles au régionalisme centrasiatique est celui d'une rivalité entre deux pays les plus importants de la région : le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Dans leur livre consacré à la sécurité régionale en Asie centrale, Lena Jonson et Roy Allison ont défini ce phénomène comme « a structurally in-built competition » entre le Kazakhstan, avec le plus grand territoire, et l'Ouzbékistan, avec la plus grande population et la plus grande organisation militaire.²⁸³ Additionnellement, la proximité géographique du Kazakhstan avec la Russie et la Chine, deux systèmes économiques dynamiques, peut lui créer des avantages. L'importance du Kazakhstan est aussi due au fait que le pays abrite plusieurs infrastructures stratégiques comme la station de lancement spatial de Baïkonour. L'Ouzbékistan représente le pays le plus peuplé de la région. Il existe aussi des larges minorités ouzbeks dans tous les pays de l'Asie centrale. Si la proximité avec la Russie et la Chine permet au Kazakhstan de profiter de la dynamique économique, cette situation représente aussi une vulnérabilité stratégique. L'Ouzbékistan dispose d'une location centrale en Asie centrale car il est le voisin de tous les pays centrasiatiques. Dans le même temps, il n'a pas des frontières ni avec la Russie, ni avec la Chine.²⁸⁴

Différentes versions concernant les sources de cette rivalité kazakho-ouzbèke ont été proposées. Selon Farkhad Tolipov, un politologue ouzbek, et Murat Laumulin, son homologue kazakh, la thèse de la rivalité entre les deux pays se trouverait dans les efforts de certaines puissances extérieures pour identifier le pays centrasiatique le mieux doté en ressources matérielles, idéologiques et géopolitiques dans la période post-soviétique.²⁸⁵ Cette recherche serait expliquée par la volonté de ces puissances extérieures de trouver un pays pilier sur lequel elles pourraient construire leurs politiques centrasiatiques. Parmi les premiers efforts dans cette perspective, les auteurs soulignent les avis de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de sécurité de Jimmy Carter et l'un des chefs de file de l'école de la sécurité nationale des Etats-Unis, qui avait identifié, dans son livre consacré à la géopolitique de l'Eurasie en 1997, l'Ouzbékistan comme le pays pilier de la région centrasiatique dont les ambitions indépendantistes vis-à-vis la Russie convergeaient avec la

²⁸³ Allison R., Jonson L. (eds.), *Central Asian security: the new international context*, Brookings Institution Press, Washington DC, 2001, p.8.

²⁸⁴ Deyermont, R., « Matrioshka Hegemony ? Multi-levelled hegemonic competition and security in post-Soviet Central Asia », *Review of International Studies*, 35, 2009 :151-173.

²⁸⁵ Laumulin, M., Tolipov, F., "Uzbekistan i Kazakhstan: Borba za liderstvo (Ouzbékistan et Kazakhstan: lutte pour leadership) ?", *Indeks bezopasnosti*, 1(92), 2010, disponible sur <http://www.pircenter.org/index.php?id=1248&news=5571>

politique américaine en Asie centrale.²⁸⁶ Pour Farkhad Tolipov, la thèse de la rivalité kazakho-ouzbèke est donc largement un mythe d'origine extérieure, concoctée pour les besoins stratégiques des puissances extérieures. Mais, Murat Laumulin ne partage pas l'avis de son homologue. Pour lui, cette rivalité est un phénomène réel et les sources de cette rivalité sont évidents dans les rivalités historiques entre les civilisations sédentaire (Ouzbékistan) et nomade (Kazakhstan), dans la différence des modes de vie et des systèmes politiques ainsi que dans la confrontation des ambitions des leaders des pays (qui existe belle et bien déjà au temps soviétique dans la forme de compétition entre les premiers secrétaires du parti communiste de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan pour gagner les faveurs de Moscou).²⁸⁷ Dans la période post-Soviétique, ce sont les efforts de l'Ouzbékistan de devenir un centre de puissance indépendant en Asie centrale au détriment de la Russie qui auraient trahi ses ambitions de leadership régional et provoqué les réactions négatives de la part de ces voisins.²⁸⁸

Sur le plan pratique, la rivalité entre les deux pays plus importants de la région entraîne des conséquences sérieuses sur la possibilité de coopération régionale. Les premières initiatives de création des structures régionales exclusivement pour l'Asie centrale ont été proposées par l'Ouzbékistan. Mais, ses voisins de la région ont adopté une attitude molle à cause des appréhensions vis-à-vis les ambitions de leadership ouzbèke ainsi qu'à cause de la position du Kazakhstan pour qui une structure régionale sans la participation de la Russie n'est pas acceptable.²⁸⁹ Vers le début des années 2000, grâce à la conjoncture géoéconomique et politique, le Kazakhstan est devenu le leader économique de la région. Confident de sa position avantageuse sur ses voisins et doté d'une ambition d'exercer le leadership international en Asie centrale, c'est le Kazakhstan qui est l'origine de toutes les incitatives de l'intégration régionale centrasiatique.²⁹⁰ Le président Nursultan Nazarbayev a appelé pour la création de l'Union des Etats de l'Asie centrale en 2007. La réponse d'Islam Karimov, son collègue ouzbek, était un non catégorique car, selon lui, l'initiative kazakhe ne prenne pas en compte les différences substantielles dans la nature et

²⁸⁶ Brzezinski, Z., *Le Grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures, 2000.

²⁸⁷ Laumulin M., Tolipov, F., op.cit. voir aussi, Kalichevskiy, M., « Tsentralnaya Aziya : Borba za regionalnoye liderstvo (Asie centrale : lutte pour le leadership régional) », 1 Mars, 2010 www.ferghana.ru

²⁸⁸ Bohr A. (2004) "Regionalism in Central Asia: New geopolitics, old regional order", *International Affairs*, 80(3): 485.

²⁸⁹ Ibid.

dans le niveau des systèmes économiques et sociaux des pays.²⁹¹ Dans le même temps, le Kazakhstan est aussi engagé dans les efforts d'intégration régionale avec la Russie.²⁹² Dans ce contexte, les appels kazakhs à l'intégration centrasiatique sont perçus comme les efforts de l'élite kazakhe de marquer des points de politique étrangère ainsi que la volonté d'expansion des finances kazakhes dans le territoire de ces voisins dont la situation économique est loin derrière l'économie du Kazakhstan. Ce qui crée des appréhensions et des suspicions même au sein des pays traditionnellement proche du Kazakhstan, comme le Kirghizstan et le Tadjikistan.²⁹³

B Les facteurs idéologiques qui accentue la nature fragmenté de l'Asie centrale

En même temps, l'idée de l'Asie centrale est proie aux identités partagées (1) ainsi qu'à l'influence négative des perceptions géopolitiques (2).

(1) Les identités partagées

L'élément de l'identité commune est souvent considéré comme le facteur essentiel contribuant à la construction d'un régionalisme centrasiatique.²⁹⁴ Cette identité commune serait basée sur l'unité géographique des pays, leur origine ethnique commune ainsi que les ressemblances entre les langues, les coutumes et les mentalités des peuples centrasiatiques.²⁹⁵ Malgré les évaluations sceptiques des observateurs étrangers sur cette question, ce discours a prévalu tout au long des années 1990 dans la région.²⁹⁶ Mais, à partir des années 2000, les voix mettant en question la communauté identitaire des pays

²⁹⁰ Jukeyev, T., Kasenova, N., « Prioriteti vneshnepoliticheskoy orientatsii Kazakhstana (Priorités de la politique étrangère du Kazakhstan) », *Okna v NATO – Windows on NATO*, 19 Mars, 2007, <http://nato.w-europe.org>

²⁹¹ Roy, A. (2008) Virtual regionalism, regional structures and regime security in Central Asia. *Central Asian survey*, 27 (2). pp. 185-202.

²⁹² Kalichevskiy, op.cit.

²⁹³ Omarov, Nur, *Gosudarstva Tsentralnoy Azii v epokhu globalizatsii: Poiski strategii razvitiya* (Les Etats d'Asie central à l'époque de mondialisation: Quêtes pour stratégies de développement), Friedrich Ebert Stiftung, Bishkek, 2008, 253 p.

²⁹⁴ F. Tolipov, *Teoriya i praktika regionalnoy integratsii v Tsentralnoy Azii* (La théorie et la pratique de l'intégration régionale en Asie Centrale), *Central Asia and Caucasus*, n° 2002.

²⁹⁵ G.T. Telebayev, A. Oumirseitova, *Tsentrarnoaziatskaya integratsiya: Obyektivniye i subyektivniye parametri* (L'intégration centrasiatique: les paramètres objectifs et subjectifs), *Analytic*, N° 6, 2002, www.kisi.kz

²⁹⁶ Voir, Olcott, M.B., "The myth of "Tsentralkaia Azia", *Orbis*, Fall 1994, Vol. 38, Issue 4; Olcott, M.B., "Ceremony and substance: The illusion of Unity in Central Asia", in M. Mandelbaum (ed.), *Central Asia and the World*, 1994, pp. 17-46.

centrasiatiques ont commencé à se lever au sein des représentants de la région. Ces voix soulignent de plus en plus les lignes de division sur le plan identitaire des pays individuels de l'Asie centrale. De leur perspective, il faut considérer l'Asie centrale comme une région abritant non une mais plusieurs identités dont les relations réciproques évoluent souvent selon les lignes conflictuelles.

Selon Asylbek Bisenbayev, à côté de l'Asie centrale, dotée d'une identité commune, il existerait une « autre Asie centrale » qui est marquée par la présence de deux ensembles culturels et civilisationnels distincts.²⁹⁷ L'auteur critique l'approche prédominante contemporaine qui identifie l'Asie centrale comme « un système de *n*-Stans ayant des bases économiques, politiques, sociales communes ainsi qu'une origine civilisationnelle unique ». Selon lui, cette approche totalisatrice a produit multiples préjugés sur l'Asie centrale qui s'éloigne de plus en plus des réalités des pays.²⁹⁸ Or, la région centrasiatique est clairement divisée en deux parties : la région des steppes eurasiennes, ressemblant les Kazakhs et des Kirghizes, ainsi que la région d'Asie médiane musulmane.²⁹⁹ La première appartient à la civilisation nomade tandis que la deuxième représente la civilisation sédentaire. Selon l'auteur, la présence nécessaire des interactions continues et étroites entre les deux ensembles ne peut « ignorer l'essentiel- les différences profondes au niveau des bases civilisationnelles, qui continuent d'influencer d'une manière sérieuse sur les processus contemporaines ».³⁰⁰ Par conséquent, le Kazakhstan affirme de plus en plus son identité eurasienne.³⁰¹ Le pays ne s'identifie plus comme un pays centrasiatique, comme un « Stan » de plus.³⁰² Les élites kazakhes présentent leur pays plutôt un Etat eurasien, qui avoisine la région d'Asie centrale, mais n'en fait pas partie.³⁰³ Pour eux, l'Asie centrale est une collection des stans sous-développées et en tant que tel elle ne représente pas l'option pour le Kazakhstan. L'orientation du Kazakhstan aux traits

²⁹⁷ Bisenbayev, A., *L'autre Asie centrale*, Almaty : Editions Arqas, 2003, 300 p.

²⁹⁸ Ibid., p. 9.

²⁹⁹ Ibid., p. 18.

³⁰⁰ Ibid., p. 21.

³⁰¹ IPP, "Krugliy Stol: Perspektivi Sozdania Soyuza Tsentralno-Aziatskih Gosudarstv (Table ronde sur les perspectives de la creation d'Union des Etats centrasiatiques)", Institute for Public Policy, Bishkek, 15.11.2007, www.ipp.kg

³⁰² Tolipov, F., "Central Asia is a region of Five Stans: Dispute with Kazakh Eurasianists", *Central Asia and the Caucasus*, 2006, n. 2(38), pp. 17-26.

³⁰³ Jukeyev, T., Kasanova, N., « Prioriteti vneshnepoliticheskoy orientasii Kazahstana (Priorités de la politique étrangère du Kazakhstan) », *Okna v NATO – Windows on NATO*, 19 Mars, 2007, <http://nato.w-europe.org>

eurasiens ne peut être tournée que vers l'Europe.³⁰⁴

Une autre ligne de division qui représente un défi plus grand pour l'unité régionale réside sur la distinction entre les ethniques turciques et persanes. Les populations de Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Turkménistan sont majoritairement composées des peuples de la famille des ethnies turques tandis que Tadjikistan est peuplé par des populations de la famille ethnique iranienne. Durant l'Union soviétique, les relations entre le Tadjikistan, persophone, et l'Ouzbékistan, turcophone, n'ont pas été exemptes des frictions sur la base linguistique et ethnique. Au début de la création de l'URSS, le Tadjikistan avait le statut administratif d'une république autonome au sein de la république de l'Ouzbékistan. Ce n'est qu'en 1929, le Tadjikistan a pu accéder au statut de la république de l'Union. Mais, les villes avec haute concentration des populations tadjikes – Bukhara et Samarkand- sont restées au sein de l'Ouzbékistan.³⁰⁵ Selon les auteurs tadjiks, l'abandon des groupes des populations tadjikes en dehors de la république d'Union de Tadjikistan a résulté dans la dé-tadjikisation de ces populations.³⁰⁶ La présence continue de ces perceptions d'injustice au sein des élites politiques et intellectuels tadjiks pèse de plus en plus dans le débat de l'intégration régionale en Asie centrale. Selon Rashid Abdullo, politologue du Tadjikistan, le peuple tadjik « se trouve toujours tout au début de l'évolution du peuple tadjik contemporain. Ce qui signifie que l'abandon de souveraineté nationale au profit d'une intégration régionale et d'un espace commun sans frontières en Asie centrale, ainsi que l'érection de l'individu et de ses droits au-dessus des valeurs nationales, auront des conséquences néfastes pour l'ethnos Tadjik ». ³⁰⁷ Car, dans une telle union, le peuple tadjik, « le représentant du groupe iranien de la famille indo-européenne » se retrouverait seul « dans un monde exclusivement turc », ce qui constituerait une menace pour l'identité des tadjiks.³⁰⁸ Un régionalisme centrasiatique qui fonctionne pourrait traduire en l'expansion de *de-Tadjikisation* au sein même des territoires du Tadjikistan contemporaine, ce qui devrait obliger les élites tadjikes à traiter avec caution les appels à

³⁰⁴ Dariga Nazarbayeva, citée in Tolipov, F., "Central Asia is a region of Five Stans: Dispute with Kazakh Eurasianists", op.cit.

³⁰⁵ Masov, Rahim, Dzumaev, Farhod, "Vers une fédération de l'Asie centrale ?", *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Vol. 59, n° 1, 1991, pp. 157-162.

³⁰⁶ Abdullo R., "Tajikistan and Regional Integration in Central Asia", *Central Asia and the Caucasus*, 44(2), 2007, pp. 62-66.

³⁰⁷ Ibid., p. 65.

³⁰⁸ Masov, Rahim, Dzumaev, Farhod, "Vers une fédération de l'Asie centrale ?", *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Vol. 59, n° 1, 1991, pp. 157-162.

l'unité régionale en Asie centrale.³⁰⁹

(2) La malédiction de la géopolitique

L'image de l'Asie centrale comme un terrain du Grand Jeu géopolitique et, de plus en plus, géoéconomique est parmi les facteurs principaux contribuant à la défragmentation de l'Asie centrale. Comme on l'avait noté dans la section précédente, l'Asie centrale est considérée comme un espace régional à l'importance géostratégique par toutes les puissances actuelles de la politique mondiale. Outre son importance géostratégique, l'Asie centrale est regardée comme un composant important du complexe énergétique global : les ressources pétrolières et gazières de la région font d'elle la deuxième source la plus importante en énergie après le Golfe persique.³¹⁰ Selon Yuriï Morozov et Roger Mcdermott, « les événements du 21^e siècle sont en train de transformer l'Asie centrale à une source alternative au Moyen Orient en ressources naturelles. Les grandes puissances, les organisations et les alliances dont les intérêts se heurtent en Asie centrale ont tous acquis une conscience claire de cette nouvelle importance de la région ».³¹¹ Les Etats-Unis, la Chine, la Russie, le Japon et l'Union européenne sont tous présents avec leurs politiques propres centrasiatiques.³¹² La région de l'Asie centrale est de plus en plus attirée dans les différentes directions en fonction des efforts des puissances extérieures qui « luttent pour l'identité de la région, pour l'intégrer à une telle ou telle partie de l'Eurasie ».³¹³ Dans cet environnement de partition de l'espace, le jeu des relations interétatiques acquiert la logique du *jeu à somme nulle*. Les puissances extérieures aussi bien les Etats d'Asie centrale ont adopté la politique traditionnelle de l'équilibre des puissances comme le principe essentiel de leur politique régional.³¹⁴ Ulugbek Khasanov d'Ouzbékistan, actuellement chef de service d'information du Président d'Ouzbékistan, résume bien l'attitude des cercles politiques en Asie centrale :

³⁰⁹ Abdullo, R., op.cit., p. 66.

³¹⁰ J. P. Dorian, "Central Asia : A major emerging energy player in the 21st century", *Energy Policy*, 34(2006), pp. 544-555.

³¹¹ Morozov, Y., Mcdermott R., "Organizations and Alliances in Central Asia: Cooperation prospects as seen from Moscow and London", *Central Asia and the Caucasus*, n 6(54), 2008: 27-42.

³¹² Kazantsev, A., 'Bolshaya igra' s neizvestnimi pravilami: Mirovaya politika i Tsentralnaia Azia ('Grand jeu' aux règles inconnus: Politique Mondiale et Asie Centrale), *Nasledie Yevrazii*, Moscou, 2008, 248 p.

³¹³ Ibid., p. 242.

³¹⁴ Tolipov F., "On the role of Central Asian Cooperation Organization within the SCO", *Central Asia and Caucasus*, n° 3, 2004.

« Eurasie d'aujourd'hui est l'arène primordial de la politique internationale du fait de son importance dans le monde contemporaine et le rôle qu'elle va jouer pour déterminer les contours du monde de demain. (...) La lutte pour l'influence en Asie centrale implique, plus ou moins, tous les Etats leaders du monde. (...) Les nouveaux Etats souverains d'Asie centrale doivent se débarrasser des illusions sur le nouvel ordre mondial [basé sur la solidarité et les institutions] et accepter les règles controversées de survie politique dans le monde contemporain. Ils ont situés dans le Heartland de Mackinder, l'arène de confrontation internationale, ils doivent agir selon les conséquences. »³¹⁵

Selon Nour Omarov, la région conjoncturellement appelée 'Asie centrale' n'a jamais été un espace unifié. Elle n'a jamais était unie ni sur le plan historico-politique, ni civilisationnel, ni ethnoculturel. Elle lui arrivait d'être occasionnellement unie sous l'influence des intégrateurs exogènes, comme dans le cas de l'URSS. Mais elle abrite beaucoup des lignes de division profondes qui pourraient éventuellement amener la fin du projet régionaliste centrasiatique.³¹⁶

Section2 Face aux attraits de l'eurasianisme et de l'esprit de Shanghai

On avait déjà mentionné la pluralité des termes utilisés pour dénoter la région centrasiatique. La plupart des temps, elle est fonction de la discipline et de l'approche des auteurs. Mais, actuellement, on observe l'émergence de deux conceptions régionales pour dénoter l'ensemble des Etats centrasiatiques en rapport avec leurs relations avec la Russie et la Chine: l'espace eurasien (§1) et l'espace de Shanghai (§2), qui sont des termes politiques en train de gagner leur place dans le discours politique et populaire des pays centrasiatiques.

§1 Espace eurasien

³¹⁵ Khasanov, Ulugbeck, « On modern geopolitical pluralism or one-nation hegemonism », *Central Asia and the Caucasus*, 4(34), 2005, pp. 29-38.

³¹⁶ Nour Omarov, Contribution à la Conférence de Khojand

Les origines du discours eurasiens est essentiellement associé avec la Russie. Toutefois, en tant qu'un concept gagnant le terrain parmi certains pays de l'Asie centrale, l'eurasianisme s'appuie sur les dynamiques qui vont au-delà de l'hégémonie russe (A). L'enthousiasme des pays pour l'idée eurasiennne découle notamment des avantages qu'elle promet dans un monde globalisé (B).

A Qu'est-ce qu'eurasianisme

En général, les concepts de l'eurasianisme et de l'espace eurasiens peuvent être liés aux plusieurs sens géographique, géopolitique et civilisationnel (1). Toutefois, dans les relations interétatiques de la région, l'espace eurasiens est surtout associé avec des projets économiques et géoéconomiques (2).

(1) Eurasianisme, espace eurasiens : définition des termes

Le terme « Eurasie » est attribué deux, voire même, trois sens distincts. Le premier sens du terme est géographique et plus général. Il dénote un supercontinent composé de l'Europe et de l'Asie dans leur ensemble. Le deuxième sens de l'Eurasie de nature géopolitique, voire civilisationnelle. Comme concept géopolitique, l'Eurasie est souvent utilisée pour définir l'ensemble des pays issus de l'ancien Union soviétique et ses satellites.³¹⁷ Plus spécifiquement, on parle aussi de l'Eurasie centrale qui est composée des huit pays de l'Asie centrale et du Caucase du sud (Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan).³¹⁸ Toutefois, cette configuration varie d'un auteur à l'autre. Umirserik Kasenov a rajouté à ces huit Etats post-soviétiques « les pays voisins de l'Orient Proche et de Moyen Orient », sans toutefois les préciser. Mais, plus tard, en parlant du sens historique du terme « Eurasie centrale », l'auteur considère l'Eurasie centrale comme « le territoire des ex-territoires des empires ottoman, iranien et russe ».³¹⁹ L'approche réductrice au concept de l'Eurasie centrale est illustrée par Mikhail Troitskiy qui entend par le terme seulement six pays (cinq pays de l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan).³²⁰ A côté de l'usage géopolitique du concept de

³¹⁷ Laumulin, M., « Politika protiv geografii: Evraziia na geopoliticheskom perelome », Kontinent, Kontinent, 8(70), 17-30 Avril 2002, <http://www.continent.kz/2002/08/11.html>

³¹⁸ Voir: Allison, Roy and Jonson, Lena, (eds.) (2001) Central Asian security: the new international context. Brookings Institution Press, Washington DC ; Ismailov, Eldar, "Central Eurasia: Its geopolitical function in the 21st century", Central Asia and the Caucasus, n° 2(50), 2008, pp. 7-29;

³¹⁹ Kasenov, U., « Changing Eurasia and Eurasian Security », n.d. obtenu auprès de la famille de l'auteur.

³²⁰ Troitskiy, M., « Institutionalizing US-Russian Cooperation in Central Eurasia », Kennan Institute Occasional Paper n 293, 2006, 20 p.

l'Eurasie, il existe aussi l'idée de l'Eurasie comme un ensemble civilisationnel et culturel situé entre l'Europe et l'Asie, mais qui se distinguerait de tous les deux par ses traits particuliers. En tant que tel, l'« Eurasie » est souvent utilisé dans les débats contemporains sur l'identité de la Russie (la thèse Russie-Eurasie).³²¹

A côté de ces usages géopolitiques et géoculturels, le terme « Eurasie » est en train de donner lieu à l'émergence de plusieurs termes connexes qui acquiescent de popularité dans certains pays post-soviétiques. Ces termes sont « Eurasianisme »³²², « idée eurasiennne », « espace eurasiennne » et « intégration eurasiennne ». Dans l'usage politique contemporain, ces termes sont utilisés comme des synonymes et ils dénotent les cadres de coopération alternatifs à ceux de la CEI. L'ancrage géographique de ces termes est d'une nature très restrictive et ne couvre, pour le moment, que quelques pays de l'espace post-soviétique. Bien que la Russie soit toujours incluse au sein de ces dénominations, elles ne s'identifient pas nécessairement avec la thèse de la « Russie-Eurasie ». Ces termes doivent aussi être distingués du terme « Eurasie centrale » utilisé souvent dans la littérature géopolitique et qui est composé des pays de l'Asie centrale et du Caucase du Sud. Les efforts de construction d'un espace eurasiennne intégré sont certes guidés par des soucis géopolitiques des leaders des pays. Toutefois, l'Eurasie centrale répond plutôt aux regards extérieurs. Il ne dispose pas non plus d'un potentiel de sujet des relations internationales. Quant au terme 'espace eurasiennne' et les termes connexes, ils dénotent la volonté de l'être de la part des Etats qui se définissent comme eurasiennne. Espace eurasiennne est aussi étroitement lié au discours institutionnel et n'inclut pas forcément les pays de Caucase du sud, au moins pour le futur proche.

L'*espace eurasiennne* réfère à un groupe des Etats post-soviétiques qui sont dans une relation d'interdépendance dans la majorité des domaines de la vie sociale et économique. Les pays mentionnés au sein des discussions sur l'espace eurasiennne sont la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan, et, occasionnellement l'Ukraine. Ce cadrage géographique de l'espace eurasiennne n'inclut pas plusieurs des pays post-soviétiques. La raison de cette exclusion réside soit dans la présence des perspectives d'adhésion aux

³²¹ Bagramov, E., « Evraziystvo, natsionalnoye ideya Rossii (Eurasianisme, l'idée nationale de la Russie) ? » nasledie.ru http://www.nasledie.ru/politvnt/19_6/article.php?art=14

³²² Marlène Laruelle, l'auteur d'un ouvrage substantiel sur l'idée eurasiennne dans la Russie politique contemporaine, utilise le terme 'Eurasisme'. J'ai choisi d'adopter la traduction du terme par le site web du Mouvement eurasiennne qui utilise le terme « Eurasianisme » : <http://evrazia.info/modules.php?name=News&file=article&sid=1969>

organisations intégrationnistes en dehors de l'espace post-soviétique, soit dans la volonté de certains Etats de rester en dehors de l'espace eurasienn. L'exemple du premier groupe est les pays baltes pour qui, au début de l'ère postsoviétique, l'intégration européenne était une perspective réelle et qui s'est éventuellement matérialisée. Le deuxième groupe est constitué des pays comme l'Ouzbékistan et le Turkménistan qui se garde de s'impliquer dans le discours eurasienn. L'*intégration eurasienn*³²³ traduit la volonté de ces Etats qui forment l'espace eurasienn de construire des structures de coopération et d'intégration régionale efficace alternatives à la Communauté des Etats Indépendants. Car, ce dernier serai en effet désigné pour mieux gérer le processus de désintégration de l'espace postsoviétique. L'intégration eurasienn est née de la perception alternative selon laquelle une défragmentation continue de l'espace postsoviétique pourrait se révéler nuisant pour l'avenir des pays. L'intégration eurasienn permettrait aux pays participants de trouver leur place dans la nouvelle configuration du système économique et social global. L'*eurasianisme* et l'*idée eurasienn* dénotent l'ensemble des discours, des idées et des discussions, émanant aussi bien des cercles officiels que de la société civile, qui soutiennent les thèses de l'interdépendance et de la solidarité des pays formant l'espace eurasienn et qui défend et promeut le bien-fondé de l'intégration eurasienn.³²⁴

(2) Les sources et les dynamiques de l'eurasianisme

Les sources historiques et géopolitiques

Dans l'époque contemporaine, les idées de l'eurasianisme ont été développées, pour la première fois, par les savants et intellectuels russes, qui ont émigrés à l'Europe de l'Ouest suite à la révolution bolchévique. Les concepts de l'Eurasie, l'espace eurasienn, l'idée eurasienn sont les résultats de leurs efforts de re-conceptualiser la nature et le rôle de la nation et de l'Etat russe suite à l'effondrement de l'Empire russe du Tsar.³²⁵ Dans l'époque soviétique, c'est l'ethnographe Lev Gumilev qui a adopté le cadre conceptuel d'eurasianisme.³²⁶ Dans sa conception de l'eurasianisme, l'idée d'une union, d'une alliance

³²³ Vinokurov E., Introduction: *EDB Eurasian Integration Yearbook*, Eurasian Development Bank, 2008.

³²⁴ Nazarbayeva, D., "Evrazijskaya ideya sposobna stat bazovoï osnovoi novoi arkhitektury bezopasnosti v Evrazii (L'idée eurasienn peut servir de base à la nouvelle architecture de sécurité en Eurasie) », Le portail analytique Kreml, 26 Février 2010 www.kreml.org

³²⁵ Torbakov, I., « Rethinking the Nation: Imperial Collapse, Eurasianism, and George Vernadsky's Historical Scholarship », Kennan Institute Occasional Paper # 302, Novembre 2008.

³²⁶ Belokorenitskiy, V., « Tsentralnaya Aziya v Evraziyskoy perspektive », Vostok, n° 5, 1996, pp. 93-99.

entre les peuples slaves et turcs dans l'émergence d'un ensemble civilisationnel eurasienn qui serait distinct de la civilisation occidentale se met en avant.³²⁷ Dans la période post-soviétique, c'est Aleksandr Dougin, le géopoliticien russe, qui se positionne comme l'héritier des idées des eurasianistes.³²⁸ Il mêle toutefois les idées culturelle et civilisationnelle des eurasianistes avec les enseignements ésotériques des traditionalistes (à l'instar de René Guenon et Julius Evola), les idées de la nouvelle droite européenne (à l'instar d'Alain de Benoist) ainsi qu'avec les théories géopolitiques (à l'instar de Halford Mackinder). L'Eurasianisme d'Aleksandr Dougin est construit autour de l'idée d'une confrontation téléologique quasi-éternelle entre la puissance maritime, ici présentée par les Etats-Unis et dont le support civilisationnel est celui de la civilisation anglo-saxonne, et la puissance terrestre, représentée actuellement par la Russie qui s'appuie sur la civilisation orthodoxe russe. Dans le discours eurasienn d'Aleksandr Dougin, « Eurasie » se croise avec les dénominations « Russie-Eurasie » et « la Grande Russie ».³²⁹

Les dynamiques contemporaines

Contrairement aux tenants de l'eurasianisme comme un concept historico-géopolitique, les sources contemporaines de l'eurasianisme se trouvent plutôt au niveau des considérations socio-économiques et politiques. L'origine de discours sur l'intégration eurasienn se situe aussi en dehors des cercles officiels russes. Dans l'espace post-soviétique, l'idée eurasienn a été pour la première fois soulevée par Nursultan Nazarbayev, le président du Kazakhstan.³³⁰ Le lancement de l'intégration eurasienn comme concept se trouve dans le discours qu'a prononcé Nursultan Nazarbayev à l'Université de Moscou en 1994. Dans son discours de Moscou, Nursultan Nazarbayev a noté les efforts d'intégration économique poussé ayant lieu dans les autres parties du monde comme l'Europe occidentale et l'Asie pacifique et a souligné la cristallisation de la polarisation économique dans le monde. Dans ce contexte, pour éviter la marginalisation dans le monde, les pays post-soviétiques devraient aussi prendre la direction vers l'intégration.³³¹ La deuxième différence entre les approches historiques et contemporaines

³²⁷ Medvedev, R., « Evraziïskiï proekt : Soyetsy li Vostok i Zapad (projet eurasienn de Nursultan Nazarbayev : Est et Ouest, vont-ils se rencontrer) ? », *Ejenedelnik* 2000 (Hébdomadaire 2000), 22 (416) 30 Mai- 5 Juin, 2008 <http://2000.net.ua/>

³²⁸ Ibid.

³²⁹ Voir les sites affiliés à Aleksandr Dugin www.dugin.ru ; <http://arcto.ru/> ; www.evrazia.org

³³⁰ Dugin, A., *Evrasiïskaya missiya Nursultana Nazarbayeva* (La mission eurasienn de Nursultan Nazarbayev), Moscou : Evraziya, 2004.

³³¹ Medvedev, R., « Stanovleniye evraziïskogo proekta Nursultana Nazarbayeva (Elaboration du projet eurasienn de Nursultan Nazarbayev) », 2000 (Hébdomadaire 2000), 23 (417) 6-12 Juin, 2008 <http://2000.net.ua/>

de l'eurasianisme réside dans la place accordée à la Russie et aux autres pays. Dans sa conception historique et géopolitique, l'eurasianisme est plutôt le produit des discussions sur l'identité de la Russie. Il dénote soit le statut de la Russie comme un Etat-civilisation à part dans le système international, soit la position de la Russie comme l'hégémon et le centre dans un espace eurasiatique. Cette approche souligne aussi les thèses conflictuelles. Dans sa conception contemporaine, l'eurasianisme s'appuie sur le potentiel de la Russie, mais les relations entre les différentes parties de l'espace eurasiatique sont fondées sur les principes d'égalité et de souveraineté. Si la participation de la Russie offre à l'idée eurasiatique le dynamisme et les ressources nécessaires pour se réaliser matériellement, la Russie sortira aussi gagnant de ces processus au long terme. C'est dans ces termes que Nursultan Nazarbayev, le président du Kazakhstan et l'initiateur de l'intégration eurasiatique, décrit le rôle de la Russie dans l'espace eurasiatique : «La Russie est le noeud essentiel, central dans ce processus. Surement. Un immense pays, dont l'économie est incomparable avec les autres. Je pense que dans la perspective, géopolitique et géostratégique, c'est dans l'intérêt de la Russie. La Russie doit encourir quelques dépenses pour un avenir meilleur, pour l'intégration, pour nous tous. Les peuples seront reconnaissant pendant les siècles et nous allons prospérer ensemble, notre sécurité sera aussi renforcée ».³³² Cette version de l'eurasisme peut être défini comme russo-eurasiatique. Notamment, dans ce projet, la Russie est attribuée le rôle de leader politique et économique tandis que le Kazakhstan se revêt ici le rôle de l'initiateur- le Kazakhstan a une place spéciale de « l'idéologue » et de « pont-intégrateur principal » dans la section asiatique de l'union.³³³ Il faut noter, que Nursultan Nazarbayev avait proposé la création d'une Union Eurasiatique des Etats et que la Russie est restée pendant quelques années sceptiques envers l'idée eurasiatique du Kazakhstan. Ce n'est qu'avec l'arrivée de Vladimir Poutine que la Russie a commencé s'intéresser de plus près aux thèses eurasiatiques.

B Les avantages de l'eurasianisme

³³² Nazarbayev, in A. Dugin, *Evrasiiskaya missiya Nursultana Nazarbayeva*, op.cit., p. 265.

³³³ Belokorenitskiy, V., « Tsentralnaya Aziya v Evraziyskoy perspektive (Asie centrale dans une perspective eurasiatique) », *Vostok*, n° 5, 1996, pp. 93-99, p. 93.

Parmi les avantages que peut proposer la réalisation de l'idée eurasienne, deux se distinguent particulièrement dans les discours des élites politiques : la réforme et la modernisation de l'espace eurasien (1) ainsi que la solidarité dans un monde globalisé (2).

(1) L'Eurasianisme comme la réforme de l'espace post-soviétique

Malgré l'acceptation positive de la dissolution de l'Union soviétique et la glorification des indépendances nationales, le plus grand défi pour tous les Etats issus de cette décomposition est de gérer les conséquences de la désintégration graduelle d'un espace économique et social intégré, de rationaliser l'interdépendance qui continue de nos jours. La gravité de la situation se fait sentir plus particulièrement chez les pays qui n'ont pas des alternatifs réels de s'insérer dans les cadres de coopération et d'intégration multilatérale à l'instar de l'UE et l'OTAN. Dans cette situation, les Etats comptaient sur la Communauté des Etats Interdépendants pour sauver ce qu'ils pouvaient des cadres de coopération. Mais, face à l'inefficacité de l'institution et l'absence de volonté ou de capacité de réformer la CEI chez les Etats membres, l'espace post-soviétique cherche des alternatifs. L'espace eurasien et le discours sur l'intégration eurasienne est justement le résultat des efforts de certains pays au sein de la CEI qui sont pour la sauvegarde des liens socio-économiques dans l'espace post-soviétique. Le Kazakhstan compte parmi ce groupe dont le président Nursultan Nazarbayev a ainsi résumé les attitudes différents envers la CEI : « La CEI n'as pas marché, (...) car la plupart des membres de la CEI, particulièrement l'Ukraine et certains de mes voisins, considéraient que c'est une organisation amorphe qui nous permettaient de nous divorcer d'une manière propre. Mais, je considérais que la CEI devrait sauvegarder l'espace économique commun. Beaucoup de malheurs et d'inconvénances nous sont tombés dessus du fait de l'éclatement de l'économie commune. Nous sommes tous devenus des parties disparates d'une économie jadis unique ». ³³⁴

Le mécontentement avec le morcèlement continu de l'espace économique commun a encouragé les pays comme le Kazakhstan à activer leur quête pour les structures régionales efficaces. Certains développements survenus au début des années 2000 ont aussi concouru à leurs efforts. L'un des diplomates kazakhes les plus expérimentés dans les

structures régionales post-soviétiques Serik Primbetov décrit les conditions qui ont amené à la consolidation des efforts intégrationnistes dans l'espace eurasiatique : « La nécessité d'une réelle intégration, l'influence de la globalisation, la stabilisation relative des économies post-soviétiques – tous ces facteurs ont permis de reconsidérer le potentiel intégrationniste et ont contribué à la recherche des mécanismes efficaces de coopération ».³³⁵

L'idée eurasiatique se construit sur l'acceptation de l'idée que, finalement, l'interdépendance entre les pays post-soviétiques n'est pas un phénomène totalement négatif. Il vaut mieux peut-être de regarder cette interdépendance comme quelque chose de positif. Cette interdépendance pourrait créer un dynamisme nécessaire pour la modernisation des pays ensemble. Notamment, l'espace eurasiatique dans ces différentes configurations pourrait représenter un espace économique dynamique et riche en ressources naturelles mais aussi en infrastructure, technologies. C'est encore Nursultan Nazarbayev, reconnu comme « l'intégrateur n° 1 » dans l'espace postsoviétique, qui souligne les raisons pragmatiques derrière le discours eurasiatique :

« Je suis persuadé que, devant l'avancement de la globalisation, tout le monde est en train d'acquiescer la conscience que sans l'ouverture des marchés pour nos propres produits, nous ne pouvons pas vivre normalement. La Chine – une population d'un milliard et trois cents millions – peut vivre sans exports. Tous les produits sont fabriqués et consommés à l'intérieur, c'est pour cela la Chine peut exister à elle seule. Même la Russie est proche de cette situation avec sa population. Mais, les autres pays de la CEI ne peuvent prétendre à ce qu'ils vont développer à coup de 8-9 % annuellement et dans le même temps consommer tous les biens produits à l'intérieur de leurs pays. Si nous abordons le sujet d'une manière pragmatique, sans tenir en compte la philosophie et la politique, si nous voulions de quelque manière de nous adapter dans ces processus de la globalisation, que nous ne pouvons pas éviter, si nous voulions qu'on ne nous ne casse pas, qu'on ne nous fasse pas la périphérie de l'histoire, alors nous devons réunir nos efforts pour développer nos économies et pour l'intégrer en tant qu'une union économique ».³³⁶

³³⁴ Nazarbayev in A. Dugin, *La mission eurasiatique de Nursultan Nazarbayev*, op.cit., p. 249.

³³⁵ Primbetov, S., « Yevrazies i Vsemirnaia Torgovaia Organizatsia (EURASEC et OMC) », *Kazakhstan-Spektr*, 3(29), 2004 :3-9.

³³⁶ Nazarbayev in Dugin, *La mission eurasiatique de Nursultan Nazarbayev*, op.cit., p. 253.

(2) L'Eurasianisme comme l'expression de solidarité dans un monde globalisé

Parmi les idées essentielles derrière le discours eurasien est l'idée de la solidarité entre les Etats post-soviétiques dans un monde globalisé. Après presque deux décennies de discours sur la transition et sur l'intégration au système économique et politique internationale, les Etats post-soviétiques sont de plus en plus persuadés qu'intégrer la communauté internationale individuellement pourrait s'avérer délicate pour eux. Ils expriment leur déception par le traitement qu'ils ont reçu de la part des Etats majeurs et des institutions essentielles de la communauté internationale. Selon eux, ces acteurs extérieurs auront intérêt à fixer auprès des Etats post-soviétiques le statut des Etats fournisseurs des matières premières et n'auront pas des intentions de partager leurs technologies et les investissements. Selon Rafik Ultanbaev, « les membres de l'EURASEC (Communauté Economique Eurasienne) sont conscients que la réorientation vers l'Ouest, où pratiquement il n'y a aucune demande pour leurs produits (à part quelques matières premières), pourrait se traduire en dégradation économique et la destruction des secteurs basés sur la haute technologie de leurs industries »³³⁷. Or, les Etats post-soviétiques doivent se réunir pour résister les avancées des acteurs extérieurs mais aussi pour créer une synergie à partir de leurs propres ressources. Devant les attitudes ambiguës de l'Occident envers les volontés des pays post-soviétiques d'intégrer les structures occidentales, ces pays sont de plus en plus persuadés qu'ils peuvent et doivent intégrer l'Ouest qu'en tant qu'un groupe uni et soudé. L'approche régionale créera un atout majeur pour l'acceptation des pays postsoviétiques par l'Europe : « Prenons l'exemple de l'Ukraine et de la Biélorussie qui constitue la partie européenne de la CEI et qui veulent, légitimement, intégrer la communauté européenne. C'est intéressant pour eux, c'est vrai. Mais, ils vont rester pendant très longtemps dans la queue et nous savons pourquoi. Mais, si nous créons une union eurasiennne réelle, alors nous allons tous devenir plus attirants, y compris pour l'union européenne. Nous pourrions, au début, l'intégrer comme un observateur collectif, puis y adhérer totalement. Par le temps, c'est eux-mêmes qui vont vouloir de mettre en place des relations économiques et commerciales avec nous, ils vont dire : vous avez créé une union douanière commune, ouvrez-nous maintenant vos

³³⁷ Ultanbaev, R., « Eurasian Economic Community : Thorny path of development », *Central Asia and the Caucasus*, 3(21), 2003.

frontières. Nous pourrions ainsi entrer dans l'Europe contemporaine civilisée et dynamique d'une manière plus solide ».³³⁸

Mais, l'Europe n'est pas le seul facteur qui renforce la conviction des promoteurs de l'intégration eurasienne. Ils sont aussi de plus en plus sensibles aux développements globaux qui sont, peut-être, les premiers signes de réorganisation du système économique global. Les Etats post-soviétiques veulent utiliser le cadre de l'intégration eurasienne pour se faire une place dans ce nouvel ordre économique mondial. Une intervention récente de Yuriï Solobozov, politologue russe, au sujet des discussions autour de la création d'une Union douanière entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, souligne tous les soucis et les raisons qui sont derrière les efforts d'intégration eurasienne :

“Quelles opportunités? Tout d'abord, nous pouvons recouvrir le potentiel des entreprises avec une valeur rajoutée élevée et de rétablir les chaînes industrielles anciennes. Ça nous permettrait de protéger les atouts technologiques critiques. Deuxièmement nous aurons la possibilité de réaliser les grands projets de transit. Regarder autour: pour la première fois dans l'histoire un espace douanier commun est en train de se former dans toute l'Eurasie dotée des procédures douanières unifiées et qui traverse 11 fuseaux horaires. Cet espace est le pont naturel entre deux centres de puissance gigantesques: entre l'Union européenne, qui est devenue suite au traité de Lisbonne une superpuissance avec cinq cents millions d'habitants et la Chine avec une population d'un milliard et demi et qui va former ensemble avec l'ASEAN un marché unique de deux milliards des gens vers 2010. Nous sommes aussi en train de former une grande marche de 170 millions d'habitants et de 2 trillions de dollars US en capital. C'est une opportunité intéressante pour les investisseurs et pour le développement libre. C'est un moment important. Nous avons aussi la chance de constituer le pont entre l'UE et la Chine. Selon les spécialistes, le volume des échanges Est-Ouest peut atteindre 1 trillion de dollars US vers 2012-2015. Actuellement, nous recouvrons qu'une partie infime de ce potentiel de transit par le biais de transit Transsib. Mais, il ne s'agit pas de devenir des chargeurs et des transporteurs entre les Chinois travailleurs et les hédonistes de l'Europe de l'Ouest. Nous devons créer des centres logistiques et les entreprises de valeur rajoutée. En fait, les chaînes de productions à la Ford doivent s'étendre de la Chine vers l'Europe à travers nos territoires. Si nous pourrions renforcer la création des objets et des entreprises basées sur les nouvelles technologies,

³³⁸ Ibid., p. 259.

alors nous pourrions réaliser un saut important vers la modernisation. C'est ce que nous offre l'Union douanière. (...) Pourquoi suis-je pour l'intégration eurasienne? Parce que la Russie et les pays voisins ont seulement deux alternatives de développement. Nous pouvons devenir des participants périphériques des projets de l'UE et de la Chine. Pour le Kazakhstan ça veut dire l'assimilation, pour nous (la Russie), c'est la possibilité réelle de la séparation du pays en deux dans cinq-dix ans. Il y a une seule alternative- la création au centre de l'Eurasie un centre de puissance propre à nous. C'est l'Union douanière qui nous offre le moyen de la création de cette puissance".³³⁹

§2 Espace de Shanghai : Une région centrée sur la Chine

Parmi les différentes dénominations régionales politiques concernant l'Asie centrale, on rencontre de plus en plus le terme de « l'espace de Shanghai ». A son tour, l'espace de Shanghai est associé avec la notion de « l'esprit de Shanghai » (A). En tant que tel, l'esprit de Shanghai a une forte coloration centrasiatique (B).

A L'émergence de l'esprit de Shanghai

Ayant ses origines dans les processus de démarcation des frontières que la Chine a entamée avec quatre pays post-soviétiques (Russie, Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan) au début des années 1990, l'esprit de Shanghai serait l'accumulation des habitudes de coopération et solidarité entre les pays concernés qui s'appuient sur un ensemble des principes politiques (1). Comme son nom l'indique, la Chine est le pays moteur derrière l'idée de l'espace de Shanghai (2).

(1) Les origines et le contenu de l'esprit de Shanghai

D'après les sources chinoises, le terme d'esprit de Shanghai a été pour la première fois utilisé par Jiang Zemin, le président de l'Etat chinois, à l'occasion du lancement de

³³⁹Agence Regnum, « Ekspert : Tamojenniy soyuz daet Rossii vozmojnost sozdat v Evrazii novii tsentr sili (Expert : l'Union douanière offre à la Russie l'opportunité de créer un nouvel centre de puissance en Eurasie) », 27 Novembre 2009, www.regnum.ru

l'Organisation de Coopération de Shanghai, le 7 Juin 2001 à Shanghai. Selon Jiang Zemin, « l'esprit de Shanghai » est basé sur les principes de confiance et bénéfice réciproques, d'égalité, de consultations, de respect de diversité civilisationnelle et de développement mutuel. Il est né des interactions régulières entre les participants de groupe de Shanghai créé au début des années 1990 pour régler les questions de paix et stabilité au long des frontières de la Chine avec ses voisins post-soviétiques. Sur un plan général, l'esprit de Shanghai annonce la naissance d'un nouveau concept de sécurité, un nouvel modèle des relations interétatiques et régionales.³⁴⁰ Le modèle de Shanghai se veut un modèle non-confrontationnel des interactions entre les Etats, un modèle qui transcende les différences idéologiques et qui se veut exempt des habitudes et des préjugés négatives de l'époque de la Guerre froide.³⁴¹

Selon Pan Guang, les origines du concept d'esprit de Shanghai se trouvent dans l'accumulation des efforts de politique étrangère élaborés par trois générations des dirigeants chinois, notamment avec les contributions essentielles de Deng Xiaoping et Jiang Zemin. D'après ces traditions, l'essence de l'esprit de Shanghai est constituée des éléments suivants :

- La confiance réciproque suppose la présence des relations sincères, fondées sur la compréhension mutuelle, le respect des accords et obligations internationaux, la soumission aux principes généraux du droit international.
- Le bénéfice mutuel exige la nécessité de prendre en compte et garantir les intérêts de toutes les parties dans une coopération multilatérale. Il découle du principe de l'indivisibilité de la sécurité d'un pays de celle des autres.
- L'égalité parmi les sujets des relations internationales suppose l'égalité du statut entre les Etats malgré les différences dans la taille, la prospérité économique et la puissance économique. Ce principe est dirigé contre les aspirations d'hégémonie des acteurs puissants.
- Les consultations réciproques et le dialogue permettent aux parties de prévenir les conflits cachés et les confrontations armées, de régler les disputes par la voie pacifique et de renforcer la coopération multidimensionnelle.

³⁴⁰ People's Daily, « Commentary: "Shanghai Spirit" -- New Banner of International Cooperation », Le quotidien chinois, 15 Juin 2001, http://english.peopledaily.com.cn/english/200106/15/eng20010615_72746.html

³⁴¹ Lukin, A., « The Shanghai Cooperation Organization: What Next? » *Russia in Global Affairs*, n° 2, Juillet-Septembre 2007 <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/20/1135.html>

- Le respect pour la diversité des cultures se traduit par la tolérance envers les choix de développement politique et social des Etats et par une attitude de respect envers l'histoire et la culture de chaque pays.
- Les efforts vers le développement commun sont nés du souhait d'emprunter aux autres pays tout ce qui est positif et bénéfique, d'atteindre le développement réciproque pendant le processus de coopération, afin de réduire l'écart entre le Nord et le Sud et d'adresser le problème de la stratification sociale.³⁴²

Selon l'auteur, la stabilité et la sécurité de l'Asie centrale dépende beaucoup du respect de l'esprit de Shanghai car c'est une région qui est située au carrefour de quatre grandes civilisations : musulmane, slave, confucéenne et indienne. Poursuivre une politique de force et d'imposition des intérêts particuliers pourrait vite compromettre la paix et la stabilité régionale.³⁴³

(2) La Chine comme promoteur de l'esprit de Shanghai

La Chine se veut donc le promoteur principal de l'esprit de Shanghai dans l'espace centrasiatique. La mise en pratique de l'esprit de Shanghai est essentiellement réalisée par le biais de l'Organisation de Coopération de Shanghai, qui compte parmi ses membres la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. En Juin 2006, l'Etat chinois a officiellement dévoilé son intention de construire dans le cadre de l'OCS « une région harmonieuse, caractérisée par la paix durable et la prospérité commune ».³⁴⁴ Un an plus tard, la Chine a obtenu l'inclusion du terme « les Parties réaliseront des efforts communs afin de transformer la région, dans laquelle se trouve l'OCS, dans une région, caractérisée par la paix, la coopération, le développement et l'harmonie » dans le traité sur le voisinage à long terme, amitié et coopération entre les Etats membres de l'OCS, signé par les participants dans le cadre du sommet de Bichkek, le

³⁴² Guang, P. « Tchto takoe 'chanxaïskiï dukh' (Que représente 'l'esprit de Shanghai') ? » InfoChos (Portail de l'information de l'OCS), 27 Novembre 2008 <http://www.infoshos.ru/ru/?idn=3296>

³⁴³ Ibid.

³⁴⁴ Le Quotidien du peuple, "Neobkhodimo ukrepiť 'Changkhaïskiï dukh' i sozdat garmonitchniï region, kharakterizuyuchtiïsia prodoljitelnyim mirom i obchim protsvetaniem (Il faut renforcer l'esprit de Shanghai et créer une région harmonieuse, caractérisée par la paix et la prospérité commune) », 15 Juin 2009 <http://russian.people.com.cn/95181/6678097.html>

16 Août 2007.³⁴⁵ Pendant cette occasion, Hu Jintao, le président chinois, a défini les efforts projetés par la Chine afin de réaliser la région harmonieuse basée sur l'esprit de Shanghai :

- La promotion de l'implémentation du Traité sur le voisinage à long terme, amitié et coopération entre les Etats-membres de l'OCS, afin de consolider les fondations politiques de la coopération multilatérale entre les Etats ;
- La promotion du développement commun, par le biais de fournir des crédits et financements chinois pour des projets économiques régionaux ;
- La promotion des échanges culturels, notamment par le biais de lancement des programmes d'échange dans les domaines différents (comme, par exemple, l'attribution des bourses d'études pour venir étudier en Chine) ;
- La poursuite d'une politique d'ouverture, dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai, envers les pays tiers et les organisations internationales afin de contribuer à la réalisation de paix permanent et la promotion du développement commun.³⁴⁶

B L'esprit de Shanghai : un projet pour l'Asie centrale

A l'analyse des discours et des opinions des représentants des cercles politiques et académiques de la Chine, l'Asie centrale se profile comme le candidat de premier ordre à sociabiliser à l'esprit de Shanghai (1). Devant l'attrait de cette idée, l'attitude des pays centrasiatiques est partagée entre la volonté de profiter du dynamisme chinois et les hésitations d'embarquer dans une relation de dépendance avec un immense pays aux ambitions énormes (2).

(1) L'Asie centrale l'objet d'intérêt principal de l'esprit de Shanghai

Comme il a été noté dans le chapitre précédent, la Chine voit l'Asie centrale comme une région importante pour les intérêts stratégiques du pays. Notamment, trois préoccupations principales structurent la politique chinoise envers l'Asie centrale : (1)

³⁴⁵ Traité sur le voisinage à long terme, amitié et coopération entre les Etats-membres de l'OCS du 16 Août 2007, Bichkek, Kirghizstan.

³⁴⁶ Ministère des Affaires Etrangères de la Chine, « The Summit of Shanghai Cooperation Organization Is Held in Bishkek Hu Jintao Delivers an Important Speech », 16 Août 2008 <http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/zyjh/t353202.htm>

contenir les forces séparatistes du « Turkestan oriental », qui réclament l'indépendance pour le Xinjiang, la région autonome de la Chine et qui partagent les liens ethniques et religieux avec les populations d'Asie centrale ; (2) assurer la sécurité régionale en l'Asie centrale qui représente l'arrière-cour stratégique de la Chine ; (3) développer la coopération économique et faire de l'Asie centrale une source importante de l'énergie.³⁴⁷ Pour consolider ses positions dans la région où elle doit faire face à la concurrence de la part d'autres grandes puissances comme la Russie ou les Etats-Unis, la Chine s'appuie sur l'OCS, dont le centre géographique se trouve en Asie centrale³⁴⁸, ainsi que sur la promotion des principes de l'esprit de Shanghai, soulignant les principes du développement commun et de la confiance réciproque. Sur le terrain pratique, la Chine a résumé sa politique centrasiatique aux trois principes simples : « être ami avec les voisins », qui signifie établir les relations amicales avec les pays, « donner le sentiment de calme aux voisins », pour assurer les pays voisins des intentions pacifiques de la Chine, et « donner aux voisins la chance de s'enrichir », qui se traduit de laisser les pays centrasiatiques de profiter du dynamisme de l'économie chinoise.³⁴⁹ Dans le cadre de la réalisation de ces principes, la Chine a notamment accordé aux pays d'Asie centrale un crédit préférentiel d'un montant de 900 millions de dollars US.³⁵⁰ La majorité des activités de la coopération culturelle et sociale promue par la Chine se fait aussi avec les pays centrasiatiques.³⁵¹

(2) Les pays centrasiatiques entre l'opportunité et les hésitations

La réaction des pays centrasiatiques à cette main tendue peut être caractérisée ambiguë. D'une part, la consolidation de la coopération multidimensionnelle avec la Chine permet aux pays centrasiatiques de bénéficier des retombées économiques, d'espérer les investissements chinois, d'équilibrer l'influence prépondérante de la Russie dans la région

³⁴⁷ Huashen, Zh., « Kitai, Tsentralnaya Azia I Shangaïskaia Organizatsia Sotrudnichestva (Chine, Asie centrale et l'Organisation de Coopération de Shanghai) », Carnegie Moscow Center, Working paper n 5, 2007, p. 33.

³⁴⁸ Ibid. p. 13.

³⁴⁹ Ibid. p. 51.

³⁵⁰ Laruelle, M., Peyrouse, S., « Recomposition géopolitique sur le vieux continent? L'Organisation de Coopération de Shanghai », La revue internationale et stratégique, n 72, hiver 2008/2009, p. 185.

³⁵¹ Jahon News, « «Shanxay ruhi» taraqqiyotga xizmat qilmoqda (L'esprit de Shanghai sert au développement) », L'agence d'information du Ministère des affaires étrangères de l'Ouzbékistan, 26 Octobre, 2007, <http://www.jahonnews.uz/>

ainsi que d'intégrer la communauté internationale en se sociabilisant aux règles de la politique internationale avec l'un des représentants les plus influents de la scène mondiale. Les principes de non-interférence et de respect des particularités politiques et sociaux des pays permettent aux pays centrasiatiques de participer dans les forums internationaux sans attirer les critiques sur la nature de leurs régimes. Interrogé sur les résultats de l'OCS pour le Kirghizstan, son président de l'époque Kurmanbek Bakiyev répond ainsi : « Aujourd'hui, le Kirghizstan enregistre un taux de croissance du PIB de 9.2 %, dans certaine mesure c'est grâce à l'influence de l'OCS. (...) L'attraction de l'OCS réside dans le fait qu'il n'y a pas de pressions sur les participations et pas des positions de « grand frère – petit frère ». Egalité, respect et confiance ». ³⁵²

Toutefois, les pays centrasiatiques sont conscients des inconvenances de tomber sous l'influence exclusive de l'Etat chinois. Sur le plan économique, la concentration des activités commerciales sur la Chine peut se traduire en renforcement du statut d'Asie centrale comme fournisseur des matières primaires et en affaiblissement de son potentiel industriel. Dans une analyse des dynamiques des échanges commerciaux d'Asie centrale avec la Chine et la Russie, les experts ouzbeks ont observé que l'augmentation du commerce avec la Chine consolide l'orientation dans les matières primaires pour les économies centrasiatiques. Les exportations centrasiatiques vers la Chine sont composées exclusivement des ressources naturelles et les importations de la Chine vers l'Asie centrale sont essentiellement des produits finis. La continuation de cette dynamique peut mener, selon les analystes, au déclin et même à la chute des industries centrasiatiques. ³⁵³

³⁵² Bakiyev, K., « Chankhaïskii dukh zdorov i krepok (L'esprit de Shanghai, sain et fort) », *Vetchernii Bichkek*, 11 Août 2007 <http://www.easttime.ru/reganalitic/1/92.html>

³⁵³ Paramonov, V., Stokov, A., « Economic involvement of Russia and China in Central Asia », Conflict Studies Research Center, Central Asian Series, Defence Academy of the United Kingdom, Mai 2007, 11 p.

Conclusions Titre 1 :

A leur accès à l'indépendance, les anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale représentaient des pays fragiles et sans expérience dans la politique internationale. Ces nouveaux pays faisaient face aux défis de la transition politique et économique. Dès le début, les cadres de la coopération régionale multilatérale figuraient éminemment parmi les instruments incontournables pour réaliser les objectifs généraux des Etats centrasiatiques. En particulier trois cadres régionaux se sont dessinés tout au long de la dernière décennie du 20^e siècle. Il s'agit respectivement du cadre régional exclusivement composé des pays centrasiatiques centré sur l'idée de l'intégration régionale, des processus de coopération et d'intégration de l'Asie centrale avec la Russie ainsi que les processus de coopération entre l'Asie centrale et la Chine.

Chaque ensemble des relations régionales se sont cristallisées, avec le temps, en trois perceptions régionales différentes, représentant un ensemble des objectifs et des idées particuliers. Le centrasianisme représentait l'idée d'une union régionale centrasiatique, fondée sur les éléments communs historiques, culturels, ethniques et civilisationnels des pays ainsi que sur la volonté d'élaborer des mécanismes de gouvernance des biens publics régionaux tels les ressources hydro-énergétiques de la région. L'eurasianisme est fondé sur la volonté de transformer les relations de dépendance avec la Russie en relations de solidarité - en particulier, géoéconomique - dans un monde globalisé et de s'appuyer sur le potentiel collectif des pays participants pour consolider leur position au sein du système économique mondial. L'idée de l'espace de Shanghai est surtout construite sur la volonté des pays participants d'élaborer un cadre de coopération régionale pour améliorer la sécurité et la stabilité politique des Etats, de développer les relations de solidarité internationale et, dans la perspective, d'approfondir la coopération régionale économique.

Titre2 QUETE POUR L'ORDRE REGIONAL EN ASIE CENTRALE : **L'EMERGENCE DES INSTITUTIONS POST-SOVIETIQUES**

Les relations interétatiques en Asie centrale de la dernière décennie du 20^e siècle sont caractérisées par l'institutionnalisation progressive des relations entre les pays de l'Asie centrale eux-mêmes, d'une part, et les pays de l'Asie centrale et la Chine et la Russie, d'autre part. L'intensification et l'institutionnalisation des relations interétatiques découlaient tout particulièrement de l'état fluid de l'ordre régionale en Asie centrale. Caractérisé par l'interdépendance croissante entre l'Asie centrale et son environnement immédiat ainsi que par l'ouverture de la région au monde extérieur, les Etats de la région ainsi que leurs voisins immédiats ressentaient un besoin pour la rationalisation de leurs échanges réciproques. C'est dans ce contexte que se sont formés les différentes élaborations sur les images de l'Asie centrale ainsi que son ordre sur la scène internationale ainsi que sur les fonctions des institutions pour réaliser ces images et visions de l'ordre régional centrasiatique (Chapitre 1).

Ces relations ont d'abord pris la forme des réunions et des négociations régulières ainsi que les tentatives de mettre en place différentes initiatives autour des idées de l'intégration économique. Toutefois, avec le temps, les négociations collectives régulières se sont soldées par la mise en place des organisations régionales pour l'Asie centrale post-soviétique. L'un des caractéristiques de ces organisations résidait dans le fait qu'elles correspondaient plus au moins aux perceptions régionales différentes formées autour de la région centrasiatique, qui sont le centrasianisme, l'eurasianisme et l'espace de Shanghai, respectivement (Chapitre 2).

Chapitre1. L'émergence des incertitudes autour de l'espace centrasiatique et les premiers pas vers l'institutionnalisation

Les années 1990 sont marquées par l'apparition du problème de l'ordre dans la région centrasiatique. Jusqu'à la dernière décennie du 20^e siècle, les républiques de l'Asie centrale faisaient partie d'un Etat unique, l'Union soviétique, et les relations entre les républiques, en rapport notamment avec la gouvernance régionale, suivaient les directions

venant du Centre. La disparition de l'Etat soviétique a naturellement entraîné l'érosion des principes de gestion des relations inter-républicaines. En outre, en tant qu'Etats indépendants, les anciennes républiques soviétiques devraient se mettre à l'élaboration des nouveaux principes des échanges afin de pallier aux insuffisances de l'ordre en Asie centrale (Section 1). Dans leur quête pour les principes d'un nouvel ordre régional, les pays de l'Asie centrale pourraient bénéficier des avantages de la voie institutionnelle (Section 2).

Section1 L'état ambigu de l'ordre régional en Asie centrale et le rôle des institutions

La dernière décennie du 20^e siècle a une place spéciale dans l'histoire de l'Asie centrale. Ces années sont caractérisées aussi bien par la cristallisation d'une conscience de l'unité régionale centrasiatique que par l'émergence des cadres conceptuels alternatifs à un centrasianisme exclusif dans les formes de l'espace eurasien et l'espace de Shanghai. Cette présence simultanée de trois perceptions régionales dans le même espace est le signe de l'état fluide de l'ordre régional. Dans cette situation, les contours de l'ordre régional sont ambigus (§ 1). Il y a une lutte subtile entre ces perceptions dont chacune s'appuie sur des facteurs matériels et idéologiques. Pour mieux gérer cette situation et établir un équilibre entre les approches contendantes, les institutions régionales acquièrent une importance additionnelle spéciale dans le contexte centrasiatique. Elles permettent de mieux canaliser le débat sur l'ordre régional (§2).

§1 L'émergence des ambiguïtés autour de l'ordre régional due à l'écroulement des arrangements soviétiques et l'ouverture de l'espace régional

Si la dissolution de l'URSS avait déjà mis sur la table les questions concernant les modes de prise de décisions concernant les problèmes communs, l'ouverture de l'espace régional centrasiatique sous les pressions de globalisation et de régionalisation a posé d'une manière plus aigüe le problème de l'ordre régional en Asie central (A). Cette situation a obligé les Etats à chercher des scénarios d'évolution dans le contexte régional (B).

A *La dissolution de l'URSS et l'émergence du problème de l'ordre régional en Asie centrale*

Pendant près de sept décennies, l'ordre régional en Asie central était inséré dans un ordre plus global et hiérarchisé : l'ordre soviétique.³⁵⁴ Dans cette configuration, l'Asie centrale était considéré comme un sous-complexe régional « Asie moyenne et Kazakhstan » et a été attribuée un rôle particulier : la source des matières premières ainsi que l'espace de l'agriculture spécialisée.³⁵⁵ Notamment, la région centrasiatique fournissait jusqu'à 90-95 % du coton pour les besoins de l'industrie soviétique.³⁵⁶ Avec la dissolution de l'URSS, l'ordre politique et économique rassemblant les pays centrasiatiques a aussi disparu. Le processus de décision a été interrompu, les chaînes de distribution des biens publics régionaux ont été interrompues. Dans un contexte post-soviétique, le problème de l'ordre découle de deux sources principales : la décomposition des procédures de prise de décisions (1) et le décloisonnement ainsi que l'exposition conséquente de la région aux processus de globalisation et régionalisation (2).

(1) *La dissolution des procédures décisionnelles et l'érosion de l'ordre en Asie centrale*

Il existe un ensemble des facteurs en Asie centrale qui introduit les ambiguïtés aux processus de décision. Il s'agit particulièrement de la question des biens publics régionaux. Comme il a été noté dans la section précédente, l'eau est le bien public régional par excellence en Asie centrale. Les besoins en eau de la région sont servis essentiellement par deux rivières principales de la région : Amou-Daria et Syr-Darya. Les deux rivières se forment dans les montagnes situées dans les territoires du Kirghizstan et du Tadjikistan. Mais, la plus grande quantité des eaux de ces rivières sont utilisées pour l'agriculture par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Pendant l'Union soviétique, la question de

³⁵⁴ Schwartz, L., "The political geography of Soviet Central Asia: Integrating the Central Asian frontier", in Lewis, R. (ed), *Geographic perspectives on Soviet Central Asia*, Routledge, 1992, pp. 37-71; UNDP, *Central Asia Human Development Report - Bringing down Barriers: Regional cooperation for human development and human security*, 2005, p. 35.

³⁵⁵ Taaffe, R.N., "Transportation and regional specialization: the example of Soviet Central Asia", *Annals of the Association of American Geographers*, Volume 52, Issue 1 March 1962: 80 - 98

³⁵⁶ UNDP, *Central Asia Human Development Report*, op.cit..

répartition des ressources en eau entre les républiques de l'Asie centrale était réglée d'une manière centralisée.³⁵⁷

Le système en place était celui du « nexus eau-énergie » centrasiatique selon lequel les deux pays en amont le Kirghizstan et le Tadjikistan s'engageaient à entretenir les barrages dans les montagnes et à fournir les quantités de l'eau nécessaire pour les besoins d'irrigation des pays en aval, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, qui à leur tour, fournissaient les besoins en énergie des deux pays en amont aux prix réduits. Après la dissolution de l'URSS, la question de ce « nexus eau-énergie » de la région centrasiatique a été naturellement posée sur la table de nouveau. Tout au début, les pays ont mis en place une commission intergouvernementale de coordination des ressources en eau en 1992, qui est chargée de continuer la régulation de la consommation d'eau en attribuant des quotas à chacun des républiques.³⁵⁸ Le système de répartition de l'époque soviétique a été pris comme base pour ces quotas.³⁵⁹ Mais avec l'éloignement du temps des arrangements soviétiques, les intérêts nationaux des Etats divergent de plus en plus et le système régional commence à battre en brèche. Les pays en aval, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan demandent des prix du marché pour leurs exportations du pétrole et du gaz vers le Kirghizstan et le Tadjikistan. De leur part, les pays en amont, le Kirghizstan et le Tadjikistan, faisant valoir son souveraineté, réclament le droit à déterminer l'usage et le contrôle des sources d'eau situées dans leur territoire. Dans le même temps, ils veulent construire les stations hydrauliques pour produire de l'électricité et ainsi compenser leur pénurie des ressources énergétiques, ce qui mettrait en péril les approvisionnements en eau des pays en aval.³⁶⁰ Additionnellement, le parlement du Kirghizstan a décrété que les eaux formées dans le territoire kirghiz doivent être considérée un bien national, en 2001. Face à la contestation rigoureuse de la part du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, le Kirghizstan a avancé un autre principe- celui de compensation pour les dépenses de maintenance des barrages. Si le Kazakhstan a accueilli ce principe avec la

³⁵⁷ Allouche, J., « The governance of Central Asian waters: national interests versus regional cooperation », Disarmament Forum Central Asia at the crossroads, n° 2007, p. 47; UNDP, Central Asia Human Development Report - Bringing down Barriers: Regional cooperation for human development and human security, 2005, p. 86.

³⁵⁸ Thorez, J., Thorez, P., « Le partage des eaux dans le Caucase oriental et les républiques d'Asie centrale, une manifestation des tensions post-soviétiques », Cahiers d'Asie centrale, n° 13/14, 2004, p. 253.

³⁵⁹ Allouche, J., « The governance of Central Asian waters: national interests versus regional cooperation », Disarmament Forum Central Asia at the crossroads, n° 2007, p. 47.

³⁶⁰ Ibid., p. 48.

compréhension, la réaction ouzbèke a été plutôt ambiguë.³⁶¹ Toute l'ambiguïté découlant de l'absence d'un ordre régional bien précis est illustré par ce cas : les habitudes de coopération de la période soviétique commencent à être oubliées, les arrangements conclus à la veille de la dissolution de l'URSS sont de moins en moins respectés tandis que les nouveaux accords régionaux tardent à être conclus. A l'instar de la loi kirghize sur l'eau, les approches normatives des pays se mettent de plus en plus en opposition.

(2) L'accentuation de la question de l'ordre régional sous les pressions de l'ouverture de la région

Cette situation ambiguë avec l'ordre régional est devenue plus grave avec l'érosion de cloisonnement de l'espace régional centrasiatique et les pressions montantes, le résultat de régionalisation et de globalisation. L'incorporation de la région à l'Etat russe et par la suite à l'Etat soviétique avait mis en parenthèse les contacts indépendants de l'Asie centrale avec le reste du monde. L'intégration au système international pour l'Asie centrale passait par la Russie.³⁶² Ce cloisonnement de l'Asie centrale a pris fin avec la disparition de l'URSS. La région a commencé à s'ouvrir au monde.

En général, le thème majeur des premiers contacts ont été sur la base de paradigme de transition selon lequel les nouveaux pays issus de la décomposition du régime communiste devrait adopter les régimes politiques et économiques basées sur les principes de démocratie libérale et d'économie de marché. En tant que tel, la région de l'Asie centrale a été l'objet de courtoisie de la part de la majorité des institutions multilatérales telles l'ONU, l'UNDP, la Banque Mondiale, le FMI, la BERD, etc. A part ce sujet, les ressources énergétiques de la mer Caspienne étaient un autre facteur d'attraction pour l'Asie centrale. Toutefois, tout au long des années 1990, la visibilité de l'Asie centrale comme un espace régional dans le monde était relativement modeste car l'attention de la communauté

³⁶¹ UNDP, Central Asia Human Development Report - Bringing down Barriers: Regional cooperation for human development and human security, 2005, p. 89.

³⁶² Robert L. Canfield, "Restructuring in Greater Central Asia : Changing political configurations", Asian Survey, Vol. 32, Issue 10, Oct. 1992, pp. 875-887; Taaffe, R.N., "Transportation and regional specialization: the example of Soviet Central Asia", Annals of the Association of American Geographers, Volume 52, Issue 1 March 1962: 80 – 98.

internationale était fixée sur « le rétablissement de l'Europe centrale, sur la guerre civile et la reconstruction dans les Balkans ainsi que sur la transition de la Russie ».³⁶³

La situation a changé avec les événements tragiques du 11 Septembre en 2001 quand les attentats suicides ont frappé au cœur de l'establishment de la première superpuissance du monde, les Etats-Unis.³⁶⁴ L'origine et la préparation de ces attentats ont été identifiées en provenance de l'Afghanistan, le pays situés dans la proximité immédiate de l'Asie centrale. Peu après le début de l'opération militaire contre l'Afghanistan, l'Ouzbékistan a accueilli les bases militaires des Etats-Unis et de l'OTAN en automne 2001. Le Kirghizstan a suivi avec l'ouverture d'une base militaire américaine sur son territoire. Le transit à travers les territoires ainsi que les espaces aériens des autres pays centrasiatiques ont été aussi mis à la disposition des Etats-Unis et de l'OTAN.

Additionnellement, les changements géoéconomiques en cours dans le monde contribuent à l'augmentation de la visibilité de l'Asie centrale sur l'arène internationale. C'est d'abord l'émergence des grands pôles économiques sur le continent eurasien (notamment, la Chine, l'Europe, l'Inde et l'Asie du Sud-est) et l'intensification des échanges entre eux. Grâce à son positionnement comme carrefour entre ces grands espaces, l'Asie centrale prend une place de plus en plus substantielle dans toutes les discussions d'intégration économique et commerciale continentale. La présence de larges quantités des ressources naturelles (gaz, pétrole, or, uranium, capacité de production de l'électricité, coton, etc.), l'élaboration des grands projets d'acheminement des ressources naturelles tels Nabucco ou Nord Stream, la location entre les grandes puissances de l'Eurasie (Chine, Russie, Inde, Iran, Pakistan) ainsi que l'avènement de l'Age de l'information contribuent tous à l'imbrication de plus en plus de l'Asie centrale dans les processus de la globalisation. La plupart des partenaires économiques des pays centrasiatiques se trouvent désormais en dehors des limites de l'espace soviétique. L'origine très diverse des investissements étrangers est aussi un autre signe de l'intégration des pays de la région aux processus de la globalisation. Par exemple, que pendant les années 2008-2010, l'Ouzbékistan a attiré des investissements financiers en provenance des régions aussi divers que la Russie, la Chine, le Corée du Sud, le Malaisie ou encore l'Afrique du Sud. Du fait de ces caractéristiques, l'Asie centrale est l'objet de courtoisie de la part de presque

³⁶³UNDP, op.cit., p. 21.

toutes les puissances du monde dont chacune essaie d'assurer la prévalence de ses propres normes et valeurs dans la région. Notamment, les Etats-Unis ont à l'origine du projet de la Grande Asie centrale, le Japon promeut l'initiative Japon-Asie centrale, l'Inde se positionne comme le modèle de démocratie pour ses paires asiatiques, la Chine essaie d'élargir les principes de Shanghai à toute la région tandis que la Russie veut créer un espace eurasien plus propice à sa vision des relations internationales.³⁶⁵

B Les scénarios envisagés pour le futur de l'Asie centrale

Dans cette situation de l'ambiguïté et de l'ouverture progressive de la région au monde extérieur, l'Asie centrale fait l'objet de plusieurs scénarios d'évolution qui varient de la consolidation régionale à la partition de la région centrasiatique sous l'influence des pressions divergentes en provenance des puissances extérieures (1). Ce contexte compliqué oblige les Etats centrasiatiques à chercher élaborer une image de l'Asie centrale qui reflète le mieux les aspirations nationales et étatiques des sociétés centrasiatiques (2).

(1) Les possibles évolutions régionales

L'Asie centrale est donc un espace régional qui est l'objet des processus très complexe de construction régionale. La région est soumise aux pressions et influences en provenance de différentes directions. Dans le même temps, la région elle-même cherche à se faire une place dans la nouvelle configuration internationale. Parmi les possibles évolutions dans lesquelles l'Asie centrale peut s'impliquer d'une manière approfondie, différentes scénarios sont discutées.

³⁶⁴Ibid.

³⁶⁵ Starr, F., "Greater Central Asia", Central Asia-Caucasus Institute, 2008, file with the author; Bohr, A., "Regionalism in Central Asia: New geopolitics, old regional order", *International Affairs*, Vol. 80, Issue 3, May 2004, p. 485; Deyermond, R., « Matrioshka Hegemony ? Multi-levelled hegemonic competition and security in post-Soviet Central Asia », *Review of International Studies*, 35, 2009:151-173; Omarov, N., « The regional centers of power : is there a conflict of interests, ideological cooperation, or a conflict of strategies among them in Central Asia? », *Central Asia and the Caucasus*, n. 1(49), 2008, pp. 26-34; Shaikhutdinov, M., « Central Asia: Developing the region in the vortex of the geopolitical and geoeconomic antagonisms of world powers », *American Foreign Policy Interests*, 29, 2007:45-58; Stoupnikova, L., "Les alliances énergétiques: vers une réorganisation de l'espace eurasiatique?", *La revue internationale et stratégique*, n 72, hiver 2008/2009: 131-139; Allison, R. "Strategic reassertion in Russia's central Asia policy", *International affairs*, 80 (2), 2004, pp. 277-293.

La question qui préoccupe le plus les parties intéressées dans la politique centrasiatique est de savoir si l'Asie centrale ira dans le sens de consolidation régionale ou celui de fragmentation. Selon Farkhod Tolipov, les Etats de l'Asie centrale doivent opter pour l'approfondissement de régionalisation. Car, la solidarité régionale est une vérité géopolitique pour l'Asie centrale.³⁶⁶ L'émergence de la conscience régionale est le résultat des processus géopolitiques profonds et c'est cette conscience régionale qui est à la base de l'indépendance des Etats-nations en Asie centrale. Sans développer la régionalisation en profitant de la disposition géopolitique de la région, les Etats centrasiatiques pourraient dans le long terme être privé de leur statut d'Etat indépendant aussi.³⁶⁷ Cette position est généralement partagée par la plupart de ses collègues de la région. Ils rajoutent aussi que la manière de régionalisation en Asie centrale doit s'appuyer sur l'élaboration des structures régionales solides.

Toutefois, le futur pourrait réserver pour l'Asie centrale d'autre issu que la consolidation régionale, celui de la défragmentation. Selon Kazantsev, on ne peut parler de l'Asie centrale qu'en tant qu'une région international en phase de construction.³⁶⁸ Toutefois, dès le début, la construction régionale est compromise par la présence de plusieurs éléments centrifuges, comme les efforts des grandes puissances extérieures d'attirer l'Asie centrale ou ses parties dans leur propre influence, l'absence des institutions propre à l'Asie centrale, ce qui réduit les chances de consolidation régionale ainsi que la nature fragmentée de l'identité régionale.³⁶⁹ En tant qu'un espace régional, l'Asie centrale est devenu le centre d'attraction des intérêts divergents de la plupart des pays du monde, ce qui peut se révéler porteur des conséquences négatives pour la région. En outre, selon Murat Imanaliev, l'un des traits de l'Asie centrale, qui la distinguent des autre régions de l'ancien URSS comme celle de Baltique par exemple, est qu'elle est attirée par les

³⁶⁶Tolipov, F., "A propos de la "stipulation" géopolitique d'intégration régionale en Asie Centrale", 3ème Congrès du Réseau Asie- IMASIE, 26-28 Septembre, 2008, France

³⁶⁷ Tolipov, F., "Nationalism as a geopolitical phenomenon: the Central Asian case", *Central Asian Survey*, 2001, n° 20(2), pp. 183-194.

³⁶⁸³⁶⁸ Kazantsev, A., "Tsentralnaya Aziya: stanovoyachtchiysya mejdunarodniï region (l'Asie centrale: une région internationale en construction)?", *Le centre d'études des processus politiques dans l'espace post-soviétique de MGIMO*, Moscou, 9 avril 2007 http://www.ia-centr.ru/archive/public_details47cf.html?id=483

³⁶⁹Ibid.

différentes directions dans le même temps : la région hésite entre les vecteurs musulman, russe, ou bien occidental.³⁷⁰

Emilian Kavalski, quant à lui, voit en Asie centrale l'émergence d'une compétition normative entre l'Union Européenne, la Chine et l'Inde qui œuvrent en tant que puissances normatives (normative power) et essaient chacun d'influencer l'évolution de l'ordre normatif et juridique de la région vers un système qui reflète mieux ses propres préférences normatives. La Chine veut étendre son modèle de capitalisme étatique qui fait une place d'honneur au principe de souveraineté et prêche la possibilité de modernisation sans libéralisation politique tandis que l'UE essaie de formuler une politique de promotion des institutions démocratiques par le commerce et intégration économique au niveau régional. Quant à l'Inde, face à la présence consolidée de la Chine et l'activation de l'UE en Asie centrale, l'Inde essaie de formuler une politique centrasiatique qui combinerait les éléments de géopolitique (le livre ancien de la culture indienne Kautilya définit plusieurs cercles d'Etats constituant le voisinage géostratégique de l'Inde qui incluent les pays de l'Asie centrale) avec les prémisses normatives et morales qui découlent du statut de l'Inde comme « la plus importante démocratie du monde ». ³⁷¹

L'impact collectif de ces facteurs est la montée des incertitudes autour du statut de la région de l'Asie centrale. Avec le temps, les faiblesses des dynamiques endogènes face aux efforts de fragmentation des grandes puissances pourraient résulter soit dans l'incorporation de l'Asie centrale au sein des espaces contrôlés par l'une des grandes puissances, comme la Chine ou la Russie, soit dans la partition des parties de la région centrasiatique entre les ordres régionaux de ces Etats. ³⁷²

(2) Les défis de l'élaboration d'une image propre à l'Asie centrale

³⁷⁰ Imanaliev, M., « Globalisation : la dimension centrasiatique », dans Imanaliev, *La collection des articles sur l'Asie centrale*, Bishkek, 2008, p. 111.

³⁷¹ Kavalski E. (2007), "Partnership or Rivalry between the EU, China and India in Central Asia: The Normative Power of Regional Actors with Global Aspirations", *European Law Journal*, 13(6): 839.

³⁷² Kazantsev, A., 'Bolshaya igra' s neizvestnimi pravilami: Mirovaya politika i Tsentralnaia Azia ('Grand jeu' aux règles inconnues: Politique Mondiale et Asie Centrale), *Nasledie Yevrazii*, Moscou, 2008, 248 p.

Ces incertitudes régionales obligent les représentants des cercles politiques et analytiques à réfléchir sérieusement sur les images de l'Asie centrale qui sont en compétition les unes avec les autres. Farkhod Tolipov identifie quatre statuts différents géopolitiques de la région centrasiatique qui se projette dans l'avenir pour l'Asie centrale :

- 1) Le statut de zone de tampon entre les grandes puissances. Pour l'auteur, la consolidation de ce statut est dans les intérêts de la Russie qui voit l'Asie centrale comme faisant partie de son sphère de l'influence mais aussi comme une ligne de protection de l'espace impérial russe de l'intrusion des autres puissances :
- 2) Le statut de cordon sanitaire, promu activement par les Etats-Unis qui veulent à tout prix éviter la tombée de la région centrasiatique sous la domination des grandes puissances de l'Eurasie ;
- 3) Le statut de plateforme d'expansion, qui correspond aux intérêts de la Chine. L'Etat chinois pourrait envisager à s'appuyer sur la région centrasiatique pour son démarche vers l'Ouest. L'Asie centrale pourrait devenir l'objet soit de l'expansion territorial soit de l'expansion économique et politique de la Chine ;
- 4) Comme ces statuts vont contre les principes de l'indépendance des pays de l'Asie centrale, pour ces derniers il ne reste que le quatrième statut, celui d'un centre de puissance unifiée. Selon Farkhod Tolipov, les Etats de l'Asie centrale ne pourront jamais devenir pleinement souverains et indépendants sans appliquer le principe de l'Asie centrale comme une région intégrée, souveraine et indépendante.³⁷³

Toutefois, pour réaliser une région intégrée propre dans un contexte de la porosité croissante de l'Asie centrale et son implication de plus en plus profonde dans les processus de globalisation, il faut un travail substantiel pour élaborer une image cohérente de la région et de les communiquer à la communauté internationale. En cas de l'absence de ce travail, l'Asie centrale comme une région distincte pourrait être dissoute dans les différentes versions de reconfiguration géopolitique du monde et sous les différentes

³⁷³ Tolipov, F., "Geopoliticheskie aspekty problemy integratsii v Tsentralnoï Azii", Kyrgyzstan Brief n° 9, IPP, Bishkek, Mars-Avril, 2007, pp. 22-26 www.ipp.kg

pressions de la globalisation. Murat Imanaliyev, le commentateur influent sur le régionalisme centrasiatique et le secrétaire générale actuel de l'Organisation de Coopération de Shanghai, définit trois images de départ de l'Asie centrale à élaborer et promouvoir internationalement :

- 1) L'Asie centrale comme une région unique de développement qui est basée sur l'acceptation unanime des appuis objectifs historiques, économiques et politiques de l'unification de la région par la majorité des observateurs ;
- 2) L'Asie centrale comme un intermédiaire unique géopolitique et géoéconomique entre l'Ouest et l'Est, entre le Nord et le Sud. L'Asie centrale est située entre les grands ensembles civilisationnels, politiques et géoéconomiques. Elle est aussi le lieu de rencontres des cultures, des ethnies et des religions.
- 3) L'Asie centrale comme un front uni pour lutter contre les menaces transfrontalières, comme la drogue, le terrorisme. Selon l'auteur, contrairement à l'état actuel quand malheureusement seule cette image de la région prévaut dans l'espace public contemporain, la fonction de l'Asie centrale comme front uni ne doit jamais éclipser les deux autres images, plus substantielles et plus prioritaires, de la région.³⁷⁴

§2 Le rôle des institutions

La plupart de ces discussions sur l'avenir régional de l'Asie centrale sont menées autour des organisations régionales. La création des institutions régionales figure aussi parmi les options proposées afin de résoudre les ambiguïtés autour de la région. Dans ce contexte, il est utile de considérer comment la question de l'institution internationale a été vue dans la littérature. Pourquoi les Etats recourent aux institutions. Après avoir souligné la raison d'être fonctionnelle des institutions internationales (A), on essaiera de définir les fonctions des institutions régionales dans le contexte centrasiatique (B).

A L'organisation internationale est un phénomène fonctionnel

³⁷⁴ Imanaliyev, M., « Globalisation : la dimension centrasiatique », dans Imanaliyev, *La collection des articles sur l'Asie centrale*, Bishkek, 2008, pp. 108-114.

Comme le note Michel Virally, « la raison d'être de toute organisation internationale, comme de toute institution, est fonctionnelle. C'est la volonté, chez ses fondateurs, de disposer d'un instrument propre à la poursuite d'objectifs définis qui explique la création d'une organisation internationale ».³⁷⁵ Selon le même auteur, la finalité par excellence des organisations internationales est la coopération interétatique.³⁷⁶ La coopération a été définie comme « un comportement dirigé vers un but et qui consiste à introduire des ajustements réciproques aux politiques de parties participants d'une telle manière que toutes les parties sortent gagnantes de cet arrangement ».³⁷⁷ Essentiellement, les objectifs posés devant une organisation internationale reflètent les intérêts de ses Etats membres, dont la fonction essentielle, de leur part, est d'assurer le bien-être de leurs populations. Jan Klabbers observe ainsi que les tâches assignées devant les organisations internationales sont essentiellement d'une nature technique et dont les solutions sont au-delà des capacités unilatérales des Etats membres.³⁷⁸

Selon un travail réalisé conjointement par les représentants de la discipline juridique et de la science politique, les Etats choisissent, parmi les différentes formes d'institutionnalisation, les organisations internationales à cause de deux caractéristiques fonctionnelles des organisations internationales qui sont la centralisation et l'indépendance.³⁷⁹ Grâce à leur structure organisationnelle concrète et permanente ainsi que la présence d'un support administratif, les organisations internationales permettent centraliser l'action collective de ses membres. A son tour, cette centralisation augmente l'efficacité des actions collectives et améliore la capacité de l'organisation à influencer et modifier la compréhension, l'environnement et les intérêts des Etats. L'aspect de l'indépendance de l'organisation internationale signifie la capacité pour cette dernière d'agir avec une certaine autonomie dans le cadre de ses intérêts définis par ses fondateurs.

³⁷⁵ M. Virally, *L'Organisation Mondiale*, op.cit., p. 26.

³⁷⁶ Virally, « La notion de fonction dans la théorie de l'organisation internationale », dans M. Virally, *Le droit international en devenir*, PUF, 1990.

³⁷⁷ "goal-directed behavior that entails mutual policy adjustments so that all sides end up better off than they would otherwise", Helen Milner, citée dans Mearsheimer, J., « False promise of international institutions », *International Security*, 19(3), Winter 1994/1995, p. 15.

³⁷⁸ Klabbers, J., "Two concepts of international organization", *International Organizations Law Review*, 2, 2005, pp. 277-293.

³⁷⁹ K. Abbott, et D. Snidal, "Why States Act Through Formal International Organizations", *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 42, 1998, pp. 3-32.

L'autonomie de l'organisation internationale permet à celle-ci de jouer le rôle d'une tierce partie neutre dans la résolution des disputes et des conflits entre les Etats.

Selon Jan Klabbers, la finalité fonctionnelle des organisations internationales peut se diviser en deux grandes catégories ; l'organisation internationale a toujours eu deux aspects : l'aspect managérial (de gestion) et l'aspect de l'agora classique.³⁸⁰ Le premier personnifie la vision de l'organisation internationale centrée sur une tâche précise, précisément, sur la gestion des problèmes communs. Selon cette vision, les organisations internationales sont « en réalité des extensions des Etats et s'occupent des choses dont les Etats ne peuvent faire individuellement ». ³⁸¹. Les Etats coopèrent au sein des organisations régionales afin des trouver des solutions aux défis communs, afin d'assurer leur bien-être d'ensemble.³⁸² Cet aspect « centré sur la gestion, fonctionaliste et progressiste » a toujours prédominé dans l'analyse du phénomène de l'organisation internationale.³⁸³ Le bon fonctionnement de l'organisation internationale contribue graduellement à l'amélioration de la situation sociale et économique au sein de ses Etats membres ainsi qu'au sein de la communauté internationale.³⁸⁴ Toutefois, l'auteur identifie une deuxième vision générale concernant le phénomène de l'organisation internationale. Cette vision s'appuie sur l'aspect de « l'agora classique : l'espace public où les affaires internationales sont débattues ». ³⁸⁵

B Le concept de l'organisation internationale comme l'agora

Selon cette deuxième vision, les Etats assistent à la création et aux activités des organisations internationales car ces dernières permettent aux représentants des Etats de se réunir régulièrement afin qu'ils puissent discuter des affaires et des problèmes qui les touchent ensemble. De ce point de vue, l'organisation internationale est un « fora où les Etats peuvent se réunir, échanger des idées et discuter leur avenir commun ». ³⁸⁶ Elle est

³⁸⁰J. Klabbers, "Two concepts of international organization", *International Organizations Law Review*, 2, 2005, pp. 277-293.

³⁸¹Klabbers, J., "Two concepts of international organization", *International Organizations Law Review*, 2, 2005, p. 278.

³⁸²J. Chamberlain, *International Organization in Jessup*, International Organization

³⁸³J. Klabbers, op.cit.

³⁸⁴ Klabbers, J., "Two concepts of international organization", *International Organizations Law Review*, 2, 2005, p. 280.

³⁸⁵ Ibid.

³⁸⁶ Ibid.

représentant d'une communauté, de la communauté internationale dans le cas de l'ONU ou d'une communauté régionale dans le de l'Asie du Sud-est, ou encore d'une communauté d'intérêts spécifiques dans le cas de l'OPEP. En tant que telle, l'organisation internationale est un forum public au sein duquel les Etats expriment leurs intérêts et valeurs communs.³⁸⁷ Avec l'émergence des organisations internationales et régionales aux compétences étendues, le concept managérial de l'organisation internationale a toujours été plus en vue et plus accentué dans les analyses du phénomène. Toutefois, le concept de l'organisation internationale comme l'agora classique a aussi toujours existé. Certes, la plupart de temps l'association des instances internationales avec le débat seul porte une connotation plutôt négative. Il s'agit notamment des critiques régulières adressées au compte des organisations universelles telle l'ONU pour leur manque d'action et de l'efficacité en vue de la résolution des problèmes communs à la communauté internationale. Néanmoins, comme le notait D. Hammarskjöld, « L'ONU n'a pas été créée pour conduire l'humanité au paradis, mais pour la sauver de l'enfer », les organisations internationales tous comme les Etats ne peuvent adresser d'une manière efficace tous les problèmes posées devant elles, et l'existence même de la possibilité de discuter et débattre ces problèmes est déjà un phénomène positif. Car, elle permet de prendre conscience de ces problèmes et prépare et motive le public à faire le pas vers les réalisations concrètes.

Les plateformes des organisations internationales permettent aussi de légitimer certains discours et concepts et d'en délégitimer les autres. La possibilité pour les Etats d'exprimer leurs préférences et aspirations collectives concernant les normes et les valeurs de leur communauté justifie et explique la création et la maintenance des organisations internationales.³⁸⁸ Concernant les conférences de la Haye de 1899 et 1907, sensées à bannir la guerre des relations internationales et aux résultats mitigés, les savants ont apprécié leur mérite « non du fait de leurs réalisations effectives, mais grâce aux conceptions qu'elles ont mis en lumière, les espoirs qu'elles ont portées à l'attention public, les propositions qu'elles ont échoué à réaliser ainsi que les problèmes qu'elles ont échoué à résoudre mais réussie à exposer ».³⁸⁹ Plus tard, durant la deuxième moitié du 20^e siècle, malgré le moindre degré de compétences qu'avait l'Assemblée Générale par rapport au Conseil de Sécurité, la majorité des pays du monde se sont investis sérieusement dans les débats au

³⁸⁷Snidal, Abbott, op.cit, p. 24.

³⁸⁸Snidal, Abbott, p. 24.

³⁸⁹Kennedy D., "The Move to Institutions", *Cardozo Law Review*, 8(5), 1987, p. 847.

sein de l'AG car ces débats leur permettaient de contribuer à la promotion et la consolidation des principes généraux du droit international tels les principes de souveraineté et d'égalité entre les Etats. Le rôle de l'agora classique de l'ONU a aussi contribué, d'une manière substantielle, à la délégitimation de phénomènes de la guerre ou de la décolonisation. La fin de la guerre froide et la disparition de la plupart des certitudes concernant le mode de conduite des relations internationales a aussi causé la montée en importance du concept de l'organisation internationale comme l'agora.

Beaucoup d'organisations internationales et régionales comme l'OTAN et l'UE se sont largement appuyés sur les débats publics au sein de leurs structures et de leurs Etats membres ainsi que sur les processus informels pour s'adapter à la nouvelle situation internationale de l'après-Guerre froide. La continuation des incertitudes concernant l'avenir de la gouvernance globale et régionale et la persistance des défis communs à l'humanité souligne l'importance des organisations internationales non seulement comme les organismes de coopération technique mais aussi comme « les garants et les facilitateurs du débat public ».³⁹⁰

Section2 Les fonctions des institutions en Asie centrale

Bien que l'Asie centrale est souvent considérée comme une région où les institutions ont peu de chances de se réaliser et de se consolider, les pays centrasiatiques sont conscients de la nécessité pour les institutions, aussi bien pour leur aspect de gestion que pour leur utilité comme un forum public (§1). Notamment, les discussions au sein et autour des organisations de l'Asie centrale permettent d'élucider la plupart des questions concernant les perspectives de l'ordre dans la région (§2).

§1 Les institutions régionales et l'Asie centrale

L'image de l'Asie centrale dans la littérature est d'une région qui est atteinte par une pathologie de la non-coopération. Les organisations établies dans la région sont souvent

³⁹⁰ Klabbers, J., "The changing image of international organizations", in in Jean-Marc Coicaud & Veijo Heiskanen (eds.), *The Legitimacy of International Organizations* (Tokyo: United Nations University Press, 2001).

condamnées à l'échec (A). On ne peut nier la faiblesse des structures interétatiques centrasiatiques, qui sont justement fonction de la nature récente de l'indépendance des Etats. Néanmoins, les Etats de l'Asie centrale participent régulièrement dans les travaux des organisations internationales de l'espace post-soviétiques, incluant les organisations traitées dans la présente étude. De perspective des pays de l'Asie centrale, ces organisations sont associées avec des fonctions concrètes (B).

A *L'Asie centrale : un contexte peu propice pour l'organisation internationale ?*

L'Asie centrale de l'ère post-soviétique est un espace régional abritant les incertitudes et les ambiguïtés. Dans le même temps, elle est l'objet de courtoisie de la part de plusieurs grandes puissances. Les relations internationales de la région centrasiatique sont très dynamiques et fluides. De plus, les Etats de la région sont relativement jeunes et se trouvent toujours dans une quête identitaire. Dans ce contexte, les perspectives de l'institutionnalisation en Asie centrale ont été évaluées d'une manière très négative. Selon la littérature en générale, l'Asie centrale est un milieu peu propice à l'émergence et à la consolidation des organisations internationales. Selon la formule de Martin Spechler, un spécialiste des économies centrasiatiques, l'absence de coopération interétatique efficace est une pathologie propre à l'Asie centrale.³⁹¹ D'après Paul Kubicek, « une coopération multilatérale parmi les Etats centrasiatiques restera, au moins dans un futur proche, un but hors d'atteinte ».³⁹² Gregory Gleason constate un « record insatisfaisant de la coopération-interétatique en Asie centrale ».³⁹³

Pour les auteurs, c'est le contexte international et domestique de la région qui fait obstacle à l'émergence et consolidation des organisations en Asie centrale. Neil MacFarlane et Martha Brill Ollcott pointent aux attentes élevées mais injustifiées des organisations internationales qui attendaient que les pays centrasiatiques se mettent à construire les institutions régionales efficaces dans de nombreux domaines.³⁹⁴ Les autres

³⁹¹ Spechler, M., "Regional non cooperation : Central Asian pathology", *Nato Review*, 2000.

³⁹² Paul Kubicek, "Regionalism, Nationalism and Realpolitik in Central Asia", *Europe-Asia Studies*, Vol. 49, Issue n° 4 (June, 1997), p. 637.

³⁹³ Gregory Gleason, "Inter-State Cooperation in Central Asia from the CIS to the Shanghai Forum", *Europe-Asia Studies*, Vol.53, n° 7, 2001, pp.1077-1095.

³⁹⁴ Macfarlane, N., « International organisations in Central Asia: Understanding the limits », *Helsinki Monitor*, 2003; Ollcott, M.B., "Democracy Promotion in Central Asia: From High Expectations to Disillusionment", in *The Quandaries of Promoting Democracy in Central Asia: Experiences and*

contestant cette version et rappellent que la plupart des organisations ainsi que les normes internationales proposées aux Etats représentaient en fait les intérêts exclusifs de l'Ouest, ce qui a naturellement causé la réaction des pays de l'Asie centrale aux initiatives institutionnelles.³⁹⁵ Eric Sievers blâme quant à lui la désillusion générale qui règne dans le monde concernant le rôle du droit international, qui a négativement affecté la position des Etats centrasiatiques aux différentes formes de la coopération multilatérale.³⁹⁶ Il y a aussi la nature jeune et fragile des Etats qui sont jaloux de leur souveraineté ou encore les peurs de l'hégémonie russe dans la région qui contraignent les chances de consolidation des organisations régionales centrasiatiques.³⁹⁷ Pour Sergei Panarin, l'absence des institutions efficaces en Asie centrale est due à sa nature d'une "région d'un autoritarisme presque triomphant" qui découle de ses caractéristiques géographiques, culturels et historiques.³⁹⁸

Quant à la présence des organisations régionales avec la participation des Etats de l'Asie centrale telles la Communauté Economique Eurasiennne (EURASEC), l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), la Communauté des Etats Indépendants (CEI), les analystes argumentent que ces organisations manquent de fond,³⁹⁹ elles servent seulement aux intérêts de la rhétorique politique des Etats,⁴⁰⁰ ou encore, ces organisations régionales sont seulement la signe de l'alignement de la politique étrangère des Etats centrasiatiques avec telle ou telle grande puissance.⁴⁰¹

B Les fonctions des institutions dans le contexte de l'Asie centrale

Perspectives from Europe and the USA : Report of a Transatlantic Workshop at the Centre for OSCE Research in Hamburg (edited by Anna Kreikemeyer and Wolfgang Zellner), CORE Working Paper n° 18, February 2007

³⁹⁵ Les matériaux de la Conférence internationale de Khojand sur «Projets de coopération et d'intégration pour l'Asie centrale : analyse comparative, potentiel et perspectives» (en russe), 26-28 Juin 2007, Khojand, Tadjikistan <http://www.knyazev.org>

³⁹⁶ Sievers, Eric, "Water Conflict and Regional Security in Central Asia", *NYU Environmental Law Journal*, 10, 2001-2002, pp. 356-402.

³⁹⁷ Torjesen, Stina, *Understanding regional co-operation in Central Asia, 1991-2004*, St Antony's College, University of Oxford, 2008, p. 21; Paul Kubicek, "Regionalism, Nationalism and Realpolitik in Central Asia", *Europe-Asia Studies*, Vol. 49, Issue n° 4 (June, 1997), pp. 652-653.

³⁹⁸ Panarin, Sergei, "Politicheskoye razvitiye gosudarstv Tsentralnoi Azii v svete geografii i istorii regiona (Political development of Central Asian states under the light of geography and history of region)" *Vestnik Evrazii*, n° 1, 2000.

³⁹⁹ Roy, A. (2008) *Virtual regionalism, regional structures and regime security in Central Asia*. *Central Asian survey*, 27 (2). pp. 185-202.

⁴⁰⁰ Pomfret, R., « Regional integration in Central Asia », *Econ. Change Restruct.*, 42, 2009 :47-68.

⁴⁰¹ Collins, K., "Economic and Security regionalism among patrimonial authoritarian regimes: the case of Central Asia", *Europe-Asia Studies*, 61(2), March 2009:249-281.

On ne peut nier la faiblesse des structures interétatiques centrasiatiques, qui sont justement fonction de la nature récente de l'indépendance des Etats. Néanmoins, il serait prématuré de réfuter en bloc les efforts des Etats centrasiatiques de participer dans les travaux des différentes organisations internationales. Considérer les interactions institutionnalisées entre les Etats centrasiatiques comme vouées à l'échec au lieu d'essayer de comprendre les motifs qui guident cet engagement actif des pays centrasiatiques au sein des organisations régionales ne serait pas pertinent. Dans une étude sur les relations institutionnelles au sein de la CEI, Rilka Dragneva soulignait les faiblesses de méthode d'analyse des processus de la CEI seulement sous l'ongle « réussite-échec » car, selon elle, la plupart des analyses juridiques et politologiques des organisations post-soviétiques restent prisonnier d'une approche binaire et leur valeur est amoindri par leur appui sur une approche comparative dont le modèle normatif comme l'Union Européenne ou l'ALENA prédétermine la réponse d'avance.⁴⁰² Une telle approche divertirait l'attention, injustement selon l'auteur, des explications plus compréhensives des efforts entrepris au sein de la CEI.⁴⁰³ En extrapolant cette analyse au cas de l'Asie centrale, nous trouvons pertinent d'attribuer plus d'attention aux motifs qui guident les Etats centrasiatiques à s'engager dans les différentes formes d'organisation régionale et les fonctions de l'organisation régionale recherchées par ces pays.

Depuis le début des années 1990, les pays centrasiatiques se sont notamment efforcés à établir une organisation interétatique propre aux Etats centrasiatiques : ce processus a duré pendant presque une décennie. Certains pays de la région, comme le Kazakhstan, ont été aussi parmi les soutiens actifs de l'établissement de la Communauté Economique Eurasienne. Les leaders et les groupes de travail des pays participent régulièrement aux sommets et réunions des organisations régionales, ce qui nécessite l'allocation des montants considérables. Ces tendances montrent que les Etats centrasiatiques prennent les organisations internationales et régionales d'une manière sérieuse. Jan Klabbers expliquait l'implication active des Etats au sein des organisations internationales, en participant aux sommets et dans les procédures des groupes de travail, en débattant et contribuant à l'adoption de différentes déclarations, malgré le caractère dès

⁴⁰² Dragneva, Rilka, "Is "Soft" Beautiful? Another Perspective on Law, Institutions, and Integration in the CIS", *Review of Central and East European Law*, 2004 No.3, 279-324.

⁴⁰³ Id.

fois non-contraignant de ces documents comme « la célébration de la nature agora de l'organisation ; malgré l'effet dans la vie réelle de ces documents, ce qui compte c'est que l'attention a été attiré sur un phénomène ou un problème... ».⁴⁰⁴

Attirer l'attention sur l'aspect agora des organisations régionales en Asie centrale se révélerait pertinent pour éclairer les fonctions recherchées des institutions régionales par les Etats centrasiatiques. Au vue du contexte de l'espace régional en Asie centrale qui est caractérisé par la disparition récente d'un ordre régional, l'absence actuelle des certitudes et compréhensions réciproques concernant le nouvel ordre, la présence des identités partagées ainsi que l'introduction des acteurs nouveaux dans le jeu régional, les Etats jeunes de l'Asie centrale voient les organisations régionales comme des instruments pertinents pour atteindre les objectifs suivants :

- La construction d'une organisation régionale exclusive centrasiatique ou la participation des Etats centrasiatiques comme un bloc plus ou moins cohérent au sein des organisations incluant d'autres membres permettent aux Etats de la région d'élaborer et développer une identité régionale, une image de l'Asie centrale propice aux aspirations politiques et économiques de ces nouveaux pays centrasiatique.
- En face de l'éloignement progressif des principes, habitudes et pratiques de l'ère soviétique et même post-soviétique, les Etats centrasiatiques trouveraient nécessaire la participation au sein des organisations régionales pour avoir l'occasion de tisser nouvelles habitudes et pratiques, de considérer et discuter la pertinence de telle ou telle norme ou principe, aussi bien élaborée par eux-mêmes qu'importée de l'extérieur, de débattre le cadre normatif et des valeurs plus pertinents selon eux pour la région.
- Participation aux organisations régionales avec la participation des puissances voisines comme la Russie et la Chine leur permettrait de sociabiliser avec ces acteurs influents ; d'éviter que les interactions entre ces puissances elles-mêmes dans l'espace centrasiatique ou les interactions entre elles, d'une part, et les pays centrasiatiques d'autre part, ne prennent les formes conflictuelles ; de leur communiquer leurs préférences et les soucis concernant la situation régionale ; de profiter des avantages d'être dans le même groupe institutionnel avec les

⁴⁰⁴ J. Klabbers, "Two concepts of international organization", op.cit., p. 289.

pays dotés d'économies dynamiques et plus développées ; ainsi que de compter sur le soutien de leurs partenaires influents dans l'arène internationale.

- Finalement, les plateformes des organisations régionales permettent aux Etats de l'Asie centrale et à leurs voisins et partenaires de communiquer leurs préférences normatives et de valeurs pour la région, à l'attention de la communauté internationale en général et des puissances et des acteurs extérieurs qui ont en vue la participation active dans les processus régionaux en Asie centrale. Ils s'appuient aussi sur les cadres institutionnels régionaux pour mieux défendre leurs spécificités politiques et économiques face aux pressions de la globalisation et de l'internationalisation.

§2 Les lieux et les moyens de réalisation du débat sur l'ordre régional

La question d'ordre régional est peut être l'un des sujets les plus discutés dans l'espace centrasiatique. Ce débat est riche aussi bien par son contenu que par sa forme. Il a su mobiliser non seulement les cercles officiels, mais aussi les représentants de différents groupes au sein des sociétés nationales centrasiatiques. Toute la deuxième partie de notre thèse puise, en fait, sur ce débat. Dans la section actuelle, nous allons donner une aperçue des lieux et des moyens de la réalisation du débat mentionné. Pour ce faire, nous allons se concentrer aussi bien sur les discussions réalisées au sein des organisations régionales (A) que celles suscitées autour de ces organisations (B).

A Les discussions au sein des organisations régionales centrasiatiques

Dans son analyse du régionalisme de Mercosur, Andrés Malamud avait trouvé les raisons du succès de cette organisation sud-américaine, malgré sa faible institutionnalisation, dans le rôle essentiel et central que jouaient les présidents des Etats membres dans la promotion et le fonctionnement de l'intégration régionale de Mercosur.

⁴⁰⁵ Selon lui, les développements majeurs de l'intégration sud-américaine ont été forgés

⁴⁰⁵ Malamud, A., "Presidentialism and Mercosur: A hidden cause for a successful experience", in Laursen F. (ed.), *Comparative Regional Integration: Theoretical perspectives*, Aldershot, Ashgate, 2003, pp. 53-73; Malamud, A., "Presidential diplomacy and the institutional underpinnings of Mercosur: An empirical examination", *Latin American Research Review*, vol. 40, n° 1, 2005, pp. 138-164.

essentiellement par des interactions entre les présidents des Etats membres. Les avantages de cette pratique résidait dans la rapidité et l'efficacité que permettaient le caractère informel des réunions ainsi que l'influence prépondérante que jouissaient les présidents dans les systèmes politiques en Amérique Latine. Notamment, les présidents de deux pays leaders du Mercosur, le Brésil et l'Argentine, ont su prendre des décisions cruciales pour l'avancement de la cause d'intégration régionale assez rapidement et à l'issue de leurs rencontres bilatéraux, en contournant les complications des bureaucraties nationales. L'auteur avait baptisé ce type de régionalisme comme interprésidentialisme.⁴⁰⁶

Le cas des organisations régionales post-soviétiques porte des parallèles à l'expérience sud-américaine. Comme il a été noté dans le chapitre 2 de notre thèse, les pays centrasiatiques ont des systèmes politiques qui s'appuient sur l'institution d'un présidentialisme accentué. Dans ce contexte, les initiatives politiques les plus importantes émanent essentiellement de l'office du président pour être ensuite transposées, d'une manière verticale, aux autres institutions politiques et à la société. Le rôle du président Vladimir Poutine dans le redressement et la réactivation de la Russie dans la politique internationale et régionale a été aussi largement commenté. Cette tendance de présidentialisme a largement déterminé la façon dont se conduit le débat sur l'ordre régional dans l'espace post-soviétique. Dans la plupart des cas, c'est précisément les figures de certains présidents post-soviétiques qui ont initié et maintenu le dynamique intégrationniste dans l'espace post-soviétique. Notamment, le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev est considéré comme le promoteur principal de l'idée d'intégration.

Une autre raison qui accentue le rôle des présidents dans les processus régionaux est le faible degré d'institutionnalisation des organisations régionales post-soviétiques. Seulement près de vingt ans se sont déroulés depuis l'accès à la souveraineté des Etats centrasiatiques. Les institutions politiques internes même sont en état d'élaboration et de développement dans l'espace post-soviétique. Cette situation se répercute sur la construction des institutions internationales par ces Etats. Malgré la conclusion des accords sur la création des différentes institutions internationales, les Etats ont adopté une approche précautionnée à la réalisation de ces accords, à doter de substance aux traités institutionnels. Dans un tel contexte, ce sont des sommets de haut niveau, particulièrement

⁴⁰⁶ Id.

au niveau des chefs d'Etat, des organisations régionales qui ont servi de plateforme essentielle pour mener le débat régional. En reprenant le vocabulaire d'Andrés Malamud, on peut dire que le régionalisme post-soviétique par interprésidentialisme apparaît principalement pendant les sommets des présidents des Etats membres de ces organisations régionales. Dans le cas de l'Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA), il s'agit des réunions du Conseil des chefs d'Etat. L'EURASEC organise des réunions régulières des Conseils interétatiques au niveau des chefs d'Etat. Au sein de l'OCS, ce sont des sommets du Conseil des chefs d'Etat des pays membres qui sont le moment central du processus.

<i>Année</i>	Organisation de Coopération Centrasiatique (2002-2005)	Communauté Economique Eurasienne	Organisation de Coopération de Shanghai
2001	*Sommet de Tachkent du 27 Décembre	1. Sommet de Minsk du 31 Mai	1. Sommet de Shanghai du 15 Juin
2002	1. Sommet d'Almaty du 28 Février 2. Réunion informelle d'Aktaou du 6 Juillet entre l'OCCA et la Russie 3. Sommet de Douchanbé du 5 octobre 4. Sommet d'Astana du 27 Décembre	2. Sommet de Moscou du 13 Mai	2. Sommet de St. Petersburg du 7 Juin
2003	5. Sommet d'Almaty du 5 Juillet	3. Sommet de Douchanbé du 27 Avril	3. Sommet de Moscou du 29 Mai
2004	6. Sommet de Douchanbé du 18 Octobre	4. Sommet d'Astana du 18 Juin	4. Sommet de Tachkent du 17 Juin
2005	7. Sommet de St. Petersbrug du 6 Octobre	5. Sommet de Moscou du 22 Juin	5. Sommet d'Astana du 5 juillet
2006		6. Sommet extraordinaire de St. Petersburg du 26 Janvier 7. Sommet de Minsk du 23 Juin 8. Sommet extraordinaire de Sotchi du 16 Août	6. Sommet de Shanghai du 15 Juin
2007		9. Sommet de Douchanbé du 6 Octobre	7. Sommet de Bichkek du 16 Août
2008		10. Sommet de Bichkek du 10 octobre	8. Sommet de Douchanbé du 28 Août
2009		11. Sommet extraordinaire de Moscou du 4 Février 12. Sommet de Minsk du 27 Novembre 13. Sommet informel d'Almaty du 19 Décembre	9. Sommet d'Ekaterinburg du 16 Juin

. Les sommets au niveau des chefs d'Etat des organisations régionales post-soviétiques. *Il s'agit du sommet de la Communauté Economique Centrasiatique, qui a précédé l'OCCA. C'est durant le sommet de Tachkent qu'il a été décidé de transformer la CEC en l'OCCA.

Dans le cas de l'OCCA, le sommet du Conseil interétatique était revêtu d'une importance essentielle. Car, après la refondation de la Communauté Economique Centrasiatique, dotée d'un Comité exécutif permanent, en l'Organisation de Coopération Centrasiatique, l'organisation centrasiatique est resté presque sans aucun organe permanent. Le comité exécutif a été terminé au profit d'un Comité des coordinateurs nationaux dont les membres étaient basés au sein des Ministères des affaires étrangères des pays membres. Les réunions du Conseil interétatique au niveau des chefs d'Etat représentaient donc la seule instance régulière de l'organisation centrasiatique. Cette

situation est mieux comprise si on tient compte de la volonté de l'initiateur de la refondation, Islam Karimov, de disposer d'un forum centrasiatique dans la forme de l'OCCA. Pendant la première année de sa création, l'OCCA semble bien servir le rôle du forum régional où les présidents pourraient se réunir pour discuter des questions importantes de l'agenda régional dans les différents domaines. Pas moins de quatre sommets du Conseil interétatique au niveau des chefs d'Etat ont été organisés en 2002, incluant une réunion informelle entre les pays membres de l'OCCA et la Russie. L'agenda de ces réunions a été assez riche et incluait les sujets principaux touchant la question d'ordre régional : la question d'intégration économique ; la stabilité régionale et la situation en Afghanistan ; le sujet de gestion et d'exploitation des biens publics régionaux tels que l'eau et l'énergie, même la question des relations indo-pakistanaïses. Mais, à partir de 2003, la fréquence de ces sommets est tombée au nombre d'un sommet par an. De 2003 à 2005 seulement trois réunions du Conseil interétatique ont été organisées. De ces trois réunions, la dernière réunion de 2005 a été en fait l'occasion d'annoncer la fusion de l'OCCA au sein de l'EURASEC. Cette situation est due à l'érosion de la dynamique de régionalisme centrasiatique exclusive, notamment, à cause de la détérioration des relations entre certains chefs d'Etat, notamment les présidents ouzbeks et tadjiks. Il est aussi la fonction de l'augmentation de la différence entre les perceptions et les attentes des pays membres individuels quant à l'ordre régional souhaité.

Dans le cas de l'EURASEC et de l'OCS, les sommets des chefs d'Etat, dans le cadre des réunions régulières du Conseil interétatique (EURASEC) et du Conseil des chefs d'Etat (OCS) sont bien ancrés dans la pratique institutionnelle de l'organisation. Depuis sa création en 2000 jusqu'à la fin de 2009, le Conseil interétatique de l'EURASEC s'est réuni 29 fois dont 13 fois au niveau des chefs d'Etat et 16 fois au niveau des Premiers ministres. Le Conseil des chefs d'Etat de l'OCS s'est réuni 9 fois depuis 2001 en raison d'une fois par an.

On peut observer une différence entre l'EURASEC et l'OCS dans le mode d'organisation des sommets. De 13 sommets des présidents de l'EURASEC, quatre ont été des sommets extraordinaires ou des réunions informelles. Tandis que l'OCS n'a jamais organisé une telle réunion extraordinaire à part les sommets annuels réguliers. En outre, plusieurs événements et initiatives importants ont été annoncés pendant les réunions

extraordinaires de l'EURASEC. Notamment, le sommet extraordinaire du 25 Janvier 2006 à St. Petersburg a été l'occasion pour l'Ouzbékistan d'adhérer à l'EURASEC. L'initiative de l'Union douanière de l'EURASEC a été officiellement annoncée pendant le sommet informel du 16 Août 2006 à Sotchi. Le fonds anti-crise de l'EURASEC avec un montant substantiel de 10 milliards de dollars US a été lancé au cours du sommet extraordinaire de Moscou du 4 Février 2009. Pendant tout dernier sommet informel d'Almaty du 19 Décembre 2009, la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie ont signé un plan d'action en vue de réaliser l'espace économique commun, un niveau élevé d'intégration régionale eurasienne.

La tendance de l'EURASEC à organiser des réunions spontanées à la différence de l'OCS qui se tient aux sommets annuels réside dans la différence entre les influences russe et chinoise en Asie centrale. Malgré la dynamique croissante de l'influence chinoise dans l'espace centrasiatique, la Russie reste toujours l'acteur le plus influent de la région. La Russie a notamment tendance à voir l'Asie centrale comme sa zone d'influence exclusive et se comporte en arbitre des relations centrasiatiques. En outre, le degré de socialisation entre les centrasiatiques et les russes, due à l'héritage soviétique, reste toujours élevé. La *lingua franca* de l'espace post-soviétique en général et de l'espace centrasiatique en particulier est toujours le russe. La plupart des cadres professionnels des pays d'Asie centrale continue à être formé en Russie. Cet état des faits amène naturellement un rassemblement spontané entre la Russie et les pays centrasiatiques en cas des moments de difficulté ou des moments des changements des dynamiques régionales.

Un autre facteur pour expliquer la différence dans la régularité des rencontres de l'EURASEC et de l'OCS peut résider dans les cultures politiques de la Russie et de la Chine. Selon Anna Matveeva et Antonio Giustozzi, la politique étrangère de la Chine évolue mieux selon les schémas bien calculés et ordonnés d'avance car les élites chinoises sont d'une nature cautionnaire et n'aime guère les risques et les événements spontanés. Tandis que la Russie a une culture de politique étrangère qui prospère dans les moments de crise, qui se sent à l'aise avec des positions spontanées, controversées et agressives, qui a une capacité et prédisposition à réagir aux évolutions non attendues.⁴⁰⁷ Ces cultures de politique étrangère russe et chinoise ont pu se refléter dans le fonctionnement de

l'EURASEC et de l'OCS, qui sont en fait perçues comme des organisations russe et chinoise respectivement.

Au fur et à mesure de leur consolidation, d'autres instituts de l'EURASEC et d'OCS sont aussi en train d'acquérir de la régularité et de l'importance. Il s'agit notamment des sommets et des réunions des Premiers ministres. Le Conseil interétatique de l'EURASEC au niveau des Premiers ministres s'est réuni 16 fois pendant 9 ans d'existence de l'organisation. Le Conseil des Premiers ministres de l'OCS, quant à lui, a organisé 6 rencontres annuels depuis 2001. L'écart dans le niveau de consolidation institutionnelle entre l'EURASEC et l'OCS s'observe aussi dans les différences entre les rencontres multilatérales des premiers ministres des pays membres de ces organisations. Comme on peut le voir, les sommets d'EURASEC au niveau des Premiers ministres sont assez plus fréquents par rapport à ceux de l'OCS. Une autre différence qualitative réside dans le fait que les sommets des premiers ministres de l'EURASEC se soldent souvent par la conclusion des accords substantiels. Au contraire, les sommets de l'OCS au niveau des premiers ministres se concluent d'habitude par des déclarations. Quant à l'Organisation de Coopération Centrasiatique, pendant quatre ans de son existence, aucun sommet des premiers ministres n'a été organisé.

B Les discussions autour des organisations centrasiatiques

Les processus parallèles d'institutionnalisation régionale dans l'espace centrasiatique a entamé un débat substantiel au sein des cercles académiques et intellectuels des pays membres de ces organisations. Aussi bien des institutions que des individus se livrent actuellement aux discussions qui portent sur les perspectives et les conséquences de la participation des pays centrasiatiques au sein des trois organisations, les objets de notre étude. Dans un contexte d'appréciation assez molle et négative du potentiel de la société civile dans les processus politiques des pays centrasiatiques, le débat régionaliste se distingue par sa richesse et son intensité. Dans un moment où la position officielle des gouvernements est presque la seule position transposée à toute la société, les

⁴⁰⁷ Matveeva, A. et Giustozzi, A., "The SCO: A regional organization in the making", *Working Paper 39-Regional and Global Axes of Conflict -Crisis States Research Centre*, LSE, September 2008, p. 10.

arguments composant le débat sur l'ordre régional sont paradoxalement assez variés et même contradictoires.⁴⁰⁸

Parmi les participants à ces discussions, on trouve aussi bien des individus que des institutions. Notamment, il y a un nombre important des instituts de recherche, des « think-tanks », qui sont devenus des acteurs importants de ce débat sur les institutions régionales. Certain nombre d'entre eux sont les instituts de recherche affiliés aux gouvernements des pays membres. Il s'agit notamment des instituts dit de la recherche stratégique auprès des présidents des pays centrasiatiques. L'institut des études stratégiques et régionales auprès du Président de la république d'Ouzbékistan⁴⁰⁹, le Centre des études stratégiques auprès du président du Tadjikistan,⁴¹⁰ et l'Institut kazakh des études stratégiques (KISI)⁴¹¹ sont les représentants les plus influents de ce type des institutions. Ces institutions ont été créées dès le début de l'indépendance pour fournir aux dirigeants de leur pays des informations et des guidages nécessaires dans la conduite de leur politique étrangère. Avec l'émergence de la question des institutions régionales comme un sujet primordial dans la politique étrangère des pays centrasiatiques, ces instituts de recherche stratégique se sont naturellement impliqués dans l'élaboration et la promotion des conceptions nationales d'intégration régionale en particulier et d'ordre régional en général.

Parmi ces instituts, le rôle de l'Institut kazakh des études stratégiques est de loin le plus important dans l'organisation du débat sur les questions d'ordre régional. L'Institut est l'initiateur et l'hôte de la Conférence annuelle sur les questions de sécurité régionale en Asie centrale.⁴¹² Outre ces conférences annuelles, le KISI organise aussi des conférences et des tables rondes consacrées aux institutions régionales concernées (OCCA, EURASEC et OCS). Ces conférences et tables rondes sont attendues par les représentants des pays centrasiatiques, de la Russie, de la Chine et des pays de l'Ouest et représentent des plateformes importantes pour la réalisation du débat sur l'ordre régional centrasiatique où les différentes parties concernées ont la chance de présenter et confronter leurs visions à

⁴⁰⁸ Ces observations confirment peut être l'argument de Farkhod Tolipov que la démocratie en Asie centrale ne peut être qu'une démocratie centrasiatique.

⁴⁰⁹ L'Institut de recherche stratégique d'Ouzbékistan ne dispose pas de site internet à ce jour.

⁴¹⁰ Voir : <http://mts.tj/>

⁴¹¹ Voir le site internet de l'Institut : www.kisi.kz

⁴¹² Voir la section dédiée aux conférences du KISI : <http://www.kisi.kz/site.html?id=300> 7 Conférences annuelles sur la sécurité régionale centrasiatique sont organisées jusqu'au maintenant.

celles de leurs collègues.⁴¹³ En outre, l'un des rares livres consacrés exclusivement au concept d'intégration régionale centrasiatique exclusive est publié par l'un des chercheurs affiliés au KISI.⁴¹⁴

Outre ces instituts de recherche gouvernementaux, il y a une tendance récente de la création des instituts de recherche qui soit représentent certaines orientations particulières du développement politique en général et de la politique étrangère en particulier, soit se positionnent comme des lieux de popularisation des méthodes et techniques de politiques publiques. Parmi les premiers, on note l'Institut international de la politique moderne (IIMP) créé en 2003 au Kazakhstan comme « une organisation non gouvernementale spécialisée dans la réalisation des recherches dans les domaines humanitaires et le soutien des projets en vue de former la société civile » dans les pays de la CEI.⁴¹⁵ L'Institut est dirigé par Dariga Nazarbayeva, la fille du Président de la république du Kazakhstan. L'Institut se positionne d'une manière assez comme le promoteur de l'orientation eurasiennne pour le Kazakhstan. Bien que « l'identification des directions de recherche comparative pour les besoins du Kazakhstan et de l'Asie centrale » soit parmi les objectifs de l'Institut, plus de poids est attribué à « l'analyse de l'espace eurasienn et du mécanisme de la réalisation de son potentiel intégrationniste ». L'Institut opte donc pour une orientation politique eurasiennne, représentée par une coopération et intégration étroite entre la Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine, le trio leader de la CEI, comme alternative à l'axe centrasiatique pour le Kazakhstan.⁴¹⁶

L'Institut de Politique Publique (IPP), créé à Bichkek, Kirghizstan en 2005 est représentatif du deuxième groupe des instituts de recherche qui sont versés plus dans

⁴¹³ V. par exemple : KISI (Institut kazakh des études stratégiques), *Bezopasnost i regionalnoie sotrudnichestvo (Sécurité et coopération régionale)*, les travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération régionale en Asie Centrale, Almaty, KISI, 2004, 224 p. ; KISI(Institut Kazakh des études stratégiques), *Problemi ekonomicheskogo I finansovogo sotrudnichestva v ramkax ShOS (Les matériels de la conférence internationale : Problèmes de coopération économique et financière dans le cadre de l'OCS)*, Almaty, 2006, 181 p. ;KISI(Institut Kazakh des recherches stratégiques), *Konsepsii i podxodi k regionalnoi bezopasnosti : Opit, problemi i perspektivi vzaimodeystviya v Tsentralnoi Azii (Concept et approches à la sécurité régionale : Expérience, problèmes et perspectives de coopération en Asie centrale : Les travaux de la 4e Conférence Annuelle d'Almaty)*, Almaty, 2006, 275 p.

⁴¹⁴ Kushkumbayev, Sanat, *Tsentrlnaia Aziia nu putiakh integratsii (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration)*, Almaty: Kazakhstan Press, 2002, 186 p.

⁴¹⁵ www.iimp.kz

⁴¹⁶ Nazarbayeva D., "Spetsifika I perspektivy politicheskogo razvitiya Kazakhstana (Les spécificités et les perspectives du développement politique du Kazakhstan)", *Mezhdunarodniy Institut Sovremennoy Politiki (Institut international de la politique moderne)*, Bulletin n° 3,2003 www.iimp.kz

l'élaboration des méthodes et techniques de gouvernement que la promotion d'une certaine orientation politique. L'Institut de Politique Publique se positionne comme un centre d'analyse et de recherche sensé contribuer à la formation des pratiques de politique publique et élaborer les mécanismes d'interaction constructive entre les instituts gouvernementaux, la société civile, les médias et le monde des affaires.⁴¹⁷ L'Institut est fondé par Murat Imanaliyev, anciennement le Ministre des affaires étrangères du Kirghizstan et le professeur à l'Université américaine à Bichkek. Il est actuellement le secrétaire général de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).⁴¹⁸ Pour les intérêts de notre étude, Muratbek Imanaliyev est aussi l'un des participants les plus actifs du débat sur le régionalisme centrasiatique. Il est notamment l'un des tenants de la nécessité d'élaborer une conception centrasiatique indépendante de régionalisme et, dans cette perspective, a écrit un grand nombre d'articles et d'études.⁴¹⁹ L'Institut s'implique naturellement donc dans les discussions sur l'avenir institutionnel de la région centrasiatique. L'Institut a notamment organisé les représentants des pays centrasiatiques pour discuter les perspectives d'une Union centrasiatique.⁴²⁰

Le Centre d'études politiques (CPS) fondé à Tachkent par Gulnara Karimova, la fille du Président de la république d'Ouzbékistan, compte aussi parmi les Instituts qui se positionnent comme des acteurs non-gouvernementaux dans la formulation des conceptions nationales sur les questions d'ordre économique et sécuritaire de la région centrasiatique.⁴²¹

A côté des acteurs institutionnels, le débat sur l'ordre régional centrasiatique est animé par certains auteurs individuels, des intellectuels qui y contribue d'une manière très importante. Ils sont à l'origine de nombreuses idées et conceptions qui sont devenus essentielles pour comprendre les dynamiques du régionalisme centrasiatique. Parmi ces intellectuels, feu Umirserik Kasenov du Kazakhstan et Farkhod Tolipov de l'Ouzbékistan ont notamment une place particulière. Umirserik Kasenov a été le fondateur du KISI, mentionné ci-dessus, et le conseiller du Président Nursultan Nazarbayev. Farkhod Tolipov,

⁴¹⁷ www.ipp.kg

⁴¹⁸ <http://www.sectesco.org/RU/secretary.asp>

⁴¹⁹ Imanaliyev, M., *Collection d'articles sur l'Asie centrale*, Bichkek: IPP, 2008, 194 p.

⁴²⁰ IPP, "Krugliy Stol: Perspektivi Sozdania Soyuzha Tsentralno-Aziatskih Gosudarstv (Table ronde sur les perspectives de la création d'Union des Etats centrasiatiques)", Institute for Public Policy, Bishkek, 15.11.2007, www.ipp.kg

⁴²¹ <http://www.cps.uz/rus/about/>

autrefois le membre du Conseil de sécurité du Président de l'Ouzbékistan est actuellement le professeur à l'Université Nationale de Tachkent. Ces deux auteurs sont parmi les premiers à étudier les dynamiques des processus régionaux centrasiatique et à appeler à développer l'intégration régionale pour l'Asie centrale. Umirserik Kasenov⁴²² et Farkhod Tolipov⁴²³ ont notamment continué à travailler sur la question d'intégration centrasiatique non seulement en tant que fonctionnaires mais plutôt en tant que citoyens. Bien que les avis de ces deux auteurs varient dans beaucoup de points, il existe néanmoins une convergence dans leur pensée qui consiste à voir l'intégration centrasiatique comme complémentaire nécessaire de développement des Etats individuels de l'Asie centrale. Leurs œuvres sont actuellement devenues incontournables pour la compréhension des sources d'intégrationnisme centrasiatique. La figure d'Andrei Knyazev, qui se définit comme un chercheur russe basé au Kirghizstan est aussi parmi les acteurs les plus actifs du régionalisme centrasiatique. Andrei Knyazev qui est le tenant d'une intégration centrasiatique avec la Russie dissémine aussi bien le savoir sur l'Asie centrale que ses conceptions du centrasianisme par le biais de sa fondation (La fondation d'Andrei Knyazev).⁴²⁴ La fondation a organisé notamment une conférence importante sur les projets alternatifs d'intégration régionale pour l'Asie centrale dont les résultats ont été largement disséminés dans les médias russophones des pays centrasiatiques.⁴²⁵

Chapitre2. L'émergence des institutions régionales en Asie centrale

Les années 1990 sont caractérisées par l'institutionnalisation progressive des relations interétatiques en Asie centrale. La multilatéralisation de ces relations impliquaient

⁴²² Kasenov, U., "Integration and disintegration processes in Post-Soviet space: a view from Kazakhstan"; Kasenov, U., « Problemi kooperatsii i integratsii v Tsentralnoy Azii (Problèmes de coopération et d'intégration en Asie Centrale) »; Kasenov, U., "Central Asia : National, Regional and Global Aspects of Security". Les documents obtenus auprès de la famille de l'auteur.

⁴²³ Voir, parmi beaucoup d'autres : Tolipov, F., « Sravnitelni analiz integratsii v SNG i v Tsentralno Azii (Analyse comparative de la CEI et d'Asie centrale) », *Central Asia and the Caucasus*, 1999 ; Tolipov, F., "Demokratizm, natsionalizm i regionalizm v Tsentralnoy Azii (Démocratisme, nationalisme et régionalisme en Asie Centrale)", *Tsentralnaya Aziya i Kavkaz*, n° 4, 2000 ; Tolipov, F., « Teoriya i praktika regionalnoy integratsii v Tsentralnoy Azii (La théorie et la pratique de l'intégration régionale en Asie Centrale) », *Central Asia and Caucasus*, n° 2002 ; Tolipov, F., "A propos de la "stipulation" géopolitique d'intégration régionale en Asie Centrale", 3ème Congrès du Réseau Asie- IMASIE, 26-28 Septembre, 2008, France.

⁴²⁴ <http://knyazev.org/>

d'une part les pays centrasiatiques eux-mêmes, et d'autre par les pays de l'Asie centrale en rapport avec la Russie et la Chine. Le processus d'institutionnalisation a été initialement lancé autour des idées de la mise en place des structures de la coopération et de l'intégration économique ainsi que de l'établissement des relations de confiance mutuelle entre les pays impliqués.

Le résultat de près de dix ans des relations multilatérales a été l'apparition des organisations régionales, qui représentait une institution exclusivement centrasiatique (Section 1) ainsi que des organisations inclusives au sein desquelles la Chine et la Russie partageaient le statut de membre avec les pays de l'Asie centrale (Section 2).

Section1 L'organisation centrasiatique exclusive

L'idée de l'Asie centrale comme une région distincte n'a pas suffi à la mise en place d'une Union centrasiatique, malgré les premiers pas dans cette direction. L'idée d'une organisation d'intégration a été remplacée par le projet d'une organisation de coopération pour l'Asie centrale (§1). Les raisons substantielles de cette transformation résidaient surtout dans l'absence d'une vision commun quant à la nature et l'orientation de l'organisation centrasiatique (§2).

§1 De l'espace économique commun à l'Organisation de Coopération Centrasiatique

Le lancement des efforts d'une organisation exclusivement ouverte aux Etats de la région centrasiatique a été dû en large partie à l'idée de l'unité de l'Asie centrale. En outre, les jeunes pays de la région ressentaient le besoin d'un cadre plus élargi afin de relancer le dynamisme économique de la région. Les pas pratiques dans cette direction ont été entrepris dès le début des années 1990 avec la promotion de l'idée de l'Union centrasiatique et de l'espace économique commun (A). Cependant, c'est finalement sur

⁴²⁵ Voir, Les matériels de la Conférence internationale de Khojand sur «Projets de coopération et d'intégration pour l'Asie centrale : analyse comparative, potentiel et perspectives » (en russe), 26-28 Juin 2007, Khojand, Tadjikistan.

l'idée d'une organisation internationale de coopération que les Etats se sont mis d'accord au début des années 2000 (B).

A Une décennie des efforts autour de l'idée de la Communauté centrasiatique

La présence de l'idée de centrasianisme a joué un rôle important dans l'initiative du projet de l'Union centrasiatique dès le début des années 1990(1). Pour la réalisation pratique de cette idée, les Etats semblaient avoir adoptée une approche graduelle, car le premier Traité interétatique dans ce domaine a lancé l'idée de l'espace économique commun (2).

(1) Les premiers pas vers une coopération régionale pour la nouvelle région centrasiatique

L'idée de l'élaboration d'une coopération multilatérale englobant cinq pays de l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) date de l'époque soviétique. Le 23 Juin 1990, les premiers secrétaires des républiques soviétiques de Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan se sont réunis à Alma-ata, la capitale de la république kazakhe, pour discuter les perspectives de la coopération au niveau régional. Au terme de leur rencontre, les premiers secrétaires de ces cinq républiques ont signé un accord sur l'approfondissement de la coopération entre les cinq républiques dans les domaines culturel, économique, politique et social.⁴²⁶ La réunion des premiers secrétaires a été accompagnée par les rencontres entre les intellectuels et écrivains, notamment avec les efforts de création d'un mouvement uni des intellectuels de l'Asie centrale.⁴²⁷ Jusqu'à la dissolution de l'URSS, il y a eu lieu encore une réunion le 15 août 1991 à Tachkent dont l'agenda a suivi les lignes générales de la première rencontre. Le 8 Décembre 1991, à Belovezh, Biélorussie, les premiers secrétaires de la République Soviétique Fédérale de la Russie, de l'Ukraine et de Biélorussie ont déclaré la dissolution de l'URRS, en insistant que « l'URSS, en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique, a cessé d'exister », ainsi que la création d'une Communauté des Etats

⁴²⁶ M.B. Olcott, "Ceremony and substance: The illusion of Unity in Central Asia", in M. Mandelbaum (ed.), *CentralAsia and the World*, 1994, p. 26 ; Saidazimova, G., « Integratsiya v Tsentralnoï Azii : realii, vyzovy, vozmojnosti (L'intégration en Asie centrale : réalités, défis, possibilités) », *Central Asia and Caucasus*, 9(3), 2000; Masov, Rahim, Dzumaev, Farhod, "Vers une fédération de l'Asie centrale ?", *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Vol. 59, n° 1, 1991, p. 159.

⁴²⁷ M.B. Olcott, "Ceremony and substance", op.cit., p. 27.

Indépendants, qui était sensé ouverte à tous les autres républiques de l'Union.⁴²⁸ Le 12 Décembre 1991, les premiers secrétaires de cinq républiques centrasiatiques se sont réunis à Achkabat, Turkménistan, pour déclarer leur volonté d'adhésion à la nouvelle Communauté des Etats Indépendants (CEI).⁴²⁹ Cette intention a été réalisée à Alma-Ata, Kazakhstan, le 21 Décembre 1991, quand les leaders de 11 pays désormais indépendants, issus de la dissolution de l'URSS, ont confirmé la cession de l'existence de l'URSS en tant que sujet de droit international et la création de la CEI, qui allait désormais compter 11 Etats membres (Azerbaïdjan, Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Russie et Ukraine).⁴³⁰

Les interactions régionales entre les cinq républiques de l'Asie centrale ont continué après leur accès à l'indépendance politique en 1991. Au début du mois de janvier 1993, Tachkent a accueilli le sommet des chefs d'Etat de Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. Tous ces Etats avaient accédé à l'indépendance tout récemment en 1991 suite à la dissolution de l'URSS. Le 4 Janvier 1993, ils ont solennellement exprimé leur volonté d'être désormais connu sous l'appellation 'Asie centrale' au lieu de celle d' 'Asie moyenne et Kazakhstan'.⁴³¹ Par cette déclaration, ils ont annoncé leur intention de former un marché régional centrasiatique doté de politiques communes dans les domaines monétaire, tarifaire, douanier, d'investissements et d'exportations. Ils ont aussi fait savoir la possibilité de la formation d'une union régionale politique et militaire.⁴³² A partir de cette date, les efforts des interactions politiques entre les républiques centrasiatiques se sont orientés vers la création des structures politiques, économique et militaire en vue de la création d'une union de l'Asie centrale. Toutefois, les accords signés après cette date ne réunissaient plus toutes les cinq républiques. Notamment, la position du Turkménistan vis-à-vis la politique de régionalisme a vécu une transformation la plus radicale. Immédiatement après la dissolution de l'URSS, Saparmurat Niyazov, le président du Turkménistan, avait proposé la création d'une confédération des

⁴²⁸ Chronologie établie par le Centre d'Etudes Russes de l'Institut Norvégienne des Affaires Internationales : <http://www2.nupi.no/cgi-win//Russland/krono.exe?895> accédé le 21 Avril 2010.

⁴²⁹ Olcott, "Ceremony and substance", op.cit. p. 29.

⁴³⁰ Déclaration d'Alma-Ata dans P-M Dupuy, *Les Grands textes de droit international public*, Dalloz, 4e édition, 2004, n° 7, p. 97

⁴³¹ Medvedev, O., "Kazakhstan i Srednaya Aziya obyedinilis v Tsentralnuyu Aziyu (Kazakhstan et Asie moyenne se sont réunis dans Asie centrale) », *Kommersant*, 9 Janvier 1993, www.kommersant.ru

⁴³² IGPI, « Tsentralno-Aziyatskiy Soyuz : Strategicheskaya liniya ili prakticheskaya ulovka ? (L'Union centrasiatique : une ligne stratégique ou un démarche tactique ?) » Monitoring de l'IGPI, janvier 1993, www.igpi.ru

Etats centrasiatiques.⁴³³ Toutefois, avec le temps, le Turkménistan post-soviétique a adopté une attitude critique envers les initiatives d'intégration régionale.⁴³⁴ Au lieu de la politique d'intégration, le leadership turkmène mise actuellement sur l'élaboration d'un statut de neutralité politique reconnu internationalement, ce qui traduit sur le terrain par une politique d'isolationnisme. Car, pour poursuivre cette ligne politique, l'Etat turkmène s'abstient désormais de toute initiative de coopération politique multilatérale.⁴³⁵ La guerre civile, qui s'est éclatée au lendemain de l'indépendance, a pendant longtemps empêché la participation du Tadjikistan dans les processus régionaux centrasiatiques.

(2) Le lancement de l'espace économique commun

Le 10 janvier 1994, Nursultan Nazarbayev, le président du Kazakhstan, a visité Tachkent, Ouzbékistan, où il a rejoint Islam Karimov, le président de l'Ouzbékistan, pour signer « le traité entre la république de Kazakhstan et la république d'Ouzbékistan sur la création d'espace économique commun ». Tout de suite après cette rencontre, Islam Karimov a visité le Kirghizstan pour persuader, avec succès, le leadership de ce pays à rejoindre leur accord bilatéral avec le Kazakhstan.⁴³⁶ Suite à ces manœuvres, le Kirghizstan a officiellement adhéré au traité sur la création d'espace économique commun pendant la rencontre trilatérale entre les leaders du Kazakhstan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan le 30 avril 1994, à Tcholpan Ata, Kazakhstan.⁴³⁷

Le traité du 30 Avril 1994 entre le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan annonçait un espace économique commun entre les trois pays qui supposait la libre circulation de biens, services, capitaux et personnes ainsi que la présence des politiques communes dans les domaines de crédit, budget, taxes, prix, douane et monnaie.⁴³⁸ Cette initiative reposait sur l'unité historique des peuples d'Asie Centrale et visait à faciliter la

⁴³³ Kuchkumbayev, Sanat, *Tsentrlnaia Aziia nu putiakh integratsii* (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration), Almaty: Kazakhstan Press, 2002, p. 42.

⁴³⁴ Ibid. p. 129.

⁴³⁵ Anceschi, Luca, *Turkmenistan's foreign policy: Positive Neutrality and the consolidation of the Turkmen regime*, London, Routledge, 2009, 212 p.

⁴³⁶ IGPI, « Uzbekistan I Kazakhstan: a potchemu by ne obedinit'sya, dajye yesli vse ostalnie etogo ne khotyat (Ouzbékistan et Kazakhstan: pourquoi ne pas se réunir, même si tous les autres n'en veulent pas) ? » Monitoring de l'IGPI, janvier 1994, www.igpi.ru

⁴³⁷ IGPI, « l'Ouzbékistan en Avril, 1994 » Monitoring de l'IGPI, janvier 1994, www.igpi.ru

⁴³⁸ Art. 1 du Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998.

mise en œuvre des réformes économiques afin d'assurer un développement économique des Etats.⁴³⁹ Afin de poursuivre la réalisation des objectifs de l'espace économique commun, les Parties s'engageaient à créer les nouvelles structures de coordination et d'exécution, dont le financement serait défini selon les accords interétatiques séparés,⁴⁴⁰ à adopter les actes législatifs pertinents, ainsi qu'à créer une commission interétatique permanente qui sera chargée de surveiller la réalisation de l'espace économique commun et communiquer les résultats aux gouvernements des Etats membres.⁴⁴¹ L'accord a été conclu pour une durée de validité jusqu'à l'an 2000, avec une extension automatique sauf la volonté de l'une des parties de cesser sa participation six mois avant le terme, et a été ouvert à l'adhésion pour les autres pays de la CEI.⁴⁴²

Dans le prolongement du traité sur l'espace économique commun, les Etats ont signé « l'accord sur le conseil interétatique de la république de Kazakhstan, de la république de Kirghizstan et de la république d'Ouzbékistan », le 10 Février 1995 à Almaty, Kazakhstan. Selon les termes de l'accord, les Parties ont créé le Conseil interétatique, l'organe suprême de l'espace économique commun, représenté au niveau des chefs d'Etats et des chefs des gouvernements des Etats participants.⁴⁴³ Selon l'art. 1 de l'accord, le Conseil interétatique se charge des questions de l'intégration prévues par le traité sur l'espace économique commun et autres accords conclus dans le cadre de la CEI, et réalise ses activités sur la base des principes de reconnaissance mutuelle de souverainetés étatiques, d'égalité et de non-interférence, de refus de l'utilisation de la force, d'inviolabilité de frontières, de résolution pacifique des disputes, de respect des droits et des libertés individuels, ainsi que d'exécution volontaire des obligations et des normes du droit international.⁴⁴⁴ Le Conseil interétatique comprenait un conseil au niveau de premiers ministres des Parties, un conseil au niveau de ministres des affaires étrangères ainsi qu'un conseil au niveau de ministres de la défense.⁴⁴⁵ L'accord a aussi créé un Comité exécutif du Conseil, l'organe permanent du Conseil et qui est constituée comme une organisation internationale, pour réaliser les fonctions de coordination et de

⁴³⁹ Considérants du Traité du 30 avril 1994.

⁴⁴⁰ Id. Art. 5.

⁴⁴¹ Ibid. Art. 12.

⁴⁴² Ibid. Arts. 14-15.

⁴⁴³ Accord sur le Conseil Interétatique de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan et ses institutions, du 10 Février 1995, Almaty, modifié par les accords du 24 juillet 1996 et du 24 juin 1999.

⁴⁴⁴ Id.

consultation, de programmation et d'analyse, d'information et de surveillance de l'implémentation des décisions du Conseil interétatique.⁴⁴⁶ Chaque Etat disposait d'une voix au sein du Conseil et le mode de prise de décision était basé sur le principe de consensus.⁴⁴⁷ Le Conseil interétatique se réunissait selon la nécessité, mais au moins une fois tous les six mois, tandis que les conseils au niveau de premiers ministres et de ministres devraient se réunir au moins une fois tous les trois mois.⁴⁴⁸ Le 8 Juillet 1994, les Etats participants de la Communauté centrasiatique ont créé la Banque centrasiatique de coopération et de développement, avec un office permanent à Almaty et les branches à Bichkek et Tachkent et à un budget initial de 9 millions de dollars US.⁴⁴⁹

B *L'institutionnalisation de la coopération régionale centrasiatique*

Au début, l'idée de l'Union centrasiatique avait l'air de progresser graduellement. Car, dès 1998, les Etats ont décidé d'institutionnaliser le projet de l'espace économique commun en le rebaptisant de la Communauté Economique Centrasiatique (1). Mais, au début du 21^e siècle, les pays ont abandonné l'idée de l'Union centrasiatique. Ils ont opté, à sa place, pour le projet de l'Organisation de Coopération Centrasiatique (2).

(1) *L'existence éphémère de la Communauté Economique Centrasiatique*

Le régionalisme centrasiatique a connu des évolutions importantes au cours de l'année 1998. Tout d'abord, il y a eu un élargissement de l'initiative avec l'adhésion du Tadjikistan, qui était resté en dehors des efforts d'intégration régionale en raison de la guerre civile éclatée aux lendemains de l'indépendance. Le 26 Mars 1998, le Tadjikistan a finalement rejoint les trois pays dans leurs efforts envers la création de l'espace économique commun.⁴⁵⁰ La deuxième évolution a été plutôt d'une nature qualitative. Au

⁴⁴⁵ Ibid. Art. 2.

⁴⁴⁶ Ibid. Art. 3.

⁴⁴⁷ Ibid. Art. 5.

⁴⁴⁸ Ibid. Art. 6-7.

⁴⁴⁹ Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la création de la Banque centrasiatique de coopération et de développement, du 8 Juillet 1994, Almaty, Kazakhstan.

⁴⁵⁰ Protocole sur l'adhésion du Tadjikistan au Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, le 26 Mars 1998.

début, l'ensemble des efforts pour réaliser l'espace économique commun se définissait sous un nom général de l'Union Centrasiatique, dans le langage général.⁴⁵¹ Mais, à partir du sommet du mois de juillet 1998, les leaders des pays participants ont décidé de renommer la Communauté centrasiatique en Communauté Economique Centrasiatique.⁴⁵² Selon Kuchkumbayev, cette décision a signifié le changement d'une approche fédérale vers une approche plus restreinte centrée sur la coopération économique.⁴⁵³

Toutefois, cette résolution des Etats centrasiatiques de concentrer leur attention sur la construction d'un cadre de coopération multilatérale restreinte au domaine économique n'a pas duré longtemps. Pendant le sommet du 5 janvier 2001 à Almaty, Kazakhstan, le président de l'Ouzbékistan, l'un des acteurs le plus influent du régionalisme centrasiatique, a proposé une réforme institutionnelle générale de l'organisation centrasiatique. Précisément, il a proposé de refonder l'organisation régionale en organisant des modifications structurelles et en élargissant des questions et des sujets couverts par ses activités. Pour lui, il y avait un besoin pour un « forum centrasiatique » capable d'apporter des solutions aux préoccupations aussi bien économiques que politiques. L'initiative ouzbèke a été accueillie avec compréhension de la part de ses homologues. Ainsi, le 28 Décembre 2001, les chefs d'Etats des participants de la Communauté Economique Centrasiatique, réunis pour le sommet de Tachkent, ont décidé de transformer la Communauté en Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA).⁴⁵⁴

Le sommet d'Almaty du 5 janvier 2001 a été un tournant important dans l'évolution de la coopération régionale centrasiatique. Pendant le sommet, les chefs d'Etat ont annoncé plusieurs positions politiques qui allaient marquer l'évolution des processus régionaux centrasiatiques. Notamment, les présidents ont dû réévaluer les attentes initiales positives concernant l'intégration économique entre les pays. Islam Karimov a indiqué que la Communauté commençait prendre « la même voie que la CEI » dans ce sens que la plupart des documents adoptés par l'organisation centrasiatique n'étaient toujours pas implémentés. Les divergences entre les stratégies économiques des pays et leurs effets sur

⁴⁵¹ Omarov, Nur, Gosudarstva Tsentralnoy Azii v epokhu globalizatsii: Poiski strategii razvitiia (Les Etats d'Asie central à l'époque de mondialisation: Quêtes pour stratégies de développement), Friedrich Ebert Stiftung, Bishkek, 2008, p. 18 ; Bobokulov, I., "Central Asia: is there an alternative to regional integration", Central Asian Survey, 25(1-2), 2006, p. 77.

⁴⁵² S. Kuchkumbayev, Tsentralnaia Aziia nu putiakh integratsii (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration), Almaty: Kazakhstan Press, 2002, p. 49.

⁴⁵³ Ibid.

⁴⁵⁴ Ibid. p. 139.

la politique d'intégration économique ont été évident. Au contraire, les positions des Etats concernant les questions politiques et, particulièrement, le sujet d'indivisibilité de sécurité allaient de plus en plus vers la convergence. Ils partageaient aussi la conviction que la politique devrait primer sur l'économique dans le contexte régional actuel. Or, dans cette situation, un « forum » (selon Islam Karimov) ou un « congrès » (selon Nursultan Nazarbayev) centrasiatique était plus pertinent qu'une organisation d'intégration économique représentée par la Communauté Economique Centrasiatique.⁴⁵⁵

(2) La création de l'Organisation de Coopération Centrasiatique

Suite à la proposition d'Islam Karimov pour la réorganisation institutionnelle de la Communauté Economique Centrasiatique pendant cette rencontre, les chefs d'Etat des pays membres de la Communauté se sont réunis à Tachkent pour discuter de l'initiative ouzbèke. A la fin de leur rencontre, ils ont issu la déclaration de Tachkent qui annonçait la réorganisation de la Communauté Economique Centrasiatique en l'Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA).⁴⁵⁶ La déclaration de Tachkent est significative des changements des priorités au sein du cadre centrasiatique de la coopération multilatérale. A la différence des documents similaires adoptés pendant les autres sommets de la Communauté qui se fixaient la plupart du temps sur les nécessités de développement d'intégration économique pour l'Asie centrale, les sujets couverts par la déclaration de Tachkent se sont élargis aussi bien par rapport aux domaines traités qu'à l'étendue géographique. A part réaffirmer la nécessité de la coopération générale dans les domaines économique, politique, scientifique, technique ou culturel, les chefs d'Etat ont souligné le besoin d'une coopération plus étroite entre les pays sur la scène internationale pour consolider leur contribution à la sécurité globale et régionale (point 1. Déclaration de Tachkent). Ils ont aussi insisté sur les questions concernant le renforcement de la coopération économique, l'utilisation des ressources hydrauliques de la région, la construction des infrastructures et des systèmes unifiés de transportation et énergétiques,

⁴⁵⁵ "Na sammite glav gosudarstv TsAES obchtchie politicheskie tseli natchali prevalirovat nad ekonomitcheskim (Durant le sommet des chefs d'Etat de CAEC, les objectifs politiques généraux ont commencé prévaloir sur les objectifs économiques)", Panorama, le quotidien kazakhstanaï, n° 1, 12 janvier 2001 <http://panorama.kz/archiv/2001/01.htm> accédé le 22 Avril 2010.

ainsi que la question de la démarcation des frontières entre les pays (points 2-5. Déclaration de Tachkent). Toutefois, les discussions ne se limitaient pas aux questions exclusivement centrasiatiques. La déclaration de Tachkent exprimait aussi les inquiétudes des pays centrasiatiques concernant les évolutions dynamiques ayant lieu dans l'environnement immédiat de la région centrasiatique (le commencement des opérations américaines en Afghanistan à partir du mois d'Octobre 2001) ainsi que les menaces de terrorisme international, d'extrémisme politique et religieux, de problèmes de la drogue et de criminalité organisée (Considérants de la Déclaration). Significativement, ils ont aussi exprimé leurs inquiétudes concernant l'évolution des relations entre l'Inde et le Pakistan et ils ont appelé les gouvernements de ces deux pays à montrer la sagesse politique et à s'abstenir des actions pouvant compromettre la sécurité régionale et globale (point 7 de la Déclaration). D'après l'esprit général de la Déclaration, les préoccupations d'intégration économique cédaient place aux considérations de la consolidation et diversification du dialogue politique pour s'acheminer vers un «espace sécuritaire unifié » fondé sur paix et stabilité régionale. Afin de mieux réaliser ces priorités, les Etats ont déclarés l'émergence de la nouvelle Organisation de Coopération Centrasiatique (Point 10 de la Déclaration).

La création officielle de l'Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA) a eu lieu à Almaty, Kazakhstan, le 28 Février 2002 quand les présidents du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan ont signé le Traité sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique.⁴⁵⁷ Pendant la signature du Traité, les leaders ont souligné la nouvelle situation dans le monde influencée par deux événements majeurs, les attentats du 11 Septembre aux Etats-Unis ainsi que l'intensification des processus de la globalisation, et ont indiqué que la création de l'OCCA a été, en partie, guidée par le souci de répondre à cette nouvelle situation où les questions politiques et sécuritaires se mettent au premier plan.⁴⁵⁸ A la différence des documents fondateurs de la Communauté Economique Centrasiatique, l'objectif de la création d'un espace économique commun est un objectif parmi d'autres. L'attention du Traité sur l'OCCA était majoritairement

⁴⁵⁶ Déclaration de Tachkent des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 28 Décembre 2001.

⁴⁵⁷ Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

⁴⁵⁸ "V Almaty sozdana organizatsiya 'Tsentralnoaziatskoe sotrudnitchestvo' (L'organisation de 'Coopération centrasiatique' est créée à Almaty)", Panorama Quotidien kazakhstanaï, n° 8, mars 2002, <http://panorama.kz/archiv/2002/08.htm> accédé le 22 Avril 2010.

concentrée sur les préoccupations de sécurité régionale ainsi que sur la volonté des Etats centrasiatiques, qui sont en fait tous des Etats privés d'accès à la mer, de développer les moyens de sortie vers le monde extérieur par une meilleure coordination dans les domaines de transports et d'infrastructures.

Les buts de l'OCCA ont été définis comme suivantes par l'Art. 2 du Traité :

- La réalisation d'une coopération dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, écologique, culturel et humanitaire ainsi que de sécurité et stabilité régionale ;
- Le soutien mutuel dans la prévention des menaces à la souveraineté et à l'unité territoriale des Etats membres ;
- La lutte contre la criminalité régionale et transnationale, notamment dans les domaines de criminalité de la drogue, de crime organisé, de migration illégale et de terrorisme ;
- La coordination des efforts dans la formation graduelle de l'espace économique commun ;
- La coopération dans la construction d'une infrastructure commune des systèmes de transports et de communications ainsi que des systèmes énergétiques unifiés ;
- La politique coordonnée dans le domaine de contrôle frontalier et douanier ;
- La coopération dans le domaine de politique tarifaire ;
- La réalisation des activités coordonnées dans le domaine d'utilisation rationnelle et mutuellement avantageuse des objets hydrauliques, des ressources hydro-énergétiques et de constructions de gestion d'eau ;
- La contribution au renforcement du potentiel spirituel des peuples des Etats membres par la coopération culturelle, scientifique, technique, éducative, sportive et touristique ;
- Ainsi que la coopération dans d'autres directions d'intérêt mutuel.

Le Traité du 28 Février 2002 a introduit des modifications institutionnelles importantes.⁴⁵⁹ Notamment, l'organe principal de l'OCCA a été défini comme le Conseil des chefs d'Etats et des Premiers Ministres. Le Conseil au niveau des chefs d'Etats devrait

⁴⁵⁹Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

se réunir au moins une fois par an tandis qu'au niveau des Premiers Ministres, le Conseil se réunirait selon la nécessité.⁴⁶⁰ Le Conseil interétatique comme l'organe de travail a été aboli et remplacé par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères. En tant que tel, le Conseil des Ministres était chargé des questions liées aux activités de l'OCCA et des consultations au niveau de l'OCCA sur les questions internationales.⁴⁶¹ Additionnellement, pour gérer les activités quotidiennes de l'OCCA, un Comité des Coordinateurs Nationaux a été créé.⁴⁶²

§2 Les facteurs derrière l'évolution irrégulière de l'organisation centrasiatique

Malgré l'enthousiasme initial, plusieurs difficultés se sont dressées dans le chemin de l'idée de l'Union centrasiatique (A). Ces barrières découlaient surtout de la cristallisation des tendances vers la défragmentation de la région (B).

A Les difficultés de la réalisation de l'idée de la Communauté centrasiatique

L'initiation des processus d'intégration régionale centrasiatique a été saluée comme « un phénomène nouvel d'une manière positive et principale pour la région ». Car, le renforcement de l'indépendance et de la souveraineté de nouveaux pays de l'Asie centrale n'est réalisable que par la présence simultanée des efforts de consolidation de coopération et d'intégration entre les pays centrasiatiques.⁴⁶³ Après la signature du premier traité entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sur l'espace économique commun, la consolidation institutionnelle a été réalisée d'une manière plutôt rapide. A part la création des institutions et d'organes de l'organisation régionale centrasiatique, les parties ont conclu plus de 150 accords dans le cadre la Communauté Economique Centrasiatique entre 1995-2001.⁴⁶⁴ Toutefois, l'évolution institutionnelle de la Communauté centrasiatique n'a pas été suivie d'un approfondissement normative dans d'autres domaines et d'une implémentation réelle

⁴⁶⁰ Id. Art. 5.

⁴⁶¹ Ibid. Art. 6.

⁴⁶² Ibid. Art. 7.

⁴⁶³ Kasenov, U. (document obtenu auprès de la famille de l'auteur), « Problemi kooperatsii i integratsii v Tsentralnoï Azii (Problèmes de coopération et d'intégration en Asie Centrale) », 1998.

⁴⁶⁴ Kuchkumbayev, Sanat, Tsentralnaia Aziia nu putiakh integratsii (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration), Almaty: Kazakhstan Press, 2002, p. 43.

sur le terrain. Cet état des choses a été déjà constaté par les chefs d'Etat des Parties au traité sur l'espace économique commun, qui en 1996 soulignait l'écart entre l'évolution institutionnelle de l'organisation d'une part, et le développement normatif du cadre de coopération multilatérale ainsi que l'implémentation des obligations annoncées dans les traités fondateurs de l'espace économique commun, d'autre part.⁴⁶⁵

En outre, les priorités économiques annoncées par les traités et les accords conclus dans le cadre de l'espace économique commun ont commencé être éclipsées par les questions politiques et sécuritaires. Durant cette période, le contexte de la région centrasiatique est marqué par la détérioration de la situation sécuritaire en Afghanistan, la guerre civile au Tadjikistan, la divergence des approches entre les pays dans les domaines politiques, sociaux et de l'utilisation des ressources naturelles, les ambiguïtés de l'attitude russe vers la région. Ces soucis sécuritaires et les divergences politiques influençaient négativement les chances de réalisation de la coopération économique régionale. Cette délégation au deuxième plan de la question de la coopération économique multilatérale au profit de l'agenda sécuritaire était déjà évidente pendant le sommet de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, de la Communauté Economique Centrasiatique, organisée le 14 Juin 2000. Il faut rappeler que cette réunion avait eu lieu un an et demi avant la réorganisation de la Communauté Economique Centrasiatique pour englober les questions politiques et sécuritaires. Les sujets discutés pendant le sommet et les déclarations des chefs d'Etat ont essentiellement porté sur le sujet de la situation en Afghanistan, sur les problèmes d'extrémisme religieux et de terrorisme, sur les spéculations concernant les conflits frontaliers entre les pays, etc.⁴⁶⁶

B Les sources de refroidissement des pays centrasiatique à l'idée de l'intégration régionale centrasiatique

Selon Sanat Kuchkumbayev, l'enthousiasme initial entourant l'institution de l'organisation centrasiatique peut s'expliquer par le contexte post-soviétique immédiat au

⁴⁶⁵ Décision des chefs d'Etats de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la réalisation du Traité sur la création d'espace économique commun, du 6 Mai 1996, Bichkek, Kirghizstan.

⁴⁶⁶ "Na sammité TsAES v Duchanbe obsuzhdenie problem regionalnoy bezopasnosti zatmilo problemy ekonomitcheskoï integratsii (Pendant le sommet de CAEC à Douchanbe, la discussion des problèmes de

début des années 1990. La décomposition de l'espace soviétique intégré, la détérioration de la situation socio-économique et géopolitique aussi bien en Asie centrale que dans l'espace post-soviétique en général poussait naturellement les Etats vers une solidarité.⁴⁶⁷

Une deuxième raison de l'actinisation des efforts d'intégration régionale centrasiatique, particulièrement de la part du Kazakhstan, résidait dans l'attitude initiale passive de la Russie envers la région. Toutefois, la situation a commencé à changer après plusieurs années. Les pays centrasiatiques ont commencé prendre les voies différentes. La Russie a, au contraire, commencé reprendre son rôle d'acteur majeur dans la politique centrasiatique. Vers la fin des années 1990, le Kazakhstan se positionnait déjà comme le champion d'intégration avec la Russie et les autres pays de la CEI. Cette attitude de la politique étrangère kazakhe ne laissait pas indifférent l'autre pays important de la région, l'Ouzbékistan, qui s'exprimait régulièrement contre les efforts de réintégration au niveau de l'espace post-soviétique sur la base des principes supranationales. Au début des années 2000, le Kazakhstan était le membre de la Communauté Economique Centrasiatique (avec le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) et, aussi, de la Communauté Economique Eurasiennne, instituée par l'initiative kazakhe et qui comprenait la Russie, la Biélorussie, le Kirghizstan et le Tadjikistan, dans le même temps. Tandis que l'Ouzbékistan, à part sa participation dans la Communauté Economique Centrasiatique, faisait partie aussi d'une autre organisation régionale post-soviétique GUUAM (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Arménie, Moldavie), qui rassemblait les pays post-soviétiques avec une approche critique vers l'influence de la Russie.⁴⁶⁸

En outre, l'évolution de la situation au sein des systèmes politiques des pays individuels a aussi commencé peser sur les chances de l'intégration économique. Notamment, après plusieurs attentats meurtriers dans la capitale de l'Ouzbékistan contre le président et le gouvernement, l'élite ouzbèke a adopté une politique domestique et étrangère contraignante, basée sur la prévalence des organes de sécurité et de police. Cette situation a aussi affecté d'une manière négative les processus de la libéralisation économique en Ouzbékistan. Pour sécuriser ses frontières avec ses voisins, l'Ouzbékistan a depuis établi des régimes de contrôle des frontières très strictes, qui allaient contre ses

sécurité régionale a éclipsé les problèmes d'intégration économique)", Quotidien kazakhstanais, n° 24, 16 Juin 2000 <http://panorama.kz/archiv/2000/24.htm> accédé le 22 Avril 2010.

⁴⁶⁷ S. Kuckumbaev, op.cit., p. 43.

obligations dans le cadre de la Communauté Economique Centrasiatique. L'Ouzbékistan étant situé au centre de la région, son attitude d'isolationnisme commercial a aussi compromis l'état de la coopération économique multilatérale au niveau de l'Asie centrale toute entière.

Au moment de la réorganisation de la Communauté Economique Centrasiatique en l'Organisation de Coopération Centrasiatique, les processus politiques régionaux ont été donc marqués par la présence simultanée des tendances contradictoires. Notamment, Sanat Kuchkumbaev relevait, à côté des efforts de l'intégration régionale, la présence des tendances désintégrationnistes qui découlait des efforts de création des Etats-nations séparés, la concurrence entre les pays sur les plans politiques et économiques, ainsi que l'établissement des contacts indépendants séparés et indépendants avec le monde extérieur.⁴⁶⁹

Section2 Les organisations centrasiatiques inclusives

A la différence de l'organisation centrasiatique exclusive, les organisations incluant la Russie et la Chine, qui sont l'EURASEC et l'OCS respectivement, ont suivi une trajectoire plus ou moins cohérente et constante. L'EURASEC s'est formée à partir des efforts de la réintégration au sein de la CEI (§1). Quant à l'OCS, elle est fonction de la volonté des pays participants du processus des négociations de Shanghai d'institutionnaliser l'esprit de confiance mutuelle développé pendant le processus (§2).

§1 L'EURASEC

La création de l'EURASEC a été rendu possible par la prise de conscience des certains participants des efforts non-conclus de la ré-intégration au sein de la CEI, d'entreprendre des pas réels vers l'intégration économique, même au prix de la réduction

⁴⁶⁸ Id. P. 140.

⁴⁶⁹ Ibid.

des cercle des participants (A). Dans leur démarche, ils ont été surtout guidés par les dynamiques des relations avec la Russie (B).

A La création de l'EURASEC

Après plusieurs années d'efforts autour de l'idée d'une ré-intégration couvrant tous les pays de la CEI (1), c'est finalement dans le format de cinq qu'a été lancée l'EURASEC (2).

(1) Les efforts de la réintégration plus étroite au sein de la CEI

L'adhésion à la Communauté des Etats Indépendants (CEI) a été le premier pas vers un régionalisme élargi à plusieurs dimensions adopté par les pays d'Asie Centrale en 1992.⁴⁷⁰ L'établissement de la CEI s'expliquait par l'impossibilité d'une rupture immédiate avec un espace politique et économique formé et développé pendant plus de soixante-dix ans.⁴⁷¹ L'intention initiale des parties était de faire de la CEI une nouvelle forme d'intégration parmi les ex-républiques soviétiques. Mais, les développements ultérieurs dans l'espace post-soviétique indiquaient que la désintégration l'a emporté au sur l'intégration.⁴⁷² La création de la CEI s'expliquait par le souci des nouveaux pays de prévenir un chaos politique et de conserver la stabilité économique, politique ainsi que sécuritaire dans une ère post-soviétique immédiate. Il devient clair que la CEI n'est qu'un mécanisme provisoire pour permettre aux nouveaux pays d'asseoir leurs relations réciproques sur les nouveaux principes.⁴⁷³ Par conséquent, malgré la conclusion de centaines de traités dans le cadre de la CEI, l'organisation se trouvait déjà dans un état amorphe vers le milieu des années 1990.⁴⁷⁴

Si cet état amorphe de la CEI satisfaisait certains des pays membres, comme l'Ukraine et l'Ouzbékistan, il y avait un autre groupe parmi eux qui voulait poursuivre

⁴⁷⁰ Déclaration d'Alma-Ata dans P-M Dupuy, *Les Grands textes de droit international public*, Dalloz, 4^e édition, 2004, n° 7, p. 97. Pour une introduction sur la CEI, voir : Yakemtchouk, "La Communauté des Etats Indépendants – CEI", *Annuaire Français du Droit Internationale*, 1995, 245-260.

⁴⁷¹ G. Gleason, "Inter-State Cooperation in Central Asia from the CIS to the Shanghai Forum", *Europe-Asia Studies*, Vol.53, n° 7, 2001, p. 1078.

⁴⁷² U. Kasenov, "Integration and disintegration processes in the Post-Soviet space : a view from Kazakhstan".

⁴⁷³ F. Tolipov, *Sravnitelniy analiz integratsiy v SNG i v Tsentralnoy Azii* (Analyse comparatif des intégrations au sein de la CEI et d'Asie Centrale), *Tsentrlnaya Azia i Kavkaz*, n° 5 (6), 1999, www.ca-c.org

⁴⁷⁴ R. Petrov, "Regional integration in the post-USSR area: Legal and institutional aspects", *Law & Bus. Rev. Am.*, 2004, p. 637; Zh. Kembaev *Legal Aspects*, op.cit., p.129.

dans la voie de la réintégration de l'espace post-soviétique. Au sein de ce groupe, ce sont la Russie et le Kazakhstan qui ont joué un rôle plus actif dans le lancement de plusieurs efforts d'intégration. Si la volonté de la Russie de maintenir son influence dans l'espace post-soviétique est évident, le Kazakhstan, et dans une moindre mesure, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont intérêt dans la restauration et la maintenance des liens traditionnels au niveau de l'ancien URSS, car la décomposition de celle-ci est à l'origine de la décontraction dramatique des économies nationales des pays.⁴⁷⁵

Tout d'abord, ce sont la Russie et la Biélorussie qui ont concrétisé les aspirations de l'intégration plus étroite dans l'espace post-soviétique par l'adoption d'un accord sur la création d'Union Douanière le 6 Janvier 1995. Le Kazakhstan a adhéré au traité selon les mêmes termes, seulement deux semaines après sa signature, le 20 janvier 1995.⁴⁷⁶ Plus tard, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont rejoint le trio de l'Union douanière.⁴⁷⁷ La décision de créer une union douanière était ordonnée par des objectifs généraux (a) d'assurer le progrès économique et social en éliminant les barrières à la coopération économique entre les sujets économiques des deux pays ; (b) de garantir un développement durable des économies, les échanges commerciaux libéralisés et la libre et saine concurrence ; (c) le renforcement de la coordination des politiques économiques entre les pays et le développement des systèmes économiques nationaux ; (d) la création des conditions nécessaires pour la formation d'un espace économique commun ; (e) la création des conditions nécessaires pour la sortie des économies des membres de l'Union douanière dans les marchés mondiaux.⁴⁷⁸ L'Union douanière serait construite sur les principes suivants :

- La présence d'un territoire douanier unifié des Etats membres de l'Union douanière qui serait réalisé par (a) l'élimination des tarifs, taxes et enlèvements douaniers ainsi que des mesures d'équivalence et des restrictions quantitatives dans les échanges des biens en provenance des territoires des pays participants ; (b) la présence d'un régime commercial unifié, de tarifs douaniers communs et de mesures non-tarifaires de régulation douanière envers les parties tiers ; (c) la

⁴⁷⁵ Id.

⁴⁷⁶ Accord sur l'Union Douanière, entre la Fédération de Russie et Belarus, d'une part, et la République de Kazakhstan d'autre part, du 20 Janvier 1995.

⁴⁷⁷ Traité sur l'adhésion de la République Kirghize à l'Accord sur l'Union Douanière, du 29 Mars 1996 ;

Traité sur l'adhésion de la République de Tadjikistan à l'Accord sur l'Union Douanière, du 26 Février 1999.

⁴⁷⁸ Art. 1.1 du Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Douanière, du 6 Janvier 1995.

formation des mécanismes d'interactions avec les pays tiers et les organisations internationales.

- La présence d'un mécanisme unique pour la régulation des économies, basé sur les principes de marché et de législation unifiée.⁴⁷⁹

Toutefois, la situation avec l'implémentation des termes du traité sur l'Union douanière est restée similaire à celle de la Communauté Economique Centrasiatique jusqu'à la fin des années 1990. Le déclin économique général caractérisant l'espace post-soviétique des années 1990, la divergence continue entre les politiques économiques ainsi que les désaccords sur la politique commerciale restreignaient sérieusement la capacité et la volonté des Etats de traduire les termes de l'Union douanière en pratique.⁴⁸⁰ Dans cette situation, les Etats se contentaient des tentatives modestes pratiques ainsi que par les réaffirmations de leur volonté d'intégration. Ainsi, le 29 Mars 1996, les dirigeants de Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan et Russie ont signé le Traité sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire qui confirmait « leur participation dans le cadre de la CEI et leur volonté de poursuivre, au sein de la CEI, les processus d'intégration ».⁴⁸¹ Dans le même esprit, le 28 Avril 1998, les présidents de Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan et Russie ont issu une déclaration sur « les dix pas vers le peuple ».⁴⁸² Par cette déclaration, les Etats réaffirmaient « leur résolution ferme de donner un nouveau souffle aux processus d'intégration » et annonçaient leur décision de former un espace économique commun, fondé sur l'Union douanière, la libre circulation des biens, services, capitaux et personnes ainsi que le développement des systèmes de transportation, énergétiques et informatiques unifiés.⁴⁸³ Dans la réalisation de ces intentions répétées de l'intégration économique, les chefs d'Etat de Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie et Tadjikistan se sont rassemblés pour signer un Traité sur l'Union douanière et l'Espace économique commun le 26 Février 1999.⁴⁸⁴ Ce document,

⁴⁷⁹ Art. 1.2 du Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Dounaïère, du 6 Janvier 1995.

⁴⁸⁰ Zh. Kembayev, *Legal Aspect*, op.cit., p. 131

⁴⁸¹ Traité entre la Fédération de Russie, la République Bélarusse, la République de Kazakhstan et la République Kirghize sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996, Moscou, Russie ; voir : Zh. Kembayev, *Legal Aspects of the Regional Integration*, op.cit., p. 131.

⁴⁸² Déclaration sur « Les Dix pas simples vers le peuple », du 28 Avril 1998.

⁴⁸³ Id.

⁴⁸⁴ Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999, Moscou, Russie.

assez imposant si on le compare aux documents similaires dans l'espace post-soviétique, comprenait un cadre d'action détaillée pour compléter la réalisation de l'Union douanière et, ensuite, la formation d'un marché unique dans la forme d'un zone économique commun.⁴⁸⁵ Cet accord a ouvert la voie pour l'établissement d'une nouvelle organisation, de la Communauté Economique Eurasienne, soutenue par la volonté des Etats participants de se doter finalement d'une organisation de l'intégration économique de nouveau type, efficace et fonctionnel.

(2) La formation de l'EURASEC

Le 10 Octobre, 2000, Astana a accueilli la réunion du Conseil interétatique des pays participants de l'Union douanière, présidée par Nursultan Nazarbayev. La réunion a commencé avec des évaluations positives, de la part des chefs d'Etat, des efforts entrepris dans le cadre de l'Union douanière. Pour entériner les réussites de ses efforts et entamer une nouvelle étape dans la construction de l'intégration entre les pays, les chefs d'Etat ont décidé de constituer une nouvelle organisation régionale, dotée d'une personnalité juridique propre et des compétences supranationales, transférées par les Etats membres sur la base volontaire.⁴⁸⁶ Ils ont ainsi adopté le Traité annonçant l'établissement de la Communauté Economique Eurasienne (EURASEC), regroupant la Biélorussie, Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et la Tadjikistan.⁴⁸⁷ Les buts de l'EURASEC sont ceux définis par les traités sur l'Union Douanière du 20 janvier 1995, sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire du 29 Mars 1996, ainsi que sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999.⁴⁸⁸

Selon le nouvel cadre juridique et institutionnel de l'intégration économique entre les pays, la Communauté Economique Eurasienne (l'EURASEC) est une organisation internationale, dotée des compétences accordées par les Etats membres sur les bases volontaires.⁴⁸⁹ La composition institutionnelle de l'EURASEC est suivante :

⁴⁸⁵ Zh. Kembayev, Legal Aspects of the Regional Integration, op.cit., p. 133.

⁴⁸⁶ "Prezidenty 'pyaterki' Tamojennogo soyuza podpisali dogovr o sozdanii Evraziiskogo ekonomicheskogo obchestva (Les présidents du 'quintuplet' de l'Union douanière ont signé l'accord sur la création de la Communauté Economique Eurasienne)", Panorama Le quotidien kazakhstanaï, n° 40, 13 Octobre 2000 <http://panorama.kz/archiv/2000/40.htm> accédé le 23 Avril 2010.

⁴⁸⁷ Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan.

⁴⁸⁸ Art; 2 du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan.

⁴⁸⁹ Id. Art. 1. Voir, Règlement sur le Conseil Inter-Etatique de l'EURASEC, du 31 Mai 2001.

- Le Conseil Interétatique, l'organe suprême de l'organisation et composé des chefs d'Etats et des gouvernements des Etats membres. Le Conseil interétatique s'occupe du traitement des questions principales, liées aux intérêts communs des Etats membres, de la définition de stratégie générale, directions et perspectives du développement futur de l'intégration et de la prise des décisions concernant la réalisation des buts et objectifs de l'EURASEC. Le Conseil donne des directions au Comité d'intégration, l'organe exécutif de l'EURASEC, soumet des demandes et des recommandations auprès de l'Assemblée Interparlementaire de l'EURASEC ainsi que des requêtes auprès de la Cour de la Communauté. Le Conseil se réunit au moins une fois au niveau des chefs d'Etats et pas moins de deux fois au niveau des premiers ministres. Le Conseil peut prendre des décisions pour créer des organes subsidiaires de l'EURASEC.⁴⁹⁰
- Le Comité d'intégration est l'organe exécutif permanent de l'EURASEC. Il est composé des adjoints des premiers ministres des Etats membres. Les tâches principales du Comité d'intégration est d'assurer la coopération et les interactions entre les organes de l'EURASEC, de préparer les recommandations sur l'agenda des réunions du Conseil interétatique ainsi que les projets des décisions et des documents du Conseil, de préparer les recommandations en vue de définir le budget de l'EURASEC et de contrôler son application, et de surveiller l'implémentation des décisions du Conseil interétatique. Pour la réalisation de ses fonctions, le Comité prend les décisions dans le cadre de ses compétences, soumet au Conseil interétatique un rapport annuel sur l'état de la Communauté, sur la réalisation de ses objectifs, sur l'état de budget et de sa réalisation ainsi que sur ses activités propres, considère les mesures en vue de réaliser les buts de la Communauté, peut soumettre des recommandations au Conseil interétatique, des recommandations et requêtes à l'Assemblée interparlementaire et des requêtes auprès de la Cour de la Communauté. Le Comité d'intégration se réunit au moins une fois tous les trois mois. Pendant les intervalles, le travail courant du Comité est réalisé par la Commission des représentants permanents. Le comité est aussi doté d'un Secrétariat chargé d'assurer le fonctionnement et le soutien technique et informationnel du Conseil interétatique et du Comité d'intégration.⁴⁹¹ Les détails du fonctionnement du Comité d'intégration et de la Commission des représentants permanents sont définis par le Règlement sur le Comité d'Intégration de l'EURASEC

⁴⁹⁰ Ibid. Art. 5.

⁴⁹¹ Ibid. Art. 6.

et le Règlement sur la Commission des représentants permanents de l'EURASEC, du 31 mai 2001.

- L'Assemblée interparlementaire est l'organe de la coopération parlementaire dans le cadre de l'EURASEC, chargée des questions d'harmonisation (rapprochement, unification), des législations nationales et d'assurer leur conformité avec les traités et accords conclus au sein de l'EURASEC. Elle est constituée des parlementaires délégués par les parlements nationaux. Parmi les compétences de l'Assemblée interparlementaire sont l'élaboration des bases de législation dans le domaine des relations contractuelles, adopter les projets types sur la base desquels sont élaborés les actes législatifs nationaux, ainsi que soumettre des recommandations au Conseil interétatique, des recommandations et requêtes au Comité d'intégration et des requêtes auprès de la Cour de la Communauté.⁴⁹²
- La Cour de la Communauté est chargée d'assurer l'implémentation uniforme, par les parties contractantes, des termes du traité sur l'EURASEC ainsi que des autres accords et décisions conclus dans le cadre de l'EURASEC. La cour de la Communauté est aussi chargée de la résolution des disputes de caractère économique entre les Parties qui découlent de la réalisation des obligations et des décisions contractées dans le cadre de l'EURASEC. La composition de la Cour est formée des représentants des Parties contractantes qui peuvent envoyer jusqu'à deux représentants chacune. C'est l'Assemblée interparlementaire qui nomme les juges, sur la recommandation du Conseil interétatique, pour une durée de six ans.⁴⁹³ Toutefois, la fonction de la Cour de l'EURASEC est actuellement réalisée par la Cour Economique de la CEI, selon l'Accord entre l'EURASEC et la CEI sur la réalisation des fonctions de la Cour d'EURASEC par la Cour Economique de la CEI, du 3 Mars 2004.

A la différence des autres organisations régionales dans l'espace post-soviétique, l'EURASEC a adopté des modes de prises de décision différenciés selon les organes. Le Conseil interétatique prend les décisions sur la base du principe de consensus, sauf les décisions concernant la suspension et l'exclusion de la Communauté, qui sont décidées selon le principe « consensus moins la voix de la partie concernée » par la décision. Au sein du Comité d'intégration, les décisions sont prises selon le principe de la majorité de deux tiers des voix. Si la décision obtient les votes de quatre parties mais n'a pas rassemblé

⁴⁹² Ibid. Art. 7.

les deux tiers des voix, elle est renvoyée devant le Conseil interétatique. Le nombre des voix que dispose chaque Partie au sein du Comité d'intégration est défini selon le montant de sa contribution financière au budget de la Communauté. Actuellement, les nombres de votes sont distribués comme suivant :

- La Biélorussie dispose de 20 voix ;
- Le Kazakhstan dispose de 20 voix ;
- Le Kirghizstan dispose de 10 voix ;
- La fédération de la Russie dispose de 40 voix ;
- Le Tadjikistan dispose de 10 voix.⁴⁹⁴

B Les dynamiques qui ont entraîné l'émergence de l'EURASEC

Plusieurs facteurs, de nature objective et subjective, ont joué un rôle important dans l'émergence de l'EURASEC comme une organisation internationale. Ils concernent la situation dans laquelle se sont trouvées les Etats post-soviétiques, l'amélioration des conditions financières des Etats post-soviétiques vers le début des années 2000, la décision de la Russie de s'impliquer sérieusement dans la construction de l'EURASEC ainsi que la volonté de ses partenaires d'accommoder le facteur russe.

Après la dissolution de l'URSS, les Etats post-soviétiques se sont retrouvés dans une situation difficile à cause de la décomposition d'un système économique intégré. Pour renforcer leur indépendance et souveraineté ainsi qu'assurer le bien-être de leurs populations, les Etats doivent développer leurs systèmes économiques, accroître la production industrielle et intégrer les marchés internationaux. Toutefois, à l'exception des domaines d'énergie, les Etats post-soviétiques n'ont pas fait l'objet des investissements étrangers à l'échelle large pour développer leurs industries. En outre, les marchés internationaux, notamment les marchés des pays développés restent fermés à la majorité des biens et des services produits dans l'espace post-soviétique. Dans cette situation, les post-soviétiques doivent se tourner de plus en plus vers une intégration économique entre eux-mêmes. Ils ont aussi besoin de coordination et de solidarité pour mieux négocier les

⁴⁹³ Ibid. Art. 8.

⁴⁹⁴ Entre 2005 et 2008, l'Ouzbékistan a été le membre de l'EURASEC. Durant cette période, les voix au sein du Comité ont été distribués comme suivant : la Russie disposait de 40 voix, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan disposaient de 15 voix chacun, le Kirghizstan et le Tadjikistan disposait de 7.5 voix chacun.

termes de leur intégration au sein des systèmes des échanges multilatéraux, comme l'OMC.⁴⁹⁵

L'évolution des marchés internationaux, marquée par l'augmentation des prix pour les ressources d'énergie, a créé une situation favorable pour l'état financier des pays post-soviétiques au début des années 2000. Les pays comme la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan ou le Turkménistan disposent des larges réserves des ressources naturelles de pétrole, gaz, or, uranium, etc. L'augmentation des prix du gaz et du pétrole ont notamment permis aux Etats de se doter de réserves financières étatiques substantielles. Notamment, au 1 Décembre 2007, la Russie disposait de réserves financières s'élevant à plus de 460 milliards de dollars US tandis que les réserves du Kazakhstan dépassaient 38 milliards de dollars US. Cette situation a permis aux Etats de considérer des projets économiques communs qui vont au-delà des du domaine des matières premières et se concentrent sur la création des chaines industriels et sur le renforcement des échanges économiques réciproques.⁴⁹⁶

Parmi les facteurs subjectifs, le changement dans l'approche de la Russie à l'intégration économique dans l'espace post-soviétique est essentiel. Bien que la Russie a toujours fait partie du groupe pro-intégrationniste au sein des pays de la CEI, avec la Biélorussie et le Kazakhstan, jusqu'à la fin des années 1990, l'administration russe ne s'impliquaient pas d'une manière substantielle dans les projets d'intégration économique. Mais, avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir ainsi que la consolidation de la situation financière de l'Etat russe grâce aux prix du pétrole et du gaz, la Russie a commencé de monter un intérêt plus élevé à l'intégration économique post-soviétique. Dans la consolidation de cet intérêt, M. Golovnin voit deux raisons principales. D'abord, la Russie est en train de consolider ses positions politiques et stratégiques sur la scène mondiale et veut s'appuyer sur un groupe d'Etats alliés dont les politiques étrangères sont orientées vers la Russie. Deuxièmement, les Etats post-soviétiques représentent un intérêt économique réel pour les cercles économiques, financiers et industriels de la Russie, notamment grâce à la présence du potentiel énergétique et de transit dans leurs

⁴⁹⁵ R. Petrov, "Regional integration in the post-USSR area: Legal and institutional aspects", op.cit.

⁴⁹⁶ Zh. Kembayev, *Legal Aspects*, op.cit., p. 135.

territoires.⁴⁹⁷ Sous l'influence de ces facteurs, la Russie a commencé concrétiser ses intérêts par des actions sur le terrain. Notamment, la Russie a introduit des modifications à sa politique des investissements qui était essentiellement tournée vers l'Europe de l'Ouest. A partir du début des années 2000, l'Etat et les entreprises russes ont commencé canaliser des larges investissements vers les pays de l'EURASEC. Ainsi, les investissements russes dans les pays de l'EURASEC s'élevaient à plus de 4 milliards de dollars US en 2008 tandis qu'ils étaient seulement autour de 555 millions de dollars US en 2000.⁴⁹⁸

Bien que le rôle de la Russie soit essentiel pour le succès de l'EURASEC, la contribution des autres pays membres est aussi importante. Notamment, le Kazakhstan a joué un rôle substantiel dans la construction de l'EURASEC.⁴⁹⁹ C'était notamment le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev qui avait lancé l'idée d'une Union Eurasienne dans le discours qu'il a prononcé à l'Université de Moscou en 1994. Selon lui, pour éviter la marginalisation dans le monde, les pays post-soviétiques devraient aussi prendre la direction vers l'intégration.⁵⁰⁰ La signature du traité sur l'établissement de l'EURASEC en 2000 était donc en quelque sorte la réalisation de la vision d'intégration eurasiennne de Nursultan Nazarbayev.⁵⁰¹

§2 L'Organisation de Coopération de Shanghai (l'OCS)

L'OCS s'est formée sur la base des négociations du Groupe de Shanghai, entamée au début des années 1990, impliquant la Chine et les anciennes républiques de l'URSS ayant des frontières communes avec l'Etat chinois (A). La transformation du processus de Shanghai en l'Organisation de Coopération de Shanghai n'a pas manqué de susciter l'intérêt de la communauté internationale du fait de sa taille impressionnante. En outre,

⁴⁹⁷ M. Golovnin, "Problemy i perspektivy integratsionnoy gruppirovki Evrazes (Problèmes et perspectives de groupement intégrationniste d'EURASEC)", *Evraziyskaya ekonomicheskaya integratsiya*, n° 1, 2008, pp. 27-44.

⁴⁹⁸ B. Heifetz, « Russian direct investments in EURASEC and their role in energy and transport infrastructure development in Eurasia », *Eurasian Integration Yearbook*, 2009, pp. 127-141.

⁴⁹⁹ G. Rakhmatullina, "Regionalnoe sotrudnichestvo v SNG (La coopération régionale dans la CEI)", Le rapport soumis à la Conférence internationale sur le renforcement de l'intégration des économies en transition, UNECE, Genève, 2-4 Avril 2008 <http://www.un.org/esa/policy/eitagenda.html>

⁵⁰⁰ R. Medvedev, « Stanovleniye evraziyskogo proekta Nursultana Nazarbayeva (Elaboration du projet eurasiennne de Nursultan Nazarbayev) », 2000 (*Hébdomadaire* 2000), 23 (417) 6-12 Juin, 2008 <http://2000.net.ua/>

⁵⁰¹ G. Gleason, "The reintegration of Eurasia: Functional theory and Interstate policy coordination", Paper presented to 44th Annual Convention of the ISA, Portland, Oregon, Feb 25-March 1, 2003.

pour les pays post-soviétiques de l'Asie centrale, l'OCS représentait plusieurs avantages d'ordre économique et politique (B).

A L'émergence de l'OCS

L'Organisation de Coopération de Shanghai regroupant la Chine, la Russie et les quatre pays de l'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) est créée sur la base de l'expérience des négociations multilatérales entre Chine et ses quatre voisins post-soviétiques : Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan (2). Avant la création de l'OCS, ce groupe a été nommé Shanghai 5 (1).

(1) Les négociations dans le cadre du Groupe de Shanghai (Shanghai 5)

La question des frontières a été un sujet important et délicat dans les relations entre l'URSS et la Chine, surtout depuis le refroidissement des relations entre ces deux régimes communistes à partir des années 1960. Pendant l'époque de l'URSS, les deux pays avaient entamé des négociations pour définir le statut de leurs frontières communes d'une longueur de plus de 7000 kilomètres. Avec la dissolution de l'URSS en 1991, la Chine partageait désormais ces frontières avec quatre Etats indépendants Russie (4300 kms), Kazakhstan (1700), Kirghizstan (1000), Tadjikistan (450 kms). Ce changement a remis sur la table la question des négociations sur les frontières.⁵⁰² Dans le nouveau contexte, la Chine a rapidement procédé aux négociations sur les questions frontalières avec les pays post-soviétiques.⁵⁰³ Ses interlocuteurs avaient aussi tout l'intérêt de régler cette question, car dans un contexte où ils s'efforçaient de créer des systèmes étatiques, une situation conflictuelle permanente avec une voisine puissante qui est la Chine pourrait compromettre ces efforts. Ainsi, les parties ont décidé de poursuivre les négociations sur la base de format de deux parties, où la Chine représentait une partie et la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan représentait la Partie unifiée.⁵⁰⁴ A cette fin, une délégation commune regroupant les représentants de la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan a été créée en Septembre 1992. Les négociations entre ces cinq parties ont duré

⁵⁰² Zh. Huashen, "Kitaï, Tsentralnaya Azia I Shanghaïskaia Organizasia Sotrudnichestva (Chine, Asie centrale et l'Organisation de Coopération de Shanghai)", *Carnegie Moscow Center Working paper*, n 5, 2007.

⁵⁰³ H. Zhao in Rumer E., Trenin D., Zhao H., *Central Asia : Views from Washington, Moscow, and Beijing*, M.E. Sharpe, 2007.

⁵⁰⁴ Zh. Huashen, op.cit.

tout au long des années 1990 et elles ont commencé être connue sous la dénomination de « Shanghai 5 ». Pour éviter des tensions pendant les négociations, les parties ont décidé d'intégrer les questions de création des mesures de confiance dans les zones frontalières aux questions de démarcation des frontières. Notamment, la Russie et la Chine ont signé un « Protocole d'accord sur les principes de base pour la réduction mutuelle des forces armées et le renforcement de la confiance dans la région de frontière » pendant la visite de Boris Eltsine à Pékin, au mois de Décembre 1992. Entre 1992 et 1994, les Parties avaient déjà conduites 10 rondes des négociations, qui allaient par la suite dépasser le nombre de 20. Le 26 Avril 1996, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont signé un « Traité sur le renforcement de la confiance dans le domaine militaire dans la région de frontière ». Ce traité a été une première mesure multilatérale importante en vue de l'amélioration des relations dans le domaine de sécurité entre les pays contractants. La signature du Traité a eu lieu dans la ville chinoise de Shanghai, ce qui a donné la dénomination de « Shanghai 5 » ou, encore, « Groupe de Shanghai » pour identifier le groupe des signataires. A partir de ce moment, les parties ont décidé d'organiser la réunion annuelle des chefs d'Etat des pays signataires du Traité sur la base de principe de rotation. Entre 1996 et 2000, cinq réunions de Shanghai 5 ont été organisées :

- 1) Le premier sommet à Shanghai, le 26 Avril 1996 qui a conclu avec la signature du « Traité sur le renforcement de la confiance dans le domaine militaire dans la région de frontière » ;
- 2) La réunion de Moscou du 24 Avril 1997 qui a résulté dans l'adoption du « Traité de Moscou sur la réduction mutuelle des forces armées à la frontière entre les membres de Shanghai 5 » ;
- 3) Le sommet de Shanghai 5 à Almaty, Kazakhstan, le 3 Juillet 1998 a témoigné un changement important dans le format des relations au sein du groupe. A partir de cette date, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont cessé de représenter une partie unifiée et ils ont décidé chacun de poursuivre les priorités nationales individuellement. Le Shanghai 5 est devenu un cadre multilatéral réel englobant cinq parties distinctes. Le sommet d'Almaty représentait aussi un changement dans les sujets discutés pendant les négociations. Depuis 1992, les négociations portaient essentiellement sur les questions de frontières et situation sécuritaire dans les régions frontalières. A partir du sommet d'Almaty, l'agenda des

réunions de Shanghai 5 a considérablement élargi pour inclure les questions de sécurité régionale et de coopération économique;

- 4) Le 25 Août 1999, le Shanghai 5 s'est réuni à Bichkek, Kirghizstan. Les discussions ont essentiellement suivi l'agenda souligné à Almaty, notamment les questions de sécurité régionale, avec un accent particulier sur la nécessité de combattre les problèmes de séparatisme et extrémisme ainsi que de besoin pour plus d'échanges économiques et commerciaux entre les parties ;
- 5) Le 4 Juillet 2000, cinquième sommet de Shanghai5 a eu lieu à Douchanbé, Tadjikistan. Le cinquième sommet allait être la dernière rencontre des dirigeants dans le format de Shanghai 5, car à partir de prochaines réunions, l'Ouzbékistan a rejoint les cinq pays pour discuter les questions de la sécurité régionale en Asie centrale. Islam Karimov, le président de l'Ouzbékistan, a été déjà présent au sommet de Douchanbe en 2000 en tant qu'observateur. Pendant ce sommet, les chefs d'Etat se sont accordés à élargir l'agenda de la réunion à inclure la prévention des menaces militaires, l'organisation des exercices militaires jointes ainsi que l'échange des informations et de l'expérience dans de nombreux domaines. Sur le plan institutionnel, il a été décidé d'organiser les réunions annuelles au niveau des ministres des affaires étrangères et des ministres de la défense, les rencontres entre les représentants des services de sécurité, de douane, de justice, et de contrôle frontalier. Le Shanghai 5 a aussi soutenu les efforts dirigés vers la déclaration de l'Asie centrale comme une zone exempte de l'arme nucléaire. Certains éléments apparus pendant ce sommet allaient constituer les caractéristiques de future Organisation de Coopération de Shanghai. Notamment, la participation de l'Ouzbékistan permettait à l'OCS d'aspirer de devenir une vraie organisation régionale centrasiatique. En outre, les déclarations des chefs d'Etat issues pendant le sommet de Douchanbé insistaient particulièrement sur les droits des Etats à déterminer les voies de développement politique, économique et social en vertu de leurs conditions nationales. Ils ont aussi condamnés l'intervention internationale dans les affaires intérieures des Etats au nom des considérations humanitaires et des droits de l'homme. Cet accent sur le principe de non-ingérence et sur le droit des Etats à déterminer leur propre système politique et économique allait devenir l'un des traits essentiels de l'organisation de Shanghai.

Au début des années 2000, le processus de Shanghai 5 avait déjà engendré les résultats positifs concernant son objectif initial de régler la question des frontières. La Chine a conclu les accords avec la Russie, avec le Kirghizstan en 1996-1999, avec le Kazakhstan en 1994-1998, avec le Tadjikistan en 1998-2002.⁵⁰⁵ Les rencontres régulières entre les représentants de Shanghai 5 pendant longues années ont contribué à l'établissement d'esprit de coopération et de consultation mutuel. Avec le temps, le cercle des sujets discutés a aussi élargi qui s'étendait désormais aux questions de sécurité régionale, de coopération économique et culturelle et beaucoup d'autres. Dans ce contexte, la forme initiale de Shanghai 5 qui a été désignée en tant qu'un cadre de consultations entre les chefs d'Etat ne correspondait plus à son contenu substantiel. Les parties ont donc commencé réfléchir sur le futur de processus de Shanghai. Les participants étaient en général satisfaits des résultats de ce processus et appréciaient aussi l'expérience et les habitudes acquises tout au long du processus. Toutefois, au terme de l'achèvement des négociations sur la question des frontières et des mesures de confiance aux frontières, continuer les réunions sur la base de principe de consultations signifiait de consolider le caractère temporel du processus ainsi que les parties pourraient à tout moment cesser leurs participations sans aucun empêchement organisationnel. Dans le même temps, cette expérience positive d'accumulation des habitudes de coopération et de renforcement de confiance entre les pays ne pourrait être laissée sans suite. Pour construire un phénomène durable sur la base de cette expérience positive, la Chine, l'acteur principal du processus, a notamment commencé réfléchir sur la réorganisation de Shanghai 5. Zhao Huasheng note les discussions au sein des élites politiques et académiques de la Chine sur l'avenir du Shanghai 5. Selon lui, les participants de ce débat ont finalement conclu que la Chine devrait contribuer à la création d'une organisation régionale de coopération sur la base de l'expérience du groupe de Shanghai.⁵⁰⁶

L'avenir institutionnel du Groupe de Shanghai a été donc décidé pendant le sixième sommet du groupe qui a eu lieu les 14-15 Juin 2001, à Shanghai. Il a été attendu par les chefs d'Etat de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan ainsi que de l'Ouzbékistan. A l'issue du sommet, les parties présentes ont déclaré la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Malgré l'adhésion tardive de

⁵⁰⁵ A. Kazantsev, *Bolshaya igra s neizvestnimi pravilami: Mirovaya politika i Tsentralnaia Azia* ('Grand jeu' aux règles inconnus: Politique Mondiale et Asie Centrale), Nasledie Yevrazii, Moscou, 2008, pp. 225-226.

⁵⁰⁶ Huashen, Zh, "Chine, Asie centrale et l'Organisation de Coopération de Shanghai", op.cit., p. 7.

l'Ouzbékistan au groupe de Shanghai, le pays comptait parmi les membres fondateurs de l'OCS.

(2) La formation de l'OCS

Le 15 Juin 2001, les présidents de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan ont adopté la Déclaration de Shanghai, qui a hautement apprécié « le rôle positive du 'Shanghai 5' pendant cinq années de son existence dans la promotion et la consolidation des relations de bon voisinage, de confiance réciproque et d'amitié entre les pays participants, le renforcement de la sécurité et stabilité dans la région ainsi que la coopération pour le développement commun ». Ils ont exprimé leur volonté de transformer le mécanisme de 'Shanghai 5' à un niveau de coopération plus élevée afin de profiter mutuellement des opportunités nouvelles et de faire face ensemble aux menaces et défis émergents dans un contexte de développement dynamique de multipolarité politique et de globalisation économique et informationnelle dans le monde. Ils ont donc décidé de créer l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Selon la déclaration constitutive, les buts de l'OCS sont comme le renforcement de confiance réciproque, d'amitié et de bon voisinage entre les pays participants ; la promotion d'une coopération efficace dans les domaines politique, commercial et économique, scientifique et technique, culturel, d'éducation, énergétique, de transports et d'autres ; les efforts communs pour développer et maintenir paix, sécurité et stabilité dans la région, pour construire un nouvel ordre international politique et économique de nature démocratique, juste et rationnelle.⁵⁰⁷

Dans leurs relations mutuelles, les Etats membres suivront « l'esprit de Shanghai », forgé tout au long du processus de Shanghai 5, qui se base sur les principes de confiance réciproque, de bénéfice mutuel, d'égalité, de consultations réciproques, de respect à la pluralité culturelle et d'aspiration au développement commun.⁵⁰⁸ Ils ont aussi réitéré leur adhésion aux buts et principes de la Charte de l'ONU, aux principes de respect mutuel de l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale, d'égalité en droits et de bénéfice mutuel, de résolution des disputes par la voie des consultations, de non-interférence dans

⁵⁰⁷ Point 2 de la Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001.

⁵⁰⁸ Id. point 4.

les affaires intérieures des Etats, de non-utilisation de la force ou de la menace par la force ainsi que de rejet de prévalence militaire unilatérale dans les zones frontalières.⁵⁰⁹

La sécurité régionale est désignée comme la préoccupation prioritaire de l'OCS. Les Etats membres ont ainsi signé, durant le même sommet, la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme,⁵¹⁰ dont l'implémentation par les Etats membres a été désignée comme la priorité dans la Déclaration de Shanghai.⁵¹¹ Dans la même veine, la Déclaration annonçait la création prochaine d'un Centre régional anti-terroriste à Bichkek, Kirghizstan.⁵¹² A côté de la question de sécurité régionale, le sujet de coopération dans le domaine commerciale et économique est identifié comme prioritaire. La Déclaration note la présence d'un énorme potentiel pour une coopération commerciale et économique mutuellement avantageuse et appelle les Parties à entamer des processus de négociations afin de créer les conditions favorables dans ce domaine, à établir un cadre multilatéral de coopération et à adopter les documents pertinents à cette fin.⁵¹³

Sur le plan institutionnel, la Déclaration de Shanghai a créé un Conseil des coordinateurs nationaux qui a été chargé de produire le projet de la Charte de l'OCS. La déclaration de Shanghai a aussi annoncé l'organisation des réunions annuelles entre les chefs d'Etat et des rencontres régulières entre les chefs de gouvernement des pays membres ainsi que la création des nouveaux organes et mécanismes ainsi que des groupes de travail permanents et temporaires.⁵¹⁴

Comme annoncé, la Charte de l'OCS a été adoptée le 7 Juin 2002 pendant le sommet de l'OCS à St-Petersburg, Russie. La Charte du 7 Juin 2002 a présenté les buts et objectifs de l'Organisation ainsi que sa structure institutionnelle. L'Art. 1 de la Charte reprends les buts annoncés par la Déclaration de Shanghai, toutefois en plus de détails. Selon cet article, les buts et objectifs principaux de l'Organisation sont :

⁵⁰⁹ Ibid. point 5.

⁵¹⁰ Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

⁵¹¹ Point 8 de la Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001.

⁵¹² Ibid. Le centre régional anti-terroriste de l'OCS a effectivement été créé en 2004. Toutefois, comme le lieu de location du centre, l'OCS a choisi Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan.

⁵¹³ Ibid. point 9.

⁵¹⁴ Ibid. point 3.

- La consolidation de confiance mutuelle, d'amitié et de bon voisinage entre les pays membres ;
- Le développement de coopération multidimensionnelle afin de maintenir et renforcer paix, sécurité et stabilité régionale, et de contribuer à la construction d'un nouvel ordre international politique et économique de nature démocratique, juste et rationnelle ;
- La coopération dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme dans toutes leurs dimensions ainsi que contre la criminalité de la drogue, la criminalité transnationale et la migration illégale ;
- La promotion de la coopération régionale efficace dans les domaines politique, commercial et économique, de défense, scientifique et technique, culturel, d'éducation, énergétique, de transports, écologique et d'autres ;
- La contribution à la croissance économique équilibrée ainsi qu'au développement social et culturel dans la région afin d'atteindre l'amélioration et l'augmentation du niveau de vie des populations des Etats membres;
- La coordination des efforts et des approches pour l'intégration à l'économie mondiale ;
- La contribution au respect des droits et libertés de l'homme en conformité avec les obligations internationales et les législations nationales des Etats membres ;
- Le développement des contacts avec les autres pays et les organisations internationales ;
- La coopération dans la prévention des conflits internationaux et la résolution pacifique des disputes ;
- La coordination des efforts aux défis et problèmes du monde contemporain.⁵¹⁵

L'OCS est dotée d'une structure institutionnelle suivante :

- Le Conseil des chefs d'Etats est l'organe suprême de l'Organisation. Il définit les directions essentielles de l'activité de l'Organisation, décide les questions principales concernant la structure et le fonctionnement de l'Organisation, ses relations avec les autres pays et organisations internationales, et traite des problèmes internationaux des plus importants.⁵¹⁶ Le Conseil peut aussi prendre les

⁵¹⁵ Art. 1 de la Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁵¹⁶ Id. ; Art. 5. V. Règlement sur le Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

décisions de créer les nouveaux organes de l'Organisation.⁵¹⁷ Le Conseil se réunit une fois par an sur la base rotationnelle. Le pays d'accueil assure la présidence de la réunion du Conseil.

- Le Conseil des Premiers Ministres adopte le budget de l'Organisation, traite des questions essentielles concernant les aspects concrets de la coopération, en particulier le domaine économique, au sein de l'OCS. La réunion du Conseil des premiers ministres a lieu une fois par an dont la présidence est assurée par le pays d'accueil.⁵¹⁸
- Le Conseil des Ministres des Affaires étrangères s'occupe des questions concernant le fonctionnement courant de l'Organisation, la préparation des réunions du Conseil des chefs d'Etat et les consultations entre les pays membres sur les questions internationales. Le Conseil des ministres des affaires étrangères peut émettre les déclarations au nom de l'OCS. Il se réunit un mois avant la réunion du Conseil des chefs d'Etat. Toutefois, les réunions extraordinaires peuvent être organisées sur l'initiative d'au moins deux pays membres et sur l'acceptation des ministres des affaires étrangères de tous les autres pays membres. La présidence des réunions des ministres des affaires étrangères est assurée par le ministre du pays qui accueille la réunion du Conseil des chefs d'Etat.⁵¹⁹
- Le Conseil des coordinateurs nationaux est l'organe qui assure la coordination et la direction des activités quotidiennes de l'OCS. Il est chargé de la préparation des réunions des Conseils des chefs d'Etats, des premiers ministres et ministres des affaires étrangères. Les réunions du Comité sont organisées pas moins de trois fois par an.⁵²⁰
- Le Centre régional anti-terroriste est l'organe permanent de l'OCS et regroupe les pays participants de la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001.⁵²¹

⁵¹⁷ Id. Art. 4.

⁵¹⁸ Ibid. Art. 6. V. Règlement sur le Conseil des Chefs de Gouvernements (Premiers ministres) de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

⁵¹⁹ Ibid. Art. 7. V. Règlement sur le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

⁵²⁰ Ibid. Art. 9. V. Règlement sur le Conseil des Coordinateurs nationaux de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

⁵²¹ Ibid. Art. 10. V. Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale anti-terroriste du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

- Le Secrétariat constitue l'organe administratif permanent de l'OCS. Il est chargé du soutien organisationnel-technique des mesures, entreprises dans le cadre de l'OCS, ainsi que de la préparation des propositions de budget annuel de l'Organisation.⁵²²

L'OCS est identifiée comme un sujet du droit international et, en tant que tel, doté d'une personnalité juridique internationale.⁵²³ La mode de prise de décision est unique à travers les organes de l'OCS. Elle est basée sur le principe de consensus. Le consensus est défini comme la prise de décision sur la base de coordination entre les parties et sans l'organisation de vote, où la décision est considérée valide dans l'absence de l'opposition de l'une des parties à la décision concernée. Quand la décision porte sur l'exclusion d'un Etat membre de l'Organisation, le principe de décision est celui de « consensus moins 1 ». ⁵²⁴ Toutefois, les Etats peuvent formuler les remarques et leurs opinions particulières sur quelconque point des décisions adoptées, sans que cela puisse faire obstacle à son adoption.⁵²⁵ Dans le cas de l'émergence des disputes et des divergences concernant l'interprétation ou l'implémentation des dispositions et des termes de la Charte de l'OCS, les Parties s'engagent à résoudre la situation par la voie des consultations et des négociations.⁵²⁶

B L'OCS : une organisation représentant nouvelles opportunités pour la région centrasiatique

(1) Un portrait impressionnant

La place de l'Organisation de Coopération de Shanghai est restée relativement modeste dans l'espace public international pendant les premières années de son existence, notamment dans l'Ouest. Les commentaires occidentaux voyaient en l'OCS l'émergence d'une organisation inefficace de plus dans l'espace post-soviétique. Mais, au fur et à mesure de sa consolidation institutionnelle et l'augmentation de l'intérêt en OCS de la part de la plupart des Etats clés de la région asiatique, l'OCS a commencé attirer l'attention internationale.

⁵²² Ibid. Art. 11. V. Règlement sur le Secrétariat de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003

⁵²³ Ibid. Art. 15.

⁵²⁴ Ibid. Art. 16.

⁵²⁵ Ibid.

⁵²⁶ Ibid. Art. 22.

En 2004, le Secrétariat permanent de l'OCS a été institué à Pékin. La même année, le Centre Régional Anti-Terroriste a été créé à Tachkent, l'Ouzbékistan. Pendant le sommet de l'OCS à Tachkent, le 17 Juin 2004, l'OCS a adopté Règlement sur le Statut d'Observateur au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai. La Mongolie est devenue le premier pays à bénéficier de ce statut d'observateur au sein de l'OCS pendant le même sommet. Un an plus tard, l'Iran, l'Inde et le Pakistan ont été aussi admis comme observateurs de l'OCS. En décembre 2004, l'OCS, à son tour, a obtenu le statut de l'observateur au sein de l'Assemblée Générale de l'ONU.⁵²⁷ En Avril 2005, l'OCS a signé des mémorandums de compréhension avec l'ASEAN et la CEI. En conformité avec ses aspirations de contribuer à la sécurité régionale, l'OCS a créé un groupe de contact entre l'OCS et l'Afghanistan à Pékin, le 4 Novembre 2005.

Selon le site du Secrétariat de l'OCS, les territoires communes des pays membres s'étendent à près de 30,189 millions km² constituant 3/5^e du continent eurasiatique et leurs populations dépassent la barre d'1,5 milliards, 1/4^e de la population mondiale, ce qui n'échappe plus à l'attention de la communauté internationale.⁵²⁸ Selon Marcel de Haas, « l'Organisation de Coopération de Shanghai rassemble presque la moitié de la population mondiale, plusieurs de ses membres sont dotés des armes nucléaires, beaucoup d'entre eux sont des fournisseurs majeurs de l'énergie, et constituée de groupe d'Etats à la croissance économique la plus dynamique dans le monde ». ⁵²⁹

(2) Un projet chinois qui attire les pays centrasiatiques

Parmi les perceptions dominantes sur l'OCS, cette organisation peut être vue comme une organisation régionale reflétant les intérêts de la Chine en Asie centrale. La consolidation de cette image malgré la présence de la Russie à côté de la Chine découle principalement de deux facteurs.

D'abord, il s'agit de l'enthousiasme chinois de s'appuyer sur l'OCS comme un cadre général de coopération pour l'Asie centrale. Ainsi, Pékin a promu, dès 2002, la création d'une zone de libre-échange dans le cadre de l'OCS. Pour appuyer ses

⁵²⁷ UN General Assembly (2004), Resolution A/RES/59/4- Observer status for the Shanghai Cooperation Organization in the General Assembly, adopted on 2nd December 2004.

⁵²⁸ M. Laruelle et S. Peyrouse, « Recomposition géopolitique sur le vieux continent? L'Organisation de Coopération de Shanghai », *La revue internationale et stratégique*, n 72, hiver 2008/2009, p. 181.

propositions, l'Etat chinois a offert aux pays d'Asie centrale le financement des projets communs de développement à hauteur de 900 millions de dollars US.⁵²⁹ Au-delà de la promotion du component économique, la Chine essaye de formuler une vision générale pour l'OCS qui est celle d'« une région harmonieuse de paix durable et de prospérité commune ».⁵³¹ Selon la perspective chinoise, l'OCS apporterait un nouveau modèle normatif à la politique mondiale qui serait un modèle réellement post-Guerre froide et débarrassé de l'esprit de confrontation et de rivalité de cette époque.⁵³² En outre, l'OCS est l'organisation régionale dont le centre se trouve en Asie centrale où jusqu'à l'OCS la Chine n'était pas représentée institutionnellement. L'OCS représente donc la première et seule structure régionale de coopération multilatérale en Asie centrale qui compte la Chine comme le membre.⁵³³ Ce phénomène est apprécié par l'Etat chinois, vu la convergence des activités des grandes puissances (la Russie, le Japon, l'Inde, l'UE, etc.) et des multiples structures de coopération multilatérale (la CEI, Le Partenariat pour la Paix de l'OTAN, EURASEC, etc.) en Asie centrale.⁵³⁴ La performance positive de l'OCS pourrait être vue comme un premier effort de leadership international réussi de la Chine.⁵³⁵ L'expérience de l'OCS pourrait servir à améliorer les activités de la Chine au sein des cadres institutionnels de l'ARF ou de l'ASEAN+3.⁵³⁶

Le deuxième facteur qui accentue l'association de l'OCS avec la Chine est l'attitude restrictive des autres membres de l'Organisation, en particulier la Russie, aux propositions chinoises. La Russie et les pays d'Asie centrale sont plutôt d'avis de garder l'OCS comme une organisation régionale limitée. Selon Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, cette attitude est expliquée par le fait que « Moscou et les Etats centro-asiatiques craignent en effet, au vu du différentiel de développement et de croissance, de passer sous protectorat économique chinois. Dans un espace post-soviétique où les industries de transformation ne se sont jamais remises de l'effondrement de l'URSS, celles existantes ne

⁵²⁹ De Haas, M., "Central Asia's waking giant", Daily Times (Pakistan), 19 janvier 2009 <http://www.clingendael.nl/cscp/publications/?id=7354>

⁵³⁰ M. Laruelle et S. Peyrouse « Recomposition géopolitique », op.cit., p. 185.

⁵³¹ Bailes A., Dunay P., Guang P. and Troitskiy M. (2007), "The Shanghai Cooperation Organization", SIPRI Policy Paper N° 17, Stockholm International Peace Research Institute.

⁵³² Zh. Huashen, op.cit. p. 11.

⁵³³ Id., p. 13.

⁵³⁴ Ibid. p.16.

⁵³⁵ Jia Q., "The Shanghai Cooperation Organization: China's Experiment in Multilateral Leadership" in A. Iwashita (ed.), *Eager Eyes Fixed on Eurasia Russia and Its Eastern Edge*, Hokaido University, Japon, 2007.

⁵³⁶ Bailes A., Dunay P., Guang P. and Troitskiy M., "The Shanghai Cooperation Organization", *SIPRI Policy Paper N° 17*, Stockholm International Peace Research Institute, 2007.

pourraient faire face à la rentabilité de leurs concurrents chinois ».⁵³⁷ Ils s'efforcent de concentrer les activités de l'OCS dans les domaines restreints, comme la proposition de Vladimir Poutine de créer un club énergétique de l'OCS, qui pourrait concurrence l'OPEP, avec 20% du pétrole mondial et 50 % des réserves de gaz.⁵³⁸ Selon certaines perspectives russes, l'OCS signifie "la Chine en Asie centrale".⁵³⁹ Il faut donc limiter les activités de l'OCS et de consolider la position de l'EURASEC et de l'OTSC, les organisations régionales avec la prévalence de la Russie, en Asie centrale.

Qu'en est-il de la place des pays proprement centrasiatiques au sein de l'OCS? Vu l'énorme écart en termes du poids politique, économique ou bien démographique entre la Chine et la Russie, d'une part, et les pays d'Asie centrale, d'autre part, faudrait-il voir dans l'OCS seulement les efforts sino-russe de coordonner leurs actions et départager d'une manière plus ou moins pacifique leurs intérêts en Asie centrale ? La plupart des analystes de la région ne partage pas cette idée. Selon eux, les pays centrasiatiques dispose, formellement, du même droit de veto que la Chine et la Russie sur les décisions de l'OCS. En outre, l'OCS est une organisation ouverte avec une possible adhésion des puissances comme l'Inde, le Pakistan ou même du Japon, qui pourrait permettre aux Etats centrasiatiques d'équilibrer l'influence disproportionnelle de la Chine et de la Russie.⁵⁴⁰ Additionnellement, les obligations de l'OCS n'empêchent pas les Etats centrasiatiques de participer dans d'autres initiatives et projets orientés vers les objectifs de sécurité et stabilité régionale en Asie centrale.⁵⁴¹ Notamment au début de l'existence indépendante des Etats centrasiatique, l'OCS a contribué d'une manière essentielle à la stabilisation de leur environnement régional. Notamment, les processus de Shanghai qui ont mené vers l'émergence de l'OCS ont permis « d'atténuer les tensions historiques anciennes entre monde russe et monde chinois, de mettre en place des mécanismes de coopération aidant les Etats de l'ex URSS à mieux connaître leur voisin chinois, et d'établir un discours commun sur les menaces auxquelles les Etats de la région s'estiment soumis ». ⁵⁴²

⁵³⁷ Ibid. p. 185.

⁵³⁸ M. Laruelle et S.Peyrouse « Recomposition géopolitique », op.cit., p. 186.

⁵³⁹ La preface de Trenin dans Zh. Huashen, op.cit.

⁵⁴⁰ A. Asrorov, "ChOS: tchto den gryaduchtiï nam gotovit (OCS: quelle surprise nous réserve le jour prochain)?" » 19 Décembre 2006, Agence des actualités politiques, www.apn.kz

⁵⁴¹ R. Maksutov, « The Shanghai Cooperation Organization: A Central Asian Perspective », SIPRI Project Paper, Août 2006, 29 p. www.sipri.org.

⁵⁴² M. Laruelle et S.Peyrouse « Recomposition géopolitique », op.cit., p. 188.

Plus particulièrement, les intérêts des pays centrasiatiques dans le cadre de l'OCS résident largement dans les domaines suivants⁵⁴³ :

- Le renforcement de la coopération multilatérale dans le domaine de sécurité. La participation dans l'OCS permet aux Etats centrasiatiques de bénéficier du soutien de la Chine et de la Russie dans la lutte contre les menaces de terrorisme, de séparatisme et du crime organisé. D'une manière plus importante, les Etats centrasiatiques comptent sur la coopération militaire-technique avec la Russie et la Chine pour effectuer la modernisation de leurs forces armées et de leurs capacités d'application des lois et de contrôle de frontières.
- L'OCS permet d'établir des relations de confiance avec les deux voisins puissantes des pays centrasiatiques, qui sont la Russie et la Chine avec lesquelles ils n'ont pas toujours eu des relations harmonieuses dans l'histoire.
- Les Etats centrasiatiques sont surtout intéressés dans le développement du potentiel de coopération économique dans le cadre de l'OCS. Ils pourraient profiter du dynamisme des économies russe et chinoise pour améliorer leurs propres performances économiques. Les espoirs des pays centrasiatiques sont notamment liés au développement de coopération dans les domaines de commerce, transport, transit et investissements. Vu leur situation d'enclavement et l'absence d'un accès direct à la mer, l'amélioration et le renforcement des contacts avec les marchés chinois, russe ou iranien acquiers une importance fondamentale.
- Sur le plan politique, l'OCS permet aux Etats centrasiatiques de bénéficier de tous les avantages de faire partie, comme membres fondateurs, d'une organisation régionale aussi impressionnante que l'OCS. L'OCS fournit aussi une sorte de légitimité internationale aux Etats centrasiatiques. Etant composé des Etats autoritaires, l'OCS pourrait être vu aussi comme un cadre de solidarité réciproque entre les régimes autoritaires pour faire face aux pressions de la globalisation.⁵⁴⁴

⁵⁴³ R. Maksutov, « The Shanghai Cooperation Organization », op.cit., pp. 14-26.

⁵⁴⁴ Th. Ambrosio, "Catching the 'Shanghai Spirit': how the Shanghai Cooperation Organization promotes authoritarian norms in Central Asia", *Europe-Asia Studies*, 60(8), Octobre, 2008, pp. 1321-1344.

Conclusions Titre 2 :

Le début du 21^e siècle en Asie centrale est caractérisé par la création de plusieurs organisations régionales. Notamment, trois organisations régionales se distinguent : l'Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA), la Communauté Economique Eurasiennne (EURASEC) ainsi que l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). La création de chaque organisation est le produit des quêtes des pays de l'Asie centrale et de leur environnement immédiat pour les éléments de l'ordre régional dans la période post-soviétique. Ces efforts se concentraient notamment autour de la réalisation des projets de coopération et d'intégration régionale ainsi que par les négociations régulières, tout au long de la dernière décennie du 20^e siècle. L'émergence de ces organisations s'est appuyée aussi sur la présence des perceptions régionales de centrasianisme, d'eurasianisme et d'espace de Shanghai, respectivement. A leur tour, la cristallisation et la consolidation de ces perceptions régionales a été rendu possible par les processus de création des organisations régionales en question. L'intérêt de ces organisations réside non seulement dans leur apport à la réalisation des objectifs des Etats centrasiatiques dans les différents domaines, mais aussi dans le fait qu'elles permettent de soulever les discussions autour de la question de l'ordre régional en Asie centrale.

Conclusions Partie 1 :

L'émergence des organisations régionales en Asie centrale post-soviétique a été le résultat de la prise de conscience par ces nouveaux pays de la nécessité des cadres de la coopération et de l'intégration régionale pour réussir les défis de l'indépendance et de la transition. De plus, en tant qu'une région représentant un intérêt géostratégique et géoéconomique, la Chine et la Russie ont commencé à s'impliquer dans les relations régionales, notamment en proposant des cadres de coopération institutionnalisée. Malgré les hésitations dues à la puissance et l'influence prépondérante de ces pays, les Etats de l'Asie centrale ne pouvaient ignorer les opportunités offertes par les dynamiques des relations avec la Chine et la Russie. L'intérêt de la coopération étroite avec ces deux pays s'accroissait dans un contexte global dynamique et fluide ainsi que sur le fond de faiblesse des pays centrasiatiques eux-mêmes et, surtout, la fragilité des relations de compromis entre eux.

L'intérêt scientifique de ces organisations régionales réside dans le fait que l'observation de leur évolution et de leurs activités ainsi que des discussions menées au sein et autour de ces organisations permet de retracer les préférences et les principes de l'ordre régional émergent en Asie centrale, en particulier, et dans l'espace post-soviétique, en général. La deuxième partie est en effet consacrée à l'étude des dynamiques des organisations régionales post-soviétiques de l'Asie centrale.

PARTIE2 LES DYNAMIQUES ET LES FONCTIONS DES
ORGANISATIONS REGIONALES POST-SOVIETIQUES

L'émergence des institutions interétatiques dans la dernière décennie du 20^e siècle a été suivie par une décennie de l'évolution institutionnelle, différenciée, de ces organisations régionales au début du 21^e siècle. Chaque organisation s'efforçait à s'affirmer par la consolidation de son cadre normatif, par le renforcement de sa structure ainsi que par les efforts de se forger une identité propre. Cependant, les destins de ces trois organisations ont pris des chemins différents. La différenciation entre ces organisations régionales, malgré le fait qu'elles ont été constituées essentiellement par les Etats centrasiatiques, est expliquée surtout par les différences en termes des ressources normatives et structurelles, le degré de confiance entre les Etats participants ou, encore, par les attitudes des pays membres envers les perspectives des organisations régionales (Titre 1).

Près de deux décennies des processus d'institutionnalisation et de consolidation des organisations régionales ainsi que la prise en compte du positionnement de ces organisations régionales vis-à-vis la société internationale permettent d'entreprendre des efforts d'élucidation des principes généraux de la coopération institutionnalisée multilatérale dans l'espace post-soviétique, en général, et en Asie centrale, en particulier. A partir de ces principes et logiques généraux soutenant le fonctionnement des organisations régionales, nous pourrions ensuite entamer quelques considérations générales sur les prémisses de l'ordre régional pour l'Asie centrale (Titre 2).

Titre1 LES DYNAMIQUES GUIDANT L’AFFIRMATION, L’APPROFONDISSEMENT ET L’ELARGISSEMENT DES ORGANISATIONS POST-SOVIETIQUES

Les organisations interétatiques créées avec la participation des pays centrasiatiques dans la période post-soviétique correspondent généralement aux critères des organisations internationales et régionales. Elles se basent sur des fondements interétatiques en même temps que la présence des solidarités particulières fait d’elles des organisations régionales (Chapitre 1). Cependant, le départ sur ces fondements doit être entériné par des réalisations institutionnelles concrètes au long des années. Il s’agit surtout de mettre en place des conditions normatives, structurelles et évolutives pour qu’elles puissent réaliser leur potentiel et de consolider leur statut des organisations régionales (Chapitre 2).

Chapitre1. Les organisations régionales comme les véhicules d’identité régionale pour les pays centrasiatiques

Dans ce qui suit, nous allons élaborer sur les critères de l’organisation internationale afin d’en faire usage pour éclairer la situation des organisations post-soviétiques en Asie centrale (Section 1). Ensuite, nous allons élaborer sur la nature régionale des organisations post-soviétiques, surtout en termes de leur lien avec l’identité régionale (Section 2).

Section1 Les organisations régionales, une catégorie particulière des organisations internationales

Cette section est consacrée à l’élaboration du cadre conceptuel de l’organisation internationale, d’abord (§1), et de l’organisation régionale comme une catégorie des organisations internationales, ensuite (§2)

§1 Les organisations régionales comme les lieux de réalisation d’identité régionale

La doctrine a élaboré un cadre conceptuel complexe de l'organisation internationale (A). L'organisation régionale représente une catégorie au sein du phénomène de l'organisation internationale (B).

A *Le phénomène de l'organisation internationale*

Les organisations internationales sont depuis longtemps considérées comme des sujets du droit international à côté des Etats. Bien que les organisations ne soient que des sujets dérivés, issues de la volonté des Etats qui sont les sujets originaux du droit international, les premières se sont revêtues d'une position consolidée et d'un rôle de plus en plus important au sein du système international contemporain.⁵⁴⁵ Le statut des organisations internationales comme des sujets du droit international public ont été clairement identifié et justifié dans les travaux de la Commission du droit international (CDI) sur la responsabilité des organisations internationales, qui base ses travaux sur la prémisse d'organisation internationale en tant que sujet du droit international. Ainsi, la Commission a trouvé que « pour élaborer une définition des organisations internationales fonctionnelle aux fins du projet d'articles sur la responsabilité des organisations internationales, il faut partir du principe qu'en droit international la responsabilité ne peut être attribuée qu'à un sujet de droit international. Les normes du droit international ne peuvent imposer à une entité des obligations 'primaires' ou 'secondaires' en cas de violation d'une obligation 'primaire' si cette entité n'a pas la personnalité juridique en droit international. À l'inverse, une entité doit être considérée comme sujet de droit international si ne serait-ce qu'une seule obligation est mise à sa charge par le droit international. Ainsi, si une obligation s'impose à une organisation internationale en vertu du droit international, la question de la responsabilité de cette organisation peut se poser. Logiquement, une étude de la responsabilité des organisations internationales devrait porter sur toutes les organisations qui sont des sujets de droit international ». ⁵⁴⁶ En effet, Malcolm Shaw identifie le phénomène des organisations internationales comme la caractéristique éminente du droit international contemporain.⁵⁴⁷ Etant un phénomène

⁵⁴⁵ Pour une présentation historique de l'émergence des organisations internationales comme des acteurs importants dans l'arène internationale, voir : Kennedy D. "The Move to Institutions", *Cardozo Law Review*, 8(5), 1987, pp. 841-988.

⁵⁴⁶ Commission du droit international, A/CN.4/532, Premier rapport sur la responsabilité des organisations internationales, Présenté par M. Giorgio Gaja, Rapporteur spécial, 2003

⁵⁴⁷ Shaw, M., *International Law*, 2008, p. 1284.

éminemment juridique⁵⁴⁸, l'étude de l'organisation internationale est bien ancrée au sein de la discipline du droit international public. La doctrine considère que « le phénomène de l'organisation internationale peut être considéré comme irréversible » et que « le temps est révolu de l'interrogation sur l'avenir des organisations internationales ».⁵⁴⁹ Différemment, les Relations internationales, une autre discipline importante étudiant la réalité de la vie internationale et qui s'est graduellement émancipée du droit international⁵⁵⁰, a gardé jusqu'à récemment un traitement réservé envers l'organisation internationale. Une attitude compréhensible si l'on rappelle que les Relations internationales s'est fait une place en critiquant l'idéalisme de certaines et en acclament les principes réalistes basées sur des intérêts égoïstes des Etats, les seuls sujets aptes du système international.⁵⁵¹ Toutefois, actuellement, la situation est en train de changer au sein des analystes des relations internationales. Ces dernières ont l'air de considérer désormais les organisations internationales en tant que sujets normaux du système international et en tant que tel l'objet légitime d'études et d'analyses de leur fonctionnement, de leur mode de production normative, etc.⁵⁵²

Malgré leur prolifération, la doctrine se garde d'avancer une théorie définitive des organisations internationales. Dans son analyse classique du système institutionnel onusien, Michel Virally annonçait, après avoir souligné la présence du grand nombre des organisations internationales dans le monde, qu'il s'agissait d' « un phénomène social assez riche, assez caractérisé et assez divers pour qu'il soit à la fois possible et justifié d'en faire la théorie ».⁵⁵³ A la question de si on peut définir exactement ce que c'est une organisation internationale, Jan Klabbers répond par le négatif.⁵⁵⁴ Dans cette situation, l'approche classique adoptée pour une analyse juridique des organisations internationales

⁵⁴⁸ «... l'organisation internationale est une institution juridique, créée par des moyens du droit, utilisant des instruments juridiques et soumise elle-même au droit », cf. Virally, M., *L'Organisation Mondiale*, Armand Colin, 1972, p. 28.

⁵⁴⁹ Virally, M., Cours RCADI, pp. 253-254.

⁵⁵⁰ Voir, dans ce sens, Koskeniemi, M., *The Gentle Civilizer of Nations : The Rise and Fall of International Law 1870–1960*, Cambridge University Press, 2004, pp. 413-509 (Chapitre sur “Out of Europe: Carl Schmitt, Hans Morgenthau, and the turn to “international relations”)

⁵⁵¹ Parmi les pionniers de la discipline des Relations internationales et les premiers critiques des idéalistes, E.H. Carr, *The Twenty Years Crisis, 1919–1939: an Introduction to the Study of International Relations*, London: Macmillan, 1939. Pour une critique récente, v. J. Mearsheimer, « False promise of international institutions », *International Security*, Winter 1994/1995, Vol. 19, n 3, pp. 5-49.

⁵⁵² Voir : J. Klabbers, “The changing image of international organizations”, in Jean-Marc Coicaud & Veijo Heiskanen (eds.), *The Legitimacy of International Organizations* (Tokyo: United Nations University Press, 2001); M. Barnett et M. Finnemore, “The Politics, Power, and Pathologies of International Organizations”, *International Organization*, Vol. 53, No. 4 (Autumn, 1999), pp. 699-732.

⁵⁵³ Virally, M., *L'Organisation mondiale*, 1972, p. 24.

⁵⁵⁴ J. Klabbers, *An introduction to international institutional law*, Cambridge University Press, 2002, p. 7.

consiste à déterminer les éléments essentiels constituant le phénomène et d'élaborer, à partir de ces éléments principaux, une définition, par commodité, de l'organisation internationale.

Selon Michel Virally⁵⁵⁵, « une organisation internationale est une association d'Etats, établie par accord entre ses membres et dotée d'un appareil permanent d'organes assurant leur coopération dans la poursuite des objectifs d'intérêt commun ».⁵⁵⁶ Le manuel de Patrick Daillier et d'Allain Pellet se réfère aux efforts de codification de la Commission du droit international qui a essayé de définir, en 1956, l'organisation internationale comme « une association d'Etats constituée par traité, dotée d'une constitution et d'organes communs, et possédant une personnalité juridique distincte de celle des Etats membres ».⁵⁵⁷ L'actualisation de la définition par la Commission du droit internationale en 2003 qui voit l'organisation internationale comme étant « toute organisation instituée par un traité ou un autre instrument de droit international et dotée d'une personnalité juridique internationale propre [distincte de celle de ses membres]. Outre des États, une organisation internationale peut comprendre parmi ses membres des entités autres que des États ».⁵⁵⁸ Dans leur manuel sur le droit institutionnel international, Henry Schermers et Niels Blokker, suivent largement l'approche de la Commission du droit international et définissent l'organisation internationale comme « forms of cooperation founded on an international agreement usually creating a new legal person having at least one organ with a will of its own, established under international law ».⁵⁵⁹ Dans un ouvrage collectif récent consacré au sujet, les auteurs proposent de définir les organisations internationales comme des « associations volontaires d'Etats constituées par un accord international, qui sont

⁵⁵⁵ A côté de ses analyses, parmi les premiers de ce genre, du système institutionnel onusien, les travaux de Michel Virally sur la définition et classification des organisations internationales ainsi que sur la notion de fonction ont eu un impact continu. Pour les travaux de Michel Virally, v. Virally, M., *L'Organisation mondiale*, 1972 ; Virally, « Définition et classification : approche juridique », dans M. Virally, *Le Droit international en devenir*, Paris, PUF, 1990, pp. 227-240 ; Virally, Michel, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », in *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, pp. 147-165 ; Virally, « La notion de fonction dans la théorie de l'organisation internationale », dans M. Virally, *Le droit international en devenir*, PUF, 1990, p. 271. Notamment, le concept de fonction, élaboré par M. Virally, a attiré l'attention des spécialistes de l'organisation internationale. Voir, en particulier : Bekker, *Legal position of international organizations* ; Schermers et Blokker, *International institutional law* ; Klabbers, *Introduction to international institutional law* ; Henry, L., « The ASEAN Way and Community Integration: Two Different Models of Regionalism », *European Law Journal*, Vol. 13, No. 6, November 2007, pp. 857-879.

⁵⁵⁶ Virally, *L'Organisation mondiale*, op.cit., p. 26 et s. ; voir, aussi, Virally, « Définition et classification : approche juridique », dans M. Virally, *Le Droit international en devenir*, Paris, PUF, 1990, pp. 227-240.

⁵⁵⁷ Daillier, P. et Pellet, A., *Le droit international public*, LGDJ, 2002, 7^{ed.}, §377.

⁵⁵⁸ A/58/10, *Le rapport de la Commission du droit international*, La 55^e session, 2003, p. 18.

⁵⁵⁹ Schermers H. et Blokker N., *International institutional law: Unity within diversity*, Martinus Nijhoff Publishers, 2003, 4th Revised edition, § 33.

dotées d'organes permanents, propres et indépendants chargés de gérer des intérêts collectifs, et ont la capacité d'exprimer une volonté juridiquement distincte de celle de ses membres ».⁵⁶⁰

Toutes ces définitions mettent en lumière les caractéristiques suivantes de l'organisation internationale, soulignées par Michel Virally : le caractère interétatique, la base volontariste, l'existence d'un appareil d'organes permanents, l'autonomie et la fonction de coopération.⁵⁶¹ Notamment, la fonction de coopération consiste à « résoudre certains problèmes – politiques, militaires, économiques, techniques, selon le cas – qui se posent dans les relations mutuelles des Etats fondateurs ».⁵⁶² Comme il a été expliqué dans la partie précédente, les Etats font recours aux organisations internationales car ces dernières grâce à leurs capacités de centralisation et d'indépendance permettent mieux suivre la réalisation des objectifs de coopération.⁵⁶³ Dans cette perspective, l'existence d'un organe d'appareils permanents et d'une autonomie, caractérisée par la présence d'une personnalité propre des organisations internationales, distincte de celle de ses Etats membres, sont essentiels.⁵⁶⁴ Toutefois, il faut remarquer que ces critères ne sont pas exhaustifs ou rigides et le phénomène d'organisation internationale pourrait réunir les éléments assez divers et variés.⁵⁶⁵ Notamment, les organisations internationales pourraient être créées sur une autre base qu'un traité interétatique⁵⁶⁶ et les entités outre les Etats pourraient compter parmi les organisations internationales.⁵⁶⁷

⁵⁶⁰ Diez de Velasco Vallejeo, M. (ed.), *Les organisations internationales*, Paris: Economica, 2002.

⁵⁶¹ Virally, « Définition et classification : approche juridique », op.cit. ; Voir aussi, M. Diez de Velasco Vallejeo (dir.), *Les organisations internationales*, Paris : Economica, 2002, qui identifie les éléments de la définition comme étant la composition essentiellement interétatique ; base juridique conventionnelle ; structure organique permanente et indépendant ; autonomie juridique.

⁵⁶² Pescatore, P., *Les relations extérieures des Communautés Européennes : contribution à la théorie de la personnalité des organisations internationales*, RCADI, 1961, V. 103, pp. 1-242.

⁵⁶³ Voir : Abbott, Kenneth W. and Snidal, Duncan, "Why States Act Through Formal International Organizations", *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 42, 1998, pp. 3-32, available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1470242>

⁵⁶⁴ Voir, dans ce sens, P. Reuter selon qui, « L'essence de l'organisation internationale réside dans l'existence d'une volonté propre distincte de celle des Etats qui en sont membres, marquée par une permanence de fait et de droit », in P. Reuter, *Droit international public*, PUF, Themis, 5 ed. 1976, p. 192 et s.

⁵⁶⁵ V., J. Klabbbers, qui après avoir souligné les trois éléments les plus communs pour définir une organisation internationale (le caractère inter-étatique ; la base conventionnelle ; et, la présence d'une volonté distincte) signalent une pluralité des exceptions et des assouplissements à ces principes : Klabbbers, J., *An introduction to international institutional law*, Cambridge University Press, 2002, pp. 7-13.

⁵⁶⁶ V. Schermers H. et Blokker N., *International institutional law: Unity within diversity*, Martinus Nijhoff Publishers, 2003, 4th Revised edition, § 30.

⁵⁶⁷ VOIR A/58/10, Le rapport de la Commission du droit international, La 55^e session, 2003, p. 18.

B Les organisations régionales

Les organisations internationales, dans toute leur diversité, sont devenues donc un élément essentiel et indispensable de la société internationale contemporaine. Jan Klabbers souligne qu'il ne soit pas de région du monde qui ne serait couverte par les activités d'une quelconque organisation internationale et qu'il est difficile d'imaginer quelconque activité humaine qui ne soit pas gouvernée par une organisation internationale.⁵⁶⁸ Parmi ces organisations diverses, les organisations régionales occupent une place de plus en plus importante. La catégorie des organisations régionales fait l'objet d'analyses dans les manuels juridiques, dans les ouvrages doctrinaires ou bien au sein de la diplomatie internationale.⁵⁶⁹ La notion d'organisation régionale est bien ancrée au sein de la société internationale. Comme le note Jean-Claude Gautron, « le fait régional est reconnu dans le droit des organisations internationales ».⁵⁷⁰ Le phénomène, dont les partisans s'étaient déjà activités à l'époque de la Société des Nations, a pris de l'ampleur tout au long de la deuxième moitié du 20^e siècle. Diez de Vasco cite trois raisons pour expliquer l'éclosion des organisations régionales pendant la deuxième moitié du 20^e siècle: l'échec du système de sécurité collective établi dans la charte de l'ONU; les tentatives d'organiser la coopération à l'échelle d'un continent (OEA, CE, OUA); le facteur économique et commercial, lié aux essais d'intégration régionale et à la vague de décolonisations qu'a connue la planète à partir des années soixante.⁵⁷¹ Mireille Delmas-Mary qui caractérise le phénomène comme un mouvement 'dotée d'une 'dynamique propre' souligne l'ancrage de la régionalisation institutionnelle dans le monde globalisé.⁵⁷² Une aperçue rapide de ces trois raisons fait ressortir que le facteur géographique seul n'explique pas l'essor des organisations régionales. Dans ces différentes catégorisations, les organisations régionales sont souvent comparées aux organisations universelles et en tant que telles sont classées

⁵⁶⁸ "there is not a part of the globe which is not covered by the work of some international organization or other; there is hardly a human activity which is not, to some extent, governed by the work of an international organization" in, Klabbers, J., *An introduction to international institutional law*, Cambridge University Press, 2002, p. 23.

⁵⁶⁹ Cf. les ouvrages précédemment mentionnés : ., Dupuy R.-J.(dir.), *Manuel sur les organisations internationales*, Nijhoff, Dordrecht, 1998, p. 14 et s ; Daillier, P. et Pellet, A., *Le droit international public*, LGDJ, 2002, 7^e éd., §377 ; Klabbers, J., *An introduction to international institutional law*, Cambridge University Press, 2002, p. 23 et s. ; Schermers H. et Blokker N., *International institutional law: Unity within diversity*, Martinus Nijhoff Publishers, 2003, 4th Revised edition, §54 ; Virally, Michel, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », in *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, pp. 147-165 ;

⁵⁷⁰ Gautron, J.C., « Le fait régional dans la société internationale », in *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, p. 6.

⁵⁷¹ Diez de Velasco, *Les organisations internationales*, op.cit. p. 8-9.

tantôt comme une catégorie distincte tantôt comme une sous-catégorie au sein de la catégorie des organisations closes ou partielles. Cette ambiguïté découle du caractère équivoque de la notion de « région » et « régional », et aussi du fait que le critère géographique à lui seul ne suffit pas pour définir une organisation comme régionale et qu'il doit être toujours jumelés à d'autres critères d'ordre différent. Ce qui nous amène à voir de plus près la définition d'organisation régionale et de ses éléments constitutifs au sein de la doctrine.

Dans l'un des cours de l'Académie du droit international consacré au phénomène régionale dans l'organisation internationale, De Orue Y Argegui présente d'abord les conceptualisations précoces du régionalisme dans le droit international. Il cite ainsi Alejandro Alvarez, l'un des pionniers du droit régional, pour qui « les régions sont constituées par certains pays qui ont des affinités de race, d'institutions ou surtout d'intérêt politique ». ⁵⁷³ L'auteur cite également Debski selon qui la région est « une unité territoriale dans les limites de laquelle l'existence d'intérêts plus étroits rend possible l'organisation d'un système de garanties suffisamment complet et capable d'assurer un degré élevé de sécurité à toutes les parties constituant, cette unité ». ⁵⁷⁴ Mais, la présence d'intérêts communs ne sont pas suffisants pour parler des unités régionales ces affinités ne suffisent et qu'il faut entériner ces interdépendances par des arrangements entre les Etats. Un point relevé par Alejandro Alvarez qui soulignait que les régions sont en général formées par des circonstances et notamment les accords passés entre les Etats qui les composent. ⁵⁷⁵

On a noté que la catégorie des organisations régionales est comparée à celle des organisations universelles qui sont ouvertes à tous les Etats du monde. Mais, les organisations régionales ne sont pas les seules de ce genre. Elles constituent en fait une sous-catégorie des organisations closes ou partielles. Ainsi, selon Henry Schermers et Niels Blokker, les organisations régionales font partie des organisations closes qui incluent aussi les organisations des Etats avec une histoire commune et les organisations closes spécialisées. A l'instar de l'Union européenne ou de l'Organisation des Etats Américains,

⁵⁷² M. Delmas-Marty, *Le pluralisme ordonné (Les forces imaginantes du droit- II)*, Paris : Editions du Seuil, 2006, p. 139 et s.

⁵⁷³ De Orue y Argegui, *Le régionalisme dans l'organisation internationale*, RCADI, tome 53, 1935-III, pp. 37-39.

⁵⁷⁴ Id.

⁵⁷⁵ Ibid.

une organisation régionale est donc non seulement une organisation dont la portée est numériquement restreinte due aux barrières naturelles, elle est aussi la fonction d'un ensemble des facteurs politiques.⁵⁷⁶ Le même raisonnement est partagé par René-Jean Dupuy, pour qui, dans la détermination des organisations régionales, l'élément numérique est jumelé avec la localisation géographique ou la parenté idéologique.⁵⁷⁷ Dans son élaboration sur l'organisation régionale, Michel Virally utilise la formule d'organisation partielle générale et souligne l'importance de la proximité géographique car « seule le critère géographique peut nouer un faisceau d'intérêts suffisamment dense et diversifié pour donner naissance à une organisation partielle générale ».⁵⁷⁸ Toutefois, pour l'émergence et la consolidation de cette solidarité particulière ou restreinte, notée par De Orue y Arregui et Michel Virally, la notion de géographie doit être entendue au sens assez large. L'organisation régionale peut être interprétée donc comme l'institutionnalisation des solidarités particulières ou restreintes qui sont communes aux groupes restreints des Etats, situés dans une proximité géographique, qui décident de recourir à un instrument institutionnel afin de réaliser leurs objectifs communs. Facilitée par la proximité géographique, la création d'une organisation régionale est toutefois toujours 'une décision éminemment politique'.⁵⁷⁹ Car, selon Jean-Claude Gautron, qui a présidé le colloque de la SFDI sur le fait régional, « la géographie physique doit être écartée au profit d'une géographie sociale, politique et économique, combinant une pluralité de facteurs ».⁵⁸⁰ Dans le prolongement de son raisonnement, Jean-Claude Gautron accentue les aspects suivants du régionalisme institutionnalisé :

- a) son aspect fonctionnel : le régionalisme est développé par les Etats en vue de remplir des fonctions précises : assurer la sécurité collective, satisfaire les exigences du développement économique, réaliser une unification politique, etc ;
- b) son aspect structurel : le régionalisme est analysé à travers l'existence de différentes institutions et organisations régionales qui forment un ensemble cohérent ;
- c) son aspect psycho-social (l'imitation) : la réussite de certains régionalismes peut inciter les autres Etats à suivre cet exemple. La « contagion du régionalisme » peut

⁵⁷⁶ Schermers et Blokker, *International institutional law*, op.cit., §53.

⁵⁷⁷ Dupuy R._J.(dir.), *Manuel sur les organisations internationales*, op.cit., p. 15.

⁵⁷⁸ Virally, Michel, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », op.cit., p. 151.

⁵⁷⁹ M. Virally, « Les relations entre organisations régionales et organisations universelles », op.cit., p. 153.

⁵⁸⁰ J.-C. Gautron, « Le fait régional... », op.cit.

mener à la naissance d'un « mimétisme institutionnel ». C'est le cas d'Union Panaméricaine qui a été suivi par la création des organisations paneuropéennes. A son tour, la réussite de l'intégration économique européenne a suscité la mise en place des organisations d'intégration dans les autres parties du monde.⁵⁸¹

§2 Institutionnalisation de l'identité régionale dans le monde des régions

La consolidation du phénomène des organisations régionales dans le monde est étroitement liée à l'idée de l'identité régionale (A) et son association avec le phénomène institutionnel régional (B).

A *L'identité régionale*

Parmi la pluralité des fonctions et des raisons attribuées aux institutions régionales, le sujet de l'identité régionale figure d'une façon éminente. Une institution régionale permettrait à un groupe des pays, soudés par des intérêts communs et des affinités particulières, de réaliser des actions communes, cohérentes et continues pour réaliser les objectifs et les aspirations découlant de leur solidarité ainsi que d'agir ensemble pour renforcer et promouvoir cette solidarité sur la plan régional et international. L'institution régionale serait aussi nécessaire à ce groupe restreint des pays de se faire accepter, par les Etats et la société internationale, comme un acteur ayant légitimité pour intervenir dans de nombreux domaines d'action régionale et internationale. L'institution régionale serait aussi utile pour souder et consolider l'identité régionale existante commune aux Etats concernés. Elle pourrait devenir le générateur et le moteur de l'idée unificatrice entre les pays de la région. L'identité régionale serait donc renforcée par la présence de l'institution régionale et vice versa.

La question de l'identité régionale est largement discutée au sein de la discipline de la science politique, en général, et par des représentants de la sous-discipline des Relations internationales ainsi que par des savants du régionalisme, en particulier. La communauté des analystes du régionalisme considère la question d'identité régionale comme un élément essentiel pour former des régions cognitives qui se construisent non seulement sur la base des frontières physiques mais aussi par des délimitations non-matérielles telle les valeurs

⁵⁸¹ V. aussi : L. Burgogue-Larsen, Prendre les droits communautaires au sérieux ou la force d'attraction de l'expérience européenne en Afrique et en Amérique Latine, in Mélanges Jean-Claude Gautron, 2004, p. 563

politiques, sociales ou économiques. Raymo Vayrynen utilise le terme « région-identité » pour définir ce phénomène. La « région-identité » existe, selon lui, dans la conscience des gens. En tant que tel, elle est soutenue par un ensemble des symboles historiques et contemporains qui sont reconnus et partagés par les peuples de la région concernée. Ces derniers tendent à institutionnaliser ces « régions-identités » afin d'assurer leur continuité.⁵⁸²

Anssi Paasi considère l'identité régionale comme l'interprétation du processus de l'institutionnalisation d'une région. Le facteur identitaire permet de comprendre la production des frontières territoriales, des symbolismes et des institutions qui permettent de délimiter, de distinguer une région des autres régions du monde. Ce processus est réalisé par un ensemble des discours, des pratiques et des rituels qui permet de construire des identités imaginaires, plus ou moins closes.⁵⁸³ L'auteur insiste aussi sur un point important qui tend à échapper à la plupart des analystes écrivant sur les régions particulières. Il appelle à faire une distinction entre l'identité d'une région, c'est-à-dire les caractéristiques physiques, culturels ou sociaux des Etats format la région, qui sont perceptibles de l'extérieur, et utilisés en tant que tel, souvent par les observateurs extérieurs, à classer, pour les besoins du savoir, les différentes régions du monde, d'une part, et l'identité régionale (ou, la conscience régionale), qui reflète l'identification des peuples avec les régions, d'autre part.⁵⁸⁴ Il est important donc de ne pas faire l'amalgame entre le regard extérieur sur une région et l'image que veut circuler d'elle-même la région concernée.

Pour un effort d'élucidation du contenu de l'identité régionale, on peut se tourner vers les travaux d'Alexander Wendt, l'un des chefs de file de l'école constructiviste des Relations internationales. Dans son article consacré aux questions de la formation des identités collectives entre les acteurs étatiques, A. Wendt adopte le concept d'identité corporative qu'il définit comme les qualités intrinsèques et d'auto-organisation qui constituent l'individualité des acteurs.⁵⁸⁵ Chez les individus, l'identité corporative est composée de leur corps et de leur expérience de conscience. Chez les organisations,

et s.

⁵⁸² V., Väyrynen R., "Regionalism: Old and New", *International Studies Review*, 2003, n° 5, pp. 25-51.

⁵⁸³ Paasi, A., "Region and place: regional identity in question", *Progress in Human geography*, 27(4), 2003, pp. 475-485.

⁵⁸⁴ Paasi, A., "Region and place: regional identity in question", op.cit.; Paasi, A., "The resurgence of "Region" and "Regional identity": theoretical perspectives and empirical observations on regional dynamics in Europe", *Review of International Studies*, 35 (2009):121-146.

l'identité corporative est composée par leurs unités constitutantes, leurs ressources physiques et par les croyances et les institutions partagées, qui permettent aux unités constitutantes de se représenter collectivement comme un « nous ».⁵⁸⁶

Le lien entre l'identité régionale et les institutions est éminent à travers plusieurs démonstrations théoriques et empiriques. Sur le plan empirique, Peter Katzenstein a considéré les identités régionales comme les parties intrinsèques des ordres régionaux institutionnalisés en Asie et en Europe.⁵⁸⁷ Dans leur travail de comparaison des institutions régionales européenne et asiatique, Mark Beeson et Kanishka Jayasuriya identifie les caractéristiques idéologiques des Etats comme l'élément déterminant pour expliquer la différence entre ces institutions.⁵⁸⁸

B *L'identité régionale et les organisations régionales*

Au sein de la discipline du droit, ces liens entre les questions identitaires et institutionnelles ne sont pas ignorés non plus. Dans son introduction au colloque de la Société française du droit international (SFDI) sur le phénomène régional, Jean-Claude Gautron cite la question identitaire parmi les raisons prioritaires de la construction régionale en Europe. Il lie ainsi la reconnaissance du phénomène régional par la doctrine à la « prise de conscience de l'importance des pays englobés dans des régions extra-européennes, sentiment diffus ou précis du déclin de l'Europe ».⁵⁸⁹ Presque l'unanimité des auteurs se convergent sur l'importance essentielle des institutions européennes pour

⁵⁸⁵ A. Wendt, "Collective identity formation and the international state", *American Political Science Review*, vol. 88, n° 2, 1994, pp. 384-395.

⁵⁸⁶ Id. Dans l'article, le point de départ est l'identité, comme étant constituée de quatre intérêts fondamentaux :

- 1) La sécurité physique, incluant la différenciation d'autres acteurs ;
- 2) La sécurité ontologique qui est fonction de la volonté et du besoin pour les identités sociales stables ;
- 3) La reconnaissance par les autres acteurs ;
- 4) Le développement.

Il faut noter que l'auteur parle des possibilités de l'émergence d'une identité collective entre les Etats. Toutefois, le fait que l'auteur a choisi le groupe des Etats européens et le cas de la construction d'une identité européenne pour entériner son élaboration théorique montre le caractère 'régional' de son concept.

⁵⁸⁷ P. Katzenstein, *A world of regions: Asia and Europe in the American imperium*, Cornell University Press, 2005, p. 76 et s.

⁵⁸⁸ M. Beeson et K. Jayasuriya, "The Political Rationalities of Regionalism: APEC and the EU in comparative perspective", *The Pacific Review*, 11(3), 1998, p. 316.

⁵⁸⁹ J.-C. Gautron, « Le fait régional », *op.cit.*, p. 5.

renforcer l'identité européenne. La seule différence consiste souvent dans la détermination de lien cause-effet entre l'identité européenne et les institutions européennes.⁵⁹⁰

Dans son appel à la faveur d'une union européenne, Georges Scelle appelle les juristes à constater qu'un 'phénomène de solidarité', une 'solidarité européenne particulière', dotée de ses propres lois sociales, existe entre les pays de l'Europe et qu'il serait urgent « d'en prendre conscience et de les énoncer, pour qu'il se produise dans ce milieu social les réactions nécessaires à transformer ces lois en règles de droit normatives et constructives, c'est-à-dire en institutions juridiques ». ⁵⁹¹ Pour Georges Scelle, cette hypothèse de solidarité européenne est indiscutable car cette unité européenne a toujours existé depuis l'empire romain.⁵⁹²

L'association similaire de l'identité européenne avec l'institution européenne, seulement dans le sens inverse, existe dans l'appel d'une autre éminente figure de l'unité européenne, celle de Jean Monnet. Dans le memorandum Monnet, qu'il a publié le 3 Mai 1950 et qui a constitué la base de la Déclaration de Robert Schuman du 9 Mai 1950, Jean Monnet constate que « l'Europe n'a jamais existé » et qu' « il faut véritablement créer l'Europe qu'elle se manifeste à elle-même et à l'opinion américaine et qu'elle ait confiance en son propre avenir ». La création d'une Haute autorité commune - une institution

⁵⁹⁰Après plusieurs décennies de la construction de l'Europe communautaire, un groupe des politologues, historiens et juristes francophones ont élaboré d'une manière approfondie, sur les relations entre l'identité européenne et les institutions européennes. Ils se sont notamment interrogés, « dans quelle mesure les organisations qui sont créées comme instruments de l'unification européenne et les institutions qui fonctionnent en leur sein sont-elles capable d'incarner et de promouvoir une identité européenne ? Nées de l'idée européenne, c'est-à-dire de l'aspiration à la coopération voire à l'intégration des Européens, ces institutions peuvent-elles faire naître ou renforcer le sentiment d'appartenance à l'Europe ? Peuvent-elles, à leur tour, devenir un facteur d progrès de l'idée européenne ? » Les conclusions de la plupart des contributeurs établissent des liens forts entre l'identité européenne et les institutions européennes ainsi qu'elles constatent l'apport des institutions européennes à conserver et à promouvoir l'identité et l'unité européenne. Pour eux, la construction communautaire a aidé, dans un moment très critique de l'histoire de l'Europe, à préserver l'indépendance de l'Europe et à lui donner une vision politique légitime. Les différentes institutions des Communautés Européennes ont contribué, d'une manière importante, à prendre conscience de l'unité et de l'identité européenne, à définir ses éléments essentiels, à la renforcer et promouvoir aussi bien sur le plan européen qu'international. Ces liens et interactions positifs entre l'identité européenne et les institutions européennes sont indiscutables. Selon Marie-Thérèse Bitch, ainsi, les organisations européennes, nées de la volonté d'unification, ont fait de la mission de renforcer l'identité européenne leur préoccupation contante. « Développer le sentiment d'appartenance, affermir la volonté d'unité, entretenir l'esprit européen sont de véritables missions pour les institutions ». Voir, Marie Thérèse Bitch et al. *Institutions européennes et identités européennes*, Bruylant: Bruxelles, 1998.

⁵⁹¹ Scelle, G., « Essai relatif à l'Union européenne », *RGDIP*, 1931, pp. 520-563.

⁵⁹² Id., p. 522.

européenne - serait ainsi le premier instrument de réalisation de l'Europe communautaire.⁵⁹³

Cette association de l'identité européenne avec l'Europe communautaire a été constatée par les institutions communautaires elles-mêmes. Ainsi, le Conseil des Communautés européennes a émis une déclaration sur l'identité européenne.⁵⁹⁴ Dans cette Déclaration, les Etats signataires reconnaissent l'importance de la consolidation de l'identité européenne pour la consolidation de l'Europe et pour améliorer sa position et son rôle sur la scène internationale. Ils essaient de définir l'essence de l'identité européenne, dynamique et constructive, qui est basée, selon eux, sur les principes de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale et du respect des droits de l'homme – les principes qui sont des éléments fondamentaux de l'identité européenne. Tout au long de la Déclaration, la Communauté européenne est érigée en l'acteur essentiel de la construction et du renforcement de l'identité européenne, en l'exécuteur principal des objectifs fixés par la Déclaration et ordonnées par l'identité européenne.⁵⁹⁵ Pour déterminer cette identité européenne et les actions à entreprendre pour la réaliser, les auteurs de la Déclaration s'appuient sur l'héritage commun, les intérêts propres, les obligations particulières des Etats membres de la Communauté européenne ainsi que sur l'état du processus d'unification dans la Communauté ; sur le degré de cohésion déjà atteint vis-à-vis du reste du monde et les responsabilités qui en découlent ; et, sur la prise en considération du caractère dynamique de la construction européenne. Dans son commentaire de la Déclaration, Vlad Constantinesco identifie le passé, la spécificité de la construction communautaire ainsi que sa projection vers le reste du monde comme les bases fondamentales de la construction identitaire de l'Europe communautaire.⁵⁹⁶

La préoccupation d'institutionnaliser les particularités et les spécificités régionales afin de préserver et renforcer les identités régionales n'est pas limitée au cas européen. Selon les observateurs des tendances institutionnalistes en Asie, c'est tout particulièrement

⁵⁹³ « Le mémorandum Monnet du 3 Mai 1950 », *Politique étrangère*, Vol. 58, n° 1, 1993, pp. 121-125.

⁵⁹⁴ Le Conseil des Communautés économiques européennes, *Déclaration sur l'identité européenne*, 14 Décembre 1973, Copenhague.

⁵⁹⁵ Pour la présentation du modèle communautaire d'institutionnalisation, v. : B.Laffan, "The European Union: a distinctive model of internationalization", *Journal of European Public Policy*, 5(2), 1998, pp. 235-253.

le sujet d'identité régionale qui a guidé pendant les décennies les efforts des Etats de l'Asie du sud-est de créer et de développer les institutions régionales. Ainsi, selon Amitav Acharya, l'Association des Etats de l'Asie sud-est (ASEAN) est le produit de la quête identitaire des pays de la région, la plupart ayant accédé à l'indépendance pendant la deuxième moitié du 20^e siècle.⁵⁹⁷ En face des critiques adressés à la faiblesse structure de l'ASEAN, les experts dont la plupart sont de la région concernée, rétorque que la mission prioritaire de cette organisation régionale était de servir comme l'initiateur et le promoteur d'une identité régionale propre à l'Asie du Sud-est dans le monde bipolaire et post-bipolaire, une mission qu'elle a réalisé avec plus ou moins du succès.⁵⁹⁸ Pendant les premières décennies de son existence, l'ASEAN fournissait à ses Etats membres un confort et un soutien psychologique, car en se rassemblant au sein d'un forum unique les Etats jeunes et faibles de la région évitaient de tomber sous l'influence des grandes puissances dans une période quand la Guerre froide était en pleine puissance. Dans le même temps, les Etats ne se sentaient pas isolés car il existait désormais une communauté propre à eux.⁵⁹⁹ L'organisation a permis de faire accepter aussi bien par les Etats de la région que par les puissances extérieures qu'il existait un code de conduite propre pour les relations politiques dans la région d'Asie du Sud-est.⁶⁰⁰ Ce code de conduite connu comme 'Asean Way' ou « l'esprit ASEAN » est accepté et respecté par les Etats situés dans la région et aussi par des différentes puissances extérieures impliquées dans les affaires régionales. 'ASEAN Way' permet de valoriser la diversité culturelle dans l'ordre international par le biais de renforcement et de promotion de mécanismes diplomatiques de *mufakat* (les consultations de toutes les parties concernées) et *musjawarah* (le consensus), les institutions qui sont propres à la région de l'Asie du sud-est.⁶⁰¹ Les pays de l'ASEAN ont

⁵⁹⁶ Constantinesco, V., « Le rôle du Conseil européen dans la formation d'une identité européenne », in. Marie Thérèse Bitch et al. *Institutions européennes et identités européennes*, Bruylant: Bruxelles, 1998, pp. 435-447.

⁵⁹⁷ Acharya, A., *A Quest For Identity: International Relations Of Southeast Asia*, Singapore: Oxford University Press, 2000, 188 p.

⁵⁹⁸ Acharya, A., *Constructing A Security Community In Southeast Asia: ASEAN and the Problem of Regional Order*, Routledge, 2000.

⁵⁹⁹ Kurus, B., "Understanding ASEAN: Benefits and Raison d'Etre", *Asian Survey*, Vol. 33, No. 8, 1993, pp. 819-831.

⁶⁰⁰ H. Nesadurai, The global politics of regionalism: Asia and the Asia-Pacific, in « Global politics of regionalism », 2005 ; S. Narine, « Forty years of ASEAN : a historical review », *The Pacific Review*, 21 :4, 411-429, 2008 ; R. Stubbs, « The ASEAN alternative? Ideas, institutions and the challenge to 'global' governance », *The Pacific Review*, 21 :4, 451-468, 2008; A. Acharya, « Ideas, identity, and institution-building : From the « ASEAN Way » to the Asia-Pacific Way ? », *The Pacific Review*, 10 :3, pp. 319-346, 1997.

⁶⁰¹ R. Stubbs, « The ASEAN alternative? Ideas, institutions and the challenge to 'global' governance », *The Pacific Review*, 21 :4, 451-468, 2008.

réussi à se forger l'image d'une organisation réussie et à positionner l'ASEAN au centre de toute coopération multilatérale ou macro régionale en Asie sud-est. Fort de sa réussite en tant qu'un forum diplomatique réussi, l'ASEAN a su expatrier son exemple par initiant des autres initiatives asiatiques comme APEC, ARF ou ASEAN+3.⁶⁰² Selon Sophie Boisseau du Rocher, l'élaboration de l'esprit ASEAN, au lieu d'adopter les principes du droit international institutionnel, a été le résultat d'une décision délibérée des Etats membres à forger une identité régionale propre à l'ASEAN qui ont voulu « s'éloigner des grands principes abstraits émis par des cultures éloignées des leurs ».⁶⁰³ L'auteur conclut que cet objectif a été largement atteint car après plusieurs années de son existence, « l'ASEAN est devenue un catalysateur et un accélérateur de l'identité régionale ».⁶⁰⁴

Section2 Les organisations post-soviétiques comme des organisations régionales, et leur association avec les facteurs identitaires

Après avoir défini le cadre de l'organisation régionale comme le véhicule d'identité régionale, nous nous tournons maintenant vers l'espace centrasiatique afin de voir si ces organisations peuvent-être qualifiées d'organisations régionales (§1) et de quel type d'identité régionale sont-elle des porteurs (§2).

§1 La OCCA, l'EURASEC et l'OCS comme des organisations régionales

L'apparition des organisations post-soviétiques ont été racontée en tenant compte du contexte contemporain. Dans ce qui suit, nous allons considérer en détail la nature de ces organisations. Tout d'abord, il faut voir si elles se qualifient formellement comme des organisations internationales (A) pour ensuite se pencher sur les facteurs que font d'elles des organisations régionales (B).

A L'OCCA, l'EURASEC et l'OCS comme des organisations internationales

⁶⁰² A. Acharya, « Ideas, identity, and institution-building : From the « ASEAN Way » to the Asia-Pacific Way ? », *The Pacific Review*, 10 :3, pp. 319-346, 1997.

⁶⁰³ Boisseau du Rocher, S., *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du sud-est*, Paris :L'Harmattan, 1998, p. 152.

⁶⁰⁴ Id. p. 153.

Il a été noté que la doctrine avait avancé quelques critères formels des organisations internationales tout en s'interdisant une théorie définitive d'organisation internationale. Ces éléments essentiels des organisations internationales ont été donc leur caractère interétatique, leur base conventionnelle, la structure institutionnelle et l'attribution, à elles, d'une personnalité juridique internationale distincte. Nous allons élaborer sur ces aspects de l'OCCA, de l'EURASEC et de l'OCS, respectivement.

(1) Le caractère interétatique et la base conventionnelle

Les organisations internationales sont des sujets dérivés du droit international, nés de la volonté des Etats. Les Etats créent les organisations internationales en vertu d'une compétence générale qui leur sont reconnu par le droit international.⁶⁰⁵ Les Etats eux-mêmes étant des entités abstraits, il s'agit de leurs organes représentatifs.⁶⁰⁶ Toutefois, selon Mustafa Kamil Yasseen, ces organes doivent être des capables engager les Etats sur le plan international.⁶⁰⁷ Un autre critère de l'organisation internationale est celle d'être créée sur la base d'un traité entre les Etats. Les traités étant des sources classiques du droit international, une organisation internationale créée en vertu d'un traité, au lieu d'un acte juridique domestique des Etats, sera directement soumis à l'ordre juridique international.⁶⁰⁸ De ce point de vue, toutes les trois organisations post-soviétiques qui ont un caractère nettement interétatique et sont créées sur la base des traités internationaux.

L'Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA) a été la modification de l'Union centrasiatique, lancée en 1994 par le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. Le prédécesseur de l'OCCA, l'Union centrasiatique a été lancée en 1994 par le traité sur la création d'un espace économique commun entre les présidents de Kazakhstan, Kirghizstan et Ouzbékistan.⁶⁰⁹ Toutefois, le terme de l'Union centrasiatique ne figure pas dans l'acte constitutif de 1994. Il s'agissait plutôt d'une dénomination adoptée par le langage commun pour décrire l'ensemble des processus et des structures initiés afin de réaliser les stipulations du Traité sur l'espace économique commun. Quant à l'Organisation de Coopération Centrasiatique, elle a été annoncée comme le successeur de l'Union

⁶⁰⁵Yasseen, M.K., "Création et personnalité juridique des organisations internationales », in R.J. Dupuy (ed.), *Manuel des organisations internationales*, op.cit., p. 34.

⁶⁰⁶ Klabbers, J., Introduction to international institutional law, op.cit., p.9.

⁶⁰⁷Yasseen, M.K., "Création et personnalité juridique des organisations internationales », op.cit., p. 34.

⁶⁰⁸Klabbers, J., Introduction to international institutional law, op.cit., p. 10.

centrasiatique le 28 Décembre 2001 pendant le sommet des présidents des Etats membres à Tachkent. Le traité sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA) a été signé par les présidents de Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Tadjikistan le 28 Février 2002 à Almaty, soumis par la suite à la ratification par les Parlements respectifs des Etats signataires.⁶¹⁰ Cet accord suit les grandes lignes de la pratique générale des traités internationaux et, aussi, se positionne clairement dans le fief du droit international. Il est négocié et signé au plus haut niveau des dirigeants politiques des Etats participants et dûment ratifié par les Parlements nationaux. Les signataires du Traité affirment d'une manière expresse, leur adhésion aux principes et aux normes reconnus du droit international public⁶¹¹ et désignent les principes de bonne foi, de souveraineté, d'inviolabilité des territoires, d'égalité et de responsabilité des Etats comme les bases principales de l'Organisation.⁶¹² Ils s'engagent aussi à enregistrer le Traité auprès le Secrétariat général de l'ONU en vertu de l'Art. 102 de la Charte de l'ONU.⁶¹³ Les Parties prennent soin de noter que les obligations découlant du Traité n'affectent nullement leurs droits et obligations en vertu d'autres accords internationaux dont ils sont les participants.⁶¹⁴ L'acte constitutif de l'Organisation de Coopération Centrasiatique montre donc clairement le caractère interétatique et la base conventionnelle de cette Organisation.

La Communauté économique eurasienne (EURASEC) est une organisation créée sur la base d'un traité international. L'acte constitutif de l'EURASEC est le Traité sur l'établissement de la Communauté économique eurasienne, adopté par les présidents de Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie et Tadjikistan, le 10 Octobre 2001 à Astana.⁶¹⁵ Tout comme le traité fondateur de l'OCCA, le document constitutif de l'EURASEC affirme l'adhésion de ses signataires aux principes et normes du droit international ainsi qu'aux principes énoncés dans la Charte de l'ONU.⁶¹⁶ L'Art. 1 dudit Traité exprime clairement le caractère interétatique de l'institution en énonçant la volonté

⁶⁰⁹V. Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998)

⁶¹⁰Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan

⁶¹¹ Id., les Considérants.

⁶¹² Ibid., Art. 1.

⁶¹³ Ibid. Art. 15.

⁶¹⁴ Ibid. Art. 16.

⁶¹⁵Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan.

des Etats de créer une organisation internationale dotée des compétences désignées par eux, qui restent souverains et les sujets du droit international. Les procédés formels de l'entrée en force du Traité (la signature par les Présidents, la ratification par les Parlements nationaux, la déposition auprès l'Etat dépositaire) sont respectés.⁶¹⁷ Le Traité est dûment enregistré auprès du Secrétariat de l'ONU en vertu de l'Art. 102 de la Charte onusienne.⁶¹⁸

L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) a été créée sur une autre base qu'un traité international. Elle a vu le jour en vertu d'une « Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai », émises les Présidents des Etats participants de Groupe de Shanghai et de l'Ouzbékistan le 15 Juin 2001.⁶¹⁹ Toutefois, la Déclaration est assez substantielle ; elle effectue et évalue d'une manière positive les activités du Groupe de Shanghai pendant cinq ans de son existence et annonce la volonté de ses participants de créer une structure durable sur la base de ses acquis positifs. Plusieurs nouveautés institutionnelles, comme le Conseil des coordinateurs nationaux et la structure anti-terroriste de l'OCS, ainsi normatifs, comme les traités multilatéraux à élaborer par les Etats, sont aussi annoncés par la Déclaration.⁶²⁰ Le contexte international contemporain, l'état de la communauté internationale ainsi que le positionnement de la nouvelle OCS dans ce contexte sont aussi adressés.⁶²¹ Afin de compléter la consolidation institutionnelle de l'OCS, l'élaboration d'une Charte de l'Organisation est assignée au Conseil des coordinateurs nationaux.⁶²² Si la Déclaration de Shanghai est l'acte constitutif de l'OCS, son véritable document constitutionnel est la Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai, adopté par les Etats membres le 7 Juin 2002.⁶²³ L'adhésion aux normes et principes du droit international est exprimé d'une manière plus substantielle que dans le cas de l'OCCA et l'EURASEC. Les Etats expriment ainsi leur adhésion aux buts et principes de la Charte de l'ONU, aux principes de respect mutuel de l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale, d'égalité en droits et de bénéfice mutuel, de résolution des disputes par la voie des consultations, de non-interférence dans les affaires intérieures des Etats, de non-utilisation de la force ou de la menace par la force ainsi que de

⁶¹⁶Id., les Considérants.

⁶¹⁷Ibid. Art. 18.

⁶¹⁸Ibid. Art. 19.

⁶¹⁹Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

⁶²⁰Id.

⁶²¹Ibid.

⁶²²Ibid.

rejet de prévalence militaire unilatérale dans les zones frontalières, l'acheminement graduel vers les buts de l'organisation, le caractère impartial de l'OCS, le principe de respecter les obligations découlant de la présente Charte.⁶²⁴ La Charte est dûment notifiée auprès le Secrétariat de l'ONU.⁶²⁵

*(2) La structure institutionnelle dotée d'une personnalité juridique
distincte des Etats membres*

La présence d'au moins un organe permanent et l'attribution d'une personnalité juridique propre sont considérés comme essentiel pour une organisation internationale. Ces caractéristiques permettent en effet de distinguer l'organisation internationale d'autres formes de coopération interétatique, comme les conférences régulières et les organes d'exécution des traités. Ils sont aussi exigés pour les besoins de centralisation et d'indépendance des organisations internationales sans lesquels il serait presque impossible pour ces derniers d'œuvrer afin de réaliser les tâches et les objectifs assignés à elles par les Etats.⁶²⁶ La permanence organique et l'autonomie institutionnelle qui en découle permet aux organisations internationales d'adopter les décisions autonomes, dans le cadre de leurs compétences, et d'agir en agents, indépendants des Etats. Dans ce cas, on parle aussi d'une volonté distincte des organisations internationales. La personnalité juridique propre est aussi requise pour que l'organisation puisse établir des relations contractuelles avec les Etats membres et les entités tiers. La volonté distincte et la personnalité juridique propre sont donc les éléments clés, le caractère 'quintessentielle' de toute organisation internationale.⁶²⁷

Si toutes les trois organisations sont marquées par un caractère interétatique et s'appuient sur des bases conventionnelles classiques, il existe toutefois quelques différences sur le plan de l'autonomie structurelle entre l'OCCA d'une part et l'EURASEC et l'OCS d'autre part. La première a été caractérisée, tout au long de son existence, par la faiblesse structurelle et la quasi-absence d'autonomie tandis que les deux dernières sont en train de se consolider, d'une manière graduelle, sur le plan institutionnel et décisionnel.

⁶²³ Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁶²⁴ Id., Art. 2.

⁶²⁵ Ibid., Art. 26.

⁶²⁶ H. Schermers et N. Blokker, *International institutional law*, op.cit., § 44; J. Klabbers, *Introduction to international institutional law*, op.cit., p. 12-13; M. Virally, *Définition et classification*, op.cit.

⁶²⁷ P. Daillier et A. Pellet, op.cit., §383 ; J. Klabbers, *Introduction*, op.cit., p. 13.

Le prédécesseur de l'*Organisation de Coopération Centrasiatique*, la Communauté économique centrasiatique a été dotée, sur le plan institutionnel, d'un Conseil interétatique, au niveau des chefs d'Etats, chefs de gouvernements et de ministres des affaires étrangères et de la défense. Le mode de prise de décisions se basait sur le principe de consensus, chaque Etat disposant d'une voix. Le Conseil interétatique était doté aussi d'un comité exécutif, qui était défini comme une organisation internationale par les Etats fondateurs. Sur ce plan, on ne peut guère parler d'une indépendance structurelle et d'une autonomie décisionnelle de l'organisation vis-à-vis les Etats individuels. Il a été noté que les régimes politiques des pays centrasiatiques s'orientent sans exception vers un régime présidentiel fort, toutes les autres instances gouvernementales étant subordonnées à la volonté des présidents qui adoptent les décisions, souvent d'une manière arbitraire. Ce constant s'applique dans le cadre du Conseil interétatique de la Communauté centrasiatique. Et ce malgré la présence d'un comité exécutif permanent. Car, ce dernier a été assigné les missions de coordination et de consultations, de prognose et d'analyse, d'information ainsi que d'exécution des décisions du Conseil interétatique. Les décisions au niveau du Conseil interétatique étant adoptées sur la base du principe de consensus, les probabilités d'autonomie au sein du Conseil et du comité exécutif ont été réduites.⁶²⁸ Ils rappelaient plutôt un organe exécutif d'un traité, en l'espèce du Traité sur l'espace économique commun.⁶²⁹ Dans ce Traité, d'ailleurs, il n'est nulle part mentionné d'une organisation internationale et tous les droits et les obligations sont formulées à l'adresse des Etats participants individuellement. Le terme d'organisation internationale n'est mentionné qu'à l'égard du comité exécutif du Conseil interétatique, lui-même étant désigné comme l'organe suprême de l'espace économique commun.

Avec la transformation en l'*Organisation de Coopération Centrasiatique*, l'institution centrasiatique ne s'est pas améliorée sur le plan d'autonomie structurelle et décisionnelle. Certes, le Traité sur l'établissement de l'*Organisation de Coopération Centrasiatique* a essayé d'introduire quelques nouveautés modestes.⁶³⁰ La première est la

⁶²⁸ V., Accord sur le Conseil Interétatique de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan et ses institutions, du 10 Février 1995, Almaty, modifié par les accords du 24 juillet 1996 et du 24 juin 1999.

⁶²⁹ V. Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998)

⁶³⁰ V., Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'*Organisation de Coopération Centrasiatique*, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

désignation expresse de l'OCCA comme une organisation internationale.⁶³¹ L'OCCA a été doté d'une personnalité juridique dans les territoires des Etats membres ainsi que de la compétence d'établir des contacts et de signer des contrats avec les autres Etats et les organisations internationales.⁶³² L'OCCA et ses fonctionnaires ont été aussi dotés des privilèges et des immunités dans les territoires de tous les Etats membres afin qu'ils puissent poursuivre la réalisation des objectifs et des tâches désignés par le Traité.⁶³³

L'avènement de la *Communauté économique eurasienne (EURASEC)* a marqué l'apparition graduelle d'un acteur réel des processus d'intégration eurasienne. Vu le contexte général post-soviétique peu propice pour les institutions, la création de l'EURASEC a été commenté comme le résultat d'une volonté de rupture afin d'élaborer une organisation régionale réussie.⁶³⁴ Cette volonté peut être observée à travers la conception d'une structure institutionnelle et décisionnelle assez solide pour la Communauté ainsi que l'accompagnement de ces constructions institutionnelles par le développement de son contenu substantiel.

Sur le plan institutionnel, la Communauté Economique Eurasienne (l'EURASEC) est assez complexe et complète.⁶³⁵ Elle est composée du Conseil interétatique, l'organe suprême de l'organisation et composé des chefs d'Etats et des gouvernements des Etats membres⁶³⁶ ; du Comité d'intégration qui est l'organe exécutif permanent de l'EURASEC, doté d'un Secrétariat chargé d'assurer le fonctionnement et le soutien technique et informationnel du Conseil interétatique et du Comité d'intégration⁶³⁷ ; de l'Assemblée interparlementaire qui est l'organe de la coopération parlementaire dans le cadre de l'EURASEC, chargée des questions d'harmonisation (rapprochement, unification), des législations nationales et d'assurer leur conformité avec les traités et accords conclus au sein de l'EURASEC⁶³⁸ ; ainsi que de la Cour de la Communauté, chargée d'assurer l'implémentation uniforme, par les parties contractantes, des termes du traité sur l'EURASEC ainsi que des autres accords et décisions conclus dans le cadre de

⁶³¹Id. Art. 1 "l'établissement de l'Organisation".

⁶³²Ibid. Art. 10.

⁶³³Ibid. Art. 12.

⁶³⁴ Primbetov, S., « Yevrazes i Vsemirnaia Torgovaia Organizatsia (EURASEC et OMC) », *Kazakhstan-Spektr*, 3(29), 2004 :3-9.

⁶³⁵Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan.

⁶³⁶ Id. Art. 5.

⁶³⁷ Ibid. Art. 6.

⁶³⁸ Ibid. Art. 7.

l'EURASEC.⁶³⁹ A la différence des autres organisations régionales dans l'espace post-soviétique, l'EURASEC a adopté des modes de prises de décision différenciés selon les organes. Le Conseil interétatique prend les décisions sur la base du principe de consensus, sauf les décisions concernant la suspension et l'exclusion de l'un des membres de la Communauté, qui sont décidées selon le principe « consensus moins la voix de la partie concernée » par la décision. Au sein du Comité d'intégration, les décisions sont prises selon le principe de la majorité de deux tiers des voix.⁶⁴⁰

La présence d'un Secrétaire général, qui dirige le Comité d'intégration, en tant que le fonctionnaire administratif le plus élevé de la Communauté dont l'indépendance et l'impartialité vis-à-vis les Etats membres sont affirmées par le Traité fondateur contribue à la consolidation de la personnalité juridique et substantielle de l'EURASEC.⁶⁴¹ Le souci de séparer le Comité d'intégration des Etats membres individuels et d'assurer juridiquement leur indépendance est adressée d'une manière élaborée. L'Article 6 du Traité sur l'établissement de l'EURASEC définit clairement le statut du Secrétaire général et ses collègues du Comité d'intégration comme des fonctionnaires internationaux exemptés de toute interférence et influence de la part des Etats membres et des parties tiers. Cet article appelle aussi les fonctionnaires du Comité d'intégration de s'abstenir de tout acte qui peut compromettre leur statut de fonctionnaire international.⁶⁴² La visibilité régionale et internationale de l'EURASEC est aussi aidée par l'adoption de l'emblème et du drapeau de l'Organisation en 2002.⁶⁴³ Les dispositions traditionnelles d'attribuer les privilèges et les immunités à l'EURASEC ainsi que l'enregistrement du Traité fondateur auprès le Secrétariat de l'ONU sont aussi considérées.

Selon Zhenis Kembraev, l'EURASEC est une organisation internationale bien accentuée et créée selon les normes et principes du droit international.⁶⁴⁴ Le mérite de l'EURASEC réside dans l'état développé de son architecture institutionnelle. A la différence des organisations comme la CEI dont la nature juridique n'est pas définie dans son statut, l'EURASEC est une organisation internationale dont le statut est expressément

⁶³⁹Ibid. Art. 8. Toutefois, la fonction de la Cour de l'EURASEC est actuellement réalisée par la Cour Economique de la CEI, selon l'Accord entre l'EURASEC et la CEI sur la réalisation des fonctions de la Cour d'EURASEC par la Cour Economique de la CEI, du 3 Mars 2004.

⁶⁴⁰ Ibid. Art. 13.

⁶⁴¹ Ibid. Art. 6. De 2001 à 2007, la fonction du Secrétaire general de l'EURASEC a été assumée par Grigoriy Rapota, le ressortissant russe. Depuis 2007, le poste est occupé par Tair Mansurov, le ressortissant du Kazakhstan.

⁶⁴² Ibid.

⁶⁴³ Décision n° 51 du Conseil Inter-Etatique sur les symboles (emblème et drapeau) de la Communauté Economique Eurasiatique, du 13 Mai 2002, Minsk, Belarus.

désigné dans ses documents fondateurs. Elle est dotée d'une personnalité juridique claire, des privilèges et des immunités, d'un système institutionnel propre ainsi que des procédures de prise de décision.⁶⁴⁵ Mais à la différence de l'Union Européenne, l'EURASEC ne dispose pas des mécanismes d'application directe de ses décisions au sein de ses Etats membres. Ses décisions doivent être transposées par les législations nationales pour avoir un effet dans l'ordre juridique domestique de ses Etats membres.⁶⁴⁶

La situation autour de *l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)* se situe plus près de l'EURASEC que celle de l'OCCA. Depuis le début de son existence, l'OCS a enregistré une évolution et consolidation institutionnelle constante, à la différence de l'OCCA qui a pris le chemin d'affaiblissement institutionnelle et de détérioration substantielle. Toutefois, l'OCS ne dispose des compétences d'intégration similaire à celles de l'EURASEC. Elle n'est pas non plus un OTAN oriental en force, comme le prédisent certains. L'OCS est plutôt en train de devenir une organisation internationale à l'instar de l'OSCE dont les préoccupations actuelles est de promouvoir les pratiques de bonne voisinage et de compréhension mutuelle ainsi qu'une solidarité entre ses membres tournée vers l'extérieur. Une solide structure institutionnelle et une personnalité juridique distincte sont conçues à cette fin.

Quels sont les éléments constitutifs de la personnalité juridique autonome de l'OCS ? Elle a été lancée par une Déclaration solennelle des Etats participants du Groupe de Shanghai en 2001 qui avaient décidé de créer une organisation internationale nouvelle qui avait l'objectif claire de rejoindre le rang des acteurs importants de la scène internationale. Cet objectif d'imprimer la société internationale de sa propre marque est perceptible à travers le but affiché de l'Organisation d'œuvrer vers la construction d'un nouvel ordre mondial politique et économique plus démocratique, plus juste et plus rationnel.⁶⁴⁷ Cette volonté de transformer l'OCS en l'acteur incontournable de la politique mondiale est reprise la Charte de l'Organisation adoptée un an plus tard.⁶⁴⁸ Toutefois, les objectifs affichés ici sont plutôt d'une nature modeste et empirique. Elle s'assigne ainsi les objectifs,

⁶⁴⁴ Ibid. p. 137.

⁶⁴⁵ Kembraev, Zh., "Evraziyskoie Ekonomicheskoe Soobshestvo: pravoviye osnovi deiatelnosti, problem I perspektivi razvitiya (Communauté Economique Eurasiatique : les bases légales, problèmes et perspectives de développement)", Gosudarstvo I Pravo, n 10, 2008, pp. 53-59.

⁶⁴⁶ Ibid.; R. Petrov, "Regional integration in the post-USSR area: Legal and institutional aspects", Law & Bus. Rev. Am., 2004, pp. 631-646.

⁶⁴⁷ Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

entre autres, du développement des contacts avec les autres pays et les organisations internationales ; de la coopération dans la prévention des conflits internationaux et la résolution pacifique des disputes ; de la coordination des efforts aux défis et problèmes du monde contemporain.⁶⁴⁹

Afin d'initier cette dialogue annoncé avec les autres organisations et les acteurs importants de la communauté internationale, l'OCS ne pouvait se passer d'une personnalité juridique réelle. Sur le plan institutionnel, l'OCS dispose d'une structure institutionnelle suivante : le Conseil des chefs d'Etats, l'organe suprême de l'Organisation⁶⁵⁰ ; le Conseil des Premiers Ministres traitant des questions concrets de la coopération, en particulier le domaine économique⁶⁵¹ ; le Conseil des Ministres des Affaires étrangères s'occupe les questions concernant le fonctionnement courant de l'Organisation⁶⁵² ; le Conseil des coordinateurs nationaux est l'organe qui assure la coordination et la direction des activités quotidiennes de l'OCS⁶⁵³ ; Le Centre régional anti-terroriste est l'organe permanent de l'OCS et regroupe les pays participants de la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001⁶⁵⁴ ; le Secrétariat constitue l'organe administratif permanent de l'OCS. Il est chargé du soutien organisationnel-technique des mesures, entreprises dans le cadre de l'OCS, ainsi que de la préparation des propositions de budget annuel de l'Organisation.⁶⁵⁵

Parmi ces organes, c'est surtout le Secrétariat et le Centre régional anti-terroriste qui contribue, par leur présence et activités permanents à la consolidation de l'image de l'OCS comme un acteur distinct des Etats membres qui la composent. Toutefois, les compétences du Centre régional anti-terroriste sont limitées aux activités liées à la collecte des informations, la préparation des recommandations, l'élaboration d'une base de données ainsi que l'assistance, d'une nature plutôt technique et informationnelle, aux Etats

⁶⁴⁸Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁶⁴⁹ Id. Art. 1.

⁶⁵⁰ Art. 5. La Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie. V. Règlement sur le Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

⁶⁵¹ Id. Art. 6. Voir, Règlement sur le Conseil des Chefs de Gouvernements (Premiers ministres) de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

⁶⁵² Ibid. Art. 7. Voir, Règlement sur le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

⁶⁵³ Ibid. Art. 9. Voir, Règlement sur le Conseil des Coordinateurs nationaux de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003.

⁶⁵⁴ Ibid. Art. 10. Voir, Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale anti-terroriste du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁶⁵⁵ Ibid. Art. 11. Voir, Règlement sur le Secrétariat de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003

participants dans plusieurs domaines, sur la demande expresse de ces dernières.⁶⁵⁶ Dans ce contexte, c'est au Secrétariat général qu'incombe la mission d'ériger l'OCS en l'acteur distingué de la scène internationale. Pour cela, l'OCS est dès le début conférée une personnalité juridique internationale par ses fondateurs. La disposition concernant la personnalité juridique internationale de l'OCS identifie d'une manière précise les actions qu'elle peut entreprendre sur le plan régional et international : conclure les accords ; acquérir et disposer les propriétés immobilières et mobilières ; ester devant la justice ; ouvrir des comptes bancaires et effectuer des opérations monétaires.⁶⁵⁷ A l'instar de l'EURASEC, la Charte de l'OCS prends soins de présenter le Secrétariat et ses employés comme un organe international indépendant et fonctionnaires internationaux, libres de l'interférence et de l'influence des Etats membres et de parties tiers.⁶⁵⁸ Pour augmenter la visibilité internationale, l'OCS semble s'efforcer à présenter au monde un code de conduite supposément propre à la région de l'OCS, un code de conduite basé sur « l'esprit de Shanghai », qui s'appuie sur les principes de confiance réciproque, de bénéfice mutuel, d'égalité, de consultations réciproques, de respect à la pluralité culturelle et d'aspiration au développement commun.⁶⁵⁹

B L'OCCA, l'EURASEC et l'OCS comme des organisations régionales

Dans la première partie de notre travail, on a présenté une analyse détaillé des facteurs politiques, géopolitiques, économiques et stratégiques qui œuvrent vers la construction et déconstruction des perceptions régionales divergentes concernant le groupe des pays dits centrasiatiques. En se référant à cette partie de notre travail pour une observation détaillée de ces facteurs, ici nous nous limitons à souligner brièvement les solidarités particulières au sein des pays centrasiatiques ainsi qu'entre les pays centrasiatiques et les Etats russe et chinois qui ont joué un rôle particulier dans la formation des organisations régionales dans l'espace post-soviétique. Il s'agit surtout des solidarités politiques, sécuritaires et géoéconomiques (1). Outre ces solidarités, les facteurs

⁶⁵⁶ Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale anti-terroriste du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁶⁵⁷ Art. 15. Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁶⁵⁸ Art. 11, Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁶⁵⁹ Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001. point 4.

qui encouragent les pays post-soviétiques à développer les organisations régionales sont de nature systémique, ou psychologique (2).

(1) Les solidarités politiques, sécuritaires et (géo) économiques au sein des organisations régionales post-soviétiques

Les documents de *l'Organisation de Coopération Centrasiatique* et de ses prédécesseurs sont remplis des références à la nécessité pour les pays de se solidariser afin de la réalisation des réformes économiques, du développement des relations de marché et de l'établissement des liens économiques mutuellement avantageux.⁶⁶⁰ La création d'un espace économique commun est considérée comme une nécessité objective.⁶⁶¹ Les pays centrasiatiques sont pourvus des larges réserves des ressources naturelles. Mais, depuis près de vingt ans de leur existence en tant qu'Etats indépendants, ils n'ont pas pu profiter de leurs ressources pour construire des économies viables et compétitives. Les espérances liées aux investissements internationaux n'ont pas été réalisées non plus. Dans ce contexte, les Etats sont obligés de coopérer mutuellement afin de valoriser ce potentiel de ressources naturelles et de croissance économique. Ils sont aussi conscients des avantages de coopération régionale pour le développement du potentiel de transport et de transit dont l'importance pour les pays enclavés est plus qu'évidente.⁶⁶² Toutefois, les considérations économiques ne présentent qu'une partie de la réalité de l'OCCA. Le Traité fondateur de l'OCCA du 28 Février 2002 donne une aperçue plus détaillée des éléments qui forgent une solidarité restreinte entre ses pays membres. Ce sont tout d'abord « les traditions profondes de l'amitié et du bon voisinage ainsi que la solidarité historique et culturelle entre les peuples frères centrasiatiques ». Ces sources historiques et culturelles de leur solidarité sont complétées par les réalités contemporaines, qui sont la nécessité de coopération dans les domaines de sécurité et de stabilité régionale, de lutte contre les défis de terrorisme et d'extrémisme, de crime organisé et de commerce des drogues. Les Etats doivent compter

⁶⁶⁰Les considérants du Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998.

⁶⁶¹Id.

⁶⁶²Déclaration conjointe des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 6 Juillet 2003, Almaty, Kazakhstan.

sur eux-mêmes collectivement pour augmenter le niveau de vie des peuples de la région.⁶⁶³ Parmi ces facteurs, l'élément de sécurité et de stabilité est devenu de plus en plus éminent. Tous les pays d'Asie centrale étant des nouveaux Etats, ils soulignent régulièrement leur intérêt commun et réciproque afin de protéger et consolider leur sécurité, stabilité, souveraineté et intégrité territoriale.⁶⁶⁴ Leur coopération dans ces domaines acquiert un caractère plus urgent dans le contexte international contemporain, marqué par les défis de terrorisme international. Dès l'an 2000, les pays de la région exprimaient leur préoccupation que « l'Asie centrale est en train de devenir l'un des objets principaux des activités hostiles du terrorisme international et de l'extrémisme ».⁶⁶⁵ Les soucis du développement économique et de la sécurité régionale sont donc les deux piliers essentiels de la solidarité régionale des pays centrasiatiques.⁶⁶⁶

La dynamique essentielle de *la Communauté économique eurasienne* se manifeste surtout sur le plan économique et géoéconomique. Ses participants sont essentiellement guidés par la volonté « d'une intégration plus poussée ordonnée par les buts du progrès social et de l'amélioration du bien-être de leurs peuples »⁶⁶⁷ ainsi que « la nécessité de coordonner les approches au cours de l'intégration à l'économie mondiale et au système international du commerce ».⁶⁶⁸ Les économies des pays participants de l'EURASEC sont toujours essentiellement des fournisseurs des matières premières. Cet état des choses n'est pas adéquat pour réaliser la modernisation de leurs systèmes économiques, nécessaire pour les réformes politiques et démocratiques. Actuellement, les espoirs de développement industriel sont liés au développement d'intégration économique poussée. C'est particulièrement le cas de la Russie et du Kazakhstan, les deux pays leaders de l'EURASEC. Ils sont aussi persuadés des nécessités de solidarité au sein du système international du commerce. Leur volonté de coordonner leurs efforts d'intégrer l'économie

⁶⁶³ Les considérants du Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

⁶⁶⁴ Communiqué conjoint des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 5 Octobre 2002

⁶⁶⁵ Déclaration des chefs d'Etats de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan et de représentant spéciale du Président de la Fédération de Russie, du 20 Août 2000, Bichkek, Kirghizstan

⁶⁶⁶ Communiqué conjoint à l'issue de rencontre des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 27 Décembre 2002, Astana, Kazakhstan

⁶⁶⁷ Les considérants du Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999, Moscou, Russie

⁶⁶⁸ Les considérants du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan. Voir, aussi, Déclaration des Chefs d'Etats-membres de la Communauté Economique Eurasiatique, du 31 Mai 2001, Minsk, Belarus.

mondiale est ordonnée par l'idée que qu'intégrer le système économique international individuellement pourrait s'avérer délicate ou même impossible. Car, selon eux, les acteurs majeurs du système économique international ont l'intérêt à fixer auprès des Etats post-soviétiques le statut des Etats fournisseurs des matières premières et n'ont pas des intentions de partager leurs technologies et les investissements. Ce sentiment est illustré dans l'une des analyses de l'EURASEC par Rafik Ultanbaev qui explique que « les membres de l'EURASEC sont conscients que la réorientation vers l'Ouest, où pratiquement il n'y a aucune demande pour leurs produits (à part quelques matières premières), pourrait se traduire en dégradation économique et la destruction des secteurs basés sur la haute technologie de leurs industries »⁶⁶⁹. A part la perception de leur faiblesse en face des interlocuteurs occidentaux, c'est l'évolution du contexte international d'une manière général qui renforce la solidarité entre les membres d'EURASEC dans leur volonté de construire un groupement économique intégré. Notamment, ils suivent de près la réorganisation du système économique global, caractérisée par la montée en puissance des puissances économiques non-traditionnelles telles la Chine, l'Inde ou le Brésil.⁶⁷⁰

Quant à *l'Organisation de Coopération de Shanghai*, il a été maintes fois noté que la raison d'être, le ciment de l'Organisation est la question de la sécurité régionale, comprise comme l'addition des régimes domestiques stables des pays membres individuels. Car, chaque pays se concentre sur les forces subversives actives dans son propre territoire. Pour la Chine, c'est le potentiel séparatiste de la région autonome de Xinjiang, pour la Russie, c'est la situation instable dans les régions comme la Tchétchénie, pour les pays centrasiatiques, ce sont des forces de l'opposition dont les plus viables sont d'habitude associées avec les groupes fondamentalistes religieux. Or, la solidarité collective se manifeste, au sein de chaque partie, dans la démonstration de compréhension et de soutien, dans la mesure du possible, des soucis de sécurité de ses partenaires et de leurs approches individuelles vers la solution de ces problèmes. Dans le même temps, chaque partie peut compter que le même comportement de compréhension et de soutien lui sera réservé par ses partenaires, en retour. Le cadre de l'OCS permet justement d'entériner ce genre des attentes et des comportements réciproques dans la longue durée. En effet, la

⁶⁶⁹ Ultanbaev, R., « Eurasian Economic Community: Thorny path of development », *Central Asia and the Caucasus*, 3(21), 2003.

⁶⁷⁰ Voir: Agence Regnum, « Ekspert : Tamojenniy soyuz daet Rossii vozmojnost sozdat v Evrazii novii tsentr sili (Expert : l'Union douanière offre à la Russie l'opportunité de créer un nouvel centre de puissance en Eurasie) », 27 Novembre 2009, www.regnum.ru

Déclaration de Douchanbé du 4 Juillet 2000, émise à l'issu du dernier sommet de Groupe de Shanghai avant sa transformation en l'OCS en 2001, met l'accent sur la nécessité de compréhension et de confiance mutuelle entre les Parties et exprime leur soutien à la conception «Chine unique » de la République populaire de la Chine ainsi qu'à l'approche de la Russie pour régler la situation dans la république tchéchène.⁶⁷¹ Cette solidarité a été formulée comme la volonté des Etats participants à élaborer une lutte collective efficace contre le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme, appelés, dans le langage régional, comme « les trois maux ».⁶⁷² A côté de cet élément rassembleur qui est le souci de stabilité des régimes individuels, il y a un autre aspect important, tourné vers l'extérieur qui contribue à tisser une solidarité restreinte entre les pays membres de l'OCS. Il s'agit de la volonté ou le besoin de ces Etats de s'appuyer sur une plateforme fiable dans un environnement international fluide, marquée des transformations géopolitiques depuis la fin de la Guerre froide. Le mouvement de globalisation, accompagné souvent d'une volonté de répandre le modèle de démocraties libérales sur toute la planète, mettent les Etats, encore fortement marqués par l'expérience soviétique et par les réflexes d'autoritarisme et de monopôle d'Etat est la norme, dans une situation délicate. Si l'intégration à la globalisation économique est un choix indiscutable, les Etats veulent, par contre, veiller à garder leurs valeurs et traditions politiques. L'existence de l'OCS doit être évaluée dans ce contexte. Elle est justifiée par la volonté d'adopter la globalisation économique sans faire des concessions sur le plan des régimes politiques domestiques au profit de la démocratie libérale. Cette opération peut être atteinte plus facilement dans la présence d'un groupement des Etats à l'approche similaire. Les références à l'émergence des nouvelles situations géopolitiques, pouvant créer des perturbations au sein des Etats de la région et la nécessité, dans ce contexte, de respecter les principes classiques des relations interétatique tels la non-interférence dans les affaires intérieurs des Etats sont prédominants dans les documents essentiels de l'OCS. Dans la Déclaration de Douchanbé du 4 Juillet 2000, les Etats signataires signalent justement la situation géopolitique au sein et autour de la région centrasiatique qui peut être déstabilisée par les interventions extérieures. Pour éviter toute possibilité de conflit, les Etats appellent à approfondir la coopération mutuelle dans les domaines politique, diplomatique, commercial, militaire ou

⁶⁷¹Déclaration de Douchanbé du 4 Juillet 2000.

⁶⁷²Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine ; Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

technique.⁶⁷³ Avec la création de l'Organisation, ils ont réitéré leur forte adhésion aux principes de respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, d'égalité en droits, de solution des problèmes par la voie des consultations, de non-recours à la force, de non-interférence dans les affaires intérieures, de refus à l'utilisation unilatérale de la supériorité militaire dans la région.⁶⁷⁴ Ils soulignent aussi l'importance de maintenir de l'équilibre stratégique et de la stabilité globale dans la situation internationale contemporaine.⁶⁷⁵

(2) Les facteurs systémiques et psychologiques derrière l'accent sur les organisations régionales

D'une manière générale, la volonté des Etats d'investir sérieusement dans le développement des structures régionales est aussi due à la croissance des mouvements de consolidation régionale dans les autres régions importantes du monde. Le rôle du facteur psychologique et d'imitation, mentionné par Jean-Claude Gautron, se fait sentir dans l'espace post-soviétique aussi. La situation où la région centrasiatique est dépourvue des structures régionales propres n'est plus désirée par les Etats individuels. Comme le notent. B. Sultanov et L. Muzaparova, les représentants de la communauté d'analystes kazakhe, « les résultats des activités des unions d'intégration réussies telles l'UE, l'ASEAN, l'ALENA et autres, encourage les Etats d'Asie centrale à chercher les modèles effectives d'intégration, afin de ne pas rester éloignés des développements politiques globaux et de ne pas rester économiquement non-développés. Aujourd'hui, il y a une situation quand les Etats de notre région devront traiter non avec les gouvernements des pays individuels, mais avec les organes exécutifs des larges groupements régionaux, ce qui réduit notre capacité d'influencer les négociations ».⁶⁷⁶ Le constat de cette évolution de la société internationale, marquée par « l'autonomisation des institutions régionales »⁶⁷⁷, pousse les Etats d'Asie

⁶⁷³ Déclaration de Douchanbé du 4 Juillet 2000.

⁶⁷⁴ Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

⁶⁷⁵ Id.

⁶⁷⁶ Sultanov, B., Muzaparova, L., Stanovlenie vneshney politiki Kazakhstana : Istoria, dostijenia, vzglyad v budushee (Développement de la politique étrangère du Kazakhstan : Histoire, réussites, regard sur l'avenir), IWEP, Almaty, 2005, p. 59.

⁶⁷⁷ M. Delmas-Marty, Le pluralisme ordonné (Les forces imaginantes du droit- II), Paris : Editions du Seuil, 2006, p. 145.

centrale à élaborer leurs propres structures régionales qui leur permettraient d'améliorer leur potentiel diplomatique sur le plan international.

Dans son analyse générale des structures régionales de l'espace post-soviétique, Alexander Libman, le représentant de la discipline de l'économie politique, accentue justement les raisons non-matérielles qui maintiennent l'intérêt des Etats dans les organisations régionales. Ces dernières se revêtiraient ainsi les fonctions de *construction rhétorique*, instrumentalisée aux fins de politique étrangère et domestique des Etats ; *d'effet psychologique* qui permet de maintenir une illusion d'unité continue dans un contexte de séparation brusque et brutale entre les Etats, autrefois les parties de l'URSS ; *d'intégration protectrice* sensée aider les Etats post-soviétiques de survivre aux vagues des révolutions de couleur et aux actions des oppositions domestiques ; ainsi que *d'intégration de survie* qui permet aux Etats individuels d'affronter les chocs de désintégration économique grâce à la continuation de la porosité des frontières ainsi qu'à la disponibilité de certains produits de la Russie aux prix domestiques.⁶⁷⁸

§2 La question de l'identité régionale au sein des organisations post-soviétiques

Quels sont les rapports entre le facteur identitaire et les organisations régionales dans l'espace post-soviétique ? Sont-elles des traductions juridiques et institutionnelles des identités régionales préexistantes ? Ou, soient-elles créées afin de forger des solidarités identitaires au sein de leurs participants ? Après près d'une décennie de l'existence, quelle est la situation en ce qui concerne les liens entre le facteur identitaire et les organisations régionales dans l'espace post-soviétique ?

A Les organisations post-soviétiques et l'identité régionale préexistante non réalisée : le cas de l'OCCA

Malgré la présence d'un potentiel de l'identité régionale liée à l'idée de l'Union centrasiatique (1), l'OCCA n'a pas su en faire l'usage (2).

⁶⁷⁸ Libman, Alexander, "Regionalisation and regionalism in the post-Soviet space: Current status and implications for institutional development", *Europe-Asia Studies*, 2008: 59:3, pp. 414-416.

(1) L'apport potentiel des discours et des expectations populaires sur
l'identité régionale centrasiatique

Au sein des trois organisations de notre étude, c'est l'*Organisation de Coopération Centrasiatique* qui pourrait bénéficier le plus du rôle facilitateur des facteurs identitaires. Elle a été en fait interprétée comme la personnification de l'idée d'Asie centrale comme une région unique, basée sur des perspectives historiques et contemporaines. Sa création a été précédée par les appels des élites politiques et intellectuelles des pays de la région à restaurer l'unité et surtout l'indépendance de la région qui a été morcelée par plus d'un siècle de la domination coloniale russe. Les opinions convergeaient que la mise en place d'une institution régionale centrasiatique représentait la reconnaissance officielle d'une identité régionale centrasiatique.⁶⁷⁹

Les premiers efforts d'institutionnalisation de cette unité avaient trouvé leur expression dans le repère historique de « Turkestan », faisant allusion aux éléments communs d'ethnicité turque, de religion musulman et de culture turco-musulmane.⁶⁸⁰ Ces éléments étaient à l'origine d'une identité tout à fait imaginable et visible, acceptée par les peuples de la région. L'un des premiers efforts à matérialiser ce phénomène de solidarité a été formulé par Islam Karimov, le Président de la république d'Ouzbékistan, dans son initiative de « Turkestan- notre maison commune ». Il avait ainsi appelé les représentants des pays centrasiatiques individuels à « imaginer Turkestan (Asie centrale) comme une

⁶⁷⁹Voir, à ce sujet d'identité régionale existante : Tolipov, F., "Central Asia as a space, polity, peoples, and fate", *Central Asia and the Caucasus*, 2005, n 2(32), pp. 105-112 ; Tolipov, F., "Central Asia is a region of Five Stans: Dispute with Kazakh Eurasianists", *Central Asia and the Caucasus*, 2006, n. 2(38), pp. 17-26; M. Chaykhoutdinov, « Tsentralnaya Aziya na puti stanovleniya v katchestve samostoyatel'nogo sub'yekta geopolitiki : povestka dlya uchtchenih i politikov (L'Asie Centrale sur le chemin de devenir un sujet géopolitique indépendant : message pour les chercheurs et les politiciens) », dans KISI (Institut kazakh des recherches stratégiques), *Bezopasnost i regionalnoie sotrudnichestvo (Sécurité et coopération régionale)*, Les travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération régionale en Asie Centrale, Almaty, KISI, 2004

⁶⁸⁰ Le terme de "Turkestan" était déjà utilisé pendant l'époque de la domination de la Russie du tsar qui avait créé une division administrative de Turkestan rassemblant la grande partie de l'Asie centrale actuelle et résidée par les populations musulmanes turcophones. Dans la dernière période de l'Empire russe, le terme « Turkestan » est devenu le symbole de rassemblement des aspirations indépendantistes des élites intellectuelles des populations musulmanes de l'Empire. Le plus notablement, c'est le mouvement de réformisme musulman, les « djadides », qui appelaient à réaliser une renaissance scientifique, culturelle et politique des musulmans de Russie, qui est resté associé avec l'idée de Turkestan. Pour eux, le Turkestan était une région distincte avec son histoire scientifique, politique et culturelle propre. Ils voulaient restaurer ce potentiel scientifique, culturel et politique de la région par une réforme éducative en ouvrant les écoles modernes au sein des populations musulmanes de la Russie. Voir, sur le mouvement des djadides, Khalid, A., *The politics of Muslim cultural reform: Jadidism in Central Asia*, California, University of California Press, 1998, 400 p. Sur l'idée de Turkestan au début de l'indépendance des pays de l'Asie centrale, voir : Hyman A., "Turkestan and pan-Turkism revisited", *Central Asian Survey*, 16(3), 1997, pp. 339-351.

grande maison, une grande famille. L'enjeu le plus vital [...] est de créer dans la région centrasiatique d'une zone d'unité économique, spirituelle, et si nécessaire, politique. Je n'ai aucun doute que nos peuples soutiendront ce slogan d'une Turkestan unique. (...) Il serait approprié d'appeler ce mouvement « Turkestan est notre maison commune ». Elle l'est en effet notre maison commune ».⁶⁸¹

Par la suite, l'idée d'institutionnaliser l'identité régionale a continué avec la promotion du concept de « l'Asie centrale », un terme plus neutre, le 4 Janvier 1993.⁶⁸² Selon M. Chaykhoutdinov, l'adoption de cette appellation de « l'Asie centrale » a résulté de la reconnaissance par les Etats de la qualité de sujet, de la spécificité de la région centrasiatique. Selon lui, les Etats centrasiatiques devraient désormais se positionner comme un organisme économique et culturel unique, dotée d'une identité commune géopolitique et culturelle.⁶⁸³ Les efforts d'institutionnalisation ont été entamés par l'initiative de l'espace économique commun, lancée le 4 janvier 1993, dont l'OCCA a été l'héritier.⁶⁸⁴

Les politiques et les analystes présentaient les structures régionales de l'Asie centrale comme des entités pourvues d'une identité propre et distincte des autres organisations existant en Eurasie, notamment dans l'espace post-soviétique.⁶⁸⁵ Cette interprétation est affirmée par l'interview accordée par les présidents du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan à la Radio Liberté en 1997. Pendant cette interview, Islam Karimov a souligné le caractère distinct de l'initiative de l'Union centrasiatique : « la différence entre notre union et les autres unions qui sont créées dans l'espace post-soviétique réside dans ce sens que nous voulons avant tout résoudre les questions liées à notre unité (*obchnost*'), d'abord économique, mais aussi unité sociale, historique, géographique et nationale. Je

⁶⁸¹ Cité dans A. Hyman, "Turkestan and pan-Turkism revisited", *Central Asian Survey*, 16(3), 1997, pp. 339-351.

⁶⁸² Medvedev, O., "Kazakhstan i Srednaya Aziya obyedinilis v Tsentralnuyu Aziyu (Kazakhstan et Asie moyenne se sont réunis dans Asie centrale) », *Kommersant*, 9 Janvier 1993, www.kommersant.ru Pour plus de détails, voir Partie I, Ch. 4, Section 1 de notre travail.

⁶⁸³ M. Chaykhoutdinov, « Tsentralnaya Aziya na puti stanovleniya v katchestve samostoyatel'nogo sub'yekta geopolitiki : povestka dlya uchtchenih i politikov (L'Asie Centrale sur le chemin de devenir un sujet géopolitique indépendant : message pour les chercheurs et les politiciens) », dans KISI (Institut kazakh des recherches stratégiques), *Bezopasnost i regionalnoie sotrudnichestvo (Sécurité et coopération régionale)*, Les travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération régionale en Asie Centrale, Almaty, KISI, 2004.

⁶⁸⁴ Le Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998.

⁶⁸⁵ Voir à ce sujet, Tolipov, F., « Sravnitelni analiz integratsii v SNG i v Tsentralno Azii (Analyse comparative de la CEI et d'Asie centrale) », *Central Asia and the Caucasus*, 1999.

pense que les approches sont fondamentalement différentes et que ce pourrait aider à éviter la géopolitique car c'est ce que veulent les gens ».⁶⁸⁶

(2) La dissociation de l'OCCA avec l'idée de l'identité régionale centrasiatique

Toutefois, vers le moment quand l'Union centrasiatique (qui a été déjà rebaptisé d'Association économique centrasiatique) a été transformée en l'Organisation de Coopération Centrasiatique, le discours sur l'identité régionale et le destin commun des Etats centrasiatiques était de plus en plus en contraste avec des aspirations différentes des pays individuels ainsi que des critiques adressées à l'OCCA. Pendant le sommet de Tachkent en Décembre 2001, Islam Karimov a indiqué que la Communauté centrasiatique commençait prendre « la même voie que la CEI » dans ce sens que la plupart des documents adoptés par l'organisation centrasiatique n'étaient toujours pas implémentés. Il allait appeler à réévaluer critiquement tous les documents adoptés dans le cadre de l'Union centrasiatique et l'OCCA, près de 243 documents en tout, pendant la réunion de Douchanbé de l'OCCA en Octobre 2002. L'objectif d'intégration économique étroite entre les Etats, qui était assumée être le signe de l'existence d'une identité propre à la région, a commencé céder la place aux préoccupations individuels des pays ainsi qu'aux questions politiques et sécuritaires.⁶⁸⁷ Avec l'adoption du Traité sur l'OCCA, l'objectif d'intégration économique a cessé d'être la priorité et a été dilué parmi d'autres objectifs politique, scientifique, culturel, environnemental ou sécuritaire.⁶⁸⁸ L'objectif de renforcer l'identité régionale commune a été délaissé au profit de la priorité de développer les identités nationales individuelles. Ainsi, la question de délimitation entre les pays et de renforcement des frontières interétatiques a été présentée comme le domaine d'action prioritaire au sein de l'OCCA.⁶⁸⁹

⁶⁸⁶ Le Radio Liberté, « L'Union centrasiatique : dans l'espoir de survivre : Les présidents di Kirghizstan et de l'Ouzbékistan dans le programme spécial du bureau de Moscou du Radio Liberté », 14 Août 1997.

⁶⁸⁷ Panorama, "Na sammite glav gosudarstv TsAES obchtchie politicheskie tseli natchali prevalirovat nad ekonomitcheskim (Durant le sommet des chefs d'Etat de CAEC, les objectifs politiques généraux ont commencé prévaloir sur les objectifs économiques)", Quotidien kazakhstanais, n° 1, 12 janvier 2001 <http://panorama.kz/archiv/2001/01.htm> accédé le 22 Avril 2010.

⁶⁸⁸ Zh. Kembraev Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area, Springer, 2009, p. 182.

L'accent tendait désormais vers l'affaiblissement et la désintégration des repères identitaires communs. D'une manière importante, l'OCCA n'a plus été associée avec l'image du garant de la sécurité régionale. Cet image de garant de sécurité régional a été graduellement délaissée au profit des organisations telles l'OTSC, promue par la Russie, ou l'OCS, promue par la Chine.⁶⁹⁰ Plus particulièrement, le rôle de la Russie comme le garant essentiel de la sécurité régionale en Asie centrale a été reconnue unanimement, une reconnaissance qui a été traduite par l'adhésion de la Russie à l'OCCA en Octobre 2004.⁶⁹¹ L'adhésion d'une Russie dominatrice a ôté à l'OCCA le moyen institutionnel pour maintenir une identité propre à l'Asie centrale ; les efforts de plus d'une décennie en vue d'institutionnaliser une identité régionale indépendante et distincte des autres groupements post-soviétiques dominées par la Russie ont été brusquement mis entre parenthèse par cet évènement.⁶⁹² L'existence de l'OCCA n'avait désormais plus aucun sens, elle ne représentait qu'*un corps sans souffle*.⁶⁹³ Par la suite, elle a été fusionnée avec l'EURASEC, une organisation post-soviétique dominée par la Russie. Avec cet acte, c'est l'identité distincte centrasiatique qui a été diluée au sein de l'identité régionale eurasiennne. L'affaiblissement structurel et l'absence d'autonomie de l'OCCA s'explique peut-être par l'érosion de l'identité régional qui la soutenait pendant le début de son existence en tant que l'Union centrasiatique.

B Les efforts de l'élaboration des repères identitaires par la voie des organisations régionales : les cas de l'EURASEC et l'OCS

L'EURASEC et l'OCS représentent l'exemple des efforts de tisser des identités régionales à partir des efforts conscients des Etats par le biais des cadres institutionnels.

⁶⁸⁹ Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu du Sommet de l'OCCA du 5-6 Octobre 2002 à Douchanbé, Tadjikistan », www.press-service.uz

⁶⁹⁰ Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu de la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCCA du 28 Mai à Astana, Kazakhstan », www.press-service.uz

⁶⁹¹ Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu de la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCCA du 17-18 Octobre 2004 à Douchanbé, Tadjikistan », www.press-service.uz

⁶⁹² Tolipov F., "The expansion of CACO: A Russian offensive or a Central Asian surrender", *The Central Asia- Caucasus Analyst*, Edition du 1re Décembre, 2004 <http://www.cacianalyst.org/>; Tolipov, F., "CACO merges with EEC: the third strike on Central Asia's independence", *The Central Asia-Caucasus Analyst*, Edition du 19 October, 2005 <http://www.cacianalyst.org/>.

⁶⁹³ Kolesnikov, A., "On a offert à Vladimir Putin une organisation: la coopération centrasiatique est devenue eurasiennne", *Kommersant*, le quotidien russe, Edition du 7 octobre 2005, <http://kommersant.ru/>.

(1) L'effort normatif pour renforcer l'identité de l'EURASEC

Nous avons mentionné que l'identité centrasiatique a été écartée au profit d'une identité régionale eurasienne soutenue par la *Communauté économique eurasienne (EURASEC)*. A la différence de l'OCCA qui n'a pas su maintenir et consolider le potentiel de l'identité régionale, les participants de l'EURASEC travaillent d'une manière plus ou moins systématique à élaborer une image visible et compréhensible de la Communauté au niveau régional et international. Notamment, le travail de l'élaboration d'une identité régionale centrée sur l'EURASEC s'appuie sur une approche normative. Ce travail est reflété dans l'adoption d'un ensemble des documents normatifs qui soulignent les sources d'identité de la Communauté, l'ensemble des valeurs qu'elle représente ainsi que le modèle relationnel qu'elle adopte vis-à-vis des autres organisations et groupements régionaux au sein de la communauté internationale. Dans ce qui suit, nous allons présenter les éléments de l'identité régionale institutionnalisée que veut élaborer l'EURASEC à partir de deux documents.

Le drapeau et le symbole de l'EURASEC



L'emblème de l'EURASEC



La démonstration du drapeau de l'EURASEC

Le premier concerne les symboles de l'EURASEC. Comme il a été noté le Conseil interétatique, par sa décision du 13 Mai 2002, a adopté l'emblème et le drapeau de l'EURASEC, le dernier étant l'imprimé de l'emblème. Selon l'EURASEC, les couleurs de la Communauté représentent ses appartenances géographiques ainsi que ses aspirations du bien-être. Le bleu symbolise l'Europe ainsi que la beauté, la loyauté et la raison. Le jaune représente l'Asie ainsi que l'espoir, la joie, le fleurissement et l'abondance. Le couleur d'or représente le développement économique, le progrès, la richesse, la justice et la générosité. Deux formes symétriques, en bleu et jaune respectivement, sont combinées pour former

une figure dynamique qui entoure le globe terrestre. Le cercle est le symbole de la perfection, de l'unité et de la complétude. Le cercle au centre représente le nucléus, l'union d'accord (*soglasie*) et le pacifisme dans l'affaire commune (*obchoe delo*), le bien-être et le succès. Le globe terrestre signifie la volonté des membres de l'EURASEC d'atteindre une coopération multilatérale sur le plan global.⁶⁹⁴

La Conception de l'activité internationale de l'EURASEC

Quant au deuxième document normatif, il s'agit de la Conception de l'activité internationale de l'EURASEC du 25 janvier 2008. La Conception a été adoptée afin de définir les modes d'action qui incombent à l'EURASEC et à ses Etats membres pour promouvoir les intérêts de la Communauté économique eurasienne dans l'arène internationale ainsi que les directions principales de son activité internationale. Elle présume l'existence des intérêts géopolitiques et géoéconomiques communs ou concordants entre les Etats membres de la Communauté.⁶⁹⁵ Dans la perspective de l'identité régionale, l'intérêt de cette conception réside dans le fait qu'elle met au centre de l'attention une image de l'EURASEC comme une entité distincte dotée de ses propres intérêts et représentant un ensemble des valeurs et des principes. Par le biais de cette Conception, l'EURASEC se positionne comme un acteur de l'arène internationale et identifie ses interlocuteurs avec qui elle veut établir des relations réciproques.

La Conception identifie les facteurs exogènes, particulièrement l'influence des éléments extérieurs sur le développement économique ainsi que la croissance du rôle des institutions internationales et des groupements d'intégration comme les facteurs essentiels exigeant la consolidation de la position et du rôle international de l'EURASEC. La Conception exige aussi des Etats membres de coordonner leurs positions dans leurs interactions avec les organisations internationales ainsi que pendant le lancement des initiatives internationales qui touchent aux intérêts de l'EURASEC.⁶⁹⁶ Dans cette perspective, une attention spéciale est accordée aux efforts des Etats membres d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce. L'EURASEC ayant initié le processus de la création d'une Union douanière, elle exige de ses Etats membres de coordonner leurs positions

⁶⁹⁴Décision n° 51 du Conseil Inter-Etatique sur les symboles (emblème et drapeau) de la Communauté Economique Eurasiatique, accompagné d'une Note explicative sur les symboles de l'EURASEC, du 13 Mai 2002, Minsk, Belarus

⁶⁹⁵Les considérants de la Conception de l'activité internationale de l'EURASEC du 25 janvier 2008.

⁶⁹⁶Id. Section I.

concernant les perspectives d'adhésion à l'OMC. Elle appelle aussi les Etats à coopérer mutuellement dans les projets d'élargissement du potentiel des exportations et de la rationalisation des importations et à montrer une solidarité dans les marchés internationaux.⁶⁹⁷ Il incombe aussi aux Etats membres de renforcer l'autorité internationale de l'EURASEC et de former une image positive pour cette dernière dans le monde.⁶⁹⁸

En tant qu'acteur international, l'EURASEC donne la priorité aux relations avec l'ONU et le système onusien, particulièrement ses commissions régionales pour l'Europe (UNECE) et l'Asie (UNESCAP). Cette priorité est confirmée par la volonté de l'EURASEC d'acquiescer le statut d'observateur au sein de l'Assemblée Générale de l'ONU.⁶⁹⁹ Sur le plan régional, la priorité est accordée aux relations avec la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (CSTO). Outre ses deux directions principales, la Conception fait ressortir les relations avec l'OMC et l'Union Européenne comme essentielles pour le développement de l'EURASEC. A côté de ces directions principales, la Conception cite les organisations suivantes comme les interlocuteurs privilégiés potentiels de l'EURASEC : l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), le Conseil pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), l'Organisation de coopération économique (ECO), l'Organisation de Coopération Economique et de Développement (OECD), l'Organisation de Conférence Islamique, l'Association des Etats d'Asie du sud-est (ASEAN), l'OSCE, l'Organisation de coopération pour la Mer noire, ainsi que les institutions financiers internationales (la Banque Mondiale, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, la Banque Asiatique de Développement et l'Organisation mondiale des douanes). La coopération avec les Assemblées parlementaires de plusieurs de ses organisations (OSCE, Conseil de l'Europe, l'Organisation de coopération pour la Mer noire) sont aussi envisagées.⁷⁰⁰

On voit, à travers ses documents normatifs, la volonté de l'EURASEC de s'affirmer comme un acteur autonome et distincte aussi bien de ses Etats membres que des autres organisations similaires en activité dans l'arène internationale. Cette volonté

⁶⁹⁷ Ibid. Section III.

⁶⁹⁸ Ibid.

⁶⁹⁹ Résolution A/RES/58/84 – Sur le statut d'observateur pour la Communauté économique eurasiennne à l'Assemblée Générale de l'ONU, adoptée le 9 Décembre 2003.

⁷⁰⁰ Section V de la Conception de l'activité internationale de l'EURASEC du 25 janvier 2008.

d'autodétermination et de différenciation est accompagnée logiquement par une quête pour ses semblables afin d'initier les contacts avec ses derniers. Car, l'établissement des contacts avec les organisations similaires et leur consolidation contribue à tisser l'identité distincte de la Communauté sur la durée et sur la substance. Ces documents représentent aussi un travail d'articulation des intérêts propres de la Communauté, informés par un ensemble des valeurs reconnues internationalement. Le fait que la Communauté exige le respect de ses intérêts non seulement de ses interlocuteurs de la scène internationale mais particulièrement de la part de ses Etats membres montre le degré de confiance qu'elle est en train d'acquérir en tant qu'acteur international. Cette volonté et les efforts accompagnants à acquérir une identité propre reconnue régionalement et internationalement semblent trouver la compréhension de la part des Etats, des organisations ou des communautés d'experts.⁷⁰¹ Ainsi ces dernières considèrent fréquemment l'EURASEC comme une organisation régionale cohérente et efficace, comparée aux autres organisations similaires dans l'espace post-soviétique.⁷⁰² Cet état des choses s'explique aussi par la consolidation d'une idéologie eurasiennne dont on a parlé dans la première partie de notre travail.

L'idéologie eurasiennne, formée autour des processus de formation de l'EURASEC a été ordonnée par la volonté des Etats participants d'élaborer des soutiens intellectuels aux efforts de modernisation et développement économique des nouveaux pays de l'espace post-soviétique. Bien que la Russie constitue l'acteur central de ces processus, certains pays comme le Kazakhstan s'impliquent d'une manière assez engagée aux efforts d'eurasiennne. Cet engagement idéologique se traduit par la mise en place des structures de coopération plus serrée entre ceux qui partagent ces convictions. Notamment, la dyade Russie-Kazakhstan est devenue l'élément clé de l'intégration eurasiennne, qui a actuellement lancé le processus de la création d'une Union douanière dotée d'une Commission douanière avec les prérogatives supranationales, au sein de l'EURASEC. Ils

⁷⁰¹ Nazarbayev N., "Evraziyskiy ekonomicheskiy soyuz: teoriya ili realnost (L'Union économique eurasiennne: mythe ou réalité)?" *Izvestiya*, le quotidien russe, l'édition du 19 Mars 2009, www.akorda.kz

⁷⁰² Abdrakhmanova, G., "Alternativnie proekty regionalnoï integratsii s utchastiem stran Tsentralnoï Azii: Nekotorie sravneniya (Les projets alternatives d'intégration régionale avec la participation des Etats d'Asie centrale : Quelques comparaisons)", le document obtenu auprès de l'auteur ; Gleason, "The reintegration of Eurasia: Functional theory and Interstate policy coordination", Paper presented to 44th Annual Convention of the ISA, Portland, Oregon, Feb 25-March 1, 2003; Rakhmatullina, G., « La coopération régionale dans la CEI », non datée ; Kazanstsev A. « Russian policy in Central Asia and the Caspian Sea region », *Europe-Asia Studies* 60(6), 2008, pp. 1073-1088.

ont ainsi devenu le moteur ou le nucléus de l'intégration eurasienne.⁷⁰³ La présence de cette dyade intégrationniste qui met tout son poids derrière l'EURASEC permet à cette dernière de bénéficier d'un dynamisme exceptionnel et se traduit par la consolidation de son identité régionale et internationale.

(2) Les sources endogènes et exogènes de l'identité de l'OCS

Les enjeux de l'élaboration d'une identité régionale se posent d'une façon plus aigüe dans le cas de *l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)*. Selon un observateur chinois dont le pays est le moteur principal de l'OCS, les facteurs intérieurs et extérieurs comptent pour cela. Au sein de la région, l'intégration effective reste toujours assez faible, il y a une disparité dans le niveau de développement économique, il existe une diversité culturelle. Sur le plan extérieur, la région de l'OCS a un environnement assez compliqué qui s'étend de l'Europe orientale à l'Asie occidentale, l'Asie du sud, l'Asie du sud-est et l'Océan pacifique. Les membres de l'OCS doivent faire face aux pays avec valeurs, systèmes sociaux, cultures, religions et intérêts différents. Cet état complexe met l'organisation dans une situation difficile quand, sur le plan de diplomatie internationale, elle doit agir comme un groupement régional.⁷⁰⁴ L'OCS doit donc œuvrer à élaborer et consolider les repères communes entre ses pays membres afin de se souder une identité distincte. Paradoxalement, l'OCS se trouve confirmée dans sa conviction pour se tisser une identité propre sous les pressions extérieures. En effet, l'OCS s'attire de plus en plus l'attention des acteurs de la société internationale qui s'efforcent de se faire une idée d'elle. Ils ont notamment caractérisé l'OCS comme une nouvelle organisation qui montait en force et qui pourrait même devenir « l'OTAN de l'Est ».⁷⁰⁵ L'OCS a été aussi décrite comme un géant réveillant de l'Asie centrale.⁷⁰⁶ En outre, l'OCS réveille les soucis de

⁷⁰³ Vinokurov E., Libman A., Maksimchuk I., "The dynamics of regional integration in Central Asia", Moscow Institute of International Economic Relations (MIMEO), 2010.

⁷⁰⁴ Shu, Y., "Reassessing the SCO's internal difficulties: A Chinese point of view", *China and Eurasia Forum Quarterly*, n° 3, 2009, pp. 17-23.

⁷⁰⁵ Weir, F., "Russia, China looking to form 'NATO of the East'?", *Christian Science Monitor*, 26 octobre 2005, www.csmonitor.com ; Bhadrakumar, M., "The new 'NATO of the East' takes shape", *Asia Times Online*, l'édition du 25 Août 2007, www.atimes.com

⁷⁰⁶ De Haas, M., "Central Asia's waking giant", *Daily Times (Pakistan)*, 19 janvier 2009 <http://www.clingendael.nl/cscp/publications/?id=7354>

certaines observateurs qui pointent que l'Organisation est en train de devenir le promoteur et le consolidateur des normes d'autoritarisme politique dans la région.⁷⁰⁷

L'OCS se voit donc en devoir de s'exposer à l'attention de la communauté internationale en tant qu'un acteur important et positif de la politique mondiale avec les origines en Asie centrale. La faiblesse de l'ancrage de l'identité de l'OCS au sein de la région est compensée par un travail laborieux d'élaborer une identité de l'Organisation tournée vers l'extérieure. L'identité extérieure de cette Organisation est définie à travers ses documents normatifs et ensuite rayonnée à l'international à l'occasion de ses sommets annuels réguliers qui sont suivis de près par la communauté internationale. L'élément clé de l'identité de l'OCS est constitué de « l'esprit de Shanghai » qui est caractérisé par des principes de confiance réciproque, de bénéfice mutuel, d'égalité, de consultations réciproques, de respect à la pluralité culturelle et d'aspiration au développement commun.

Il faut noter que les chances de l'émergence d'une identité propre de l'OCS peuvent rencontrer des difficultés considérables à cause d'un caractère interétatique très marqué. A la différence de l'EURASEC, la plupart des documents normatifs de l'OCS sont formulés de la part des Etats membres de l'OCS. Ces documents normatifs et déclaratifs de l'OCS réitère sans cesse l'adhésion des Etats membres de l'OCS, dans la réalisation des objectifs de l'Organisation, aux principes de respect mutuel de la souveraineté, d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières, de non-interférence dans les affaires intérieures, de non-utilisation de la force ou de la menace d'utilisation de la force ainsi que d'égalité stricte entre les Etats membres.⁷⁰⁸ Ils réservent pour chaque Etat membre le droit de déterminer ses propres voies de garantir sa sécurité. Les décisions de l'OCS sont adoptées selon le principe de consensus de tous les Etats membres.

Chapitre2. L'évolution des institutions post-soviétiques

Les organisations internationales sont des structures dynamiques. Le fait que ces entités interétatiques, créés initialement par les Etats comme des instruments fonctionnels,

⁷⁰⁷ Ambrosio, Th., "Catching the 'Shanghai Spirit': how the Shanghai Cooperation Organization promotes Authoritarian norms in Central Asia", *Europe-Asia Studies*, 60(8), Octobre, 2008:1321-1344.

sont devenus des membres indispensables de la communauté internationale montre la vivacité et le dynamisme de ces organisations. Durant tout au long du vingtième siècle, les organisations internationales et régionales ont connu des évolutions importantes. En partie grâce à leur dynamisme, en partie due à l'impact et aux conséquences de certains événements sur les Etats mais aussi du fait de la croissance de l'interdépendance globale et de l'évolution de la pensée internationale, l'étendue et le champ d'action des organisations internationales ont connu des transformations et approfondissements profonds.⁷⁰⁹ L'approfondissement des compétences et l'élargissement des organisations régionales sont fonction des logiques aussi bien fonctionnelle qu'identitaire.⁷¹⁰ En particulier, les organisations régionales d'intégration, qui ont été souvent interprétées selon la méthode néofonctionnaliste, ont tendance à lancer l'initiative intégrationniste dans un domaine restreint avec un nombre limité des participants pour s'approfondir et s'élargir éventuellement.⁷¹¹ Chaque fois que les organisations régionales et leurs Etats membres

⁷⁰⁸ Point 6 de la Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001; Art. 2 de la Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002 ; Point 1 de la Déclaration de St.-Petersburg du 7 Juin 2002.

⁷⁰⁹ Voir, P. Daillier et A. Pellet, *Droit international public*, LGDJ, 2001, 7e éd, sp. n° 374, 375, 389,390 ; D. Kennedy , "The Move to Institutions", *Cardozo Law Review*, 8(5), 1987, pp. 841-988; Shaw, M., *International Law*, Cambridge: Cambridge University Press, 6th Edition, 2008, pp. 1284-1295; Klabbers, J., *An introduction to international institutional law*, Cambridge University Press, 2002, pp. 16-23; Delmas-Marty, M., *Le pluralisme ordonné (Les forces imaginantes du droit- II)*, Paris : Editions du Seuil, 2006, pp. 139-149 ; Karoline Postal Vinay, « La transformation spatiale des relations internationales », in M.-C. Smouts (ed), *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, 1998, Presses des Sciences-Po, sp. p. 173 et s. Pour une aperçue de l'histoire de l'approfondissement et de l'élargissement des Communautés Européennes, v. Isaac, G., Blanquet, M., *Le droit communautaire général*, Armand Collin 2001, 8e éd, pp. 3-9. Pour une analyse approfondie de l'évolution de l'Association des Nations de l'Asie du sud-est, v. Acharya, A., *Constructing A Security Community In Southeast Asia: ASEAN and the Problem of Regional Order*, Routledge, 2^e éd., 2009, 322 p.

⁷¹⁰ P. Pescatore *Le droit de l'intégration: émergence d'un phénomène nouveau dans les relations internationales selon l'expérience des Communautés européennes*, A.W. Sijthoff, 1972, pp. 25-29 ; Sijthoff, H., "Enlargement in perspective: The EU's quest for identity", ARENA Working Paper n° 5, Février, 2008, 15 p. www.arena.uio.no ; Wiener, A., « Finality vs. Enlargement. Constitutive practices and opposing rationalities in the reconstruction of Europe », Jean Monnet Working Paper 8/02, NYU School of Law, 20 Septembre 2002 www.jeanmonnetprogram.org ; Kochenov, D., "EU Enlargement: History and Recent Developments: Treaty- Custom Concubinage?" *European Integration Online Papers*, Vol. 9, n° 62, 2005 <http://eiop.or.at>

⁷¹¹ Selon la théorie néofonctionnaliste, forgée initialement par Ernst Haas, initiée d'abord dans un seul secteur technique ou non controversé, l'intégration interétatique peut être élargie aux autres domaines de la vie des Etats y compris politique. Cette expansion est réalisée grâce à l'effet d'engrenage ou « spillover effect » selon lequel une action donnée, en rapport avec un but spécifique, crée une situation dans laquelle le but initial ne peut être atteint que par de nouvelles actions, qui à leur tour créent des conditions et des besoins d'autres actions encore, etc. Ainsi, l'intégration commencée par une action collective dans un secteur économique peut mener, grâce à cet effet d'engrenage, vers une intégration approfondie entre les Etats. L'effet d'engrenage peut être fonctionnel ou politique. L'effet d'engrenage fonctionnel décrit la situation où un objectif recherché dans un secteur ne peut être atteint que par des actions dans les autres secteurs liés au secteur intégré. L'effet d'engrenage politique décrit le processus de déplacement du centre des loyautés, des attentes ainsi que de changement des valeurs au sein des pays concernés. Ce processus témoigne l'émergence des coalitions au niveau supranational, composées des partis et des groupes d'intérêts nationaux. Voir, à ce

sont amenés à décider d'octroyer des nouvelles compétences à l'organisation ou d'accepter des nouveaux membres dans son sein, ils doivent considérer à quel degré, ces modifications pourraient affecter les capacités de l'organisation à réaliser les fonctions et les tâches qui incombent à elle. Une véritable organisation régionale étant le signe de l'existence d'une solidarité générale consolidée ou d'un acte de confiance mutuelle à durée illimitée, engendrant une nouvelle identité commune entre ses participants, ces derniers doivent évaluer la volonté des nouveaux venus à accepter les visions à long terme de l'organisation ainsi que les valeurs et les normes qui la soutiennent.⁷¹²

Afin de gérer les défis de l'évolution et de l'approfondissement sous des pressions à logiques multiples dans un contexte régional et international, fluide et dynamique, les organisations régionales post-soviétiques font recours aux différents instruments normatifs et institutionnels. Toutefois, l'issue de ces efforts diverge dépendant de leurs cas individuels. Ainsi, l'OCCA a été condamné à la décomposition pas longtemps après sa constitution en 2002 (Section 1). L'EURASEC et l'OCS s'en sortent mieux que leur homologue, grâce notamment aux précautions prises afin de ne pas déstabiliser les logiques internes fragiles de ces organisations (Section 2).

Section1 L'érosion de l'Organisation centrasiatique exclusive

La disparition de l'OCCA en 2005 a été la conséquence de l'absence des compromis quant à l'approfondissement (§1) et l'élargissement (§2) de l'organisation parmi ses pays fondateurs.

§1 Le débat non conclu sur l'approfondissement de l'OCCA?

L'Organisation de Coopération Centrasiatique en tant que telle ayant existé seulement pendant trois ans, de 2002 à 2005, avant qu'elle ne soit fusionnée au sein de

sujet : E. Haas, *The Uniting of Europe. Political, Social and Economic Forces (1950-1957)*, London: Stevens, 1958; Battistella, D., *Théories des Relations Internationales*, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 335-363; A.-M. Burley, W. Mattli, "Europe before the Court: A political theory of legal integration", *International Organization*, 47, 1, Winter 1993, pp. 41-76.

⁷¹² Virally, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », in SFDI, *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, pp. 147-165 ; Pescatore, *Le droit de l'intégration*, op.cit.

l'EURASEC, l'observateur pourrait être tenté par une conclusion expéditive sur les raisons qui ont mené à la décomposition rapide de l'OCCA. Mais, pour comprendre les raisons de la décomposition de l'OCCA (B), il faut inclure dans notre champ d'analyse, l'expérience du prédécesseur de l'OCCA qui est l'idée de l'espace économique commun d'Asie centrale, souvent appelé l'Union centrasiatique ou la Communauté économique centrasiatique (A). La fusion de l'OCCA au sein de l'EURASEC met en exergue plusieurs réalités constantes qui entouraient les efforts des pays centrasiatiques (C).

A *Les raisons de l'échec de l'espace économique commun*

La conclusion du Traité sur l'espace économique commun entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, rejoints immédiatement par le Kirghizstan le 10 Janvier 1994 a été considéré comme un événement historique, le résultat naturel de la solidarité centrasiatique ayant des racines profondes dans l'histoire, dans la culture et dans la civilisation. Cet accord a été précédé par la proclamation de l'avènement d'une nouvelle région politique sur la scène mondiale, celle de l'Asie centrale. Le cadre de réalisation du Traité sur l'espace économique commun a été immédiatement baptisé du nom évocateur de « l'Union centrasiatique » dans le langage commun. A son lancement, l'approfondissement de l'effort de l'espace économique commun semblait donc être une question du temps. Toutefois, la dynamique la réalisation du Traité sur l'espace économique commun s'est révélé très difficile et a échoué à atteindre l'intensité requise. Notamment, l'initiative de construire une « Union centrasiatique » a été revue à la baisse et les Etats se sont finalement limités à l'idée d'une organisation de coopération. L'histoire de cette réévaluation des objectifs du cadre régional centrasiatique est discutée dans la partie précédente de notre travail retraçant l'émergence de l'OCCA. Par la présente, nous allons nous concentrer sur les raisons normatives (1) et matérielles (2) derrière l'échec de l'idée de l'espace économique commun.

(1) *L'ambiguïté concernant la nature des objectifs dans les documents fondateurs ainsi que l'autonomie du régime juridique de l'espace économique commun*

Quelques ambiguïtés du processus dit d'intégration centrasiatique étaient présent tout au début du lancement de l'idée de l'espace économique commun. La présence de ces moments a joué un rôle considérable dans la trajectoire éventuelle de l'initiative de l'organisation centrasiatique.

Les ambiguïtés autour des objectifs

La première ambiguïté concerne la désignation de l'objectif principal dans les versions bilatérale (du 10 Janvier 1994 entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan) et trilatérale (du 30 Avril 1994 entre le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan) du Traité sur l'espace économique commun. L'influence de la manière de désigner les objectifs principaux sur la suite du processus d'intégration dans l'expérience européenne avait été soulignée par Pierre Pescatore. L'auteur avait notamment vu dans l'échelonnement des objectifs communautaires et l'intégration d'une manière explicite ou implicite, dans le Traité du 1957 sur la création des Communautés Economique Européennes, des objectifs lointains dépassant un cadre économique et commercial exclusif l'une des sources principales du dynamisme de l'intégration européenne.⁷¹³ Or, plusieurs moments ambigus concernant les finalités du Traité du 1994 sur l'établissement de l'espace économique commun existent. Le premier concerne l'ambiguïté du terme 'espace économique commun' dans le contexte du Traité du 1994. L'usage du terme 'espace économique commun' par les pays centrasiatiques pourrait présager, d'une manière implicite, la volonté

⁷¹³ P. Pescatore, *Le droit de l'intégration*, op.cit., p. 25 et s. Dans la littérature spécialisée sur les accords d'intégration régionale, on distingue d'une manière générale les étapes suivantes de l'intégration économique :

1. Les zones de libre-échange – ce sont des groupes de deux ou plusieurs territoires douaniers entre lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur des produits originaires des territoires constitutifs (l'art. XXIV 8.b du GATT).

2. Les unions douanières ajoutent, à la suppression des obstacles douaniers dans les échanges mutuels des Etats membres, une unification douanière et de la réglementation des échanges commerciaux avec les pays tiers (art. XXIV 8.a du GATT).

3. Les marchés communs sont également fondés sur une union douanière et comportent un certain nombre de politiques économiques communes, en particulier dans le domaine commercial. Il s'agit notamment d'assurer la libre circulation des facteurs de production, représentée dans l'exemple européen, par les quatre libertés fondamentales : la liberté de circulation des travailleurs, des marchandises, des services et des capitaux.

L'union économique est considérée comme le stade ultime de l'intégration économique. Elle remet à des institutions communes l'ensemble des pouvoirs de conception et de gestion des politiques économiques, dont les politiques commerciales et douanières avec les pays tiers. L'union économique suppose aussi l'instauration d'une union monétaire avec un système commun de banques centrales en vue de centraliser progressivement le contrôle des signes monétaires. Voir, P. Daillier, A. Pellet, *Droit international public*, op.cit., § 654 ; Denys Simon, *Le système juridique communautaire*, PUF, 2001, 3^e éd ; D. Carreau, P. Juillard, *Droit international économique*, §57-60 ; B. Balassa, *The theory of economic integration*, London, 1961 ; Lay Hong Tan, *Will ASEAN economic integration process beyond a Free trade area*, International and Comparative Law Quarterly, Vol. 53, Part 4, October 2004, pp. 935-967.

des Etats de poursuivre l'objectif de construire un marché commun centrasiatique dans le cadre duquel les libertés fondamentales d'une union intégrationniste seraient respectées. L'Art. 1. du Traité annonce aussi que l'espace économique commun entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan « suppose la présence de la libre circulation des biens, des services, du capital et des travailleurs ».⁷¹⁴ La baptise du processus de la réalisation du Traité sur l'espace économique commun d'un nom évocateur de « l'Union centrasiatique » renforçait cette hypothèse. Les provisions de l'art. 3 dudit Traité s'insèrent dans le même élan. Elles annoncent le souhait des Etats signataires de réaliser un ensemble des mesures qui sont caractéristiques d'un projet de marché commun.⁷¹⁵ Toutefois, dès l'art. 4 du même Traité, le ton des obligations contractées par les Parties baisse et prend la forme d'un projet de libre-échange.⁷¹⁶ Ici, l'image de l'espace économique commun reste bien loin des critères d'un marché commun. Dans son analyse des accords sur l'intégration régionale dans l'espace post-soviétique, Zhenis Kembaev considère que la volonté des pays signataires pourrait être en fait limitée à l'objectif d'une zone de libre-échange, qui pourrait devenir le fondement d'une union douanière et d'un marché commun éventuellement.⁷¹⁷

⁷¹⁴ Art. 1 du Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan et la république d'Ouzbékistan du 10 Janvier 1994, Tachkent, Ouzbékistan.

⁷¹⁵ « Les Hautes Parties Contractantes, pendant la formation de l'espace économique commun : créeront les conditions nécessaires pour la libre circulation des capitaux et des travailleurs ; réaliseront une politique coordonnée dans le domaine de développement des transports et des communications, afin de réaliser des transportations des marchandises et des passagers ; créeront les conditions nécessaires pour une concurrence saine, incluant le mécanisme de réglementation anti-monopole ; appliqueront les prix libres dans leur commerce mutuel et s'abstiendront des mesures unilatérales de la restriction d'accès des biens et des services à leurs marchés nationaux ; assureront le développement des liens économiques directs entre les sociétés de leurs pays et de créer les conditions favorables pour la coopération de production ; favoriseront la création des joints-ventures, des unions de production dans les différents domaines de l'industrie ainsi que les réseaux des sociétés commerciales et financières ; assureront les conditions économiques équitables pour les investissements, pour une politique coordonnée d'investissements, incluant l'attraction des investissements et crédits étrangers, et créeront les mécanismes de protection des droits et des intérêts des investisseurs», Art. 3 du Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998).

⁷¹⁶ « Les Hautes Parties Contractantes ont trouvé nécessaire, afin de réaliser les conditions pour le libre échange: L'abolition des tarifs douaniers et la réduction graduelle des taxes, des prestations et des autres limitations ; la simplification des procédures douanières ; l'harmonisation de la législation douanière, l'unification des formes de documentation pour l'enregistrement des statistiques douaniers ; le rapprochement par étapes des tarifs sur la transportation des marchandises et des passagers ; l'abolition du contrôle de bagages et de valises des citoyens pendant leur déplacement dans les territoires douaniers des Etats signataires, sauf pour les raisons de sécurité », Art. 4 du Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998).

L'absence d'une autonomie juridique réelle de l'idée centrasiatique

Le deuxième moment concerne l'autonomie du Traité du 1994. Car, dès les considérants, le Traité sur l'espace économique commun des pays centrasiatiques renvoi expressément au Traité sur la création de l'Union économique entre les pays participants de la CEI, signé en Septembre 1993 par neuf de onze pays membres de la CEI.⁷¹⁸ Le Traité sur la création de l'Union économique a été élaborée afin d'asseoir les relations d'interdépendance entre les anciens parties de l'URSS sur des bases entièrement nouvelles : celles de l'économie du marché.⁷¹⁹ Inspiré des enseignements théoriques et pratiques de l'expérience intégrationniste dans le monde, en particulièrement en Europe, le Traité du 1993 vise l'évolution graduelle vers une véritable union économique par les étapes suivants : l'association interétatique (multilatérale) du libre-échange ; l'union douanière ; le marché commun des biens, des services, des capitaux et des travailleurs ; ainsi que l'union monétaire.⁷²⁰ Quant au Traité sur l'espace économique commun entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan du 10 Janvier 1994, ces initiateurs justifient sa signature par « la nécessité de l'adoption des mesures nécessaires pour la réalisation des termes du Traité sur l'Union économique de la CEI ». ⁷²¹ L'Art. 10 du Traité sur l'espace économique commun érige les provisions du Traité sur la création de l'Union économique commune comme les normes de régulation des relations économiques entre les pays participants de l'espace économique commun centrasiatique, à coté de ses propres provisions, des règles bilatérales ainsi que des normes du droit international.⁷²² Par conséquence, l'absence des réalisations concrètes du Traité sur l'espace économique commun peut être vue comme la conséquence directe de la non-réalisation du Traité sur l'Union économique de la CEI, marquée dès le début par des incohérences et l'impuissance face aux dynamiques de désintégration du début de l'ère post-soviétique.⁷²³

⁷¹⁷ Zh. Kembaev, *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, Springer, 2009, p. 180.

⁷¹⁸ Le Traité sur l'Union économique du 24 Septembre 1993, Moscou, Russie. Les pays membres de la CEI qui se sont abstenus de signer le Traité sont Turkménistan et Ukraine. La Géorgie n'était pas encore le membre de la CEI. Le pays a rejoint la CEI en Décembre 1993.

⁷¹⁹ Zh. Kembaev, *Legal Aspects of the Regional*, op.cit., p. 80.

⁷²⁰ Art. 4 du Le Traité sur l'Union économique du 24 Septembre 1993

⁷²¹ Les considérants du du Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan et la république d'Ouzbékistan du 10 Janvier 1994.

⁷²² Id. Art. 10.

⁷²³ Sur les facteurs qui ont empêché la réalisation concrète de l'Union économique de la CEI, v. Kembaev, Zh., *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, op.cit. pp. 80-88.

*(2) Le problème de la nature réduite des moyens et le manque de
l'implémentation des textes juridiques*

Outre les défauts dans le régime juridique de l'espace économique commun, les raisons de l'échec de l'espace économique commun résident aussi dans la nature réduite des efforts entrepris ainsi que dans l'absence d'une volonté solide de la réalisation des termes des accords conclus dans le cadre de l'espace économique commun. Sanat Kuchkumbayev fait état de plus de 150 documents conclus dans les années 1995-2001 dans le cadre des relations interétatiques en Asie centrale.⁷²⁴ Toutefois, cette affirmation suppose que la totalité des échanges interétatiques en Asie centrale dans la période concernée ont été réalisés sous le thème général de la réalisation de l'espace économique commun centrasiatique. En réalité, plusieurs des accords interétatiques adoptés dans la période mentionnée étaient nées des préoccupations outre qu'économiques. Certains touchaient les questions de sécurité ou de gestion des biens publics régionaux (i.e. l'eau). Les autres étaient conclus sous l'objectif général « d'amitié éternel » entre les pays voisins. D'ailleurs, le Protocole sur l'intégration de l'Organisation de Coopération Centrasiatique au sein de la Communauté Economique Eurasiatique fait état de 62 documents, conclus dans le cadre de l'OCCA et ses prédécesseurs, dont une partie a été terminée, une autre partie a été recommandée à l'adaptation au sein de l'EURASEC ainsi qu'une partie sont restés en vigueur suite à la fusion. D'ailleurs, la plupart de ces accords, conclus pendant la période de l'application du Traité sur l'espace économique commun, concernent les questions qui se situent en dehors des relations économiques.⁷²⁵

La timidité caractérisant les efforts de la réalisation de l'espace économique commun est illustrée par l'exemple de la Banque centrasiatique de développement. La Banque centrasiatique de coopération et de développement a été créée sur la base de l'accord du 8 Juillet 1994 conclus à Almaty, Kazakhstan par les trois pays membres de l'espace économique commun.⁷²⁶ La Banque centrasiatique a été sensée à réaliser les opérations des paiements interétatiques nécessaires pour la réalisation des accords dans le cadre de

⁷²⁴Kushkumbayev, S., *Tsentrálnaya Aziya nu putyakh integratsii* (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration), op.cit., p. 43.

⁷²⁵Protocole sur l'intégration de l'Organisation de Coopération Centrasiatique au sein de la Communauté Economique Eurasiatique, du 23 Juin 2006, Minsk, Belarus. Pour la liste des traités mentionnés dans le Protocole, voir : l'annexe.

⁷²⁶Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la création de la Banque centrasiatique de coopération et de développement, du 8 Juillet 1994, Almaty, Kazakhstan

l'espace économique commun ; à favoriser la création des entreprises communes, à financer les programmes stratégiques des Parties ainsi que les projets régionaux, et, à réaliser les études économiques.⁷²⁷ Elle pourrait devenir donc un instrument essentiel dans la réalisation des objectifs de l'espace économique commun en Asie centrale. Toutefois, dès son lancement, la Banque a été dotée des actifs très modestes pour les projets d'envergure régionale : le capital de la Banque a été fixé à 9 millions de dollars US. En outre, due à la divergence croissante entre les stratégies économiques des pays participants, notamment entre le Kazakhstan et le Kirghizstan, à l'économie libérale, et l'Ouzbékistan, avec une économie strictement contrôlée par l'Etat, la Banque centrasiatique a pratiquement cessé ces activités dès 1997.⁷²⁸ Ces divergences ont poussé l'Ouzbékistan à créer une filiale de la Banque à Tachkent et à y orienter sa contribution au capital de la Banque.⁷²⁹ Finalement, la Banque nationale du Kazakhstan, où se trouvait le siège de la Banque centrasiatique, a retiré la licence accordée à la Banque centrasiatique en Juillet 2002.

Le défaut majeur du projet de l'espace économique commun a été l'absence de l'implémentation des décisions et des accords conclus. Selon Gulnoza Saidazimova, plus de deux tiers des projets n'ont jamais atteint la conclusion.⁷³⁰ Dès l'année 1996, les dirigeants des pays membres ont dû constater la lenteur de la réalisation de l'intégration régionale.⁷³¹ La mise en place des structures interétatiques (le Conseil interétatique ; les conseils des Premiers ministres, des ministres des affaires étrangères et de la défense ; le comité exécutif ; la Banque centrasiatique) et la conclusion des dizaines traités et des accords n'ont pas été accompagnés par des résultats concrets dans la forme de l'abolition des tarifs entre les pays ou l'unification des régimes commerciaux. Les projets de la création des associations et groupes financiers et industriels au niveau régional n'ont pas

⁷²⁷ Id. Art. 4.

⁷²⁸ Kembraev, Zh., *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, op.cit. p. 181.

⁷²⁹ Taksanov, A., "Chto takoe Organizatsiya Tsentralno-Aziatskogo sotrudnichestva i s chem ego edyat vo vremya vstretch glav gosudarstv (Qu'est-ce que c'est une Organisation de Coopération Centrasiatique et avec quoi on la consomme pendant les réunions des chefs d'Etat, *Navigators Kazakhstan*, 10 Juillet 2003 <http://www.zonakz.net/articles/3894>

⁷³⁰ Saidazimova, G., « Integratsiya v Tsentralnoi Azii : realii, vyzovy, vozmozhnosti (L'intégration en Asie centrale : réalités, défis, possibilités), *Central Asia and Caucasus*, 9(3), 2000 Disponible sur <http://www.analitika.org/> accédé le 21 Avril 2010

⁷³¹ Décision des chefs d'Etats de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la réalisation du Traité sur la création d'espace économique commun, du 6 Mai 1996, Bichkek, Kirghizstan. Les mêmes soucis concernant la non-réalisation de l'espace économique commun et la nécessité de réactiver les efforts pour changer la situation ont été exprimés lors de la réunion des chefs d'Etat trois ans plus tard à Bichkek, Kirghizstan. V., Déclaration de Bichkek des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 24 Juin 1999.

vu le jour, non plus. Les problèmes liés à l'absence du système de convertissement mutuel des devises nationales empêchaient le fonctionnement de la Banque centrasiatique.⁷³² Toutefois, malgré la constatation de cet état des choses et les appels à prendre des mesures nécessaires pour donner plus de substance aux efforts de la réalisation de l'intégration économique, les Etats participants n'ont jamais réussi à traduire ces appels en pratique. La Communauté économique centrasiatique a entré dans la période de stagnation et la possibilité de l'espace économique commun exclusivement centrasiatique s'est graduellement éclipsé dans la région.⁷³³

B *Les tentatives échouées de relancer l'Organisation centrasiatique*

Plusieurs efforts ont été tentés afin de relancer le projet de l'intégration régionale centrasiatique. On distingue notamment les efforts de relance par le biais des mesures bilatérales ou multilatérales, conclues par les Etats participants du projet de l'espace économique commun (1). D'une manière plus significative, la voie de la refondation institutionnelle pour relancer l'institution de la coopération centrasiatique a été aussi essayée (2).

(1) Les mesures normatives pour créer un environnement favorable à l'Organisation centrasiatique

A partir de l'année 1995, un an après la conclusion du Traité sur l'espace économique commun, le gouvernement du Kazakhstan a conclu plusieurs accords sur le libre commerce avec ses homologues kirghiz, tadjik et ouzbèk. L'autre pays majeur de la région, l'Ouzbékistan a aussi procédé à la conclusion des accords sur le libre commerce avec le Kirghizstan et le Tadjikistan. Vers la fin des années 1990, au-delà du Traité sur l'espace économique commun, les pays centrasiatiques ont été liés aussi par multiples

⁷³² Id.

⁷³³ Dadabayev, T., "Discourses on integration in Central Asia: From rhetoric to practice", in Fundacion Alternativas, *Regional cooperation in Central Asia: Obstacles, incentives and proposals*, 5 Mars 2010 http://www.falternativas.org/content/download/15826/454541/version/4/file/SEM_63_web.pdf ; Kumbaev, Zh., *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, op.cit. pp. 181-182; Kushkumbayev, S., *Tsentrlnaya Aziya nu putyakh integratsii (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration)*, op.cit., pp. 139-141.

accords bilatéraux sur les échanges commerciaux.⁷³⁴ Ces accords ont été conclus soit au terme de l'Accord sur l'Union douanière du 14 Avril 1994, adopté par le Conseil des chefs d'Etat de la CEI,⁷³⁵ soit en vue de la réalisation des objectifs du Traité sur l'espace économique commun du 30 Avril 1994.⁷³⁶ Formulés dans les termes similaires, ces accords engageaient les Etats signataires à appliquer dans leurs relations commerciales le régime du libre-échange, d'une manière réciproque. Par le régime du libre-échange, ils entendaient la non-application des tarifs douaniers, des taxes et des prélèvements ainsi que des mesures à effet équivalent, l'abstinence de toute mesure de discrimination dans la forme des limitations quantitatives aux exportations et importations des produits, ayant son origine dans le territoire douanier de l'un des Etats membres et destinés vers le territoire douanier d'un autre Etat membre. Les Parties contractantes s'engageaient aussi de s'abstenir de toute mesure de discrimination⁷³⁷ En tant que tel, la vision de ces accords corresponde à la formulation de la zone de libre-échange fournie par l'art. XXIV 8.b. du GATT selon lequel « lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur des produits originaires des territoires constitutifs ».⁷³⁸ La raison d'être de ces accords au niveau des gouvernements, la plupart du temps, pourrait résider dans la volonté de pallier à l'ambiguïté concernant la définition de l'espace économique commun qu'on a relevé dans le Traité sur l'espace économique commun, ou bien, dans le souhait des Etats d'améliorer les chances de la réalisation de l'espace économique commun multilatéral par le biais de tisser des liens commerciaux bilatéraux qu'ils auraient pu trouver plus facile à réaliser dans

⁷³⁴Traité sur le libre commerce entre la République du Kazakhstan et la République Kirghize, du 22 Juin 1995, Bichkek, Kirghizstan; Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Tadjikistan sur le libre commerce, du 22 Novembre 1995, Almaty, Kazakhstan ; Accord sur le libre commerce entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de l'Ouzbékistan, du 2 Juin 1997, Almaty, Kazakhstan ; Traité entre la République du Kazakhstan et la République de l'Ouzbékistan sur l'approfondissement de la coopération économique pour les années 1998-2005, du 31 Octobre 1998, Tachkent, Ouzbékistan ; Accord sur le libre commerce entre le gouvernement de la République de l'Ouzbékistan et le gouvernement de la République du Tadjikistan, du 10 Janvier 1996, Tachkent, Ouzbékistan ; Accord sur le libre commerce entre le gouvernement de la République de l'Ouzbékistan et le gouvernement de la République Kirghize, du 24 Décembre 1996, Tachkent, Ouzbékistan

⁷³⁵Traité sur le libre commerce entre la République du Kazakhstan et la République Kirghize, du 22 Juin 1995 ; Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Tadjikistan sur le libre commerce, du 22 Novembre 1995.

⁷³⁶Accord sur le libre commerce entre le gouvernement de la République de l'Ouzbékistan et le gouvernement de la République du Tadjikistan, du 10 Janvier 1996.

⁷³⁷Arts. 1 et 2 du Traité sur le libre commerce entre la République du Kazakhstan et la République Kirghize, du 22 Juin 1995 ; Arts 1-3 de l'Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Tadjikistan sur le libre commerce ; Arts 2-4 de l'Accord sur le libre commerce entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de l'Ouzbékistan, du 2 Juin 1997.

un premier temps.⁷³⁹ Ce mouvement de la part des Etats pourrait être donc interprété comme la réévaluation critique de leur première initiative et l'effort de rééchelonnement des objectifs, en commençant par l'introduction des régimes de libre-échange.

Le souhait de créer un environnement général favorable qui pourrait faciliter la réalisation de l'espace économique commun peut être aussi observé à travers l'adoption des traités sur l'amitié éternelle entre les pays de la région centrasiatique.⁷⁴⁰ Conclut avec une vision générale de «créer les bases nécessaires pour le développement de la coopération multidimensionnelle générale dans l'esprit de fraternité et de compréhension mutuelle des populations des Etats, ayant des racines historiques communes ainsi que dans la culture, la langue et les traditions », ces traités bilatéraux encourageaient les Etats signataires à entreprendre un ensemble des mesures de coopération dans les différents domaines de leur vie économique, sociale, politique et culturelle. La nécessité des efforts communs pour assurer la stabilité régionale étaient au cœur des préoccupations de ces documents. Un autre élément important commun aux Traités sur l'amitié entre les Etats de la région est l'objectif du développement et de la consolidation de l'espace économique commun en Asie centrale ainsi que des liens économiques bilatéraux par le biais de la création des conditions favorables pour l'application par étape du régime de la liberté de circulation des produits, des services et des capitaux entre les Etats de la région. A ces fins, il a été envisagé notamment la création des groupements financiers et industriels entre les Parties signataires.⁷⁴¹

⁷³⁸P. Daillier, A. Pellet, *Droit international public*, op.cit., § 654.

⁷³⁹ En outre, ces accords étant souvent initiés par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, on pourrait voir la volonté de ces deux Etats majeurs de la région de prendre l'initiative de la réalisation de l'espace économique centrasiatique.

⁷⁴⁰Traité sur l'amitié, la coopération et l'aide mutuelle entre la République du Kazakhstan et la République Kirghize, du 8 Juin 1993, Almaty, Kazakhstan; Traité sur l'amitié éternelle mutuelle entre la République du Kazakhstan et la République Kirghize, du 8 Avril 1997, Almaty, Kazakhstan; Déclaration sur le développement des relations entre la République du Kazakhstan et la République du Tadjikistan, du 13 Juin 2000; Traité sur l'amitié, la coopération et l'aide mutuelle entre la République du Kazakhstan et la République de l'Ouzbékistan, du 24 Juin 1992, Turkestan, Kazakhstan; Déclaration sur l'approfondissement de la coopération multilatérale et des relations amicales entre la République du Kazakhstan et la République de l'Ouzbékistan, du 2 juin 1997; Traité sur l'amitié éternelle entre la République du Kazakhstan et la République de l'Ouzbékistan, du 31 Octobre 1998, Tachkent, Ouzbékistan; Traité sur l'amitié éternelle entre la République de l'Ouzbékistan et la République du Tadjikistan, du 15 juin 2000; Traité sur l'amitié éternelle entre la République de l'Ouzbékistan et la République Kirghize, du 24 Décembre 1996, Tachkent, Ouzbékistan; Traité sur l'amitié éternelle entre la République du Kazakhstan, la République Kirghize et la République de l'Ouzbékistan, du 10 janvier 1997, Bichkek, Kirghizstan.

⁷⁴¹ Parmi ces accords, le Traité sur l'amitié éternelle entre le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan, du 10 Janvier 1997, se distingue. Conclut un an après la critique annoncé envers la non-réalisation des provisions de l'espace économique commun et un an avant l'abandon du nom de « l'Union centrasiatique » sous-entendant le concept d'intégration interétatique, les chefs d'Etat des trois pays participants du projet de

(2) La refondation institutionnelle – la dernière tentative, échouée, de sauver l'Organisation centrasiatique

Toutefois, cette résolution des Etats centrasiatiques de concentrer leur attention sur la construction d'un cadre de coopération multilatérale restreinte au domaine économique n'a pas duré longtemps. Afin de faire face à l'affaiblissement de la cohérence du cadre régional de la coopération, une réforme institutionnelle générale a été proposée. Précisément, Islam Karimov, le chef d'Etat de l'Ouzbékistan, il a proposé de refonder l'organisation régionale centrasiatique. Il a indiqué que la Communauté commençait prendre « la même voie que la CEI » dans ce sens que la plupart des documents adoptés par l'organisation centrasiatique n'étaient toujours pas implémentés. Les divergences entre les stratégies économiques des pays et leurs effets sur la politique d'intégration économique ne pouvaient plus être ignorées. Au contraire, les positions des Etats concernant les questions politiques et, particulièrement, le sujet d'indivisibilité de sécurité allaient de plus en plus vers la convergence. Ils partageaient aussi la conviction que la politique devrait primer sur l'économie dans le contexte régional actuel. Or, dans cette situation, un « forum » (selon Islam Karimov) ou un « congrès » (selon Nursultan Nazarbayev) centrasiatique était plus pertinent qu'une organisation d'intégration économique représentée par la Communauté Economique Centrasiatique.⁷⁴²

L'initiative ouzbèke a été accueillie avec compréhension de la part de ses homologues. Ainsi, le 28 Décembre 2001, les chefs d'Etats des participants de la Communauté Economique Centrasiatique, réunis pour le sommet de Tachkent, ont décidé de transformer la Communauté économique centrasiatique en l'Organisation de

l'espace économique insistent, encore une fois d'une manière solennelle, sur la nécessité de la réalisation du projet de l'espace économique. Toutefois, les mesures annoncées par le Traité portent déjà les couleurs d'une Organisation de coopération que celle de l'intégration, supposée par le projet de l'espace économique commun. Notamment, l'accent est mis sur la coopération régionale dans les différents domaines : la sécurité régionale, la lutte contre le terrorisme, l'écologie, l'économie et le commerce, les transports et les communications, le tourisme, etc. Toutefois, l'accent est mis sur la coordination et la coopération. Les Parties souhaitent le développement des consultations mutuelles pour coordonner leurs positions concernant les problèmes régionaux et globaux (Art. 4). La coopération régionale multi-dimensionnelle est érigée en priorité des Etats. D'ailleurs, les Parties soulignent l'absence de toute contrainte, politique, économique ou financière, comme la condition essentielle pour entamer la coopération régionale (Art. 7). Voir : Traité sur l'amitié éternelle entre la République du Kazakhstan, la République Kirghize et la République de l'Ouzbékistan, du 10 janvier 1997, Bichkek, Kirghizstan.

⁷⁴² "Na sammite glav gosudarstv TsAES obchtchie politicheskie tseli natchali prevalirovat nad ekonomitcheskim (Durant le sommet des chefs d'Etat de CAEC, les objectifs politiques généraux ont commencé prévaloir sur les objectifs économiques)", Panorama, le quotidien kazakhstanaï, n° 1, 12 janvier 2001 <http://panorama.kz/archiv/2001/01.htm> accédé le 22 Avril 2010.

Coopération Centrasiatique (OCCA).⁷⁴³ La création officielle de l'Organisation de Coopération Centrasiatique (OCCA) a eu lieu à Almaty, Kazakhstan, le 28 Février 2002 quand les présidents du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan ont signé le Traité sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique.⁷⁴⁴

D'une part, la refondation a été caractérisée par un effort de clarification de plusieurs questions concernant le fonctionnement efficace de l'Organisation. Notamment, à la différence des documents précédents, il a été expressément désigné que l'OCCA devrait se bâtir sur « la responsabilité des Etats membres pour la réalisation des provisions du Traité actuel »⁷⁴⁵ tandis que le Traité sur l'espace économique commun comptait sur la bonne volonté de ses Etats membres ainsi que sur les obligations générales découlant du droit international.⁷⁴⁶ En outre, le Traité du 22 Février 2002 sur l'établissement de l'OCCA a désigné les termes de la personnalité juridique de l'OCCA, du statut d'Etat observateur au sein de l'Organisation, des privilèges et immunités de l'Organisation.⁷⁴⁷ Toutefois, le mode de prise de décision sur la base de consensus a été gardé par l'OCCA aussi.⁷⁴⁸ Finalement, le Traité du 22 Février est conclu pour une durée indéterminée et restera valide jusqu'à l'adoption d'une décision sur la cession de son existence par les Etats membres.⁷⁴⁹

D'autre part, la refondation a porté une tendance à l'envers qui restreignait le potentiel institutionnel de l'Organisation centrasiatique. Notamment, il s'agit de l'élargissement des domaines couverts par l'OCCA, de la réduction de ses compétences ainsi que de son affaiblissement structurelle.

A la différence des documents fondateurs de la Communauté Economique Centrasiatique, l'objectif de la création d'un espace économique commun est un objectif

⁷⁴³ Ibid. p. 139.

⁷⁴⁴ Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

⁷⁴⁵ Art. 1 du Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

⁷⁴⁶ Art. 2 du Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998.

⁷⁴⁷ Art. 9, 10, 12 du Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

⁷⁴⁸ Ibid. Art. 11.

⁷⁴⁹ Ibid. Art. 8.

parmi d'autres. L'attention du Traité sur l'OCCA était majoritairement concentrée sur les préoccupations de sécurité régionale ainsi que sur la volonté des Etats centrasiatiques, qui sont en fait tous des Etats privés d'accès à la mer, de développer les moyens de sortie vers le monde extérieur par une meilleure coordination dans les domaines de transports et d'infrastructures.

Le Traité du 28 Février 2002 a introduit des modifications institutionnelles importantes.⁷⁵⁰ Dans sa nouvelle version, l'Organisation centrasiatique a été désignée comme une organisation au caractère interétatique fort dotée exclusivement des compétences d'initiative des discussions. Notamment, tous les organes de l'OCCA sont en prise immédiate avec les structures gouvernementales de ses pays membres. Il en est ainsi du Conseil des chefs d'Etats et des Premiers Ministres, du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères, qui a remplacé le Conseil interétatique, ainsi que du Comité des Coordinateurs Nationaux.

Au lieu d'œuvrer vers une intégration économique, la nouvelle organisation travaillait plutôt pour garder un système des échanges réguliers entre les dirigeants des Etats membres, de leur permettre de discuter certaines questions régionales et internationales importantes en personne afin d'enlever les tensions entre les Etats et d'élaborer des positions communes non seulement sur les questions régionales mais aussi sur des sujets internationaux et de les communiquer à l'attention de la communauté internationale. De ce point de vue, la pratique de l'émission des communiqués joints en anglais et de les transmettre à l'attention de l'Assemblée Générale est significative.⁷⁵¹

C *La disparition de l'Organisation centrasiatique*

(1) *L'adhésion de la Russie suivie par la fusion de l'OCCA au sein de l'EURASEC*

Pendant les deux premières années de sa nouvelle existence, quelques évènements ont été organisés par l'OCCA en vue de la réalisation de ses objectifs. Notamment, Tachkent a accueilli la première rencontre des parlementaires des pays membres de

⁷⁵⁰ Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

⁷⁵¹ Voir la Déclaration de Tachkent des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 28 Décembre 2001, dont une version a été préparée en anglais et incluait les discussions de la situation en Afghanistan ainsi qu'en Inde et Pakistan.

l'OCCA ainsi que le premier business forum de l'OCCA au mois de novembre 2002. Un deuxième forum des affaires a été organisé dans la ville d'Och du Kirghizstan au mois de Mai 2003. L'année 2002 a été prolifique aussi avec quatre sommets des présidents des pays de l'OCCA. Il y a eu lieu la réunion des chefs des services de sécurité à la fin du mois d'Août 2002 à Tachkent. Ainsi le 6 Juillet 2003, les dirigeants des Etats membres de l'OCCA ont pu exprimer leur satisfaction des résultats des activités de l'Organisation en notant que « l'Organisation de Coopération Centrasiatique est devenu un instrument important de la coopération régionale, un élément essentiel dans la formation d'un système régional de sécurité en Asie centrale et en tant que tel contribue aux efforts de la communauté internationale dans pour faire face aux défis et menaces du monde contemporain ». ⁷⁵² Toutefois, ces entreprises étaient la plupart de temps concentré sur les domaines politiques et, l'objectif de la création d'un espace économique intégré s'éloignait de plus en plus. Il a même été noté que l'OCCA était bien derrière de la précédente Communauté Economique Centrasiatique dans la voie de l'espace économique commun. ⁷⁵³ En Mai 2004, il y a eu un changement important dans la composition de l'OCCA avec l'adhésion de la Russie ⁷⁵⁴ dont le président Vladimir Poutine a annoncé l'intention de son pays de « se connecter le plus rapidement possible aux efforts communs dans les domaines d'intégration économique, de réalisation des projets commerciaux et d'infrastructures, de lutte contre le terrorisme, d'extrémisme et drogue, ainsi que dans le domaine de coopération militaire et technique ». ⁷⁵⁵ L'adhésion de la Russie a été expliquée par le rôle traditionnel qu'elle jouait dans la région, notamment son rôle du garant de la stabilité et la sécurité régionale. En confirmation, Vladimir Poutine a immédiatement soutenu la proposition faite par Islam Karimov sur la création d'une liste contenant les noms des organisations terroristes et extrémistes ainsi que de leurs leaders en vue de l'interdiction de leurs activités sur les territoires des pays membres. ⁷⁵⁶ Néanmoins, l'admission de la Russie au sein de l'OCCA a posé la question de dédoublement des compétences et de la liste des membres entre l'OCCA, dont les membres sont le Kazakhstan, le Kirghizstan,

⁷⁵² Déclaration conjointe des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 6 Juillet 2003, Almaty, Kazakhstan.

⁷⁵³ Kembaev, Zh., "Legal aspects of regional integration in Central Asia", 6RV 66, 2006; Zh. Kembaev *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, Springer, 2009, p. 182.

⁷⁵⁴ Protocole sur l'adhésion de la Fédération de Russie au sein de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan.

⁷⁵⁵ Discours de Vladimir Putin pendant la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan.

⁷⁵⁶ Déclaration pour la presse de Vladimir Putin à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan.

l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan, et la Communauté Economique Eurasienne (EURASEC) avec la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan comme membres. Cette situation a été résolue pendant le sommet de l'OCCA du 6 Octobre 2005, à St. Petersburg, Russie. A l'issu de ce sommet, l'Ouzbékistan a exprimé sa volonté d'adhérer à l'EURASEC, et il a été décidé de fusionner l'OCCA avec l'EURASEC. Après près de 11 ans de l'existence, l'organisation exclusivement centrasiatique a cessé son existence en tant qu'une entité indépendante. Un événement reçu avec beaucoup d'amertumes de la part des analystes de la région centrasiatique selon lesquels la fusion de l'OCCA au sein de l'EURASEC a montré l'incapacité des pays centrasiatiques de trouver par eux-mêmes un langage commun et leur obligation de recourir à un arbitre extérieur.⁷⁵⁷

*(2) Les réalités derrière la dégradation constante de l'organisation
centrasiatique tout au long d'une décennie*

L'accentuation de plusieurs tendances régionales vers le début de l'an 2000 a rendu presque impossible tout développement vers la libéralisation des échanges entre les Etats de la région et a ainsi scellé le destine de l'Organisation centrasiatique. L'un des éléments les plus prohibitifs de l'instauration des échanges libéraux à travers les frontières a été la détérioration de la situation sécuritaire dans la région due au facteur de l'Afghanistan ainsi que l'avènement de plusieurs attentats terroristes en Ouzbékistan, le pays clé de tout projet régional grâce à sa location centrale. A partir de l'an 1999, l'approche de l'Ouzbékistan envers les régimes frontaliers s'est durcie graduellement. Le pays a entamé une politique de restriction d'accès des produits et des personnes aux frontières avec le Kazakhstan et le Kirghizstan. Quant au Tadjikistan, l'Ouzbékistan a installé des mines antipersonnel tout au long de la grosse partie de ses frontières avec son voisin, due à l'irruption des militants de l'Afghanistan vers le pays à travers le territoire du Tadjikistan. La réponse intuitive des pays à la nouvelle donne sécuritaire consistait donc à mettre des restrictions et des barrières aux échanges à travers les frontières interétatiques en raison des menaces à la sécurité nationale.⁷⁵⁸

La politique de fermeture des frontières, malgré la conclusion des engagements à créer un espace intégré, a été aussi soutenue par une logique d'intérêt purement

⁷⁵⁷ Tolipov, F., "OCCA merges with EEC: the third strike on Central Asia's independence", *Central Asia-Caucasus Analyst*, 19 October, 2005, pp. 8-9; Zh. Kembaev *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, Springer, 2009, p. 184-185.

⁷⁵⁸ Kembaev, Zh., "Legal aspects of regional integration in Central Asia", *6RV* 66 (2006);

économique. Car, vers le début des années 2000, les pays clés de la région centrasiatique, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, avaient déjà orienté leurs exportations, consistant essentiellement des matières premières, vers les marchés mondiaux tandis que le volume de commerce intra-régionale en Asie centrale était en constante baisse pendant des années. Logiquement, les acteurs majeurs du projet régional ne ressentaient aucun besoin ou pression à implémenter les obligations découlant du Traité sur l'espace économique régional en Asie centrale.⁷⁵⁹

Inomjon Bobokulov souligne deux événements qui sont survenus au moment du remplacement du terme de « l'Union centrasiatique » par le concept de « la Communauté économique centrasiatique » en 1998. Le premier événement est l'adhésion du Kirghizstan à l'Organisation mondiale du commerce, en 1998. Le Kirghizstan est le seul pays post-soviétique à avoir accédé à l'OMC, à ce jour. Cet événement a résulté dans la différenciation des tarifs douaniers et des autres prélèvements entre les participants de l'Union centrasiatique. Le Kirghizstan, qui désormais bénéficiait des tarifs libéralisés, notamment dans ses échanges avec la Chine, a commencé la pratique de la réexportation des produits chinois aux marchés de la CEI, qui apportait des bénéfices réels au petit pays qui est le Kirghizstan. Cette situation a poussé ses partenaires de l'espace économique commun centrasiatique, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, à adopter des mesures protectrices de leurs industries nationales contre les importations du Kirghizstan.⁷⁶⁰ Dans le cas du deuxième événement, il s'agit de l'implication parallèle des certains participants de l'espace économique commun centrasiatique dans d'autres projets d'intégration régionale avec les autres pays de la CEI. Il s'agit, précisément, la participation du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan dans le projet de la Communauté Economique Eurasienne, avec la Russie et la Biélorussie, à partir de l'année 2000. Ce développement parallèle des projets similaires a posé la question du conflit entre les deux entités. Car, l'objectif initial des deux organisations a été l'instauration d'un espace économique intégré.⁷⁶¹

Ces facteurs ont graduellement mené vers la décomposition de la solidarité politique centrasiatique. Vers le début des années 2000, les Etats centrasiatiques ne voyaient plus dans la solidarité régionale les assises d'une véritable organisation

⁷⁵⁹ Id.; Pomfret, R., « Regional integration in Central Asia », *Econ. Change Restruct*, 42, 2009 :47-68;

⁷⁶⁰ Bobokulov, I., "Central Asia: is there an alternative to regional integration", *Central Asian Survey*, 25(1-2), 2006, p. 79.

d'intégration centrasiatique. Les éléments nécessaires pour l'approfondissement de cette solidarité par son institutionnalisation ne figuraient plus dans la priorité des pays de la région. Notamment, les échanges économiques entre les pays centrasiatiques eux-mêmes n'ont jamais acquis une intensité comparable aux échanges avec la Russie, la Chine ou les pays de l'Europe de l'Ouest. Avec l'implication des pays comme le Kazakhstan et le Kirghizstan dans les projets d'intégration avec la Russie a affaibli toute volonté de consolidation de l'intégration centrasiatique exclusive. L'accent sur les questions sécuritaires ne permet plus désormais les grands projets d'ouverture des frontières et l'introduction de la libre circulation des biens et des personnes parmi les pays de l'Asie centrale d'une manière exclusive.

Dans ce contexte, la création de l'OCCA, pauvre en compétences réelles et dépourvu d'une identité propre face aux Etats membres, a été la conséquence de la décomposition graduelle de la solidarité régionale parmi les pays centrasiatiques. Pendant sa courte existence, les activités de l'OCCA se sont résumées aux consultations régulières entre les pays de la région. Elle réunissait les membres dont l'intérêt de l'action commune se limitait à la question de sécurité régionale, formulée dans les termes de la lutte contre le terrorisme. Bien qu'elles servent de lieu de discussions et des négociations sur les autres questions, comme la gestion des biens publics régionaux, ces négociations ne permettaient pas toujours à réduire les tensions entre ses participants. Le caractère opposé des intérêts individuels des pays s'affirmait en face d'une solidarité régionale fondamentalement affaiblie. Vers la fin de son existence, l'OCCA pourrait être vue comme une conférence régionale de plus en plus irrégulière à l'avenir incertain, en raison de la consolidation des autres venues des leaders des pays concernés, notamment dans le cadre de l'EURASEC et l'OCS.

§2 Le débat sur l'élargissement de l'OCCA

Pendant son existence, l'initiative de l'organisation centrasiatique, dans la forme de l'Union centrasiatique initialement et dans la forme de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, a expérimenté l'élargissement par deux fois. Le premier élargissement a été considéré comme une éventualité qui devrait venir avec le temps. Toutefois, il a mis le jour sur les appréhensions des Etats, soucieux pour les conséquences de l'acceptation d'un Etat

⁷⁶¹Id. P. 80.

récemment sorti d'une guerre civile au sein d'une jeune organisation. Néanmoins, l'organisation centrasiatique a su accommoder le nouvel arrivant. Au contraire, quand l'initiative centrasiatique, en tant que l'OCCA, a décidé de s'élargir afin de faire une place dans son sein pour la Russie, un Etat dont les proportions sur tous les domaines, surpassaient largement ceux des membres de l'OCCA combinés, cette dernière n'a pas su digérer le deuxième élargissement qui a résulté dans sa dilution au sein d'une autre organisation à point de départ similaire (B). Malgré les élargissements de l'initiative de l'OCCA, l'Organisation n'a jamais élaboré des critères spécifique concernant les modalités d'adhésion de nouveaux membres (A).

A L'absence des critères spécifiques de l'élargissement de l'Organisation centrasiatique

(1) L'absence des critères formelles pour l'adhésion à l'OCCA

Les documents juridiques du projet de l'organisation centrasiatique annoncent peu des précisions concernant les modalités de l'acceptation de nouveaux membres. Notamment, le Traité sur l'espace économique commun dans ses variantes bilatéral (du 10 Janvier 1994 entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan) et trilatéral (du 30 Avril 1994 entre le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan) contient une clause assez modeste sur l'adhésion de nouveaux participants. L'art 14 dudit Traité annonce ainsi que « le Traité actuel est ouvert pour l'adhésion des autres pays de la CEI à la condition qu'ils acceptent ses provisions et avec l'accord de ses participants actuels ».⁷⁶² Les provisions du Traité sur l'espace économique commun sont celles menant vers l'instauration d'un régime de libre-échange économique entre ses participants. En tant que tel, les objectifs du Traité ne se distinguent pas de ceux des autres accords multilatéraux sur le libre-échange qui existent dans les différentes parties du monde. Si le critère de l'acceptation des provisions sur le libre-échange est assez clair, faut-il voir dans le critère d'être le membre de la CEI un critère géographique ou politique ? Pour mieux comprendre l'allusion à la CEI comme le critère de l'adhésion à une initiative centrasiatique, il faut se rappeler du contexte général

⁷⁶²Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998).

de la signature du Traité sur l'espace économique commun. Il a été concrétisé par les chefs d'Etat des pays centrasiatique en parallèle avec leur participation dans les négociations concernant l'Union économique de la CEI sous les auspices de la Russie dans la période qui a suivi la décomposition de l'URSS. D'ailleurs, la conclusion du Traité sur l'espace économique commun a été justifiée par « la nécessité de réaliser les provisions du Traité sur l'Union économique de la CEI ».⁷⁶³ Dans ce contexte de l'implication des Etats centrasiatiques dans les processus de la CEI ainsi que de la présence encore assez forte des habitudes d'interactions fréquentes entre les Etats de la CEI jusqu'à récemment les parties d'un même Etat (URSS), dans le critère d'être le membre de la CEI, il faut voir un acte intuitif plutôt qu'une volonté bien accentuée de définir l'étendue géographique de l'implémentation du Traité.

Le Traité sur l'Organisation de Coopération Centrasiatique du 28 Février 2002 est un peu plus explicite sur l'adhésion de nouveaux participants à l'OCCA.⁷⁶⁴ L'art. 3 du Traité pose trois conditions pour qu'un nouvel Etat puisse adhérer à l'OCCA. Tout d'abord, l'Etat candidat doit partager les objectifs et les principes de l'OCCA, définis dans le même Traité. La deuxième condition est d'adhérer au Traité. Toutefois, pour pouvoir y adhérer, l'accord de tous les Etats membres de l'OCCA doit être obtenu préalablement. Le statut de membre pour l'Etat candidat sera activé après la réception par ce dernier des lettres d'acceptation de la part de tous les Etats membres actuels.⁷⁶⁵ Le Traité sur l'OCCA stipule aussi sur les modalités de cession de la participation des Etats membres. Pour cela, l'Etat membre voulant cesser sa participation à l'OCCA doit prévenir de son intention tous les autres Etats membres par le biais de l'envoi de la lettre d'information au moins 12 mois avant la cession de sa participation.⁷⁶⁶

(2) La concision juridique compensée par les facteurs politiques et identitaires

La primauté du politique

⁷⁶³Les considérants du Traité sur la création d'espace économique commun du 30 avril 1994.

⁷⁶⁴Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

⁷⁶⁵Id.

⁷⁶⁶Ibid.

Le caractère bref des critères juridiques de l'adhésion des nouveaux membres au sein de l'OCCA doivent toutefois être interprétés par la primauté du facteur politique toujours sur les considérations juridiques dans le contexte centrasiatique. Comme il a été déjà noté les modes de prise de décision au sein de l'OCCA ont été exclusivement concentrés dans le Conseil des chefs d'Etat qui adoptait ses décisions pendant les réunions des Présidents des Etats membres et sur la base du principe de consensus. Pendant ses réunions, l'adoption des décisions étaient souvent la fonction de la conjoncture politique ou économique.⁷⁶⁷ Un système décisionnel propre à l'Organisation centrasiatique en dehors de la volonté politique des Etats membres guidés par les intérêts égoïstes n'a pas été développé. Le fait que les dirigeants du plus haut niveau des Etats membres contrôlaient tout pas de l'Organisation centrasiatique pourrait expliquer l'absence d'une méthodologie juridique et technique concernant l'adhésion des nouveaux membres.

Le rôle des critères identitaires et stratégiques dans la définition de l'étendue de l'OCCA

Bien que ses textes juridiques de laisse l'impression d'une organisation ouverte, l'OCCA a été désignée, implicitement à inclure certains pays de la région aussi bien qu'à garder les autres exclus du cadre régional centrasiatique.

La logique inclusive de l'OCCA s'appuyait sur la conceptualisation des cinq anciennes républiques soviétiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) comme constituant dans leur ensemble une entité régionale légitime, soutenue par des arguments historique, culturel, économique et stratégique. Quand les chefs d'Etat de trois pays centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan) avaient décidé de poursuivre avec le projet de l'espace économique commun, il a été naturellement considéré ouvert à deux autres pays de la région : le Tadjikistan et le Turkménistan. Ces deux Etats étaient vus comme des participants légitimes de leur projet. D'une perspective géopolitique, le Tadjikistan et le Turkménistan, tout comme les trois autres pays centrasiatiques, font partie d'une région dotée des frontières extérieures naturelles : d'une part, ils sont coincés entre les deux grandes puissances qui sont la Russie et la Chine ; d'autre part, au sud, ils sont situés dans la proximité de la ligne des pays musulmans

⁷⁶⁷ Gubaïdullina, M., "Le processus d'intégration en Asie centrale », Le centre d'études des processus politiques dans l'espace post-soviétique de MGIMO, Moscou, 22 janvier 2007 <http://www.ia->

comme l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan.⁷⁶⁸ Cette situation engendre une solidarité naturelle entre ces pays dont les caractères communs sont la taille modeste vis-à-vis leurs voisins, le caractère laïque et modernisé des systèmes politiques (due à leur passé soviétique), la nature jeune de leur statut d'Etats souverains. En outre, les Etats sont liés par l'interdépendance dans les domaines des ressources hydro-énergétiques.⁷⁶⁹

La conceptualisation de l'Asie centrale comme une région composée des cinq pays exclusivement a été guidé aussi par le souci d'élaborer un cadre institutionnel sensé garder à distance certains pays voisins de la région. Dans le contexte de la période initiale post-soviétique, cette conceptualisation à la logique d'exclusion a été tout particulièrement désignée afin de forger une institution en dehors de la participation de la Russie qui était l'initiateur et le membre dominant de plusieurs initiatives régionaux englobant les anciennes républiques de l'URSS. Il s'agit notamment de la CEI et des efforts de développement d'une organisation de sécurité collective sous le leadership de la Russie. Par la création d'une institution régionale propre à eux-mêmes, les pays de l'Asie centrale avaient voulu affirmer, d'une certaine manière, leur indépendance récemment acquise en face d'une Russie, héritière de l'ancien régime communiste.

B Les élargissements respectifs de l'Organisation centrasiatique

Les critères et les expectations concernant l'élargissement de l'Organisation centrasiatique se sont traduits sur le terrain d'une manière très irrégulière. D'une part, les positions du Tadjikistan et du Turkménistan envers l'Organisation centrasiatique ont été radicalement différentes (1). D'autre part, malgré les apparences initiales, l'OCCA n'a su résister à l'adhésion de la Russie, en signant par l'occasion, le décret de sa propre dissolution (2).

(1) Les approches différentes du Tadjikistan et du Turkménistan à l'Organisation centrasiatique

centr.ru/archive/public_details47c

⁷⁶⁸ Kuchkumbaev, S., « Tsentralnoaziatskaya integratsiya v kontekste istorii i geopolitiki (L'intégration centrasiatique dans le contexte de l'histoire et de la géopolitique) », *Central Asia and Caucasus*, n° 16, 1998.

⁷⁶⁹V. La partie de notre travail consacrée aux perceptions régionalistes de l'Asie centrale.

De leur part, les réponses du Tadjikistan et du Turkménistan ont été assez différentes l'une de l'autre. Le Tadjikistan a montré son intérêt pour l'initiative centrasiatique tandis que la position du Turkménistan a pris la forme de l'isolation des cadres régionaux de la coopération multilatérale. L'absence de l'intérêt du Turkménistan pour l'intégration centrasiatique a été expliquée par plusieurs facteurs à caractère politique et économique. Notamment, parmi ces facteurs ont été cités le faible niveau de l'interdépendance économique entre le Turkménistan et ses voisins de l'Asie centrale, la présence des larges ressources gazières qui permet au Turkménistan, le pays littoral de la Mer Caspienne, d'atteindre une autonomie financière, le souci des dirigeants turkmènes d'éviter de tomber sous l'influence du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. Ces deux pays qui aspirent à devenir le leader des processus politiques de la région sont dans le même temps les concurrents du Turkménistan dans le marché des hydrocarbures. L'Ouzbékistan est un pays exportateur du gaz tandis que le Kazakhstan, étant un autre pays littoral de la Mer Caspienne, constitue, à côté du Turkménistan, une des parties des litiges concernant le statut des ressources du bassin Caspien. La politique du Turkménistan définie par ses considérations mélangées a consisté pendant près de deux décennies d'éviter les cadres de la coopération multilatérale tout en nourrissant les relations bilatérales avec ses voisins centrasiatiques.⁷⁷⁰

La réponse du Tadjikistan à l'initiative de l'organisation centrasiatique a pris une forme opposée à celle du Turkménistan. Après avoir montré son intérêt pour l'initiative, le pays a été admis au sein de l'Union centrasiatique en 1998. Plus tard, le Tadjikistan a été parmi les pays fondateurs de l'Organisation de Coopération Centrasiatique en 2002. La réaction des pays participants à la sollicitation du Tadjikistan pour adhérer à l'Union centrasiatique permet de souligner l'un des critères essentiels informels qui guident la décision des Etats sur l'élargissement de l'organisation régionale centrasiatique. En effet, le Tadjikistan avait fait savoir sa volonté de rejoindre le Kazakhstan, le Kirghizstan et

⁷⁷⁰ Sur la politique du Turkménistan concernant le régionalisme centrasiatique, v. Kuchkumbayev, Sanat, *Tsentrāl'naiā Aziia nu putiakh integratsii (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration)*, op.cit., pp. 128-130 ; Belokrenitskii, V., « Tsentrāl'noaziatskoe edinstvo – mif ili realnost' (L'unité centrasiatique : mythe ou réalité) ? », *Vostok*, n° 5, 1996, pp. 36-47. Sur la politique étrangère turkmène en général, v. Anceschi, Luca, *Turkmenistan's foreign policy: Positive Neutrality and the consolidation of the Turkmen regime*, London, Routledge, 2009, 212 p ; Abdrakhmanov, A., "Key features of Turkmenistan's foreign policy under president Gurbanguly Berdimukhammedov in the initial year of his rule", la communication présentée à la *Central Eurasian Studies Conference*, Georgetown University, 18-21 Septembre 2008.

l'Ouzbékistan dans leur projet de l'espace économique commun dès le lancement de l'initiative. Le Kazakhstan et le Kirghizstan avaient immédiatement soutenu sa demande. Toutefois, l'autre pays influent de l'espace économique commun, l'Ouzbékistan a adopté une position négative concernant l'adhésion du Tadjikistan. Selon Sanat Kuchkumbaev, il y avait deux raisons principales justifiant la réaction de l'Ouzbékistan. D'une part, l'Ouzbékistan avait des soucis justifiés concernant la situation de la guerre civile au Tadjikistan et son potentiel de l'expansion vers les autres pays de la région centrasiatique.⁷⁷¹ D'autre part, la réponse ouzbèke à la demande du Tadjikistan a été guidée par les tensions entre Islam Karimov, le Président de l'Ouzbékistan, et Imomali Rakhmonov, le Président du Tadjikistan.⁷⁷² De ces deux facteurs, la question de la situation dans la scène politique tadjike semble avoir plus de poids. Car, l'adhésion d'un nouveau membre qui est la proie aux instabilités domestiques ne contribue nullement à la logique de l'ouverture des frontières, requise par l'espace économique commun. Ce n'est qu'un an après la signature d'un accord multilatéral sous les auspices de l'ONU qui a mis le terme à la guerre civile tadjike en 1997 que la position de l'Ouzbékistan envers l'adhésion du Tadjikistan au Traité sur l'espace économique commun s'est infléchie. Selon les commentaires, le revirement de l'approche ouzbèke à l'élargissement de l'Union centrasiatique par le biais de l'adhésion tadjike est expliqué par la détérioration de la situation en Afghanistan qui a témoigné l'émergence des forces de Taliban qui menaçait la sécurité régionale de toute l'Asie centrale. Or, l'isolation du Tadjikistan du cadre multilatéral de l'Asie centrale pourrait résulter dans l'expansion de la situation en Afghanistan vers ce pays. Une possibilité tout à fait plausible si on prend en compte le fait que pendant la guerre civile du Tadjikistan, certaines factions de l'opposition politique du pays s'était réfugié en Afghanistan et avait effectué leur retour en force dans la scène politique tadjike grâce aux soutiens des groupes armées afghanes, notamment les forces du commandant Akhmadchakh Massoud, d'origine tadjike. Face à la détérioration de la sécurité régionale et la montée en puissance des militants religieux, l'ennemi commun des régimes politiques de l'Asie centrale, les pays centrasiatiques ont décidé de se souder. Ainsi, en Mars 1998, le Tadjikistan a adhéré au Traité sur l'espace économique

⁷⁷¹Le Tadjikistan a été la victime d'une guerre civile qui a éclaté dès 1992 opposant les différentes factions de la société, basées sur les critères régionaux et politiques. La résolution du conflit national a été atteinte par un accord final, sous les auspices de l'ONU, en Juin 1997.

⁷⁷²Kuchkumbayev, S., *Tsentrālnaia Aziia nu putiakh integratsii (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration)*, op.cit., p. 130 ; Belokrenitskiĭ, V., « Tsentrāl'noaziatskoe edinstvo – mif ili realnost' (L'unité centrasiatique : mythe ou réalité) ? », op.cit.

commun.⁷⁷³ En dehors de la menace extérieure posée par l'Afghanistan, un élément de calcul stratégique pour l'équilibre intra-régional semble aussi avoir joué un rôle dans le revirement de la position ouzbèke envers l'adhésion tadjike. Selon S. Kuchkumbaev, il s'agit de la volonté de l'Etat ouzbek de contrarier le bloc naissant, formé du Kazakhstan et du Kirghizstan, au sein de l'Union centrasiatique par le biais de la création d'un axe stratégique alternatif dans la forme de la dyade Ouzbékistan-Tadjikistan.⁷⁷⁴

(2) L'élargissement au profit de la Russie mais, aux dépenses de l'OCCA

Due aux considérations relevées plus haut, l'avancement initial du projet centrasiatique en forme de l'Union centrasiatique, puis finalement dans la forme de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, a été réalisé sans la participation de la Russie. Toutefois, avec l'évolution des dynamiques régionales, la politique de garder la Russie en dehors de l'organisation centrasiatique a commencé se décomposer. Tout d'abord, avec la montée sur le premier plan des préoccupations de la sécurité régionale a poussé les Etats de la région à chercher de l'aide auprès des grandes puissances. Due à sa présence historique et son influence continue dans la région, la Russie a été vue comme le candidat le plus apte à soutenir les pays de l'Asie centrale dans leurs compréhensions sécuritaires. Dès l'an 2000, les quatre pays participants de l'espace économique centrasiatique avaient issu une déclaration sur la sécurité régionale. Parmi les signataires de la Déclaration, le représentant de la Russie a été aussi présent à côté des quatre chefs d'Etat des pays membres de l'Union centrasiatique.⁷⁷⁵ Pendant le sommet de l'OCCA du 28 Mai 2004 à Astana, Kazakhstan, les Etats membres ont annoncé leur volonté de relancer l'initiative de la création de l'espace économique commun qui serait ouvert à tout pays intéressé sans qu'il soit le membre de l'OCCA. Dans le même temps, ils ont reconnu d'une manière officielle au niveau régional le rôle du garant de la sécurité régionale de la Russie en Asie centrale. Cette reconnaissance a été immédiatement suivie de l'adhésion de la

⁷⁷³ Protocole sur l'adhésion du Tadjikistan au Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, le 26 Mars 1998.

⁷⁷⁴ Kuchkumbaev, S., « Tsentralnoaziatskaya integratsiya v kontekste istorii i geopolitiki (L'intégration centrasiatique dans le contexte de l'histoire et de la géopolitique) », op.cit.

⁷⁷⁵ Déclaration des chefs d'Etats de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan et de représentant spéciale du Président de la Fédération de Russie, du 20 Août 2000, Bichkek, Kirghizstan.

Russie au sein de l'OCCA.⁷⁷⁶ Elle a été officialisée pendant la réunion des chefs d'Etat des pays membres à Douchanbé, Tadjikistan, les 18-19 Octobre 2004.⁷⁷⁷

D'autre part, l'inclusion de la Russie au sein de l'initiative régionale centrasiatique se justifiait par le rôle et le potentiel de la Russie comme un pays dynamique dans le financement des projets de développement régionaux. L'élargissement pourrait être vu aussi comme la reconnaissance de l'OCCA comme une organisation fonctionnelle et qui a attiré l'intérêt des pays dynamiques. Toutefois, les développements conséquents ont montré que l'élargissement de l'OCCA en 2004 s'est révélé dramatique pour le destin de l'Organisation. Car, un an après l'adhésion de la Russie, l'OCCA a été fusionnée au sein de l'EURASEC, une autre organisation régionale avec la participation des mêmes pays. Pendant le sommet de l'OCCA à Saint-Pétersbourg, le 6 Octobre 2005, le Président du Tadjikistan, Imomali Rakhmonov a déclaré que les pays membres ont décidé d'unifier l'OCCA avec l'EURASEC. En considérant les faits que les membres de deux organisations sont constitués des mêmes pays, les similarités dans les objectifs, ainsi que le succès déjà réalisé au sein de l'EURASEC d'atteindre ces objectifs, les pays membres ont trouvé pertinent de fusionner l'OCCA au sein de l'EURASEC.⁷⁷⁸

L'élargissement de l'OCCA au profit de la Russie a montré encore une fois le rôle des logiques identitaires et sécuritaires dans les évolutions successives du projet de l'espace économique commun et de l'OCCA. Le premier élargissement au profit du Tadjikistan a été guidé par les raisons de sécurité régionale, mais sans que l'arrivée d'un pays voisin ait créé des difficultés sur le plan identitaire. En outre, la participation du Tadjikistan a été supposée dès le début du lancement du projet de l'espace économique commun. Car, le Tadjikistan faisait la partie intrinsèque de la conceptualisation de l'Asie centrale comme une région des cinq Etats (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). Contrairement, l'adhésion de la Russie a posé des problèmes sur le plan identitaire bien qu'elle a apporté des réponses en vue de l'amélioration de la sécurité régionale. Car, la Russie se situait en dehors des perceptions régionales de l'Asie

⁷⁷⁶ Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu de la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCCA du 28 Mai à Astana, Kazakhstan », www.press-service.uz

⁷⁷⁷ Protocole sur l'adhésion de la Fédération de Russie au sein de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan

⁷⁷⁸ Déclaration pour le media suite à la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCCA, 6 octobre 2005, Saint-Petersbourg, Russie.

centrale comme une région autonome. Ce démantèlement des frontières psychologiques et stratégiques de l'Asie centrale avec l'irruption de la Russie a résulté dans la disparition de l'OCCA au profit de l'EURASEC. La définition des frontières de l'Organisation centrasiatique a été bâtie sur une conceptualisation de l'Asie centrale comme une région distincte de la politique mondiale. La raison d'être principale de l'OCCA a été guidée par une logique identitaire. Or, avec l'adhésion de la Russie, la question de l'identité distincte de l'Asie centrale semble avoir perdu son actualité. Selon certains observateurs des processus régionaux, l'adhésion russe a dérobé la région de son identité indépendante. La thèse prouvée par la dilution de l'OCCA au profit de l'EURASEC.⁷⁷⁹

Section2 Les sources et la gestion du dynamisme des organisations centrasiatiques inclusives

Contrairement à l'OCCA, les deux organisations inclusives, actives dans la région centrasiatique, ont su répondre avec plus d'habileté aux défis de l'approfondissement et de l'élargissement. L'EURASEC a notamment pris le chemin d'approfondissement sérieux de son cadre normatif et substantiel, tout en prenant soin de garder son étendue géographique limitée au moment actuel de son existence (§1). L'OCS a aussi suivi une trajectoire similaire à celui de l'EURASEC. Notamment, elle met l'accent sur l'approfondissement normatif et substantiel de ses activités, tout en adoptant une politique conservatrice en matière de l'élargissement (§2).

§1 L'approfondissement et l'élargissement de l'EURASEC : les logiques différentes en œuvre

Afin de prouver son statut de l'organisation régionale primaire dans l'espace post-soviétique, l'EURASEC œuvre continuellement à consolider son régime juridique tout en s'efforçant de l'entériner par des avancements réels dans le terrain(1). Toutefois, en matière de l'élargissement, elle semble être guidée par des considérations plutôt géostratégiques (B).

⁷⁷⁹ Tolipov F., "The expansion of CACO: A Russian offensive or a Central Asian surrender", *The Central Asia- Caucasus Analyst*, Edition du 1 Décembre, 2004; Tolipov, F., "CACO merges with EEC: the third strike on Central Asia's independence", *The Central Asia-Caucasus Analyst*, Edition du 19 October, 2005.

A Les défis de l'approfondissement de l'EURASEC

Vers le début du mois de juillet 2010, l'EURASEC a réussi à mettre en place un régime d'union douanière effectif, une réussite distinguée comparée aux destins des autres initiatives similaires dans l'espace post-soviétique. Notamment, l'initiative de l'espace économique commun englobant les pays centrasiatiques a été terminée sans conclusion. Les espoirs de réanimer la CEI en renforçant son composant économique se sont dissipés en face de la décomposition de l'espace de la CEI suite aux conflits entre les pays membres individuels (Russie-Géorgie, Russie-Ukraine). Désignée comme un effort de mettre en place une première initiative interétatique réellement implémentée, la consolidation de l'EURASEC est un phénomène particulier dans l'espace post-soviétique. Depuis son lancement en 2000, la Communauté Economique Eurasienne a su réaliser un approfondissement aussi bien sur le plan institutionnel que sur le plan substantiel (1). La marche du processus de l'intégration a été réalisée par plusieurs étapes successives (2). Plusieurs principes ont permis cet approfondissement de l'EURASEC (3).

(1) La consolidation progressive du cadre juridique de l'intégration économique

L'une des sources de dynamisme de l'EURASEC réside dans l'élaboration progressive d'un solide cadre juridique intégrationniste. L'incorporation des provisions des documents précédents au sein des nouveaux traités conclus dans le cadre du même objectif de l'intégration économique avancée permet l'émergence d'une solide assise normative qui sert de moteur à l'intégration. Ainsi, bien que le Traité sur l'EURASEC soit conclu en Octobre 2000, ce dernier s'est inséré dans un régime juridique initié par le Traité sur l'Union douanière entre la Russie et la Biélorussie, signé le 6 janvier 1995. Le traité sur l'Union douanière du 6 Janvier 1995 entre la Russie et la Biélorussie, tout comme le Traité sur l'espace économique commun de l'Asie centrale de 1994, fait référence au Traité sur l'Union économique de la CEI du Septembre 1993. Mais, le parallèle entre les deux Traités s'arrête ici. Le Traité sur l'espace économique commun de l'Asie centrale n'avait pas élaboré en détail concernant la forme et le contenu de l'espace économique commun à

réaliser et s'était limité à renvoyer au Traité sur l'Union économique de la CEI concernant ces objectifs à réaliser. Différemment, le Traité sur l'Union douanière de 1995 stipule en détail la définition de l'Union douanière ainsi que les étapes et les mécanismes de sa réalisation. Selon le Traité, par l'Union douanière est entendue l'unification économique des pays sur la base des principes d'un territoire douanier unique ainsi que de la présence d'un mécanisme similaire de la régulation de l'économie fondé sur les principes de marché et sur l'unification législative.⁷⁸⁰ Cette unification économique devrait être réalisée par deux étapes successifs : l'établissement effectif d'une zone libre échange entre les Etats participants, d'abord ; l'unification des territoires douaniers des pays membres au sein d'un territoire douanier unique, par la suite.⁷⁸¹ Le Traité sur l'Union douanière a été signé par le Kazakhstan (20 Janvier, 1995), le Kirghizstan (29 Mars, 1996) et le Tadjikistan (26 Février, 1999).

Le cadre juridique initié par le Traité sur l'Union douanière du 6 janvier 1995 s'est graduellement renforcé avec la conclusion, par les Etats participants, du Traité sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire le 29 Mars 1996⁷⁸² et du Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, le 26 Février 1999.⁷⁸³

Le Traité sur l'approfondissement de l'intégration a introduit le concept de la Communauté des Etats intégrés⁷⁸⁴ qui se construit sur la réalisation des objectifs de l'intégration selon les principes suivants :

- L'amélioration graduelle des conditions de la vie, la protection des droits et des libertés des individus et le progrès social ;
- Le garanti du développement démocratique de l'Etat d'une manière durable ;
- La formation de l'espace économique commun qui implique le fonctionnement effectif du marché commun des marchandises, des services, des capitaux et des personnes, le développement des systèmes de transport, énergétiques et informatiques communs ;
- L'élaboration des seuils minimaux de la protection sociale des citoyens ;
- La création des conditions égales d'accès à l'éducation, science et culture ;
- La coordination de la politique étrangère et l'acquis d'une place digne sur la scène internationale ;

⁷⁸⁰ Art 1.2 de l'Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Douanière, du 6 Janvier 1995.

⁷⁸¹ Art. 2, id.

⁷⁸² Traité entre la Fédération de Russie, la République Bélarusse, la République de Kazakhstan et la République Kirghize sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996, Moscou, Russie.

⁷⁸³ Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999, Moscou, Russie.

⁷⁸⁴ Id. Art. 1.

La protection commune des frontières, la lutte contre la criminalité et le terrorisme.⁷⁸⁵

Une autre nouveauté du Traité du 26 Mars 1996 est la création des organes de la régulation de l'intégration. En vertu de l'art. 17 du Traité les organes suivants sont créés :

Le Conseil interétatique, représenté aux niveaux des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement, des ministres des affaires étrangères ainsi que du président du Comité de l'intégration, est désigné comme l'organe suprême de la régulation de l'intégration⁷⁸⁶ ;

Le Comité de l'intégration est l'organe exécutif permanent, responsable pour la réalisation de l'intégration multidimensionnelle. Il est composé des Vice-Premier Ministres de chaque pays participant ainsi que des ministres responsables pour les relations avec les pays de la CEI, pour l'économie et les finances. Il est dirigé par un Président nommé par le Conseil interétatique⁷⁸⁷ ;

Le Comité interparlementaire est créé afin de promouvoir la coopération entre les parlements nationaux des pays membres et composé des membres parlementaires délégués par les parlements nationaux respectifs. Il est aussi accordé les fonctions de l'élaboration des modèles des actes législatifs en vue d'être utilisés par les parlements nationaux et de la présentation des recommandations sur le développement des bases juridiques de l'intégration.⁷⁸⁸

Le Traité sur l'Union douanière et l'Espace économique commun introduit le concept d'une nouvelle étape de la réalisation de l'intégration économique entre les pays participants. Après l'objectif de l'Union douanière lancé par le Traité du 6 Janvier 1995, le Traité du 26 Février 1999 annonce ainsi l'espace économique commun comme l'étape suivante de l'intégration économique après la réalisation de l'Union douanière. Ledit Traité oblige ainsi les Etats signataires à achever la réalisation de l'Union douanière et à poursuivre, par la suite, avec l'établissement de l'Espace économique commun qui est défini comme « un espace composé des territoires des Parties, au sein duquel existent les mécanismes uniques de la régulation de l'économie, basée sur les principes de marché et sur l'application des normes juridiques harmonisées ; l'infrastructure commune ; ainsi que les politiques coordonnées dans les domaines de fiscalité, de crédit-monétaire, financier, commercial, douanier afin d'assurer la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes » .⁷⁸⁹ Les termes de cette définition sont similaires à ceux du marché commun, comportant en addition à l'union douanière, un certain nombre des politiques communes, particulièrement, dans le domaine commercial et qui suppose la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes.⁷⁹⁰ Le concept de

⁷⁸⁵ Ibid. Art. 2.

⁷⁸⁶ Ibid. Art. 18.

⁷⁸⁷ Ibid. Art. 19.

⁷⁸⁸ Ibid. Art. 22.

⁷⁸⁹ Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999, Moscou, Russie.

⁷⁹⁰ P. Daillier, A. Pellet, Droit international public, op.cit., § 654 ; Denys Simon, Le système juridique communautaire, PUF, 2001, 3^e éd ; D. Carreau, P. Juillard, Droit international économique, §57-60 ;

l'espace économique commun suppose donc la présence d'aussi bien de l'intégration négative, par le biais de suppression des barrières, que de l'intégration positive dans la forme de mise en place des institutions et des politiques communes dans de nombreux domaines.⁷⁹¹

La conclusion du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasienne, le 10 Octobre 2000 à Astana Kazakhstan a continué l'approfondissement du régime juridique de l'intégration. Le Traité du 10 Octobre 2000s'insère dans le cadre juridique initié par le Traité sur l'Union douanière du 6 Janvier 1995 et adopte ses objectifs qui est l'établissement d'une union douanière, suit de la réalisation d'un espace économique commun intégré. Si les objectifs du Traité sur l'EURASEC se situent dans la continuité avec les Traités précédents sur la réalisation d'une intégration économique entre les Etats participants, il s'annonce comme porteur d'une détermination réelle pour la réalisation effective et l'approfondissement de l'intégration régionale.⁷⁹² Le Traité sur l'établissement de l'EURASEC adopte le cadre institutionnel général annoncé par le Traité sur l'approfondissement de l'intégration du 29 Mars 1996, toutefois en le refondant et enrichissant. Notamment, le Comité interparlementaire est remplacé par l'Assemblée Interparlementaire. Une Cour de la Communauté est créée. Le Conseil interétatique et le Comité de l'intégration sont gardés, notamment, avec l'enrichissement des compétences du Comité de l'intégration et doté d'un Secrétariat.⁷⁹³

(2) Les étapes de la réalisation de l'intégration économique dans le cadre de l'EURASEC

Depuis le lancement de l'EURASEC, les efforts de celle-ci se sont concentrés sur la réalisation de l'agenda de l'intégration économique retracé par le cadre juridique initié par le Traité sur l'Union douanière du 6 Janvier 1995 et enrichi par les Traités du 20 Janvier

Kembaev, Zhenis, Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area, op.cit. p. 133.

⁷⁹¹ Sur la différence entre l'intégration négative et l'intégration positive, v., Simon, D., Le système juridique communautaire, op.cit., p. 45. ; Lay Hong Tan, "Will ASEAN economic integration process beyond a Free trade area », *International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 53, Part 4, October 2004, pp. 935-967.

⁷⁹² Les considérants du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan.

⁷⁹³ Id. Art. 3.

1995, du 26 Mars 1996 et celui du 26 Février 1999. Pour ce faire, l'EURASEC poursuit un avancement graduel vers l'objectif final de l'intégration économique avancée. Jusqu'à ce jour, on peut souligner quatre étapes principales du processus de l'intégration.

La première étape consiste dans la continuation des avancements initiés par les Traités précédents envers l'établissement d'un régime de libre échange effectif entre les pays participants. Selon les termes du Traité sur l'Union douanière, il constitue la première étape de l'Union douanière qui s'achève ensuite avec l'unification des territoires douaniers des pays participants.⁷⁹⁴ Vers la fin de la première décennie de son existence, l'EURASEC a réussi à mettre en place l'objectif du libre-échange. L'accomplissement du libre-échange entre les parties a permis d'augmenter par quatre le volume des échanges commerciaux au sein de la Communauté. Le volume du commerce intra-Communauté a augmenté ainsi de 30 milliards de dollars US, au début de la création de l'EURASEC en 2000, à plus de 123 milliards de dollars US en 2008.⁷⁹⁵

Le deuxième stade a commencé dès 2003 quand les pays membres de l'EURASEC ont initié des mesures allant au-delà du régime de libre échange. Il peut être caractérisé comme l'enrichissement substantiel de la coopération économique entre les parties. Le 27 Avril 2003, le Conseil interétatique a adopté les directions prioritaires pour les activités de l'EURASEC pour les années 2003-2006.⁷⁹⁶ La décision n°112 du Conseil interétatique qui a approuvé le document sur les directions principales met en exergue un ensemble des objectifs avancés dont la réalisation serait rendue possible par le biais des mesures annoncées. Il s'agit notamment, du développement du marché commun de la Communauté par le biais de l'unification des marchés nationaux des pays membres, de la protection commune contre les dommages économiques du fait des parties tiers, du renforcement de la coopération afin de lutter contre les risques économiques à caractère général comme la croissance de la concurrence économique internationale et les conséquences de la globalisation dans l'économie mondiale ainsi que de la création des conditions favorables pour les quatre libertés fondamentales du marché commun.⁷⁹⁷ Dans cette perspective, aux

⁷⁹⁴ Art 2 de l'Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Douanière, du 6 Janvier 1995.

⁷⁹⁵ « La Communauté Economique Eurasiennne, 2006-2009 », préparée par le Secrétariat du Comité de l'Intégration de l'EURASEC, 2009, p. 4, disponible sur www.EURASEC.com

⁷⁹⁶ Directions principales de développement d'EURASEC pour les années 2003-2006, approuvées par la Décision du Conseil interétatique n° 112, du 27 Avril 2003.

⁷⁹⁷ Id.

mesures de la libéralisation des échanges au sein de l'EURASEC se sont rajoutés les mesures de la solidarité communautaire vis-à-vis des pays extérieurs, notamment dans le domaine commercial et économique ainsi qu'un ensemble des mesures concernant la coopération frontalière, la coordination des politiques économiques, le renforcement des interactions dans les différents domaines de l'économie réelle et du marché énergétique ainsi que la coopération dans le domaine des transports et de l'agriculture.⁷⁹⁸ La réalisation des mesures annoncées devraient ainsi mener vers l'approfondissement substantielle de l'objectif de l'intégration économique détaillé par le régime juridique des Traités consécutifs sur l'Union douanière et l'espace économique commun et ouvre la voie aux stades avancés de l'intégration.

La troisième étape de l'intégration économique a commencé pendant l'année 2007 avec le début de la réalisation formelle et substantielle des provisions sur l'Union douanière. Le 6 Octobre 2007 a ainsi marqué une date importante dans l'évolution du cadre juridique de l'intégration économique post-soviétique. Réunis à Douchanbé pour le sommet régulier des chefs d'Etat de l'EURASEC, les présidents de la Biélorussie, du Kazakhstan et de la Russie ont décidé d'accélérer le lancement officiel de l'Union douanière. Il s'agit de finaliser la réalisation de la première étape de l'intégration économique par le biais de la mise en place d'une union douanière. Le Traité sur la création du territoire douanier unique et la formation de l'union douanière conclu à cet effet précise le contenu des termes de « territoire douanier unique », de « tarif douanier unique » et d' « union douanière » et décrit les conditions de la mise en place de l'Union douanière.⁷⁹⁹ Selon l'art. 1 dudit Traité, par « le territoire douanier unique » est entendu le territoire composé des territoires douaniers des Parties ; par « le tarif douanier unique » est entendu l'ensemble des tarifs douaniers, appliqués aux marchandises introduits dans le territoire douanier unique en provenance des pays tiers, codifiés dans une Nomenclature des marchandises unifiée de l'activité du commerce étranger ; par « l'union douanière » est entendu la forme de l'intégration commerciale et économique qui prévoit la mise en place du territoire douanier unique dans le cadre duquel aucun tarif douanier ou aucune restriction à caractère économique n'est appliqué dans le commerce des marchandises en

⁷⁹⁸ Ibid.

⁷⁹⁹ Le Traité sur la création du territoire douanier unique et la formation de l'union douanière, du 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan.

provenance du territoire douanier unique ou des marchandises en provenance des pays tiers qui sont introduits dans la libre circulation dans le territoire douanier unique.⁸⁰⁰

Les conditions du fonctionnement de l'Union douanière sont :

L'élaboration et l'application du tarif douanier unique et des autres mesures communes de la régulation du commerce étranger avec les pays tiers ;

L'élaboration et l'application d'un régime commercial unique vis-à-vis les pays tiers ;

L'élaboration et l'application des procédures de prélèvement et de distribution des tarifs douaniers et des autres tarifs, taxes et prélèvements à l'effet équivalent ;

L'élaboration et l'application des règles uniques de la définition du pays origine des produits ;

L'élaboration et l'application des règles uniques de la définition de la valeur douanière des produits ;

L'élaboration et l'application de la méthodologie unique des statistiques dans le commerce étranger et mutuel ;

L'élaboration et l'application de la procédure unifiée de la régulation douanière, incluant les règles uniques de la déclaration des marchandises, du paiement des prélèvements douaniers ainsi que des régimes douaniers uniques ;

La création et le fonctionnement des organes de l'union douanière, qui réalisent leurs activités dans le cadre des compétences définies par les Parties concernées.⁸⁰¹

La structure institutionnelle de l'Union douanière a été décidée pendant la même réunion. Il a été signé ainsi le Traité sur la Commission de l'union douanière qui a mis en place la Commission comme l'organe unique permanent réglementant les activités de l'Union douanière, basée à Moscou, Russie.⁸⁰² La Commission de l'Union douanière représente une nouveauté dans la pratique institutionnelle de l'intégration économique post-soviétique. Car, elle est désignée expressément comme un organe supranational. L'art. 2 du Traité sur la Commission de l'union douanière stipule « la transition volontaire graduelle d'une partie des compétences des organes étatiques des Parties vers la Commission » comme le principe essentiel du fonctionnement de celui-ci.⁸⁰³ Les fonctions de la Commission de l'Union douanière sont :

L'exécution des décisions adoptées par l'organe suprême de l'Union douanière ;

Le contrôle de l'implémentation des accords internationaux en vue de la réalisation de l'Union douanière ;

L'élaboration des recommandations, avec la participation des gouvernements des pays participants, à l'attention de l'organe suprême de l'Union douanière sur les questions concernant la formation et le fonctionnement de l'union douanière ;

Le garanti de l'implémentation, dans le cadre de ses compétences, de l'implémentation des accords internationaux relevant du cadre juridique de l'union douanière ;

⁸⁰⁰ Id. Art. 1.

⁸⁰¹ Ibid. Art. 2.

⁸⁰² Traité sur la Commission de l'union douanière, du 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan

⁸⁰³ Id. Art. 2.

L'assistance aux Parties dans la résolution des disputes dans le cadre de l'union douanière avant que celui-ci soit soumis à la Cour de l'EURASEC ;

La réalisation de la coopération, dans le cadre de ses compétences, avec les organes étatiques des pays participants ;

Le dépositaire des traités internationaux conclus en vue de la réalisation de l'union douanière.⁸⁰⁴

La Commission douanière est habilitée à adopter des décisions qui sont dotée d'une force obligatoire envers les Parties. Elle est aussi en droit d'adopter des recommandations sans caractère obligatoire. La procédure d'adoption des décisions est basée sur un système de distribution des votes au sein des Parties. Selon ce système, la Russie dispose de 57 % des votes, la Biélorussie et le Kazakhstan disposent chacun de 21.5 % des votes. Les décisions sont prises sur la base de majorité de deux tiers. Toutefois, la Commission adopte les décisions sur la base de consensus sur les questions relevant des accords particuliers qui prévoient le principe de consensus d'une manière expresse. Si l'une des Parties n'est pas d'accord avec la décision adoptée, la question est soumise à l'attention de l'organe suprême de l'Union douanière (le Conseil interétatique de l'EURASEC) qui règle la question sur la base du principe de consensus. Dans les cas où la majorité requise n'a pas été atteinte, les questions sont aussi soumises à l'attention de l'organe suprême de l'Union douanière. En outre, toute Partie peut adresser l'organe suprême pour la reconsidération des décisions de la Commission.⁸⁰⁵

Concernant le reste des conditions de la formalisation de l'Union douanière, les Etats signataires ont désigné un Plan d'action en vue de la formation de l'Union douanière dans le cadre de l'EURASEC.⁸⁰⁶ Le Plan d'action a prévu, pendant quatre ans (2007-2010) de réaliser toutes les conditions nécessaires pour le lancement de l'Union douanière par sept grands ensembles des mesures suivants :

- La préparation de la base juridique internationale de l'Union douanière ;
- La formation du tarif douanier unique ;
- La formation de la structure institutionnelle de l'Union douanière ;
- La réalisation des provisions des accords internationaux, constituant la base juridique de l'Union douanière ;
- L'unification des législations douanières ;
- L'unification des régimes commerciaux envers les pays tiers ;
- La création du territoire douanier unique.⁸⁰⁷

⁸⁰⁴ Ibid. Art. 6.

⁸⁰⁵ Ibid. Art. 7.

⁸⁰⁶ Plan d'action en vue de la formation de l'Union douanière dans le cadre de l'EURASEC, approuvé par la Décision n°1 du Conseil interétatique de l'EURASEC du 6 Octobre 2007.

⁸⁰⁷ Id.

La quatrième date importante est marquée par la formation définitive de l'Union douanière. Officiellement, l'Union douanière a été lancée à partir du 1 Janvier 2010. Une période de six mois a été fixée avant l'entrée en force du Code douanier applicable dans le territoire de l'Union douanière. Ce dernier est entré en force entre la Russie et le Kazakhstan à partir du 1 Juillet 2010. Son effet s'est élargi au territoire de la Biélorussie à partir du 6 Juillet 2010. La finalisation de l'Union douanière représente une date importante dans l'histoire récente de l'intégration économique post-soviétique. Elle contraste avec l'état général de la réalisation des provisions des traités interétatiques dans l'espace post-soviétique dont la majorité reste dans le papier sans être accompagnée de l'implémentation. Avec son entrée en vigueur, l'Union douanière représente l'achèvement du premier volet important de l'intégration économique eurasienne. Le Traité sur l'union douanière et l'espace économique commun avait identifié deux grands volets de l'intégration économique : l'union douanière et l'espace économique commun. La mise en fonction de l'Union douanière en Juillet 2010 œuvre ainsi la voie à l'étape suivante de l'approfondissement de l'intégration.

En effet, le 27 Novembre 2009, il a été décidé de poursuivre avec le lancement de l'espace économique commun une fois l'Union douanière est effective.⁸⁰⁸ Un plan d'action a déterminé deux phases essentielles de la réalisation de l'espace économique commun. La première phase est fixé au 1 Juillet 2011 avant laquelle un ensemble des documents normatifs en forme des accords et qui concerne la mise en place des politiques communes dans les domaines de l'économie (la mise en place d'une politique macro-économique coordonnée, l'élaboration des règles, des procédures et des principes dans les domaines des activités des monopoles naturels, de la concurrence, des subventions industriels, du soutien agricole, des achats d'Etat ainsi que du commerce des services), de la libre circulation des capitaux et de la coopération monétaire, de l'énergie, des transports et des communications, de la libre circulation des personnes ainsi que de la régulation technique sont constitués et signés par les Etats concernés. La deuxième phase est fixée au 1 Janvier

⁸⁰⁸ La décision du Conseil interétatique n° 23 sur la formation de l'espace économique commun entre la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie, du 27 Novembre 2009.

2012 quand les documents juridiques ci-dessus entrent en vigueur et finalise la mise en place de l'espace économique commun entre la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie.⁸⁰⁹

(3) Les principes qui ont permis l'évolution vers les stades avancés de l'intégration

Cette consolidation progressive du cadre juridique de l'intégration dans le cadre de l'EURASEC est rendue possible grâce à l'introduction des principes de flexibilité et d'intégration à vitesse différenciée entre les pays membres de la Communauté.⁸¹⁰

Les principes de flexibilité

L'Art. 5 du Traité du 6 Janvier 1995 permettaient déjà l'introduction des mesures temporaires de restrictions tarifaires et quantitatives dans trois cas : la présence d'un déficit grave d'un bien concerné dans le marché national, jusqu'à la stabilisation du marché ; la présence d'un déficit grave de balance des paiements, jusqu'à la stabilisation de la situation ; si l'introduction d'un type des marchandises dans le marché national risque de causer des dommages aux producteurs nationaux qui produisent des marchandises du même type ou des marchandises qui sont en direct concurrence avec le bien à être importé.⁸¹¹ Dans le Traité sur l'union douanière et l'espace économique commun, la clause des mesures temporaires a pris un caractère plus général et se lit ainsi : « rien dans le présent n'empêche l'une des Parties d'appliquer d'une manière temporaire des mesures de protection contre l'importation des marchandises en provenance des autres Parties, en conformité avec les normes et les règles internationales généralement reconnues ainsi qu'avec la législation nationale ». ⁸¹² L'introduction des clauses sur les mesures de protection temporaires a été justifiée par les soucis de protéger et consolider les industries nationales qui ont subi des préjudices graves au lendemain de la décomposition d système

⁸⁰⁹ Le plan d'action pour la formation de l'espace économique commun entre la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie pour les années 2010-2011, approuvé par la décision du Conseil interétatique n°35 du 19 Décembre 2009.

⁸¹⁰ Kondrat'eva N. « Tamozhennyi soyuz Evrazes : po stopam Evropy (L'union douanière de l'EURASEC : sur les pas de l'Europe) », in Kavechnikov, N. (ed.) *Evrazes i integratsionnyi opyt Evropy (EURASEC et l'expérience intégrationniste de l'Europe)*, Moscou : Institut de l'Europe de l'Académie des sciences de la Russie, 2009, pp. 32-63.

⁸¹¹ Art. 5 du l'Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Dounaière, du 6 Janvier 1995.

économique soviétique. La production industrielle avait chuté dramatiquement dans toutes les anciennes républiques de l'Union soviétique. Le démantèlement de l'économie planifiée avait aussi déstabilisé les marchés nationaux en engendrant des tendances de l'inflation et des déficits des marchandises à travers les nouveaux pays indépendants. Ce qui explique la concentration des gouvernements dans la situation domestique et l'attribution aux Parties des possibilités d'introduire des mesures de protection sur la seule base de la protection des producteurs nationaux dans le Traité du 6 Janvier 1995, un acte contraire à l'esprit du marché commun qui n'opère pas des distinctions entre les producteurs des Parties participants. Cette approche est plus ou moins présente dans le Traité sur l'Union douanière et l'espace économique commun qui permet, d'une manière générale, aux Parties d'appliquer des restrictions temporaires au libre-échange en vertu non seulement des normes internationales mais aussi de la législation nationale de chaque Partie. Toutefois, on observe l'évolution de l'approche concernant les clauses d'exception avec l'avancement de l'intégration économique et son cadre juridique. Le Traité sur le territoire douanier unique et l'union douanière du 6 Octobre 2007 accepte ainsi la possibilité des mesures spéciales protectives, d'anti-dumping et de la restriction des importations ou des exportations. Néanmoins, l'octroi d'une telle possibilité doit désormais satisfaire une double condition. Tout d'abord, les mesures protectives ne sont autorisées que dans le but de protection de la morale collective, de la vie ou de la santé des êtres humains, de la nature et de l'environnement ainsi que des valeurs culturelles. Deuxièmement, l'implémentation de ces conditions doit être soigneusement contrôlée afin de contrôler si ces mesures protectives n'équivalent pas aux mesures non-justifiées de discrimination ou aux mesures cachées de restriction des échanges.⁸¹³

Le lancement de l'Union douanière, un pas fondamentalement nouvel dans l'intégration économique de l'EURASEC, a été accompagné plusieurs exemples de l'application des mesures temporaires. La possibilité d'introduction de ces mesures temporaires, après des négociations vives, a permis d'avancer avec l'initiative de l'Union douanière malgré la présence de plusieurs points de différenciation dans les positions des parties. Notamment, avant le lancement de l'Union douanière le 1 Janvier 2010 qui implique l'abolition des barrières intérieures aux échanges commerciaux au sein du

⁸¹²Art. 9. c. du Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999, Moscou, Russie.

territoire douanier unique, la Russie a déclaré qu'elle allait exempter ses exportations pétrolières vers la Biélorussie du régime général douanier et appliquer un régime bilatéral négocié entre la Russie et la Biélorussie. En effet, le lancement de l'Union douanière avait correspondu à l'expiration de l'accord bilatéral entre la Russie et la Biélorussie qui avait fixé des tarifs privilégiés sur les exportations du pétrole vers la Biélorussie. La Russie a décidé de continuer de fixer d'une manière bilatérale le cours des tarifs sur les exportations du pétrole et ne pas les soumettre au régime de l'Union douanière. Selon ce régime bilatéral, les tarifs d'exportations seraient appliqués sur les volumes du pétrole fournis aux entreprises biélorusses. Pour justifier cette décision la Russie a argumenté que les entreprises biélorusses qui recevaient le pétrole russe aux tarifs domestiques de la Russie jusqu'à ce moment pratiquaient la réexportation de ces volumes, après leur raffinement, vers les pays tiers au prix mondiaux en engendrant des profits à la hauteur de quelques milliards de dollars US. Cette situation équivaldrait au subventionnement de l'économie biélorusse par l'Etat russe. Pour remédier à cette situation, la Russie a décidé d'appliquer dorénavant les tarifs d'exportations sur les volumes du pétrole acheminés vers la Biélorussie. La décision russe a provoqué des vives réactions de la Biélorussie qui a trouvé l'application des tarifs contraire à l'esprit de l'Union douanière. Après des négociations, le régime bilatéral a été gardé pour le commerce du pétrole et il a été décidé que la Russie allait continuer à appliquer des prix domestiques sur ces exportations vers la Biélorussie en raison d'autour de 6 millions de tonnes par an, un volume estimé représentant les besoins domestiques de l'économie biélorusse. Au-delà de cette limite, les volumes exportés seront soumis à la pratique d'application des tarifs.⁸¹⁴

Les Parties ont aussi eu recours à la pratique des exemptions temporaires au tarif douanier unique, en vigueur depuis le 1 Juillet 2010. En tenant compte que les régimes

⁸¹³ Art. 3 du Traité sur la création du territoire douanier unique et la formation de l'union douanière, du 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan.

⁸¹⁴ Sur le sujet du litige entre la Russie et la Biélorussie sur le pétrole dans le contexte de l'Union douanière, voir: "Neftepererabatyvayuchii zaxod (Réglage à raffinerie du pétrole: la Russie a trouvé une nouvelle méthode de pression sur la Biélorussie) », Kommersant, édition n° 227 du 4 Décembre 2009, www.kommersant.ru; "Sudebnoe gosudarstvo Rossii i Belorussii (L'Etat judiciaire de la Russie et de la Biélorussie)", Kommersant, édition n° 52 du 26 Mars 2010, www.kommersant.ru; "Tamozhennyya soyuzniki otkryli vtoroi front (Les alliés douaniers ont ouvert le deuxième front)", Kommersant, édition n°97 du 2 Juin 2010, www.kommersant.ru; "Belorussiya prosit sozvat' plenum suda SNG po neftepochnam (La Biélorussie demande la réunion plénière de la Cour de la CEI sur la question des tarifs sur le pétrole)", Kommersant, édition du 29 Juin 2010, www.kommersant.ru; Adyasov, I., "Tamozhennii soyuz: trudnoe nachalo (l'Union douanière: un début difficile)", RIAN, 30 juin 2010, www.rian.ru; "Na troix otkazat'sya ne vozmozhno On ne peut refuser à trois", Kommersant, édition n° 119 du 6 Juillet 2010, www.kommersant.ru; "Eksportnye pochny v ramkakh Tamozhennogo soyuza mogut' byt' otmneny do 2012 goda (Les tarifs sur les exportations dans le cadre de l'Union douanière peuvent être abolis avant 2012) », Kommersant, 6 Juillet 2010, www.kommersant.ru

tarifaires sur certains produits étaient plus libéraux dans certains pays de l'Union douanière que des autres avant l'entrée en force du tarif douanier unique, il a été décidé de permettre à ces pays de garder leur régime plus libéral en question. Notamment, la Russie ayant une industrie domestique spécialisée dans la production des avions et des voitures avait mis en place des tarifs sur l'importation de ces produits tandis que le Kazakhstan et la Biélorussie pratiquaient des tarifs moins élevés sur l'importation de ces produits. Pendant la négociation du tarif douanier unique, il a été décidé d'aligner le tarif unique sur celui de la Russie, entraînant la hausse des prix pour les avions et les voitures pour le Kazakhstan et la Biélorussie. En raison des conséquences importantes qu'allaient engendrer ces nouveaux tarifs sur les économies biélorusse et kazakhe, il a été décidé de permettre au Biélorussie et au Kazakhstan de garder, pour une période d'adaptation, leurs régimes tarifaires plus libéraux. Le Kazakhstan et la Biélorussie ont été ainsi accordés la possibilité de continuer d'importer des avions et les pièces détachées pour les avions sans qu'il soit appliqué le tarif douanier unique, jusqu'au 1 Juillet 2014. L'exemption temporaire similaire a été aussi décidée pour les importations des voitures aux tarifs libéraux par des particuliers pour la Biélorussie et le Kazakhstan.⁸¹⁵ Toutefois, les produits exemptés temporairement au régime général de l'union douanière représentent seulement quelques catégories et ne constituent pas une menace sérieuse à la nature et à l'esprit de l'union douanière. En outre, selon les représentatives des pays participants, les Etats sont décidés de terminer toute pratique d'exemption avec l'entrée en vigueur de l'espace économique unique, prévue pour le Janvier 2012. D'ailleurs, la Russie a accepté de cesser l'application des tarifs sur les exportations du pétrole vers la Biélorussie à la condition que l'Etat biélorusse signera tous les documents nécessaires pour la mise en service de l'espace économique commun.⁸¹⁶

Le principe de l'intégration à vitesse différenciée

⁸¹⁵Sur le sujet, voir: "Tamozhennyi soyuz zakladyvaet prioritet rossiiskim samoletam (L'Union douanière privilégie les avions russes) », Radio Liberté- Service Kazakh, 26 Mai 2010; « Belarus' ne budet menyat' pochliny na vvoz avtomobiley (La Biélorussie ne changera pas ses tarifs sur l'importation des voitures) », Radio Liberté- Service Kazakh, 26 Mai 2010 ; "V Kazakhstane budut deystvovat' lgoty na vvoz inomarok (Les tarifs privilégiés seront appliqués à l'importation des voitures au Kazakhstan)", Radio Liberté- Service Kazakh, 1 Juin 2010; « Kazahstan ne budet platit' pochliny ne vvoz samoletov (Kazakhstan ne paiera pas des tarifs à l'importation des avions) », Radio Liberté- Service Kazakh, 1 juin 2010; "Belorussiya i Kazakhstan smogut vvozit' samolety bespochlinno (la Biélorussie et le Kazakhstan peuvent importer des avions au tarif zéro)", Kommersant, 19 Juillet 2010;

⁸¹⁶"Na troix otkazat'sya ne vozmozhno On ne peut refuser à trois", Kommersant, édition n° 119 du 6 Juillet 2010 ; "Eksportnye pochliny v ramkakh Tamozhennogo soyuza mogut' byt' otmeneny do 2012 goda (Les tarifs sur les exportations dans le cadre de l'Union douanière peuvent être abolis avant 2011) », Kommersant, 6 Juillet 2010.

Une autre caractéristique importante qui a marqué l'avancement vers les stades avancés de l'intégration a été l'apparition d'une intégration différenciée au sein de l'EURASEC. En effet, quand l'initiative de la formation définitive l'Union douanière a été lancée le 6 Octobre 2007, il a été décidé que seuls la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie allaient faire partie de cette initiative. Le Kirghizstan et le Tadjikistan, les deux autres pays participants de l'EURASEC, ont été laissés en dehors de l'Union douanière. L'idée du lancement de l'Union douanière à trois avec la participation de la Biélorussie, du Kazakhstan et de la Russie a été annoncée pendant le sommet extraordinaire des chefs d'Etat des pays membres de l'EURASEC à Sotchi, Russie le 16 Aout 2006. Pendant ce sommet, les Présidents des trois pays concernés ont instruit le Secrétariat du Conseil interétatique de l'EURASEC à élaborer des documents juridiques nécessaires pour la mise en place de l'union douanière. L'absence du Kirghizstan et du Tadjikistan, ainsi que de l'Ouzbékistan qui avait adhéré à l'EURASEC pour une courte période à partir de l'année 2005⁸¹⁷, a été justifié par le fait que les trois pays initiateurs de l'Union douanière se trouvaient dans les positions avancées concernant les négociations du cadre juridique de l'Union douanière par rapport aux pays absents et que ces derniers pourraient rejoindre les pays signataires aussitôt qu'ils auront fait le nécessaire pour se mettre en conformité avec les documents fondateurs de l'Union douanière.⁸¹⁸ Il a été aussi question de l'argument de taille, le Kirghizstan et le Tadjikistan enregistrant en effet les performances économiques les moins élevées parmi les pays membres de l'EURASEC. Ils ne disposent pas non plus des ressources naturelles comparées au Kazakhstan et à la Russie, ni des industries développées à l'instar de la Biélorussie. En dehors de cet argument de taille et du développement, il y a une raison plus substantielle, du caractère structurel, qui est souvent utilisé pour donner sens à l'absence du Kirghizstan dans l'initiative de l'Union douanière. Ce dernier pays, malgré le fait qu'il se trouve parmi les signataires du traité précédent sur l'union douanière du 6 Janvier 1995, avait par la suite adhéré à l'Organisation Mondiale du Commerce, le 20 Décembre 1998 en devenant le premier pays à le faire parmi les nouveaux Etats indépendants issus de la décomposition de l'URSS. Depuis, le Kirghizstan disposait des conditions tarifaires les plus libérales parmi les pays de l'espace post-

⁸¹⁷ L'Ouzbékistan a cessé sa participation au sein de l'EURASEC en 2008 sans avoir signé tous les documents de celle-ci au moment de son départ.

⁸¹⁸ "Tamozhennyi sbor (Le rassemblement douanier)", *Kommersant*, édition n° 151 du 17 Août 2006, www.kommersant.ru ; "Ne dobivchis zhelaemogo vstupleniya v WTO, Rossiya forsiruyet sozдание Tamozhennogo soyuza (Echouant à adhérer à l'OMC, la Russie force la création de l'Union douanière)", *Panorama*, édition n° 32 du 18 Août 2006, www.panorama.kz

soviétique. En outre, depuis l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, le Kirghizstan a commencé à engendrer des profits substantiels en réexportant les produits chinois vers les pays de l'espace post-soviétique avec lesquels le pays dispose toujours d'un régime de libre circulation. Ainsi, selon les statistiques fournis par l'Etat chinois, les exportations de ce pays vers le Kirghizstan représentaient un montant de plus de neuf milliards de dollars US, tandis que selon l'Etat kirghize, le volume des importations en provenance de la Chine s'élève seulement à près de 770 millions de dollars US. Selon les experts, la différence représenterait les marchandises chinoises réexportées vers les autres pays de l'espace post-soviétique à partir du territoire kirghize. Ces deux éléments seraient responsables pour la non-inclusion du Kirghizstan dans les négociations de l'Union douanière car aucun des pays participants de l'initiative n'est encore le membre de l'OMC. Ces derniers ne voient pas la pratique kirghize de réexportation des marchandises chinoises vers leurs marchés nationaux, d'un œil positif. L'un des objectifs de l'Union douanière, dans le contexte post-soviétique, étant la promotion des producteurs nationaux, les tarifs très bas du Kirghizstan ne sont pas acceptables pour les pays de l'Union douanière, notamment pour la Russie.⁸¹⁹ Selon certains experts kirghiz, ne disposant pas d'une industrie nationale à développer et dépendant des bénéfices engendrée par la réexportation, le Kirghizstan ne serait pas non plus pressé à rejoindre l'initiative de l'union douanière.⁸²⁰ Le choix du Tadjikistan au sein de l'Union douanière est scellé, partiellement, par le choix du Kirghizstan. Car, dans l'absence du Kirghizstan de l'union douanière, le Tadjikistan ne disposera pas des frontières communes avec les autres participants de l'initiative. Cumulé avec la situation négative de son économie nationale, le Tadjikistan se retrouve dans une position d'*outsider* de l'intégration économique promue par l'EURASEC.

Toutefois, la participation du Kirghizstan et du Tadjikistan dans l'Union douanière a dès le début été vue comme une éventualité par l'avant-garde de l'intégration de l'EURASEC. Au moment d'annoncer l'initiative, Vladimir Poutine a affirmé que « le but ultime est l'adhésion de tous les participants de l'EURASEC à l'Union douanière ».⁸²¹ Le

⁸¹⁹ Pomfret, R., « Lessons from Kyrgyzstan's WTO Experience for Kazakhstan, Tajikistan and Uzbekistan », SPECA Project Working Group on Trade, Second Session, 12 Novembre 2007, Berlin, http://www.unece.org/trade/UNDev-account-project/project_wg/Berlin_2007/WTOAccessionFinalEng.doc

⁸²⁰ Bechimov, A., « Tamozhennyi soyuz : Kyrgyzstan pered trudnym vyborom (L'union douanière : le Kirghizstan fait face à un choix difficile) », *Mosty*, International Center for Trade and Sustainable Development, n° 3, Mai 2010, <http://ictsd.org/i/news/bridgesrussian/76721/>

⁸²¹ «Ne dobivchis zhelaemogo vstupleniya v WTO, Rossiya forsiruyet sozdanie Tamozhennogo soyuza (Echouant à adhérer à l'OMC, la Russie force la création de l'Union douanière)», *Panorama*, édition n° 32

fait que le Traité sur la création du territoire douanier unique et l'Union douanière a été conclu au sein du cadre juridique de l'EURASEC confirme la volonté du centre de l'intégration de l'EURASEC, représenté par la Biélorussie, le Kazakhstan et, surtout, la Russie, d'incorporer avec le temps la périphérie représentée par le Kirghizstan et le Tadjikistan. La condition de la participation a été précisée l'adhésion des autres pays au cadre juridique élaboré par le trio de l'Union douanière. De leur côté, le Kirghizstan et le Tadjikistan doivent aussi sérieusement considérer les avantages et les désavantages de leur participation comparé au statu du membre du Kirghizstan et à l'avancement des négociations du Tadjikistan en vue d'adhérer à l'OMC.⁸²² Les dernières évolutions de la politique régionale montre la tendance de la part de ces deux pays d'évoluer vers l'Union douanière. Les dirigeants de ces pays ont en effet annoncé leur intérêt pour l'union douanière pendant le lancement de l'initiative le 5 Juillet 2010.⁸²³ La pratique entamée du renforcement de contrôle aux frontières extérieures de l'Union douanière réduit en effet les possibilités pour le Kirghizstan de compter sur la réexportation des marchandises chinoises vers le territoire de ses partenaires de l'EURASEC en privant le Kirghizstan de l'un de ses avantages face à l'Union douanière. En outre, la Russie a élargi la pratique de l'application des tarifs sur le pétrole et les produits pétroliers aux exportations vers le Kirghizstan et le Tadjikistan, ce qui crée une difficulté considérable en tenant compte de la dépendance de ces deux pays sur la Russie pour les produits pétroliers, notamment, l'essence. A l'instar de la Biélorussie, le Kirghizstan et le Tadjikistan n'ont pas tardé à demander à la Russie d'annuler ces récents tarifs sur le pétrole et ont annoncé leur volonté d'aller vers la volonté de la Russie concernant la question de l'Union douanière.⁸²⁴ Rajoutant influence politique considérable de la Russie ainsi que de la dépendance du Kirghizstan et du Tadjikistan sur l'assistance financière et politique de la Russie, l'adhésion de ces deux pays à l'Union douanière semble une question de temps, mais aussi de la volonté de la Russie d'encourir

du 18 Août 2006, www.panorama.kz ; ⁸²¹ Kondrat'eva N. « Tamozhennyi soyuz Evrazes : po stopam Evropy (L'union douanière de l'EURASEC : sur les pas de l'Europe) », in Kavechnikov, N. (ed.) *Evrases i integratsionnyi opyt Evropy (EURASEC et l'expérience intégrationniste de l'Europe)*, Moscou : Institut de l'Europe de l'Académie des sciences de la Russie, 2009, pp. 32-63.

⁸²² Bechimov, A., « Tamozhennyi soyuz : Kyrgyzstan pered trudnym vyborom (L'union douanière : le Kirghizstan fait face à un choix difficile) », *Mosty*, International Center for Trade and Sustainable Development, n° 3, Mai 2010, <http://ictsd.org/i/news/bridgesrussian/76721/> ; Faskhutdinov, G., « Tadjikistan blizhe k WTO, chem k Tamozhennomu soyuzu (Le Tadjikistan est plus proche de l'OMC que de l'union douanière) », *Deutsch Welle*, 21 Janvier 2010, www.dw-world.de

⁸²³ « Kirghiziya i Tadjikistan izuchayut vozmozhnost' prisoedineniya k TS (Le Kirghizstan et le Tadjikistan étudie les possibilités d'adhésion à l'Union douanière) », *RIAN*, 5 Juillet 2010, www.rian.ru

⁸²⁴ « Tadjikistan i Kyrgyzstan prosyat Rossiiu obnulit' eksportnye pochliny na benzin (le Kirghizstan et le Tadjikistan demande à la Russie d'annuler ses tarifs sur les exportations de l'essence) », *Central Asian News*, 13 Juillet 2010, www.ca-news.org

certaines dépenses afin d'incorporer ses deux partenaires à l'initiative de l'union douanière.

B L'élargissement de l'EURASEC : les critères formels contredits par des considérations stratégiques?

Sur le plan formel, l'EURASEC met en place une politique d'élargissement ouverte, basée sur les critères économiques (1). Sur le terrain, la politique actuelle de l'élargissement de l'EURASEC semble être guidée par des considérations stratégiques (2).

(1) Les critères et modalités de l'adhésion à l'EURASEC

L'EURASEC se positionne comme une organisation ouverte aussi bien dans ses relations avec la communauté internationale que dans sa volonté d'accueillir les Etats voulant participer dans ses activités.⁸²⁵ Les critères et les modalités d'adhésion à l'EURASEC sont réglés par l'Art. 9 du Traité sur l'EURASEC⁸²⁶ ainsi que par le Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique.⁸²⁷

Selon l'article 9 du Traité sur l'EURASEC, la Communauté est ouverte à tous les pays qui sont prêts à accepter les obligations qui découlent du Traité sur l'établissement de l'EURASEC du 10 Octobre 2000 ainsi que des autres accords qui existent dans le cadre de l'EURASEC dont la liste est établie par le Conseil interétatique de l'EURASEC. Le Règlement sur l'admission des nouveaux membres au sein de l'EURASEC cite aussi les quatre traités antérieurs qui avaient constitué le fondement au Traité sur l'établissement de l'EURASEC. Il s'agit du Traité sur l'Union douanière entre la Biélorussie et la Russie du 6 Janvier 1995, du Traité sur l'Union douanière du 20 Janvier 1995, du Traité sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire du 29 Mars 1996 ainsi que du Traité sur l'Union économique et l'espace économique commun

⁸²⁵ Sur les principes des relations de l'EURASEC avec la communauté internationale, v. Conception de l'activité internationale de l'EURASEC du 25 janvier 2008.

⁸²⁶ Art. 9 du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan.

du 26 Février 1999.⁸²⁸ La deuxième condition exige l'opinion favorable du Conseil interétatique sur la capacité du pays candidat à respecter les obligations contractées dans le cadre de sa future adhésion à l'EURASEC.⁸²⁹

La procédure de l'adhésion est définie par le Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique, adopté par le Conseil interétatique le 13 Mai 2002. Selon le Règlement, le pays candidat doit tout d'abord soumettre une demande d'adhésion au Conseil interétatique par l'intermédiaire du Secrétaire Général de l'EURASEC.⁸³⁰ Une fois la demande est reçue, le Secrétaire Général informe de la requête le Président du Conseil interétatique ainsi que tous les pays membres de l'EURASEC. Le Président du Conseil interétatique ordonne ensuite au Secrétaire Général la constitution d'un groupe de travail consacré à l'étude des conditions d'adhésion du pays candidat selon l'art. 9 du Traité sur l'établissement de l'EURASEC du 10 Octobre 2000 ainsi qu'à l'élaboration des recommandations à cette fin à l'attention du Conseil interétatique de l'EURASEC, incluant le projet de Protocole d'adhésion au Traité du 10 Octobre 2000. Selon l'article en question, l'une des conditions essentielles est la conviction des pays membres de l'EURASEC que le pays candidat est en mesure de la réalisation des obligations découlant de son statut membre de l'EURASEC. Le groupe de travail sera constitué des représentants permanents auprès de l'EURASEC ainsi que des experts des pays membres invités par les représentants permanents. A son tour, le Secrétaire Général informe le pays candidat de l'acceptation de sa demande pour la considération.⁸³¹

⁸²⁷ Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique, approuvé par la décision n° 45 du Conseil Inter-Etatique du 13 Mai 2002

⁸²⁸ Id. Point I. La liste des documents composant le cadre juridique de l'EURASEC auquel doivent adhérer les pays candidats est élaboré d'une manière ad hoc en fonction de l'arrivée des demandes au sein du Conseil interétatique de l'EURASEC. Cette liste devrait être composée de l'ensemble des normes conventionnelles mettant en place le cadre juridique général de la zone du libre échange et de l'union douanière, qui représente le stade actuel de l'avancement de l'intégration au sein de l'EURASEC. Notamment, la page du site web de l'EURASEC consacré à la base générale des documents de l'EURASEC affiche une liste composé de plus de 80 documents de différentes types (traités, règlements, conceptions, procédures, décisions, etc) à caractère varié. En ce qui concerne l'Union douanière, l'initiative restreinte au sein de l'EURASEC lancée en Juillet 2010, la Commission de l'Union douanière fournit une liste de plus 70 documents juridiques constituant la base juridique de l'Union douanière qui inclut le Code douanier, un document juridique substantiel composé de 372 articles.

⁸²⁹ Art. 9 du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000.

⁸³⁰ Point II.1 du Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique.

⁸³¹ Id. Point II.2, 3.

Durant l'étape suivante, le pays candidat envoie au Comité d'intégration de l'EURASEC un Rapport sur les mesures qu'il entreprend en vue de la réalisation des conditions qui lui incombent pour être admis comme membre de l'EURASEC. Au Rapport en question, le pays doit aussi joindre les copies des actes législatifs nationaux et sous-nationaux ainsi que des traités internationaux auxquels il est partie, qui ont réglementé ses activités économiques extérieures, douanières et du commerce étranger. Tous ces documents doivent être fournis dans la langue du travail de l'EURASEC qui est le russe.⁸³²

Le Rapport fourni par le pays candidat est par la suite examiné conjointement par les représentants du pays candidat et du groupe de travail. Les explications ainsi que le travail additionnel demandés par le groupe de travail sont résumés et formulés par le Secrétariat du Comité de l'intégration de l'EURASEC et sont envoyés à l'attention du pays candidat. A son tour, le pays candidat fait aussi recours à l'intermédiaire du Secrétariat du Comité de l'intégration pour fournir les explications et les renseignements exigés au groupe de travail. Par la suite, le groupe de travail et les représentants du pays candidat élabore un Programme pour la réalisation des conditions pour l'adhésion comme membre du pays à l'EURASEC.⁸³³ Une fois les conditions détaillées dans le Programme sont implémentées par le pays candidat en vue de son adhésion éventuelle, le groupe de travail prépare une Conclusion pertinente ainsi que un projet du Protocole prévu par l'art. 19 du Traité sur l'établissement de l'EURASEC du 10 Octobre 2000. L'article mentionné prévoit en fait l'introduction des modifications au Traité fondateur par le biais de la constitution d'un Protocole, qui devient la partie intrinsèque du Traité fondateur.⁸³⁴ Le projet du Protocole ainsi constitué doit inclure les modifications au Traité qui sont nécessités par l'adhésion du pays candidat à l'organisation. Dans le cas de l'émergence d'une nécessité pour les mesures additionnelles après l'adhésion du pays à l'EURASEC, elles doivent être formulées par les documents séparés. Ces documents doivent être coordonnés avec le pays candidat avant d'être soumis à l'attention du Conseil interétatique.⁸³⁵

Finalement, le Conseil interétatique, après avoir examiné la Conclusion du groupe de travail ainsi que le projet du Protocole, approuvés par la réunion du Comité de

⁸³² Ibid., Point III.1.

⁸³³ Ibid., Point III.2.

⁸³⁴ Art. 19 du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000.

⁸³⁵ Point III.3 du Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique.

l'intégration de l'EURASEC, décide sur la demande d'adhésion du pays candidat à l'EURASEC à la condition du remplissage par le dernier des conditions détaillées dans le projet du Protocole.⁸³⁶ Le Protocole d'adhésion est conclu pour une durée indéterminée et soumis à la ratification des Parties au Traité fondateur de l'EURASEC. Il entre en force après sa remise au pays dépositaire du Traité qui est le Comité de l'intégration de l'EURASEC et la notification de la finalisation des procédures nationales requises pour son entrée en vigueur.⁸³⁷

Selon les termes de l'art. 9 du Traité fondateur, les pays membres conservent le droit de quitter l'EURASEC sur la base volontaire. Pour cela, le pays membre voulant quitter l'organisation doit donner un préavis de départ d'au moins douze mois et de s'acquitter de toutes ces obligations envers l'EURASEC et les autres pays membres pour pouvoir cesser son statut de membre. De son côté, dans le cas de l'infraction des obligations de l'EURASEC de la part de l'un des pays membres, le Conseil interétatique peut prendre une décision sur la suspension de la participation du pays membre concerné ou, même, sur son exclusion de l'EURASEC.⁸³⁸

(2) L'élargissement de l'EURASEC au moment actuel est prioritairement guidé par des considérations stratégiques : le cas de l'Ouzbékistan

Comme on a pu témoigner, les Traités se prononcent dans les termes généraux sur le sujet des critères à respecter pour qu'un pays puisse adhérer à l'EURASEC, à la différence de l'Union européenne qui a élaborée un ensemble des critères formels et informels devant tout pays aspirant à adhérer dans son sein. Ces critères et conditions sont définis par un droit conventionnel et coutumier, et se basent sur les logiques fonctionnelle, géographique, politique ou identitaire.⁸³⁹ Parmi l'une des critères fondamentales est l'obligation pour tout nouvel pays adhérent à se souscrire et respecter à l'ensemble des

⁸³⁶ Id. Point IV.

⁸³⁷ Art. 18 du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000.

⁸³⁸ Id., Art. 9.

⁸³⁹ Sjursen, H., "Enlargement in perspective: The EU's quest for identity", *ARENA Working Paper* n° 5, Février, 2008, 15 p. www.arena.uio.no ; Wiener, A., « Finality vs. Enlargement. Constitutive practices and opposing rationalities in the reconstruction of Europe », *Jean Monnet Working Paper* 8/02, NYU School of Law, 20 Septembre 2002 www.jeanmonnetprogram.org ; Kochenov, D., "EU Enlargement: History and Recent Developments: Treaty- Custom Concubinage?" *European Integration Online Papers*, Vol. 9, n° 62, 2005 <http://eiop.or.at>

principes et règles essentiels du droit de l'intégration, connu comme l'acquis communautaire, qui représente une masse énorme des provisions juridiques. Dès le début, les nouveaux membres s'engagent à accepter et faire respecter les acquis de l'intégration sur l'intégralité de leurs territoires.⁸⁴⁰ Dans le cas de la Communauté Economique Eurasienne, il n'y existe pas encore des conditions et critères rassemblés dans une formule complexe comparable à l'acquis communautaire. La seule condition substantielle est l'engagement de la part du pays candidat de respecter les obligations découlant du cadre juridique de l'EURASEC. La liste des documents composant le cadre juridique de l'EURASEC auquel doivent adhérer les pays candidats est élaboré d'une manière *ad hoc* en fonction de l'arrivée des demandes au sein du Conseil interétatique de l'EURASEC. Cette liste devrait être composée de l'ensemble des normes conventionnelles mettant en place le cadre juridique général de la zone du libre-échange et de l'union douanière, qui représente le stade actuel de l'avancement de l'intégration au sein de l'EURASEC. Notamment, la page du site web de l'EURASEC consacré à la base générale des documents de l'EURASEC affiche une liste composé de plus de 80 documents de différents types (traités, règlements, conceptions, procédures, décisions, etc) à caractère varié.⁸⁴¹ En ce qui concerne l'Union douanière, l'initiative restreinte au sein de l'EURASEC lancée en Juillet 2010, la Commission de l'Union douanière fournit une liste de plus 70 documents juridiques constituant la base juridique de l'Union douanière qui inclut le Code douanier, un document juridique substantiel composé de 372 articles.⁸⁴² A première vue, la seule logique guidant l'élargissement de l'EURASEC serait basé sur une logique fonctionnelle car la liste probable des documents juridiques fournis par l'Organisation couvre essentiellement les normes institutionnelles et matérielles régissant les divers aspects des régimes du libre-échange et de l'espace économique commun. Nulle part, il est question des conditions géographiques ou identitaires de l'élargissement.

Toutefois, à l'instar de l'OCCA, pour mettre en exergue les logiques guidant l'élargissement de l'EURASEC, il faut prioritairement se tourner vers les facteurs politiques. La décision politique dans l'espace post-soviétique est essentiellement concentrée dans le plus haut niveau politique, celui des dirigeants des pays. La règle qui s'applique aux processus de l'EURASEC aussi dont l'organe suprême est le Conseil

⁸⁴⁰ Pescatore, P., "Aspects judiciaires de l'« acquis communautaire », *RDE*, 1981, n° 4, pp. 617-652 ; Azoulai, L., The acquis of the European Union and International Organizations, *ELJ*, 2005, n° 2, pp. 196-231.

⁸⁴¹ <http://evrazes.com/docs/base>

interétatique composé des chefs d'Etat des pays participants. C'est le Conseil interétatique qui décide sur les demandes d'adhésion des pays candidats à l'EURASEC. Jusqu'à l'heure actuelle, l'EURASEC a eu une fois l'expérience d'adhésion d'un nouveau pays à l'organisation. Il s'agit de l'adhésion de l'Ouzbékistan à l'EURASEC le 25 Janvier 2006. L'EURASEC a aussi eu l'expérience le départ du pays membre. Il s'agit encore de l'Ouzbékistan qui, après sa courte expérience au sein de l'organisation, a cessé sa participation à l'EURASEC au mois de novembre 2008. Outre le cas de l'Ouzbékistan, l'EURASEC a aussi exprimé sa volonté d'accueillir l'Ukraine dans son sein, un appel resté sans suite jusqu'au moment actuel. Ces deux cas montrent que l'évolution de l'EURASEC est toujours influencée par des facteurs stratégiques et géopolitiques.

L'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC : un phénomène politique à courte durée sans incidence sur l'état juridique de l'EURASEC

L'Ouzbékistan a pendant longtemps affiché une approche restrictive envers l'EURASEC. Malgré le fait que le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, les trois pays voisins et les partenaires de l'Ouzbékistan dans l'Union centrasiatique et l'OCCA, avaient été engagés dans les processus qui ont mené à l'établissement de l'EURASEC dès 1995, l'Ouzbékistan n'avait jamais montré d'intérêt réel à cette organisation. Ce n'est qu'à partir de l'année 2005 que l'Ouzbékistan a commencé évoluer vers l'EURASEC. La décision de l'Ouzbékistan d'aller vers l'EURASEC a été justifiée sur le plan institutionnel par l'admission de la Russie au sein de l'Organisation de Coopération Centrasiatique le 18 Octobre 2004 à Douchanbé. Avec l'admission de la Russie à l'OCCA, les deux organisations, l'OCCA et l'EURASEC, se sont retrouvés face à la situation dans laquelle les deux organisations ont été constituées des mêmes pays membres ainsi qu'elles poursuivaient les mêmes objectifs économiques. Face à cette situation, les pays fondateurs de l'EURASEC et de l'OCCA avaient décidé de fusionner l'OCCA au sein de l'EURASEC. L'EURASEC a conservé son cadre institutionnel et sa personnalité juridique tandis que l'OCCA en tant qu'institution a disparu. Cet événement a eu lieu le 7 Octobre 2007 pendant le dernier sommet de l'OCCA à Saint-Petersbourg, Russie. Pendant le même événement, l'Ouzbékistan a exprimé sa volonté d'adhérer à l'EURASEC et a soumis se

⁸⁴²http://www.tsouz.ru/Docs/IntAgrmnts/Pages/Perechen_MDTs.aspx

demande d'adhésion auprès du Conseil interétatique de l'EURASEC.⁸⁴³ L'adhésion a eu lieu le 25 Janvier 2006 pendant le sommet extraordinaire de l'EURASEC, toujours à Saint Petersburg. Les Présidents des pays membres de l'EURASEC et l'Ouzbékistan ont signé le Protocole sur l'adhésion de l'Ouzbékistan au Traité sur l'établissement de l'EURASEC du 10 octobre 2000, qui a été approuvé par la décision du Conseil interétatique de l'EURASEC du 25 Janvier 2006, ainsi que le Protocole sur l'introduction des modifications au Traité sur l'établissement de l'EURASEC du 10 Octobre 2000.

Le Protocole sur l'admission de l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC a officialisé l'engagement de l'Ouzbékistan à accepter et respecter les droits et les obligations découlant du Traité sur l'établissement de l'EURASEC. Le Protocole sur l'introduction des modifications au Traité du 10 Octobre 2000 s'est essentiellement concentré sur la redistribution des quotas des votes au sein du Comité de l'intégration de l'EURASEC qui adopte ses décisions selon le principe de majorité qualifiée (deux tiers de l'ensemble des votes) ainsi que les contributions des pays membres au budget de l'EURASEC. Selon l'ancien système, la Russie disposait de 40 votes au sein du Comité de l'intégration tandis que la Biélorussie et le Kazakhstan disposaient de 20 votes chacun et le Kirghizstan et le Tadjikistan disposaient de 10 votes chacun. Cette distribution des votes correspondaient aux contributions des pays participation au budget de l'EURASEC quand la Russie couvrait 40 % du budget de l'organisation, la Biélorussie et le Kazakhstan couvraient chacun 20% des dépenses tandis que le Kirghizstan et le Tadjikistan contribuait chacun à la hauteur de 10% du budget.⁸⁴⁴ Selon le nouvel système introduit par le Protocole du 25 janvier 2006, la Russie a conservé ses 40 votes au sein du Comité de l'intégration tandis que la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan disposaient chacun désormais de 15 votes, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont été attribués 7,5 votes chacun. Les contributions individuelles des pays au budget de l'EURASEC ont été aussi redistribuées selon le même principe.⁸⁴⁵

Selon la procédure, l'Ouzbékistan devrait s'engager à adhérer à l'ensemble des documents juridiques régissant le libre-échange dans le cadre de l'EURASEC dont la liste lui a été fournie au moment de son adhésion. Ainsi, l'Ouzbékistan s'est engagé à adhérer

⁸⁴³Kolesnikov, A., "On a offert à Vladimir Putin une organisation: la coopération centrasiatique est devenue eurasienne", *Kommersant*, le quotidien russe, Edition du 7 octobre 2005, <http://kommersant.ru/>; "Evrazes nachal protseduru prinyatiya Uzbekistana v soobchestvo (L'EURASEC a commencé la procédure de l'admission de l'Ouzbékistan à la Communauté)", *Kazakhstan Today*, 13 Octobre 2005

⁸⁴⁴ Art. 13, 15 du Traité sur l'établissement de l'EURASEC du 10 Octobre 2000.

⁸⁴⁵ Art. 1 du Protocole sur l'introduction des modifications et des additions au Traité sur l'établissement de l'EURASEC du 10 Octobre 2000, du 25 Janvier 2006.

aux 22 documents normatifs pendant les cinq premières mois après son adhésion ainsi que 44 documents supplémentaires jusqu'à la fin de l'année 2006. En outre, l'Ouzbékistan s'engageait à mettre sa législation nationale en conformité avec les exigences de l'EURASEC afin de garantir le fonctionnement du régime de libre échange.⁸⁴⁶

L'élargissement de l'EURASEC à l'Ouzbékistan dont la population et les ressources sont parmi les plus importantes parmi les pays de l'EURASEC a été noté comme un événement important aussi bien du point de vue du pays que de la perspective de l'organisation. Nursultan Nazarbayev, le Président du Kazakhstan, a commenté la fusion de l'OCCA avec l'EURASEC et l'adhésion de l'Ouzbékistan à cette dernière comme un événement permettant à l'EURASEC de créer un marché commun énorme et qui faisait de l'EURASEC une union avec la plus grande autorité dans l'espace post-soviétique qui pourrait s'imposer comme telle sur la scène internationale.⁸⁴⁷ Selon Grigorii Rapota, le Secrétaire Général de l'EURASEC, l'adhésion de l'Ouzbékistan qui dispose d'un grand potentiel démographique et économique ainsi que d'une indépendance énergétique renforce l'EURASEC et contribue à augmenter son prestige international. Une autre raison derrière la félicitation de l'adhésion ouzbèke réside dans la position centrale de l'Ouzbékistan dans la région centrasiatique sans le soutien duquel il est extrêmement difficile à résoudre les problèmes régional.⁸⁴⁸ L'EURASEC qui aspire à devenir l'organisation générale numéro un de la région centrasiatique, la participation ouzbèke représentait donc un élément crucial pour atteindre ses objectifs. Par l'adhésion ouzbèke, selon certains observateurs, l'EURASEC avait aussi prouvé son succès et son originalité parmi toutes les organisations internationales post-soviétiques.⁸⁴⁹ De la perspective ouzbèke, la participation dans l'EURASEC permettait à l'Ouzbékistan de poursuivre plusieurs objectifs essentiels : l'approfondissement de l'intégration avec la région mais aussi avec la Russie ; s'assurer un soutien collectif dans un environnement régional et international caractérisé par l'instabilité et les changements rapides ; la possibilité d'attirer

⁸⁴⁶ « Pervii zarubezhnii vizit posle vstupleniya v dolzhnost' Prezident RK soverchil v Rossiyu (Le Président du Kazakhstan a effectué sa première visite étrangère après l'inauguration à la Russie) », Panorama, Ed. n° 3 du 27 janvier 2006, www.panorama.kz

⁸⁴⁷ Id.

⁸⁴⁸ "Grigorii Rapota: Uzbekistan usilil Evrazes (Grigorii Rapota: l'Ouzbékistan a renforcé l'EURASEC)", *Gazeta.Uz*, 15 Février 2007, http://gzt.uz/rus/politika/grigoriy_rapota_uzbekistan_usilil_evrazec.mgr

⁸⁴⁹ "Tachkent prinyali: Evraziiskoe Soobchestvo raschirilo sostav i ambitsii (Tachkent est admis: la Communauté eurasienne a élargi son rang et ses ambitions)", *Rossiiskaya Gazeta*, n° 3980 du 26 Janvier 2006, <http://www.rg.ru/2006/01/26/tashkent.html>

les investissements pour la réalisation des grands projets économiques, humanitaires, de l'infrastructure.⁸⁵⁰

Toutefois, la présence de l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC n'a pas duré longtemps. Seulement près de deux ans de la participation à l'Eurasec comme pays membre, le 20 Octobre 2008, le Ministère des Affaires Etrangères de l'Ouzbékistan a envoyé une note au Secrétariat du Comité de l'intégration de l'EURASEC, accompagnée d'une lettre de la part d'Islam Karimov, le Président de l'Ouzbékistan qui informait ses partenaires de l'EURASEC de la suspension unilatérale de l'Ouzbékistan de son statut de membre de l'EURASEC.⁸⁵¹ Parmi les raisons de cette décision, l'Ouzbékistan citait la duplication des activités des autres organisations régionales post-soviétiques, comme la CEI, par l'EURASEC, l'inefficacité de l'EURASEC de résoudre les problèmes liés à l'utilisation des ressources en eau de l'Asie centrale ainsi que l'obligation automatique pour les pays de l'EURASEC de s'aligner sur l'initiative de l'Union douanière lancée par la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie.⁸⁵² Sur le plan institutionnel, la demande ouzbèke a créé une incompréhension initiale parmi les observateurs de l'EURASEC. Car, le Traité fondateur de l'organisation ne prévoit pas la suspension unilatérale de la participation par des pays membres. Selon l'art. 9 du Traité sur l'établissement de l'EURASEC, tout pays membre de l'EURASEC peut quitter l'organisation d'une manière volontaire. Toutefois, il doit donner un préavis d'au moins douze mois avant la cession de sa participation ainsi qu'il doit s'acquitter de toutes ces obligations envers l'EURASEC et les autres pays membres.⁸⁵³ L'action de l'Ouzbékistan quant à lui est survenue juste à l'aube de la réunion de haut niveau du Conseil interétatique et mettait une fin immédiate à sa participation à l'EURASEC. Malgré la singularité de la situation, les chefs d'Etat des pays partenaires de l'Ouzbékistan ont décidé d'immédiatement satisfaire la demande du gouvernement ouzbek. Ainsi, le Conseil interétatique de l'EURASEC, réuni au niveau des chefs de gouvernement, a décidé sur la matière en adoptant une décision sur la suspension du statut de membre de

⁸⁵⁰La Déclaration du Président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, à l'issue de la réunion du Conseil interétatique de l'EURASEC du 25 janvier 2006, Saint-Petersbourg, Russie, www.press-service.uz

⁸⁵¹L'information du Service d'information du Secrétariat du Comité de l'intégration de l'EURASEC, du 12 Novembre 2008.

⁸⁵²Kurtov, A., "Kto vinovat v priostanovke tchlenstva Uzbekistana v Evrazes (Qui est coupable de la suspension de la participation de l'Ouzbékistan à l'EURASEC)", *La fondation pour la culture stratégique*, 22 Novembre 2008, <http://www.fondsk.ru/article.php?id=1763> ; Rakhmanov, V., "Evrazes bez Uzbekistana. Kto-to teryaet, kto-to nakhodit (L'EURASEC sans l'Ouzbékistan. La perte pour les uns, le gagne pour les autres)", *RIAN*, 18 Novembre 2008, www.rian.ru

⁸⁵³ Art. 9 du Traité sur l'établissement de l'EURASEC, du 10 Octobre 2000.

l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC.⁸⁵⁴ Aucune discussion sur l'absence du préavis requis par le Traité fondateur ni sur les obligations de l'Ouzbékistan envers l'EURASEC et ses pays membres n'a été menée dans la région. Suite au départ de l'Ouzbékistan, le système de distribution des votes au sein du Comité de l'intégration ainsi que des contributions budgétaires a été retourné au système original tel qu'il a été défini par le Traité fondateur au moment de sa conclusion le 10 Octobre 2000.

La courte durée de la participation ouzbèke ainsi que l'absence du préavis et des discussions sur le plan juridique concernant le départ de l'Ouzbékistan crée montre en effet que l'adhésion de l'Ouzbékistan à l'EURASEC a constitué un événement fondamentalement stratégique et politique. Ce sentiment est renforcé aussi par le fait que la notification de suspension a eu lieu seulement dix jours après le rencontre des Présidents des pays membres de l'EURASEC pour la réunion du Conseil interétatique qui avait adopté un plan d'action pour les années 2008-2010 pour la réalisation des directions prioritaires du développement de l'EURASEC⁸⁵⁵, qui incluait les projets dans les domaines énergétique, des transports, de la migration et de la sécurité, les objectifs représentant une importance réelle pour l'Ouzbékistan. Il met en exergue les motifs géostratégiques qui guident l'évolution de l'EURASEC. Ces motifs émanent particulièrement du pays membre le plus influent de l'EURASEC qui est la Russie. Le rappel du contexte politique dans lequel ont eu lieu l'adhésion de l'Ouzbékistan à l'EURASEC et son départ éventuel illustre mieux ces propos.

Le contexte et les raisons de l'adhésion et du départ de l'Ouzbékistan

L'arrivée de l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC a été accompagnée par des transformations géopolitiques qui ont touché l'espace post-soviétique à partir de

⁸⁵⁴

Ladécisionn°392 du Conseil interétatique de l'EURASEC sur la suspension du statut de membre de l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC; "Tchlenstvo Ouzbekistana priostanovleno (Le statut de membre de l'Ouzbékistan est suspendu) », Gazeta.Uz, 12 Décembre 2008, www.gazeta.uz

⁸⁵⁵ La note d'information sur la réunion du Conseil interétatique de l'EURASEC, par le Service de l'information du Comité de l'Intégration de l'EURASEC, 13 octobre 2010.

l'éclatement des révolutions dites de couleur dans la région vers le milieu de la première décennie du 21^e siècle. Par la révolution de couleur ont été baptisés une série des démonstrations de masse, généralement d'une manière pacifique, qui se sont transformées en la confrontation avec les gouvernements et qui ont par la suite causé le changement des régimes dans quelques pays de l'espace post-soviétique. La première de ces révolutions a eu lieu en Géorgie quand l'opposition menée par Mikhaïl Sakachvili a contesté les résultats des élections parlementaires du mois de novembre 2003 et a décidé d'évincer le gouvernement du Président Edouard Chevardnadze par le lancement des démonstrations de masse à Tbilissi, qui interrompe notamment la session du Parlement fraîchement élu. Le Président Edouard Chevardnadze accepte par la suite de démissionner et le leader de l'opposition Mikhaïl Sakachvili est élu pour le remplacer au mois du Mars 2004. Ces événements ont été désignés la Révolution du Rose, d'après la couleur portée par les démonstrateurs. Le deuxième événement similaire a eu lieu en Ukraine en 2004. La révolution Orange ukrainien a commencé suite aux élections présidentielles du mois de novembre 2004. Les élections avait opposé Viktor Iouchtchenko, le candidat nationaliste ukrainien et pro-occidental au Victor Ianoukovitch, le candidat prorusse. Au lendemain des élections, les partisans de Viktor Iouchtchenko ont accusé les organes gouvernementaux des fraudes massives pendant les élections et ont entamé des démonstrations populaires qui ont duré pendant plusieurs semaines. Finalement, la Cour suprême du pays a annulé le résultat des élections et a ordonné la réorganisation des élections qui a eu lieu le 26 Décembre 2004. Le gagnant de l'élection a été déclaré Viktor Iouchtchenko. En 2005, la vague des révolutions de couleur ont atteint le Kirghizstan, en Asie centrale. D'une manière similaire, les démonstrations populaires ont commencé au lendemain des élections parlementaires du 27 Février et du 13 mars 2005. Les partis de l'opposition ont accusé Askar Akayev, le Président du pays, et ses proches de l'autoritarisme et de corruption, et ont demandé sa résignation. Les démonstrations de masse organisées dans plusieurs villes du pays, incluant Bichkek, la capitale, et qui ont été marquées par la violence, ont finalement obligé Askar Akayev de quitter le pays et de résigner de son poste.⁸⁵⁶

De la perspective des régimes en place dans les pays post-soviétiques, ces révolutions de couleur ont été en fait les coups d'Etat masqués, scrupuleusement organisés par l'Occident et ses pions dans la région, notamment par la participation active des organisations non-gouvernementales financées par l'Occident. Cette perception d'être

⁸⁵⁶Pour une brève aperçue des révolutions de couleur dans l'espace post-soviétique, voir, M. Bhadrakumar, 295

attaqué par les groupes pro-occidentaux, surtout, pro-américains, a poussé les dirigeants autoritaires des pays post-soviétiques vers une solidarité collective. Notamment, une tendance de convergence entre la Russie et l'Asie centrale a commencé à émerger. Dans ce contexte, l'Ouzbékistan a expérimenté des événements tragiques au mois de Mai 2005 dans la ville d'Andijan, à la frontière avec le Kirghizstan. Le gouvernement avait auparavant accusé un groupe des entrepreneurs d'avoir fomenté une organisation extrémiste. Le procès des entrepreneurs a duré pendant quelques mois et a été accompagné par les démonstrations de soutien de leurs proches. Vers la fin du procès, un groupe des personnes armées ont attaqué la prison où étaient gardés les accusés pour les libérer. Par la suite, le groupe a occupé l'immeuble de l'administration régionale avec l'objectif de lancer des négociations avec le gouvernement central. En attendant la venue des responsables gouvernementaux, une démonstration de la population locale a été organisée autour de l'administration. Toutefois, la réponse du gouvernement a consisté dans la répression militaire de la démonstration et l'évincement des organisateurs vers le Kirghizstan. Pendant l'opération du gouvernement, plusieurs centaines personnes ont été tuées, essentiellement de la population civile. L'action du gouvernement ouzbek a été jugé disproportionnée et comme la répression des contestations légitimes de la population civile par la communauté internationale. Le gouvernement ouzbek a rétorqué en accusant les forces étrangères d'essayer d'organiser un coup d'Etat, après les événements dans les autres pays de l'espace post-soviétique.⁸⁵⁷

Les événements d'Andijan ont marqué un tournant important dans la politique étrangère ouzbèke. Jusqu'à cette période, l'Ouzbékistan avait mené une politique de distance vis-à-vis la Russie en adoptant une politique de rapprochement avec l'Amérique et l'Ouest et en s'abstenant des organisations régionales post-soviétiques promues par la Russie. Notamment, afin de prouver sa volonté de forger des liens étroits avec les Etats-Unis, l'Ouzbékistan avait offert les prémisses pour la base militaire américaine pour contribuer à leur opération militaire en Afghanistan. Toutefois, l'Ouzbékistan a interprété les événements d'Andijan comme une action organisée par l'Ouest et a refusé la demande des pays occidentaux et des institutions internationales de réaliser une enquête indépendante sur le sujet. La communauté internationale, menée par l'Ouest (selon la

"A storm sweeps the post-Soviet space", *Asia Times Online*, 5th October 2005.

perception de la majorité des élites post-soviétiques), a répondu par l'implémentation des sanctions envers l'Ouzbékistan. Notamment, l'Union européenne a décidé d'interdire l'entrée dans l'UE des plusieurs hauts responsables politiques de l'Ouzbékistan ainsi que de suspendre le commerce militaire avec le pays. A son tour, l'Ouzbékistan a commencé de se distancer des Etats-Unis et de l'Ouest, en général. Le pays a décidé, notamment, de terminer la présence de la base militaire américaine sur son territoire et a entamé une politique de rapprochement politique avec la Russie.

L'adhésion de l'Ouzbékistan à l'EURASEC correspond justement à ce moment de rupture dans les relations avec l'Ouest et de rapprochement avec la Russie. Elle est aussi expliquée par un besoin de solidarité collective face aux risques de déstabilisation, fomenté par les forces extérieures à la région. La note d'information par le Service des relations avec la presse du Président ouzbek à la veille du sommet de l'EURASEC est construite sur cette logique. Selon le service d'information, « la situation en Asie centrale évolue avec une telle rapidité que si les pays n'agissent pas ensemble, la stabilité de la région peut être mis en danger. Ici, se rencontrent les intérêts géopolitiques et géoéconomiques différents. Certaines forces destructives essaient d'utiliser la situation dans leurs intérêts égoïstes et sont prêts d'impliquer les organisations extrémistes. Les six pays réunis au sein de l'EURASEC sont décidés d'agir ensemble pour la paix et la stabilité. L'intérêt économique dans les relations interétatiques renforce la confiance mutuelle. Les pays partenaires vont développer les liens dans le domaine de sécurité ».⁸⁵⁷ Les propos du Président Islam Karimov aux évolutions rapides et instables dans la région et dans le monde comme le facteur fondamental dans l'adhésion ouzbèke font aussi allusion aux changements des régimes politiques à travers l'espace post-soviétique. Immédiatement après son adhésion à l'EURASEC, l'Ouzbékistan a dénoncé la convention de la participation du pays au sein de GUUAM, une autre organisation post-soviétique composée des pays post-soviétiques orientés vers l'Occident : Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan et Moldavie.⁸⁵⁹ Ce changement des venus institutionnels pour l'Ouzbékistan s'apparente donc à une

⁸⁵⁷ Sur les événements d'Andijan, voir, OSCE ODHIR, *Preliminary findings on the events in Andijan, Uzbekistan, 13 May 2005*, Warsaw, 20 June 2005, disponible sur le site internet de l'OSCE: http://www.osce.org/documents/odihr/2005/06/15233_en.pdf

⁸⁵⁸ « Prezident otbyl v Sankt-Peterburgs (Le Président est parti pour Saint-Petersbourg) », Le service de press du Président de l'Ouzbékistan, 26 janvier 2010, <http://old.press-service.uz/ru/gsection.scm?groupId=4421&contentId=17065>

⁸⁵⁹ « Ouzbekistan okonchatelno vychel iz GUAM i vstupil v Evrazes (L'Ouzbékistan a quitté le GUAM et a rejoint l'EURASEC) », Day.Az, 11 mars 2006, <http://www.day.az/news/world/43664.html>

réorientation de la politique étrangère de l'Occident vers la Russie. Le pays a cherché du soutien international dans les plateformes des organisations régionales de l'EURASEC et de l'OCS, menés par la Russie et la Chine qui ont accordé à l'Ouzbékistan la compréhension et le soutien que ses dirigeants cherchaient. L'implication de l'Ouzbékistan dans l'EURASEC doit plutôt être interprétée comme une révérence de sa part envers la Russie. Par cet acte, l'Ouzbékistan, qui a longtemps résisté à la consolidation de l'influence russe dans la région, acceptait finalement la prééminence des intérêts russes dans l'espace post-soviétique. Le commentaire du Président Islam Karimov, qui a remarqué, à l'occasion de l'admission de l'Ouzbékistan, qu'« il n'est pas exclu que l'EURASEC devienne l'organisation principale dans l'espace post-soviétique », contienne une confirmation indirecte de cette reconnaissance.⁸⁶⁰ Un autre élément qui renforce le caractère bilatéral (ouzbèk-russe) de l'adhésion à l'EURASEC est le fait que l'admission de l'Ouzbékistan à l'organisation a été accompagnée de la signature des contrats entre le gouvernement ouzbek et les sociétés d'exploitation du pétrole et du gaz russes (Gazprom, Lukoil) par lesquels l'Ouzbékistan a accordé les droits d'exploration des larges gisements miniers aux sociétés russes.⁸⁶¹ L'aspect de multilatéralisme économique de l'EURASEC s'éclipsait devant la signification politique et stratégique de l'acte. Notamment, l'adhésion à l'EURASEC devrait être vue, selon les observateurs russes, comme un prélude à un événement politique plus important, celui de l'orientation de l'Etat ouzbek vers l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective. Cette organisation de sécurité régionale, basé sur le Traité de sécurité collective datant des années 1990, est désignée comme l'instrument principal de l'influence russe dans le domaine de sécurité dans l'espace post-soviétique. L'adhésion de l'Ouzbékistan à l'EURASEC et l'OTSC permettait justement à ces deux organisations pro-russes de consolider leur assise dans la région de l'Asie centrale que la Russie de Vladimir Poutine considérait comme sa zone d'influence légitime.⁸⁶²

Ces considérations politiques expliquent notamment l'admission de l'Ouzbékistan à l'EURASEC assez rapidement malgré la présence des doutes quant à l'existence d'une

⁸⁶⁰ « Raschirenje Evrazes : pretsedent ili tendentsiya (L'élargissement de l'EURASEC : un précédent ou une tendance) ? » Institut International de la Politique Moderne, 2 Avril 2006, disponible sur www.analitika.org

⁸⁶¹ « Goryutchiy storonnik Islam Karimova (La partisan enflammé de l'Ouzbékistan », Kommersant, éd . n° 8 du 19 janvier 2006, www.kommersant.ru ; La Déclaration du Président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, à l'issu de la réunion du Conseil interétatique de l'EURASEC du 25 janvier 2006, Saint-Pétersbourg, Russie, www.press-service.uz

volonté réelle de l'Etat ouzbek de s'acquitter les obligations découlant du cadre juridique de l'EURASEC. En effet, la politique régionale de l'Ouzbékistan est marquée par une tendance vers le renforcement des frontières et le contrôle stricte de l'économie nationale, un comportement contraire à l'esprit de l'intégration économique prôné par l'EURASEC. Les analystes ne s'attendaient pas à ce que l'Ouzbékistan pourrait changer de comportement avec l'admission à l'EURASEC. Car, pour l'Ouzbékistan, le pas vers l'EURASEC est ordonné plutôt par un souci de rapprochement stratégique avec la Russie qu'une volonté réelle d'approfondissement de l'intégration avec ses voisins. Dosym Satpayev avait ainsi critiqué l'admission de l'Ouzbékistan car, selon lui, « on ne peut envisager de développer un espace économique commun avec l'Ouzbékistan tandis que ce dernier mène une politique active de la fermeture de ses frontières avec tous ces voisins de l'Asie centrale ». En outre, il continue, la présence de l'Ouzbékistan qui n'accepte pas les prémisses de l'institutionnalisme international moderne peut freiner le fonctionnement des institutions de l'EURASEC.⁸⁶³ Dès le début donc les promesses de gouvernement ouzbek à ratifier l'ensemble du cadre juridique de l'EURASEC ainsi que de réformer son ordre juridique domestique pour se mettre en conformité avec le droit institutionnel de l'EURASEC avaient les maigres chances de réalisation.⁸⁶⁴ Or, la constatation d'une volonté et d'une capacité réelle pour implémenter le cadre juridique de l'EURASEC est le critère essentiel pour que le Conseil interétatique puisse décider favorablement à la demande d'adhésion des pays candidats.⁸⁶⁵ Il a été noté aussi qu'avec l'adhésion de l'Ouzbékistan, la question de la rivalité entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan allait être transposée au sein de l'EURASEC, ce qui pourrait introduire des incohérences et ralentir le fonctionnement de l'EURASEC.⁸⁶⁶ Dans le cas de l'Ouzbékistan, ces questions ont été

⁸⁶² « Goryutchiy storonnik Islam Karimova (La partisan enflammé de l'Ouzbékistan », Kommersant, éd . n° 8 du 19 janvier 2006, www.kommersant.ru; Satpayev, D., "Effekt prisustviya (L'effet de présence) », Nezavisimaya Gazeta, 27 Mars 2006, www.ng.ru

⁸⁶³ « Raschirenije Evrazes : pretsedent ili tendentsiya (L'élargissement de l'EURASEC : un précédent ou une tendance) ? » op.cit.

⁸⁶⁴ B. Rachidov, « Elity Ouzbekistana budut soprotivlyat'sya modernizatsii ekonomicheskogo zakonodatel'stva respubliki s tem, tchto by ne poteryat' prostranstvo dlya politicheskogo manevra (Les élites de l'Ouzbékistan résisteront à la modernisation de la législation économique de la République afin de ne pas perdre l'espace pour leurs manœuvres politiques) », Ferghana.Ru, 31 Janvier 2006, <http://www.ferghana.ru/article.php?id=4211>

⁸⁶⁵ Art. 9 du Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000 ; Point II.1 du Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique.

⁸⁶⁶ Satpayev, D., « Initsiativy Kazakhstana v ramkakh Evrazes budut vosprinimatsya Uzbekistanom libo negativno, libo ravnoduchno (Les initiatives kazakhes au sein de l'Eurasec vont engendrer une réaction éngative ou de l'indifférence de la part de l'Ouzbékistan) », Navigator Kz, 30 Janvier 2006, www.zona.kz; Satpayev, D., "Effekt prisustviya (L'effet de présence) », op.cit.

plutôt écartées au profit des conséquences stratégiques de son adhésion à une organisation menée par la Russie.

La participation de l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC étant le produit de la conjoncture politique, elle n'a pas duré longtemps. En effet, l'orientation vers l'EURASEC a été vue comme la présence des alternatives pour l'Ouzbékistan dans le cas de l'intransigeance de ses partenaires occidentaux. Ce qui a poussé les pays de l'Ouest, particulièrement, les Etats-Unis, à approcher l'Ouzbékistan avec les moyens moins restrictifs que les sanctions. Le départ de l'Ouzbékistan de l'EURASEC a correspondu aux efforts de rétablir les contacts politiques entre l'Ouzbékistan et l'Ouest ont été tentés. Notamment, l'annonce de la décision ouzbèke a eu lieu quelques jours après l'annulation partielle des sanctions de l'UE envers l'Ouzbékistan en Octobre 2008.⁸⁶⁷

Le cas de l'Ouzbékistan a montré quelques ambiguïtés concernant le fonctionnement des organisations régionales dans l'espace post-soviétique. L'adhésion du pays à la Communauté et son départ éventuel ont été principalement fonction des considérations stratégiques et ont repoussé au deuxième plan les considérations fonctionnelles. Bien que la présence de l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC, aspirant à devenir un espace économique commun auto-suffisant comparable aux autres groupements régionaux économique, puisse contribuer d'une manière importante de par son dynamisme démographique et économique que par sa position géographique, le comportement des élites ainsi que certains traits permanents de la politique de l'Ouzbékistan constituaient un argument de poids contre cette éventualité. Car, l'Ouzbékistan a toujours réalisé une politique restrictive concernant la libéralisation du système économique et politique du pays. La perception que le pays a des institutions internationales est aussi basée sur une logique réaliste qui voit ces institutions seulement comme des instruments de puissance. L'admission d'un pays aux caractères pareils au sein d'une organisation qui affiche les ambitions modernes et qui s'apprête à se forger une place essentielle dans le processus décisionnel concernant les questions régionales importantes à côté des Etats, les acteurs traditionnels, ne tarderait pas à causer des dysfonctionnements dans le système institutionnel de l'organisation. Malgré la réalité de cette éventualité, l'EURASEC a décidé d'inclure l'Ouzbékistan et par cette décision a mis en exergue une double nature de

⁸⁶⁷«Uzbekistan: otmena sanktsii ES nikogo ne udivila (L'Ouzbékistan: l'annulation des sanctions de l'UE n'a surpris personne)», *Ferghana.Ru*, 13 Octobre 2008, <http://www.ferghana.ru/article.php?id=5906>

l'organisation. D'une part, l'EURASEC est le fruit de la volonté des pays post-soviétiques d'affranchir le pas vers la modernité politique et de s'approprier les règles du multilatéralisme moderne élaborées par les expériences des institutions internationales et des groupements régionaux d'ailleurs, notamment celle de l'Union européenne. De l'autre côté, l'EURASEC est toujours susceptible d'être transformé dans un instrument de puissance et un outil stratégique au service des plus puissants de ses fondateurs. Cette dialectique peut être observée à travers les exemples de l'approfondissement de l'EURASEC avec l'avancement vers le stade de l'union douanière et de l'espace économique commun ainsi que de l'élargissement à l'Ouzbékistan. Dans le premier cas, un groupe de ses pays participants ont décidé de mettre en place une union douanière effective et afin de réaliser cette décision d'une manière la plus cohérente possible, ils ont opté pour une intégration à géométrie variable en invitant que les pays membres les plus prospères et en laissant les pays membres pauvres en dehors de cette initiative. La logique fonctionnelle se souciant du succès de l'entreprise est ici évidente. Dans le deuxième cas, un nouvel membre a été admis au sein de la Communauté malgré le fait que cet élargissement allait probablement engendrer des incohérences et des ralentissements dans le processus d'intégration économique et dans la fonction des institutions de l'organisation. La volonté et la capacité du pays adhérent à se conformer à la totalité des obligations découlant de l'ordre juridique de l'EURASEC ont été aussi questionnées. Malgré cela, l'EURASEC a accepté de l'admettre car cette admission a été perçue comme étant conforme aux intérêts stratégiques de la Russie, le pays décisif de la Communauté. Parmi les intérêts stratégiques fondamentaux de la Russie sont souvent cités les priorités de conserver la prévalence de l'Etat russe dans tout l'espace post-soviétique. Cette identité stratégique russe s'efforce à impliquer les autres Etats post-soviétiques dans les organisations régionales créées sous son égide, même au prix d'affaiblissement structurel de ces institutions. L'acceptation de l'Ouzbékistan au sein de l'EURASEC ou des efforts périodiques de la Russie d'inviter l'Ukraine aux initiatives de l'intégration économique et politique sous son patronage est en effet les reflets de cette logique stratégique.⁸⁶⁸

⁸⁶⁸ A la veille de la révolution de couleur en Ukraine en 2004, la Russie avait essayé d'attirer l'Ukraine dans une initiative d'intégration économique avancée en désignant le projet de l'Espace économique commun avec la participation de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan et de l'Ukraine. Toutefois, ce projet est tombé en désuétude avec l'orientation de l'Ukraine vers l'intégration européenne au lendemain de la révolution. Presque six ans après ces événements, la Russie conserve toujours les espoirs d'attirer l'Ukraine aux initiatives intégrationnistes. Notamment, avec le changement récent du régime en Ukraine, la Russie a émis plusieurs signaux sur son souhait de voir l'Ukraine comme le participant de l'Union douanière et de l'espace économique commun, lancé au mois de Juillet 2010. Cette perspective ukrainienne est toujours

§2 Le cas de l'OCS

L'OCS a aussi adopté deux approches différentes envers les questions de l'élargissement et de l'approfondissement. D'une part, l'OCS a fait la sienne la volonté constante de renforcer son régime juridique et l'approfondir en incluant les nouveaux domaines d'activités (A). D'autre part, l'OCS se limite, au moment actuel de son évolution et en prenant compte de la situation régionale et internationale, à une politique restrictive en matière de l'élargissement (B).

A *L'OCS, réussira-t-elle de s'étendre aux domaines non-sécuritaires ?*

Le cadre juridique général de l'OCS est porteur des ambitions assez étendues. L'OCS aspire à devenir, dans le long terme, une 'organisation partielle générale', si on utilise le vocabulaire de Michel Virally. Les documents constitutifs de l'Organisation énoncent ainsi les bases pour le développement d'une coopération régionale multidimensionnelle sensée intégrer les pays membres de l'Organisation au sein d'une communauté de développement et de prospérité harmonieux, dans le long terme. Afin de donner le contenu substantiel à cette organisation régionale générale, l'OCS a fixé un ensemble des objectifs généraux qui se situent dans les différents domaines de la vie sociale.

Toutefois, parmi cette pluralité des objectifs, une hiérarchisation se profile tout au long des documents normatifs et des activités de l'OCS. La primauté appartient aux soucis de la sécurité et la stabilité régionale : l'objectif principal de l'OCS est la lutte commune contre les menaces sécuritaires qui se trouvent à caractère commun chez tous les pays membres de l'Organisation. Il s'agit précisément des phénomènes de terrorisme, séparatisme et extrémisme (1). L'OCS aspire aussi à élargir l'étendue de ses activités aux

fonction de la dialectique entre les logiques fonctionnelle et stratégique caractéristique aux institutions post-soviétiques. D'une part, le système économique ukrainien, considéré le plus important segment de l'économie soviétique d'antan, pourrait augmenter le potentiel de l'EURASEC et de l'Union douanière, d'une manière considérable. D'autre part, la volonté russe de voir l'Ukraine comme le membre de l'intégration eurasiennne peut être vue comme le part des projections de consolider l'influence et la prévalence russe dans l'espace post-soviétique en détournant le deuxième plus grand pays parmi les Etats post-soviétiques de la direction européenne.

autres domaines de la politique régionale. Pour ce faire, elle œuvre à élaborer des instruments juridiques et structurels, de nature générale et particulière (2). Toutefois, jusqu'au moment actuel, c'est la dynamique sécuritaire de l'OCS qui continue à s'imposer tandis que les efforts d'approfondissement dans les autres domaines se limitent au niveau de projections et des planifications. Les performances différentes dans les domaines sécuritaire et économique sont expliquées par plusieurs facteurs inhérents à la politique intérieure de l'OCS (3).

(1) L'approfondissement institutionnel et normatif de la coopération dans le domaine de la lutte contre les trois maux

La question de la sécurité régionale est le centre d'intérêt essentiel de l'Organisation.⁸⁶⁹ Le point 8 de la Déclaration constitutive annonce ainsi la priorité de la sécurité régionale et prône une coopération étroite en la matière entre les pays membres. En principe, deux types des mesures sont annoncés : la mise en place du cadre institutionnel, notamment, l'ouverture d'une structure antiterroriste régionale, ainsi que la consolidation du cadre normatif multilatéral règlementant la coopération dans le domaine de la sécurité régionale.⁸⁷⁰

La structure régionale antiterroriste de l'OCS

La réalisation de la de Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001 est l'une des priorités de l'action de l'OCS.⁸⁷¹ La Convention de Shanghai représente le premier texte substantiel de l'importance majeure et prône la coopération entre les pays membres dans le domaine de la sécurité régionale. La coopération consiste principalement dans la prévention, l'identification et la suppression des activités de terrorisme, séparatisme et extrémisme, ou les trois maux dans le langage de l'OCS.⁸⁷² Elle se réalise notamment par l'échange des informations entre les pays membres, l'élaboration des mesures coordonnées, l'assistance dans la réalisation des

⁸⁶⁹ Id., point 8 ; Art. 3 de la Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁸⁷⁰ Point 8 de la Déclaration sur la création de l'OCS.

⁸⁷¹ Ibid. ; Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

opérations de recherche et de suppression, l'échange de l'expérience, y compris normative, dans le domaine et la préparation des cadres qualifiés.⁸⁷³

Afin de garantir la mise en œuvre effective des provisions de la Convention de Shanghai, il a été annoncé, dès le début du fonctionnement de l'OCS, la mise en place d'une Structure régionale antiterroriste (SRAT).⁸⁷⁴ La structure de la Structure régionale a été confirmé par la réunion du Conseil des Premiers ministres de l'OCS le 23 Septembre 2003.⁸⁷⁵ La Structure a commencé son fonctionnement à partir du 1 Janvier 2004, la date de la mise en place du Secrétariat général de l'OCS, aussi.⁸⁷⁶ La SRAT est l'organe permanent de l'OCS chargé promouvoir la coordination et la coopération entre les organes compétents des Etats membre pour lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme dont le contenu est défini par la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, du 15 Juin 2001.⁸⁷⁷

Les compétences de la SRAT sont détaillées dans l'article 6 de son Traité fondateur :

- L'élaboration des propositions et des recommandations sur le développement de la coopération dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme à l'attention des structures de l'OCS ainsi que sur la demande des pays membres ;
- L'assistance aux organes compétents des Parties dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, notamment dans la réalisation des provisions de la Convention de Shanghai du 15 Juin 2001 ;
- La collecte et l'analyse de l'information concernant les questions du terrorisme, du séparatisme et de l'extrémisme, qui arrive au Centre régional en provenance des Parties ;
- La formation d'une base des données du Centre qui contient notamment les données sur la structure, les dirigeants, les participants et les sources de financement des groupes internationaux à caractère terroriste, séparatiste et extrémiste, sur l'état des lieux et les dynamiques de l'expansion des phénomènes de terrorisme, séparatisme et extrémisme qui représente un menace pour les intérêts des Etats membres ainsi que sur les organisations non-gouvernementales et les individus qui soutiennent le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme ;
- La fourniture de l'information selon les demandes des organes compétents des Parties ;
- L'assistance dans la préparation et la réalisation des exercices antiterroristes sur la demande des Parties ;
- L'assistance dans la préparation et la réalisation des mesures d'enquête et opérationnelles ;

⁸⁷² Id., Art. 1-2.

⁸⁷³ Ibid., Art. 6.

⁸⁷⁴ Point 8 de la Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001 ; Art. 10 de la Charte de l'OCS.

⁸⁷⁵ Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 23 Septembre 2003, Beijing, Chine.

⁸⁷⁶ Déclaration de Tachkent des chefs d'Etat de l'Organisation de Coopération de Shanghai, du 17 Juin 2004, Tachkent, Ouzbékistan.

⁸⁷⁷ Art. 3 du Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale antiterroriste du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

- La participation dans la recherche internationale des personnes accusées de commettre les actes de terrorisme, de séparatisme et d'extrémisme ;
- La participation dans l'élaboration des documents normatifs internationaux sur les questions de terrorisme, de séparatisme et d'extrémisme ;
- La participation dans la préparation des spécialistes et des instructeurs pour les départements antiterroristes des Parties;
- La participation dans l'organisation des conférences et des séminaires ainsi que l'échange de l'expérience sur le sujet ;
- L'établissement et le développement des contacts de travail avec les organisations internationales spécialisées dans les questions de terrorisme, de séparatisme et d'extrémisme.⁸⁷⁸

Le rôle de la Structure régionale est particulièrement apprécié au sein de l'OCS. Il représente l'instrument principal qui revêt d'un caractère systématique les efforts de la réalisation des provisions sur le combat contre les problèmes liés au terrorisme, séparatisme et extrémisme.⁸⁷⁹ Selon Dj. Djumanbekov, le Directeur du Comité exécutif du SRAT, la Structure régionale est sensée devenir une sorte du siège central de coordination entre les services spéciaux et les organes policiers des Etats membres dans leur lutte commune contre les menaces à la stabilité et sécurité régionale.⁸⁸⁰ La location de la SRAT est située à Tachkent, Ouzbékistan. La SRAT est composée du Conseil du CRAT et du Comité exécutif.⁸⁸¹ Le Conseil du SRAT, qui est composé des chefs des services spéciaux de chaque pays membre, est l'organe qui définit les modes de réalisation des objectifs et des fonctions du SRAT. Le Conseil prend des décisions obligatoires, sur la base de consensus, et soumet des rapports annuels sur ses activités au Conseil des Chefs d'Etat de l'OCS.⁸⁸² Le Comité exécutif, dirigé par le Directeur du Comité exécutif, est responsable pour assurer le fonctionnement quotidien du SRAT.⁸⁸³ Pendant la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCS du 5 Juillet 2005, à Astana, il a été décidé d'instituer l'institut des représentants permanents des pays membres auprès de la SRAT.⁸⁸⁴ Les Etats membres ont aussi donné à la SRAT les moyens normatifs pour qu'elle puisse organiser des exercices antiterroristes. Par l'Accord sur les modalités de l'organisation et de la conduite des exercices antiterroristes commune, les Etats membres ont octroyé au Conseil de la SRAT la prérogative de décider de l'organisation des exercices antiterroristes communs tandis

⁸⁷⁸ Id., art. 6.

⁸⁷⁹ Id. ; Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 23 Septembre 2004, Bichkek, Kirghizstan

⁸⁸⁰ "RATS: razvivaetsya sotrudnitchestvo v oblasti bezopasnosti (SRAT: la coopération dans le domaine de sécurité se développe)", *L'agence d'information Jahon*, 27 Avril 2010, <http://www.jahonnews.uz/rus>

⁸⁸¹ Art. 9 du Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale antiterroriste du 7 Juin 2002.

⁸⁸² Ibid. Art. 10.

⁸⁸³ Ibid. Art. 11.

⁸⁸⁴ Déclaration des chefs d'Etat des pays membres de l'OCS, du 5 Juillet 2005, Astana, Kazakhstan.

que le Comité exécutif de la SRAT est chargé d'assister les pays membres à réaliser ces exercices, sur la demande des Parties.⁸⁸⁵

Dans le domaine de la sécurité, il faut noter aussi la pratique des réunions régulières des chefs des conseils de sécurité des pays membres de l'OCS, initiée par l'Ouzbékistan.⁸⁸⁶

Le cadre juridique de la lutte contre les menaces à la sécurité et la stabilité régionale

L'institutionnalisation de la coopération dans le domaine de sécurité a été accompagnée par l'élaboration d'un ensemble normatif régissant les différents aspects de cette coopération. En effet, c'est dans les domaines liés aux questions de sécurité qu'ont été conclus la majorité des textes juridiques de l'OCS.

La *Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme*, conclu pendant le sommet inaugural de l'OCS, est le texte principal guidant les activités de l'OCS ainsi que des pays membres dans le domaine de la lutte contre les menaces les plus importantes à la sécurité régionale en Asie centrale. La majorité des textes juridiques adoptés par la suite par l'OCS dans le cadre des efforts de l'amélioration de la sécurité régionale sont adoptés notamment en référence à la Convention de Shanghai. La Convention identifie le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme comme des menaces les plus sérieuses qui déstabilisent la paix et la sécurité mondiale et régionale aussi bien qu'ils mettent en péril l'intégrité territoriale et la sécurité des Etats Parties ainsi que leur stabilité politique, économique et sociale. Afin d'éradiquer ces menaces, la Convention appelle les Etats à coopérer en vue de l'identification, de la prévention et de la suppression des actes relevant de terrorisme, séparatisme et extrémisme.⁸⁸⁷ Sur le plan pratique, les actions de coopération prévue par la Convention sont l'échange des informations entre les pays membres, l'élaboration des mesures coordonnées, l'assistance dans la réalisation des opérations de recherche et de suppression, l'échange de l'expérience, y compris normative, dans le domaine et la préparation des cadres qualifiés.⁸⁸⁸ Ces mesures relèvent

⁸⁸⁵ Accord sur les modalités de l'organisation et de la conduite des exercices antiterroristes communes par les Etats membres de l'OCS, du 25 Août 2008, Douchanbé, Tadjikistan.

⁸⁸⁶ Déclaration de Tachkent des chefs d'Etat de l'Organisation de Coopération de Shanghai, du 17 Juin 2004.

⁸⁸⁷ Art. 2 de la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001.

⁸⁸⁸ Ibid., Art. 6.

actuellement de la compétence de la Structure régionale antiterroriste, qui a été en effet créé en vue de l'implémentation des provisions de la Convention de Shanghai.⁸⁸⁹

En même temps, la Convention de Shanghai propose ses propres définitions des concepts de terrorisme, séparatisme et extrémisme. Pour définir le concept de terrorisme, la Convention de Shanghai renvoi tout d'abord à un ensemble des textes juridiques internationaux, conclus essentiellement sous l'égide de l'ONU dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international. Le terrorisme, selon la Convention, est tout acte défini comme un crime par cet ensemble des documents internationaux.⁸⁹⁰ Ensuite, la Convention propose sa propre définition du terrorisme, plus générale. Selon la Convention, le terrorisme est tout acte dirigé à causer la mort d'une personne civile ou de toute personne qui ne prend pas une part active dans les activités militaires au cours d'une situation de conflit armé, ou de lui porter des blessures sérieuses, ou de porter un préjudice grave à un objet matériel, ainsi que l'organisation, la planification ou la contribution à la réalisation d'un tel acte, l'incitation à le commettre quand le but de cet acte, compte tenu son caractère ou son contexte, est d'effrayer la population, de porter atteinte à la sécurité publique ou de forcer les puissances publiques ou les organisations internationales à réaliser quelque action ou à s'en abstenir, l'acte en question étant réprimé pénalement par les législations nationales des Parties.⁸⁹¹

La deuxième définition proposée par la Convention est celle du séparatisme qui identifié comme tout acte dirigé à porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Etat, notamment, à séparer de lui une partie de son territoire ou à le désintégrer, commis par des mesures violentes ainsi que la planification et la préparation de tel acte, l'assistance et

⁸⁸⁹ Les considérations préliminaires du Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale antiterroriste du 7 Juin 2002.

⁸⁹⁰ La liste des textes juridiques internationaux est établie par un annexe à la Convention de Shanghai. Ces textes juridiques sont : La Convention de la Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, du 16 Décembre 1970 ; La Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, du 23 Septembre 1971 ; La Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques du 14 Décembre 1973 ; La Convention internationale contre la prise d'otages, du 17 Décembre 1979 ; La Convention de Vienne sur la protection physique des matières nucléaires, du 3 Mars, 1980 ; Le Protocole de Montréal pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention de Montréal de 1971, du 24 Février 1988 ; La Convention de Rome pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité la navigation maritime, du 10 Mars 1988 ; Le Protocole de Rome sur la répression des actes illicites contre la sécurité des platesformes fixes situées sur le plateau continental, du 10 Mars 1988 ; La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, du 15 Décembre 1997 ; La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, du 9 Décembre 1999.

⁸⁹¹ Art 1.1 de la Convention de Shanghai, du 15 Juin 2001.

l'incitation à commettre tel acte, ces actes en question étant réprimés pénalement par les législations nationales des Parties.⁸⁹²

Le troisième type d'actes illicites adressé par la Convention est l'extrémisme qui est défini comme étant tout acte dirigé à s'emparer de pouvoir avec la force, de le garder, ou de changer d'une manière forcée l'ordre constitutionnel de l'Etat, de porter atteinte à l'ordre public, notamment, organiser dans les buts mentionnés des formations militaires illicites ou participer dans ces formations illicites, ces actes en question étant réprimés pénalement par les législations nationales des Parties.⁸⁹³

Les documents subséquents sont venus renforcer le régime juridique de la coopération dans le domaine de sécurité, prôné par la Convention de Shanghai. Notamment, ils ont élargi l'étendu de la coopération interétatique dans le cadre de l'OCS aux questions du trafic illicite des drogues et du trafic des armes. Ainsi, ont été conclu *l'Accord sur la lutte contre le trafic illicite des drogues, substances psychotropes et leurs précurseurs*⁸⁹⁴ ainsi que *l'Accord sur la coopération pour la répression de la circulation illicite des armes, des munitions et des explosifs*.⁸⁹⁵

Outre ces documents substantiels, les Etats membres ont signé *le Concept de coopération entre les Etats-membres de l'OCS pour combattre terrorisme, séparatisme et extrémisme*, qui propose un plan d'action assez détaillé. Le Concept définit les grandes lignes de la coopération que doivent réaliser les pays membres de l'OCS pour la répression de terrorisme, séparatisme et l'extrémisme.⁸⁹⁶ Il identifie les objectifs, les principes et les mécanismes de réalisation de cette coopération. Les buts essentiels du combat contre les trois maux sont la protection des Etats membres de l'OCS, de leurs citoyens et des personnes se trouvant sur leurs territoires des menaces du terrorisme, du séparatisme et de l'extrémisme. Afin de garantir cette protection, les Etats membres doivent agir ensemble par le biais de l'élaboration des approches communes au combat contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme ; l'amélioration des bases juridiques de la coopération ainsi

⁸⁹² Id. Art 1.2.

⁸⁹³ Ibid. Art. 1.3.

⁸⁹⁴ Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la lutte contre le trafic illicite des drogues, substances psychotropes et leurs précurseurs du 17 Juin 2004, Tachkent, Ouzbékistan.

⁸⁹⁵ Accord entre les gouvernements des pays membres de l'OCS pour la répression de la circulation illicite des armes, des munitions et des explosifs, du 28 Août 2008, Douchanbé, Tadjikistan.

⁸⁹⁶ Le Concept de coopération entre les Etats-membres de l'OCS pour combattre terrorisme, séparatisme et extrémisme, confirmé par la décision n°1 du Conseil des Chefs d'Etats du 5 Juillet 2005.

que le développement et l'harmonisation des législations nationales dans ce domaine ; l'identification et la prévention des causes et des conditions propices au terrorisme, séparatisme et extrémisme ainsi que l'élimination de leurs conséquences dans les territoires des Etats membres de l'OCS ; la prévention et la répression du terrorisme, séparatisme et extrémisme dans les territoires des pays membres ; la lutte contre le financement de toutes les formes de terrorisme, séparatisme et extrémisme ; le renforcement de l'effectivité de la coopération entre les organes compétents des pays membres ; la contribution à la consolidation de la coopération antiterroriste internationale.⁸⁹⁷

La réalisation de la lutte contre toutes formes de ces trois maux doit se baser sur les principes suivants : le respect des principes et des normes du droit international généralement reconnus ; la confiance mutuelle ; le respect mutuel des principes de souveraineté, d'égalité et d'intégrité territorial ; l'exclusion de la pratique des doubles standards dans les efforts de la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme ; la reconnaissance mutuelle des actes de terrorisme, séparatisme et extrémisme indépendamment de la classification et la conceptualisation mutuelle de tels actes dans les législations nationales individuelles ; l'intransigeance dans la répression des personnes et des organisations accusées des actes de terrorisme, séparatisme et extrémisme ; l'approche complexe à la répression de ces phénomènes notamment par l'adoption des mesures préventifs, juridiques, politiques, socio-économiques, de propagande et autres mesures pertinentes ; l'exclusion de revêtir la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme des traits confessionnels ou similaires ; l'exclusion de soutien de toute forme, y compris la pratique de fournir le refuge, aux organisations et personnes impliquées dans les actes de terrorisme, de séparatisme et d'extrémisme ; l'unification des approches pour l'adoption des mesures adéquates en cas de l'émergence des menaces à la sécurité des Etats membres de l'OCS du fait du terrorisme, séparatisme et extrémisme ; la protection mutuelle des informations à caractère confidentiel utilisé pendant le processus de la coopération ; la primauté des décisions communes sur les questions de la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme.⁸⁹⁸

Les directions principales de la coopération sont la formation d'une politique commune des Etats membres dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme ainsi

⁸⁹⁷ Id., Section II, point 2.

que la coordination internationale dans ce domaine ; l'élaboration des approches unifiées envers l'élimination des activités des organisations terroristes, séparatistes et extrémistes, notamment par la constitution d'un registre unique des organisations interdits dans les territoires des Etats membres ; la constitution d'un registre unique des personnes recherchées pour les crimes terroristes ; garantir l'inéluctabilité de la répression de terrorisme, séparatisme et extrémisme ; le renforcement du potentiel antiterroriste des Etats membres ; l'élaboration des mesures juridiques et organisationnelles afin de renforcer le contrôle frontalier et douanier ; le soutien informatique, analytique, scientifique et technique ; l'élimination des conséquences de terrorisme, séparatisme et extrémisme ainsi que la réhabilitation des personnes endommagées par ces phénomènes ; la prévention de l'accès des groupes terroristes aux armes de destruction massive ; la répression de financement de toutes formes du terrorisme ; la sécurité informatique ; la sécurité des infrastructures et transports publics ; l'interaction avec la société civile et les médias dans la perspective de la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme ; la coordination des positions au sein des forums et organisations internationaux spécialisés dans les questions de terrorisme, séparatisme et extrémisme ; le soutien aux pays tiers ; le développement des moyens techniques ; la dissémination de l'expérience ; la préparation des cadres qualifiés pour les organes compétents des Etats membres ; la formation au sein de l'opinion publique de l'opinion sur le nécessaire pour une lutte sans compromis contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme.⁸⁹⁹

(2) L'approfondissement des activités de l'OCS aux autres domaines : les bases juridiques générales et particulières

Les bases juridiques générales pour la mise en place d'une coopération, au-delà du domaine sécuritaire

Bien que la majorité des activités de l'OCS sont concentrés dans le domaine de sécurité ainsi que, relativement, dans le domaine de l'économie, les documents normatifs principaux contiennent des bases suffisantes pour une coopération régionale assez générale et substantielle. S'il existerait une volonté politique, les Etats membres peuvent initier cette coopération générale à l'aide des dispositions des documents constitutifs de l'OCS ainsi

⁸⁹⁸ Ibid., Section II, point 3.

⁸⁹⁹ Ibid., section III.

que du Traité sur le voisinage à long terme, amitié et coopération entre les Etats-membres de l'OCS, récemment conclu.

La Déclaration constitutive ainsi que la Charte de l'OCS contiennent tous les deux des provisions encourageant les Etats membres à promouvoir la coopération efficace dans les domaines politique, commercial, économique, culturel, scientifique, technique, d'éducation, énergétique, de transports ou bien écologique.⁹⁰⁰ En outre, les deux documents visent la consolidation de la volonté pour un développement commun et de la volonté d'approfondissement d'une coopération multidimensionnelle.⁹⁰¹ Notamment, la liste des objectifs de l'Organisation définis par l'art. 1 de la Charte de l'OCS est bouclé par l'objectif de la recherche commune des solutions pour les problèmes qui surviendront au 21^e siècle.⁹⁰² L'art. 3 de la Charte constate que les Etats membres peuvent élargir les domaines de la coopération à la condition de l'existence d'un accord mutuel entre les Parties.⁹⁰³

Le Traité sur le voisinage à long terme, l'amitié et la coopération entre les Etats-membres de l'OCS, conclu pendant le sommet du Conseil des chefs d'Etat de l'OCS en 2007, peut servir d'un élément de soutien additionnel pour entériner normativement l'approfondissement de la coopération régionale générale entre les Etats membres de l'OCS.⁹⁰⁴ Le Traité du 16 Aout 2007 reprend l'essentiel des éléments déjà annoncés par les articles 1, 3 de la Charte de l'OCS du 7 Juin 2002. Toutefois, les provisions du Traité sont plus nuancées, chaque objectif faisant l'objet d'un article séparé. En même temps, le Traité rajoute quelques domaines de coopération qui ne figurent pas dans la Charte. Les objectifs du Traité repris d'après la Charte de l'OCS sont, notamment, la coopération dans le cadre de l'OCS en vue de l'amélioration de la paix et de la sécurité dans le monde (art. 7), le développement intensif de la coopération afin de lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, ainsi que les différents formes de la criminalité organisée transnationale et l'immigration illégale (art. 8), la promotion de la coopération régionale économique (art. 13), les mesures de solidarité au sein des organisations et institutions financières et économiques internationales dont sont les membres les Etats participants de l'OCS (art. 14), la coopération dans le domaine des transports, des communications et de

⁹⁰⁰ Point 2 de la Déclaration sur la création de l'OCS, du 15 Juin 2001 ; Art. 1 de la Charte de l'OCS, du 7 Juin 2002.

⁹⁰¹ Point 4 de la Déclaration sur la création de l'OCS ; Les considérants de la Charte de l'OCS.

⁹⁰² Art. 1 de la Charte de l'OCS.

⁹⁰³ Id., art. 3.

⁹⁰⁴ Traité sur le voisinage à long terme, l'amitié et la coopération entre les Etats-membres de l'OCS du 16 Août 2007, Bichkek, Kirghizstan.

transit (art. 15), l'utilisation rationnelle des ressources naturelles de la région, particulièrement des ressources en eau (art. 17), le principe d'assistance mutuelle en cas des catastrophes naturelles ou à caractère technogène (art. 18), la coopération législative (art. 16), l'approfondissement des échanges dans les domaines culturel, artistique, éducation, scientifique, technologique, de santé, de tourisme, des sports (art. 19).⁹⁰⁵ Outre ces domaines, le Traité appelle les Etats membres à coopérer dans les domaines suivant : la possibilité pour un Etat d'initier des consultations au niveau de l'OCS dans le cas de l'émergence d'une situation qui mets en péril la sécurité de l'Etat en question (art. 6), la coopération entre les organes de police et judiciaires des pays membres (art. 9), la coopération au niveau des ministres de la défense (art. 10), la coopération dans le domaine de garantir le respect des droits et des libertés fondamentaux de l'être humain (art. 11), ainsi que l'obligation pour les Etats membres de reconnaître et de respecter, dans leurs territoires, les droits et les intérêts légitimes des autres pays membres (art. 12).⁹⁰⁶

La portée de la coopération régionale selon les documents normatifs de l'OCS peut donc prendre une forme assez élargie. D'une part, en vertu de la Charte de l'OCS, il est à l'OCS de s'impliquer dans la promotion de la coopération régionale générale en Asie centrale. D'autre part, le Traité sur le voisinage à long terme, l'amitié et la coopération entérine les objectifs lointains de l'OCS en encourageant les Etats de se coopérer mutuellement dans les différents domaines de la vie économique et sociale, couverts par le cadre juridique de l'OCS. Ces deux documents pourraient jouer un rôle similaire à celui du Traité sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire au sein des processus de l'EURASEC.⁹⁰⁷ Ce Traité en question avait en effet tracé les grandes étapes de l'intégration que doit réaliser l'EURASEC en tant qu'une institution d'intégration régionale. Toutefois, il existe quelques différences principales entre la Charte de l'OCS et le Traité sur le voisinage à long terme, l'amitié et la coopération, d'une part, et le Traité sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire, d'autre part. Notamment, le Traité sur l'approfondissement de l'intégration du 29 Mars 1996 avait clairement défini les étapes principales de l'intégration économique qui ont été repris plus tard par les différents traités

⁹⁰⁵ Id.

⁹⁰⁶ Ibid.

⁹⁰⁷ Traité entre la Fédération de Russie, la République Bélarusse, la République de Kazakhstan et la République Kirghize sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996, Moscou, Russie.

sur l'intégration au sein de l'Eurasec avec les dates limites de la réalisation. Tandis que les documents de l'OCS élaborent les plans de coopération sur la base des concepts assez généraux. En outre, le vocabulaire normatif de l'OCS se concentre essentiellement sur la coopération volontaire entre les pays membres. Dans cette situation, l'implémentation des aspirations de coopération ne se réalisent qu'en cas de la présence d'une volonté politique mutuelle entre les différents pays membres de l'OCS. Ainsi, la volonté de voir l'OCS devenir un instrument sérieux dans la lutte contre les phénomènes de terrorisme, séparatisme et extrémisme semble être partagé par tous les Etats participants de l'Organisation, d'une manière plus ou moins similaire. Ce qui explique la consolidation du volet sécuritaire de l'action de l'OCS par le biais de la mise en place d'un organe permanent ainsi que par l'adoption des plusieurs traités en la matière. Au contraire, il semblerait qu'il existe des divergences entre les Etats membres de l'OCS concernant l'évolution et l'approfondissement des volets outre que sécuritaire de l'Organisation, particulièrement de l'aspect économique de la coopération au sein de l'OCS. C'est pour cette raison que les documents sur la coopération économique adoptés par les organes de l'OCS n'ont pas la nature du traité et consiste des énoncés sans aucune force obligatoire tandis que les structures mise en place dans cette perspective sont essentiellement de caractère informel et non-gouvernemental.

Les efforts de renforcer la coopération dans le domaine économique

La coopération économique constitue la deuxième priorité de coopération dans le cadre de l'OCS. La Déclaration constitutive de l'OCS ainsi que la Charte de l'OCS ont érigé la coopération économique en l'une des préoccupations centrales de l'Organisation. Notamment, la Déclaration constituant l'OCS relève l'immense potentiel économique et commercial des pays membres pris ensemble et les incite à mettre en place une coopération régionale, bilatérale aussi bien multilatérale, dans les domaines économique et commercial.⁹⁰⁸ La promotion de la coopération régionale économique dans les différentes formes ainsi que la contribution à l'établissement des conditions favorables pour le commerce et les investissements afin de réaliser graduellement la libre circulation des marchandises, capitaux, services et technologies sont inclus parmi les objectifs de l'OCS,

⁹⁰⁸ Point 9 de la Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

définis par la Charte de l'OCS.⁹⁰⁹ Les aspirations de l'approfondissement de la coopération économique restent sur l'idée que « le développement économique des pays de la région et la satisfaction des besoins vitaux de leurs populations sont des garants de la stabilité et de la sécurité de l'Asie centrale et ses pays voisins ». ⁹¹⁰ Depuis la création de l'OCS, les appels à l'approfondissement de la coopération économique entre les pays membres figurent dans toutes les discussions de haut niveau des instances de l'OCS. Notamment, les déclarations issues des sommets du Conseil de chefs d'Etat, l'organe suprême de l'OCS, pointent régulièrement à la nécessité de promouvoir la coopération dans les différents domaines de la vie économique des pays. Dans la Déclaration de Saint Petersburg, les chefs d'Etat des pays membres de l'OCS annoncent ainsi que le partenariat économique est une tâche particulièrement importante de l'OCS. Ils lancent dans cette occasion le processus de négociations en vue de l'élaboration d'un Programme multilatérale de la coopération économique et commerciale.⁹¹¹ Pendant le sommet de Tachkent en 2004, en notant l'importance du développement économique pour la sécurité et la stabilité de l'Asie centrale, les chefs d'Etat ont instruit le Secrétariat à intensifier les efforts de l'établissement du Fonds de développement de l'OCS et du Conseil du commerce de l'OCS, qui devraient œuvrer pour l'approfondissement des échanges économiques au sein de l'OCS.⁹¹²

D'après la Charte de l'OCS, la supervision de la réalisation de la coopération économique incombe au Conseil des Premiers ministres de l'Organisation.⁹¹³ Dans le cadre de cette mission, le Conseil des Premiers Ministres a adopté le Mémoire sur les objectifs et directions principaux de la coopération économique régionale et sur le lancement du processus pour la création des conditions favorables dans le domaine du commerce et des investissements, le 14 Septembre 2001, à Almaty, Kazakhstan. Selon le Mémoire, les objectifs principaux du développement de la coopération économique consiste à contribuer au développement général des économies des pays membres ; l'élargissement de l'étendue des échanges commerciaux et des investissements ; la promotion de la mise en place des projet communs de production et des échanges

⁹⁰⁹ Art 3 de la Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie.

⁹¹⁰ Déclaration de Tachkent des chefs d'Etat de l'OCS, du 17 Juin 2004 ; Déclaration d'Astana des chefs d'Etat de l'OCS, du 5 Juillet 2005.

⁹¹¹ Déclaration de St.-Petersburg des chefs d'Etat de l'OCS, du 7 Juin 2002.

⁹¹² Déclaration de Tachkent des chefs d'Etat de l'OCS, du 17 Juin 2004.

⁹¹³ Art. 6 de la Charte de l'OCS, du 7 Juin 2002.

commerciaux et économiques entre les entreprises ; l'amélioration graduelle de l'environnement commercial et des investissements ; la création des conditions favorables pour la mise en place graduelle de la libre circulation des marchandises, capitaux, services et technologies ; l'harmonisation des législations nationales réglementant les activités du commerce étranger ; l'encouragement des liens directs entre les unités territoriales administratives des pays membres ; l'utilisation efficace des infrastructures des transports et des télécommunications ; le développement du commerce des services ; la promotion de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles ; la réalisation des projets dans le domaine de l'écologie ; ainsi que la création et le développement des mécanismes de réalisation de la coopération régionale économique.⁹¹⁴

Les discussions de haut niveau dans le cadre de l'OCS ont graduellement souligné les domaines essentiels prioritaires de la coopération économique au sein de l'OCS. Notamment, il s'agit de la coopération dans les domaines de l'exploration des gisements du pétrole et du gaz, de la construction des oléoducs et des gazoducs, du développement de l'industrie pétrochimique, de l'énergie hydroélectrique, de l'exploitation des minéraux naturels, des hautes technologies de l'information et des communications, des douanes, de tourisme ou de l'agriculture.⁹¹⁵ Ces domaines d'action prioritaire sont entérinés par les documents adoptés par le Conseil des chefs de gouvernement de l'OCS. Il s'agit du Mémorandum sur les objectifs et les directions principaux de la coopération économique, mentionné ci-dessus, du Programme de coopération commerciale et économique multilatérale entre les Etats-membres de l'OCS⁹¹⁶ ainsi que de l'Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la coopération et l'assistance mutuelle dans le domaine de douanes.⁹¹⁷ Le Protocole du Mémorandum du 14 Septembre 2001 a aussi institué les

⁹¹⁴ Art. 1 du Mémorandum entre les gouvernements des Etats-membres de l'OCS sur les objectives et directions principaux de la coopération économique régionale et sur le lancement du processus pour la création des conditions favorables dans le domaine du commerce et des investissements, du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan.

⁹¹⁵ Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 23 Septembre 2004, Bichkek, Kirghizstan ; Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 25 Octobre 2005, Moscou, Russie ; Déclaration de St.-Petersburg des chefs d'Etat de l'OCS, du 7 Juin 2002 ; Déclaration sur le cinquième anniversaire de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2006, Shanghai, Chine ; Déclaration de Bichkek des chefs d'Etat de l'OCS, du 16 Août 2007

⁹¹⁶ Programme de coopération commerciale et économique multilatérale entre les Etats-membres de l'OCS, confirmé par la décision n°1 du Conseil des Premiers Ministres du 23 Septembre 2003.

⁹¹⁷ Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la coopération et l'assistance mutuelle dans le domaine de douanes, du 2 Novembre 2007, Tachkent, Ouzbékistan.

réunions annuelles entre les ministères compétents pour les activités économiques et commerciaux étrangers.⁹¹⁸

Dans le cadre de l'implémentation des engagements du développement de la coopération régionale économique, plusieurs structures ont été créées ou sont en train de voir le jour. Il s'agit des organes à caractère non-gouvernemental et informel sensé construire un climat favorable à la réalisation des provisions des programmes de coopération économique.

Le Conseil du commerce de l'OCS a été institué le 14 Juin 2006, pendant le sommet anniversaire de l'OCS à Shanghai.⁹¹⁹ Le Conseil du commerce de l'OCS est une organisation non-gouvernementale qui réunit les établissements commerciaux et financiers des pays membres de l'OCS afin d'approfondir la coopération économique au sein de l'OCS.⁹²⁰ Le Conseil est le produit de l'effort des pays membres à construire « une infrastructure de communication » afin qu'elle puisse contribuer à la promotion des contacts entre les différents organes compétents et entreprises des pays membres de l'OCS.⁹²¹ Pour ce faire, le Conseil de commerce œuvre à établir des contacts directs et le dialogue entre les cercles commerciaux et financiers des pays membres et de favoriser la coopération entre eux dans les différents domaines de la vie économique et commerciale. Le Conseil de commerce est aussi chargé d'implémenter le Programme de la coopération commercial et économique multilatéral, conclu en 2003, dont l'objectif est d'atteindre vers 2020 des conditions favorables pour le commerce et les investissements afin de mettre en place la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des technologies.

Le Conseil du commerce est composé des sections nationales. La direction du Conseil est composée de trois représentants de chaque pays membre ainsi que du Secrétaire du Conseil. L'organe suprême du Conseil de commerce est la session annuelle qui est chargé des questions des relations avec les unions professionnelles des pays. La session est présidée par le dirigeant de la section national du pays qui assure la présidence annuelle de l'OCS au moment de l'organisation de la session. Les décisions de la Session

⁹¹⁸ Protocole du Mémorandum entre les gouvernements des Etats-membres de l'OCS sur les objectives et directions principaux de la coopération économique régionale et sur le lancement du processus pour la création des conditions favorables dans le domaine du commerce et des investissements, du 14 Septembre 2001.

⁹¹⁹ Voir le site du Conseil de commerce à l'adresse internet suivant : <http://bc-sco.org>

⁹²⁰ Le Statut du Conseil du commerce de l'OCS, adopté par la session annuelle du Conseil du commerce du 14 Juin 2006, Shanghai, Chine.

sont prises sur la base du principe de consensus. Les taches et directions principales du Conseil du commerce de l'OCS sont :

la promotion de la coopération régionale efficace entre les pays membre dans les domaines commercial, économique, financier, scientifique, technique, énergétique, de transports, des télécommunications, agroindustriel, etc ;

La réalisation des projets dans les différents domaines de l'économie dans les territoires des pays membres ;

aide à la recherche des financements et d'autres formes de partenariat pour les entreprises ; l'élaboration des recommandations et des propositions pour l'amélioration des conditions pour la coopération économique dans le cadre de l'OCS ;

la réalisation des échanges d'informations afin de promouvoir la coopération entre les établissements financiers et commerciaux des pays membres ;

l'élaboration des plans et de programme de coopération entre les établissements commerciaux et financiers.⁹²²

L'Association interbancaire de l'OCS a été institué par le Conseil des Premiers ministres de l'OCS le 26 Octobre 2005.⁹²³ Elle est composée des banques éminentes des pays membres. Dans le champ des objectifs de l'Association interbancaire est de favoriser la coopération financière et d'accumuler des ressources financières afin de soutenir les différents projets économiques dans le cadre de l'OCS.⁹²⁴ Le 16 Aout 2007, l'Association a conclu un accord sur la coopération avec le Conseil du commerce de l'OCS.⁹²⁵ L'Association interbancaire a aussi signé un Mémoire d'entente sur les principes des relations de partenariat avec la Banque Eurasienne du Développement, le 28 Aout 2008.⁹²⁶

Il a été annoncé aussi la création de deux structures économiques au sein de l'OCS : le Fond de développement de l'OCS et le Club énergétique de l'OCS. L'idée d'un fond de développement de l'OCS a été proposée par la Chine durant le sommet de 2004 à Tachkent. La Chine avait notamment engagé à fournir un crédit de près d'un milliard de dollars US dans le cadre de la coopération économique de l'OCS. A ce jour, le projet du Fond de développement est en cours de l'élaboration.⁹²⁷ L'idée du Club énergétique de l'OCS a été lancée en 2005 à Tachkent. Inspirée par le fait que l'OCS englobe les pays qui

⁹²¹ Le Conseil du commerce de l'OCS: un nouveau niveau informel de la coopération, 26 Juin 2008 <http://www.sectscsco.org/RU/show.asp?id=43>

⁹²² Le Statut du Conseil du commerce de l'OCS.

⁹²³ Le fiche d'information sur l'Association interbancaire sur le site internet de l'OCS : <http://www.sectscsco.org/RU/show.asp?id=61>

⁹²⁴ "L'association interbancaire de l'OCS: le pont financier entre l'Europe et l'Asie", Le Quotidien du Peuple, l'édition du 12 Juin 2006, <http://russian.peopledaily.com.cn/31521/4464456.html>

⁹²⁵ Le Conseil du commerce de l'OCS, <http://bc-sco.org/?level=2&lng=ru>

⁹²⁶ "La Banque Eurasienne du développement et l'Association interbancaire de l'OCS ont signé le Mémoire d'entente sur les principes des relations de partenariat", Kazakhstan Today, l'édition du 28 Août 2008, disponible sur le site de la Banque eurasiennne du développement : <http://www.eabr.org>

⁹²⁷ Le site du Premier ministre de la Russie, 12 Octobre 2009, <http://www.premier.gov.ru/visits/world/7889/info/8187/>

possède un immense potentiel énergétique, l'idée du Club énergétique consiste à créer une plateforme régulière au sein de laquelle les pays membres pourraient discuter de la stratégie énergétique de l'OCS et de la réalisation jointe des projets dans les différents domaines de l'énergie. Toutefois, la réalisation pratique du projet n'as pas encore vu le jour à part les conférences et les discussions sur le sujet. Dernièrement, la section russe du Conseil du commerce l'OCS a organisé une conférence sur « la coopération nucléaire dans l'espace de l'OCS » à Moscou.⁹²⁸

Deux autres projets de l'OCS qui sont élaborés dans le cadre général de la coopération régionale économique méritent d'être mentionnés. Il s'agit du Forum de l'OCS et de l'Université de l'OCS. Le Forum de l'OCS a commencé ses activités le 22 Mai 2006 à Moscou.⁹²⁹ La première réunion du Forum a été attendue par les centres de recherche nationaux des pays membres de l'Organisation ainsi que par le Secrétariat de l'OCS. Le forum représente un mécanisme de consultations multilatérales à caractère non-gouvernemental et public. Les objectifs du Forum de l'OCS est de fournir l'assistance scientifique aux activités de l'OCS, de réaliser des études conjoints sur les questions actuelles sur ainsi que d'élaborer les concepts et les principes des activités de l'Organisation, de promouvoir la coopération et les interactions entre les établissements de recherche et des experts dans les domaines de la politique, la sécurité, l'économie, l'écologie, les nouvelles technologies, les humanités, etc. Le Forum est appelé à devenir un mécanisme informel des expertises pour l'OCS. Cinq réunions de Forum ont été organisé à Moscou (2006), Astana (2007), Beijing (2008), Tcholpon-Ata (2009), Douchanbé (2010).

L'Université de l'OCS sera composée, quant à elle, d'un réseau des programmes spéciaux (les niveaux Licence, Master, Doctorat) situés dans les Universités sélectionnés des pays membres. Comme les cinq premières directions d'enseignement ont été choisi le régionalisme, les technologies de l'information, l'écologie, les nanotechnologies et l'énergétique. L'Université va former des cadres aussi bien pour l'OCS que pour les institutions et les entreprises intéressées par la coopération avec l'OCS. L'une des conditions de l'enseignement à l'Université de l'OCS est l'obligation d'apprendre les langues officielles de l'OCS qui sont le chinois et le russe. Les étudiants peuvent passer

⁹²⁸ Sinitsyna, T., "Le Conseil du commerce de l'OCS a ouvert les portes du Club énergétique", 12 Avril 2010, <http://www.infoshos.ru/ru/?idn=5667>

⁹²⁹ Le portal du Forum de l'OCS : <http://www.mgimo.ru/sco/index.phtml>

une partie de l'éducation dans son pays et une autre dans l'un des pays participants de l'Université de l'OCS.⁹³⁰

*(3) Les enjeux de l'approfondissement de la coopération régionale
générale dans le cadre de l'OCS*

Les divergences entre les pays participants concernant l'évolution de l'OCS vers une organisation partielle générale pour l'Asie centrale

Essentiellement, ces divergences sont dues aux positions de deux Etats membres les plus influents de l'OCS qui sont la Chine et la Russie. Dans son analyse du bilan de la présidence russe de l'OCS en 2009, Aleksandr Lukin, l'un des commentateurs influents sur l'OCS, a relevé plusieurs contradictions entre les positions chinoise et russe concernant l'approfondissement du volet économique de la coopération régionale dans le cadre de l'OCS.⁹³¹ Il lie notamment l'absence de la création du Fonds de développement de l'OCS à ces contradictions.

Sur le plan formel, la Russie avait émis des réserves concernant les modes de financement du Fonds de développement de l'OCS, proposé par la Chine en 2004. Selon la Russie, le Fonds de développement, désigné en tant qu'une structure non-gouvernementale, ne doit pas être attribué des ressources budgétaires des Etats membres. Cette différence de position a empêché la création du Fonds de développement, les Parties étant toujours impliquées dans les négociations sur le mode de financement pertinent en Octobre 2009.⁹³² En outre, selon la position des organes compétents pour l'activité économique et commerciale de la Russie, l'OCS ne doit pas se préoccuper de la réalisation des projets multilatéraux. L'action de l'OCS doit se concentrer sur l'élaboration des bases juridiques de la coopération entre les pays membres, l'unification et l'harmonisation des législations douanières, bancaires et autres mesures qui favoriseraient la croissance générale des activités économiques dans l'espace de l'OCS. Quant aux documents sur la

⁹³⁰Badmaev, V., Starunskiï, A., "Universitet ChOS : vazhnyiï etap perexoda k ekonomiku znaniï (L'Université de l'OCS: un étape important dans la transition à l'économie des savoirs)", 6 Mai 2009, <http://bc-sco.org/?level=8&id=28&lng=ru>; Lukin, A., "ChOS: itogi rossiïskogo predsdatel'stva (l'OCS: le bilan de la présidence de la Russie)", Le portal des experts de MGIMO, 16 Octobre 2009, <http://www.mgimo.ru/news/experts/document123674.phtml>

⁹³¹Lukin, A., "ChOS: itogi rossiïskogo predsdatel'stva (l'OCS: le bilan de la présidence de la Russie)", Le portal des experts de MGIMO, 16 Octobre 2009, <http://www.mgimo.ru/news/experts/document123674.phtml>

⁹³² « Le fonds du développement de l'OCS », le Site d'information du Premier ministre de la Russie, 12 Octobre 2009, <http://www.premier.gov.ru/visits/world/7889/info/8187/>

coopération multilatérale, comme le Programme de coopération commerciale et économique multilatérale entre les Etats-membres de l'OCS adopté en 2003, la Partie russe explique leur adoption par l'optimisme qui régnait pendant la période initiale de l'OCS et milite pour leur révision. En outre, la réserve de la Russie s'expliquerait par les dangers politiques et sociaux qu'entraînerait une ouverture précipitée des marchés de l'Asie centrale. Tandis que la Chine veut accélérer avec la réalisation des projets multilatéraux dans la région centrasiatique et souhaite activer les efforts en vue de créer la zone de libre-échange économique entre les pays membres de l'OCS.⁹³³

Sur le plan substantiel, l'attitude réservée de la Russie concernant l'évolution de l'OCS vers une organisation régionale générale s'explique par deux raisons principales. La première raison est due à l'existence des autres organisations régionales qui ont également l'ambition de devenir l'organisation régionale principale pour la région de l'Asie centrale. Il s'agit de la Communauté Economique Eurasiennne et de l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective, toutes les deux étant les organisations créées sous l'égide de la Russie. Aleksandr Lukin note effectivement les reproches des représentants de la Chine qui explique l'approche passive de la Russie envers le volet économique de l'OCS par la volonté russe de promouvoir l'EURASEC comme l'instrument principale de l'intégration économique en Asie centrale.⁹³⁴ La deuxième raison, plus générale, est liée à l'approche géopolitique et qui voit la Russie et la Chine comme les concurrents pour prédominer dans la région de l'Asie centrale. Or, l'approfondissement de la coopération économique en Asie centrale dans le cadre de l'OCS créerait des conditions propices pour la domination économique de la Chine dans la région au détriment des intérêts russes.⁹³⁵

Si les divergences entre la Chine et la Russie concernant l'approfondissement de l'action de l'OCS dans les domaines économiques et sociaux persistent, l'évolution de l'OCS pourrait prendre l'une des possibilités suivantes.

- a) Les divergences et les contradictions au sein de l'OCS pourraient créer les difficultés insurmontables dans la voie de l'approfondissement de l'Organisation et cette dernière pourrait répéter le destin des autres organisations régionales post-

⁹³³ Lukin, A., "ChOS: itogi rossiïskogo predsdatel'stva (l'OCS: le bilan de la présidence de la Russie)", op.cit.

⁹³⁴ Id.

⁹³⁵ Ibid. Sur la question de l'association de l'OCS avec la Chine et les réticences de la Russie sur ce sujet, v. Partie I, Titre 2, Ch. 2, Section 2 de notre travail.

soviétiques telle la CEI ou l'OCCA. Il faut noter que la raison principale dans l'échec de ces organisations a été la présence des divergences sérieuses concernant les modes d'action et le caractère de l'organisation. Toutefois, les activités de l'OCS dans certains domaines sont appréciées par ses Etats fondateurs, ce qui laisserait plus de chances à l'OCS de continuer à chercher des possibles voie de l'évolution.

- b) L'OCS surmontera les divergences et s'acheminera vers devenir l'organisation régionale générale en Asie centrale, soit par la conclusion de compromis entre tous ses membres, notamment, la Russie et la Chine, soit par le biais de l'établissement de la prédominance de la Chine.
- c) L'Organisation restera une organisation régionale dont le champ d'action sera limité aux quelques domaines bien définis, tel la sécurité régionale. En même temps, l'OCS pourrait consolider son statut de l'organisation de la solidarité internationale.

Par l'organisation de la solidarité internationale, nous entendons les activités extraverties de l'organisation internationale qui soude les positions de ses Etats membres sur la scène internationale ainsi que protège et promeut leurs intérêts et, surtout, leurs positions vis-à-vis les autres pays et les instances internationales.⁹³⁶ Actuellement, l'ensemble des pays membres de l'OCS couvrent trois cinquième du territoire de l'Eurasie et près d'un quart de la population mondiale (ce chiffre s'élève à près de la moitié de la population mondiale si on y rajoute les populations des pays observateurs de l'OCS) dont deux pays sont des puissances nucléaires ayant des sièges permanents au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le soutien d'une telle organisation internationale sur la scène internationale et la légitimité que ce soutien peut conférer ne peuvent être sous-estimés. En

⁹³⁶En effet, l'OCS s'est fait connaître par ses interventions sur la scène internationale pour la défense des positions politiques de ses Etats membres. Il s'agit, notamment, l'intervention de l'OCS pour fournir une légitimité internationale aux actions de l'Ouzbékistan en 2005. En Mai 2005, les événements d'Andijan ont eu lieu en Ouzbékistan. Pendant ces événements, l'action d'un groupe armé ayant enclenché une manifestation populaire, le gouvernement ouzbek avait décidé de réprimer, d'une manière violente, ces manifestations publiques. Plusieurs centaines de personnes y ont perdu leur vie. Suite à cet événement, le gouvernement ouzbek a fait l'objet des critiques de la communauté internationale ainsi que des sanctions de la part de l'Union Européenne. Dans cette situation, les organisations régionales post-soviétiques, l'EURASEC et l'OCS ont pris la défense du gouvernement ouzbek et elles ont trouvé les mesures du gouvernement justifié. Notamment, la plateforme de l'OCS avait servi pour montrer la solidarité internationale envers l'Ouzbékistan. En outre, c'était pendant le sommet des chefs d'Etat de l'OCS que les pays de l'Asie centrale avaient réclamé aux Etats occidentaux de fermer leurs bases militaires qui sont situées sur les territoires des pays centrasiatiques.

effet, c'est cet aspect défensif de l'OCS est en train de jouer un rôle important dans le débat sur l'élargissement de l'Organisation.

B Les enjeux et les conditions de l'élargissement de l'OCS

Ignorée pendant les premières années de son existence, l'OCS est suivie de près par les acteurs étrangers. Depuis quelques années, la question de l'élargissement de l'OCS est discutée activement. Ce possible élargissement englobe des enjeux internationaux à grande échelle (1). En face d'un tel intérêt de la part des Etats extérieurs, l'OCS s'efforce de mettre en place des critères formels de l'adhésion (2).

(1) Les aspects attractifs de l'OCS

En matière de l'élargissement, l'OCS suscite surtout l'intérêt pour son élément de solidarité internationale ainsi que les opportunités qu'elle offre en tant qu'une organisation internationale imposante dans le continent asiatique.

La solidarité internationale dans les textes juridiques de l'OCS

Les textes juridiques de l'OCS englobent plusieurs mesures pour l'harmonisation de certains aspects de la politique étrangère de ses Etats membres. Il s'y trouve aussi les dispositions qui peuvent être caractérisées de défensives, et d'une importance pour les pays membres qui subissent les pressions exogènes. Le point 10 de la Déclaration sur la création de l'OCS ainsi que l'article 1 de la Charte de l'OCS annoncent les grandes lignes de la solidarité internationale envisagée par l'Organisation. Le point 10 de ladite Déclaration se lit ainsi : « les pays membres de l'OCS renforcent le mécanisme des consultations et coordonnent leurs activités dans le domaine de la sécurité régionale et de la problématique internationale ; ils se montrent un soutien mutuel et mettent en place une coopération étroite sur les questions régionales et internationales les plus importantes ; ils contribuent à la consolidation de la paix et de la stabilité dans la région ainsi que dans le monde entier, en tenant compte du fait que le maintien de l'équilibre et de la stabilité stratégique globale

est d'une importance particulière ». ⁹³⁷ L'article 1 de la Charte de l'OCS inclut parmi les objectifs de l'Organisation, « le développement d'une coopération multidimensionnelle afin de maintenir et consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans région ainsi que de contribuer à la construction d'un nouvel ordre international politique et économique à nature plus démocratique, juste et rationnelle ». ⁹³⁸ Cette démarche de solidarité est d'ailleurs entérinée dans le code de conduite que l'OCS veut promouvoir au niveau régional et international. Appelée « l'esprit de Shanghai », il s'appuie sur les principes de confiance réciproque, de bénéfice mutuel, d'égalité, de consultations réciproques, de respect à la pluralité culturelle et d'aspiration au développement commun. ⁹³⁹

Ces deux dispositions renferment en effet le caractère défensif de l'OCS dans ses activités internationales. D'abord, l'Organisation érige l'équilibre et la stabilité stratégique en l'une des conditions essentielles pour maintenir la paix et la sécurité régionale et internationale. En outre, les pays membres de l'OCS appellent à faire de la reconnaissance et du respect de la diversité culturelle et civilisationnelle du monde l'un des principes essentiels de la gouvernance internationale. ⁹⁴⁰ Dans un contexte de la globalisation et des changements rapides dans la région post-soviétique, l'invocation de la nécessité de l'équilibre et de la stabilité pourrait être qualifiée d'une démarche défensive. De plus, la plupart des pays post-soviétiques voient dans les problèmes de transition qu'ils rencontrent les influences des acteurs étrangers. ⁹⁴¹ L'exigence de la prise en compte des spécificités culturelles des pays est en effet souvent utilisée pour la justification de certains agissements des pays face à la critique provenant de la communauté internationale. Ensuite, l'Organisation avance ses ambitions internationales qui sont dirigées vers la construction d'un nouvel ordre international qui serait d'une nature plus démocratique, juste et rationnelle que l'ordre international actuel. Notamment, l'avènement d'un nouvel ordre international devrait passer par la construction d'une nouvelle architecture de la

⁹³⁷ Point 10 de la Déclaration sur la création de l'OCS, du 15 Juin 2001.

⁹³⁸ Art. 1 de la Charte de l'OCS du 7 Juin 2002.

⁹³⁹ Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001. point 4.

⁹⁴⁰ Voir la partie préliminaire du Traité sur le voisinage à long terme, l'amitié et la coopération entre les Etats-membres de l'OCS du 16 Août 2007.

⁹⁴¹ Cette position est illustrée d'une manière plus explicite dans la Déclaration des chefs d'Etat des pays membres de l'OCS du 5 Juillet 2005 qui annoncent notamment que « dans les conditions du processus controversé de la globalisation, le maintien de la paix et de la sécurité globale est conditionné par la mise en place d'une coopération multilatérale basé sur les principes de l'égalité en droits et du respect mutuel, de la non interférence dans les affaires intérieures des Etats souverains, de la présence de la logique non-confrontationnelle, du mouvement constant vers la démocratisation des relations internationales... », La Déclaration d'Astana des chefs d'Etat de l'OCS, du 5 Juillet 2005.

sécurité globale qui doit être basée sur l'égalité, le respect mutuel, la confiance et le bénéfice mutuels ainsi que le renoncement à diviser le monde selon la logique des blocs.⁹⁴² Ce souci de démocratisation et de respect de diversité est compris en fait comme la protection de ses Etats membres vis-à-vis les critiques internationales qui leur sont adressées dans les domaines de gouvernance politique et économique, notamment. Ce démarche défensif attire les pays de la région asiatique qui croient nécessaire de restreindre les agissements géostratégiques de certains acteurs influents de la politique internationale tel les Etats-Unis dans la région ainsi que les pays qui appellent à la réforme des institutions de gouvernance internationale actuelles, qui représentent pour eux des vestiges de la période où c'était essentiellement les pays occidentaux qui définissaient les règles du jeu.

Les opportunités offertes par le potentiel énorme de l'OCS

En outre, les opportunités de participation au sein d'un groupement interétatique qui s'étend à près de 30,189 millions km² constituant 3/5^e du continent eurasiatique et avec une population dépassant la barre d'1,5 milliards ne peuvent être négligés. Surtout, dans le cas de la réalisation du potentiel de la coopération économique que l'OCS représente, les avantages de la qualité de membre de l'OCS peuvent être très élevés. Naturellement, plusieurs pays du continent eurasiatique ont déjà fait part de leur volonté d'adhésion à l'OCS. Notamment, il s'agit des pays comme la Biélorussie, l'Inde, l'Iran ou le Pakistan. Tout particulièrement, la Biélorussie et l'Iran ont fait part d'une volonté active. L'effort de l'Iran est surtout expliqué par la situation géopolitique et géostratégique qui s'est formée autour de ce pays depuis quelques années. La crainte de l'explosion de cette situation internationale et ses conséquences négatives sur le pays, pousse l'Iran à explorer les avantages défensifs au niveau international. La démarche de la Biélorussie en vue d'une adhésion à l'OCS s'explique aussi bien par le souhait de bénéficier des avantages de la coopération économique au niveau de l'OCS que par la volonté des dirigeants de ce pays d'équilibrer l'influence de la Russie par le biais de développer des relations politiques poussées avec la Chine.

(2) Les modalités d'adhésion et de la coopération avec l'OCS

⁹⁴² Id.

Deux niveaux d'implication avec l'OCS sans y adhérer

Le statut du pays observateur

Les modalités de l'obtention du statut du pays observateur par le Règlement du 16 Juin 2004.⁹⁴³ La décision sur l'octroi du statut d'observateur est prise par le Conseil des chefs d'Etat sur la recommandation du Conseil des ministres des affaires étrangères. Le pays observateur a droit d'assister aux réunions ouvertes du Conseil des ministres des affaires étrangères et des réunions des ministères et départements spécialisés des Etats membres. En ce qui concerne les réunions du Conseil des chefs d'Etat, le pays observateur doit recevoir une invitation officielle pour y participer.

Actuellement, l'Inde, l'Iran, la Mongolie et le Pakistan sont des pays observateurs au sein de l'OCS.

Le statut du partenaire pour le dialogue de l'OCS

La catégorie du pays partenaire de l'OCS a été instituée en 2008.⁹⁴⁴ Le Statut du partenaire est octroyé aux pays ou aux organisations, qui adhèrent aux principes de l'OCS et veulent établir un partenariat égalitaire mutuellement bénéfique. Le pays ou l'organisation souhaitant obtenir le statut de partenaire doit adresser sa demande au Secrétaire générale en y précisant les domaines de coopération désirés. La décision sur l'octroi du statut est adoptée par le Conseil des chefs d'Etat, sur la recommandation du Conseil des ministres des affaires étrangères. Le statut de partenaire est formalisé par la conclusion d'un Mémoire sur l'octroi du statut de partenaire à l'Etat ou l'organisation en question. Le Mémoire précise les domaines dans lesquels le partenariat entre l'OCS et l'Etat ou l'organisation sera élaboré.

Le Partenaire aura droit à participer dans les réunions des dirigeants des ministères ou départements spécialisés de l'OCS, responsables pour les domaines précisés dans le Mémoire ; les réunions des groupes de travail, des commissions des hauts responsables ou des autres structures créées pour développer la coopération dans les domaines de partenariat; les réunions scientifiques et des experts (forums, conférences, séminaires) ainsi qu'aux événements culturels, sportifs, etc qui ont rapport avec les domaines de partenariat.

⁹⁴³ Le Règlement sur le Statut d'Observateur au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 16 Juin 2004.

⁹⁴⁴ Le Règlement sur le statut de Partenaire pour le dialogue de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 28 Août 2008.

Eventuellement, les réunions dans le format de "pays membres de l'OCS + le pays partenaire" peuvent être organisées aux niveaux des ministres ou des autres responsables. Le Partenaire aura droit aussi d'accéder aux documents de type ouvert élaboré pendant les réunions auxquelles il a droit d'assister.

A ce jour, la Biélorussie et le Sri Lanka sont officiellement désignés comme des partenaires pour le dialogue de l'OCS.

Les critères formels de l'adhésion

Les demandes d'adhésion venant des pays comme l'Iran, l'Inde ou le Pakistan ont été accueilli avec l'appréhension de la part de l'OCS. Plusieurs éléments justifient ces appréhensions. Notamment, l'importation des relations conflictuelles entre l'Inde et le Pakistan au sein de l'OCS peut sérieusement entamer son efficacité. Une telle adhésion pourrait aussi modifier, quitte à déstabiliser, l'équilibre institutionnel au sein de l'OCS qui est basée sur les relations entre la Chine et la Russie, d'une part, ainsi que les relations entre la Chine/la Russie et les pays centrasiatiques, d'autre part. L'inclusion de l'Iran pourrait être considérée comme relevant d'une logique ouverte de confrontation avec les institutions universelles et certains pays de la société internationale, l'Iran faisant l'objet des sanctions de l'ONU et de certains pays individuels. Ces préoccupations ont poussé l'OCS à adopter une approche prudente et restrictive dans sa politique de l'élargissement.

Consciente de la nécessité d'équilibrer entre son esprit de solidarité et sa volonté d'ouverture et d'intégration à la communauté internationale, l'OCS essaie d'élaborer des critères formels d'adhésion ainsi que les modalités alternatives des échanges avec les pays intéressés par le cadre de l'OCS. Pendant le dernier sommet du Conseil des chefs d'Etat, à Tachkent, l'OCS a finalement adopté le Règlement sur les modalités de l'acceptation des nouveaux membres au sein de l'OCS. Selon les rapports des médias, le nouveau texte juridique s'appuie sur une approche assez conservatrice et témoigne de la volonté de ses Etats membres de maintenir le nombre actuel des membres temporairement. Ainsi, les critères pour un Etat d'adhérer à l'OCS sont suivants :

- Le pays candidat doit appartenir au continent euro-asiatique ;
- Le candidat doit entretenir des relations diplomatiques avec tous les Etats membres actuels de l'OCS ;
- Le candidat doit être titulaire du statut du pays observateur ou du partenaire pour le dialogue de l'OCS ;

- Le pays candidat doit avoir des relations économiques, commerciales et humanitaires actives et substantielles avec les pays membres de l'OCS ;
- Le pays candidat ne doit pas faire l'objet des sanctions de l'ONU ;
- Le pays candidat ne doit pas être en situation de conflit armée avec les autres pays.

Conclusions Titre 1 :

L'OCCA, l'EURASEC et l'OCS ont été désignées chacune comme des organisations régionales, fondées sur les solidarités particulières liant leurs participants. Cependant, elles étaient dotées d'une manière inégale des ressources structurelles. Notamment, l'OCCA se distinguait par la faiblesse de ses structures et de son cadre normatif. Par la suite, elles ont pris les cheminements différents. La décomposition des solidarités particulières et l'impossibilité de surmonter les divergences entre les pays membres de l'OCCA ont été les raisons principales derrière l'érosion et la dégradation constante de l'Organisation pendant sa courte existence. Eventuellement, les Etats membres ont retiré leur soutien à l'OCCA et elle a été fusionnée avec l'EURASEC en 2005.

Quant à l'EURASEC et l'OCS, ces organisations ont pris des mesures particulières afin de consolider leurs structures et cadres normatifs, d'élargir et approfondir leurs champs d'activités et leur position d'organisation régionale pour l'Asie centrale. Elles prennent soin aussi d'élaborer et de consolider leurs identités régionales respectives. Du fait de leur jeunesse mais, surtout, de leur environnement dynamique, les questions de l'élargissement des organisations régionales post-soviétiques obéissent plutôt aux logiques géostratégiques et géopolitiques. Par conséquent, elles sont conscientes de la nécessité de prendre les précautions à prendre en matière de l'élargissement. Car, l'intégration des nouveaux pays selon la logique géopolitique pourrait déstabiliser le fonctionnement des organisations et d'entâcher leur cohérence.

Titre2 La nature des organisations régionales centrasiatiques et leur positionnement au sein de la société internationale

Dans ce dernier titre de notre travail, nous allons tout d'abord élaborer sur les finalités des organisations régionales post-soviétiques. Pour s'interroger sur ce sujet, nous allons nous appuyer sur la notion de fonction des organisations internationales. Elaborée par Michel Virally, une analyse centrée sur la notion de fonction permet de relever les finalités des organisations internationales ainsi qu'opérer une classification de ces organisations (Chapitre 1).

Ensuite, nous allons essayer de situer les organisations régionales post-soviétiques en rapport avec la société internationale. Notamment, les rapports de ces organisations avec le monde extérieur seront considérés. La partie se terminera avec les élaborations sur les possibilités de l'émergence d'un droit régional post-soviétique particulier (Chapitre 2).

Chapitre1. La nature des organisations régionales post-soviétiques

Dans ce chapitre, nous allons d'abord présenter un cadre analytique, fondée sur l'approche fonctionnelle élaborée par Michel Virally, permettant relever les fonctions et les caractéristiques principales des organisations internationales (Section 1). Ensuite, nous allons opérer un travail de clarification des finalités des organisations régionales post-soviétiques ainsi qu'un effort de classification de ces institutions (Section 2).

Section1 L'analyse fonctionnelle des organisations internationales

Michel Virally a opté pour une approche fonctionnelle au phénomène de l'organisation internationale pour son importance existentielle et structurelle. Car, les organisations internationales sont créées par les Etats afin de réaliser des objectifs concrets qui découlent des besoins de ces derniers. L'élément de la finalité occupe un rôle centrale dans l'élaboration de l'analyse fonctionnelle des organisations internationales (§1). La

prise de conscience de l'importance de la finalité au sein du phénomène institutionnel permet de présenter une typologie fonctionnelle des organisations internationales (§2).

§1 Les finalités fonctionnelles des organisations internationales

L'expansion et la consolidation du phénomène de l'organisation internationale fait naître le besoin pour des outils théoriques qui permettraient une meilleure compréhension du phénomène. Parmi les différents cadres théoriques et méthodologiques conçus à cet effet, l'analyse fonctionnelle élaborée par Michel Virally continue de susciter l'intérêt. Basée sur la notion de fonction, l'intérêt de cette méthodologie réside dans le fait qu'elle s'efforce à mettre en exergue le concept central du phénomène de l'organisation internationale ainsi que dans son souci de dialogue avec les autres disciplines des sciences sociales(A). Cette approche est fondée sur la distinction fondamentale entre les finalités de coopération et d'intégration (B).

A La notion de fonction comme un concept central de l'analyse des organisations internationales

La préférence fonctionnelle pour l'analyse de l'organisation internationale chez M. Virally est déjà nettement accentuée dans son ouvrage classique sur «L'Organisation mondiale» publié en 1972. L'auteur y érige la nature fonctionnelle de l'organisation internationale en son caractère principal : « La raison d'être d'une organisation internationale, comme de toute institution, est fonctionnelle. C'est la volonté, chez ses fondateurs, de disposer d'un instrument propre à la poursuite d'objectifs définis qui explique la création d'une organisation internationale. C'est la nature des activités nécessaires à la réalisation de cette fonction qui détermine la structure organique dont cette organisation est dotée par son acte constitutif ».⁹⁴⁵

Plus tard, Virally a continué ses réflexions en s'efforçant de développer une théorie de l'organisation internationale centrée sur la notion de fonction, notamment dans les articles sur « La notion de fonction dans la théorie de l'organisation internationale » et

⁹⁴⁵ M. Virally, *L'Organisation Mondiale*, Armand Colin, 1972, p. 26.

« Définition et classification : Approche juridique ». ⁹⁴⁶ L'élément important justifiant l'intérêt de la notion de fonction pour Michel Virally résidait dans les parallèles entre le phénomène de l'organisation internationale et le phénomène de l'Etat que la notion permettait d'établir. ⁹⁴⁷ Le premier parallèle résidait dans la nature complémentaire et additionnelle des activités de l'organisation internationale par rapport à celles de l'Etat ainsi que le besoin continu pour la première de justifier son existence par la réalisation des missions qui lui sont confiées par les Etats tandis que ces derniers ne sont plus dans l'obligation de justifier leur existence et leur emprise sur la société. Ici, la « finalité fonctionnelle » ou la « valeur instrumentale » de l'organisation internationale est contrastée à la « finalité intégrée » de l'Etat. En outre, la multiplicité et la diversité au sein du phénomène de l'organisation internationale contraste avec la « relative unité de style de l'Etat » dans le monde. Ces différences entre l'organisation internationale et l'Etat poussent Virally à opter pour la fonction comme la notion principale dans l'analyse de l'organisation internationale tandis que dans le cas de l'Etat, la notion de fonction, bien que présente, est secondaire par rapport à celle de pouvoir. Car, pour lui, la notion de fonction permet à la fois, de déterminer le rôle de chaque organisation par rapport à ses Etats membres et d'expliquer la variété des organisations existantes. ⁹⁴⁸

Dans son démarche, M. Virally a été guidé par un souci d'intégrer dans son analyse juridique les éléments d'analyse élaborés par les autres disciplines voisines car l'organisation internationale est « un phénomène social inscrit dans son histoire qui lui est propre au sein de l'histoire générale des rapports internationaux ». La prise de conscience de ce caractère du phénomène appelle à porter attention à la réalité sociologique, historique ou politique entourant l'objet de son étude. Or, la notion de fonction, utilisée dans la théorie de l'Etat ou chez les sociologues ou politologues, permet aux juristes de proposer

⁹⁴⁶ Les deux articles sont inclus dans M. Virally, *Le droit international en devenir*, PUF, 1990. Voir, aussi, M. Virally, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », in *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, pp. 147-165.

⁹⁴⁷ L'auteur a pris le soin de différencier son approche fonctionnelle des théories fonctionnelles de l'intégration, élaborées notamment par Ernst Haas. Si ces derniers voient dans la notion de fonction est toujours associée avec l'intégration. Michel Virally distingue entre la fonction de coopération et la fonction d'intégration. Voir, « Définition et classification : approche juridique », in M. Virally, *Le Droit international en devenir*, Paris, PUF, 1990, p. 230.

⁹⁴⁸ « La notion de fonction dans la théorie de l'Organisation internationale », in M. Virally, *Le droit international en devenir*, op.cit., p. 273.

des « schémas utilisables par les autres disciplines intéressées par le même objet d'étude, ou tout au moins, adaptable à leur besoins propres ».⁹⁴⁹

B La finalité : l'élément central de l'analyse fonctionnelle

De la perspective juridique, Virally définit la fonction comme « une activité spécifique orientée vers une finalité déterminée et extérieure à celui qui en est chargé ».⁹⁵⁰ Elle est composée de trois éléments essentiels : l'objet de la fonction, sa finalité et le sujet qui en est chargé. Parmi ces éléments, l'auteur souligne tout particulièrement l'importance fondamentale de la *finalité*, car c'est la finalité - ou les objectifs et les buts - qui confèrent le dynamisme à la fonction.⁹⁵¹ Elle constitue la raison de la création de l'organisation

⁹⁴⁹ Id. pp. 271-272. L'œuvre de Michel Virally continue de susciter l'intérêt des chercheurs et des spécialistes de nos jours. Henry Schermers et Niels Blokker, dans leur ouvrage classique sur le droit institutionnel international, soulignent la pertinence du cadre théorique de Virally pour les recherches futures sur le phénomène de l'organisation internationale. Voir, H. Schermers et N. Blokker, *International institutional law*, pp. 10-13. ; J. Klabbbers, *Introduction to international institutional law*, p. 6. Particulièrement, Pieter Bekker s'est largement appuyé sur la notion de fonction élaborée par Michel Virally dans son ouvrage sur « The Legal Position of Intergovernmental Organizations : A functional necessity analysis of their legal status and immunities ». Dans l'étude en question, l'auteur propose une théorie de la *functional necessity* selon laquelle « An international organization shall be entitled to (no more than) what is strictly necessary for the exercise of its functions in the fulfilment of its purposes ». Dans l'analyse de Pieter Bekker, l'attribution du statut juridique et des immunités aux organisations internationales est nécessaire pour permettre à ces entités de réaliser des missions qui leur sont conférés par les Etats fondateurs. En même temps, l'étendue de leurs immunités sont déterminées par la portée de la mission pour laquelle elles sont mise en place. Voir, P. Bekker, *The legal position of intergovernmental organizations: a functional necessity analysis of their legal status and immunities*, Martinus Nijhoff Publishers, 1994. Pour la critique de la théorie de la *functional necessity*, voir J. Klabbbers, op.cit., pp. 36-39. Pour l'usage du cadre théorique de Michel Virally dans un article comparatif sur l'UE et l'ASEAN, voir Henry, L, « The ASEAN Way and Community Integration: Two Different Models of Regionalism », *European Law Journal*, Vol. 13, No. 6, November 2007, pp. 857-879.

⁹⁵⁰ M. Virally, « La notion de fonction », op.cit., p. 274.

⁹⁵¹ Le souci de dialogue interdisciplinaire derrière le choix de l'analyse fonctionnelle a été auparavant souligné. L'accent particulier, parmi les éléments composants de la notion de fonction, sur la finalité permet d'ailleurs d'approfondir les efforts dans cette direction. Notamment, les analyses juridiques d'une perspective de la finalité fonctionnelle pourraient être d'intérêt, ou au moins, revêtues de familiarité, aux représentants des études de régionalisme, travaillant sur les questions de régionalisme dans la politique internationale. La consultation du « Vocabulaire technique et critique de la philosophie » d'André Lalande permet de mieux illustrer ces propos. Dans ledit ouvrage, le mot « Fin » est décrit comme le synonyme de 'Telos' et dérive de « Finis », en latin, qui signifie borne ou limite ; parmi ses sens se trouvent ainsi 1) la cessation, le terme ou le point où l'on s'arrête ; 2) l'achèvement, et par suite la perfection de ce qu'on voulait réaliser ; 3) la chose même qu'on veut réaliser, le but ; 4) l'idée du but, l'intention ; 5) le sens dans lequel une tendance est dirigée ; 6) la destinée ou la destination d'un être. Plus loin, la « finalité » est décrit comme « le processus dont nous avons un exemple dans l'activité consciente de l'homme qui conçoit une chose future comme possible et dépendant de lui, qui y tend par le désir et la volonté, et s'efforce de la réaliser ». Voir, A. Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, PUF, Quadrige, 2002.

Dans cette perspective, étudier la finalité de l'organisation internationale pourrait se rapporter aussi à l'étude des processus par lesquels l'organisation s'efforce à atteindre un but qu'elle et ses fondateurs conçoivent comme réalisable. Une approche qui est courant dans la discipline des relations internationales en général, et au sein des études de régionalisme, en particulier. Ces derniers voient l'intégration régionale non seulement

internationale ; en même temps, elle est la source de l'appui que les Etats prêtent à l'organisation. Sur le plan institutionnel et juridique, la finalité fonctionnelle joue un triple rôle en rapport avec l'organisation internationale. Elle habilite cette dernière à se doter d'une structure, des compétences et des pouvoirs en même temps qu'elle définit les limites et l'étendue de ces éléments (*habilitation* et *mesure*). L'octroi de ces moyens structurels et juridiques est accompagné par une *obligation* au chef de l'organisation internationale d'œuvrer en vue de la réalisation de la finalité pour laquelle elle est créée.⁹⁵²

Michel Virally opère une distinction entre la finalité de la coopération et la finalité de l'intégration en rapport avec l'organisation internationale. Selon lui, la *coopération* internationale réfère à toute action réalisée conjointement par plusieurs Etats.⁹⁵³ Elle permet aux Etats de « mieux s'acquitter de leurs fonctions sociales dans les domaines où la dimension des problèmes dépasse leur capacité d'action individuelle ». ⁹⁵⁴ La coopération est un mode d'agir et ne constitue pas un but en soi. C'est un intermédiaire pour s'acheminer vers des objectifs spécifiques tels la paix et la sécurité internationales. L'*intégration* désigne le rapprochement et la combinaison d'éléments originellement séparés jusqu'à leur fusion en une unité englobante, grâce à l'action de facteurs cohésifs. A la différence de la coopération, l'intégration, ou son point d'aboutissement, est souvent désignée comme un but en soi, ce but étant souvent assimilé, dans le contexte des relations internationales, à atteindre une transformation qualitative du système international et des relations entre les Etats. Plus particulièrement, cette transformation peut prendre la forme

comme un but final, une situation achevée, mais comme l'ensemble des processus menant vers ce but, vers cette finalité désirée. Voir, E. Haas, "The Study of Regional Integration: Reflections on the Joy and Anguish of Pretheorizing", *International Organization*, Vol. 24, Issue 4, Regional Integration: Theory and Research (Autumn, 1970), pp. 607-646. Voir, aussi A. Acharya qui considère les notions d'intégration régionale et de *security community* pas comme un résultat ou un état final, mais comme un cadre pour analyser les processus régionaux : A. Acharya, *Constructing A Security Community In Southeast Asia: ASEAN and the Problem of Regional Order*, Routledge, 2000.

Notamment, le cadre analytique élaboré par L. Van Langenhove et D. Marchesi porte des parallèles avec la notion de finalité fonctionnelle. Les auteurs proposent d'appréhender le phénomène d'intégration régionale à travers trois notions : telos, processus et produit. Le telos est un objectif spécifique qui est réalisé par le processus d'intégration régional, ce processus menant vers le but idéal désiré. Dans les cas contemporains d'intégration régionale, les auteurs soulignent particulièrement trois objectifs finaux spécifiques : l'intégration économique, la gouvernance des biens publics régionaux ainsi que l'octroi du statut d'acteur international à une entité régionale. Voir, L. Van Langenhove et D. Marchesi., "The Lisbon Treaty and the Emergence of third generation regional integration", *European journal of law reform*, Vol. X (4), 2008, pp. 477-496.

⁹⁵² « La notion de fonction », op.cit., p. 281 et s.

⁹⁵³ Serge Sur la définit comme une « action commune, conjointe ou coordonnée de partenaires indépendants, agissant chacun pour son compte mais associant leurs conduites de façon convenue pour la mise en œuvre d'opérations limitées. Voir, S. Sur, *Relations Internationales*, PUF, 2001, p. 251.

⁹⁵⁴ M. Virally, « Définition et classification », op.cit.

d'unification, parfois partielle ou sectorielle, des territoires et des populations des Etats participants.⁹⁵⁵

§2 La classification fonctionnelle des organisations internationales

A partir de cette distinction entre les finalités, Michel Virally a relevé la différence fondamentale entre les organisations de coopération et les organisations d'intégration⁹⁵⁶ (A) ainsi qu'a opéré une classification des organisations internationales selon leur typologie fonctionnelle (B).

A Les organisations de coopération et les organisations d'intégration

Les organisations de coopération travaillent sous la surveillance des Etats fondateurs afin de « favoriser et promouvoir l'harmonisation et la coordination des politiques et des comportements des Etats membres ».⁹⁵⁷ Elles relèvent de la structure traditionnelle de la société internationale, « une société relationnelle composé des Etats juxtaposés »⁹⁵⁸. Leur finalité est « le progrès de la coopération internationale »⁹⁵⁹ ou « l'optimisation » de rapports internationaux » dans des domaines ou secteurs spécifiques et, la plupart du temps, limités.⁹⁶⁰ Les organisations de coopération sont donc des

⁹⁵⁵ « La notion de fonction », op.cit., p. 279. Sur le plan économique, l'intégration a été associée à la mise en place d'un espace économique intégré avec la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes. Dans son stade avancé, l'intégration économique doit fusionner les marchés nationaux des Etats individuels au sein d'un marché commun, avec des caractéristiques similaires au marché national. Sur cet aspect, voir, A. Hurrell, "Regionalism in theoretical perspective", in L. Fawcett et A. Hurrell (eds), *Regionalism in world politics: regional organization and international order*, Oxford University Press, 1995, p. 43; P. Hugon, "Les économies en développement au regard des théories de la regionalization", *Revue Tiers Monde*, t. XLIII, n° 169, janvier-mars 2002. Sur le plan politique, l'intégration a été souvent associée aux espoirs de fonder une union politique entre plusieurs Etats, basée sur des nouveaux principes de représentativité et de soumission des Etats individuels aux institutions et règles communes en transférant à cette union certaines parties de leur souveraineté. Voir, Voir notamment, E. Haas, "The Study of Regional Integration : Reflections on the Joy and Anguish of Pretheorizing", *International Organization*, Vol. 24, Issue 4, Regional Integration : Theory and Research (Autumn, 1970), pp. 607-646; P. Pescatore, *Le droit de l'intégration: émergence d'un phénomène nouveau dans les relations internationales selon l'expérience des Communautés européennes*, A.W. Sijthoff, 1972.

⁹⁵⁶ Pour la doctrine, la distinction entre les fonctions de coopération et d'intégration constitue la *summa divisio* pour l'étude du droit des organisations internationales. Voir, la préface de Robert Kovar in P. Pescatore, *Droit International et Droit Communautaire : essai de réflexion comparative*, Centre Européen Universitaire, Nancy, 1969. Voir, aussi, M. Virally, « Définition et classification », op.cit., pp. 230-232 ; J. Combacau et S. Sur, *Le droit international public*, pp. 74-705.

⁹⁵⁷ Id.

⁹⁵⁸ Voir, Dupuy R.-J., *Le Droit International*, PUF, col. Que sais-je, 2001.

⁹⁵⁹ M. Virally, « La notion de fonction », op.cit.

⁹⁶⁰ P. Pescatore, *Droit international et Droit communautaire...* op.cit., p. 12.

« organisations de dialogue »⁹⁶¹ et laissent intacte la souveraineté des Etats participants.⁹⁶² Elles n'ont pas le pouvoir d'imposer aux Etats membres des décisions prises sans leur participation ou contre leur volonté.⁹⁶³ Les Etats engagés dans cette coopération « ne souffrent aucune sorte d'empiétement sur la plénitude de leur puissance et de leur autodétermination dans les relations internationales ».⁹⁶⁴ Les modes de fonctionnement des organisations de coopération (ou, des organisations de coordination) relèvent du droit international classique, qui est un droit de coordination destiné à s'appliquer dans une société relationnelle. Les Etats coopèrent sur une base volontariste et demeurent souverains dans l'estimation du droit international.⁹⁶⁵ Afin que le droit des organisations de coopération produise l'effet sur le territoire et les populations des Etats membres, ces derniers doivent transposer ces règles internationales dans leur ordre juridique interne. Les interlocuteurs principaux et, la plupart de temps, exclusifs des organisations internationales sont des Etats.⁹⁶⁶

Les organisations d'intégration sont radicalement différentes des organisations de coopération. Pour les organisations d'intégration ou supranationales, l'unité constitue le but principal.⁹⁶⁷ Par conséquent, les organisations d'intégration « ont pour mission de rapprocher les Etats qui la composent, en reprenant à leur compte certaines de leurs fonctions, jusqu'à les fondre en une unité englobante ».⁹⁶⁸ Les organisations d'intégration ont été définies aussi comme les organisations supranationales ou les organisations de subordination.⁹⁶⁹ Le droit de ces organisations a été qualifié du droit de l'intégration.⁹⁷⁰ Ce droit va au-delà du droit international traditionnel. La fonction du droit de l'intégration est de participer à unir un groupe d'Etats, a priori dotés des systèmes politiques et économiques différents, sous un cadre unique cohérent où les finalités de l'intégration, à savoir un espace politico-économique intégré, puissent se réaliser. Le trait essentiel du droit de l'intégration est la supranationalité dont l'essence est « un pouvoir, réel et

⁹⁶¹ R.-J. Dupuy, Etat et organisation internationale in R.-J. Dupuy, (dir.), *Manuel sur les organisations internationales*, Nijhoff, Dordrecht, 1998, p. 13 et s.

⁹⁶² P. Pescatore, *Le droit de l'intégration*, Sijthoff, Leiden, 1972, p. 34.

⁹⁶³ Ch. Rousseau, *Droit international public*, Sirey, 1974, T. 2, p.462.

⁹⁶⁴ P. Pescatore, *Le droit de l'intégration*, op.cit. p. 34.

⁹⁶⁵ R.-J. Dupuy, *Le droit international*, op.cit., p. 3.

⁹⁶⁶ P. Reuter, *Institutions internationales*, PUF, p. 295.

⁹⁶⁷ M. Virally, « La notion de fonction », op.cit.

⁹⁶⁸ M. Virally, « Définition et classification » op.cit., p. 231.

⁹⁶⁹ Voir, R.-J. Dupuy (dir.), *Manuel sur les organisations internationales*, op.cit., p. 14 et s.

⁹⁷⁰ Voir, l'ouvrage fondamental de Pierre Pescatore : *Le droit de l'intégration*, op.cit.

autonome, placé au service d'objectifs communs à plusieurs Etats ».⁹⁷¹ Le phénomène de supranationalité engendre le principe de l'applicabilité immédiate et directe (ou, le principe d'effet direct) ainsi que le principe de primauté de droit de l'intégration. Il s'ensuit du premier que les normes du droit de l'intégration sont intégrées immédiatement de plein droit dans l'ordre interne des Etats participants, et leurs organes législatifs, exécutifs et judiciaires sont dans l'obligation de les appliquer.⁹⁷² Elles s'adressent non seulement aux Etats qui ont participé à leur élaboration, mais également à leurs ressortissants, en créant des obligations et des droits individuels au profit des leurs ressortissants.⁹⁷³ Le principe de primauté implique que chaque fois qu'il y a un conflit entre les normes du droit de l'intégration et celles du droit interne, les dernières doivent s'écarter au profit des premières. Car, l'esprit de l'intégration a pour corollaire l'impossibilité pour les Etats de faire prévaloir contre les obligations qui en découlent une mesure unilatérale.⁹⁷⁴

B La typologie fonctionnelle des organisations internationales

La classification des organisations internationales est opérée selon trois critères : l'étendue et le caractère ouvert ou fermée des organisations ; l'étendue de leurs compétences ; et, les moyens dont disposent les organisations ainsi que les principes de leurs relations avec leurs Etats fondateurs.⁹⁷⁵

- 1) *Organisations mondiales et organisations partielles.* Les organisations mondiales, ou universelles, sont ouvertes à tous les Etats et cherchent à réaliser l'unification de la société internationale. Leurs préoccupations sont celles qui touchent la société internationale et peuvent l'affecter dans son ensemble. Les organisations partielles œuvrent à réaliser une coopération entre un groupe d'Etats, qui partagent des intérêts particuliers et distincts de ceux des autres membres de la société internationale. Les premières sont fondées sur le principe de l'inclusion tandis que les dernières suivent le principe de l'exclusion. L'ONU représente le principe de l'universalité des organisations internationales, tandis que l'OPEP représente les organisations partielles fondées sur les intérêts particuliers d'un nombre limité des Etats.
- 2) *Organisations générales et organisations sectorielles.* Les premières sont constituées en vue de promouvoir une coopération générale entre leurs membres dans tous les domaines d'intérêts mutuels. Le Conseil de l'Europe est l'exemple de

⁹⁷¹ Id., p. 51.

⁹⁷² G. Isaac et M. Blanquet, *Le droit communautaire général*, Armand Collin 2001, 8e éd. p. 184-185.

⁹⁷³ P. Pescatore, *Le droit de l'intégration*, op.cit., p. 84.

⁹⁷⁴ Id., p. 203.

⁹⁷⁵ M. Virally, « Définition et classification », op.cit., p. 235 et s.

l'organisation générale. Les organisations sectorielles, au contraire, ouvrent dans un secteur d'activités plus ou moins étroitement défini. La plupart des organisations internationales entrent en fait dans cette catégorie.

- 3) *Organisations normatives* et *organisations opérationnelles*. Les organisations normatives se limitent à coordonner, harmoniser et orienter les politiques et les comportements de leurs Etats membres, notamment, par le biais des consultations ou l'élaboration des normes communes. Les organisations opérationnelles, quant à elles, réalisent des opérations collectives ou institutionnelles. Dans le cas des opérations collectives, les moyens sont fournis principalement par les Etats tandis que les opérations institutionnelles sont menées par l'organisation internationale à l'aide de ses propres moyens.

Comme tout travail de classification, les catégories ainsi désignées des organisations internationales sont l'œuvre d'une abstraction, et dans la réalité, une organisation internationale peut relever de plus d'une catégorie, en même temps. Michel Virally avait lui-même désignée les organisations régionales comme les organisations partielles générales, due aux solidarités particulièrement soudées qui pourraient naître de la proximité géographique et de l'interdépendance étroite.⁹⁷⁶

Section2 Les organisations régionales post-soviétiques

Dans le discours populaire, toutes les trois organisations post-soviétiques sont associées avec l'idée de l'intégration.⁹⁷⁷ Dans ce qui suit, nous essaierons d'abord d'éclairer les finalités et les objectifs que se sont fixés les organisations post-soviétiques (§1). Par la suite, nous allons considérer les typologies fonctionnelles de ces organisations (§2).

§1 Les finalités fonctionnelles des organisations post-soviétiques

Dans cette partie seront analysées individuellement les finalités des organisations post-soviétiques.

⁹⁷⁶ Voir, M. Virally, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », op.cit

⁹⁷⁷ Surtout, des analyses 'géopoliticiennes' véhiculées par les médias régionales et internationales. Toutefois, ces images intégrationnistes des organisations sont perçues différemment. Si l'intégration proprement centrasiatique est considéré comme un phénomène normal et nécessaire, les projets intégrationnistes avec la Russie ou, surtout, la Chine peuvent faire l'objet des évaluations divergentes.

A L'OCCA : la finalité de la coopération, en perte de vitesse

Il existe jusqu'à nos jours une incompréhension concernant la nature de l'OCCA. Due au fait que l'OCCA a succédé aux initiatives de l'intégration centrasiatique, elle a continué à être considéré comme le dépositaire de la finalité de l'intégration centrasiatique. Toutefois, la consultation des documents juridiques de l'Organisation ne laisse aucun doute que l'OCCA a été désigné comme une organisation internationale, investie d'une finalité de la coopération. L'idée fixe à travers les documents de l'OCCA est celle de la coopération régionale interétatique comme un instrument intermédiaire permettant aux Etats centrasiatiques de s'acheminer vers des buts et objectifs dans les domaines restreints. La Déclaration de Tachkent du 28 Décembre 2001, annonçant la création de l'OCCA, avait mentionné trois objectifs principaux : le dialogue politique, l'intégration régionale économique et le renforcement de la sécurité régionale.⁹⁷⁸ Dans le Traité sur l'établissement de l'OCCA, du 28 Février 2002, l'objectif de l'intégration régionale économique a été dilué parmi un grand nombre des objectifs de la coopération internationale. Il n'est question que de « l'amélioration des formes et des mécanismes de l'intégration régionale économique » et des « mesures coordonnées en vue de la réalisation graduelle d'un espace économique commun » sans plus de précision. Les grands domaines de la coopération interétatique touchent essentiellement les objectifs du maintien de l'indépendance et la souveraineté des Etats, le renforcement de la sécurité et la stabilité régionale, l'amélioration du niveau de vie des populations, ainsi que l'utilisation des biens publics régionaux.⁹⁷⁹

Les domaines de la coopération interétatique ainsi définies et la prévalence de la finalité de la coopération sont restés essentiellement identiques dans les documents juridiques et les déclarations officielles adoptés par la suite dans le cadre de l'OCCA. D'ailleurs, les documents juridiques conclus dans le cadre de l'OCCA concernent uniquement ses aspects structurels. Par contre, l'OCCA s'appuyait plutôt sur la pratique d'émettre des déclarations et des communiqués conjoints à l'issue des sommets entre les chefs d'Etat de l'Organisation. La finalité de l'intégration a subi un effacement progressif des pages de ces déclarations. Ainsi, dans le Communiqué conjoint d'Astana du 27

⁹⁷⁸ La Déclaration de Tachkent des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 28 Décembre 2001.

⁹⁷⁹ Le Traité sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan.

Décembre 2002, bien que l'intégration économique figure à côté du système de sécurité régionale comme le facteur de stabilité régionale, les mesures et les préoccupations annoncées par la suite se concentrent essentiellement sur les questions de la sécurité telle la situation en Afghanistan.⁹⁸⁰ Plus tard, dans la Déclaration d'Almaty du 6 Juillet 2003, le mot de l'intégration ne figure plus tandis que la coopération régionale multidimensionnelle constitue l'idée essentielle du document.⁹⁸¹

B L'OCS : une finalité de coopération, clairement désignée

L'OCS est clairement une organisation investie d'une finalité de la coopération. D'ailleurs, l'OCS a été bâti sur les bases d'un processus des négociations interétatiques classiques entre les pays souverains. La création de l'OCS a été en effet l'institutionnalisation des habitudes réciproques régulières et la confiance mutuelle, acquises pendant presque une décennie des échanges politiques entre les pays participants. Les objectifs spécifiques recherchés sont similaires à ceux dans le cadre de l'OCCA, mais sont d'une échelle plus grande, reflétant la différence de taille entre les deux organisations ainsi que les capacités des Etats membres comme la Chine et la Russie. Ces objectifs touchent notamment les questions de bon voisinage; paix, sécurité et stabilité; lutte contre terrorisme, séparatisme extrémisme et criminalité; coopération régionale multidimensionnelle; coopération économique régionale ; amélioration du niveau de vie des populations; intégration à l'économie mondiale; ainsi que l'ouverture au monde Le langage des documents juridiques de l'OCS se concentre majoritairement sur des concepts liés à la notion de la coopération : « la consolidation de confiance mutuelle », du « développement de coopération multidimensionnelle », de « la promotion de la coopération régionale », de « la coordination des efforts et des approches » ou bien du « développement des contacts ».⁹⁸² Tous les documents ultérieurs adoptés dans le cadre de

⁹⁸⁰ Le Communiqué conjoint à l'issu de rencontre des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 27 Décembre 2002, Astana, Kazakhstan.

⁹⁸¹ La Déclaration conjointe des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 6 Juillet 2003, Almaty, Kazakhstan.

⁹⁸² La Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001 ; La Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002.

l'Organisation sont voués à la finalité de la coopération. D'ailleurs, ils sont concentrés, jusqu'à ce jour, essentiellement dans le domaine de la sécurité régionale.⁹⁸³

C L'EURASEC : La finalité de l'intégration dans l'espace post-soviétique

Le cadre juridique de l'EURASEC se distingue de ceux de l'OCCA et de l'OCS par son accent sur la finalité de l'intégration. L'EURASEC a été créée en vue de réaliser une réelle intégration entre ses pays membres, dont les étapes ont été tracées par les textes juridiques précédents.⁹⁸⁴ Par l'intégration est entendue l'unification des pays participants au sein d'un ensemble cohérent. Présenté comme l'unification des systèmes économiques des pays participants au sein d'une union douanière, le but de l'intégration a été par la suite réévalué à la hausse.⁹⁸⁵ L'objectif visé a été identifié comme l'unification des systèmes économiques et sociaux des pays au sein d'une Communauté des Etats. Cet objectif de l'intégration avancée est particulièrement entériné par le Traité sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996.⁹⁸⁶ Ledit Traité, qui constitue l'un des piliers du cadre juridique de l'EURASEC, identifie comme l'objectif des processus d'intégration l'institution d'une Communauté des Etats Intégrés. Cette future Communauté des Etats Indépendants couvrira la plupart des domaines de la vie économique et sociale des Etats. Si on prend en compte la continuité des actions de l'EURASEC dans la réalisation graduelle des objectifs des traités identifiés dans son document fondateur, on peut envisager la transformation de l'EURASEC dans la Communauté des Etats Intégrés. Parmi les gages de sa réussite se trouveraient alors non

⁹⁸³ Le régime juridique de l'OCS dans le domaine sécuritaire s'appuie principalement sur La Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001 ; L'Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la lutte contre le trafic illicite des drogues, substances psychotropes et leurs précurseurs du 17 Juin 2004 ; Le Concept de coopération entre les Etats-membres de l'OCS pour combattre le terrorisme, séparatisme et extrémisme ; Le Traité sur le voisinage à long terme, amitié et coopération entre les Etats-membres de l'OCS du 16 Août 2007, Bichkek, Kirghizstan. Le cadre normatif de la coopération économique est défini par le Mémoire d'entente entre les gouvernements des Etats-membres de l'OCS sur les objectifs et directions principaux de la coopération économique régionale et sur le lancement du processus pour la création des conditions favorables dans le domaine du commerce et des investissements, du 14 Septembre 2001 ; Le Programme de coopération commerciale et économique multilatérale entre les Etats-membres de l'OCS, confirmé par la décision n°1 du Conseil des Premiers Ministres du 23 Septembre 2003 ; L'Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la coopération et l'assistance mutuelle dans le domaine de douanes, du 2 Novembre 2007.

⁹⁸⁴ La Déclaration sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiennne.

⁹⁸⁵ L'Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Douanière, du 6 Janvier 1995.

⁹⁸⁶ Le Traité entre la Fédération de Russie, la République Bélarusse, la République de Kazakhstan et la République Kirghize sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996, Moscou, Russie

seulement la dynamique de l'interdépendance et de l'intégration économique, particulièrement entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, mais aussi le maintien et l'encouragement des facteurs cohésifs de l'intégration comme la langue commune, russe dans ce cas, les similarités dans les standards sociaux ainsi que les échanges culturels, les facteurs intelligemment soulignés par le Traité sur l'approfondissement de l'intégration.

A l'instar de l'intégration européenne communautaire, les pays participants de l'intégration eurasiennne ont pris le soin d'échelonner les objectifs de l'intégration.⁹⁸⁷ A ce jour, les objectifs proches ont été formulés dans la forme de l'Union douanière et de l'Espace économique commun. Ces finalités touchent essentiellement le domaine de l'intégration économique. Toutefois, on peut envisager que parmi les finalités lointaines de l'EURASEC se trouve l'objectif de l'intégration politique. Bien que la notion de l'intégration politique n'ait jamais été utilisée dans les documents normatifs majeurs de l'EURASEC, la considération du contexte de la conclusion de ces textes ainsi que les évolutions récentes au sein de l'EURASEC laissent présager une telle éventualité. D'abord, les textes juridiques annonçant les objectifs de l'intégration ont été conclus dans les années 1990. L'usage de la notion de l'intégration politique dans cette période marquée l'euphorie des indépendances ainsi que les hésitations concernant les intentions des parties, allait probablement se heurter aux sentiments nationalistes et aux craintes hégémoniques des pays membres individuels. Deuxièmement, plusieurs étapes officielles de l'intégration économiques ont été matérialisées dans le cadre de l'EURASEC, en particulier avec le lancement de l'Union douanière doté d'une Commission à certaines compétences supranationales. Le lancement de la prochaine étape officielle, celle de l'Espace économique commun, est prévu pour le Janvier 2012. La dynamique engendrée par les processus de l'intégration économique combinée avec le rapprochement dans tous les domaines entre la Russie et le Kazakhstan, deux membres essentiels de l'EURASEC, pourrait bien ouvrir la voie vers des perspectives plus avancées dans la voie de l'intégration.

⁹⁸⁷ Voir, sur ce sujet P. Pescatore qui avait relevé l'approche gradualiste des fondateurs de l'intégration européenne qui avaient opéré un échelonnement des objectifs communautaires : les objectifs immédiats (l'achèvement de l'union douanière), intermédiaires (la mise en place d'une union économique) et éloignés (l'institution à long terme d'une union politique) de l'intégration européenne. P. Pescatore, *Le droit de l'intégration*, op.cit., pp. 25-27.

§2 La classification des organisations post-soviétiques

Toutes les trois organisations sont des organisations partielles. Toutefois, elles se diffèrent quant à l'étendue de leurs moyens et compétences ainsi que la nature des intérêts particuliers qu'elles représentent.

A L'OCCA

L'OCCA a été formellement désignée comme une organisation internationale de coopération. Dans la réalité, elle se distinguait par la faiblesse structurelle, qui la compromettait son potentiel pour promouvoir la coopération entre ses Etats membres. En général, les organisations internationales de coopération se basent sur les principes du droit international classique où les Etats jouent un rôle essentiel. Néanmoins, la finalité dont elles sont investies confère à ces organisations certaines prérogatives et pouvoirs pour leur permettre sa réalisation. Dans le cas de l'OCCA, la finalité de la coopération n'a pas été accompagnée par une délégation des prérogatives réelles. La structure de l'OCCA n'a jamais été une structure indépendante : tous les organes de l'OCCA représentaient en fait les extensions des organes gouvernementaux des Etats membres. Il en est ainsi du Conseil des chefs d'Etat, du Conseil des Premiers ministres, du Conseil des ministres des affaires étrangères. Le comité des coordinateurs nationaux, l'organe du travail, s'insérait dans le même paysage : les postes des coordinateurs nationaux étaient d'habitude occupés par des vice-ministres des affaires étrangères. L'OCCA ne disposait donc d'aucune existence indépendante de ses Etats membres. Bien que les organisations de coopération soient en prise avec les gouvernements des Etats membres, dans le cas présent, l'OCCA était sous l'emprise totale de ses pays membres.

Concernant l'étendue et la nature de ses compétences, l'OCCA correspondait à l'image d'une organisation sectorielle et normative. Bien que l'OCCA se fixait la promotion de la coopération dans tous les domaines pour améliorer la situation générale de l'Asie centrale, la nature limitée des questions réellement touchées par les activités de l'OCCA ne permettrait pas la définir comme une organisation partielle générale pour l'Asie centrale. Parmi les trois objectifs généraux soulignés par la Déclaration de Tachkent (le dialogue politique, l'intégration régionale économique et le renforcement de la sécurité régionale), les réunions du Conseil des chefs d'Etat étaient généralement dominées par les

questions de la sécurité régionale, liées notamment au facteur de l'Afghanistan. Par la nature de ses compétences, l'OCCA était une organisation normative. Elle était sensée fournir une plateforme régionale permettant la conduite des consultations régulières entre ses pays membres, en vue de coordonner leurs approches aux problèmes régionaux. Les activités visées par le document fondateur de l'Organisation comprend essentiellement les mesures du 'soutien mutuel', de la 'coordination des efforts', de la 'politique coordonnée', de la 'réalisation des activités coordonnées' dans les différents domaines d'intérêt mutuel des Etats membres.⁹⁸⁸ Les mesures du soutien mutuel, concernent notamment le besoin pour les Etats de la région, aux ressources limitées, de souder leur rang afin de faire face aux menaces à la souveraineté, l'unité territoriale, la sécurité et la stabilité qui émanent non seulement de leur environnement immédiat mais aussi du fait de la situation socio-économique fragile au sein même des Etats. Les activités de la coordination des comportements touchaient, à leur tour, essentiellement les questions de la coopération économique, du développement des infrastructures des transports et des communications ainsi que des systèmes énergétiques unifiés, du contrôle des frontières, la question de l'utilisation des biens publics régionaux, les ressources hydro-énergétiques en question. Le dernier sujet a été d'une actualité aigue depuis les années 1990. Comme il a été noté auparavant, le sujet de l'utilisation des ressources en eau des fleuves principales de la région divisait les pays centrasiatiques. La divergence des intérêts et des approches entre les pays en amont dépourvus des ressources naturelles (le Kirghizstan et le Tadjikistan) et les pays en aval avec une économie dépendante sur l'agriculture (l'Ouzbékistan et le Kazakhstan) s'aggravait depuis quelques années et les responsables politiques des pays étaient conscient de la nécessité de chercher des compromis afin d'éviter les conflits interétatiques.

Toutefois, la nature de l'organisation normative n'a pas été exploitée pleinement. Dans le domaine de la sécurité et stabilité régionale, l'OCCA s'est limitée à émettre des appels à l'adresse des grandes puissances et des institutions internationales à porter plus d'attention aux menaces sécuritaires dans la région, comme le conflit en Afghanistan, ainsi qu'à la situation socio-économique fragile de la région, notamment du à son caractère enclavé.⁹⁸⁹ En ce qui concerne la question des biens publics régionaux, l'OCCA a essayé

⁹⁸⁸ Le Traité sur l'établissement de l'OCCA.

⁹⁸⁹ Le Communiqué conjoint à l'issue de rencontre des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 27 Décembre 2002, Astana, Kazakhstan ; la Déclaration conjointe des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République

de réinitialiser l'idée de la mise en des consortiums régionaux, soulevée par son prédécesseur.⁹⁹⁰ Dans cette perspective, l'Organisation s'est fixé l'objectif de réaliser le projet de consortium international de l'eau et de l'énergie (International Water-Energy Consortium), le projet du consortium international en transports (International Transport Consortium) ainsi que le projet du consortium international pour la nourriture (International Food Consortium).⁹⁹¹ Toutefois, ces projets n'ont jamais vu le jour. En l'absence de la réalisation de ces objectifs, les tensions entre les Etats concernant l'utilisation des fleuves de la région continue de s'aggraver de nos jours. Les compromis annuels au dernier moment sont atteints aux prix des négociations bilatérales très difficiles. Les questions de désenclavement de la région par la mise en place des infrastructures communes dans le domaine des transports et des communications, connectés aux systèmes transcontinentaux sont aussi d'une actualité pressante. En tant qu'une organisation internationale de la coopération, l'OCCA n'a jamais essayé de monter des opérations collectives ou institutionnelles. Les seuls efforts ont été entrepris dans le domaine de la coordination des comportements et des positions dans quelques domaines d'intérêt commun. Mais, les résultats de ces efforts n'ont pas été encourageants, non plus.

Dans une telle situation, la faiblesse structurelle de l'OCCA combinée avec les divergences politiques et économiques entre ses Etats membres ont mené vers le démantèlement de l'Organisation. Les divergences entre ses pays membres rendaient les compromis de plus en plus difficiles, les accords et les arrangements discutés dans le cadre de l'OCCA tardaient à se traduire en pratique. Le fait que l'OCCA ne pourrait changer la donne sans les volontés individuelles des Etats membres n'a pas empêché l'association de l'OCCA avec l'image d'une organisation internationale inefficace. Sous ce prétexte de la non-conformité de l'OCCA aux expectations, les pays fondateurs ont éventuellement retiré leur soutien à l'Organisation et ont ainsi précipité sa dissolution au profit de l'EURASEC.

B L'OCS

d'Ouzbékistan, du 6 Juillet 2003, Almaty, Kazakhstan ; la Déclaration conjointe des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan.

⁹⁹⁰ La Déclaration conjointe du 6 Juillet 2003.

⁹⁹¹ Voir, notamment, le Concept de l'Etablissement de Consortium International de l'Eau et de l'Energie des Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, non daté ; le Concept de l'Etablissement de Consortium International pour la Nourriture des Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, non daté

L'OCS est une organisation de coopération classique, fondée sur l'équilibre des intérêts de ses Etats membres dont le fonctionnement est régi par les principes du droit international classique. Particulièrement, elle opère selon le principe de consensus et ses interlocuteurs sont essentielles des Etats. Les buts et objectifs de l'OCS, identifiés par ses textes juridiques principaux, couvrent nombreux domaines, ce qui pourrait lui conférer la nature d'une organisation partielle générale. Dans le cas de la réalisation efficace et pleine de son potentiel, l'OCS pourrait être investie des compétences opérationnelles et institutionnelles dans tous ces domaines concernés. L'OCS abrite justement les ambitions de se construire en une organisation partielle générale et opérationnelle. Toutefois, ces ambitions sont limitées par le caractère interétatique accentué ainsi que l'absence de l'accord entre ses pays membres sur son évolution institutionnelle. Par conséquent, l'OCS s'est limitée aux compétences plutôt normatives dans des secteurs limités. Actuellement, elle correspond donc à l'image d'une organisation sectorielle et normative. En tant que telle, l'OCS se porte bien comme l'institution. Elle est dotée des ressources juridiques et structurelles qui correspondent aux attentes qui lui sont investies par ses Etats membres. Dans certains domaines restreints, les pays membres lui confèrent l'organisation des opérations collectives.

Les activités réalisées dans le cadre de la réalisation des buts et objectifs de l'OCS consistent majoritairement des efforts de l'harmonisation et de la coordination des politiques et des comportements de ses Etats membres. Les mesures de l'harmonisation et de la coordination sont particulièrement concentrées dans le domaine de la sécurité et de la stabilité domestique et régionale. Tout d'abord, les pays membres de l'OCS travaillent à aligner leurs compréhensions et leurs approches vers les phénomènes du terrorisme, du séparatisme et de l'extrémisme, à mettre en place des procédures de consultation et d'assistance mutuelle, à préparer les bases pour l'harmonisation des législations nationales pertinentes, ainsi qu'à s'informer mutuellement sur leurs expériences individuelles en la matière. Pour ce faire, ils s'appuient sur la structure régionale antiterroriste de l'OCS, instituée en 2003, ainsi que sur un cadre normatif dynamique.⁹⁹² Dans ce domaine, l'OCS mène aussi des opérations collectives. Depuis 2003, les exercices militaires communs sont

⁹⁹² La Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001; l'Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la lutte contre le trafic illicite des drogues, substances psychotropes et leurs précurseurs du 17 Juin 2004 ; l'Accord sur la base de données de la structure régionale

organisés annuellement sous les auspices de l'OCS.⁹⁹³ Désignées pour renforcer les capacités de la coopération et du soutien mutuel des pays dans le domaine de la défense et de la lutte contre les menaces de terrorisme, ces exercices rassemblent jusqu'à 5000-1000 milles personnes, fournies par les Etats membres, pour une durée de deux à trois semaines, dans les territoires de différents pays membres chaque année. Elles prennent la forme des exercices militaires conventionnelles ou des exercices des opérations anti-terroristes dans un environnement urbain. Dernièrement, les exercices communs « Peace Mission 2010 » ont été organisés en Septembre 2010, au Kazakhstan.⁹⁹⁴

Dans le domaine de la coopération économique, l'OCS se limite actuellement aux mesures de l'harmonisation et de la coordination. Plusieurs textes, juridiquement moins contraignants que ceux concernant les questions sécuritaires, ont été conclus. Notamment, le Mémoire sur les objectifs et directions principaux de la coopération économique régional, du 14 Septembre 2001, annoncent un ensemble des mesures dans cette perspective.⁹⁹⁵ L'OCS a même institué quelques structures non-gouvernementales pour favoriser la coopération économique, comme le Conseil du commerce de l'OCS et l'Association interbancaire de l'OCS.

C L'EURASEC

Parmi les organisations régionales post-soviétiques, l'EURASEC est celle qui correspond, dans plusieurs aspects, au type de l'organisation d'intégration. Toutefois, ce caractère intégrationniste de l'EURASEC est atténué par la présence de certains éléments interétatiques accentués. Du point de vue de l'étendue et de la nature de ses compétences, elle est l'organisation sectorielle en évolution et dotée des compétences normatives et opérationnelles.

anti-terroriste de l'OCS du 17 Juin 2004 ; le Concept de coopération entre les Etats-membres de l'OCS pour combattre terrorisme, séparatisme et extrémisme.

⁹⁹³ L'Accord entre les pays membres de l'OCS sur l'organisation des exercices militaires communs, du 27 Juin 2007, Bichkek, Kirghizstan.

⁹⁹⁴ "SCO Anti-terrorisme exercices begin", The Voice of Russia, 13 Septembre 2010 www.english.ruvr.ru

⁹⁹⁵ Le Mémoire entre les gouvernements des Etats-membres de l'OCS sur les objectifs et directions principaux de la coopération économique régionale et sur le lancement du processus pour la création des conditions favorables dans le domaine du commerce et des investissements, du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan.

Le caractère intégrationniste de l'EURASEC réside dans les efforts de l'élaboration des instruments juridiques au caractère supranational. A la différence des autres organisations post-soviétiques analysées, l'EURASEC dispose des organes avancés qui représentent les dynamiques et les forces de l'intégration. Il s'agit notamment du Comité de l'intégration, de l'Assemblée parlementaire ainsi que de la Cour de l'EURASEC. Le Comité d'intégration opère selon les modalités de prise de décision différenciée. Depuis récemment, la première entité supranationale post-soviétique a été lancée dans le cadre de l'EURASEC. Précisément, il est question de la Commission douanière, l'organe de travail permanent de l'Union douanière, effective depuis le 1 Juillet 2010. La Commission douanière est destinée à récupérer graduellement certaines compétences des Etats participants.⁹⁹⁶ Le Code douanier unique est appliqué dans l'ensemble des territoires douaniers des Etats membres de l'Union douanière de l'EURASEC. Cet ensemble normatif assure l'application d'un régime commercial unique vis-à-vis les pays tiers, notamment par le biais de la mise en place d'un tarif douanier unique et d'autres mesures communes de la régulation du commerce étranger.⁹⁹⁷ Toutefois, cette unification des territoires douaniers des pays membres reste à ce jour partiel, car le Kirghizstan et le Tadjikistan ne font pas encore partie de l'Union douanière. Il faut noter, aussi, que les tarifs douaniers perçus dans le cadre de l'Union douanière ne seront pas gardées par l'EURASEC ou la Commission douanière. Elles seront récupérées par la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie, les Etats participants de l'Union douanière. Plus précisément, la Russie récupère 87,97 % des sommes tandis que les parts de la Biélorussie et du Kazakhstan sont 4,70% et 7,33%, respectivement.

Ces éléments supranationaux sont combinés avec les traits interétatiques accentués de l'EURASEC. Le processus de l'intégration dans le cadre de l'EURASEC n'est pas spontané. Chaque évolution de ce processus est réalisée essentiellement sous le strict patronage des Etats. Ce sont les Etats qui fixent les étapes et les moyens de la réalisation des objectifs d'intégration, habituellement, par le biais de la conclusion des accords interétatiques. D'une part, ces conventions visent part la définition des grandes étapes de

⁹⁹⁶ Le Traité sur la Commission de l'union douanière, du 6 Octobre 2007.

⁹⁹⁷ Le Traité sur la création du territoire douanier unique et la formation de l'union douanière, du 6 Octobre 2007 ; L'Accord sur la régulation douanière et tarifaire unique, 25 Janvier 2008 ; L'Accord sur le Code douanier de l'Union douanière, du 27 Novembre 2009.

l'unification économique et sociale entre les Etats participants.⁹⁹⁸ D'autre part, elles avancent des mesures de l'harmonisation et du rapprochement des politiques et des législations nationales dans nombreux domaines de la vie économique et sociale.⁹⁹⁹ Au moment actuel, les mesures entreprises dans le domaine économique et commercial incluent aussi bien l'intégration négative, par le biais de suppression des barrières, que l'intégration positive, dans la forme de la mise en place des institutions et des politiques communes dans de nombreux domaines.

Le caractère intergouvernemental de l'intégration dans le cadre de l'EURASEC est aussi observé à travers la Banque Eurasiatique de Développement (BEAD).¹⁰⁰⁰ La BEAD est une organisation financière internationale, pour promouvoir la croissance économique et le développement des liens commerciaux et économiques au sein de ses Etats membres, afin de renforcer les processus de l'intégration dans l'espace eurasiatique. Elle est fondée à l'initiative et avec les ressources du Kazakhstan et de la Russie. Ses Etats membres sont l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Russie. Dotée d'un capital de 1,5 milliards de dollars US, la Banque a déjà développé un portefeuille d'investissements à la hauteur de 1,8 milliards de dollars. La Banque est aussi investie de la mission de la gestion du Fonds anti-crise de l'EURASEC, institué en 2009, afin de faire face aux conséquences de la crise financière internationale. Le Fonds anti-crise dispose d'un fonds de plus de 8,5 milliards de dollars US. Parmi ses avantages comparatifs, vis-à-vis les autres institutions financières internationales, la Banque cite particulièrement le soutien fort qu'elle bénéficie de la part des Etats membres de l'EURASEC.

Chapitre2. Les considérations sur l'ordre régional en Asie centrale post-soviétique

⁹⁹⁸ Voir, le Traité sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996 ; le Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999 ; le Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique ; le Traité sur la création du territoire douanier unique et la formation de l'union douanière, du 6 Octobre 2007.

⁹⁹⁹ Voir, Les bases de la politique énergétique des pays membres de l'EURASEC, 28 Février 2003; La Conception de la politique agro-industrielle des pays membres de l'EURASEC, 24 Mars 2005; L'Accord sur la réalisation de la politique coordonnée dans le domaine de la formation et du développement des corridors de transports de l'EURASEC, du 24 Mars 2005; La Conception de la politique sociale coordonnée des pays membres de l'EURASEC, 18 Avril 2007; La Conception de la formation de l'Espace des transports commun de l'EURASEC, 25 Janvier 2008; La Conception de l'activité internationale de l'EURASEC, 25 Janvier 2008.

¹⁰⁰⁰ Accord sur l'établissement de la Banque Eurasiatique de Développement, du 12 Janvier 2006, Astana, Kazakhstan.

Le chapitre suivant est consacré aux considérations générales, au vu des parties précédentes de notre travail, portant sur les relations des organisations régionales post-soviétiques et la société internationale, d'une part et les éléments pour un ordre régional en Asie centrale, d'autre part. Le caractère régional des organisations post-soviétiques se révèle aussi dans leurs relations avec la société internationale. Particulièrement, à travers les finalités qu'elles poursuivent dans leurs relations avec la société internationale (Section 1). Quelles conclusions pourrait-on tirer sur l'influence des dynamiques d'évolution et d'approfondissement des organisations régionales post-soviétiques sur l'ordre régional en Asie centrale ? Peut-on parler d'ores et déjà de la présence des éléments stables caractérisant l'ordre régional pour l'Asie centrale ? (Section 2).

Section1 Les organisations post-soviétiques au sein de la société internationale

Le caractère régional des organisations internationales se révèle dans leurs relations avec les autres entités de la société internationale. L'importance des aspects relationnels sur la nature et la consolidation des organisations régionales en particulier, et sur le phénomène régional, en général, a été soulignée par la plupart des écrits fondamentaux sur le sujet.¹⁰⁰¹ Notamment, à travers l'observation des stratégies normatives (§1) et des finalités extérieures (§2) adoptées par les organisations régionales vis-à-vis la société internationale.

§1 Les stratégies normatives différentes dans le domaine de l'activité internationale

Les trois organisations régionales ont adoptés des stratégies différentes dans leurs relations avec la société internationale. L'OCCA avait adopté une approche de communication par la déclaration (1) L'EURASEC a choisi de définir clairement les intérêts et les modes d'action par le biais normatif (2). Le cadre normatif général de l'OCS est imprégné des références à l'ordre international (3).

A L'OCCA

¹⁰⁰¹ Voir, notamment : J. C. Gautron, « Le fait régional » et M. Virally, « Les relations entre les organisations universelles et les organisations régionales », in SFDI, Régionalisme et Universalisme, op.cit ; A. Hurrelle, On Global Order, op.cit.

L'OCCA n'a pas vraiment disposé d'un ensemble normatif annonçant les modalités et les principes de ses interactions avec le monde extérieur, notamment, les institutions internationales. Toutefois, l'OCCA a été l'organisation composée des Etats pour qui le soutien de la société internationale représentait un élément crucial pour le développement économique et social. Une dépendance qui découlait de plusieurs facteurs incluant la situation socio-économique et politique fragile ou la situation géographique désavantageuse. Or, l'OCCA représentait un forum public où étaient soulevés les problèmes et les expectations des Etats membres dans de nombreux domaines. Les Etats membres ne manquaient pas d'utiliser la plateforme de l'OCCA pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les problèmes de la région et solliciter son aide dans l'amélioration de la situation régionale. Notamment, pendant le sommet de l'OCCA à Almaty, en Juillet 2003, les chefs d'Etat des pays membres ont adressé à l'attention de la communauté internationale une demande d'assistance technique pour réaliser les projets des consortiums internationaux dans les domaines de l'énergie, des transports et de la nourriture.¹⁰⁰²

B L'EURASEC

L'EURASEC poursuit une stratégie pointue de l'identification de ses intérêts et de ses interlocuteurs au sein de la société internationale. Dotée des ressources assez importantes, comparée à ses homologues dans l'espace post-soviétique, l'EURASEC s'appuie plutôt sur une politique d'affirmation et de coopération réciproque vis-à-vis les entités institutionnelles de la société internationale. L'EURASEC envisage actuellement de fonder ses activités internationales prioritairement dans l'axe économique et géoéconomique. Cet esprit informe, en effet, la Conception de l'activité internationale de l'EURASEC, adoptée en Janvier 2008.¹⁰⁰³

Par ce document, l'EURASEC se positionne comme un acteur de l'arène internationale et fait savoir ses intentions de participer de plein droit et sur les termes égaux, dans les processus économiques globaux et dans le système international de la

¹⁰⁰² « Les chefs d'Etat ont décidé de solliciter l'assistance des institutions financières internationales, notamment la BIRD, la BAD, la BERD, la BID, dans l'élaboration des conceptions des consortiums dans les domaines de eau-énergie, transports et nourriture ». Voir Déclaration conjointe, du 6 Juillet 2003, Almaty, Kazakhstan.

¹⁰⁰³ La Conception de l'activité internationale de l'EURASEC, 25 Janvier 2008.

division du travail. La participation dans le système international des échanges économiques est soumise au principe de la protection et de la promotion des intérêts géopolitiques et géoéconomiques communs ou concordants entre les Etats membres de la Communauté.

Ce discours de l'affirmation s'accompagne de la logique de l'interdépendance. La Conception souligne ainsi l'influence des éléments extérieurs sur le développement économique ainsi que la croissance du rôle des institutions internationales et des groupements d'intégration au sein de la société internationale. L'EURASEC vise à intensifier ses relations avec les institutions internationales, notamment avec l'ONU et les groupements régionaux, et à attirer les investissements étrangers dans les domaines prioritaires de l'économie.¹⁰⁰⁴

La logique de l'affirmation géoéconomique derrière l'action internationale de l'EURASEC s'observe à travers les appels à l'adresse des pays membres à coordonner leurs positions dans leurs interactions avec les organisations internationales ainsi que pendant le lancement des initiatives internationales qui touchent aux intérêts de l'EURASEC. Dans cette perspective, une attention spéciale est accordée aux efforts des Etats membres d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce. L'EURASEC ayant initié le processus de la création d'une Union douanière, elle exige de ses Etats membres de coordonner leurs positions concernant les perspectives d'adhésion à l'OMC. Il incombe aussi aux Etats membres de montrer une solidarité dans les marchés internationaux, de renforcer l'autorité internationale de l'EURASEC et de former une image positive pour cette dernière dans le monde.

⊆ L'OCS

¹⁰⁰⁴ En tant qu'acteur international, l'EURASEC donne la priorité aux relations avec l'ONU et le système onusien, particulièrement ses commissions régionales pour l'Europe (UNECE) et l'Asie (UNESCAP). Sur le plan régional, la priorité est accordée aux relations avec la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (CSTO). Outre ses deux directions principales, la Conception fait ressortir les relations avec l'OMC et l'Union Européenne comme essentielles pour le développement de l'EURASEC. A côté de ces directions principales, la Conception cite les organisations suivantes comme les interlocuteurs privilégiés potentiels de l'EURASEC : l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), le Conseil pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), l'Organisation de coopération économique (ECO), l'Organisation de Coopération Economique et de Développement (OECD), l'Organisation de Conférence Islamique, l'Association des Etats d'Asie du sud-est (ASEAN), l'OSCE, l'Organisation de coopération pour la Mer noire, ainsi que les institutions financiers internationales (la Banque Mondiale, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, la Banque Asiatique de Développement et l'Organisation mondiale des douanes).

Les textes fondateurs ainsi que les déclarations régulières de l'OCS sont imprégnés des références à l'ordre international et des principes que l'OCS souhaite promouvoir au sein de la société internationale. Elle se présente comme l'organisation d'une nouvelle époque, celle du dépassement de l'ancienne logique de la Guerre froide, comme une organisation répondant aux exigences de l'humanité et à la tendance historique vers la paix et le développement dans le monde.¹⁰⁰⁵ Selon l'OCS, cette époque est marquée par le respect et la confiance mutuels entre les Etats, appartenant aux civilisations et aux traditions culturelles différentes. L'OCS identifie l'ONU comme l'élément central de tout effort vers la réalisation de la sécurité internationale. Selon l'OCS, la primauté de l'ONU et ses structures principales (le Conseil de Sécurité) doit être absolument respectée dans leur qualité des coordinateurs principaux des efforts de la coopération multilatérale dans les domaines de paix et de sécurité internationale dans le monde.¹⁰⁰⁶ L'OCS affiche son attachement inconditionnel aux principes généraux du droit international promus par la Charte de l'ONU.¹⁰⁰⁷ Parmi les objectifs principaux qui guident l'OCS est le souhait de témoigner l'émergence d'un ordre politique multipolaire dans le monde.¹⁰⁰⁸ Ce souhait est ordonné par le refus de suprématie militaire unilatérale et le souci de préserver l'équilibre stratégique et la stabilité dans le monde.¹⁰⁰⁹ L'OCS exprime aussi son souhait pour la démocratisation des relations internationales.¹⁰¹⁰ Toutefois, il ne s'agit pas de répandre le système des démocraties libérales à l'occidentale. Il s'agit plutôt de faire reconnaître le droit pour les Etats, appartenant aux civilisations différentes, en tant que tels les porteurs des traditions culturelles divergentes, de maintenir leurs systèmes politiques propres. Il s'agit aussi du droit pour les Etats de définir par eux-mêmes des moyens de garantir leur sécurité.¹⁰¹¹ Il est aussi question de prévenir la suprématie unilatérale d'une partie ou d'un modèle dans les relations internationales et promouvoir la multipolarité, la pluralité des

¹⁰⁰⁵ La Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

¹⁰⁰⁶ La Déclaration de St.-Petersburg du 7 Juin 2002.

¹⁰⁰⁷ La Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001 ; La Déclaration de St.-Petersburg du 7 Juin 2002 ;

¹⁰⁰⁸ Les considérants de la Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie ; Point 3 de la Déclaration de St.-Petersburg du 7 Juin 2002.

¹⁰⁰⁹ Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine.

¹⁰¹⁰ Point 3 de la Déclaration de St.-Petersburg du 7 Juin 2002.

¹⁰¹¹ Id. Poin 4.

formes de développement économique, social et culturel ainsi que l'équilibre stratégique entre les puissances internationales.¹⁰¹²

Dans les processus qui doivent mener à l'établissement d'un ordre politique et économique plus juste, démocratique et rationnel dans le monde, l'OCS se réserve un rôle de première importance. Les Etats membres expriment leur conviction que l'Organisation doit et peut apporter une contribution importante à la sécurité et au développement stable non seulement dans son «grand espace » mais aussi dans le monde en général.¹⁰¹³ A son tour, l'OCS constate que la création même de l'Organisation a été un pas décisif vers garantir la paix et le développement sur le plan international et régional.¹⁰¹⁴ Elle se voit un participant doté d'autorité et des droits égaux dans la coopération multilatérale.¹⁰¹⁵

§2 Les finalités extérieures mixtes des organisations post-soviétiques

Vis-à-vis la société internationale et les instances universelles, les organisations régionales peuvent adopter une position d'ouverture ou de fermeture (A). Dans le cas de l'Asie centrale, les finalités extérieures des organisations régionales sont partagées (B).

A Les finalités extérieures des organisations régionales

La doctrine a noté deux façons différentes de la conception des relations des organisations régionales avec la société internationale, en particulier avec les organisations universelles : les relations fondées sur la finalité extravertie et celles fondées sur la finalité introvertie.¹⁰¹⁶

¹⁰¹² Ibid ; Les considérants de la Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001 ; Les considérants de la Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002.

¹⁰¹³ La Déclaration de Moscou du 29 Mai 2003.

¹⁰¹⁴ La Déclaration de Moscou du 29 Mai 2003 ; Voir aussi, la Déclaration d'Ekaterinbourg du 16 Juin 2009 qui constate que « l'OCS est devenu un élément clé de l'architecture de sécurité et de coopération dans la région de l'Asie-Pacifique ».

¹⁰¹⁵ La Déclaration de Tachkent du 17 Juin 2004.

¹⁰¹⁶ Voir M. Virally, « Les relations entre les organisations universelles et les organisations régionales », in SFDI, *Régionalisme et universalisme*, op.cit., pp. 154-155.

Dans le premier cas, l'organisation régionale cherche à promouvoir ses intérêts particuliers au sein du système international. Notamment, par le biais de la consolidation de sa position au sein des institutions universelles et de promouvoir activement les normes et les principes qui répondent mieux à ces aspirations et intérêts. Il s'agit, ici, d'une finalité extravertie ou d'ouverture. Cette finalité s'appuie sur une stratégie offensive.

Dans le cas suivant, l'organisation régionale s'efforce à protéger la zone géographique sous sa responsabilité ainsi que ses champs d'action contre toute intervention extérieure. Elle contribue alors à séparer le groupe qu'ils constituent du reste de la société internationale. On a l'affaire à une organisation régionale poursuivant une finalité introvertie ou de fermeture. Ce type d'organisation régionale s'appuie en général sur une stratégie défensive.

B *Les organisations régionales post-soviétiques entre la volonté d'ouverture et les soucis de se protéger*

Dans le cas des organisations régionales dans l'espace post-soviétique, on témoigne la présence d'une finalité hybride quant à la position qu'elles adoptent vis-à-vis la société internationale et les organisations universelles. La stratégie d'ouverture de ces organisations est évidente dans leur volonté d'établir des contacts réguliers avec les instances internationales, notamment avec le système onusien et les autres organisations internationales et régionales. La position défensive des organisations post-soviétiques se révèle surtout dans les souhaits de s'ériger en les institutions principales endossant la responsabilité pour la situation politico-économique en Asie centrale ainsi que le soutien qu'elles accordent à leurs pays membres faisant face aux certaines critiques de la part de la communauté internationale.

Dans le cas de l'OCCA, c'est essentiellement la finalité extravertie qui a primé pendant sa courte existence. Comme on a noté le potentiel économique et industriel de l'ensemble des pays membres de l'OCCA était assez limité et la dépendance extérieure était un élément inévitable pour la réalisation des projets élaborés dans le cadre de l'OCCA. En outre, au moment de leur conception, les prédécesseurs de l'OCCA poursuivaient la volonté d'ériger un cadre régional proprement centrasiatique excluant

leurs voisines puissantes. Pour mieux répondre à cette logique, l'OCCA était conscient de la nécessité de s'appuyer sur le soutien politique et économique des institutions internationales.

L'EURASEC et l'OCS sont partagées entre les finalités d'ouverture et de fermeture. D'une part, les deux organisations veulent se doter du statut d'organisation régionale reconnu et respecté internationalement, qui pourrait permettre à leurs pays membres de consolider leur position des acteurs normaux de la politique internationale contemporaine. En outre, les deux organisations sont composées des Etats qui font face aux exigences de la modernisation économique et politique. Pour réaliser les réformes nécessaires, ils ne pourraient pas ignorer les avantages que peut apporter la coopération internationale. Alors, elles poursuivent une stratégie d'insertion dans les plateformes universelles des échanges entre les acteurs étatiques et non-étatiques de la communauté internationale. Au premier abord, l'EURASEC et l'OCS s'efforcent à établir des relations de confiance avec l'ONU et ses institutions spécialisées. Jusqu'à actuellement, toutes les deux organisations ont été accordées le statut d'observateur au sein de l'Assemblée Générale de l'ONU. L'OCS a ainsi obtenu l'adoption de la Résolution de l'AG de l'ONU sur la Coopération avec l'OCS, le 18 Décembre 2009. En Avril 2010, les secrétaires généraux de l'ONU et de l'OCS ont signé la « Déclaration sur la coopération entre les secrétariats de l'OCS et de l'OCS ».¹⁰¹⁷

Dans leur politique extérieure, toutes les deux organisations expriment continuellement leurs souhaits de l'émergence d'un ordre politique et économique multipolaire avec la redistribution plus juste des ressources et des positions au sein du système international.

En même temps, l'EURASEC et l'OCS poursuivent aussi, par les moments, des stratégies défensives. Cet aspect est notamment observé dans la situation internationale actuelle marquée par la période de crise. L'EURASEC et l'OCS s'efforcent alors à souder leurs rangs afin de surmonter les défis posés par la crise internationale. Pour ce faire, l'EURASEC et l'OCS font recours aux pratiques des alliances à l'échelle régionale et globale. L'EURASEC se limite à œuvrer vers la consolidation de la coopération et du soutien mutuel entre les pays membres de la Communauté. Notamment, un Fond anti-crise est mis place à cet effet. Quant à l'OCS, elle souhaite de mettre en place une solidarité

internationale entre les pays émergents de la politique internationale. Dans cette perspective, les sommets de l'OCS à Yekaterinbourg en 2009 et à Tachkent en 2010 sont significatifs. Ces sommets sont en effet attendus non seulement par les pays membres, mais aussi par les représentants de haut niveau aussi bien des Etats émergents (Afghanistan, Brésil, Inde, Iran, Mongolie, Pakistan, Turkménistan) que des organisations universelles et régionales (ONU, ASEAN, CEI, EURASEC). Les sujets discutés pendant ces réunions se concentraient essentiellement sur les nécessités de la solidarité internationale dans le contexte de la crise internationale.¹⁰¹⁸

Toutefois, dans certaines domaines, l'EURASEC et l'OCS affichent toutes les deux une posture introvertie, une position de fermeture vis-à-vis le monde extérieur. Il s'agit notamment du sujet des échanges économiques pour l'EURASEC et de la question de la nature des régimes politiques pour l'OCS. L'EURASEC a récemment occupé l'actualité en rapport avec les efforts de ses pays membres d'adhérer à l'OMC. En printemps 2010, les participants de l'Union douanière de l'EURASEC (Biélorussie, Kazakhstan et Russie) ont annoncé qu'ils allaient suspendre leurs négociations individuelles avec l'OMC et entamer des négociations pour adhérer à l'OMC en bloc. Quant à l'OCS, elle a souvent prêté son soutien à ses pays membres par son accent sur le respect inconditionnel de la souveraineté étatique, la non-acceptation de l'ingérence dans les affaires domestiques et le principe de la diversité politique et culturelle. En outre, l'OCS critique souvent la présence des doubles standards dans la politique internationale. Dans un contexte où certains pays membres de l'OCS adoptent une approche restrictive et autoritaire dans leurs affaires domestiques et font par conséquent des critiques fondées de la part de la communauté internationale, le discours de l'OCS permet à ses pays membres de bénéficier d'une protection et de légitimité face à la communauté internationale.

¹⁰¹⁷ Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS, du 11 Juin 2010, Tachkent.

¹⁰¹⁸ Déclaration d'Ekaterinbourg du 16 Juin 2009 ; Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 16 Juin 2009, Ekaterinbourg, Russie ; Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS, du 11 Juin 2010.

Section2 Le droit régional ou l'ordre régional pour l'Asie centrale ?

Dans un article récent, Rima Tkatoва parle de la nécessité et de la possibilité d'un droit international propre à l'Asie centrale. Pour elle, les phénomènes contemporains dans la région, incluant l'idéologie eurasiennne ou encore le processus d'intégration régionale en Asie centrale, pourraient déboucher sur l'émergence d'un droit régional reflétant la nature inter-civilisationnelle de la région.¹⁰¹⁹

Toutefois, dans la réalité, la probabilité de l'émergence d'un droit international centrasiatique reste limitée tandis qu'on peut parler de l'émergence des éléments de l'ordre régional en Asie centrale (§1). A partir des principes de fonctionnement des organisations régionales, on peut élaborer sur la typologie et les cheminements de cet ordre régional perspectif (§2).

§1 Les éléments pour l'ordre régional plutôt que le droit régional en Asie centrale

Au moment actuel, il est prématuré de parler d'un droit régional centrasiatique(A). Toutefois, on peut observer les prémisses pour un ordre régional centrasiatique, du fait, notamment, des activités des organisations régionales (B).

A Le manque des fondements pour parler d'un droit régional en Asie centrale

Tout d'abord, il s'agit de l'affaiblissement de la finalité de l'intégration au sein des organisations régionales en Asie centrale. Notamment, l'OCCA, pendant son existence, ainsi que l'OCS se basent sur le droit de la coexistence et de la coopération, dont les origines se trouvent dans le droit international public. Actuellement, l'OCS fonctionne comme une organisation internationale de coopération classique dont les moyens juridiques sont limités aux traités interétatiques classiques. L'émergence d'un droit régional est souvent le résultat des facteurs de cohérence et de cohésion, qui sont du ressort du droit de l'intégration. Or, en Asie centrale, c'est le droit de la coopération qui de l'usage.

¹⁰¹⁹ R. Tkatoва, « Central Asian States and International Law: Between Post-Soviet Culture and Eurasian Civilization », *Chinese Journal of International Studies*, 9(1), 2010, pp. 205-220.

Au-delà de cette barrière, il existe aussi le problème des relations entre les organisations régionales en Asie centrale en rapport avec la possibilité du droit régional centrasiatique. Rima Tkatova identifie l'idéologie eurasienne et le processus d'intégration régionale comme les sources potentielles du droit international centrasiatique. Toutefois, l'idéologie eurasienne est une idéologie parmi d'autres avec les attaches institutionnelles. Notamment, l'OCS s'appuie sur la conception de l'esprit de Shanghai. Dans le cas de la construction d'un droit international centrasiatique ou d'un droit régional centrasiatique, quels seront les apports de ainsi que les rapports entre ces idéologies aux soutiens institutionnels distincts ?

Dans le cas de la primauté de l'idéologie de l'esprit de Shanghai, ce dernier est très proche, dans l'esprit et dans le langage, aux principes de Bandung, élaborés par les nouveaux Etats de l'après-décolonisation, en 1955. Depuis, ces principes ont intégré le droit international public, notamment via les activités normatives des Etats au sein du système onusien. Or, parler d'un droit régional imprégné de l'esprit de Shanghai ne peut être que du ressort du discours populaire et identitaire, tandis que dans son contenu, ce droit ne représenterait que l'un des forums régionaux du droit international traditionnel. On peut référer à l'exemple de l'ASEAN, qui a aussi forgé son identité sur un ensemble des principes, reflétant les aspirations de l'indépendance et de la souveraineté exprimées par la Déclaration de Bandung. Cette identité, connue comme « ASEAN WAY », évoque en fait les principes de l'esprit de Shanghai.¹⁰²⁰

La primauté de l'idéologie eurasienne n'augmente pas non plus les chances de l'émergence d'un droit international ou régional centrasiatique. D'abord, l'idéologie eurasienne est soutenue par l'EURASEC. Cette dernière ne couvre pas toute la région de l'Asie centrale, l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont actuellement en dehors de ce cadre. Ensuite, l'EURASEC poursuit le but d'une intégration économique avec une orientation occidentale. Dernièrement, les responsables de l'EURASEC et de ses pays membres ont exprimé leur vision de combiner les processus d'intégration économique au sein de l'EURASEC avec les processus d'intégration économique dans l'Europe communautaire, afin de construire un système de libre-échange économique à l'échelle du continent de

¹⁰²⁰ Voir, M. Beeson, *Institutions of the Asia-Pacific: ASEAN, APEC and beyond*, Routledge, 2009, p. 35. Voir, aussi: A. Acharya, *Constructing Security Community in Southeast Asia*, op.cit.; L. Henry, « The ASEAN Way and Community Integration: Two Different Models of Regionalism », op.cit.

l'Eurasie. Ceci montre l'orientation occidentale de l'esprit de l'EURASEC. D'ailleurs, l'ordre juridique de l'EURASEC est inspiré largement par l'expérience de l'intégration communautaire. Notamment, par l'adoption du langage des étapes de l'intégration économique ainsi que par la volonté d'introduction des principes de représentativité des Communautés Européennes : l'EURASEC dispose en effet d'un Conseil des chefs d'Etat, d'une Assemblée interparlementaire, d'une Commission douanière ainsi que d'une Cour de la Communauté.

Si on spéculerait sur une telle éventualité, la combinaison des processus de l'intégration eurasienne avec l'intégration communautaire résulterait probablement sur la fusion du droit de l'EURASEC au sein et au profit du droit communautaire. Ce qui réduit la probabilité d'un droit régional centrasiatique.

B *Les prémisses de l'ordre régional en Asie centrale*

L'ordre a été défini comme « un ensemble plus ou moins cohérent, plus ou moins stable de principes, de règles, de pratiques intériorisées par les acteurs concernés et dont le respect ultime est garanti par un système de sanctions ».¹⁰²¹ Cet ensemble est sensé de produire un résultat particulier et de promouvoir un ensemble particulier des valeurs et objectifs.¹⁰²² Pour Charles Rousseau, ce résultat recherché est d'établir une cohésion sociale entre les groupes sociaux partageant le même milieu déterminé.¹⁰²³ L'ordre régleme les comportements individuels et réalise une définition et distribution des rôles sociaux.¹⁰²⁴

Dans le cas de l'Asie centrale, on pourrait parler en effet des prémisses d'un ordre régional. Notamment, l'Asie centrale héberge des organisations régionales, analysées par la présente étude, qui se fixent des objectifs spécifiques ainsi que des ensembles particuliers des valeurs à promouvoir dans la région. Malgré les différences dans l'étendue géographique et matérielle ainsi que dans les moyens, il existe plusieurs aspects communs à ces organisations régionales. Notamment, l'accent sur la primauté absolu de l'Etat dans les processus de décision et d'implémentation, le caractère interétatique fort des structures des organisations régionales, l'attachement aux principes de souveraineté et

¹⁰²¹ Voir : P. Moreau-Defargues, *L'ordre mondial*, Armand Colin, 1998.

¹⁰²² Voir: H. Bull, *Anarchical Society*, op.cit.

¹⁰²³ Voir : C. Rousseau, *Droit international public*, Dalloz.

¹⁰²⁴ Voir, M. Virally, *La pensée juridique*, PUF, 1990.

d'indépendance politique, ou encore, la volonté de se tisser une voix influente au niveau régional et international. Les pays membres de ces organisations semblent acquiescer à certaine distribution des rôles : au sein de l'EURASEC et de l'OCS, ce sont surtout la Russie et la Chine qui jouent le rôle des promoteurs de l'approfondissement des institutions.

Toutefois, au moment actuel, on ne peut parler que des prémisses. Car, l'ordre régional qui se profile est incertain et incomplet dans certains regards. D'un côté, il existe encore des ambiguïtés concernant les rapports entre les Etats et les organisations régionales. Le caractère interétatique accentué des processus institutionnels en Asie centrale a permis aux organisations de l'EURASEC et de l'OCS d'entreprendre des avancements par étapes sous le leadership des Etats membres. Toutefois, dans le cas de l'OCCA, ce caractère interétatique s'est révélé justement le point faible de l'Organisation.

En outre, ni l'EURASEC ni l'OCS dispose, à ce moment, des systèmes de sanctions cohérents et indépendants. Le respect des dispositions des organisations ainsi que leurs approfondissements sont maintenus par le biais des marchandages et, parfois, des pressions entre les pays membres. L'EURASEC a entrepris des efforts récents pour remédier à cette situation, notamment par l'adoption du Statut sur la Cour de l'EURASEC.¹⁰²⁵ Toutefois, il faut encore attendre la mise en marche et la consolidation de la Cour. Dans le cas de l'OCS, les Etats sont surtout persuadés par des avantages politiques, au niveau régional et international, que permet la participation au sein d'un groupement impressionnant des Etats.

§2 Les cheminements aléatoires vers l'ordre régional en Asie centrale

A Les différentes typologies de l'ordre entre les Etats

La diversité de la nature de l'ordre international et régional ainsi que la variété des cheminements vers l'ordre ont été noté auparavant. Notamment, la doctrine a souligné la présence, parfois simultanée, des éléments de trois types d'ordre entre les Etats dans la société internationale, dont les distinctions résident dans le rôle des Etats et le choix des instruments. Il s'agit notamment de la société internationale, basée sur la juxtaposition des

¹⁰²⁵ Le Statut de la Cour de l'EURASEC, adopté le 5 Juillet 2010.

Etats et la poursuite des intérêts égoïstes de ses participants ; de la société fondée sur la reconnaissance des intérêts communs entre ses membres, qui les poussent à chercher des points de compromis et des venues de la coopération ; ainsi que de la société basée sur les organisations différenciées où la société internationale dispose de ses propres organes, respectés et révéérés par les Etats.¹⁰²⁶ Ces typologies ont été aussi caractérisées comme l'ordre instrumental ou l'ordre Hobbesien ; l'ordre normatif-contractuel ou l'ordre Grotien ; et, l'ordre solidariste ou l'ordre Kantien.¹⁰²⁷

La réalisation de l'ordre international ou régional se poursuit par des moyens différents, dépendant des éléments de quel type d'ordre prévalent au sein de la société internationale. Wolfgang Friedman avait différencié entre trois modèles du droit international correspondant à ces différentes typologies de l'ordre international : le droit de la coexistence ; le droit de la coopération ; et, le droit de la coordination.¹⁰²⁸ Muthiah Alagappah a souligné trois cheminements différents qu'empruntent les Etats pour réaliser l'ordre au sein de leur société : l'ordre par la compétition et la puissance ; l'ordre par la coopération ; et, l'ordre par la transformation.¹⁰²⁹

B L'Asie centrale entre l'ordre instrumental et l'ordre normatif-contractuel

Dans le cas de l'Asie centrale, au moment actuel, on observe la prévalence des éléments de deux premiers types de la société internationale précédemment désignés : il s'agit, précisément, des éléments de la société internationale basée sur la juxtaposition des Etats égoïstes et de la société internationale basée sur la reconnaissance des intérêts communs entre ces Etats. Les organisations régionales analysées par la présente étude s'alignent justement sur ces deux typologies de la société internationale.

Elles sont fondées, tout d'abord, sur le principe de la primauté des intérêts individuels de leurs Etats membres. Elles s'insèrent dans le cadre d'un ordre instrumental

¹⁰²⁶ P. Reuter, *Principes de droit international public*, RCADI, Vol II(103), 1961, pp. 425-655 ; P. Reuter, *Droit international public*, PUF Themis, 1976, 5^e éd. Voir aussi, A. Hurrell qui distingue trois conceptions de la société internationale : la société pluraliste et limitée ; la société fondée sur le libéralisme et la solidarité ; et, la société de la gouvernance complexe. A. Hurrell, *On Global Order*, op.cit.

¹⁰²⁷ Voir: Hedley Bull, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, op.cit.; M. Alagappah, « The study of international order: An analytical framework », in M. Alagappah (editor), *Asian Security Order: Instrumental and Normative Features*, op.cit.

¹⁰²⁸ W. Friedmann, *The changing structure of international law*, op.cit.

¹⁰²⁹ M. Alagappah, « The study of international order », op.cit.

où la participation des Etats au sein des organisations régionales est maintenue exclusivement par les considérations des intérêts individuels des pays membres. Dans le cas de l'absence de la satisfaction des intérêts individuels et immédiats, les pays membres peuvent se retirer unilatéralement des cadres de coopération régionale. Les exemples de la décomposition de l'OCCA ainsi que du comportement de l'Ouzbékistan vis-à-vis les organisations régionales (notamment, l'EURASEC) s'expliquent notamment par la logique de l'ordre instrumental.

Dans certains cas, on peut observer la démarche vers la réalisation des intérêts communs à tous les Etats membres. Notamment, les Etats membres des organisations régionales dans l'espace post-soviétique s'efforcent à formuler leurs préférences communes concernant les modalités des relations interétatiques en Asie centrale ainsi que l'évolution de l'ordre international. Les organisations post-soviétiques servent alors à l'élaboration et la promotion de ces idées, préférences et valeurs au niveau régional et international. Comme il a été noté, plusieurs démarches ont été entreprises par l'OCCA, l'EURASEC et l'OCS pour exprimer leurs soucis et mécontentements concernant l'évolution de l'ordre international ou pour promouvoir leurs intérêts particuliers au sein des instances universelles. On observe dans ces cas, les prémisses d'un ordre régional normatif-contractuel. Les pays participants sont conscients de la nécessité et des avantages de la construction d'un front uni au niveau régional et international afin de renforcer la sécurité et la stabilité dans la région ainsi que pour renforcer la position des Etats de la région au sein de la société internationale. Pour réaliser ces intérêts communs, les pays s'engagent dans l'élaboration et la consolidation des ensembles normatifs pertinents.

Au moment actuel, ces intérêts correspondent essentiellement aux besoins de longévité des régimes politiques des Etats membres individuels, aux exigences de stabilité politique et stratégique au sein et autour de la région, ainsi qu'aux nécessités du développement économique. Par contre, les questions de la modernisation et des réformes politiques ainsi que des exigences de la promotion et de la consolidation des droits politiques et socio-économiques des citoyens, par le biais, notamment, de la mise en place des institutions spécialisées sont majoritairement ignorées par l'ordre juridique de ces organisations. La société internationale de l'Asie centrale est donc surtout basée sur la reconnaissance des intérêts des Etats en tant que régimes politiques. Les aspirations

individuelles et collectives des populations des Etats membres n'occupent pas une place éminente dans les visions de l'ordre recherchées par les organisations régionales de l'espace post-soviétique.

Par conséquent, les instruments de choix dans la poursuite de ces visions de l'ordre véhiculées par les organisations post-soviétiques sont majoritairement du ressort du droit de la coexistence et parfois du droit de la coopération. Comme il a été souligné plus haut, les traits essentiels du droit de ces organisations sont le principe de strict respect pour la souveraineté et les frontières interétatiques, le caractère interétatique fort et, surtout, la présence d'un monisme juridique basé sur la primauté des droits nationaux. Dans certains cas, les objectifs des organisations sont réalisés par le biais de la coopération. Parfois, les Etats membres les plus puissants s'appuient sur leur puissance et leur hégémonie pour convaincre leurs partenaires pour avancer dans la réalisation des buts des organisations. Notamment, la Russie a suivi le chemin de la persuasion par la puissance pour convaincre la Biélorussie à participer dans l'initiative de l'Union douanière, effective depuis Juillet 2010. Dans les autres cas, les Etats membres des organisations post-soviétiques n'arrivent pas à s'entendre sur les questions de gouvernance régionale. Alors, les efforts de la réalisation d'un ordre stable est compromis par les tensions et les conflits latents entre les Etats membres. L'OCCA est tombée justement la victime de l'absence des compromis entre ses pays fondateurs.

Le cas de l'EURASEC se distingue dans l'espace post-soviétique. Dans les domaines restreints, l'EURASEC a su mettre entamer un vraie processus d'intégration, bien qu'au prix d'adopter les principes de flexibilité et de l'intégration différenciée. Néanmoins, les participants du cercle avancé de l'intégration au sein de l'EURASEC, précisément le trio de l'Union douanière, sont en train de développer les habitudes de la coordination aussi bien au sein de leurs systèmes économiques domestiques que vis-à-vis les acteurs extérieurs dans les domaines économiques et géoéconomiques.

Conclusions Titre 2 :

Malgré les particularités de chaque organisation, nous pouvons observer certains éléments communs aux organisations régionales opérant en Asie centrale. D'un point de vue fonctionnel, ces organisations se penchent plutôt vers la finalité de la coopération et

s'appuient sur les instruments classiques de la coopération internationale. Même l'EURASEC qui se distingue par sa volonté intégrationniste et par les avancements réels dans cette direction, est imprégnée d'un caractère interétatique accentué. D'un point de vue de leur finalité extérieure, notamment vis-à-vis la communauté internationale, les organisations sont partagées entre la volonté d'ouverture et un esprit de fermeture. Notamment, l'EURASEC et l'OCS s'efforcent à se positionner des organisations régionales légitimes et de construire un dialogue avec les organisations universelles et les autres organisations internationales et régionales. Cependant, dans certains domaines, elles peuvent adopter une stratégie défensive, notamment pour protéger leurs positions géoéconomiques ou géostratégiques ou pour montrer soutien à leurs pays membres face aux critiques internationales.

Du fait de la faiblesse des ordres juridiques des organisations centrasiatiques et de leur nature partagée, il est tôt pour parler d'un ordre régional cristallisé. Cependant, certaines prémisses de l'ordre sont déjà évidentes. Il s'agit notamment du caractère interétatique accentué des organisations ainsi que l'appuie sur les éléments du droit de la coexistence, impliquant notamment l'accent sur la primauté absolue de l'Etat dans les processus de décision et d'implémentation, la présence des éléments d'un monisme juridique au profit des droits nationaux, et l'attachement aux principes de souveraineté et d'indépendance politique. Ces éléments pourraient bien marquer l'ordre régional perspectif en Asie centrale.

Conclusions Partie 2 :

Le phénomène des organisations régionales semble être bien ancré dans les relations interétatiques de l'Asie centrale post-soviétique. Malgré l'échec de certains projets de ces organisations, ou même de la décomposition de l'une d'entre elles, les cas des organisations de l'OCCA, de l'EURASEC et de l'OCS sont les exemples de cette évolution. Le recours aux différentes méthodes et stratégies, normatives et opérationnelles, de la part de ces organisations est significatif des efforts de ces structures et de leurs pays fondateurs à apprendre le jeu institutionnel international et d'en faire usage pour promouvoir leurs intérêts et objectifs au niveau régional et international.

Cependant, il existe encore plusieurs défis à surmonter devant les organisations régionales post-soviétiques. Il s'agit en particulier des nécessités de consolider et améliorer leurs ordres juridiques et institutionnel, d'élaborer un droit régional en conformité avec le droit international et les exigences du monde globalisé, de renforcer la cohésion entre au sein de leurs pays membres, de rendre cohérent leurs relations avec la société internationale et de préparer le passage aux étapes avancées de la coopération et de l'intégration institutionnalisée.

CONCLUSIONS GENERALES

Dans son étude sur l'état de la Communauté internationale, René-Jean Dupuy avait souligné la richesse des conceptions différentes, voire divergentes, qui régissent le fonctionnement de la Communauté internationale, marquée par les lignes de division et d'inégalité. Bien qu'il soit conscient des antagonismes mettant en cause les efforts vers le développement de la Communauté internationale, il s'était gardé de forcer une conclusion sur la base d'une dialectique finaliste. Au contraire, il s'est limité à une dialectique ouverte qui, selon lui, « rejet tout synthèse, n'utilisant la dialectique que comme une méthode, une manière de saisir et de comprendre la réalité présente, de rechercher la diversité dans toutes ses manifestations ».¹⁰³⁰

Nous avons essayé de suivre les conseils de l'éminent observateur de la Communauté internationale, l'Asie centrale étant l'objet de notre étude. Plusieurs considérations ont orienté vers cette attitude. Tout d'abord, les pays de l'Asie centrale sont des jeunes Etats qui essaient de s'orienter dans la politique internationale dont les règles et les principes répondent aux logiques différentes. En outre, ils sont eux-mêmes partagés entre les aspirations différentes, même divergentes, du fait de leur histoire, géographie ou situation socio-économique et politique. Les institutions domestiques mêmes de ces Etats sont toujours à la recherche de l'orientation stable. De plus, la présence des centres d'attrait puissants aux alentours immédiats des pays contribuent à la multiplication des ambiguïtés identitaires. D'ailleurs, il existe des disparités de grande échelle entre les pays centrasiatiques eux-mêmes ainsi qu'entre ces Etats et leurs voisins influents. C'est pour cela, il serait hâtif d'adopter une approche téléologique et définitive pour étudier la région. Une telle attitude pourrait se solder par une conclusion rapide et imprégnée des jugements de valeur dans un contexte où la Communauté internationale elle-même est partagée quand il s'agit de trouver des points de compromis entre ses membres sur la hiérarchie des valeurs et des méthodes pour se réaliser. L'Asie centrale est un espace partagé entre les différentes visions, tout comme la Communauté internationale est un milieu où se rencontrent différentes conceptions du monde. Au contraire, la dialectique ouverte permet de souligner les logiques et les aspirations différentes en œuvre guidant les choix identitaires et institutionnels des pays de l'Asie centrale.

Avant de procéder aux conclusions, ouvertes, de notre effort, il est pertinent de se poser la question sur le bien-fondé de l'adoption d'une approche normative pour observer une région qui subit une pression géopolitique énorme. D'ailleurs, les études sur l'Asie centrale contemporaine s'appuient essentiellement sur l'analyse géopolitique. Selon nous, le recours aux cadres analytiques, qui dérivent des disciplines juridique et de la science politique, tout en étant conscient de la situation géopolitique de la région, a permis de mettre en exergue la présence d'autres logiques que géopolitique, dans les choix institutionnels des Etats. Il s'agit notamment des aspirations économiques et géoéconomiques ainsi que des orientations identitaires des pays qui influencent l'évolution de leurs relations institutionnalisées. En outre, l'évolution et la consolidation des organisations régionales étudiées par le présent travail pointent à l'influence des prémisses normatives sur l'état actuel de la région. C'est pour cela, une étude des aspects juridiques et normatifs des relations interétatiques en Asie centrale s'imposait, légitimement.

Le point de départ de notre travail a été la volonté d'observer et d'élucider les différentes logiques identitaires et fonctionnelles guidant l'émergence et l'évolution des organisations régionales post-soviétiques dont l'étendue géographique et opérationnelle se concentrait essentiellement sur l'Asie centrale, tout particulièrement en rapport avec la notion de l'ordre international et régional. Notre effort a été aussi guidé par la volonté de situer l'Asie centrale et ses organisations régionales au sein de la société internationale. Au final de notre travail, nous pouvons souligner les manifestations de plusieurs éléments de dialectique en cours entre les visions et les méthodes différentes pour réaliser un ordre régional en Asie centrale. Actuellement, les rapports entre ses visions et méthodes sont aléatoires et ne débouchent que sur quelques prémisses de l'ordre.

Tout d'abord, la dialectique entre la logique d'affirmation identitaire exclusive des pays de l'Asie centrale, d'une part, et la volonté d'ouverture et de dialogue avec son environnement immédiat s'observe dans les relations interétatiques de la région. Au début, les pays de l'Asie centrale semblaient être guidées par la poursuite de l'idée d'une Asie centrale unie et unique, se distinguant des autres régions et, surtout, de son environnement immédiat. Cependant, avec le temps, les pays de l'Asie centrale ont commencé se différencier en termes de cohésion socio-économique et politique tandis que les perceptions

¹⁰³⁰ Voir R.-J. Dupuy, *Communauté internationale et disparités de développement*, 1979, IV, Vol. 165.

régionales d'eurasianisme et d'Espace de Shanghai, les liant à leur environnement immédiat, gagnaient du terrain, en engageant les pays de l'Asie centrale dans les relations de plus en plus étroite avec la Chine et la Russie.

De plus, la présence simultanée des idées de centrasianisme, d'eurasianisme et d'espace de Shanghai montre encore une fois la nature jeune et encore fluide des identités des Etats centrasiatiques. L'émergence des organisations distinctes, répondant à ces perceptions régionales différentes témoignent des efforts des pays de l'Asie centrale de poursuivre plusieurs aspirations en même temps. Certes, ils doivent faire face aux préoccupations de sécurité et de stabilité dans un environnement instable et incertain. Mais, les pays centrasiatiques sont aussi conscients de la nécessité de répondre aux exigences du développement économique et de trouver leur place dans la distribution géoéconomique générale des positions individuels des pays dans le monde. Pour cela, ils veulent compter sur le partenariat avec la Russie et la Chine, dont les soutiens ont été essentiels dans l'émergence et l'évolution de l'EURASEC et de l'OCS.

D'ailleurs, les tendances observées montrent que les organisations régionales en Asie centrale peuvent avoir de beaux jours devant elles. Il est important de souligner cet aspect car jusqu'à actuellement l'état général des organisations interétatiques dans l'espace post-soviétique a été perçue d'une manière négative. Les cas de l'EURASEC et de l'OCS montrent que les pays post-soviétiques, en général, et les Etats centrasiatiques, en particulier, sont de plus en plus conscient de l'utilité des relations institutionnalisées pour réaliser leurs objectifs individuels de la modernisation économique et politique ou encore pour promouvoir leurs positions au sein de la société internationale. C'est vrai qu'il existe toujours des hésitations concernant l'engagement avec les institutions. Il est encore tôt de dire que les pays de l'Asie centrale ont franchi le pas des politiques personnalisées. La nature autoritaire des systèmes politiques ainsi que le manque de la volonté de sacrifier les intérêts égoïstes immédiats au profit des intérêts communs perspectifs empêchent l'approfondissement des organisations régionales ou, même causent les disfonctionnements sérieux au sein des organisations. Le cas de l'OCCA est la preuve d'une telle attitude devant les institutions et les intérêts communs. Néanmoins, la continuité dans l'engagement des certains pays de la région avec l'EURASEC et leur

adhésion collectif au cadre de l'OCS est significatif des changements ayant lieu dans le comportement de la politique étrangère des Etats, avec des conséquences durables.

L'évolution des organisations régionales, décrite par la présente étude, souligne les hésitations que rencontrent les Etats entre la volonté et la nécessité de s'ouvrir à la communauté internationale dans un monde globalisé, d'une part, et les préoccupations de maintenir leurs identités individuelles et collectives, qui sont forgées dans un environnement d'incertitudes et des logiques confrontations. Ils sont partagés entre la logique d'ouverture et la logique de fermeture. Ces hésitations expliquent partiellement le recours, dès fois simultanément, aux méthodes différentes de l'organisation internationale : les méthodes de coopération et les méthodes d'intégration. L'usage des méthodes d'intégration, ou au moins les efforts dans cette direction, est le signe de la volonté de dialogue avec le monde, de la volonté d'apprendre des expériences des autres régions. Cependant, ces efforts n'aboutissent pas toujours, et pas nécessairement au sein de l'ensemble de ces pays. Les hésitations, les habitudes et les appréhensions poussent les Etats à se retourner aux instruments classiques de la coopération interétatique, qui offrent plus de protection et de stabilité à leurs habitudes et à leurs idéologies particulières.

Finalement, la grande dialectique caractérisant l'espace régional de l'Asie centrale est les rapports entre les logiques de l'union et de la division. Malgré la présence des multiples arguments en faveur de l'unité des pays de l'Asie centrale, actuellement ce sont les tendances vers la division qui se prévalent. Et ce, nonobstant leur participation au sein des organisations telle l'EURASEC et l'OCS. Car, l'EURASEC n'inclut pas tous les pays de l'Asie centrale, tandis que l'OCS se limite aux questions particulières dans le cadre desquelles les soucis de la division ne sont pas nécessairement adressés. La décomposition de l'OCCA a mis lumière sur la présence et le sérieux de ces lignes de division et de partage entre les pays de la région.

Par conséquent, les prémisses de l'ordre régional qu'offrent les conséquences des activités des organisations régionales post-soviétiques sont ressortis de plusieurs caractères : le caractère interétatique, l'accent sur la souveraineté, la tendance à éviter la considération de la situation politique domestique des pays membres individuels, la primauté des instruments relevant du droit de la coexistence sur ceux du droit de la coordination, les tendances d'ouverture ou de fermeture conditionnelle vis-à-vis le monde

extérieur et la communauté internationale, la présence continue de certaines hésitations et points de divergences entre les pays participants eux-mêmes.

Ces caractères offrent d'une certaine manière une flexibilité qui permet d'engager les Etats individuels dans un jeu collectif institutionnel. De plus, cette flexibilité est ordonnée par la nature jeune et fragile des Etats ainsi que de leur sociabilisation relativement modeste avec le phénomène des institutions. Avec le temps, on peut espérer sur l'influence des fréquentations réciproques sur l'évolution de leurs comportements ainsi que sur la prise de conscience des bénéfices à long terme des habitudes institutionnelles de la part des Etats.

Néanmoins, le point attractif et fort de l'ordre régional en formation en Asie centrale pourrait s'avérer son point faible aussi. Car, l'appuie sur les seules instruments de coopération ne pourrait être maintenue d'une manière permanente, sans la présence des éléments de cohésion, allant au-delà de la simple logique de la coopération. Ici, nous suivons les considérations de Barry Buzan sur les possibilités de la coopération et de l'intégration au sein de la société internationale, qui affirmait que la première ne se réaliserait qu'en cas de présence des éléments de la deuxième vision des relations interétatiques.¹⁰³¹ De point de vue, l'émergence simultanée de l'EURASEC et de l'OCS dans l'espace post-soviétique en l'absence d'une organisation exclusivement centrasiatique, qui commence s'appuyer sur les instruments de l'intégration, pourrait être instrumentale pour forger les habitudes solides de la coopération. Et ce, de deux manières. Dans le premier cas, l'EURASEC et l'OCS pourraient évoluer pour prendre en compte non seulement les aspirations géoéconomiques et stratégiques de leurs participants, mais aussi les aspirations normatives des peuples de ces Etats ainsi que les soucis de la légitimité internationale et universelle. Pour cela, les organisations en questions ne peuvent éviter la considération des questions allant au-delà des sujets économiques ou sécuritaires. En outre, leur légitimité en tant que les organisations régionales pour l'Asie centrale ne peut être complète sans intégrer les sujets de la gouvernance des biens publics régionaux, tel la question des ressources hydro-énergétiques de l'Asie centrale qui divise encore les pays de la région et qui est restée en dehors des cadres multilatéraux depuis la décomposition de l'OSCE. L'EURASEC et l'OCS n'ont pas considéré encore cette question d'une manière

impliquée. Dans cette perspective, on peut envisager que l'organisation régionale qui réussira d'intégrer les questions de la gouvernance régionale suscitera l'adhésion solide des pays centrasiatique et pourra se doter d'une légitimité régionale.

Dans le deuxième cas, la présence de l'EURASEC et de l'OCS pourra de nouveaux encourager les pays de l'Asie centrale de ressusciter les efforts de la création d'un cadre multilatéral proprement centrasiatique et d'engager avec ces deux organisations précédentes d'une manière collective. Car, l'idée de l'unité de la région subsiste toujours malgré l'affirmation des tendances vers la différenciation. En outre, la question de la légitimité en rapport avec les questions de la gouvernance régionale n'a pas encore été traitée d'une manière cohérente au sein de l'EURASEC et de l'OCS.

Au final, la présence des organisations régionales de l'EURASEC et de l'OCS, bien qu'imparfaites, est un phénomène positif pour les pays de l'Asie centrale. Car, l'absence d'une organisation centrasiatique peut éventuellement mener à la fragilisation des habitudes de la coopération et l'érosion du droit de la coexistence. La participation au sein de l'EURASEC et de l'OCS permet, d'une certaine manière, de maintenir les éléments du droit de la coexistence tout en laissant la porte ouverte à l'éventualité de la prise de conscience, par les Etats de l'Asie centrale, de la nécessité d'engager sérieusement avec les normes et les institutions dans un monde caractérisé par les aspirations des peuples pour l'interdépendance et la solidarité.

¹⁰³¹ B. Buzan, "From International system to international society: structural realism and regime theory meet European school", *International Organization*, 47, 3, Summer 1993, pp. 327-352.

SOURCES

I. ORGANISATION DE COOPERATION CENTRASIASATIQUE

Accords, Conventions et Traités

- Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan et la république d'Ouzbékistan du 10 Janvier 1994, Tachkent, Ouzbékistan
- Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998)
- Accord sur le Conseil Interétatique de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan et ses institutions, du 10 Février 1995, Almaty, modifié par les accords du 24 juillet 1996 et du 24 juin 1999
- Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la création de la Banque centrasiatique de coopération et de développement, du 8 Juillet 1994, Almaty, Kazakhstan
- Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur l'introduction des modifications à « l'Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la création de la Banque centrasiatique de coopération et de développement, du 8 Juillet 1998 », du 23 Août 1996, Almaty, Kazakhstan
- Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur les actions communes pour combattre le terrorisme, extrémisme religieux et politique, crime transnational organisé et autres menaces à la sécurité et la stabilité des Parties, du 21 Avril 2000, Tachkent, Ouzbékistan
- Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan

Règlements

- Règlement sur le Comité des coordinateurs nationaux de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, confirmé par la décision des chefs d'Etats la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan
- Règlement sur la création et le fonctionnement des consortiums internationaux, du 17 Mars 1998, Bichkek, Kirghizstan

- Règlement sur le Consortium International de l'Eau et de l'Energie, non daté

Décisions

- Décision des chefs d'Etats de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la réalisation du Traité sur la création d'espace économique commun, du 6 Mai 1996, Bichkek, Kirghizstan
- Décision du Conseil des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique sur le développement des processus d'intégration sur l'espace eurasiatique, du 6 Octobre, 2005, St.-Petersburg, Russie
- Décision de protocole sur la création de Consortium International de l'Eau et de l'Energie, du 26 Juin 1996, Bichkek, Kirghizstan

Protocoles

- Protocole sur l'adhésion du Tadjikistan au Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, le 26 Mars 1998
- Protocole sur l'adhésion de la Fédération de Russie au sein de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Protocole sur l'intégration de l'Organisation de Coopération Centrasiatique au sein de la Communauté Economique Eurasiatique, du 23 Juin 2006, Minsk, Belarus.

Concepts et Projets

- Concept de l'Etablissement de Consortium International de l'Eau et de l'Energie des Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, non daté
- Concept de l'Etablissement de Consortium International pour la Nourriture des Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, non daté

Déclarations

- Déclaration d'Issyk-Koul sur la coopération régionale des Etats d'Asie centrale, 1995
- Déclarations d'Almaty des présidents de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan, Turkménistan et République d'Ouzbékistan, du 28 Septembre 1997

- Déclaration d'Achkhabad des présidents de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan, Turkménistan et République d'Ouzbékistan, du 9 Avril 1999
- Déclaration de Bichkek des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 24 Juin 1999
- Déclaration des chefs d'Etats de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan et de représentant spéciale du Président de la Fédération de Russie, du 20 Août 2000, Bichkek, Kirghizstan
- Déclaration de Tachkent des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 28 Décembre 2001
- Déclaration conjointe des présidents de République de Kazakhstan, de Fédération de Russie, de Turkménistan et de République d'Ouzbékistan, du 1 Mars 2002, Almaty, Kazakhstan
- Communiqué conjoint des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 5 Octobre 2002
- Déclaration de Douchanbé des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 6 Octobre 2002
- Communiqué conjoint à l'issu de rencontre des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 27 Décembre 2002, Astana, Kazakhstan
- Déclaration conjointe des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 6 Juillet 2003, Almaty, Kazakhstan
- Discours de Vladimir Putin pendant la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclaration pour la presse de Vladimir Putin à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclaration conjointe des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Réponses des chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique aux questions des journalistes, 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclaration pour la presse à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique

II. COMMUNAUTE ECONOMIQUE EURASIENNE

Accords, Conventions et Traités

- Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Douanière, du 6 Janvier 1995
- Accord sur l'Union Douanière, entre la Fédération de Russie et Belarus, d'une part, et la République de Kazakhstan d'autre part, du 20 Janvier 1995
- Traité sur l'adhésion de la République Kirghize à l'Accord sur l'Union Douanière, du 29 Mars 1996
- Traité sur l'adhésion de la République de Tadjikistan à l'Accord sur l'Union Douanière, du 26 Février 1999
- Traité entre la Fédération de Russie, la République Bélarusse, la République de Kazakhstan et la République Kirghize sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996, Moscou, Russie
- Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999, Moscou, Russie
- Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan
- Convention sur les privilèges et immunités de l'Eurasec, du 31 Mai 2001
- Accord entre l'Eurasec et la CEI sur la réalisation des fonctions de la Cour d'Eurasec par la Cour Economique de la CEI, du 3 Mars 2004
- Accord sur l'établissement de la Banque Eurasiatique de Développement, du 12 Janvier 2006, Astana, Kazakhstan
- Accord sur la formation d'Espace Economique Commun, du 23 Février 2003, Yalta, Ukraine
- Traité sur la création du territoire douanier unique et la formation de l'union douanière, du 6 Octobre 2007
- Accord sur la coopération des systèmes énergétiques entre les Etats-membres de l'Accord sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire de 1996, du 24 Novembre 1998, Moscou
- Accord sur la réalisation de la politique coordonnée dans le domaine de la formation et du développement des corridors de transports de l'EURASEC, du 24 Mars 2005

Règlements

- Règlement sur le Conseil Inter-Etatique de l'Eurasec, du 31 Mai 2001
- Règlement sur le Comité d'Intégration de l'Eurasec, du 31 Mai 2001
- Règlement sur la Commission des représentants permanents de l'Eurasec, du 31 mai 2001
- Règlement sur le statut d'observateur au sein de l'Eurasec, du 13 Mai 2002
- Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique, adopté par la décision n° 45 du Conseil Interétatique du 13 Mai 2002
- Règlement de la Banque Eurasiatique de Développement, du 12 Janvier 2006, Astana, Kazakhstan

Décisions

- Décision du Conseil Inter-Etatique de l'Eurasec sur le principe de transfert entre les organes d'intégration, du 31 Mai 2001
- Décision n° 51 du Conseil Interétatique sur les symboles (emblème et drapeau) de la Communauté Economique Eurasiatique, du 13 Mai 2002, Minsk, Belarus
- Décision n° 104 du Conseil Inter-Etatique sur le Plan d'actions communes des Etats d'Eurasec pour la formation du marché énergétique commun, du 28 Février 2003, Moscou, Russie
- Décision n° 169 du Conseil Inter-Etatique d'Eurasec sur la coopération entre les Etats-membres d'Eurasec pour l'utilisation effective des ressources hydro-énergétiques des bassins des fleuves de Sirdarya et Amudarya, du 18 Juin 2004, Astana, Kazakhstan

Protocoles

- Protocole sur l'introduction des modifications au Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2001, 25 Janvier 2006, St. Petersburg
- Protocole sur les négociations commerciales internationales des Etats-membres de l'Accord sur l'Union Douanière en vue d'accéder à l'OMC, du 3 Juin 1997, Moscou, Russie
- Protocole sur le mécanisme d'application des mesures spéciales, d'anti-dumping et des mesures de compensation dans le commerce des Etats-membres de l'Union Douanière, du 17 Février 2000, Moscou, Russie

Règles de procédures et Statuts

- Règles de procédure du Conseil Inter-Etatique de la Communauté Economique Eurasiatique, adopté par la Décision du Conseil Inter-Etatique du 31 Mai 2001, Minsk, Belarus
- Statut de la Cour de l'Eurasec, du 27 Avril 2003

Directions et Principes de la politique commune

- Principes de la politique énergétique des Etats-membres de la Communauté Economique Eurasiatique, du 28 Février 2003, Moscou, Russie
- Directions principales de développement d'Eurasec pour les années 2003-2006, du 27 Avril 2003
- Les bases de la politique énergétique des pays membres de l'EURASEC, 28 Février 2003

Concepts et projets

- Concept de formation d'Espace Economique Commun, du 23 Février 2003, Yalta, Ukraine
- Concept de la politique agro-industrielle des pays membres de l'EURASEC, 24 Mars 2005
- Concept de la politique sociale coordonnée des pays membres de l'EURASEC, 18 Avril 2007
- Concept de la formation de l'Espace des transports commun de l'EURASEC, 25 Janvier 2008
- Concept de l'activité internationale de l'EURASEC, 25 Janvier 2008

Déclarations

- Déclaration sur « Les Dix pas simples vers le peuple », du 28 Avril 1998

- Déclaration des Chefs d'Etats-membres de la Communauté Economique Eurasiatique, du 31 Mai 2001, Minsk, Belarus

III. ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI

Accords, Conventions et Traités

- Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St. Petersburg, Russie
- Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale anti-terroriste du 7 Juin 2002, St. Petersburg, Russie
- Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine
- Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la lutte contre le trafic illicite des drogues, substances psychotropes et leurs précurseurs du 17 Juin 2004, Tachkent, Ouzbékistan
- Accord sur la base de données de la structure régionale anti-terroriste de l'OCS du 17 Juin 2004, Tachkent, Ouzbékistan
- Traité sur le voisinage à long terme, amitié et coopération entre les Etats-membres de l'OCS du 16 Août 2007, Bichkek, Kirghizstan
- Accord entre les pays membres de l'OCS sur l'organisation des exercices militaires communs, du 27 Juin 2007, Bichkek, Kirghizstan
- Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la coopération et l'assistance mutuelle dans le domaine de douanes, du 2 Novembre 2007, Tachkent, Ouzbékistan

Règlements

- Règlement sur le Secrétariat de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003

- Règlement sur le Conseil des Chefs de Gouvernements (Premiers ministres) de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Conseil des Coordinateurs nationaux de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Statut d'Observateur au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 16 Juin 2004
- Règlement sur les représentants permanents de l'Organisation de Coopération de Shanghai au sein de structure régionale anti-terroriste de l'OCS du 5 Juillet 2005, Astana, Kazakhstan
- Règlement sur le statut de Partenaire pour le dialogue de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 28 Août 2008

Divers

- Décision n°2 sur le budget de l'OCS du 23 Septembre 2003, Beijing, Chine
- Protocole entre l'OCS et la République Islamique d'Afghanistan sur la création de Groupe de contact OCS-Afghanistan, du 4 Novembre 2005, Beijing, Chine
- Schéma temporaire régissant les relations de l'Organisation de Coopération de Shanghai avec les autres organisations internationales et les Etats du 23 Novembre 2002, Moscou, Russie
- Mémoire sur la compréhension mutuelle entre le Secrétariat de l'OCS et le Secrétariat de l'OTSC du 5 Octobre 2007, Douchanbe, Tadjikistan (pendant le sommet OTSC)
- Rapport du Conseil de la structure régionale anti-terroriste de l'OCS présenté au Conseil des Chefs d'Etats sur les activités de la structure régionale anti-terroriste pendant l'année 2004, confirmé par la décision n°3 du Conseil des Chefs d'Etats du 5 Juillet 2005
- Mémoire entre les gouvernements des Etats-membres de l'OCS sur les objectifs et directions principaux de la coopération économique régionale et sur le lancement du processus pour la création des conditions favorables dans le domaine du commerce et des investissements, du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan

- Concept de coopération entre les Etats-membres de l'OCS pour combattre terrorisme, séparatisme et extrémisme, confirmé par la décision n°1 du Conseil des Chefs d'Etats du 5 Juillet 2005
- Programme de coopération commerciale et économique multilatérale entre les Etats-membres de l'OCS, confirmé par la décision n°1 du Conseil des Premiers Ministres du 23 Septembre 2003
- Plan d'action des Etats-membres de l'OCS et de la République Islamique d'Afghanistan sur les problèmes de terrorisme, trafic illicite de la drogue et crime organisé du 27 Mars 2009, Moscou, Russie

Déclarations et communiqués conjoints des chefs d'Etat

- Déclarations et Communiqués conjoints des Chefs d'Etats de l'OCS
- Déclaration de Bichkek du 25 Août 1999
- Déclaration de Douchanbé du 4 Juillet 2000
- Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine
- Déclaration conjointe des Chefs d'Etats du 15 Janvier 2001 sur l'adhésion de l'Ouzbékistan au sein de l'OCS
- Déclaration de St. Petersburg du 7 Juin 2002
- Déclaration de Moscou du 29 Mai 2003
- Déclaration de Tachkent du 17 Juin 2004
- Note d'information sur la réunion du Conseil de Chefs d'Etats du 17 Juin 2004
- Déclaration d'Astana du 5 Juillet 2005
- Déclaration sur le cinquième anniversaire de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2006, Shanghai, Chine
- Déclaration des chefs d'Etats de l'OCS sur la coopération dans le domaine de sécurité informatique internationale du 15 Juin 2006, Shanghai
- Déclaration de Bichkek du 16 Août 2007
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 16 Août 2007, Bichkek
- Déclaration de Douchanbé du 28 Août 2008

- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 28 Août 2008, Douchanbé
- Déclaration de la Conférence spéciale sur la situation en Afghanistan organisée par l'OCS le 23 Mars 2009, Moscou, Russie
- Déclaration d'Ekaterinbourg du 16 Juin 2009
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 16 Juin 2009, Ekaterinbourg, Russie
- Conférence de presse à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 16 Juin 2009, Ekaterinbourg, Russie

Déclarations du Conseil des Chefs des Premiers Ministres

- Note d'information sur la première réunion du Conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan
- Déclaration des Chefs des Gouvernements de l'OCS (sur les événements du 11 Septembre) du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 23 Septembre 2003, Beijing, Chine
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 23 Septembre 2004, Bichkek, Kirghizstan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 25 Octobre 2005, Moscou, Russie
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 15 Septembre 2006, Douchanbé, Tadjikistan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 2 Novembre 2007, Tachkent, Ouzbékistan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 28 Août 2008, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclarations du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères
- Déclaration conjointe des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 7 Janvier 2002, Beijing, Chine
- Déclaration des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS (sur l'anniversaire du 9/11) du 11 Septembre 2002
- Communiqué conjoint des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 21 Novembre 2002, Moscou, Russie

- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 5 Septembre 2003, Tachkent, Ouzbékistan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 25 Février 2005, Astana, Kazakhstan
- Note d'information sur la réunion du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 9 Juillet 2007, Bichkek, Kirghizstan

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

OUVRAGES EN FRANCAIS

- **Alvarez A.**, Le droit international américain: son fondement, sa nature, Pedone, 1910, 386 p.
- **Battistella, D.**, *Théories des Relations Internationales*, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 335-363
- **Bitch M.-Th.** et al. *Institutions européennes et identités européennes*, Bruylant: Bruxelles, 1998
- **Boisseau du Rocher S.**, *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du sud-est*, Paris : L'Harmattan, 1998
- **Brzezinski Z.**, *Le Grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures, 2000
- **Carreau D. et Juillard P.**, *Droit international économique*
- **Dailhier P. et Pellet A.**, *Droit international public*, LGDJ, 2001
- **Delmas-Marty M.**, *Le pluralisme ordonné (Les forces imaginantes du droit-II)*, Paris : Editions du Seuil, 2006
- **Diez de Velasco Vallejeo M.** (ed.), *Les organisations internationales*, Paris:Economica, 2002
- **Djalili M.-R., Kellner Th.**, *La géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, PUF, 4^{me} édition, 2006, 585 p.
- **Dupuy P.-M.**, *Les Grands textes de droit international public*, Dalloz, 4^e édition, 2004
- **Dupuy R.-J. (dir.)**, *Manuel sur les organisations internationales*, Nijhoff, Dordrecht, 1998
- **Fallon M.**, *Droit matériel général de l'Union européenne*, Bruylant, 1997
- **Isaac G. et Blanquet M.**, *Le droit communautaire général*, 8^e éd., Armand Collin 2001
- **Jacqué J.P.**, *Droit Institutionnel de l'Union Européenne*, 5 éd., Dalloz, 2009

- **Laïdi Z.**, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1995
- **Moreau-Defargues P.**, *L'ordre mondial*, Armand Colin, 1998
- **Pescatore P.**, *Le droit de l'intégration: émergence d'un phénomène nouveau dans les relations internationales selon l'expérience des Communautés européennes*, A.W. Sijthoff, 1972
- **Reuter P.**, *Droit international public*, PUF, Themis, 5 ed. 1976
- **Roubinski Y.**, *Les éclats de l'Empire ou la Communauté des Etats Indépendants (CEI)*, IFRI, Paris 2001
- **Rousseau Ch.**, *Droit international public*, T. 2, Sirey, 1974
- **Roy O.**, *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Editions du Seuil, 1997, 332 p.
- **Serge S.**, *Relations Internationales*, PUF, 2001
- **SFDI**, *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux, Paris, Pedone, 1977
- **Simon D.**, *Le système juridique communautaire*, 3^e éd., PUF, 2001
- **Virally M.**, *L'Organisation Mondiale*, Armand Colin, 1972
- **Virally M.**, *La pensée juridique*, PUF, 1990

OUVRAGES EN ANGLAIS

- **Acharya A. et Johnston, A.** (eds), *Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective*, Cambridge University Press, 2008, 330 p.
- **Acharya A.**, *A Quest For Identity: International Relations Of Southeast Asia*, Singapore: Oxford University Press, 2000, 188 p.
- **Acharya A.**, *Constructing A Security Community In Southeast Asia: ASEAN and the Problem of Regional Order*, Routledge, 2000
- **Alagappah M.** (ed.), *Asian Security Order: Instrumental and Normative Features*, Stanford University Press, 2003
- **Alexandroff A.** (ed) *Can the World be Governed? Possibilities for effective multilateralism*, Wilfrid Laurier University Press, 2008, 436 p.

- **Allison R. et Jonson L.** (eds.), *Central Asian security: the new international context*, Brookings Institution Press, Washington DC, 2001
- **Anceschi L.**, *Turkmenistan's foreign policy: Positive Neutrality and the consolidation of the Turkmen regime*, London, Routledge, 2009, 212 p.
- **Bekker P.**, *The legal position of intergovernmental organizations: a functional necessity analysis of their legal status and immunities*, Martinus Nijhoff Publishers, 1994
- **Bremmer I. et Taras R.**, *New States, New Politics : Building the Post-Soviet Nations*, Cambridge University Press, 1996, 765 p.
- **Breslin Sh., Hughes Ch., Phillips N. et Rosamond B.** (eds), *New Regionalisms in the Global Political Economy: Theories and Cases*, London: Routledge, 2002
- **Bull H.**, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, 3e édition avec les prefaces de A. Hurrell et S. Hoffmann, Columbia University Press, 2002, p. 254.
- **Buzan B. et Waever O.**, *Regions and Powers: The structure of international security*, Cambridge University Press, 2003, 564 p.
- **Carr E.H.**, *The Twenty Years Crisis, 1919–1939: an Introduction to the Study of International Relations*, London: Macmillan, 1939
- **Balassa B.**, *The theory of economic integration*, London, 1961
- **Cooper R.**, *The breaking of nations : Order and Chaos in the Twenty-First Century*, Atlantic Livres, London, 2004
- **Dougherty J. E. et Pfaltzgraff Jr R. L.**, *Contending theories of International Relations*, 5th ed., Longman, 2001
- **Farrell M., Hettne B. et Van Langenhove L.** (eds), *Global politics of regionalism: Theory and Practice*, London, Pluto Press, 2005, 321 p.
- **Fawcett L. et Hurrell A.** (eds), *Regionalism in World Politics: Regional organization and international order*, Oxford, Oxford University Press, 1995, 360 p.
- **Kösler, A. et Zimmek, M.** (eds), *Elements of regional integration: A multidimensional approach*, Nomos, 2008, 278 p.
- **Friedmann, W.**, *The changing structure of international law*, Stevens & Sons, London, 1964
- **Fukuyama F.**, *The end of history and the last man*, Penguin Books, 1992, 418 p.
- **Gamble A. et Payne A.**, *Regionalism and world order*, Palgrave Macmillian, 1996

- **Gungwu Wang et Yongnian Zheng** (eds), *China and the New International Order*, Routledge: London, 2008, 316 p.
- **Haas E.**, *The Uniting of Europe. Political, Social and Economic Forces (1950-1957)*, London: Stevens, 1958
- **Huntington, S.**, *The clash of civilizations and the remaking of world order*, Simon& Schuster, 1997, 367 p.
- **Hurrell A.**, *On Global Order: Power, Values and the Constitution of International Society*, Oxford, OUP, 2007
- **Kang, D.C.**, *China Rising: Peace, Power and Order in East Asia*, Columbia University Press, 2007, 274 p.
- **Katzenstein P.**, *A world of regions: Asia and Europe in the American imperium*, Cornell University Press, 2005
- **Kellner, Th.**, *L'Occident de la Chine: Pékin et la nouvelle Asie central (1991-2001)*, PUF, 2008, 624 p.
- **Kembaev, Zh.**, *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, Springer, 2009
- **Khalid, A.**, *The politics of Muslim cultural reform: Jadidism in Central Asia*, California, University of California Press, 1998, 400 p.
- **Klabbers, J.**, *An introduction to international institutional law*, Cambridge University Press, 2002
- **Koskenniemi M.**, *The Gentle Civilizer of Nations : The Rise and Fall of International Law 1870–1960*, Cambridge University Press, 2004
- **Lake D. et Morgan P.**, *Regional orders: Building security in a new world*, Penn State Press, 1997
- **Lanteigne M.**, *China and International Institutions: Alternate paths to global power*, Routledge: London, 2005, 230 p.
- **Lasswell H. et McDougal M.**, *Jurisprudence for a free society: Studies in Law, Science and Policy*, 1992
- **Leonard, M.**, *Why Europe will run the 21st century?* Public Affairs, 2006, 192 p.
- **Mahbubani K.**, *The new Asian hemisphere: the irresistible shift of global power to the East*, Public Affairs, 2008, 314 p.
- **Olcott M.B.** *Central Asia's New States: Independence, Foreign Policy, and Regional Security*, Washington, DC: US Institute of Peace Press, 1996

- **Pomfret R.**, *The Central Asian Economies Since Independence*, Princeton University Press, 2006
- **Rowe E.W. et Torjesen S.** (eds), *The Multilateral Dimension in Russian Foreign Policy*, Routledge, 2008, 240 p.
- **Rumer E., Trenin D., et Zhao H.**, *Central Asia: Views from Washington, Moscow, and Beijing*, with an Introduction by Rajan Menon, M.E. Sharpe, 2007, 224 p.
- **Schermers H. et Blokker N.**, *International institutional law: Unity within diversity*, 4th Revised edition, Martinus Nijhoff Publishers, 2003
- **Shaw M.**, *International Law*, 6th Ed., Cambridge University Press, 2008
- **Slaughter A.-M.**, *A new world order*, Princeton University Press, 2004
- **Taylor P.**, *International organization in the modern world: The regional and global process*, Pinter Publishers, 1993
- **Trenin D.**, *The End of Eurasia: Russia on the Border Between Geopolitics and Globalization*, Carnegie Moscow Center: Moscow, 2001, 340 p.
- **Zakaria F.**, *The post-American world*, W.W. Norton & Co., 2008, 292 p.

OUVRAGES EN RUSSE

- **Bisenbayev, A.**, *Drugaiia Tsentralnaia Azia (L'autre Asie centrale)*, Almaty : Editions Arqas, 2003, 300 p.
- **Dugin A.**, *Evrasiiskaya missiya Nursultana Nazarbayeva (La mission eurasiennne de Nursultan Nazarbayev)*, Moscou : Evraziya, 2004.
- **Imanaliev M.**, *Collection d'articles sur l'Asie centrale (en russe)*, Bichkek: IPP, 2008, 194 p.
- **Karimov**, *L'Ouzbékistan au seuil du vingt-et-unième siècle (en russe)*, Tachkent, 1998.
- **Kazantsev, A.**, *'Bolshaya igra' s neizvestnimi pravilami: Mirovaya politika i Tsentralnaia Azia ('Grand jeu' aux règles inconnues: Politique Mondiale et Asie Centrale)*, Nasledie Yevrazii, Moscou, 2008, 248 p.
- **Kultchuk Y.**, *Tsentral'naya Azi'a posle imperii : Etnosi, obshchestvo i problemi (L'Asie Centrale après l'Empire : Ethnies, société et problèmes)*, l'Institut International des Recherches sociales et politiques, www.igpi.ru
- **Kushkumbayev S.**, *Tsentralnaia Aziia na putiakh integratsii (L'Asie Centrale sur les chemins de l'intégration)*, Almaty: Kazakhstan Press, 2002, 186 p.

- **Omarov N.**, *Gosudarstva Tsentralnoy Azii v epokhu globalizatsii: Poiski strategii razvitiia* (Les Etats d'Asie central à l'époque de mondialisation: Quêtes pour stratégies de développement), Friedrich Ebert Stiftung, Bishkek, 2008, 253 p.
- **Rumer B.**, *L'économie des pays de l'Asie Centrale : réalités, problèmes et perspectives* (en russe), 2002
- **Sultanov B. et Muzaparova L.**, *Stanovlenie vneshney politiki Kazakhstana : Istoria, dostijeniia, vzglyad v budushee* (Développement de la politique étrangère du Kazakhstan : Histoire, réussites, regard sur l'avenir), IWEP, Almaty, 2005, 356 p.

Cours dans le Recueil des Cours de l'Académie de Droit International

- **De Orue y Arregui**, *Le régionalisme dans l'organisation internationale*, 1935, III, Vol. 53.
- **Dupuy R.-J.**, *Communauté internationale et disparités de développement*, 1979, IV, Vol. 165.
- **Dupuy P.-M.**, *L'unité de l'ordre juridique international*, 2002, Vol. 297, PP. 9-489.
- **Pescatore P.**, *Les relations extérieures des Communautés Européennes : contribution à la théorie de la personnalité des organisations internationales*, 1961, V, Vol. 103, pp. 1-242.
- **Reuter P.**, *Principes de droit international public*, 1961, II, Vol. 103, pp. 425-655.
- **Rousseau Ch.**, *Principes de droit international public*, 1958, I, Vol. 93, pp. 369-549.
- **Virally M.**, *Panorama du droit international contemporain*, RCADI, 1983, V, Vol. 183, pp. 9-395.

DICTIONNAIRES

- **Cornu G.**, *Vocabulaire juridique*, 6 éd., PUF, 2004
- **Lalande A.**, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, PUF, Quadrige, 2002
- **Philip Ch. et Barav A.**, *Le dictionnaire juridique des Communautés Européennes*, PUF, 1993

THESES

- **Allouche Jeremy**, *Water nationalism : an explanation of the past and present conflicts in Central Asia, the Middle East and the Indian subcontinent ?* Université de Genève, 2005.
- **Dilleen Conor**, *The international dimensions of nationalism in Central Asia: can the relationship between international security, state sovereignty and emerging ethnonationalism be reconciled in Post-Soviet Central Asia?* University of New South Wales. School of Politics and International Relations, 2005.
- **Henry Laurence**, *Mutations territoriales en Asie centrale et orientale*, Documentation Française, 2008, 584 p.
- **Sagdullaev Djakhangir**, *Energy Policy, Economic Cooperation, and Sustainable Development in Central Asia: the case of Uzbekistan*, Institute of Political Science, the University of Giessen, 2005.
- **Torjesen Stina**, *Understanding regional co-operation in Central Asia, 1991–2004*, St Antony's College, University of Oxford, 2008, 396 p.

II. ARTICLES

ARTICLES GENERAUX

- **Nême C.**, « Les intégrations régionales à l'aube du XXI siècle », in A. Redslob (ed.), *Monde, régions, nations : intrications et perspectives à l'aube du troisième millénaire*, Editions Panthéon-Assas, 2001
- **Barnett M. et Finnemore M.**, "The Politics, Power, and Pathologies of International Organizations", *International Organization*, Vol. 53, No. 4 (Autumn, 1999), pp. 699-732.
- **Abbott K. et Snidal D.**, "Why States Act Through Formal International Organizations", *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 42, 1998, pp. 3-32.
- **Acharya A.**, « Ideas, identity, and institution-building : From the « ASEAN Way » to the Asia-Pacific Way ? », *The Pacific Review*, 10 :3, pp. 319-346, 1997.
- **Acharya A.**, "Will Asia's past be its future?" *International Security*, 28(3), 2003/04, pp. 149-164
- **Acharya**, "The emerging regional architecture of world politics", *World Politics*, 59(4): 629-652, 2007.

- **Azoulai L.**, The acquis of the European Union and International Organizations, *ELJ*, 2005, n° 2, pp. 196-231.
- **Beeson M. et Jayasuria K.**, "The Political rationalities of Regionalism : APEC and the EU in comparative perspective", *The Pacific Review*, 11(3), 1998
- **Beeson M.**, "Rethinking regionalism: Europe and East Asia in comparative historical perspective", *Journal of European Public Policy*, 12(6), 2005, pp. 969-985.
- **Burley, W. Mattli**, "Europe before the Court: A political theory of legal integration", *International Organization*, 47, 1, Winter 1993, pp. 41-76.
- **Buzan B.**, "From International system to international society: structural realism and regime theory meet European school", *International Organization*, 47, 3, Summer 1993, pp. 327-352.
- **Caflisch L.**, « Land-locked states and their access to and from the sea », *BYIL*, Vol. 49, 1978, pp. 71-100.
- **Fawcett L.**, "Exploring regional domains : a comparative history of regionalism", *International Affairs*, 80, 3, 2004, pp. 429-446.
- **Friedberg A.L.**, "The future of US-China relations: Is conflict inevitable?" *International Security*, 30(2), 2005, pp. 7-45;
- **Friedberg A.L.**, "Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia," *International Security*, 18(3), 1993/94), pp. 5-33
- **Haas E.**, "The Study of Regional Integration : Reflections on the Joy and Anguish of Pretheorizing", *International Organization*, Vol. 24, Issue 4, Regional Integration : Theory and Research (Autumn, 1970), pp. 607-646.
- **Haas E.**, "International integration : The European and the Universal Process", *International Organization*, Vol. 15, n° 3 (Summer 1961), pp. 366-392.
- **Hemmer S. and Katzenstein P.**, "Why is there no Nato in Asia? Collective Identity, Regionalism, and the Origins of Multilateralism", *International Organization*, 56(3), 2002, pp. 575-607.
- **Henry L.**, « The ASEAN Way and Community Integration: Two Different Models of Regionalism », *ELJ*, Vol. 13, No. 6, November 2007, pp. 857-879.
- **Hettne B.**, "Beyond the New Regionalism", *New Political Economy*, Vol. 10, No. 4, Décembre 2005, pp. 543-571.
- **Hugon P.**, "Les économies en développement au regard des théories de la regionalization", *Revue Tiers Monde*, t. XLIII ? n° 169, janvier-mars 2002.
- **Johnston A.I.**, "Is China a status quo power?" *International Security*, 27(4), 2003, pp. 5-56

- **Kang D.C.**, "Getting Asia wrong: The need for new analytical frameworks", *International Security*, 27(4), 2003, pp. 57-85
- **Kennedy D.**, "The Move to Institutions", *Cardozo Law Review*, 8(5), 1987, p. 847.
- **Kurus, B.**, "Understanding ASEAN: Benefits and Raison d'Etre", *Asian Survey*, Vol. 33, No. 8, 1993, pp. 819-831.
- **Laffan B.**, "The European Union: a distinctive model of internationalization", *Journal of European Public Policy*, 5(2), 1998, pp. 235-253.
- **Larner W. et Walters W.**, "The political rationality of 'new regionalism': Toward a genealogy of the region", *Theory and Society*, 31, 2002, pp. 391-432.
- **Lay Hong Tan**, "Will ASEAN economic integration process beyond a Free trade area", *ICLQ*, Vol. 53, Part 4, October 2004, pp. 935-967.
- **Malamud A.**, "Presidential diplomacy and the institutional underpinnings of Mercosur: An empirical examination", *Latin American Research Review*, vol. 40, n° 1, 2005, pp. 138-164.
- **Mansfeld E. et Milner H.**, « The New Wave of Regionalism », *International Organization*, 53(3), Summer 1999, pp. 589-627.
- **Mearsheimer J.**, « False promise of international institutions », *International Security*, 19(3), Winter 1994/1995, p. 15.
- **Narine S.**, « Forty years of ASEAN : a historical review », *The Pacific Review*, 21 :4, 411-429, 2008
- **Paasi A.**, "Region and place: regional identity in question", *Progress in Human geography*, 27(4), 2003, pp. 475-485.
- **Paasi A.**, "The resurgence of "Region" and "Regional identity": theoretical perspectives and empirical observations on regional dynamics in Europe", *Review of International Studies*, n° 35, 2009, pp. 121-146.
- **Pescatore P.**, "Aspects judiciaires de l'« acquis communautaire », *RDE*, 1981, n° 4, pp. 617-652
- **Petiteville F.**, "Les processus d'intégration régionale, vecteurs de structuration du système international?" *Etudes Internationales*, vol. XXVIII, n° 3, Septembre 1997, pp. 511-533.
- **Qian Wenrong**, "A discussion on new international order", Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org
- **Keohane R.**, "International Institutions: Two Approaches", *International Studies Quarterly*, Vol. 32 (4), 1988, pp. 379-396
- **Rosecrance R.**, "Regionalism and the post-Cold War era", *International Journal*, XLVI Summer 1991, pp. 373-393.

- **Scelle G.**, « Essai relatif à l'Union européenne », *RGDIP*, 1931, pp. 520-563.
- **Sjursen H.**, "Enlargement in perspective: The EU's quest for identity", *ARENA Working Paper* n° 5, Février, 2008, 15 p. www.arena.uio.no
- **Sørensen G.**, 'What Kind of World Order? The International System in the New Millennium', *Cooperation and Conflict*, vol. 41 no. 4, 2006, pp. 343-63.
- **Shambaugh D.**, "China engages Asia: Reshaping the regional order", *International Security*, 29(3), 2004, pp. 64-99
- **Stubbs R.**, « The ASEAN alternative? Ideas, institutions and the challenge to 'global' governance », *The Pacific Review*, 21 :4, 451-468, 2008
- **Van Langenhove L. et Marchesi D.**, "The Lisbon Treaty and the Emergence of third generation regional integration", *European journal of law reform*, Vol. X (4), 2008, pp. 477-496.
- **Van Langenhove L.**, "Regionalism as a political vision", *UNU-CRIS Occasional papers* n° 0-2005/15, 2005.
- **Väyrynen R.**, "Regionalism: Old and New", *International Studies Review*, 2003, n° 5, pp. 25-51.
- **Virally M.**, « La notion de fonction dans la théorie de l'organisation internationale », dans M. Virally, *Le droit international en devenir*, PUF, 1990, pp. 271-288.
- **Virally M.**, « Les relations entre les organisations régionales et organisations universelles », in *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, pp. 147-165.
- **Virally M.**, « Définition et classification : approche juridique », dans M. Virally, *Le Droit international en devenir*, Paris, PUF, 1990, pp. 227-240
- **Wendt A.**, "Collective identity formation and the international state", *American Political Science Review*, vol. 88, n° 2, 1994, pp. 384-395.
- **Wiener A.**, « Finality vs. Enlargement. Constitutive practices and opposing rationalities in the reconstruction of Europe », *Jean Monnet Working Paper* 8/02, NYU School of Law, 20 Septembre 2002 www.jeanmonnetprogram.org

ARTICLES SUR L'ASIE CENTRALE ET L'ESPACE POST-SOVIETIQUE

- **Asslund, A.**, *Sizing up the economies of Central Asia*, *Journal of International Affairs*, Spring 2003, Vol. 56. n° 2.
- **Cagnat, R.**, « Asie Centrale : le très Grand Jeu », *Défense Nationale*, mars 2002

- **Abdullo R.**, “Tajikistan and Regional Integration in Central Asia”, *Central Asia and the Caucasus*, 44(2), 2007, pp. 62-66.
- **Alam, A., Arup, B.**, “Uzbekistan and Kazakhstan: A tale of two transition paths”, Policy research working paper n° 2472, World Bank, 2000
- **Allison R.**, “Strategic reassertion in Russia's central Asia policy”, *International affairs*, 80 (2), 2004, pp. 277-293.
- **Allouche J.**, « The governance of Central Asian waters: national interests versus regional cooperation », *Disarmament Forum : Central Asia at the crossroads*, n° 2007, p. 47
- **Ambrosio Th.**, “Catching the ‘Shanghai Spirit’: how the Shanghai Cooperation Organization promotes authoritarian norms in Central Asia”, *Europe-Asia Studies*, 60(8), October 2008:1321-1344.
- **Bailes A., Dunay P., Guang P. and Troitskiy M.**, “The Shanghai Cooperation Organization”, SIPRI Policy Paper N° 17, Stockholm International Peace Research Institute, 2007
- **Belokorenitskii V.**, « Tsentralnaya Aziya v Evraziyskoy perspektive (Asie centrale dans une perspective eurasiennne) », *Vostok*, n° 5, 1996, pp. 93-99, p. 93.
- **Belokrenitskii V.**, « Tsentral’noaziatskoe edinstvo – mif ili realnost’ (L’unité centrasiatique : mythe ou réalité) ? », *Vostok*, n° 5, 1996, pp. 36-47. Sur la politique étrangère turkmène en général,
- **Belokrenitskii V.**, “Russia and Greater Central Asia”, *Asian Survey*, Vol. 34, Issue 12, Dec. 1994, pp. 1093-1108.
- **Bobokulov I.**, “Central Asia: is there an alternative to regional integration”, *Central Asian Survey*, 2006, 25(1-2), pp. 75-91
- **Bogaturov A.**, “Tri pokoleniya vneshnepoliticheskix doktrin Rossii (Trois générations des conceptions de la politique étrangère de la Russie) », 13 Décembre 2008 <http://portalus.ru>
- **Bohr A.**, “Regionalism in Central Asia: New geopolitics, old regional order”, *International Affairs*, 80(3), 2004
- **Canfield R.**, “Restructuring in Greater Central Asia : Changing political configurations”, *Asian Survey*, Vol. 32, Issue 10, Oct. 1992, pp. 875-887
- **Collins K.**, “Economic and Security regionalism among patrimonial authoritarian regimes: the case of Central Asia”, *Europe-Asia Studies*, 61(2), March 2009:249-281.
- **Dadabayev T.**, “Discourses on integration in Central Asia: From rhetoric to practice”, in Fundacion Alternativas, *Regional cooperation in Central Asia: Obstacles, incentives and proposals*, 5 Mars 2010

- **Deyermond R.**, « Matrioshka Hegemony ? Multi-levelled hegemonic competition and security in post-Soviet Central Asia », *Review of International Studies*, 35, 2009 :151-173.
- **Dieter H.**, « Regional integration in Central Asia : current economic position and prospects », *Central Asian Survey*, 15(3/4), 1996 : 369-386
- **Djalili M-R.**, « Asie Centrale ex-soviétique 1991-2002 : La grande transformation », *Géopolitique*, n°79, 2002 p. 54.
- **Dorian J. P.**, “Central Asia: A major emerging energy player in the 21st century”, *Energy Policy*, 34(2006), pp. 544-555.
- **Dragneva Rilka**, “Is “Soft” Beautiful? Another Perspective on Law, Institutions, and Integration in the CIS”, *Review of Central and East European Law*, 2004 No.3, 279-324.
- **Fourniau V.**, “Qu’est-ce que l’Asie Centrale”, *Asie Antérieure*, vol. 16, 2006/3, pp. 15-29
- **Frank A.G.**, "The centrality of Central Asia", *Studies in History*, 8(1), 1992, pp. 43-97.
- **Gleason G.**, “Inter-State Cooperation in Central Asia from the CIS to the Shanghai Forum”, *Europe Asia Studies*, Vol. 53, n° 7, 2001, pp. 1077-1095.
- **Golovnin M.**, "Problemy i perspektivy integratsionnoy gruppировki Evrazes (Problèmes et perspectives de groupement intégrationniste d'EURASEC)", *Evrasiyskaya ekonomicheskaya integratsiya*, n° 1, 2008, pp. 27-44
- **Green D.J.**, *Regional co-operation policies in Central Asia*, *Journal of International Development*, 13 (2001), pp. 1151-1164.
- **Heifetz B.**, « Russian direct investments in EURASEC and their role in energy and transport infrastructure development in Eurasia », *Eurasian Integration Yearbook*, 2009, pp. 127-141.
- **Hill F.**, “Moscow discovers soft power”, *Current History*, October, 2006, p. 341
- **Huashen, Zh.**, “Kitaï, Tsentralnaya Azia I Shanghaïskaia Organizatsia Sotrudnichestva (Chine, Asie centrale et l’Organisation de Coopération de Shanghai)”, *Carnegie Moscow Center*, Working paper n 5, 2007, p. 33.
- **Hyman A.**, “Turkestan and pan-Turkism revisited”, *Central Asian Survey*, 16(3), 1997, pp. 339-351.
- **IIMP**, « Raschirenje Evrazes : pretsedent ili tendentsiya (L’élargissement de l’EURASEC : un précédent ou une tendance) ? » *Institut International de la Politique Moderne*, 2 Avril 2006.
- **Imanaliev M.**, « Globalisation : la dimension centrasiatique », dans *Imanaliev, La collection des articles sur l’Asie centrale*, Bishkek, 2008, p. 111.
- **Ismailov E.**, “Central Eurasia: Its geopolitical function in the 21st century”, *Central Asia and the Caucasus*, n° 2(50), 2008, pp. 7-29;

- **Jukejev, T., et Kasenova, N.**, « Prioriteti vneshnepoliticheskoy orientatsii Kazakhstana (Priorités de la politique étrangère du Kazakhstan) », *Okna v NATO – Windows on NATO*, 19 Mars, 2007, <http://nato.w-europe.org>
- **Kasenov U.**, “Central Asia : National, Regional and Global Aspects of Security”. Les documents obtenus auprès de la famille de l’auteur.
- **Kasenov U.**, “Integration and disintegration processes in Post-Soviet space: a view from Kazakhstan”
- **Kasenov U.**, « Problemi kooperatsii i integratsii v Tsentralnoy Azii (Problèmes de coopération et d’intégration en Asie Centrale) »
- **Kasenov U.**, « Changing Eurasia and Eurasian Security”, n.d. obtenu auprès de la famille de l’auteur.
- **Kavalski E.** “Partnership or Rivalry between the EU, China and India in Central Asia: The Normative Power of Regional Actors with Global Aspirations”, *ELJ*, 13(6), 2007
- **Kazantsev A.**, “Tsentralnaya Aziya: stanovyachtchiysya mejdunarodnii region (l’Asie centrale: une région internationale en construction)?”, Le centre d’études des processus politiques dans l’espace post-soviétique de MGIMO, Moscou, 9 avril 2007 http://www.ia-centr.ru/archive/public_details47cf.html?id=483
- **Kazantsev A.**, « Russian policy in Central Asia and the Caspian Sea region », *Europe-Asia Studies*, 60(6), August 2008:1073-1088
- **Kembayev Zh.**, “Evraziyskoie Ekonomicheskoe Soobshestvo: pravoviye osnovi deiatelnosti, problem i perspektivi razvitiya (Communauté Economique Eurasiatique : les bases légales, problèmes et perspectives de développement)”, *Gosudarstvo i Pravo*, n 10, 2008, pp. 53-59.
- **Kembayev Zh.**, “Legal aspects of regional integration in Central Asia”, *6RV* 66, 2006
- **Khasanov U.**, « On modern geopolitical pluralism or one-nation hegemonism », *Central Asia and the Caucasus*, 4(34), 2005, pp. 29-38.
- **Klabbers J.**, “Two concepts of international organization”, *International Organizations Law Review*, 2, 2005, pp. 277-293.
- **Kochenov D.**, “EU Enlargement: History and Recent Developments: Treaty- Custom Concubinage?” *European Integration Online Papers*, Vol. 9, n° 62, 2005
- **Kruger, David**, Clear Logic in Central Asia : Cooperation makes good sense for Central Asian republics, *ADB Review*.
- **Kubicek P.**, “Regionalism, Nationalism and Realpolitik in Central Asia”, *Europe-Asia Studies*, Vol. 49, Issue n° 4 (June, 1997), pp. 652-653.
- **Kubicek, P.**, “Authoritarianism in Central Asia: curse or cure?” *Third World Quarterly*, 1998, Vol. 19, n° 1, pp. 29-43.

- **Kuchkumbaev, S.**, « Tsentralnoaziatskaya integratsiya v kontekste istorii i geopolitiki (L'intégration centrasiatique dans le contexte de l'histoire et de la géopolitique) », *Central Asia and Caucasus*, n° 16, 1998.
- **Laruelle M. et Peyrouse S.**, « Recomposition géopolitique sur le vieux continent? L'Organisation de Coopération de Shanghai », *La revue internationale et stratégique*, n 72, hiver 2008/2009, p. 185.
- **Laumulin M. et Tolipov F.**, “Uzbekistan i Kazakhstan: Borba za liderstvo (Ouzbékistan et Kazakhstan: lute pour leadership)?”, *Indeks bezopasnosti*, 1(92), 2010, disponible sur <http://www.pircenter.org/index.php?id=1248&news=5571>
- **Libman Alexander**, “Regionalisation and regionalism in the post-Soviet space: Current status and implications for institutional development”, *Europe-Asia Studies*, 2008: 59:3, pp. 414-416.
- **Lukin A.**, « The Shanghai Cooperation Organization: What Next? » *Russia in Global Affairs*, n° 2, Juillet-Septembre 2007 <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/20/1135.html>
- **Macfarlane N.**, « International organisations in Central Asia: Understanding the limits », *Helsinki Monitor*, 2003
- **Mackinder H.J.**, *Le pivot géographique de l'Histoire*, 1904. Article disponible sur le site www.stratisc.org
- **Maksutov R.**, « The Shanghai Cooperation Organization: A Central Asian Perspective », SIPRI Project Paper, Août 2006, 29 p. www.sipri.org.
- **Masov R. et Dzumaev F.**, “Vers une federation de l'Asie centrale ?”, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Vol. 59, n° 1, 1991, pp. 157-162.
- **Matveeva A. et Giustozzi A.**, “The SCO: A regional organization in the making”, *Working Paper 39- Regional and Global Axes of Conflict -Crisis States Research Centre*, LSE, September 2008, p. 10.
- **Morozov Y. et Mcdermott R.**, “Organizations and Alliances in Central Asia: Cooperation prospects as seen from Moscow and London”, *Central Asia and the Caucasus*, n 6(54), 2008: 27-42.
- **Olcott M.-B. et Ottoway M.**, “The challenge of semi-authoritarianism”, Carnegie Endowment for International Peace, 2004, www.ceip.org
- **Olcott M.B.**, “Central Asia’s catapult to independence”, *Foreign Affairs*, Summer 1992, Vol. 71/3, pp. 108- 130
- **Olcott M.B.**, “The myth of “Tsentralnaia Aziia”, *Orbis*, Fall 1994, Vol. 38, Issue 4
- **Olcott M.-B.**, “Revisiting the twelve myths of Central Asia”, Carnegie Endowment for International Peace, Working Papers, n° 23, September 2001.

- **Omarov N.**, « The regional centers of power : is there a conflict of interests, ideological cooperation, or a conflict of strategies among them in Central Asia? », *Central Asia and the Caucasus*, n. 1(49), 2008, pp. 26-34
- **Panarin S.**, « Politicheskoye razvitiye gosudarstv Tsentralnoi Azii v svete geografii i istorii regiona (Political development of Central Asian states under the light of geography and history of region) », *Vestnik Evrazii*, n° 1, 2000.
- **Paramonov V. et Strokov A.**, «The evolution of Russia's Central Asia policy», Advanced Research and Assessment Group- Central Asia Series, Defence Academy of the United Kingdom, 2008, 21 p.
- **Paramonov V.**, «Structural dependence of Russia and Central Asia in the oil and gas sectors», Conflict Studies Research Center, June 2007.
- **Paramonov, V. et Strokov, A.**, « Economic involvement of Russia and China in Central Asia », Conflict Studies Research Center, Central Asian Series, Defence Academy of the United Kingdom, Mai 2007, 11 p.
- **Petrov R.**, «Regional integration in the post-USSR area: Legal and institutional aspects», *Law & Bus. Rev. Am.*, 2004, p.
- **Pomfret R.**, « Regional integration in Central Asia », *Econ. Change Restruct*, 42, 2009 :47-68.
- **Pomfret R.**, « Lessons from Kyrgyzstan's WTO Experience for Kazakhstan, Tajikistan and Uzbekistan », SPECA Project Working Group on Trade, Second Session, 12 Novembre 2007, Berlin,
- **Pomfret R.**, «Central Asia since 1991: The experience of New Independant States», *CIS 7 Initiative*, 5 February 2004, www.cis7.org
- **Poujol C.**, «L'Asie Centrale, bilan: quinze années de discours et de pratiques sur l'intégration dans un espace désintégré», *Revue Internationale et stratégique*, 2006/4- n 64, pp. 69-78.
- **Poujol, C.**, « L'Asie Centrale entre espoir et déstabilisation : bilan d'une décennie », *Recherches internationales*, n° 64, 2-2001, pp. 77-96
- **Pradon H.**, « Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie Centrale », *AFRI*, 2002, pp. 161-176.
- **Primbetov S.**, « Yevrazes i Vsemirnaia Torgovaia Organizatsia (EURASEC et OMC) », *Kazakhstan-Spektr*, 3(29), 2004 :3-9.
- **Shaikhutdinov M.**, « Central Asia: Developing the region in the vortex of the geopolitical and geoeconomic antagonisms of world powers », *American Foreign Policy Interests*, 29, 2007, pp. 45-58
- **Shlapentokh D.**, « Dugin, Eurasianism, and Central Asia », *Communist and Post-Communist Studies*, 40, 2007:143-156.

- **Shu Y.**, “Reassessing the SCO’s internal difficulties: A Chinese point of view”, *China and Eurasia Forum Quarterly*, n° 3, 2009, pp. 17-23.
- **Sievers E.**, “Water Conflict and Regional Security in Central Asia”, *NYU Environmental Law Journal*, 10, 2001-2002, pp. 356-402.
- **Spechler M.**, “Regional non cooperation : Central Asian pathology”, *Nato Review*, 2000.
- **Spechler M.**, “The Economies of Central Asia: A Survey”, *Comparative Economic Studies*, n° 50, 2000, pp. 30-52.
- **Starr F.**, “Greater Central Asia”, Central Asia-Caucasus Institute, 2008, file with the author
- **Stoupnikova L.**, “Les alliances énergétiques: vers une réorganisation de l'espace eurasiatique?”, *La revue internationale et stratégique*, n 72, hiver 2008/2009, pp. 131-139
- **Taaffe R.N.**, “Transportation and regional specialization: the example of Soviet Central Asia”, *Annals of the Association of American Geographers*, Volume 52, Issue 1 March 1962: 80 - 98
- **Tavernier P.**, « Les nouveaux Etats sans littoral d'Europe et d'Asie et l'accès à la mer », *RGDIP*, 1993, PP. 722-744.
- **Telebayev G. et Oumirseitova A.**, « Tsentralnoaziatskaya integratsiya : Obyektivniye i subyektivniye parametri (L'intégration centrasiatique : les paramètres objectifs et subjectifs)», *Analytic*, N° 6, 2002, www.kisi.kz
- **Thorez J. et Thorez P.**, « Le partage des eaux dans le Caucase oriental et les républiques d'Asie centrale, une manifestation des tensions post-soviétiques », *Cahiers d'Asie centrale*, n° 13/14, 2004.
- **Tolipov F.**, "Geopoliticheskie aspekty problemy integratsii v Tsentralnoï Azii", *Kyrgyzstan Brief*, n° 9, IPP, Bishkek, Mars-Avril, 2007, pp. 22-26 www.ipp.kg
- **Tolipov F.**, “A propos de la “stipulation” géopolitique d'intégration régionale en Asie Centrale”, 3ème Congrès du Réseau Asie- IMASIE, 26-28 Septembre, 2008, France.
- **Tolipov F.**, “CACO merges with EEC: the third strike on Central Asia's independence”, *The Central Asia-Caucasus Analyst*, Edition du 19 October, 2005 <http://www.cacianalyst.org/>.
- **Tolipov F.**, “Central Asia as a space, polity, peoples, and fate”, *Central Asia and the Caucasus*, 2005, n 2(32), pp. 105-112
- **Tolipov F.**, “Demokratizm, natsionalizm i regionalizm v Tsentralnoy Azii (Démocratisme, nationalisme et régionalisme en Asie Centrale)”, *Tsentralnaya Aziya i Kavkaz*, n° 4, 2000
- **Tolipov F.**, “Nationalism as a geopolitical phenomenon: the Central Asian case”, *Central Asian Survey*, 2001, n° 20(2), pp. 183-194.

- **Tolipov F.**, “On the role of Central Asian Cooperation Organization within the SCO”, *Central Asia and Caucasus*, n° 3, 2004.
- **Tolipov F.**, “The expansion of CACO: A Russian offensive or a Central Asian surrender”, *The Central Asia- Caucasus Analyst*, Edition du 1re Décembre, 2004
- **Tolipov F.**, « Teoriya i praktika regionalnoy integratsii v Tsentralnoy Azii (La théorie et la pratique de l’intégration régionale en Asie Centrale) », *Central Asia and Caucasus*, n° 2002
- **Tolipov F.**, « Russia in Central Asia: retreat, retention, or return? », *Central Asia and the Caucasus*, 5(47), 2007, pp. 19-32
- **Tolipov F.**, « Granitsi gosudarstva i granitsi samoopredeleniya : politika bezopasnosti i politika natsionalizma v Tsentralnoy Azii (Les frontières des Etats et les frontières d’identification : la politique de sécurité et la politique de nationalisme en Asie Centrale) ».
- **Tolipov F.**, “Nationalism as a geopolitical phenomenon: the Central Asian case”, *Central Asian Survey*, 2001, n° 20(2), pp. 183-194.
- **Tolipov F.**, « Sravnitelniy analiz integratsiy v SNG i v Tsnetralnoy Azii (Analyse comparatif des intégrations au sein de la CEI et d’Asie Centrale) », *Tsentrlnaya Azia i Kavkaz*, n° 5 (6), 1999
- **Tolipov, F.**, “Central Asia is a region of Five Stans: Dispute with Kazakh Eurasianists”, *Central Asia and the Caucasus*, 2006, n. 2(38), pp. 17-26.
- **Torbakov I.**, « Rethinking the Nation: Imperial Collapse, Eurasianism, and George Vernadsky’s Historical Scholarship », Kennan Institute Occasional Paper # 302, Novembre 2008
- **Trenin D.**, “The Post-Imperial Project”, Carnegie Endowment for International Peace, 2006
- **Trofimov D.**, “Russia and the United States in Central Asia: Problems, prospects, and interests” *Central Asia and Caucasus*, 19(1) 2003
- **Troitskiy M.**, « InstituTionalizing US-Russian Cooperation in Central Eurasia », Kennan Institutue Occasional Paper n 293, 2006, 20 p.
- **Tsimbursky V.**, « Ostrov Rossia (Île Russie) », 1993
http://archipelag.ru/ru_mir/ostrov-rus/cymbur/island_russia/
- **Ultanbaev R.**, « Eurasian Economic Community : Thorny path of development », *Central Asia and the Caucasus*, 3(21), 2003.
- **Ultanbaev R.**, « Eurasian Economic Community in new integration conditions », *Central Asia and the Caucasus*, 4(40), 2006.
- **Vinokurov E., Libman A. et Maksimchuk I.**, “The dynamics of regional integration in Central Asia”, Moscow Institute of International Economic Relations (MIMEO), 2010.

- **Wang Jisi**, "China's changing role in Asia", Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org
- **Wang Yizhou**, "China's diplomacy for the 21st century: Balance among three demands", Le portail des analystes des relations internationales de la Chine www.irchina.org
- **Wu H.-L et Chen., Ch.-H.**, "The prospects for regional economic integration between China and the five Central Asian countries", *Europe-Asia Studies*, Vol. 56, N° 7, November 2004, pp. 1061-1062.
- **Yakemtchouk R.**, "La Communauté des Etats Indépendants – CEI", *AFDI*, 1995, 245-260.
- **Yalçinkaya, A.**, "The frontiers of Turkestan", *Central Asian Survey*, n° 16(3) ; 1997, pp. 431-438.
- **Yang Xuotong**, "The rise of China in Chinese eyes", *Journal of Contemporary China*, 10(26), 2001, pp. 33-39.
- **Ziadullaev N.**, "Central Asia in a globalizing world", *Central Asia and the Caucasus*, 2006, n 6(42), pp. 125-134

CONTRIBUTIONS AUX OUVRAGES COLLECTIFS ET MELANGES

- **Alagappah M.**, « The study of international order: An analytical framework », in Alagappah M.(ed.), *Asian Security Order: Instrumental and Normative Features*, Stanford University Press, 2003
- **Burgorgue-Larsen L.**, Prendre les droits communautaires au sérieux ou la force d'attraction de l'expérience européenne en Afrique et en Amérique Latine, in *Mélanges Jean-Claude Gautron*, 2004, p. 563 et s.
- **Cerexhe E.**, « L'intégration juridique comme facteur d'intégration régionale », in *Mélanges offerts à Silvio Marcus Helmans*, Bruylant, 2003, p. 32.
- **Constantinesco, V.**, « Le rôle du Conseil européen dans la formation d'une identité européenne », in. Marie Thérèse Bitch et al. *Institutions européennes et identités européennes*, Bruylant: Bruxelles, 1998, pp. 435-447.
- **Chaykhoutdinov**, « Tsentralnaya Aziya na puti stanovleniya v katchestve samostoyatel'nogo subyekta geopolitiki : povestka dlya uctchenih i politikov (L'Asie Centrale sur le chemin de devenir un sujet géopolitique indépendant : message pour les chercheurs et les politiciens) », dans KISI (Institut kazakh des recherches stratégiques), *Bezopasnost i regionalnoie sotrudnichestvo (Sécurité et coopération régionale)*, Les travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération régionale en Asie Centrale, Almaty, KISI, 2004.
- **Delors J.**, *Discours inaugural « 40 ans d'Europe » in 40 ans des Traités de Rome*, Colloque à la mémoire d'Emile Noël, Rome les 26-27 mars, 1997 publié chez Bruylant, 1999.

- **Gautron J.-C.**, Le fait régional dans la société internationale, in *Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain*, Colloque de Bordeaux de la SFDI, 1976, Paris, Pedone, 1977, pp. 3-45.
- **Karagiannis S.**, « La multiplication des juridictions internationales : un système anarchique ? », in *La juridictionnalisation du droit international*, Colloque de Lille de la SFDI, 2002, Paris, Editions A. Pedone, 2003, pp. 7-163.
- **Karoline Postal Vinay**, « La transformation spatiale des relations internationales », in M.-C. Smouts (ed), *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, 1998, Presses des Sciences-Po, sp. p. 173 et s.
- **Klabbers J.**, "The changing image of international organizations", in in Jean-Marc Coicaud & Veijo Heiskanen (eds.), *The Legitimacy of International Organizations* (Tokyo: United Nations University Press, 2001)
- **Kondrat'eva N.** « Tamozhennyi soyuz Evrazes : po stopam Evropy (L'union douanière de l'EURASEC : sur les pas de l'Europe) », in Kavechnikov, N. (ed.) *Evrazes i integratsionnyi opyt Evropy (EURASEC et l'expérience intégrationniste de l'Europe)*, Moscou : Institut de l'Europe de l'Académie des sciences de la Russie, 2009, pp. 32-63.
- **Malamud A.**, "Presidentialism and Mercosur: A hidden cause for a successful experience", in Laursen F. (ed.), *Comparative Regional Integration: Theoretical perspectives*, Aldershot, Ashgate, 2003, pp. 53-73
- **Olcott M.B.**, "Democracy Promotion in Central Asia: From High Expectations to Disillusionment", in *The Quandaries of Promoting Democracy in Central Asia: Experiences and Perspectives from Europe and the USA : Report of a Transatlantic Workshop at the Centre for OSCE Research in Hamburg* (edited by Anna Kreikemeyer and Wolfgang Zellner), CORE Working Paper n° 18, February 2007
- **Olcott M.B.**, "Ceremony and substance: The illusion of Unity in Central Asia", in M. Mandelbaum (ed.), *Central Asia and the World*, 1994
- **Olimova S.**, « Natsionalniye gosudarstva i etnicheskiye territorii (Etats-Nations et territoires ethniques) », in Olcott M., Malashenko, A., *Mnogomerniye granitsi Tsentralnoi Azii (Frontières multidimensionnelles d'Asie centrale)*, Carnegie Moscow Center Analytical Series N° 2, May 2007.
- **Pomfret R.**, "Economic Reform and Performance in Central Asia" in S. Babu and S. Djalalov (eds.) *Policy Reforms and Agriculture Development in Central Asia* (Springer, New York, 2006), p.25-57.
- **Schwartz L.**, "The political geography of Soviet Central Asia: Integrating the Central Asian frontier", in Lewis, R. (ed), *Geographic perspectives on Soviet Central Asia*, Routledge, 1992, pp. 37-71.
- **Vinokurov E.**, Introduction: *EDB Eurasian Integration Yearbook*, Eurasian Development Bank, 2008.

- **Yasseen M.K.**, “Création et personnalité juridique des organisations internationales », in R.J. Dupuy (ed.), *Manuel des organisations internationales*, op.cit., p. 34.

III. RAPPORTS

- **ADB**, Emerging Asian Regionalism: A partnership for shared prosperity, ADB, 2008, 327 p.
- **ICISS**, Responsibility to Protect: The Report of International Commission on Intervention and State Sovereignty, December 2001
- **ONU**, « Un monde plus sûr: notre affaire à tous », Rapport du groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, 2004.
- **ONU**, REGIONAL APPROACHES IN CENTRAL ASIA TO TECHNICAL BARRIERS TO TRADE, New York, 2008
- Our Global Neighbourhood: The Report of the Commission on Global Governance, Oxford: Oxford University Press, 1995
- **UN**, A more secure world: our shared responsibility : Report of the High-level Panel on Threats, Challenges, and Change, United Nations Publications, 2004.
- **UNDP**, Central Asia Human Development Report - Bringing down Barriers: Regional cooperation for human development and human security, 2005, 250 p.
- **UNDP**, Human Development Report: International Cooperation at a crossroads- Aid, trade and security in an unequal world, 2005, UNDP, 372 p.

IV. ETUDES ET RECHERCHES

- “Regional cooperation in Central Asia: A view from Kyrgyzstan”, *Problems of Economic Transition*, 48(8), December 2005, pp. 5-61.
- Background Study “Improving the business and investment environment through technical assistance for regional economic cooperation”, Conference – Central Asia and Europe: A new economic partnership in 21st century.
- **Badykova, N.**, Country Background Studies: Turkmenistan, Regional cooperation for human development and human security in Central Asia, UNDP, 2005, 41 p.
- **Fairbanks C. et al**, *Strategic assessment of Central Eurasia*, Atlantic Council of United States and Central Asia and Caucasus Institute, Janvier 2001 www.acus.org
- **Oliker O. et al.**, “Russian Foreign Policy: Sources and Implications”, RAND, 2009, 220 p.

- **Oliker O. et Szayna, T.S.** (eds), *Faultlines of Conflict in Central Asia and South Caucasus: Implications for US Army*, RAND, Arroyo Center, 2003, p. 7.
- **Olimova S., Kurbonov S., Petrov G., Kahhorova Z.**, “Regional cooperation in Central Asia: A view from Tajikistan”, *Problems of Economic Transition*, 48(9), January 2006, pp. 6-86.
- **OSCE ODIHR**, *Preliminary findings on the events in Andijan, Uzbekistan, 13 May 2005*, Warsaw, 20 June 2005. Available at http://www.osce.org/documents/odihr/2005/06/15233_en.pdf
- **Osmonaliev K.**, *Developing Counter-Narcotics Policy in Central Asia : Legal and political dimensions*, Silk Road Paper, January 2005, 101 p., Central Asia - Caucasus University/ Silk Road Studies, www.silkroadstudies.org
- **Paramonov, V. et al.**, “Regional cooperation in Central Asia: A view from Uzbekistan”, *Problems of Economic Transition*, 49(4), August 2006, pp. 6-86.
- **Pescatore P.**, *Droit International et Droit Communautaire : essai de réflexion comparative*, Centre Européen Universitaire, Nancy, 1969, p. 12.
- **Rakhmatullina G.**, “Regionalnoe sotrudnichestvo v SNG (La coopération régionale dans la CEI)”, Le rapport soumis à la Conférence internationale sur le renforcement de l'intégration des économies en transition, UNECE, Genève, 2-4 Avril 2008 <http://www.un.org/esa/policy/eitagenda.html>
- **Smith D.L.**, *Central Asia : A new Great Game*, June 17, 1996, sur le site de l'armée américaine.
- *Strategic Assessment of Central Eurasia*, The Atlantic Council of the United States and Central Asia-Caucasus Institute, Johns Hopkins University, January 2001, disponible sur <http://www.acus.org>
- **Trenin D.**, “Modernizatsiya vneshney politiki Rossii (La modernisation de la politique étrangère de la Russie)”, Le centre des études politiques, 4 Mars 2010 www.polit.ru/lectures/2010/03/25/trenin.html

V. CONFERENCES ET COLLOQUES

- **Abdrakhmanov, A.**, “Key features of Turkmenistan's foreign policy under president Gurbanguly Berdimukhammedov in the initial year of his rule”, la communication présentée à la *Central Eurasian Studies Conference*, Georgetown University, 18-21 Septembre 2008
- **Abdrakhmanova, G.**, “Alternativnie proekty regionalnoï integratsii s uchastiem stran Tsentralnoï Azii: Nekotorie sravaneniya (Les projets alternatives d'intégration régionale avec la participation des Etats d'Asie centrale : Quelques comparaisons », le document obtenu auprès de l'auteur

- **Acharya A.**, “Four Scenarios of Asian Regional Cooperation”, Outline of a Paper Presented to the Panel on: “Modelling a Scenario of Asian Integration: Political, Economic, and Cultural Approaches”, Conference on Asian Cooperation, Integration, and Human Resources, Waseda University, Japan, January 17 – 18, 2008
- **Gleason G.**, “The reintegration of Eurasia: Functional theory and Interstate policy coordination”, Paper presented to 44th Annual Convention of the ISA, Portland, Oregon, Feb 25-March 1, 2003
- **IPP**, “Krugliy Stol: Perspektivi Sozdania Soyuza Tsentralno-Aziatskih Gosudarstv (Table ronde sur les perspectives de la creation d’Union des Etats centrasiatiques”, Institute for Public Policy, Bishkek, 15.11.2007, www.ipp.kg
- **Jia Q.**, “The Shanghai Cooperation Organization: China’s Experiment in Multilateral Leadership” in *Eager Eyes Fixed on Eurasia Russia and Its Eastern Edge*, edited by IWASHITA A., Hokaido University, Japan, 2007
- **KISI** (Institut Kazakh des études stratégiques), *Problemi ekonomicheskogo i finansovogo sotrudnichestva v ramkax ShOS (Les matériels de la conférence internationale : Problèmes de coopération économique et financière dans le cadre de l’OCS)*, Almaty, 2006, 181 p.
- **KISI** (Institut Kazakh des recherches stratégiques), *Konsepsii i podxodi k regionalnoi bezopasnosti : Opit, problemi i perspektivi vzaimodeystviya v Tsentralnoi Azii (Concept et approches à la sécurité régionale : Expérience, problèmes et perspectives de coopération en Asie centrale : Les travaux de la 4e Conférence Annuelle d’Almaty)*, Almaty, 2006, 275 p.
- **KISI** (Institut kazakh des études stratégiques), *Bezopasnost i regionalnoie sotrudnichestvo (Sécurité et coopération régionale)*, les travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération régionale en Asie Centrale, Almaty, KISI, 2004, 224 p.
- Les matériels de la Conférence internationale de Khojand sur «Projets de coopération et d’intégration pour l’Asie centrale : analyse comparative, potentiel et perspectives » (en russe), 26-28 Juin 2007, Khojand, Tadjikistan <http://www.knyazev.org>

VI. ARTICLES DE PRESSE ET COMMUNICATIONS

- "Grigoriï Rapota: Uzbekistan usilil Evrazes (Grigoriï Rapota: l'Ouzbékistan a renforcé l'EURASEC)", *Gazeta.Uz*, 15 Février 2007, http://gzt.uz/rus/politika/grigoriy_rapota_uzbekistan_usilil_evrazec.mgr
- "La Banque Eurasienne du développement et l'Association interbancaire de l'OCS ont signé le Mémoire sur les principes des relations de partenariat", *Kazakhstan Today*, l'édition du 28 Août 2008, disponible sur le site de la Banque eurasiennne du développement : <http://www.eabr.org>
- "L'association interbancaire de l'OCS: le pont financier entre l'Europe et l'Asie", *Le Quotidien du Peuple*, l'édition du 12 Juin 2006, <http://russian.peopledaily.com.cn/31521/4464456.html>

- "Prezidenty 'pyaterki' Tamojennogo soyuza podpisali dogovr o sozdanii Evraziiskogo ekonomicheskogo obchestva (Les présidents du 'quintuplet' de l'Union douanière ont signé l'accord sur la création de la Communauté Economique Eurasienne)", Panorama - Le quotidien kazakhstanais, n° 40, 13 Octobre 2000 <http://panorama.kz/archiv/2000/40.htm> accédé le 23 Avril 2010.
- "RATS: razvivaetsya sotrudnitchestvo v oblasti bezopasnosti (SRAT: la coopération dans le domaine de sécurité se développe)", *L'agence d'information Jahon*, 27 Avril 2010, <http://www.jahonnews.uz/rus>
- "Tadjikistan i Kyrgyzstan prosyat Rossiya obnudit' eksportnye pochliny na benzin (le Kirghizstan et le Tadjikistan demande à la Russie d'annuler ses tarifs sur les exportations de l'essence), Central Asian News, 13 Juillet 2010, www.ca-news.org
- "V Almaty sozdana organizatsiya 'Tsentralnoaziatskoe sotrudnitchestvo' (L'organisation de 'Coopération centrasiatique' est créée à Almaty)", Panorama - Quotidien kazakhstanais, n° 8, mars 2002, <http://panorama.kz/archiv/2002/08.htm> accédé le 22 Avril 2010.
- "Belorussiya i Kazakhstan smogut vvozt' samolety bespochlinno (le Biélorus et le Kazakhstan peuvent importer des avions au tarif zéro)", Kommersant, 19 Juillet 2010, www.kommersant.ru;
- "Belorussiya prosit sozvat' plenum suda SNG po neftePOCHlinam (Le Biélorus demande la réunion plénière de la Cour de la CEI sur la question des tarifs sur le pétrole)", Kommersant, édition du 29 Juin 2010, www.kommersant.ru;
- "Eksportnye pochliny v ramkakh Tamozhennogo soyuza mogut' byt' otmeneny do 2012 goda (Les tarifs sur les exportations dans le cadre de l'Union douanière peuvent être abolis avant 2012) », Kommersant, 6 Juillet 2010, www.kommersant.ru
- "Evrazes nachal protseduru prinyatiya Uzbekistana v soobchestvo (L'EURASEC a commencé la procédure de l'admission de l'Ouzbékistan à la Communauté)", *Kazakhstan Today*, 13 Octobre 2005
- "Kirghiziya i Tadjikistan izuchayut vozmozhnost' prisoedineniya k TS (Le Kirghizstan et le Tadjikistan étudie les possibilités d'adhésion à l'Union douanière)", RIAN, 5 Juillet 2010, www.rian.ru
- "Na trix otkazat'sya ne vozmozhno On ne peut refuser à trois", Kommersant, édition n° 119 du 6 Juillet 2010, www.kommersant.ru ;
- "Ne dobivchis zhelaemogo vstupleniya v WTO, Rossiya forsiyuet sozдание Tamozhennogo soyuza (Echouant à adhérer à l'OMC, la Russie force la création de l'Union douanière)", *Panorama*, édition n° 32 du 18 Août 2006, www.panorama.kz
- "Neftepererabatyvayuchiï zaxod (Réglage à raffinerie du pétrole: la Russie a trouvé une nouvelle méthode de pression sur le Biélorus) », Kommersant, édition n° 227 du 4 Décembre 2009, www.kommersant.ru;

- “Prezident otbyl v Sankt-Peterburgs (Le Président est parti pour Saint-Pétersbourg)”, Le service de press du Président de l'Ouzbékistan, 26 janvier 2010, <http://old.press-service.uz/ru/gsection.scm?groupId=4421&contentId=17065>
- “Sudebnoe gosudarstvo Rossii i Belorussii (L'Etat judiciaire de la Russie et du Biélorus)”, Kommersant, édition n° 52 du 26 Mars 2010, www.kommersant.ru;
- “Tachkent prinyali: Evraziïskoe Soobchestvo raschirilo sostav i ambitsii (Tachkent est admis: la Communauté eurasiennne a élargi son rang et ses ambitions)”, Rossiïskaya Gazeta, n° 3980 du 26 Janvier 2006, <http://www.rg.ru/2006/01/26/tashkent.html>
- “Tamozhennyya soyuzniki otkryli vtoroi front (Les alliés douaniers ont ouvert le deuxième front)”, Kommersant, édition n°97 du 2 Juin 2010, www.kommersant.ru;
- “Tamozhennyi sbor (Le rassemblement douanier)”, Kommersant, édition n° 151 du 17 Août 2006, www.kommersant.ru ;
- “Tamozhennyi soyuz zakladyvaet prioritet rossiïskim samoletam (L'Union douanière privilégie les avions russes) », Radio Liberté- Service Kazakh, 26 Mai 2010, www.rus.azattyq.org;
- “Tchlenstvo Ouzbekistana priostanovleno (Le statut de membre de l'Ouzbékista est suspendu) », Gazeta.Uz, 12 Décembre 2008, www.gazeta.uz
- “Uzbekistan: otmena sanktsii ES nikogo ne udivila (L'Ouzbékistan: l'annulation des sanctions de l'UE n'a surpris personne)”, Ferghana.Ru, 13 Octobre 2008, <http://www.ferghana.ru/article.php?id=5906>
- “V Kazakhstane budut deystvovat' lgoty na vvoz inomarok (Les tarifs privilégiés seront appliqués à l'importation des voitures au Kazakhstan)”, Radio Liberté- Service Kazakh, 1 Juin 2010, www.rus.azattyq.org;
- « Belarus' ne budet menyat' pochliny na vvoz avtomobiley (Le Biélorus ne changera pas ses tarifs sur l'importation des voitures) », Radio Liberté- Service Kazakh, 26 Mai 2010, www.rus.azattyq.org;
- « Goryutchiy storonnik Islam Karimova (La partisan enflammé de l'Ouzbékistan », Kommersant, éd . n° 8 du 19 janvier 2006, www.kommersant.ru ; La Déclaration du Président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, à l'issu de la réunion du Conseil interétatique de l'EURASEC du 25 janvier 2006, Saint-Pétersbourg, Russie, www.press-service.uz
- « Kazakhstan ne budet platit' pochliny na vvoz samoletov (Kazakhstan ne paiera pas des tarifs à l'importation des avions) », Radio Liberté- Service Kazakh, 1 juin 2010, www.rus.azattyq.org;
- « Ouzbekistan okonchatelno vychel iz GUAM i vstupil v Evrazes (L'Ouzbékistan a quitté le GUAM et a réjoint l'EURASEC) », Day.Az, 11 mars 2006, <http://www.day.az/news/world/43664.html>
- « Le fonds du développement de l'OCS », le Site d'information du Premier ministre de la Russie, 12 Octobre 2009, <http://www.premier.gov.ru/visits/world/7889/info/8187/>

- « Le mémorandum Monnet du 3 Mai 1950 », *Politique étrangère*, Vol. 58, n° 1, 1993, pp. 121-125.
- « Pervii zarubezhniï vizit posle vstupleniya v dolzhnost' Prezident RK soverchil v Rossiyu (Le Président du Kazakhstan a effectué sa première visite étrangère après l'inauguration à la Russie) », *Panorama*, Ed. n° 3 du 27 janvier 2006, www.panorama.kz
- Adyasov, I., "Tamojennii soyuz: trudnoe nachalo (l'Union douanière: un début difficile)", *RIAN*, 30 juin 2010, www.rian.ru ;
- Agence Regnum, « Ekspert : Tamojenniy soyuz daet Rossii vozmojnost sozdat v Evrazii novii tsentr sili (Expert : l'Union douanière offre à la Russie l'opportunité de créer un nouvel centre de puissance en Eurasie) », 27 Novembre 2009, www.regnum.ru
- Ambassade de la République du Peuple de la Chine aux états-Unis, « Liu Huaqiu on China's Foreign Policy », <http://www.china-embassy.org/eng/zmgx/zgwjzc/t35078.htm>
- Asrorov, A., "ChOS: tchto den gryaduchtchiï nam gotovit (OCS: quelle surprise nous réserve le jour prochain)? » 19 Décembre 2006, Agence des actualités politiques, www.apn.kz
- Badmaev, V., Starunskii, A., "Universitet ChOS : vazhnyiï etap perexoda k ekonomiku znaniï (L'Université de l'OCS: un étape important dans la transition à l'économie des savoirs)", 6 Mai 2009, <http://bc-sco.org/?level=8&id=28&lng=ru>
- Bagramov, E., « Evraziystvo, natsionalnoye ideya Rossii (Eurasianisme, l'idée nationale de la Russie) ? » [nasledie.ru http://www.nasledie.ru/politvnt/19_6/article.php?art=14](http://www.nasledie.ru/politvnt/19_6/article.php?art=14)
- Bakiyev, K., « Chankhaïskii dukh zdorov i krepok (L'esprit de Shanghai, sain et fort) », *Vetchernii Bichkek*, 11 Août 2007 <http://www.easttime.ru/reganalitic/1/92.html>
- Bechimov, A., « Tamozhennyï soyuz : Kyrgyzstan pered trudnym vyborom (L'union douanière : le Kirghizstan fait face à un choix difficile) », *Mosty*, International Center for Trade and Sustainable Development, n° 3, Mai 2010, <http://ictsd.org/i/news/bridgesrussian/76721/>
- Bechimov, A., « Tamozhennyï soyuz : Kyrgyzstan pered trudnym vyborom (L'union douanière : le Kirghizstan fait face à un choix difficile) », *Mosty*, International Center for Trade and Sustainable Development, n° 3, Mai 2010, <http://ictsd.org/i/news/bridgesrussian/76721/> ;
- Bhadrakumar, M. K., "A storm sweeps the post-Soviet space", *Asia Times Online*, 5th October 2005. Available at http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/GJ05Ag01.html
- Bhadrakumar, M., "The new 'NATO of the East' takes shape", *Asia Times Online*, l'édition du 25 Août 2007, www.atimes.com
- Chronologie établie par le Centre d'Etudes Russes de l'Institut Norvégienne des Affaires Internationales : <http://www2.nupi.no/cgi-win/Russland/krono.exe?895> accédé le 21 Avril 2010.

- Chubais A., “Missiya Rossii v XXI veke”, *Nezavisimaya Gazeta*, 10th January Edition, 2003.
- De Haas, M., “Central Asia's waking giant”, *Daily Times (Pakistan)*, 19 janvier 2009 <http://www.clingendael.nl/cscp/publications/?id=7354>
- Dougin A., “Evraziyskaya platform (Le plateforme eurasienne)”, *Nezavisimaya Gazeta*, 15 Novembre 2000 http://www.ng.ru/style/2000-11-15/16_eurasia.html
- Dougin A., “Evraziystvo: Ot filosofii k politike (Eurasianisme: de philosophie vers politique)”, *Nezavisimaya Gazeta*, 30 Mai 2001 http://www.ng.ru/ideas/2001-05-30/8_philosophy.html
- Faskhutdinov, G., “Tadjikistan blizhe k WTO, chem k Tamozhennomu soyuzu (Le Tadjikistan est plus proche de l'OMC que de l'union douanière)”, *Deutsch Welle*, 21 Janvier 2010, www.dw-world.de
- Guang P. « Tchto takoe ‘chanxaïskii dukh’ (Que représente ‘l’esprit de Shanghai’) ? » *InfoChos* (Portail de l’information de l’OCS), 27 Novembre 2008 <http://www.infoshos.ru/ru/?idn=3296>
- Gubaïdullina M., “Le processus d’intégration en Asie centrale », *Le centre d’études des processus politiques dans l’espace post-soviétique de MGIMO, Moscou*, 22 janvier 2007 http://www.ia-centr.ru/archive/public_details47c
- IGPI, « l'Ouzbékistan en Avril, 1994” *Monitoring de l’IGPI*, janvier 1994, www.igpi.ru
- IGPI, « Tsentralno-Aziyatskiy Soyuz : Strategicheskaya liniya ili prakticheskaya ulovka ? (L’Union centrasiatique : une ligne stratégique ou un démarche tactique ?) » *Monitoring de l’IGPI*, janvier 1993, www.igpi.ru
- IGPI, « Tsentralno-Aziyatskiy Soyuz : Strategicheskaya liniya ili prakticheskaya ulovka ? (L’Union centrasiatique : une ligne stratégique ou un démarche tactique ?) » *Monitoring de l’IGPI*, janvier 1993, www.igpi.ru
- IGPI, « Uzbekistan I Kazakhstan: a potchemu by ne obedinit’sya, daje yesli vse ostalnie etogo ne khotyat (Ouzbékistan et Kazakhstan: pourquoi ne pas se réunir, meme si tous les autres n’en veulent pas)?” *Monitoring de l’IGPI*, janvier 1994, www.igpi.ru
- Jahon News, « “Shanxay ruhi” taraqqiyotga xizmat qilmoqda (L’esprit de Shanghai sert au développement) », *L’agence d’information du Ministère des affaires étrangères de l’Ouzbékistan*, 26 Octobre, 2007
- Kalichevskiy, M., « Tsentralnaya Aziya : Borba za regionalnoye liderstvo (Asie centrale : lutte pour le leadership régional) », 1 Mars, 2010 www.ferghana.ru
- Kolesnikov, A., “On a offert à Vladimir Putin une organisation: la coopération centrasiatique est devenue eurasienne”, *Kommersant*, le quotidien russe, Edition du 7 octobre 2005, <http://kommersant.ru/>

- Kurtov, A., «Kto vinovat v priostanovke tchlenstva Uzbekistana v Evrazes (Qui est coupable de la suspension de la participation de l'Ouzbékistan à l'EURASEC)», *La fondation pour la culture stratégique*, 22 Novembre 2008, <http://www.fondsk.ru/article.php?id=1763> ;
- L'information du Service d'information du Secrétariat du Comité de l'intégration de l'EURASEC, du 12 Novembre 2008.
- La Déclaration du Président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, à l'issu de la réunion du Conseil interétatique de l'EURASEC du 25 janvier 2006, Saint-Pétersbourg, Russie, www.press-service.uz
- La note d'information sur la réunion du Conseil interétatique de l'EURASEC, par le Service de l'information du Comité de l'Intégration de l'EURASEC, 13 octobre 2010.
- Laumulin M., « Politika protiv geografii : Evraziia na geopoliticheskom perelome », *Kontinent*, 8(70), 17-30 Avril 2002 <http://www.continent.kz/2002/08/11.html>
- Lavrov, S., « Glavnaya tsel neshney politiki Rossii : modernizatsiya strani (L'objectif principal de la politique étrangère de la Russie : la modernisation du pays) », *Golos Rossii*, 15 janvier 2010 <http://rus.ruvr.ru/2010/01/15/3606398.html>
- Le Conseil du commerce de l'OCS: un nouveau niveau informel de la coopération, 26 Juin 2008 <http://www.sectesco.org/RU/show.asp?id=43>
- Le Quotidien du peuple, «Neobkhodimo ukrepiť 'Changkhaïskiï dukh' i sozdat garmonitchniï region, kharakterizuyuchtiïsia prodoljitelnyim mirom i obchim protsvetaniem (Il faut renforcer l'esprit de Shanghai et créer une région harmonieuse, caractérisé par la paix et la prospérité commune) », 15 Juin 2009 <http://russian.people.com.cn/95181/6678097.html>
- Le Radio Liberté, « L'Union centrasiatique : dans l'espoir de survivre : Les présidents di Kirghizstan et de l'Ouzbékistan dans le programme spécial du bureau de Moscou du Radio Liberté », 14 Août 1997.
- Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu du Sommet de l'OCCA du 5-6 Octobre 2002 à Douchanbé, Tadjikistan », www.press-service.uz
- Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu de la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCCA du 28 Mai à Astana, Kazakhstan », www.press-service.uz
- Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu de la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCCA du 17-18 Octobre 2004 à Douchanbé, Tadjikistan », www.press-service.uz
- Le service de presse du Président de l'Ouzbékistan, « Le compte rendu de la réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'OCCA du 28 Mai à Astana, Kazakhstan », www.press-service.uz

- Le site du Premier ministre de la Russie, 12 Octobre 2009, <http://www.premier.gov.ru/visits/world/7889/info/8187/>
- Lukin, A., "ChOS: itogi rossiïskogo predsedatel'stva (l'OCS: le bilan de la présidence de la Russie)", Le portal des experts de MGIMO, 16 Octobre 2009, <http://www.mgimo.ru/news/experts/document123674.phtml>
- Malik Tohir, « Yevropasiz yashay olamizmi ? », O'zbekiston adabiyoti va san'ati, 24 Janvier 1992.
- Medvedev O., «Kazakhstan i Srednaya Aziya obyedinilis v Tsentralnuyu Aziyu (Kazakhstan et Asie moyenne se sont réunis dans Asie centrale) », *Kommersant*, 9 Janvier 1993, www.kommersant.ru
- Medvedev R., « Evraziïskiï proekt : Soydetsya li Vostok i Zapad (projet eurasién de Nursultan Nazarbayev : Est et Ouest, vont-ils se rencontrer) ? », *Ejenedelnik* 2000 (Hébdomadaire 2000), 22 (416) 30 Mai- 5 Juin, 2008 <http://2000.net.ua/>
- Medvedev R., « Stanovelnie evraziïskogo proekta Nursultana Nazarbayeva (Elaboration du projet eurasién de Nursultan Nazarbayev) », 2000 (Hébdomadaire 2000), 23 (417) 6-12 Juin, 2008 <http://2000.net.ua/>
- Ministère des Affaires Etrangères de la Chine, « The Summit of Shanghai Cooperation Organization Is Held in Bishkek Hu Jintao Delivers an Important Speech », 16 Août 2008 <http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/zyjh/t353202.htm>
- Nazarbayev N., «Evraziyskiy ekonomicheskiy soyuz: teoriya ili realnost (L'Union économique eurasiénne: mythe ou réalité)?» *Izvestiya*, le quotidien russe, l'édition du 19 Mars 2009, www.akorda.kz
- Nazarbayeva D., «Evraziïskaya ideya sposobna stat bazovoï osnovoï novoï arkhitektury bezopasnosti v Evrazii (L'idée eurasiénne peut servir de base à la nouvelle architecture de sécurité en Eurasie) », Le portail analytique Kreml, 26 Février 2010 www.kreml.org
- Nazarbayeva D., «Spetsifika i perspektivy politicheskogo razvitiya Kazakhstana (Les spécificités et les perspectives du développement politique du Kazakhstan)», Mezhdunarodniy Institut Sovremennoy Politiki (Institut international de la politique moderne), Bulletin n° 3, 2003
- Panorama, "Na sammite glav gosudarstv TsAES obchtchie politicheskie tseli natchali prevalirovat nad ekonomicheskimi (Durant le sommet des chefs d'Etat de CAEC, les objectifs politiques généraux ont commencé prévaloir sur les objectifs économiques)", Panorama -Quotidien kazakhstanais, n° 1, 12 janvier 2001 "Na sammité TsAES v Duchanbe obsuzhdenie problem regionalnoy bezopasnosti zatmilo problemy ekonomicheskoi integratsii (Pendant le sommet de CAEC à Douchanbe, la discussion des problèmes de sécurité régionale a éclipsé les problèmes d'intégration économique)", Panorama- Quotidien kazakhstanais, n° 24, 16 Juin 2000 <http://panorama.kz/archiv/2000/24.htm> accédé le 22 Avril 2010.
- People's Daily, « Commentary: "Shanghai Spirit" -- New Banner of International Cooperation », Le quotidien chinois, 15 Juin 2001,

- Rachidov B., « Elity Ouzbekistana budut soprotivlyat'sya modernizatsii ekonomitsheskogo zakonodatel'stva respubliki s tem, tchto by ne poteryat' prostranstvo dlya polititsheskogo manevra (Les élites de l'Ouzbékistan résisteront à la modernisation de la législation économique de la République afin de ne pas perdre l'espace pour leurs manœuvres politiques) », Ferghana.Ru, 31 Janvier 2006,
- Rakhmanov V., "Evrazes bez Ouzbekistana. Kto-to teryaet, kto-to nakhodit (L'EURASEC sans l'Ouzbékistan. La perte pour les uns, le gagne pour les autres)", *RIAN*, 18 Novembre 2008, www.rian.ru
- Roy A. (2008) Virtual regionalism, regional structures and regime security in Central Asia. *Central Asian survey*, 27 (2). pp. 185-202.
- Saidazimova G., « Integratsiya v Tsentralnoï Azii : realii, vyzovy, vozmojnosti (L'intégration en Asie centrale : réalités, défis, possibilités), *Central Asia and Caucasus*, 9(3), 2000
- Saidazimova G., *Central Asia : authorities cite uzbek, turkment economic growth, but living standards still low*, 14 janvier 2005, Radi Free Europe Radio Liberty, www.eurasianet.org
- Satpayev D., « Initsiativy Kazakhstana v ramkakh Evrazes budut vosprinimatsya Uzbekisanom libo negativno, libo ravnoduchno (Les initiatives kazakhes au sein de l'Eurasec vont engendrer une réaction éngative ou de l'indifférence de la part de l'Ouzbékistan) », *Navigator Kz*, 30 Janvier 2006, www.zonakz.net
- Satpayev, D., "Effekt prisustviya (L'effet de présence) », *Nezavisimaya Gazeta*, 27 Mars 2006, www.ng.ru
- Sinitsyna T., "Le Conseil du commerce de l'OCS a ouvert les portes du Club énergétique", 12 Avril 2010, <http://www.infoshos.ru/ru/?idn=5667>
- Taksanov A., "Chto takoe Organizatsiya Tsentralno-Aziatskogo sotrudnitchestva i s tchem ego edyat vo vremya vstetch glav gosudarstv (Qu'est-ce que c'est une Organisation de Coopération Centrasiatique et avec quoi on la consomme pendant les réunions des chefs d'Etat, *Navigator Kazakhstan*, 10 Juillet 2003 <http://www.zonakz.net/articles/3894>
- Tang S., « The rise of China as a security linchpin », *Asia Times*, 21 Juin 2003.
- Torebayeva M., « Politsistema Tsentralnoy Azii : Nazad v budushshee » (Compte rendu du table rond sur 'La transformation des régimes politiques dans les pays d'Asie centrale' organisé à Almaty), *Respublika*, Kazakhstan, 30 Juillet 2009. Disponible sur www.respublika-kz.info
- Trenin D., "Post-imperskiy proyekt (Le projet post-impérial)", *Nezavisimaya Gazeta*, 30 janvier 2006 http://www.ng.ru/courier/2006-01-30/9_project.html
- Weir F., "Russia, China looking to form 'NATO of the East'?", *Christian Science Monitor*, 26 octobre 2005, www.csmonitor.com

VII. SITES INTERNET

Sites des organisations

- www.evrazes.com
- www.sectsko.org

Sites des analystes et des médias

- www.cacianalyst.org
- www.ca-new.org
- www.centrasia.ru
- www.eurasianet.org
- www.ferghana.ru
- www.igpi.ru
- www.infoshos.ru
- www.irchina.org
- www.kommersant.ru
- www.ng.ru
- www.panorama.kz
- www.regnum.ru

ANNEXES

I. FICHES D'INFORMATION SUR LA CEI ET L'OTSC

A. La Communauté des Etats Indépendants

La Communauté des Etats Indépendants (CEI – Sodrujestvo Nezavisimyx Gosudartsv - SNG) est la première et la plus inclusive des organisations régionales postsoviétiques, créées au moment de la dissolution de l'URSS en 1991. Selon sa propre définition, la Communauté des Etats Indépendants représente la forme de coopération égalitaire entre les pays souverains, reconnue comme une organisation internationale régionale par la communauté internationale. Elle s'appuie sur les mécanismes flexibles de la coopération dans presque tous les domaines des interactions interétatiques.

Le 8 Décembre 1991, les dirigeants des républiques de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine ont annoncé que « l'URSS a cessé son existence en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique ». Dans le même temps ils ont annoncé la création de la Communauté des Etats Indépendants, une organisation basée sur le principe de coordination, sensée à contribuer au développement des relations de souveraineté entre les républiques de l'ancienne URSS et ouverte à la participation de toutes les républiques de l'URSS. Le 21 Décembre 1991, les dirigeants de neuf républiques de l'ancienne URSS (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Ukraine) ont signé la Déclaration d'Almaty sur l'établissement de la Communauté des Etats Indépendants. Azerbaïdjan, Géorgie et Moldavie ont rejoint la CEI plus tard. Au final, toutes les républiques soviétiques, sauf l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ont adhéré à la CEI. Le 22 Janvier 1993, les chefs d'Etat de la CEI ont adopté le document constitutionnel de l'organisation – la Charte de la CEI – qui a fixé les objectifs, la structure et les modes de fonctionnement de la Communauté. Suite à la guerre du mois d'Août 2008 opposant la Géorgie à la Russie, la Géorgie a décidé de quitter la CEI. Depuis le 19 Août 2000, la Géorgie ne fait plus partie de la CEI.

Les buts, objectifs et principes de la CEI

La philosophie générale des premiers documents constitutifs de la CEI est de dissoudre des relations de subordination qui existaient pendant l'Union soviétique entre le Centre de commandement du Parti communiste d'une part et les républiques soviétiques d'autre part, et d'asseoir les relations entre les nouvelles entités politiques sur la base des principes de souveraineté et d'indépendance étatique. La deuxième préoccupation majeure des documents constitutifs de la CEI est de conserver la stabilité et la sécurité régionale pendant la transformation des relations interétatiques dans l'espace postsoviétique. Le sujet constant des documents fondateurs de la CEI est donc d'affirmer la nature non-étatique et non-hégémonique de la Communauté. Créée pour remplacer un super-Etat centralisé et totalitaire, les fondateurs de la CEI ont constamment souligné leur volonté de remplacer l'URSS par une communauté des Etats sur la base volontaire et égalitaire. De ce fait, la

nature de la CEI a été définie par la négation. Ainsi, l'Accord sur l'établissement de la CEI, du 8 Décembre 1991, affirme que « l'URSS, en tant que sujet de droit international et réalité géopolitique, cesse son existence ». La Déclaration d'Almaty du 21 Décembre 1991, qui a entériné l'établissement de la CEI par la majorité des anciennes républiques soviétiques, insiste sur le fait que « la Communauté des Etats Indépendants n'est ni un Etat, ni une structure supra-Etatique ». Parmi les principes essentiels des relations entre les membres de la Communauté sont les principes de reconnaissance et de respect mutuel de la souveraineté étatique et de l'égalité souveraine, de droit à l'auto-détermination, de non-interférence dans les affaires domestiques, de refus de l'utilisation de la force, de la menace de la force et des moyens de pression économiques dans les relations interétatiques, de respect mutuel de l'intégrité territoriale ainsi que d'inviolabilité des frontières étatiques existantes. La Charte de la CEI, du 22 Janvier 1993, réaffirme l'absence des attributs étatiques ou supra-étatiques de l'organisation et souligne le caractère volontaire du rassemblement des pays participants au sein de la Communauté. L'Accord de Minsk sur l'établissement de la CEI a défini un agenda de coopération interétatique très large qui inclut les domaines politique, économique, culturel, éducationnel, médical, écologique, commercial, humanitaire, de sécurité et de paix internationale et d'autres domaines d'activité. Les objectifs initiaux devant les organes de la CEI ont été fixés comme la coordination des activités de la politique étrangère, la coopération dans l'élaboration et le développement de l'espace économique commun, la politique commune douanière, le développement des systèmes des transports et des communications, la protection de l'environnement, la politique des migrations et la lutte contre le crime organisé.

La Charte de la CEI, du 22 Janvier 1993, systématise les objectifs de la Communauté ainsi qu'elle met en place ses organes constitutionnels. Les buts et objectifs généraux de la CEI sont :

- La coopération dans les domaines politique, économique, écologique, humanitaire, culturel, et d'autres domaines ;
- Le développement économique et social équilibré des pays dans le cadre d'un espace économique commun, la coopération et l'intégration interétatique ;
- Le développement du partenariat égalitaire et mutuellement bénéfique dans le domaine économique par le biais de la formation de la zone de libre-échange ;
- Le garanti des droits et des libertés fondamentaux des personnes en conformité avec les principes et les normes généralement reconnus du droit international ainsi que les documents de l'OSCE ;
- La coopération entre les pays membres afin de garantir la paix et la sécurité internationale, la réalisation des mesures afin de réduire les armements et les dépenses militaires ainsi que la liquidation des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et d'arriver au désarmement général et complet ;
- L'approfondissement de la coopération entre les pays de la CEI et l'ONU et autres organisations internationales dans le domaine de la régulation des conflits internationaux ;
- L'assistance aux citoyens des pays membres dans les communications, les contacts et le mouvement libres au sein de la Communauté ;
- L'assistance juridique mutuelle et la coopération dans les autres domaines des relations juridiques ;
- L'unification des forces et des moyens dans la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme international et les autres formes d'extrémisme ;
- Le règlement pacifique des litiges et des conflits entre les pays membres.

Le fonctionnement de la CEI ainsi que les relations entre les pays membres devront être réalisés en conformité avec les principes suivants :

- Le respect des souverainetés des Etats-membres, du droit inaliénable des peuples à l'auto-détermination et de disposer de son destin sans interférence des parties extérieures ;
- L'inviolabilité des frontières étatiques, la reconnaissance des frontières existantes et le renoncement aux prétentions territoriales illégitimes ;
- L'intégrité territoriale des Etats et le renoncement à toute action visant le démembrement du territoire étranger ;
- La non-utilisation de la force et de la menace par la force contre l'indépendance politique des Etats-membres ;
- Le règlement pacifique des litiges afin de ne pas mettre en cause la paix internationale, la sécurité et la justice ;
- La primauté du droit international dans les relations interétatiques ;
- Le garanti des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour toutes les personnes sans distinction de race, d'ethnie, de langue, d'idéologie politique et des autres convictions ;
- La réalisation dans la bonne fois des obligations contractées en vertu des documents de la Communauté, y compris la Charte de la CEI ;
- La prise en compte des intérêts des partenaires et de la Communauté, l'entraide mutuelle dans tous les domaines des relations réciproques ;
- L'unification des efforts et le soutien mutuel afin de créer les conditions pacifiques pour la vie des peuples des pays membres de la Communauté, de garantir leur progrès politique, économique et social ;
- Le développement de la coopération économique, scientifique et technique, l'élargissement des processus d'intégration ;
- L'union spirituelle des peuples, basée sur le respect mutuel, la coopération étroite afin de préserver les valeurs culturelles et les échanges culturels.

La structure de la CEI

La structure générale de la CEI est composée de 82 organes, incluant les organes constitutionnels et les organes spécialisés.

Le Conseil des chefs d'Etat est l'organe suprême de la Communauté qui a la compétence pour discuter et décider des questions principales liées aux activités des Etats membres dans le domaine de leurs intérêts communs. Il se réunit deux fois par an et adopte ses décisions sur la base du principe de consensus.

Le Conseil des chefs de gouvernement est chargé de la coordination de la coopération des organes exécutifs des pays membres dans les domaines économique, social et autres domaines d'intérêts communs. Il se réunit quatre fois par an.

Le Conseil des ministres des affaires étrangères est l'organe exécutif principal qui est chargé de la coordination des activités de la politique étrangère des pays membres dans le domaine des questions d'intérêt commun, entre les sessions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement.

Le Conseil économique de la CEI est l'organe exécutif chargé de la réalisation des accords conclus dans le cadre de la CEI ainsi que des décisions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement concernant la formation et le fonctionnement de la zone de libre-échange et, autres questions de la coopération économique et sociale.

Le Conseil des ministres de la défense est l'organe chargé des questions de la politique et du développement militaire des pays membres. Il est composé des ministres de la défense

des pays participants, sauf la Moldavie, le Turkménistan et l'Ukraine. Jusqu'à son démantèlement en 2005, le quartier général pour la coordination de la coopération militaire était l'organe de travail permanent du Conseil des ministres de la défense, son chef faisant partie du Conseil.

Le Conseil des commandants des troupes frontalières est l'organe collégial composé des commandants des troupes frontalières des pays membres de la Communauté, sauf ceux de l'Azerbaïdjan, de la Moldavie et de l'Ukraine, ainsi que le chef du Service de coordination du Conseil, qui est son organe de travail permanent. Le Conseil est chargé des questions de la coordination de la défense des frontières extérieures de la CEI ainsi que des zones économiques des pays membres de la CEI.

La Cour économique de la CEI a la compétence pour veiller à l'implémentation harmonisée des accords entre les pays membres et de leurs obligations et traités économiques par le biais de la résolution des litiges découlant des relations économiques.

L'Assemblée Interparlementaire de la CEI organise les consultations interparlementaires, encourage la coopération au sein de la Communauté et élabore des propositions communes concernant l'activité des parlements nationaux.

Le Conseil des représentants permanents est chargé de la coordination des interactions des Etats membres entre les sessions du Conseil des chefs d'Etat, du Conseil des chefs de gouvernement et du Conseil des ministres des affaires étrangères.

Le Comité exécutif de la CEI est l'organe permanent exécutif, administratif et de coordination de la CEI.

La procédure décisionnelle au sein de la CEI

Les procédures de prise des décisions au sein des structures de la CEI sont subordonnées aux soucis de souveraineté et d'égalité des pays participants. Comme il a été noté, les fondateurs de la CEI ont constamment souligné la nature non-étatique et non-hégémonique de la Communauté. Dans ce contexte, les procédures décisionnelles des organes de la CEI sont en général basées sur le principe de consensus. Le Conseil des chefs d'Etats et le Conseil des chefs de gouvernement adoptent ainsi leurs décisions par le biais de consensus. Dans le même temps, toute Partie peut faire savoir son non-intéressement dans les questions particulières. Toutefois, l'abstention de telle ou telle Partie de la participation dans les décisions particulières n'est pas considérée comme un obstacle à l'adoption des décisions concernées. En outre, les Etats membres peuvent suspendre l'implémentation à leur encontre des certaines clauses des accords conclus dans le cadre de la CEI, en notifiant les Etats partenaires un an avant.

Le mécanisme de la réalisation des décisions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement, approuvé par le Conseil des chefs d'Etat le 2 Avril 1999, a défini les approches conceptuelles de la Communauté concernant l'implémentation des décisions communautaires. Parmi les principes essentielles sont soulignés la réalisation volontaire et de la bonne foi des obligations par les Etats parties, l'appui sur les mécanismes nationaux de contrôle, la non-interférence dans les affaires domestiques des Etats et la régulation des litiges découlant de la réalisation des documents de la Communauté le biais des négociations entre les Etats membres.

La participation limitée de certains Etats membres dans les activités particulières de la Communauté ou dans les activités de certains organes de la CEI est considérée comme découlant de l'intérêt national des Etats membres et reçue avec la compréhension et le respect de la part de la Communauté et des Etats partenaires.

La sécurité régionale et la coopération politico-militaire

Les sections III et IV de la Charte de la CEI régissent les activités de la Communauté dans les domaines de la sécurité collective, de la coopération militaro-politique ainsi que de la prévention et de la résolution des conflits. Les Etats membres s'engagent à mener une politique coordonnée dans le domaine de la sécurité internationale, du désarmement et du contrôle sur les armes ainsi que la construction et la consolidation des forces armées nationales. Les Parties contribuent à la consolidation et au maintien de la sécurité dans le territoire de la Communauté.

En cas des menaces à la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale de l'un ou plusieurs pays membres ou à la paix et la sécurité internationale, les Etats membres activent immédiatement les mécanismes de consultation afin de coordonner leurs positions et d'adopter les mesures nécessaires pour éliminer la menace concernée, incluant l'organisation des opérations de la paix et l'utilisation des forces armées en conformité avec l'article 51 de la Charte de l'ONU.

Les directions principales de la coopération militaire sont la coopération politico-militaire (notamment, par le biais de la mise en place des consultations et des échanges d'information entre les ministres de la défense des Etats membres, le rapprochement et l'unification des législations nationales en la matière, l'établissement d'un espace de défense commun dans le territoire de la Communauté, et la coopération dans le domaine de la réduction et de l'élimination des armes), la coopération militaire (notamment, la coopération entre les ministres de la défense dans la construction et la consolidation des forces armées, l'organisation des mesures communes de préparation des forces armées, la préparation des cadres militaires, l'amélioration du système de défense aérien commun, l'amélioration des infrastructures militaires, etc.), la coopération militaro-technique, la coopération militaro-scientifique, la coopération dans le domaines des opérations de la paix et de la lutte contre le terrorisme, la coopération dans le domaine d'histoire militaire, la coopération dans les domaines social, juridique et humanitaire, ainsi que la coopération dans les domaines de l'industrie militaire et de l'intégration des entreprises de production militaire aussi bien dans le domaine des exportations des produits de l'industrie militaire.

L'organe suprême de la CEI dans le domaine de la défense est le Conseil des chefs d'Etat. Il élabore et réalise la politique militaire de la Communauté. Il définit la conception de la défense collective, la doctrine militaire et la stratégie nucléaire de la Communauté ainsi que les directions principales de la consolidation militaire. Le Conseil des chefs d'Etat prend ses décisions concernant les questions de la défense sur la base du principe de consensus. Le Conseil des chefs de gouvernement est chargé des questions militaro-économiques et budgétaires.

Le Conseil des ministres de la défense, créé le 14 Février 1994, est chargé des questions de la coordination des efforts des Etats membres dans les domaines de la politique militaire et de la construction militaire. Les membres du Conseil sont les ministres de la défense des Etats membres, à l'exception de la Moldavie, du Turkménistan et de la Moldavie. Le Conseil est dirigé par le président du Conseil et son adjoint. Au sein du Conseil, chaque membre dispose d'une voix. Jusqu'à son démantèlement en 2005, le chef du Quartier général pour la coordination de la coopération militaire faisait partie du Conseil des ministres de la défense. Le Quartier général pour la coordination de la coopération militaire représentait l'organe de travail permanent du Conseil des ministres de la défense. Le 26 Août 2005, le Conseil des chefs d'Etat a décidé de démanteler le Quartier général pour la coordination et de transférer ses fonctions au Secrétariat du Conseil des ministres de la défense, dont l'effectif s'élève à 20 personnes.

Parmi les efforts de la CEI dans le domaine de la sécurité régionale, l'initiative de mettre en place un système régional de la défense collective occupe une place primordiale. Le pas dans cette direction a été fait par la conclusion du Traité sur la sécurité collective entre les pays membres de la CEI, le 15 Mai 1992, à Tachkent, Ouzbékistan. Le Traité de Tachkent prévoyait la mise en place d'une alliance de sécurité et de défense. Notamment, selon l'article 4 du Traité, toute agression dirigée contre l'un des pays signataires du Traité, de la part d'un Etat ou d'un groupement des Etats, est considérée comme l'agression contre l'ensemble des pays signataires et enclenche immédiatement le mécanisme de la défense collective. Le Traité été signé par six pays postsoviétiques (Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan), le 15 Mai 1992 à Tachkent, Ouzbékistan. Plus tard, trois autres pays (Azerbaïdjan, Biélorussie et Géorgie) ont adhéré au Traité. Toutefois en 1999, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan ont quitté le Traité sur la sécurité collective. A partir de l'an 2000, le régime du Traité de Tachkent sur la sécurité collective a pris la direction de développement institutionnel indépendamment de la CEI avec la création de l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (OTSC) qui regroupe sept pays de la CEI.

L'élément fondamental de la coopération militaire au sein de la CEI est le système de défense aérien commun, institué en 1995 par l'Accord sur l'établissement du système unifié de la défense aérienne des Etats membres de la CEI. Le système unifié prévoit la protection des frontières aériennes des Etats participants, le contrôle commun de l'utilisation de l'espace aérien des pays participants, l'information des pays participants sur la situation aérienne et l'alerte sur l'attaque aérienne, les activités coordonnées des forces militaires aériennes. Au moment de sa mise en place, Arménie, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Ukraine ont rejoint le système unifié tandis que l'Azerbaïdjan et la Moldavie se sont abstenus. A partir de 1997, la Géorgie et le Turkménistan ont terminé leur participation tandis que l'Ouzbékistan et l'Ukraine sont passés au mode de coopération bilatérale avec la Russie. Les forces collectives du système unifié sont essentiellement composées des forces aériennes russes avec la participation limitée de la Biélorussie et du Kazakhstan.

Parmi les autres structures importantes, dotées des fonctions de coordination, pour la coopération dans le domaine de la sécurité régionale et de la défense collective sont :

- Le Conseil des commandants des troupes frontalières des Etats membres de la CEI ;
- Le Centre antiterroriste de la CEI, avec une branche à Bichkek, Kirghizstan ;
- Le Conseil de coordination des procureurs généraux ;
- Le Conseil des ministres des affaires intérieures ;
- Le Bureau de coordination pour la lutte contre la criminalité organisée et autres formes dangereux de la criminalité ;
- Le Conseil des chefs des organes de migration ;
- Le Conseil des dirigeants des organes de la sécurité et des services spéciales ;
- Le Conseil interétatique pour les situations d'urgence à caractère naturel et technogène ;
- Le Conseil interétatique pour la sécurité industrielle, et autre.

Bibliographie

Les documents :

L'Accord sur l'établissement de la Communauté des Etats Indépendants, le 8 Décembre 1991

La Déclaration d'Almaty sur l'établissement de la CEI, le 21 Décembre 1991

Le Traité sur la sécurité collective, le 15 Mai 1992

La Charte de la CEI, le 22 Janvier 1993

L'Accord sur les groupes d'observateurs militaires et les forces collectives du maintien de la paix dans la Communauté des Etats indépendants, le 20 Mars 1992

La Conception de la prévention et de la régulation des conflits dans le territoire des Etats participants de la CEI, adopté le 19 Janvier 1996

Le Règlement sur les forces collectives du maintien de la paix de la CEI, le 19 Janvier 1996

Le mécanisme de la réalisation des décisions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement, le 2 Avril 1999

Les articles :

Ivan Babichev, "Mirotvorcheskaya deyatelnost v SNG: dostizheniya i problemy (Les activités de la paix dans la CEI: les réussites et les problèmes)", L'agence russe de l'information Novosti- RIAN, 16 Septembre 2004.

Alison K. Bailes, Vladimir Baranovsky and Pål Dunay, "Regional security cooperation in the former Soviet area", in SIPRI Yearbook 2007: Armaments, Disarmament and International Security, pp. 165-192.

Konstantin Korkelia, "The CIS peace-keeping operations in the context of international legal order", NATO Fellowship Report, 1999.

Dov Lynch, Russian Peacekeeping Strategies in the CIS: The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan, Palgrave Macmillan, 2000.

I. Lyutov and S. Tyushkevich, "SNG: problemy Sodrujestva i kollektivnaya bezopasnost (La CEI: les problèmes de la Communauté et la sécurité collective)", Nasledie.Ru, le portail de l'analyse russe, www.nasledie.ru

Alexander Sokolov, "Russian peace-keeping forces in the post-Soviet area ", in Restructuring the global military sector / edited by Mary Kaldor and Basker Vashee, on behalf of UNU World Institute for Development Economics Research, 1997.

UNU-CRIS, Capacity Survey : Regional and Other Intergovernmental Organizations in the Maintenance of Peace and Security, 2008, pp. 44-49.

B. L'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective

L'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (OTSC), connu dans la région sous son appellation russe Organizatsiya Dogovora o Kollektivnoy Bezopasnosti (ODKB), puise ses origines dans le Traité sur la sécurité collective, signé au lendemain de la décomposition de l'Union soviétique. L'OTSC aspire à devenir l'organisation régionale de sécurité jouant un rôle de premier plan dans le continent Eurasienn où il partagerait les responsabilités de sécurité avec l'OTAN. Dans les dires de son Secrétaire général, l'OTSC est une structure multifonctionnelle moderne, assurant, d'une manière globale, la sécurité de la zone de sa responsabilité. L'OTSC a été accordé le statut d'observateur au sein de l'Assemblée Générale de l'ONU en 2004. En 2009, un accord sur la coopération entre l'ONU et l'OTSC a été adopté.

Les membres de l'OTSC sont l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan. La région de l'OTSC est divisée en trois zones de responsabilités : Russie-Arménie, Russie-Biélorussie, et Asie centrale. Pour les premières deux zones, il existe deux grands groupements militaires respectifs qui unissent les forces armées des pays. En Asie centrale, il existe, depuis 2001, les Forces collectives de déploiement rapide de l'Asie centrale, de près de 4000 personnes (la Russie et le Tadjikistan contribuent trois bataillons chacun tandis que le Kazakhstan et le Kirghizstan contribuent deux bataillons chacun). Plus récemment, l'OTSC s'est doté des Forces collectives de paix de l'OTSC ainsi que des Forces collectives de réaction rapide de l'OTSC.

Le traité sur la sécurité collective

Les anciennes républiques de l'URSS ont décidé d'établir une Communauté des Etats Indépendants dès le mois de Décembre 1991. Deux raisons principales ont présidé à la création de la CEI. D'une part, l'établissement de la CEI s'expliquait par l'impossibilité d'une rupture immédiate avec un espace politique et économique intégré qui a existé pendant plus de six décennies. Dans d'autres mots, les nouveaux pays indépendants ont été guidés par le souci de prévenir un chaos politique et de conserver la stabilité politique, sécuritaire et économique dans une ère postsoviétique immédiate. Selon cette conception, la CEI n'était qu'un mécanisme provisoire pour permettre aux pays issus de l'ancienne URSS d'asseoir leurs relations réciproques sur les nouveaux principes. D'autre part, il existait chez les pays fondateurs de la Communauté de faire de la CEI une nouvelle forme d'intégration parmi les ex-républiques soviétiques. Afin de faire de la CEI un instrument essentiel de l'intégration, les accords sur les différents aspects de l'intégration ont été conclus dans le cadre de la CEI. Sur le plan économique, les pays membres de la CEI ont adopté le Traité sur la création de l'Union économique, le 24 Septembre 1994, afin d'asseoir leurs relations d'interdépendance économique sur les bases entièrement nouvelles de l'économie du marché. Sur le plan sécuritaire et militaire, les pays membres de la CEI ont signé le Traité sur la sécurité collective, le 15 Mai 1992 à Tachkent, Ouzbékistan. Le Traité sur la sécurité collective, dit le Traité de Tachkent, a été signé par six pays postsoviétiques (Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan). Plus tard, trois autres pays (Azerbaïdjan, Biélorussie et Géorgie) ont adhéré au Traité.

Le Traité sur la sécurité collective, dit le Traité de Tachkent, a été sensé de regrouper les pays issus de l'ancienne URSS autour de l'objectif d'une alliance de sécurité et de défense. L'ambition des pays signataires du Traité de Tachkent était de transformer le régime qui en

découle en le composant essentiel de l'architecture globale de la sécurité en Asie et en Europe. Parmi les objectifs recherchés par le Traité sont le renoncement à l'utilisation de la force dans les relations réciproques entre les pays signataires, l'abstention par les Etats signataires de participer dans les alliances militaires et les blocs qui seraient dirigés contre l'un des autres pays signataires du Traité de Tachkent, la coordination des efforts en vue de l'établissement des systèmes de sécurité collective en Europe et en Asie et, la mise en place des mécanismes de consultations régulières sur tous les aspects importants de la sécurité internationale ainsi que dans le cas de l'émergence des menaces contre l'un des Etats signataires ou contre la paix et la sécurité internationale, en vue de les neutraliser. Parmi les dispositions du Traité de Tachkent, l'article 4 a retenu l'attention des observateurs. Selon les provisions dudit article, toute agression dirigée contre l'un des pays signataires du Traité, de la part d'un Etat ou d'un groupement des Etats, est considérée comme l'agression contre l'ensemble des pays signataires du Traité de Tachkent. Dans le cas d'une telle agression, tous les autres pays partenaires de l'Etat agressé s'obligent à lui fournir toute l'aide nécessaire, incluant l'assistance militaire, dans le cadre de la réalisation du droit à la défense collective des Etats en vertu de l'article 51 de la Charte de l'ONU. La décision concernant l'utilisation des forces armées afin de faire cesser l'agression, en vertu de l'article 4 du Traité, est adoptée par les chefs d'Etat des pays participants. Le Traité a aussi prévu la création du Conseil de la sécurité collective, composé des chefs d'Etat des pays signataires ainsi que du Commandant en chef de forces armées conjointes de la CEI.

La conception de la sécurité collective des Etats participants du Traité de Tachkent, adopté en 1995 à Almaty, identifie les principes essentiels de la sécurité collective des Etats :

- L'indivisibilité de la sécurité : l'agression envers l'un des pays participants est considérée comme une agression envers tous les pays participants ;
- La responsabilité égale des pays participants dans la réalisation de la sécurité ;
- Le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats membres, le non-interférence dans les affaires intérieures ainsi que la considération des intérêts des pays partenaires ;
- Le caractère collectif de la défense, qui est élaborée sur la base régionale ;
- L'adoption des décisions sur les questions principales de la réalisation de la sécurité collective sur la base du principe de consensus ;
- La correspondance de la composition et du niveau de préparation des forces armées et des moyens à l'échelle de la menace militaire.

Le régime du Traité de Tachkent a été interprété comme un effort de la Russie de mettre en place, suite à la dissolution de l'URSS et à l'abandon des efforts de maintenir une armée commune pour la CEI, une alliance de sécurité sous son leadership. Toutefois, les provisions du Traité de Tachkent sont restées sans traduction pratique, tout au long des années 1990.

Le Traité sur la sécurité collective dans les années 1990

Dans l'espace postsoviétique, la décennie de 1990 est caractérisée par les ambiguïtés découlant des hésitations qu'ont vécues les nouveaux Etats indépendants dans la définition des lignes de développement de leurs politiques domestique et étrangère. Ces hésitations ont influencé d'une manière négative le fonctionnement des institutions communes créées par les Etats postsoviétiques ainsi que l'implémentation des traités interétatiques. L'une des questions essentielles de cette période ambiguë concernait la position de la Russie concernant la région postsoviétique ainsi que la position des autres pays de l'espace

postsoviétique vis-à-vis de la Russie. D'une part, la politique de la Russie envers l'espace postsoviétique a été victime des contradictions au sein de l'élite de la politique étrangère russe qui était divisée entre ceux qui prônaient le rapprochement, voir l'intégration avec l'Ouest, d'une part, et ceux qui militaient pour une position propre pour la Russie qui devrait consister de transformer la Russie en centre de puissance indépendante, sur la scène eurasiatique. D'autre part, les pays postsoviétiques, qui avaient adhéré à la CEI, ont été aussi divisés entre les Etats qui acceptaient la prédominance de la Russie dans la région et cherchaient à l'accommoder par le biais d'une intégration poussée avec la Russie et les Etats qui cherchaient à affaiblir ou à contourner la domination en évitant la participation dans les structures promues par la Russie ou en nouant des partenariats avec les puissances extérieures ainsi que des relations de l'alliance entre eux-mêmes. Parmi le premier groupe se comptent l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Le deuxième groupe des Etats a été composé de l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan. La présence de ces contradictions a eu un effet restrictif important sur les institutions créées par les Etats postsoviétiques. Notamment, la CEI a été de plus en plus vue comme un mécanisme de divorce plutôt que d'un instrument de l'intégration avancée. Par conséquent, la CEI et les accords juridiques élaborés dans le cadre de la CEI, sont devenus des victimes de l'inefficacité, du manque d'implémentation et de l'absence de volonté ou de capacité pour les réformer au sein des pays fondateurs. Cette situation n'a pas épargné le Traité sur la sécurité collective. Particulièrement, au début des années 1990, le régime du Traité sur la sécurité collective n'a pas été d'une utilité efficace dans le cas de la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ainsi que dans le cas de la guerre civile au Tadjikistan. Plus tard, en 1999, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan ont renoncé à renouveler leur participation au Traité de Tachkent.

Vers l'institutionnalisation du régime du Traité de Tachkent : l'établissement de l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective

Avec l'achèvement de la présidence de Boris Eltsin en 1999, caractérisée en général par l'affaiblissement des positions de la politique étrangère de la Russie, la Russie de Vladimir Putin a entrepris des efforts de la réanimation et de la consolidation du rôle prépondérant de la Russie dans la politique internationale, en général, et dans la région postsoviétique, en particulier. Parmi les différents facteurs généralement mentionnés pour expliquer la réactivation et la consolidation de la position russe dans les affaires postsoviétiques sont le renforcement de la puissance financière de l'Etat russe, grâce à la croissance des prix des ressources naturelles vers le début des années 2000, le rôle des puissances extérieures, telles les Etats-Unis et l'Europe, dans la région de l'Asie centrale, ou, encore, les intérêts des autres pays postsoviétiques dans le renforcement de leurs liens avec la Russie, qui est vue comme la source des investissements étrangers ainsi que comme le garant principal de la sécurité régionale en Asie centrale. L'un des vecteurs principaux des efforts de la Russie dans sa politique étrangère dans l'espace postsoviétique de la période de Vladimir Poutine a été la réforme du régime du Traité sur la sécurité collective, du 15 Mai 1992. Le premier pas dans cette perspective a été entrepris le 24 de Mai 2000 par l'adoption du Mémoire sur l'amélioration de l'efficacité du Traité sur la sécurité collective du 15 Mai 1992 et de son adaptation à la situation géopolitique contemporaine. Le Mémoire a été signé par l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan. Les mesures en vue de l'amélioration du régime du Traité de Tachkent incluaient l'élargissement de la pratique des échanges réguliers de l'information sur les questions actuelles de la situation internationale et de la sécurité régionale, l'établissement des organes communs pour la réalisation du système de sécurité

collective entre les Etats ainsi que le renforcement de la coopération militaire et technique entre les pays participants, le renforcement des interactions parmi les pays membres en vue de lutter contre les nouveaux défis à la sécurité régionale et internationale. Sur le plan institutionnel, il a été décidé de mettre en place le Comité des secrétaires des conseils de sécurité des Etats participants. C'est aussi le Mémoire du 24 Mai 2000 qui a annoncé la volonté des Etats participants du Traité de Tachkent de créer, auprès du Conseil de la sécurité collective, d'un mécanisme de consultations pour les opérations du maintien de la paix et, de lancer les efforts en vue de la formation des forces collectives de déploiement rapide pour le maintien de la paix. Plus tard, le 20 Juin 2000, les gouvernements des pays participants du Traité ont signé l'Accord sur les principes de la coopération militaro-technique entre les pays participants du Traité sur la sécurité collective. Dans le cadre de la coopération militaro-technique, les pays participants veulent développer le commerce intramuros que la coopération dans l'élaboration et la production des biens à l'usage militaire. L'importance de l'accord pour les pays participants est surtout expliquée par la possibilité de bénéficier des tarifs domestiques à l'achat des produits militaires auprès de la Russie.

Par la suite, les pays signataires ont trouvé pertinent d'institutionnaliser le régime du Traité de Tachkent. Ainsi, le 14 Mai 2002, le Conseil de la sécurité collective a adopté la décision sur l'octroi, au Traité sur la sécurité collective, du statut de l'organisation internationale régionale. La prise d'une telle décision a été justifiée par la conviction des pays participants de la présence des fondements pour caractériser les activités en vertu du Traité de Tachkent ainsi que des structures du Traité comme relevant des activités de l'organisation régionale du ressort du Chapitre VIII de la Charte de l'ONU. La transformation du régime du Traité de Tachkent dans l'organisation régionale a été achevée par l'adoption de la Charte de l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective, le 14 Octobre 2002 à Chisinau, Moldavie. L'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan sont les pays fondateurs de l'OTSC. En 2006, l'Ouzbékistan a réactivé sa participation dans le Traité sur la sécurité collective et ainsi rejoint l'OTSC.

Les objectifs de l'OTSC

L'OTSC se fixe l'objectif général de contribuer à la consolidation de la paix, de la sécurité et stabilité internationale et régionale. En particulier, l'OTSC se voit comme une organisation régionale, au sens du Chapitre VIII de la Charte onusienne. En effet, la contribution de l'OTSC à la paix mondiale passe par la défense collective de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de ses pays membres. Dans la réalisation de ses objectifs, l'OTSC privilégie les moyens politiques. A l'instar de la plupart des institutions créées en Asie, l'OTSC regroupant les pays issus de l'Union soviétique, met un accent important sur les principes du respect de l'indépendance, de la participation volontaire, de l'égalité des droits et des responsabilités des pays membres, du non interférence dans les affaires intérieures des Etats.

Les objectifs de l'OTSC peuvent être catégorisés militaire, politique et sécuritaire. Sur le plan militaire, les Etats membres coopèrent afin de mettre en place des systèmes de sécurité collective, d'établir des groupements régionaux des forces armées ainsi que de leurs commandements, de développer des infrastructures militaires, de préparer les cadres et les spécialistes militaires et de les doter des armes et des technologies militaires nécessaires. Les Etats membres s'engagent aussi à se consulter avant de prendre des

décisions concernant l'installation des forces armées des pays tiers dans leurs territoires. La coopération dans le domaine de la sécurité est essentiellement orientée vers la lutte contre les phénomènes du terrorisme et de l'extrémisme, contre le trafic des drogues et des armes, contre la criminalité organisée transnationale ainsi que contre l'immigration illégale. L'OTSC fait aussi l'accent sur la nécessité de développer la coopération dans le domaine de la sécurité informatique. Dans le domaine politique, le but recherché par l'OTSC est de favoriser la pratique de coordination et de consultation des positions de ses Etats membres concernant les questions de la sécurité internationale et régionale. Notamment, l'Organisation prévoit de développer ses propres mécanismes et procédures de consultations. Pendant la réalisation de ses objectifs, l'OTSC se tient au principe de l'ouverture à la coopération avec les pays tiers et les institutions internationales.

La structure de l'OTSC

Sur le sommet de la structure de l'OTSC se trouve le Conseil de la sécurité collective qui est l'organe suprême de l'Organisation. Les questions principales concernant les activités de l'OTSC ainsi que ses buts, ses objectifs et la coordination et la coopération des pays membres en vue de ses objectifs sont du ressort du Conseil de la sécurité collective. Le Conseil de la sécurité collective est composé des chefs d'Etat des pays membres. Les ministres des affaires étrangères, les ministres de la défense et les secrétaires des conseils de sécurité des pays membres ainsi que le Secrétaire général de l'OTSC peuvent participer dans les réunions du Conseil de la sécurité. C'est aussi le Conseil de la sécurité collective qui détient le droit de créer les organes permanents et temporaires de l'OTSC. Le Conseil est présidé, sur la base rotationnelle, par le chef d'Etat du pays membre qui accueillera la réunion prochain du Conseil. Dans les périodes entre les réunions du Conseil de la sécurité collective, les tâches de la coordination et de la coopération entre les pays membres incombent au Conseil permanent auprès de l'OTSC. Le Conseil permanent est composé des représentants des pays membre individuels au sein de l'OTSC.

La responsabilité pour les activités quotidiennes de l'OTSC est endossée par le Secrétariat général de l'OTSC, situé à Moscou, Russie. Le Secrétariat général assure le soutien organisationnel, informationnel, analytique et consultatif aux activités des organes de l'OTSC. En coopération avec le Conseil permanent, le Secrétariat général prépare aussi les projets de décisions et des autres documents des organes de l'OTSC. Les fonctionnaires du Secrétariat sont choisis, par le biais de concours, parmi les ressortissants des pays membres sur la base des quotas nationaux, lesquels sont proportionnels aux contributions financières des pays membres au budget de l'Organisation. Le Secrétariat est dirigé par le Secrétaire général de l'OTSC, lequel est nommé, de parmi les citoyens des pays membres, pour une période de trois ans, par la décision du Conseil de la sécurité collective sur la recommandation du Conseil des ministres des affaires étrangères. Le Secrétaire général participe dans les réunions du Conseil de la sécurité collective, du Conseil permanent ainsi que des conseils des ministres spécialisés de l'OTSC. La coordination de l'élaboration des projets des recommandations et des documents des organes de l'OTSC est réalisée par le Secrétaire général. La mission de représenter l'OTSC dans les relations avec les autres pays et les organisations internationales incombe aussi au Secrétaire général.

La structure de l'OTSC est complétée par les Conseils des ministres spécialisés. Les compétences de ces Conseils ministériels sont généralement du caractère consultatif. Ainsi, le Conseil des ministres des affaires étrangères est l'organe consultatif et exécutif de l'Organisation concernant les questions de la coordination de la coopération des pays membres dans le domaine de la politique étrangère. Le Conseil des ministres de la défense est chargé de la coordination des efforts communs des pays membres dans les domaines de

la politique militaire, de la construction militaire ainsi que de la coopération militaire-technique. Le Conseil des secrétaires des conseils de sécurité des pays membres est créé pour favoriser la coopération entre les pays membres pour assurer la sécurité nationale des Etats participants.

Il existe, auprès du Conseil des ministres de la défense, l'Etat-major unifié de l'OTSC. Opérationnel depuis le 1 Janvier 2004, la mission de l'Etat-major unifié est d'effectuer le commandement opérationnel et le monitoring des forces collectives de réaction rapide de l'Organisation ainsi que d'élaborer des propositions en vue de renforcer la coopération militaire au sein de l'OTSC. La résidence de l'Etat-major unifié est située à Moscou, Russie. Depuis 2005, le Conseil de coordination des dirigeants des organes compétents des Etats membres pour la lutte contre le trafic illégal des drogues est mis en place. Le Conseil de coordination des dirigeants des organes compétents des Etats membres pour les situations d'urgence ainsi que le Conseil de coordination des dirigeants des organes compétents des Etats membres pour la lutte contre l'immigration illégale ont commencé leurs activités, depuis 2007.

Depuis 16 Novembre 2006, l'Assemblée parlementaire de l'OTSC a commencé ses activités. Elle a pris ses origines dans les réunions de l'Assemblée parlementaire de la CEI dans le format des pays participants du Traité sur la sécurité collective, organisées depuis 2000. Il existe, auprès l'AP OTSC, trois commissions permanentes chargées respectivement des questions de la défense et de la sécurité ; des questions politiques et de la coopération internationale ; ainsi que, des questions socio-économiques et juridiques.

Les modes de prise de décisions

Les modalités de la prise des décisions au sein de l'OTC sont similaires à celles des autres organisations internationales créées dans l'espace postsoviétique. Pouvoir décisionnel est essentiellement concentré au sein du Conseil de la Sécurité collective. De ce fait, les réunions annuelles du Conseil de la sécurité collective, attendus par les dirigeants des pays membres, représentent des moments importants dans la vie de l'Organisation où sont adoptés les décisions et les documents essentiels concernant l'évolution de l'Organisation. Reflétant les systèmes politiques domestiques qui sont centrés sur les personnalités des chefs d'Etat de la région ainsi que l'accent prioritaire sur la souveraineté, le mode de prise de décision général au sein des structures de l'OTSC est basé sur le principe de consensus. Ainsi, les décisions du Conseil de la sécurité collective, du Conseil des ministres des affaires étrangères, du Conseil des ministres de la défense ainsi que du Comité des secrétaires des conseils de sécurité sont prises sur la base de consensus, où chaque Etat dispose d'une voix. Dans le cas du non-respect, par l'un des pays membres, des dispositions de la Charte ainsi que des documents adoptés par les organes de l'OTSC, le Conseil de la sécurité collective peut suspendre, ou même terminer, le statut de membre du pays membre concerné. Cette décision est adoptée sans la voix du pays membre concerné.

Bibliographie sélectionnée

Documents :

Traité sur la sécurité collective, du 15 Mai 1992, Tachkent, Ouzbékistan

Protocole sur la prolongation du Traité sur la sécurité collective, du 2 Avril 1999, Moscou, Russie

Concept de la sécurité collective des pays membres du Traité sur la sécurité collective, du 10 Février 1995, Almaty, Kazakhstan

Mémoire sur l'amélioration de l'efficacité du Traité sur la sécurité collective et sur son adaptation à la situation géopolitique contemporaine, du 24 Mai 2000, Minsk, Biélorussie

Accord sur les principes de la coopération militaire et technique entre les pays membres du Traité sur la sécurité collective, 20 Juin 2000, Moscou, Russie (modifié par le protocole du 19 Septembre 2003)

Charte de l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (ODKB), du 7 Octobre 2002, Chisinau, Moldavie

Conception sur la formation et le fonctionnement du mécanisme des activités de paix de l'OTSC, du 18 Juin 2004

Accord sur les activités de paix de l'OTSC, du 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan

Accord sur la création des Forces collectives de réaction rapide de l'OTSC, 14 Juin 2009, Moscou, Russie

Articles :

"Bez ODKB nikak ne oboïtis (On ne peut s'en passer de l'OTSC): Interview avec Nikolai Bordyuzha, le Secrétaire général de l'OTSC", Voenno-promichlenniï kur'er, n° 18, 12 Mai 2010

Blank, S., "NATO confronts its Eurasian rivals", Central Asia and Caucasus Analyst, 3 Novembre 2009, www.cacianalyst.org

Fedoseev, R., "ODKB ne budet khuzhe NATO (L'OTSC ne sera pas pire que l'OTAN)", Respublika, 5 Février 2009, www.respublika-kz.info

Marat, E., and Murzakulova, A., "The CSTO seeks to build new sub-structures", Central Asia and Caucasus Analyst, 10 Mars 2007, www.cacianalyst.org

Nikitin, A., "Post-Soviet Military-Political Integration: The Collective Security Treaty Organization and its Relations with the EU and NATO", China and Eurasia Forum Quarterly, Volume 5, No. 1, 2007, pp. 35-44.

"ODKB ne byt vtoroi NATO (L'OTSC ne sera pas un deuxième OTAN): Interview avec Nikolai Bordyuzha, le Secrétaire général de l'OTSC", Voix de la Russie, 7 Septembre 2010, <http://rus.ruvr.ru>

Tolipov, F., "CSTO: Collective security or collective confusion?", Central Asia and Caucasus Analyst, 9 January 2009, www.cacianalyst.org

Trenin, D., "ODKB: reformirovat ili rasformirovat (L'OTSC: A réformer ou à dissoudre)?", Voenno-promichlenniï kur'er, n° 33, 25 Août 2010

UNU-CRIS, Capacity Survey : Regional and Other Intergovernmental Organizations in the Maintenance of Peace and Security, 2008, pp. 39-43.

II. DOCUMENTS DES ORGANISATIONS REGIONALES

A. ORGANISATION DE COOPERATION CENTRASIATIQUE

TASHKENT DECLARATION OF PRESIDENTS OF KAZAKHSTAN, KIRGIZSTAN, TAJIKISTAN AND UZBEKISTAN

The presidents of Kazakhstan, Kirgizstan, Tajikistan and Uzbekistan, having discussed the current problems of regional development and international policy, relying on their traditional relations of friendship and good neighborliness, the historical and cultural closeness of the peoples of Central Asia, deriving from the practical political dialog and level of regional cooperation, noting the importance of mutually profitable relations of Kazakhstan, Kirgizstan, Tajikistan and Uzbekistan to strengthen stability in the region and international security, taking into account the dynamically changing situation in the region and around it, expressing concern for the threats arising from international terrorism, political and religious extremism, drug wars, and cross-border organized crime to regional and international security, recognizing the importance of rational and mutually profitable use of water-energy resources, transport communications and the region's economic potential, giving special importance to further deepening of cooperation between the region's states based on mutual understanding in politics, economics, humanitarian and other spheres, declares the following:

1. The heads of state declare that mutually profitable cooperation in politics, economics, science, technology, culture and other spheres, and close, common action in the international arena meet the national interests of the countries in the region and play an important role in supporting peace and stability here and around the world. They note that the world tendency of deepening multilateral ties will bring benefit to their peoples.

They underline that the priorities of coordination should be mutually beneficial economic cooperation.

2. The heads of state, noting the necessity of further development of all round and mutually profitable economic relations, ask their governments to activate coordination on all levels with the aim of practical realization of unused potential of economic cooperation, and to give a new impulse to its development and the development of effective forms and mechanisms of realizing existing agreements, as well as bilateral and multilateral documents in the sphere of trade-economic cooperation.

3. The heads of state are convinced that coordinated action in the rational and mutually profitable use of water objects, water-energy resources and irrigation in Central Asia on the basis of generally agreed principles of international law should be the basis of effective use of irrigation and energy potential for the benefit of the peoples of the region.

They instruct their governments to accelerate work to improve the mechanism of interstate use of transborder water resources.

4. The heads of state note that coordination to create common infrastructure, especially united transport and energy systems for access to external markets is a priority of multilateral cooperation. They note the necessity of the strict execution of existing agreements in the sphere of international auto and rail transport, and the determination of concrete directions of further cooperation to raise the effectiveness of the functioning of the transport-communications system “Europe-Caucasus-Asia.”

A tariff policy for all types of transport of cargo should be agreed for TRACECA.

5. The legal process of delimiting state borders should be completed based on international norms. The borders have been and will remain borders of peace and friendship.

6. The heads of state approve of the process of politically regulating the Afghan problem and support the interim administration there led by H. Karzai, UN and other forces to put the country back on its feet.

Keeping in mind the traditional friendship between the people of Central Asia and Afghanistan, they express readiness to show humanitarian and other help to the Afghan people.

7. The heads of state condemn the recent terrorist act in the Indian parliament and call on the leaders of India and Pakistan to show wisdom and regulate the problem politically.

They hope that good neighborly relations between India and Pakistan will prevail.

8. The heads of state will take all measures for joint action in the struggle with terrorism, political and religious extremism, transnational organized crime and other threats to stability as mentioned in the agreement of April 21, 2000 and other agreements.

They welcome the steps taken internationally to create an overall system to fight international terrorism and organized crime.

9. Broadening of coordination in the cultural-humanitarian sphere is important to strengthen cooperation and good relations in Central Asia.

10. To further diversify political dialog and achieve regional economic integration, and to strengthen security, there should be broad cooperation in politics, trade-economic, science, cultural relations by transforming the Central Asian Economic Association (CAEA) into the Central-Asian Cooperation Organization (CACO).

11. The heads of state instruct their governments to consider all questions concerning the formation of the CACO, including legal status, founding documents, inventory, and other issues, and to make proposals for the consideration of the heads of state.

12. These talks took place in an atmosphere of openness and mutual understanding and have made an important contribution to the further development of good neighborly relations in Central Asia. The heads of state continue their meeting and are grateful for their warm reception by Uzbekistan President I.A. Karimov.

Signed by President N.Nazarbaev of Kazakhstan, President A.Akaev of Kirgizstan, President E.Rakhmonov of Tajikistan and President I.Karimov of Uzbekistan

December 28, 2001

JOINT STATEMENT OF HEADS OF THE STATES OF THE "CENTRAL ASIA COOPERATION ORGANIZATION", Dushanbe 18 October 2004

On October 18, 2004 in Dushanbe the meeting took place of the Council of Heads of States of the "Central Asia Cooperation Organization" (CACO).

The Presidents of Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, Republic of Tajikistan and Republic of Uzbekistan:

based on covenants of the Agreement between Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Republic of Tajikistan and Republic of

Uzbekistan on establishment of the "Central Asia Cooperation" Organization of February 28, 2002 and other charter/ statutory documents of the Organization, Proceeding from aspiration to strengthen cooperation across the whole spectrum of interstate relations in the spirit of equality and

mutually beneficial partnership, Taking into account new geopolitical realities in the world and in the region, and also necessity of improving close cooperation in the

struggle against international terrorism, religious extremism, drug aggression and other challenges to security of member states of CACO,

Having exchanged opinions on situation in Afghanistan and having discussed

approaches of the member states of CACO to participation in social and economic rehabilitation of Afghanistan,

Make the following statement:

1. The heads of the states note that within the framework of the Organization significant work has been done on establishment and development of mutually beneficial political and economic cooperation in the region.
2. The heads of the states, with a view of further advancement and diversification of political dialogue, improvement of forms and mechanisms of regional economic integration, development of joint actions on maintaining peace and stability, and also formation of the single space of security in the region, practical implementation of under-used potential of regional cooperation, expressed their support to activation of multidimensional cooperation in the field of political, economic, scientific and technical and humanitarian relations.
3. The heads of the states, recognizing the importance of joining up the efforts in the struggle against international terrorism, religious extremism, drug trade and other threats to security, made a decision on preparation of the List of terrorist and religious extremist organizations which activity is forbidden in the territories of member states of the "Central Asia Cooperation" Organization, and the List of leaders and members of such organizations, and also call

upon other member states of CIS to organize such work within the framework of the Commonwealth.

4. The heads of the states of Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Republic of Tajikistan and Republic of Uzbekistan made a decision to approve Regulations (Polozhenie) on the Meeting of heads of security services, law enforcement bodies and structures that protect frontier of the member states of CACO.

5. The heads of the states of Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Republic of Tajikistan and Republic of Uzbekistan, aspiring to use effectively rich potential of the region and taking into account favorable prospects of its development, task the governments of their countries to carry out particular measures on implementation of initiatives for establishment of the Central Asian common market and development of main principles of cross border trade between the member states of CACO. The parties agreed that they will deepen dialogue and cooperation in economic sphere and maximally promote effective utilization of water and energy, transport and food potentials of the region,

In this relation the parties decided to approve in general the concepts for establishment of water and energy, food and transport consortia and to task the governments to prepare in the established order drafts of Agreements on establishment of the abovementioned consortia.

6. Presidents of Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Republic of Tajikistan and Republic of Uzbekistan noted that signing by the parties of Regulations (Polozhenie) on implementation of decisions, taken at business fora of business circles and entrepreneurs of member states of CACO, will promote implementation of accords on involving real sector of economy in integration processes of the Organization and of deepening mutually beneficial cooperation.

7. The heads of the states task the Council of Prime Ministers member states of CACO to hold in the 1 st quarter of 2005 its session where to consider priority issues of regional economic cooperation, including water and energy, and also status of trade and economic relations. The heads of the states of Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Republic of Tajikistan and Republic of Uzbekistan welcome accession of the Russian Federation in the "Central Asia operation" Organization. The Russian Federation will work out at a national level the documents signed under CACO with the purpose of joining them and will inform about results of this work other member states of CACO.

8. The heads of the states welcome efforts of the leadership of Afghanistan on restoration of the country and declare that members states of CACO will provide every possible assistance in implementation of the long-term program of social and economic rehabilitation of this country and to coordinate their actions on involving Afghanistan in integration processes in the region.

10. The parties will promote in every possible way that the region of Central Asia be a zone of peace and stability, stable economic development and prosperity, good neighborhood and equal-rights international cooperation for the welfare of their peoples.

For Republic of Kazakhstan

For the Kyrgyz Republic

For the Russian Federation

For Republic of Tajikistan

For Republic of Uzbekistan

B. COMMUNAUTE ECONOMIQUE EURASIENNE

AGREEMENT on the Customs union of 20 January 1995

The Government of the Republic of Belarus and the Government of the Russian Federation, on the one part, and the Government of the Republic of Kazakhstan, on the other part, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

striving to further promote sustainable and mutually beneficial economic relations,

intending to continue performance of a Treaty on the creation of an Economic Union of September 24, 1993,

willing to proceed with forming a Customs union,

have agreed as follows:

Article 1

The Contracting Parties shall form a Customs union whose objectives and principles, mechanics and stages, functioning, as well as customs duties, taxes and levies and the introduction of temporary restrictions and customs control are laid down in the Agreement on the customs union entered into by and between the Russian Federation and the Republic of Belarus on January 6, 1995.

Article 2

The Contracting Parties shall assume to the fullest extent their rights and obligations arising from the Agreement on the Customs union entered into by and between the Russian Federation and the Republic of Belarus of January 6, 1995 as regards objectives, functioning principles, mechanics and stages of the Customs union, distribution of customs duties, taxes and levies, and the introduction of temporary restrictions and customs clearance.

Regulation of the foreign economic activities of the Republic of Kazakhstan shall be carried out in accordance with the Agreement entered into by and between the Government of the Russian Federation and the Government of the Republic of Kazakhstan on the Uniform Regulation of Foreign Economic Activities of January 20, 1995.

Article 3

To perform this Agreement, the Contracting Parties, based on separate agreement, shall establish the Customs union executive organ.

Prior to establishment of the Customs union executive organ, the Contracting Parties will follow provisions of the Agreement entered into by and between the Government of the Russian Federation and the Government of the Republic of Belarus on January 6, 1995.

Article 4

The Contracting Parties agreed that Agreement entered into by and between the Government of the Russian Federation and the Government of the Republic of Kazakhstan on Uniform Regulation of Foreign Economic Activities of January 20, 1995, and the Protocol on a free trade regime without exceptions and restrictions between the Russian Federation and the Republic of Kazakhstan of January 20, 1995 shall constitute an integral part hereof.

Article 5

This Agreement shall not affect the right of any Contracting Party to undertake measures in accordance with international and internal laws required to ensure national security, public order, health or morals of the citizens, the cultural and historical heritage of their people or protection of rare animals and plants.

Article 6

All disputes and discrepancies arising between the Contracting Parties in respect of interpretation and/or application of the provisions hereof shall be resolved through consultations.

Article 7

This Agreement shall not affect any other international treaties formed by the Republic of Belarus, the Russian Federation and the Republic of Kazakhstan which do not contradict the Agreement.

Article 8

Any Contracting Party may withdraw from its participation herein by giving not less than twelve months' notice of its intention to denounce the Agreement to the other Contracting Party.

Article 9

This Agreement shall be temporarily effective from the moment of signing and shall come into force and effect from the date of the exchange of notices on the accomplishment of internal procedures in the Republic of Belarus, the Russian Federation and the Republic of Kazakhstan required for its coming into effect.

Done at Minsk on January 20, 1995 in a single original in the Russian language. The original shall be deposited in the Archives of the Government of the Russian Federation, which shall transmit a certified copy thereof to each Contracting Party.

For the Government

of the Republic of Belarus

S. Ling

For the Government

of the Republic of Kazakhstan

A. Kazhegeldin

For the Government

of the Russian Federation

V. Chernomyrdin

TREATY between the Russian Federation, the Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan and the Kyrgyz Republic on increased integration in economic and humanitarian fields of 29 March 1996

The Russian Federation, the Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, hereinafter referred to as the Parties, based on historically established relationships among their nations, their aspiration for further integration and comprehensive convergence,

realizing the need for coordinated utilization of the physical and intellectual potential of their states,

recognizing independence, sovereignty and territorial integrity of the Parties,

confirming their membership in the Commonwealth of Independent States and readiness to implement integration processes within its framework,

being guided by the generally accepted norms and principles of international laws,

have agreed as follows:

OBJECTIVES AND PRINCIPLES

Article 1

In order to create a Union of integrated states in the future, the Parties decided to focus their joint efforts on gradually increasing integration of the Parties hereto in economy, science, education, culture, the social sphere and other fields, subject to sovereignty of the Parties, principles of equality and mutual benefit, inviolability of their state borders, and non-interference in internal affairs.

Article 2

The major integration goals are:

consistent improvement of living standards, the protection of human rights and fundamental freedoms, social progress;

sustainable democratic development of the states;

establishment of a common economic space providing for efficient operations in a common market of goods, services, capital and workforce, development of unified transport, energy, informational systems;

elaboration of minimal standards of social safety;

equal opportunities for education and access to scientific discoveries and cultural achievements;

harmonization of laws;

coordination of foreign policies, provision of an adequate position on the international arena;

joint protection of external borders of the Parties, combating crime and terrorism.

ECONOMIC COOPERATION

Article 3

The Parties shall coordinate the main areas, stages and terms of economic reforms, establish conditions required for operations of the common market, guarantee an equally favorable environment for the free economic activities of their undertakings.

The Parties shall ensure equal rights to acquire ownership, possession and disposal of property in the territory of any of the states in conformity with national laws.

The Parties shall develop a unified regulatory base of civil laws and state regulation of economy.

Article 4

The Parties shall pursue a coordinated pricing policy that rules out price discrimination in respect of the Parties' undertakings, apply free (contract) prices fixed on domestic markets.

In 1996 the Parties shall complete the formation of a common customs territory and establish a common supervision system.

Article 5

The Parties shall harmonize their structural policy, bearing in mind the creation of industrial and agricultural economic complexes based on complementary economies and maximum advantages from the rational division of labor.

Article 6

The Parties shall jointly elaborate and implement a scope of measures of state support for production cooperation and the encouragement of industrial investments, including subsidizing target programs and projects, the creation of facilities of general interest and encouragement for the establishment of transnational corporations.

Article 7

The Parties shall consistently enhance coordination of their monetary and fiscal policies and establish an efficient payment and settlement system.

At the initial stage, the Parties shall achieve significant reduction in inflation rates, the stabilization of national currency exchange rates and the complete convertibility of national currencies, providing equal access for entities – residents of the Parties to the currency markets of the Treaty member states. The Parties' central banks shall establish an interbank union to provide mutual consultation and coordination of the measures.

At the later stages the Parties shall make a shift towards unified standards and practices of banking regulation and depending on the level of integration, introduce a single currency.

Article 8

The parties shall establish a common research and technology space and ensure cooperation in fundamental and applicable scientific research, including the arrangement of joint projects which address issues of common interest.

Article 9

The Parties shall enhance cooperation in environmental protection, including the elaboration and adoption of unified standards of environmental safety, and shall undertake joint measures to exercise accident and disaster control and remove the effects of nuclear and ecological catastrophes.

COOPERATION IN SOCIAL AND CULTURAL AREAS

Article 10

The Parties shall pursue coordinated social policy, harmonies national and social safety nets and gradually align retirement benefits, welfare and allowances to war and labor veterans, disabled persons and low-income families.

Article 11

The Parties shall create an environment to preserve and strengthen the common cultural space based on historically established liaisons and business contacts between creative unions and associations, artists and writers, subject to preservation of the ethnic and linguistic identity of their nations.

Article 12

The Parties shall formulate an interstate education strategy; develop joint educational programs for students, training courses and advanced training programs for experts.

The Parties shall recognize without legalization diplomas, degree certificates and respective documents certifying academic degree and title.

Article 13

Citizens of the Parties that constantly live in other States Parties hereto shall be granted legal status envisaged by their national laws, bilateral and multilateral agreements; the Parties' citizens shall be granted simplified procedures for acquisition of citizenship.

COOPERATION IN OTHER AREAS

Article 14

Taking into account already existing experience of cooperation, the Parties shall streamline the coordination mechanism when planning and realizing foreign policy, or developing and strengthening the common system of security and the protection of national borders.

Article 15

The Parties shall coordinate legislative work, draft model legal acts, share legal information, provide legal support for civil, matrimonial and criminal cases, and encourage the development of legal science and the training of legal experts.

Article 16

The Parties shall ensure close cooperation of law-enforcement and other competent bodies, uniting their efforts to combat ordinary and organized crime, terrorism, arms and drugs trafficking, smuggling, illegal immigration and migration, fabrication and the use of forged payment and other documents, or any actions imposing a threat to public security, as well as execution of judgment.

INTEGRATION MANAGEMENT ORGANS

Article 17

To attain objectives hereof, the Parties shall establish joint organs to supervise integration: the Interstate Council, the Integration Committee and the Interparliamentary Committee.

Each of the above stated organs shall act within the scope of its competence defined herein and a respective Regulation on the body.

Article 18

The Interstate Council is a supreme integration management organ. It comprises heads of state, heads of government and foreign ministers, as well as the Chairman of the Integration Committee in an advisory capacity.

The Interstate Council is headed by a Chairman elected from the heads of state of the parties for a term of 1 year, on a rotation basis.

The Interstate Council shall develop a cooperation strategy, identify its main stages, make respective resolutions and monitor their implementation, and adopt regulations on integration management organs and financing procedures.

Office expenses of the integration management organs shall be reimbursed by the Parties in fixed amounts and allocated solely to these purposes.

Article 19

The Integration Committee is a permanent executive organ which takes and implements measures required to attain the integration goals and objectives stipulated herein.

The Integration Committee comprises first deputies of the heads of Government of each Party, as well as ministers responsible for cooperation with the CIS countries, economy and finance of the Parties.

The Integration Committee is headed by a Chairman appointed by the Interstate Council on a rotation basis.

The Integration Committee shall:

monitor implementation of the decisions of integration management organs through the Governments of the Parties;

ensure implementation of the resolutions of the Interstate Committee, integration programs, treaties and agreements between the Parties within the scope of their competence;

establish respective interstate commissions and committees, and hire independent experts in different areas of economy, law, management and other integration spheres.

Article 20

Informational, logistical and organizational support for the Interstate Council and other integration management bodies shall be provided by the Interstate Council administration, which is formed on a parity basis.

The integration management organs are located, as agreed, in the capitals of the States Parties hereto.

Article 21

The Integration Committee publishes a Bulletin of integration development to cover expertise and results of the integration of the Parties, the release of official legal acts and other documents of the management organs.

Article 22

The Interparliamentary Committee is an organ of interparliamentary cooperation and is formed on a parity basis from members of Parliaments delegated by the Parliaments of the Parties.

To converge and harmonies laws of the Parties, the Interparliamentary Committee, within the scope of its competence, shall:

adopt model acts on the base of which national legal acts are drafted;

make proposals in respect of an integrated legal base;

participate in legislative activities stipulated by the Regulation on the Interparliamentary Committee.

Recommendatory acts by the Interparliamentary Committee are submitted for consideration in the Parliaments of the Parties, in accordance with the procedures set forth in their national laws.

FINANCIAL AND LEGAL SUPPORT OF INTEGRATION

Article 23

The Integration Committee shall make certain proposals on integration finance and fiscal issues, and submit these for consideration by the Interstate Council.

Article 24

The Interstate Council shall be entitled to make decisions binding for the bodies and organizations of the Parties which are responsible for their implementation, or decisions subject to translation into the national laws of the Parties.

The Parties shall ensure responsibility of the officials of their governmental bodies for fulfillment of the provisions hereof, and decisions of integration management joint bodies.

Any discrepancies arising during fulfillment hereof shall be resolved through consultations between the Parties and if required, by the Interstate Council as advised by the Integration Committee.

Article 25

Provisions of the Treaty do not impose any restrictions on economic or political relationships of any of the Parties with other countries of the global community, do not damage the international legal standing of any of the Parties and do not impair their obligations under earlier international treaties and agreements, including those entered into within the framework of the Commonwealth of Independent States.

Final provisions

Article 26

This Treaty shall be temporarily effective from the moment of signing and shall come into force from the date of submission to the depository, which is deemed to be the Russian Federation, of notices of accomplishment of internal procedures by the Parties required for its coming into effect.

Article 27

This Treaty shall be open for accession by other states which share its goals and objectives and assume to the fullest respective obligations hereunder.

Recognizing an opportunity of integration at different levels within the framework of the Commonwealth of Independent States, the Parties to the Treaty may conclude bilateral and multilateral agreements which secure more advanced integration relationships in political, economic and other areas.

Article 28

This Treaty shall operate for a period of 5 years with tacit extension for another 5 years, provided neither of the Parties expresses their intention to terminate the Treaty at least 12 months before the expiry hereof.

Either party shall have the right to withdraw from the Treaty by giving at least twelve months' notice to the depository.

Done at Moscow on March 29, 1996 in four equally valid copies in the Belarusian, Kazakh, Kyrgyz and Russian languages.

Original copies of the Treaty shall be deposited in the Russian Federation, which shall transmit a certified copy thereof to each of the States Parties hereto.

For the Russian Federation

B. Yeltsin

For the Republic of Belarus

A. Lukashenko

For the Republic of Kazakhstan

N. Nazarbayev

For the Kyrgyz Republic

A. Akayev

DECLARATION "Ten Simple Steps towards Ordinary People"

Heads of the following states: the Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and the Russian Federation, do hereby declare that the Treaty on increased Integration in the Economic and Humanitarian Fields of March 29, 1996 has become an important factor in providing conditions for comprehensive and mutually beneficial cooperation.

Determined to give a new impetus to the integration processes, the Heads of States agreed to establish a common economic space based on the factual operation of the customs union, thereby

providing mutually acceptable conditions for free movement of goods, services, capital and labour, and the development of common transport, energy and information systems.

Realizing that implementation of these long-term objectives requires dealing with a variety of complex problems of a social and economic nature, the Heads of States expressed their willingness to offer the available opportunities enabling a rise in the standard of living of the population of their states, and to use specific mechanisms to lift “barriers” obstructing the free movement of labor, travel, personal visits to the member states of the “Union of Four”, access to education and medical services, enjoyment of scientific and cultural benefits, and access to media.

A particular step of importance in this direction shall be the implementation of a Program entitled “Ten Simple Steps towards Ordinary People”, which includes joint implementation of the following measures:

1. Introduction of a simplified procedure for obtaining citizenship. Ensuring the most favorable residence conditions for citizens of any of the states permanently residing on the territory of another state.
2. Ensuring the right to free movement across the borders of the four states subject to the same border, customs and any other control for citizens of any of the said states.
3. Providing citizens of any of the states with equal access to emergency medical services while on the territory of another state.
4. Ensuring free movement of foreign currency in an amount not exceeding the agreed sum across the borders of the four states.
5. Providing more opportunities for the free movement of citizens’ baggage in accordance with agreed procedures, provided the goods contained therein are not intended for industrial or any other commercial activity.
6. Ensuring free subscription for and delivery of newspapers, magazines and other serial publications issued in any of the four member states on the territories of the other three states.
7. Establishing favorable conditions for the broadcasting of television and radio programs of all four states on the territory of each of the said states.
8. Recognizing on a reciprocal basis general certificates of secondary education, diplomas of higher and professional education, and relevant documents regarding the awarding of academic degrees and titles. Ensuring the enjoyment of equal rights to enter education institutions in any of the four states, provided the entree has the required academic background.
9. Facilitating the procedures for money transfer and mailing between the member states of the “Union of Four”.
10. Ensuring the most favorable conditions for the activities of small and medium enterprises on the territories of member states of the “Union of Four”.

The Heads of States are confident that the implementation of the aforementioned measures will help raise the living standards of the population of their states and bring them closer together.

For the Republic of Belarus

A. Lukashenko

For the Republic of Kazakhstan

N. Nazarbayev

For the Kyrgyz Republic

K. Zhumaliyev

For the Russian Federation

B. Yeltsin

TREATY on the Establishment of the Eurasian Economic Community

(as amended on 25 January 2006 and 6 October 2007)

The Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan and the Republic of Uzbekistan, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Endeavor to ensure their dynamic development by coordinating the socio-economic transformations in progress and by making effective use of economic potential to improve the living standards of their peoples;

Determining to render their cooperation more effective in order to develop the processes of integration among them, and to intensify mutual cooperation in various fields;

Recognizing the need to coordinate their approaches to integration into the global economy and the international trading system;

Declaring their willingness to comply fully with their obligations under the Agreement on a customs union between the Russian Federation and the Republic of Belarus of 6 January 1995, the Agreement on a customs union of 20 January 1995, the Treaty on increased integration in the economic and humanitarian fields of 29 March 1996, and the Treaty on a customs union and a single economic space of 26 February 1999;

Reaffirming their commitment to the principles of the Charter of the United Nations and to the generally accepted principles and rules of international law,

Have agreed as follows:

Article 1

Establishment of an international organization

The Contracting Parties hereby establish an international organization, the Eurasian Economic Community (hereinafter referred to as EurAsEC, or the Community).

EurAsEC shall have the powers voluntarily conferred on it by the Contracting Parties under this Treaty. The Contracting Parties shall remain sovereign and equal subjects of international law.

Article 2

Objectives and purposes

EurAsEC is established in order to effectively advance the process of the formation by the Contracting Parties of a customs union and a single economic space, and to achieve the other objectives and purposes laid down in the Agreements referred to above, concerning the customs union, the Treaty on increased integration in the economic and humanitarian fields and the Treaty

on a customs union and a single economic space, in accordance with the phases outlined in those instruments.

Agreements concluded earlier between the Contracting Parties and the decisions of the integration management organs shall continue to have effect unless they are contrary to this Treaty.

Article 3

Organs

To ensure the continuity of the integration management organs established earlier by the Contracting Parties, the following shall be the organs responsible for implementing the objectives and purposes of this Treaty within the framework of EurAsEC:

the Interstate Council;

the Integration Committee;

the Interparliamentary Assembly;

the Community Court.

The Interstate Council shall decide on discontinuance of the activities of the integration management organs established by the Treaty on increased integration in the economic and humanitarian fields of 29 March 1996, and the Treaty on a customs union and a single economic space of 26 February 1999.

Article 4

Chairmanship

Chairmanship of the Interstate Council and the Integration Committee shall be assumed alternately by each member state of the Community, in Russian alphabetical order, for a term of one year.

The procedure for determining the chairmanship of the other organs of the Community shall be governed by the relevant rules.

Article 5

The Interstate Council

The Interstate Council shall be the supreme organ of EurAsEC. It shall be composed of the Heads of State and the Heads of Government of the Contracting Parties.

The Interstate Council shall consider questions of principle in the Community relating to the common interests of the member states. It shall decide on the strategy, means and prospects for integration development and shall take decisions for implementing the objectives and purposes of EurAsEC.

The Interstate Council shall give instructions to the Integration Committee, submitting questions and recommendations to the Interparliamentary Assembly and queries to the Community Court.

The Interstate Council may take decisions to establish subsidiary organs of the Community.

The Interstate Council shall meet at the level of the Heads of State at least once a year and at the level of the Heads of Government at least twice a year. Meetings shall be presided over by a representative of the Contracting Party which holds the chairmanship of the Council.

The functions and working arrangements of the Interstate Council shall be governed by Regulations approved by the Interstate Council at the level of the Heads of State of the EurAsEC member states.

The Interstate Council shall be the supreme organ of the customs union. Resolutions on issues related to the customs union shall be taken by the members of the Interstate Council representing the Contracting Parties establishing the customs union.

The specific procedure for operations of the Interstate Council as it performs the functions of the supreme organ of the customs union shall be governed by Regulations approved by the Interstate Council.

Article 6

Integration Committee

The Integration Committee shall be a standing organ of EurAsEC.

1. The main tasks of the Integration Committee shall be as follows:

Ensuring cooperation between the organs of EurAsEC;

Preparing proposals for the agenda of meetings of the Interstate Council and the level at which they are held, together with draft decisions and documents;

Preparing proposals for drawing up the EurAsEC budget and monitoring its execution;

Monitoring the implementation of decisions taken by the Interstate Council.

For the purpose of fulfilling its tasks, the Integration Committee shall:

Take decisions within the limits of its authority as defined by this Treaty and also as delegated to it by the Interstate Council;

Submit to the Interstate Council on an annual basis a report on the situation in the Community and progress in the implementation of its objectives and purposes, a report on its activities and a performance report on the budget of EurAsEC;

Consider measures designed to achieve the objectives of the Community, including the conclusion of relevant treaties and the conduct by the Contracting Parties of a single policy on specific issues, and prepare proposals accordingly;

Have the right to submit recommendations to the Interstate Council, recommendations and queries to the Interparliamentary Assembly and the Governments of the Contracting Parties, and queries to the Community Court.

2. The Integration Committee shall be composed of the Deputy Heads of Government of the Contracting Parties. The Chairman of the Integration Committee shall participate in meetings of the Interstate Council.

Meetings of the Integration Committee shall be held at least once every three months.

In the interval between meetings of the Integration Committee, the routine work of the Community shall be carried out by the Commission of Permanent Representatives of the Contracting Parties to EurAsEC, appointed by the Heads of the member states.

3. The organization of work and the provision of information and technical support to the Interstate Council and the Integration Committee shall be the responsibility of the Secretariat of the Integration Committee (the Secretariat).

The Secretariat shall be headed by a Secretary General, who shall be appointed by the Interstate Council on a proposal by the Integration Committee, to serve for a term of three years.

The Secretary General shall be the chief administrative officer of the Community and shall participate in meetings of the Interstate Council and the Integration Committee.

The Secretariat shall comprise nationals of the member states appointed on a quota basis to reflect the assessed contributions of the Contracting Parties to the budget of the Community, together with staff appointed on a contractual basis.

In the performance of their duties, the Secretary General and the staff of the Secretariat shall not seek or accept instructions from any Contracting Party or from any authority outside the Community. They shall refrain from any acts which might reflect upon their position as international officials answerable only to EurAsEC.

The Contracting Parties shall undertake to respect the international character of the duties of the Secretary General and the staff of the Secretariat, and shall not seek to exert any influence over them in the performance of their duties.

The functions and working arrangements of the Integration Committee shall be determined by the Regulations adopted by the Interstate Council.

Article 7

The Interparliamentary Assembly

The Interparliamentary Assembly shall be the organ of parliamentary cooperation within the framework of EurAsEC. It shall deal with the issues of harmonization (bringing closer together, unification) of the national legislation of the Contracting Parties and the issues of bringing that legislation into conformity with treaties concluded within the framework of EurAsEC, with a view to achieving the objectives of the Community.

The Interparliamentary Assembly shall be composed of members of parliament delegated by the parliaments of the Contracting Parties.

The Interparliamentary Assembly, acting within the limits of its authority, shall:

Draft the Fundamentals of legislation for examination by the Interstate Council in the basic areas of legal relations;

Adopt model draft laws to serve as a basis for the drafting of national legislation;

Be entitled to submit recommendations to the Interstate Council, queries and recommendations to the Integration Committee and the parliaments of the Contracting Parties, and queries to the Community Court.

The Regulations governing the work of the Interparliamentary Assembly shall be approved by the Interstate Council.

Article 8

The Community Court

The Community Court shall ensure that this Treaty and other treaties in force in the Community framework as well as resolutions adopted by the organs of EurAsEC are applied by the Contracting Parties in a uniform manner.

The Community Court shall also deal with disputes of an economic character arising between the Contracting Parties on matters relating to the implementation of resolutions of EurAsEC organs and the provisions of the treaties in force within the Community, and give interpretations and rulings on them.

Upon integration of the customs territories of the Contracting Parties to the customs union, the Community Court shall:

- 1) consider the cases on conformity with the instruments of the customs union's organs to international treaties forming the legal framework of the customs union;
- 2) consider the cases on disputing actions (inaction) of the customs union organs;
- 3) provide interpretation of international treaties forming the legal framework of the customs union, and regulations adopted by the customs union's organs;
- 4) settle disputes between the customs union Commission and the member states of the customs union, as well as disputes between the member states of the customs union concerning fulfillment of their obligations undertaken within the customs union.

Other disputes whose settlement is envisaged by EurAsEC international treaties can be considered by the Community Court.

The Community Court shall be composed of representatives of the Contracting Parties, not more than two from each Contracting Party. The judges shall be appointed by the Interparliamentary Assembly on a proposal by the Interstate Council, to serve for a term of six years. Judges representing the Contracting Parties to the customs union shall participate in hearings of the cases based on application or interpretation of international treaties forming the legal framework of the customs union, regulations of the customs union organs, as well as cases on disputing resolutions, actions (inaction) of the customs union organs.

The rules of procedure and hearings in the Community Court, the status of the Community Court judges and the working arrangements of the Community Court shall be determined in its Statute.

Article 9

Membership

Membership of EurAsEC shall be open to all States which accept the obligations arising from this Treaty and other treaties in force within the Community, according to a list determined by the Interstate Council, and which in the opinion of the members of EurAsEC have the capability and intention of fulfilling these obligations.

Any Contracting Party may withdraw from membership in EurAsEC, provided that it has fulfilled its obligations to the Community and its members and has sent an official notification of its denunciation of this Treaty to the Integration Committee no later than twelve months prior to its withdrawal. Withdrawal will take effect during the current budget year if the notification was sent prior to the adoption of the budget for the subsequent budget year. If the notification is sent after adoption of the budget for the subsequent year, the withdrawal will take effect in the subsequent budget year.

A Contracting Party in breach of the provisions of this Treaty and/or of treaties in force within the Community may be suspended, by a decision of the Interstate Council, from participation in the work of EurAsEC organs. If the Contracting Party continues to be in breach of its obligations, the Interstate Council may decide to exclude it from the Community from a date to be determined by the Council itself.

Article 10

Observers

Any State or international interstate (intergovernmental) organization may, on request, be granted observer status in EurAsEC.

Resolutions whether to grant, suspend or cancel observer status shall be made by the Interstate Council.

Article 11

Legal capacity

EurAsEC shall, in the territory of each Contracting Party, have the necessary legal capacity to achieve its objectives and purposes.

EurAsEC may enter into relations with States and international organizations, and conclude treaties with them.

EurAsEC shall have the rights of a legal person for the achievement of its objectives and purposes, and inter alia has the right to:

- conclude treaties;
- acquire and dispose of property;
- take part in court proceedings;
- open accounts and perform transactions with monetary funds.

Article 12

Seat of international organs

The seat of the Integration Committee shall be the cities of Almaty (Republic of Kazakhstan) and Moscow (Russian Federation).

The seat of the Interparliamentary Assembly shall be the city of St. Petersburg (Russian Federation).

The seat of the Community Court shall be the city of Minsk (Republic of Belarus). Representations of the Integration Committee may be opened in the member states of the Community by a resolution of the Interstate Council.

Article 13

Procedure for the adoption of resolutions

1. The Interstate Council shall adopt all resolutions by consensus, according to the principle “consensus minus the vote of the interested Contracting Party”, except for resolutions on the suspension of membership or exclusion from the Community.

2. In the Integration Committee resolutions shall be taken by a majority of two-thirds of the votes. If four Contracting Parties have voted in favor of a resolution but the resolution has not obtained a two-thirds majority, the question shall be referred to the Interstate Council for consideration. The number of votes for each of the Contracting Parties shall correspond to its contribution to the budget of the Community, covering the running costs of EurAsEC organs, financing of meetings of the Community organs and the Commission of Permanent Representatives within EurAsEC, as follows:

Republic of Belarus – 15 votes

Republic of Kazakhstan – 15 votes

Kyrgyz Republic – 7.5 votes

Russian Federation – 40 votes

Republic of Tajikistan – 7.5 votes

Republic of Uzbekistan – 15 votes.

Article 14

Execution of resolutions

Resolutions by the organs of EurAsEC shall be concluded by the Contracting Parties by adoption of the necessary national regulatory instruments, in accordance with national legislation.

The organs of the Community shall, within the limits of their competence, monitor the performance by the Contracting Parties of their obligations in implementation of this Treaty and other treaties in force within the Community, and of resolutions by organs of EurAsEC.

Article 15

Financing

1. The activities of EurAsEC organs shall be financed from the budget of the Community.

The budget of the Community for each budget year shall be drawn up by the Secretariat of the EurAsEC Integration Committee by agreement with the member states, and shall be reviewed and adopted by the Interstate Council in the established order.

The budget of the Community may not incur a deficit.

2. The budget of the Community shall be made up of the following:

1) assessed contributions of the Contracting Parties to finance the activities of EurAsEC organs, to finance the meetings of the Community organs and the Commission of Permanent Representatives within EurAsEC, according to the following scale:

Republic of Belarus – 15 per cent

Republic of Kazakhstan – 15 per cent

Kyrgyz Republic – 7.5 per cent

Russian Federation – 40 per cent

Republic of Tajikistan – 7.5 per cent

Republic of Uzbekistan – 15 per cent.

2) contributions of the Contracting Parties to finance interstate target programs of EurAsEC and other events defined by decisions of the Interstate Council at a ratio corresponding to the Contracting Parties' participation, in compliance with decisions of the Interstate Council for each program.

3. The budget funds shall be used:

to finance activities of the organs of EurAsEC;

to finance meetings of the Community organs and the Commission of Permanent Representatives within EurAsEC;

for other purposes not contrary to the objectives and purposes of EurAsEC, upon approval of the Interstate Council.

4. If the amounts owed by any Contracting Party to the EurAsEC budget exceed a sum equivalent to its annual assessed contribution, the Interstate Council may decide to deprive it of voting rights in the Community organs until all dues have been paid in full. In that case the Contracting Party's votes shall be distributed among the other Parties, in proportion to their contributions to the Community budget for financing EurAsEC organ activities and financing the meetings of Community organs and the Commission of Permanent Representatives within EurAsEC.

Article 16

Privileges and immunities

The Community and its officials shall enjoy the privileges and immunities necessary for the exercise of their functions and the achievement of the purposes specified in this Treaty, and in treaties in force within the framework of EurAsEC.

The range of privileges and immunities of the Community and its officials, the staff of the Secretariat and the representations of the Integration Committee, and also of the Permanent Representatives of the Contracting Parties to the Community shall be defined in separate instruments.

Article 17

Working language

The working language of EurAsEC shall be Russian.

Article 18

Period of validity and entry into force

This Treaty shall be concluded for an indefinite period.

This Treaty shall be subject to ratification by the Contracting Parties, and shall come into force on the date when the last notification of completion of the internal procedures required for its coming into force is given to the depositary, which is the Integration Committee.

The Parties shall, if necessary, bring their national legislation into conformity with the provisions of this Treaty.

Article 19

Amendments

Changes may be made to this Treaty by the Contracting Parties in the form of a separate protocol, which shall be an integral part of this Treaty.

Article 20

Registration

In accordance with article 102 of the Charter of the United Nations, this Treaty shall be registered with the Secretariat of the United Nations.

Done at Astana on 10 October, 2000 in a single original in the Belarusian, Kazakh, Kyrgyz, Russian and Tajik languages, all texts being equally authentic. In the event of any disagreement concerning the text of this Treaty, the Contracting Parties shall use the Russian language text.

The original text of the Treaty shall be deposited with the Integration Committee, which shall transmit a certified copy thereof to each Contracting Party.

For the Republic of Belarus	A. Lukashenko
-----------------------------	---------------

For the Republic of Kazakhstan	N. Nazarbayev
--------------------------------	---------------

For the Kyrgyz Republic	A. Akayev
-------------------------	-----------

For the Russian Federation	V. Putin
----------------------------	----------

For the Republic of Tajikistan	E. Rakhmonov
--------------------------------	--------------

List of memorandums on mutual understanding and interaction between the Secretariat of the Integration Committee of EurAsEC and secretariats of other organisations

Memorandum of Understanding between the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC and the Secretariat of the Black Sea Economic Cooperation Organization of December 18, 2006.

Memorandum of Understanding between the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC and the Coordination Council of the Congress of Business Associations of Central Asia and Russia of 2006.

Memorandum between the Secretariat of the Integration Committee of the Eurasian Economic Community and the Eurasian Transit Group of cooperation in the field of exploration of opportunities for trans-Eurasian transit conveyance of goods of 2006.

Treaty of cooperation between the Integration Committee of the Eurasian Economic Community and LLC SoyuzPravoInform in the field of exchange of legal information of November 1, 2006.

Protocol of cooperation between the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC and the Secretariat of CSTO (Collective Security Treaty Organization) of October 25, 2004.

Protocol of cooperation between the Executive Committee of the International Fund for Saving the Aral Sea and the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC of November 17, 2004.

Protocol of cooperation between the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC and the Institute of Sociology of the Russian Academy of Sciences of October 27, 2005.

Memorandum of Understanding between the Eurasian Economic Community and the World Customs Organization of June 25, 2004.

Protocol of cooperation between the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC and “Sodruzhestvo”, Association of Accountants and Auditors, of May 21, 2003.

Agreement on cooperation between the Integration Committee of the Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and the Russian Federation and the Interstate Statistical Committee of the CIS of December 30, 1997.

Memorandum of Understanding between the United Nations Development Program and the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC of June 12, 2006.

Agreement on cooperation between the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC and the Executive Committee of the General Confederation of Trade Unions of October 29, 2002.

Protocol of cooperation between the Secretariat of the Integration Committee of the EurAsEC and the Interstate Aviation Committee of June 3, 2002.

Memorandum of cooperation between the Association of International Assembly of Capitals and Metropolises (MAG) and the Secretariat of the Integration Committee of the Eurasian Economic Community of January 31, 2008.

Memorandum of Understanding between the Secretariat of the Integration Committee of the Eurasian Economic Community and the Secretariat of the Shanghai Organization of Cooperation of May 8, 2006.

Memorandum of Understanding between the United Nations Economic Commission for Europe, the United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, and the Secretariat of the Integration Committee of the Eurasian Economic Community of May 23, 2007.

17. Memorandum of Understanding between the Secretariat of the Integration Committee of the Eurasian Economic Community and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on December 8, 2008.

TREATY on the creation of the common customs territory and establishment of the customs union of 6 December 2007

The Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan and the Russian Federation, hereinafter referred to as the Parties,

Referring to the Treaty on the Establishment of the Eurasian Economic Community dated October 10, 2000,

Endeavoring to ensure the free movement of goods in mutual trade, favorable conditions for trade between the customs union and the third countries and the advance of economic integration of the Parties,

Have agreed as follows:

Article 1

The terms used in this Treaty shall have the following meanings:

“Common customs territory” is the territory that includes customs territories of the Parties;

“Common customs tariff” is the agreed list of unified customs duties applied to goods imported to common customs territory from the third countries, classified in compliance with the Common commodity classification for foreign-economic activity;

“customs union” is a form of trade and economic integration of the Parties that envisages the common customs territory without customs duties and economic restrictions in mutual trade with regard to goods originating from the common customs territory and with regard to goods originating from third countries and admitted for free circulation in this customs territory, except special protective, antidumping and compensation measures. At this the Parties shall apply the common customs tariff and other common regulative measures in trade with the third countries;

“The third countries” are the countries not participating in this Treaty.

Article 2

The decision on the merger of the Parties' customs territories into a common customs territory and the completion of the customs union establishment shall be taken by the union's supreme body after the following items are implemented:

- a) The common customs tariff and other measures regulating international trade with the third countries are defined and applied;
- b) The unified trade regime is established and applied in trade with the third countries;
- c) The procedure for charging and distributing customs duties and other dues, taxes and fees of equivalent effect is set and applied;

- d) The unified rules for determining the country of origin of goods are set and applied;
- e) The unified rules for determining the customs value of goods are set and applied;
- f) The unified methodology for statistics of external and mutual trade is developed and applied;
- g) The unified order for customs regulation, including the unified rules for declaring goods and paying customs duties and the common customs regimes is set and applied;
- h) The bodies of the customs union are established and operate within the limits of their competence as authorized by the Parties.

Article 3

From the moment of establishing the common customs territory the Parties shall not apply customs duties, quantitative restrictions and the equivalent measures in mutual trade.

Nothing in this Article shall impede the Parties from applying special protective, antidumping and compensation measures as well as import or export embargos and restrictions necessary for protection of public morality, the life and health of people, animals and plants, environment or cultural values, on the condition that such embargos and restrictions shall not serve as a means of unjustified discrimination or hidden trade restrictions.

Article 4

If bilateral international treaties which have been in force between the Parties prior to the establishment of the common customs territory envisage a more favorable regime in terms of customs duties and fees charged at import or export of goods, the methods of charging such duties and fees, the administrative rules and procedures applied for mutual trade in goods between the Parties as compared to the regime set by this Treaty, the provisions of such international treaties shall prevail.

Article 5

From the moment of establishing the common customs territory the regime of customs duties and fees charged at import or export of goods, the methods of charging such duties and fees, the administrative rules and procedures related to import or export of goods, provided by the Parties to any third countries on the basis of the international treaty or de facto shall not be more favorable than the regime provided to the other Parties.

Article 6

Any dispute between the Parties related to the interpretation and (or) application of this Treaty shall be resolved through consultations and negotiations between the interested Parties. If consent is not achieved the dispute shall be resolved at the Court of Justice of the Eurasian Economic Community.

Article 7

At the mutual agreement of the Parties amendments and additions may be made to this Treaty in the form of separate protocols.

Article 8

This Treaty shall be subject to ratification.

The procedure for entering into force of the Treaty, withdrawal and joining of the Parties shall be stipulated in the Protocol on the procedure of entry into force of international treaties aimed at establishing the contractual and legal framework of the Customs Union, accession to them and withdrawal from them, dated October 06, 2007.

Done in the city of Dushanbe on October 06, 2007 in one original in the Russian language.

The original of this Treaty shall be kept by the EurAsEC Integration Committee, which shall act as a depositary of this Treaty and shall forward a true copy of this Treaty to each Party.

For the Republic of Belarus A. Lukashenko

For the Republic of Kazakhstan N. Nazarbayev

For the Russian Federation V. Putin

TREATY on the Commission of the customs union, 6 October 2007

The Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan and the Russian Federation, hereinafter referred to as the Parties,

based on the Treaty on the Establishment of the Eurasian Economic Community dated October 10, 2000,

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall establish the Commission of the customs union (hereinafter referred to as the Commission) acting as a standing regulating body of the customs union.

The main task of the Commission is to provide the conditions for the customs union's operation and development.

Article 2

The Commission shall carry out its activities based on the following principles:

Voluntary stage-by-stage transfer of certain authorities from the Parties' state bodies to the Commission;

Ensuring mutual benefit and compliance with national interests of the Parties;

Economically justified decisions;

Openness, publicity and objectivity.

Article 3

The Commission shall carry out its activities within the limits of its competence as envisaged by this Treaty and other international treaties signed by the Parties as well as the resolutions of the supreme body of the customs union.

Article 4

Each Party shall have one representative in the, this person being the deputy head of government or an accordingly authorized member of the cabinet. Representatives of the Parties shall work in the Commission on a permanent basis.

The Commission membership shall be approved by the supreme body of the customs union.

The number of the Parties' representatives in the Commission and their status may be altered upon completion of the customs union establishment.

Article 5

The meetings of the Commission shall be held at least once a month. At the request of at least one representative of the Parties the Commission may be gathered for special meetings.

The Commission's chairmanship shall be alternated in accordance with the order set by the supreme body of the customs union.

Rules and procedures of the Commission shall be approved by the supreme body of the customs union.

Article 6

The Commission shall carry out the following functions:

Execute the resolutions taken by the supreme body of the customs union;

Monitor implementation of the international treaties on establishment of the customs union;

Develop recommendations on the establishment and operation of the customs union for the supreme body of the customs union with the participation of the Parties' national governments;

Within the limits of its competence ensure the implementation of international treaties constituting the contractual and legal framework of the customs union;

Render assistance to the Parties in settling disputes within the customs union prior to application to the Court of Justice of the Eurasian Economic Community;

Within the limits of its competence interact with the governmental bodies of the Parties;

Act as a depositary for the international treaties on establishment of the customs union.

The procedures and terms of the Commission's operation in the specific spheres of its work shall be stipulated in separate international treaties signed by the Parties.

Article 7

The Commission, within the limits of its competence, shall adopt resolutions that have an obligatory nature for the Parties.

The Commission may adopt recommendations of a non-obligatory nature.

Votes in the Commission shall be distributed between the Parties as follows:

The Republic of Belarus – 21.5;

The Republic of Kazakhstan – 21.5;

The Russian Federation – 57.

The decisions shall be taken by a majority of two thirds of the votes.

If one of the Parties does not agree with the Commission's decision, the issue shall be brought forward for review by the supreme body of the customs union at the level of heads of state and the decision shall be taken by consensus.

The Commission shall also take decisions by consensus if it is envisaged by international treaties constituting the contractual and legal framework of the customs union.

Each Party shall be entitled to put forward a proposal to the supreme body of the customs union on a revision of the Commission's decision.

If there are an insufficient number of votes during voting for the decision the Commission shall have the right to submit the issue for consideration of the supreme body of the customs union.

Article 8

The Commission's decisions of obligatory nature shall come into force not earlier than one month after the date of their official publication.

Article 9

The Commission's activities shall be financed by the Parties in shared fees, proportionally to their number of votes in the Commission.

Article 10

The Commission may have its representative offices in the customs union member states.

The Commission shall have rights of a legal entity in the territories of all the Parties.

Article 11

The Commission's secretariat (hereinafter referred to as the Secretariat) shall be the Commission's executive body.

The Secretariat's functions and structure, number of staff and the status of officials shall be determined by the international treaty signed by the Parties based on the Commission's functions.

The Secretariat shall carry out the organizational, informational and technical support of the Commission's work.

Article 12

The working language of the Commission shall be Russian.

Article 13

The seat of the Commission shall be in the city of Moscow.

The terms of presence of the Commission and its representative offices shall be defined by a separate treaty between the Commission and the state of presence.

Article 14

Exceptions from this Treaty shall not be admitted.

Article 15

Amendments and additions may be made to this Treaty in the form of a separate protocol.

Article 16

Any dispute between the Parties related to the interpretation and (or) application of this Treaty shall be resolved through consultations and negotiations between the interested Parties. If consent is not achieved the dispute shall be resolved at the Court of Justice of the Eurasian Economic Community.

Article 17

This Treaty shall be subject to ratification.

The procedure for entry into force of the Treaty, withdrawal and accession of the Parties shall be stipulated in the Protocol on the procedure of entry into force of international treaties aimed at establishing the contractual and legal framework of the customs union, accession to them and withdrawal from them, dated October 06, 2007.

Done in the city of Dushanbe on October 06, 2007 in one original in the Russian language.

The original of this Treaty shall be kept by the depositary, this function performed by the Integration Committee of the Eurasian Economic Community until it delegates these authorities to the Commission.

The Depositary shall forward a true copy of this Treaty to each Party.

For the Republic of Belarus

A. Lukashenko

For the Republic of Kazakhstan

N. Nazarbayev

For the Russian Federation

V. Putin

CONCEPT of International Activities of the Eurasian Economic Community

The objective of this Concept of International Activities of the Eurasian Economic Community (hereinafter – Concept) is determining the procedure of coordinated activities to support the

interests of the Eurasian Economic Community (hereinafter – EurAsEC or Community) in the International arena.

This Concept is based on common or coinciding geopolitical and economic interests of the EurAsEC member states and shall serve as the guidelines for the International activities of the Community.

The Concept defines the main objectives, tasks, principles and directions of cooperation among the EurAsEC member states to support the international interests of the Community, as well as the mechanism for their realization.

Adoption of this Concept is preconditioned by the need to support the development of the national economies of EurAsEC member states utilizing mechanisms of international relations and their integration into the system of international economic ties as part of the globalization of the world economy.

The legal framework of this Concept is the Treaty on the Establishment of the Eurasian Economic Community of October 10, 2000 and the international treaties concluded within its framework, as well the generally accepted principles and rules of international law.

I. GENERAL PROVISIONS

EurAsEC member states are convinced that the United Nations Organization is central to the regulation of international relations and development of cooperation, and confirm their adherence to the goals and principles of the UN Charter.

EurAsEC member states assume that:

the influence of external factors on the economic development of separate states and their integrated structures has grown significantly;

the role of international institutions and integrative associations in world politics and the world economy is growing due to an objective increase in the interdependency of countries, as well as the vulnerability of national economies in the globalization environment;

it is in the long-term interests of EurAsEC with its real and dynamically developing potential to elaborate and effectively promote a coordinated position with regard to the main issues of global development.

The Community member states consider that membership in EurAsEC imposes certain obligations of coordinating their positions in cooperation with international organizations and in proposing initiatives affecting the Community's interests.

II. main objectives of cooperation

The main objectives of the International cooperation of EurAsEC member states are as follows:

promotion of the development of partnership in the international arena in order to develop a fairer system of world trade based on strict adherence to the norms of international law, equality and reciprocal interests;

strengthening regional stability and ensuring economic security of the EurAsEC member states while achieving the greatest possible economic effect from participation in the international division of labor.

III. MAIN TASKS OF COOPERATION

The main tasks of the international activities of EurAsEC are as follows:

development of unified approaches and coordination of activities on all the major international issues affecting the interests of EurAsEC, based on cooperation of the Community with international organizations and financial institutions, and within the framework of international forums;

securing EurAsEC member states' interests in acceding to the WTO, taking into account the prospects of establishing a customs union;

promotion of exports expansion and rationalization of imports structure, taking into consideration mutual interests and support among the EurAsEC member states in their activities on international markets;

assistance in attracting foreign investment into priority sectors of the economy of EurAsEC member states;

improvement of legal principles of the external economic cooperation of EurAsEC member states;

increasing the efficiency of interaction of the Community's organs with corresponding institutes of international and regional organizations;

combining the efforts of EurAsEC member states in the area of scientific research on Eurasian integration issues;

determining the forms of participation and representation of EurAsEC in different fields of international cooperation, including the work of international organizations and their institutions;

enhancing the international prestige and authority of the Community and creating a positive image of EurAsEC in the world;

coordinating the principles of EurAsEC member states' currency integration into the global financial system.

IV. MAIN PRINCIPLES OF COOPERATION

In meeting the goals and solving the main tasks, the EurAsEC member states are guided by the following principles:

observing the generally accepted principles and rules of international law;

mutual trust, respect of sovereignty, equality and territorial integrity;

ensuring protection of confidential information received in the course of cooperation;

acknowledgement of the priority of joint decisions.

V. COOPERATION WITH INTERNATIONAL INSTITUTIONS

Holding observer status at the General Assembly of the United Nations Organization, EurAsEC attaches great importance to cooperation with the UN and its regional commissions and will undertake all efforts for its development. For the purpose of enhancing the stability of international relations, EurAsEC shall expand its contacts with the International Atomic Energy Agency, the

United Nations Economic Commission for Europe, and the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific.

Cooperation with the Commonwealth of Independent States (CIS) and the Collective Security Treaty Organization are priorities for the international activities of the Community.

The Community member states consider their membership in the World Trade Organization as giving them the opportunity of equal participation in shaping the system of world trade. Coordinated terms of acceding to the World Trade Organization are the determining factor for further successful development of EurAsEC.

EurAsEC considers the European Union as one of its major partners whose policies coincide to a great extent with the goals of the Community. Proceeding from the assumption that the nature of their relations will profoundly influence the situation in the Eurasian space, the Community shall strive to develop intensive, steady and long-term cooperation based on equal rights with the European Union at the level of organizations, as well as with its separate members.

EurAsEC is in every possible way developed mutually beneficial relations with the Shanghai Cooperation Organization, the Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia (CICA), the Economic Cooperation Organization (ECO), the Organization for Economic Cooperation and Development, the Organization of the Islamic Conference and the Association of Southeast Asian Nations.

The Eurasian Economic Community continues multi-aspect cooperation with the Organization for Security and Cooperation in Europe in the area of counteracting current threats and challenges, first of all of an economic and environmental nature.

EurAsEC continues multi-aspect cooperation with the Organization of the Black Sea Economic Cooperation, with the emphasis on effective cooperation first of all in the area of energy security, ecology and transport problems.

EurAsEC develops constructive cooperation with the World Customs Organization, the World Bank, the European Bank of Reconstruction and Development, the Asian Development Bank and other similar structures, first of all for the purpose of implementing joint international projects.

EurAsEC is open to establishing contact with international associations, state institutions and the scientific organizations of foreign states working in the areas of the Community's interests or other similar institutes (in the areas including statistics, environment protection and others) and shall promote the mutual exchange of information and the organization of international conferences, seminars and round tables.

Promotion of contacts between the Community and the Hague Conference on Private International Law is of considerable importance for EurAsEC.

EurAsEC fosters the establishment and development of cooperation between the Association "Business Council of EurAsEC" and similar structures of other international regional organizations.

EurAsEC develops the antiparliamentary aspects of international cooperation of the Community with the Antiparliamentary Union, the European Parliament, the Parliamentary Assembly of the European Union, the Parliamentary Assembly of the Organization for Security and Cooperation in Europe, the Parliamentary Assembly of the Organization of the Black Sea Economic Cooperation and other international antiparliamentary organizations.

VI. MECHANISM OF CONCEPT REALISATION

For the purpose of realizing the provisions of this Concept, EurAsEC member states elaborates and adopt within the framework of the Community the international treaties, joint programmers, plans of action and other documents on issues of interest to the Community adopted by the Interstate Council of EurAsEC.

Coordination of the Community member states' activities aimed at realization of this Concept is carried out by the Integration Committee of EurAsEC, and those related to the fulfillment of information, analytical and organizational functions by its Secretariat.

The EurAsEC Secretary General holds negotiations and signs documents concerning collaboration between the Secretariat of the EurAsEC Integration Committee and secretariats of other international organizations, conducting preliminary work for the development of cooperation between international organizations.

The Inter-parliamentary Assembly of EurAsEC in accordance with the Regulations of Inter-parliamentary Assembly cooperates with national parliaments worldwide, international parliamentary and other organizations, concluding cooperation agreements with them and implementing them.

Fulfillment of the objectives and the tasks of this Concept will foster further expansion of the Community.

For the purpose of further developing integration processes among the EurAsEC member states with their mutual consent, amendments may be introduced into some of the provisions of this Concept.

Fundamentals of Energy Policy of the Eurasian Economic Community Member States
APPROVED by Resolution of the EurAsEC Interstate Council 28 February 2003, No. 103

The energy policy fundamentals of Eurasian Economic Community member states (hereinafter EurAsEC member states) represent a system of concepts officially adopted in these states with regard to goals, objectives, guidelines, basic trends, and arrangements for implementation of EurAsEC member states' energy policy.

1. general provisions

The energy policy of EurAsEC member states implies their joint activity to rationally use energy resources and create a common complementary fuel and energy complex of the parties to EurAsEC. This policy is based on improving efficient functioning of energy systems, developing the transit potential of EurAsEC member states and creating favorable conditions for an increase in energy resource supplies between the states. It is directed at ensuring energy independence of EurAsEC member states by the reactivation and development of mutually beneficial economic ties in the energy sector and establishing a common energy market.

EurAsEC member states' energy policy is formulated based on their constitutions, laws and other legal and regulatory documents, international treaties which they are parties to, resolutions by integration management organs within EurAsEC, and consistently applied principles and international rules.

A subject of the energy policy is the fuel and energy complexes of EurAsEC member states.

Participants of the energy policy are integration management organs within EurAsEC, government authorities, official energy management bodies, international energy institutions, and public associations.

A goal of the energy policy of EurAsEC member states is to ensure energy independence and energy security of Community countries by establishing a common energy resources market and a reliable base for stable economic growth.

Energy independence means endowment of EurAsEC member states with local energy resources based on market demands, as well as the potential for usage and/or reservation of alternative sources to import fuel and energy.

Energy security means the security of the EurAsEC member states' energy sector against internal and external conditions, processes and factors posing a threat to its stable development and energy independence.

Major objectives of EurAsEC member states' energy policy:

development of mutually beneficial cooperation in the energy sector and joint efforts to establish the common energy market;

saturation of the internal market with energy resources and increase of their export to third countries;

establishing a wholesale market of electric energy and power;

rational usage of water, fuel and energy resources;

extension of cooperation in developing new fields of hydrocarbon raw material, its processing and transportation for export;

development of transit potential;

ensuring energy security and creating conditions for stable economic growth.

Principles of EurAsEC member states' energy policy:

mutual respect for sovereignty and national interests;

comprehensive cooperation in establishing a common complementary fuel and energy complex;

cross liability for undertaking measures to secure national interests in the development of the energy sector, taking account of the energy security interests of EurAsEC member states;

recognition of the priority of joint resolutions in the area of energy security.

2. basic trends in THE energy policy

of EurAsEC member states

2.1. Ensuring the energy security of EurAsEC member states.

Ensuring the energy security of EurAsEC member states implies:

– unification of laws in the energy sector and creating a legal base to establish the energy market;

- meeting internal market demands for energy resources and developing the export potential of EurAsEC member states;
- formulation of agreed guidelines for customs, tax and pricing policies of EurAsEC member states in the energy sector.

2.2. Establishing a common energy market of EurAsEC member states.

Establishing a common energy market of EurAsEC member states implies:

- enhancing interaction between energy systems of EurAsEC member states and providing for the potential of interstate energy transfers under conditions of the functioning common energy and power market;
- making power grids available for transit of the electric power of EurAsEC member states subject to the same favorable conditions as the transmission of their own electric power by these grids and based on mutually advantageous parallel operation of energy systems;
- creating conditions for rational usage of water energy resources and electric power;
- rendering mutual assistance for elimination of the consequences of natural disasters and emergencies at electric power facilities;
- enhancing the efficiency of existing generating capacities and constructing new ones for the purpose of ensuring energy security and satisfying the demands of EurAsEC member states for cheap electric power;
- establishing joint ventures for the generation, transmission and transit of electric power, and the production of electric power equipment;
- carrying out joint scientific research for developing the electric power complexes of EurAsEC member states.

2.3. Establishing a common oil and gas market of EurAsEC member states.

Establishing a common oil and gas market of EurAsEC member states implies:

- creating conditions to enhance the efficiency of joint geological and exploration operations;
- joint development of new oil and gas fields;
- undertaking agreed measures to upgrade and reconstruct gas supply systems;
- pursuing the agreed policy to provide oil refineries of EurAsEC countries with oil resources;
- establishing joint oil and gas processing ventures;
- developing mutually beneficial cooperation between EurAsEC member states to construct new transport systems and reconstruct the existing ones that are intended for optimization and enhancement of oil and gas export flows of the Five Countries;
- formulation of unified regulations for access to main oil and gas pipeline systems of EurAsEC member states and ensuring transit of oil and gas resources within the Community countries;

- developing optimum oil and gas transport routes;
- creating conditions for rational oil and gas usage;
- pursuing agreed policy to expand the oil and gas sales markets;
- establishing joint ventures for production of oil and gas equipment.

2.4. Establishing a common coal market of EurAsEC member states.

Establishing a common coal market of EurAsEC member states implies:

- joint development of prospective coal fields and establishing joint coal mining and coal washing ventures;
- developing trade and economic cooperation between EurAsEC countries, providing for increase in interstate coal supplies by optimization of railway rates for internal and external coal transportation;
- preservation of existing coal sales markets and establishing new ones;
- improving the quality of coal products, developing coal washing and carrying out joint scientific research;
- undertaking measures for the reconstruction and technical upgrading of coal mining enterprises;
- establishing joint ventures for the production of mining equipment.

3. implementation of energy policy

of EurAsEC member states

The provisions of these Energy Policy Fundamentals of EurAsEC Member states are implemented by means of coordinated activities by participants of the Community countries' energy policy in compliance with their national legislations by preparing a Program for Developing Fuel and Energy Complexes in EurAsEC Member states.

A preliminary stage of preparing this Program includes joint development by the Parties of a Concept for Establishing a Common Energy Market of EurAsEC Member states.

The Energy Policy Council at the EurAsEC Integration Committee (hereinafter the Council) is an organ of EurAsEC member states which is responsible for pursuing the agreed policy in the energy sector, and for coordinating activities by energy departments to establish the Community countries' common energy market.

For implementation of particular directions of the EurAsEC member states' energy policy, the Council establishes commissions and task groups.

Financial support for implementation of EurAsEC member states' energy policy is carried out within funds provided for these purposes in national budgets as well as from extra-budgetary sources, use of which is defined as duly established by national legislations of EurAsEC member states.

Logistical support for state executive authorities that participate in undertaking agreed measures of the EurAsEC member states' energy policy is carried out within the scope annually defined in national budgets of EurAsEC member states.

The Energy Policy Fundamentals of EurAsEC Member states can be amended, clarified and improved as their integration in the power sector increases.

C. ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI

Declaration on the establishment of the Shanghai Cooperation Organization.

15 June 2001, Shanghai

The heads of State of the People's Republic of China, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan and the Republic of Uzbekistan,

Attaching great value to the positive role of the Shanghai Five over the five years of its existence in promoting and intensifying relations of good-neighbourliness, mutual trust and friendship among the member States, strengthening peace and stability in the region and facilitating joint development,

Unanimously believing that the establishment and development of the Shanghai Five was in keeping with the needs of mankind and the historic trend towards peace and development in the conditions which prevailed after the end of the cold war and opened out enormous potential for good-neighbourliness, unity and cooperation through mutual respect and mutual trust among States belonging to different civilizations and having different cultural traditions,

Particularly noting that the agreements on confidence-building in the military field and on the mutual reduction of armed forces in the border area signed in Shanghai and Moscow in 1996 and 1997 respectively by the heads of the People's Republic of China, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation and the Republic of Tajikistan, and also the final documents signed during the meetings at Alma Ata (1998), Bishkek (1999) and Dushanbe (2000), made an important contribution to the maintenance of peace, security and stability in the region and throughout the world, significantly enriched the practice of modern diplomacy and regional cooperation and had a broad and positive influence on the international community,

Being firmly convinced that in the context of the dynamic development of the processes of political multipolarity and of globalization in the economic and information spheres in the twenty-first century, the progression of the Shanghai Five mechanism to a higher level of cooperation will help in making more effective joint use of the possibilities which are opening out and in withstanding new challenges and threats,

Solemnly declare the following:

1. The People's Republic of China, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan and the Republic of Uzbekistan hereby establish the Shanghai Cooperation Organization.

2. The goals of the Shanghai Cooperation Organization are: to strengthen mutual trust, friendship and good-neighbourliness between the member States; to encourage effective cooperation between them in the political, trade and economic, scientific and technical, cultural, educational, energy, transport, environmental and other spheres; and to undertake joint efforts for the maintenance of peace, security and stability in the region, and the building of a new, democratic, just and rational international political and economic order.
3. Within the framework of the Shanghai Cooperation Organization, annual official meetings of the heads of State and regular meetings of the heads of Government of the member States shall be held alternately in each of the member States. In order to expand and intensify cooperation in all spheres, new mechanisms may be established, as necessary, in addition to the existing mechanisms for meetings of the heads of the relevant departments, and also permanent and temporary expert working groups may be convened to study plans and proposals on the further development of cooperation.
4. The “Shanghai spirit” formed in the process of the development of the Shanghai Five, characterized by mutual trust, mutual advantage, equality, joint consultations, respect for cultural diversity and the desire for joint development, is an invaluable asset gained by the countries of the region over the years of cooperation. It will grow, and in the new century will become the norm in relations among the States members of the Shanghai Cooperation Organization.
5. The States members of the Shanghai Cooperation Organization firmly adhere to the purposes and principles of the Charter of the United Nations, the principles of mutual respect for independence, sovereignty and territorial integrity, equal rights and mutual advantage, resolution of all issues through joint consultations, non-interference in internal affairs, non-use or threat of use of military force, and renunciation of unilateral military advantage in contiguous areas.
6. The Shanghai Cooperation Organization has been established on the basis of the agreements on confidence-building in the military field and on the mutual reduction of armed forces in the border area signed in Shanghai and Moscow in 1996 and 1997 respectively. Cooperation within its framework is already under way in political, trade and economic, cultural, scientific and technical and other spheres. The principles embodied in the aforementioned agreements define the basis for relations between the States members of the Shanghai Cooperation Organization.
7. The Shanghai Cooperation Organization is not an alliance directed against other States and regions and it adheres to the principle of openness. It declares its willingness to develop dialogue, contacts and cooperation of all kinds with other States and appropriate international and regional organizations and, on the basis of consensus, to admit as new members States which share the objectives and goals of cooperation within the framework of the organization and the principles set forth in paragraph 6 and also other provisions of this Declaration and whose admission may help achieve that cooperation.
8. The Shanghai Cooperation Organization attaches priority to regional security and shall make all necessary efforts to maintain it. The member States shall engage in close cooperation with a view to the implementation of the Shanghai Convention on combating terrorism, separatism and extremism, including the establishment of a regional anti-terrorist structure of the Shanghai Cooperation Organization with headquarters in Bishkek. In addition, appropriate multilateral documents shall be drawn up on cooperation in curbing illicit trafficking in arms and narcotic drugs, illegal migration and other types of criminal activity.
9. The Shanghai Cooperation Organization has enormous potential and broad possibilities for mutually advantageous cooperation of the member States in the trade and economic sphere and shall make efforts to promote the further development and diversification of cooperation among member States at the bilateral and multilateral levels. To this end, within the framework of the Shanghai Cooperation Organization, a negotiating process shall be undertaken on the establishment

of favourable conditions for trade and investments, a long-term programme of multilateral trade and economic cooperation shall be drawn up, and also the relevant documents shall be signed.

10. The States members of the Shanghai Cooperation Organization shall strengthen the consultation mechanism and coordinate action on regional issues and international problems, provide mutual support and develop close cooperation on major international and regional issues, and jointly facilitate the consolidation of peace and stability in the region and throughout the world, believing that the preservation of global strategic balance and stability in the current international situation is of particular importance.

11. In order to coordinate cooperation and organize interaction between the competent ministries and departments of the States members of the Shanghai Cooperation Organization, a council of national coordinators of the member States of this organization is hereby established.

The activities of this council shall be determined by the provisional statute approved by the Ministers for Foreign Affairs of the member States.

The council of national coordinators shall be instructed, on the basis of this Declaration and the documents adopted earlier by the heads of State in the framework of the Shanghai Five, to formulate a draft Charter of the Shanghai Cooperation Organization, which shall contain a clear set of provisions on the goals, object, objectives and directions of future cooperation of the Shanghai Cooperation Organization, the principles and procedure for the admission of new members, the legal force of the decisions adopted by it and means of cooperation with other international organizations, and shall submit it for signature during the meeting of heads of State in 2002.

In analysing the experience of the past and assessing future prospects, the heads of the member States firmly believe that the establishment of the Shanghai Cooperation Organization marks the beginning of a new stage in the development of cooperation among the member States and is in keeping with the trends of the modern era, the realities of this region, and the fundamental interests of the peoples of all the member States.

(Signed) Jiang Zemin
President of the People's Republic of China

(Signed) N. A. Nazarbaev
President of the Republic of Kazakhstan

(Signed) A. A. Akayev
President of the Kyrgyz Republic

(Signed) V. V. Putin
President of the Russian Federation

(Signed) E. S. Rakhmonov
President of the Republic of Tajikistan

(Signed) I. Karimov
President of the Republic of Uzbekistan

Charter of the Shanghai Cooperation Organization

The People's Republic of China, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan and the Republic of Uzbekistan being the founding states of the Shanghai Cooperation Organization (hereinafter SCO or the Organization),

Based on historically established ties between their peoples;

Striving for further enhancement of comprehensive cooperation;

Desiring to jointly contribute to the strengthening of peace and ensuring of security and stability in the region in the environment of developing political multipolarity and economic and information globalization;

Being convinced that the establishment of SCO will facilitate more efficient common use of opening possibilities and counteracting new challenges and threats;

Considering that interaction within SCO will promote the realization of a huge potential of goodneighborliness, unity and cooperation between States and their peoples;

Proceeding from the spirit of mutual trust, mutual advantage, equality, mutual consultations, respect for cultural variety and aspiration for joint development that was clearly established at the meeting of heads of six States in 2001 in Shanghai;

Noting that the compliance with the principles set out in the Agreement between the People's Republic of China, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation and the Republic of Tajikistan on Strengthening Confidence in the Military Field in the Border Area of 26 April, 1996, and in the Agreement between the People's Republic of China, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation and the Republic of Tajikistan on Mutual Reductions of Armed Forces in the Border Area of 24 April, 1997, as well as in the documents signed at summits of heads of the People's Republic of China, the Republic of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan and the Republic of Uzbekistan in the period from 1998 to 2001, has made an important contribution to the maintenance of peace, security and stability in the region and in the world;

Reaffirming our adherence to the goals and principles of the Charter of the United Nations, other commonly acknowledged principles and rules of international law related to the maintenance of international peace, security and the development of goodneighborly and friendly relations, as well as the cooperation between States;

Guided by the provisions of the Declaration on the Creation of the Shanghai Cooperation Organization of 15 June, 2001,

Have agreed as follows:

Article 1

Goals and Tasks

The main goals and tasks of SCO are:

to strengthen mutual trust, friendship and goodneighborliness between the member States;

to consolidate multidisciplinary cooperation in the maintenance and strengthening of peace, security and stability in the region and promotion of a new democratic, fair and rational political and economic international order;

to jointly counteract terrorism, separatism and extremism in all their manifestations, to fight against illicit narcotics and arms trafficking and other types of criminal activity of a transnational character, and also illegal migration;

to encourage the efficient regional cooperation in such spheres as politics, trade and economy, defense, law enforcement, environment protection, culture, science and technology, education, energy, transport, credit and finance, and also other spheres of common interest;

to facilitate comprehensive and balanced economic growth, social and cultural development in the region through joint action on the basis of equal partnership for the purpose of a steady increase of living standards and improvement of living conditions of the peoples of the member States;

to coordinate approaches to integration into the global economy;

to promote human rights and fundamental freedoms in accordance with the international obligations of the member States and their national legislation;

to maintain and develop relations with other States and international organizations;

to cooperate in the prevention of international conflicts and in their peaceful settlement;

to jointly search for solutions to the problems that would arise in the 21st century.

Article 2

Principles

The member States of SCO shall adhere to the following principles:

mutual respect of sovereignty, independence, territorial integrity of States and inviolability of State borders, non-aggression, non-interference in internal affairs, non-use of force or threat of its use in international relations, seeking no unilateral military superiority in adjacent areas;

equality of all member States, search of common positions on the basis of mutual understanding and respect for opinions of each of them;

gradual implementation of joint activities in the spheres of mutual interest;

peaceful settlement of disputes between the member States;

SCO being not directed against other States and international organizations;

prevention of any illegitimate acts directed against the SCO interests;

implementation of obligations arising out of the present Charter and other documents adopted within the framework of SCO, in good faith.

Article 3

Areas of Cooperation

The main areas of cooperation within SCO shall be the following:

- maintenance of peace and enhancing security and confidence in the region;
- search of common positions on foreign policy issues of mutual interest, including issues arising within international organizations and international fora;
- development and implementation of measures aimed at jointly counteracting terrorism, separatism and extremism, illicit narcotics and arms trafficking and other types of criminal activity of a transnational character, and also illegal migration;
- coordination of efforts in the field of disarmament and arms control;
- support for, and promotion of regional economic cooperation in various forms, fostering favorable environment for trade and investments with a view to gradually achieving free flow of goods, capitals, services and technologies;
- effective use of available transportation and communication infrastructure, improvement of transit capabilities of member States and development of energy systems;
- sound environmental management, including water resources management in the region, and implementation of particular joint environmental programs and projects;
- mutual assistance in preventing natural and man-made disasters and elimination of their implications;
- exchange of legal information in the interests of development of cooperation within SCO;
- development of interaction in such spheres as science and technology, education, health care, culture, sports and tourism.

The SCO member States may expand the spheres of cooperation by mutual agreement.

Article 4

Bodies

1. For the implementation of goals and objectives of the present Charter the following bodies shall operate within the Organization:

- The Council of Heads of State;
- The Council of Heads of Government (Prime Ministers);
- The Council of Ministers of Foreign Affairs;
- Meetings of Heads of Ministries and/or Agencies;

The Council of National Coordinators;

The Regional Counter-terrorist Structure;

Secretariat.

2. The functions and working procedures for the SCO bodies, other than the Regional Counter-terrorist Structure, shall be governed by appropriate provisions adopted by the Council of Heads of State.

3. The Council of Heads of State may decide to establish other SCO bodies. New bodies shall be established by the adoption of additional protocols to the present Charter which enter into force in the procedure, set forth in Article 21 of this Charter.

Article 5

The Council of Heads of State

The Council of Heads of State shall be the supreme SCO body. It shall determine priorities and define major areas of activities of the Organization, decide upon the fundamental issues of its internal arrangement and functioning and its interaction with other States and international organizations, as well as consider the most topical international issues.

The Council shall hold its regular meetings once a year. A meeting of the Council of Heads of State shall be chaired by the head of State organizing this regular meeting. The venue of a regular meeting of the Council shall generally be determined in the Russian alphabetic order of names of the SCO member States.

Article 6

The Council of Heads of Government (Prime Ministers)

The Council of Heads of Government (Prime Ministers) shall approve the budget of the Organization, consider and decide upon major issues related to particular, especially economic, spheres of interaction within the Organization.

The Council shall hold its regular meetings once a year. A meeting of the Council shall be chaired by the head of Government (Prime Minister) of the State on whose territory the meeting takes place.

The venue of a regular meeting of the Council shall be determined by prior agreement among heads of Government (Prime Ministers) of the member States.

Article 7

The Council of Ministers of Foreign Affairs

The Council of Ministers of Foreign Affairs shall consider issues related to day-to-day activities of the Organization, preparation of meetings of the Council of Heads of State and holding

of consultations on international problems within the Organization. The Council may, as appropriate, make statements on behalf of SCO.

The Council shall generally meet one month prior to a meeting of the Council of Heads of State. Extraordinary meetings of the Council of Ministers of Foreign Affairs shall be convened on the initiative of at least two member States and upon consent of ministers of foreign affairs of all other member States. The venue of a regular or extraordinary meeting of the Council shall be determined by mutual agreement.

The Council shall be chaired by the minister of foreign affairs of the member State on whose territory the regular meeting of the Council of Heads of State takes place, during the period starting from the date of the last ordinary meeting of the Council of Heads of State to the date of the next ordinary meeting of the Council of Heads of State.

The Chairman of the Council of Ministers of Foreign Affairs shall represent the Organization in its external contacts, in accordance with the Rules of Procedure of the Council.

Article 8

Meetings of Heads of Ministries and/or Agencies

According to decisions of the Council of Heads of State and the Council of Heads of Government (Prime Ministers) heads of branch ministries and/or agencies of the member States shall hold, on a regular basis, meetings for consideration of particular issues of interaction in respective fields within SCO.

A meeting shall be chaired by the head of a respective ministry and/or agency of the State organizing the meeting. The venue and date of a meeting shall be agreed upon in advance.

For the preparation and holding meetings the member States may, upon prior agreement, establish permanent or ad hoc working groups of experts which carry out their activities in accordance with the regulations adopted by the meetings of heads of ministries and/or agencies. These groups shall consist of representatives of ministries and/or agencies of the member States.

Article 9

The Council of National Coordinators

The Council of National Coordinators shall be a SCO body that coordinates and directs day-to-day activities of the Organization. It shall make the necessary preparation for the meetings of the Council of Heads of State, the Council of Heads of Government (Prime Ministers) and the Council of Ministers of Foreign Affairs. National coordinators shall be appointed by each member State in accordance with its internal rules and procedures.

The Council shall hold its meetings at least three times a year. A meeting of the Council shall be chaired by the national coordinator of the member State on whose territory the regular meeting of the Council of Heads of State takes place, from the date of the last ordinary meeting of the Council of Heads of State to the date of the next ordinary meeting of the Council of Heads of State.

The Chairman of the Council of National Coordinators may on the instruction of the Chairman of the Council of Ministers of Foreign Affairs represent the Organization in its external contacts, in accordance with the Rules of Procedure of the Council of National Coordinators.

Article 10

Regional Counter-Terrorist Structure

The Regional Counter-terrorist Structure established by the member States of the Shanghai Convention to combat terrorism, separatism and extremism of 15 June, 2001, located in Bishkek, the Kyrgyz Republic, shall be a standing SCO body.

Its main objectives and functions, principles of its constitution and financing, as well as its rules of procedure shall be governed by a separate international treaty concluded by the member States, and other necessary instruments adopted by them.

Article 11

Secretariat

Secretariat shall be a standing SCO administrative body. It shall provide organizational and technical support to the activities carried out in the framework of SCO and prepare proposals on the annual budget of the Organization.

The Secretariat shall be headed by the Executive Secretary to be appointed by the Council of Heads of State on nomination by the Council of Ministers of Foreign Affairs.

The Executive Secretary shall be appointed from among the nationals of member States on a rotational basis in the Russian alphabetic order of the member States' names for a period of three years without a right to be reappointed for another period.

The Executive Secretary deputies shall be appointed by the Council of Ministers of Foreign Affairs on nomination by the Council of National Coordinators. They cannot be representatives of the State from which the Executive Secretary has been appointed.

The Secretariat officials shall be recruited from among nationals of the member States on a quota basis.

The Executive Secretary, his deputies and other Secretariat officials in fulfilling their official duties should not request or receive instructions from any member State and/or government, organization or physical persons. They should refrain from any actions that might affect their status as international officials reporting to SCO only.

The member States shall undertake to respect the international character of the duties of the Executive Secretary, his deputies and Secretariat staff and not to exert any influence upon them as they perform their official functions.

The SCO Secretariat shall be located at Beijing (the People's Republic of China).

Article 12

Financing

SCO shall have its own budget drawn up and executed in accordance with a special agreement between member States. This agreement shall also determine the amount of contributions paid annually by member States to the budget of the Organization on the basis of a cost-sharing principle.

Budgetary resources shall be used to finance standing SCO bodies in accordance with the above agreement. The member States shall cover themselves the expenses related to the participation of their representatives and experts in the activities of the Organization.

Article 13

Membership

The SCO membership shall be open for other States in the region that undertake to respect the objectives and principles of this Charter and to comply with the provisions of other international treaties and instruments adopted in the framework of SCO.

The admission of new members to SCO shall be decided upon by the Council of Heads of State on the basis of a representation made by the Council of Ministers of Foreign Affairs in response to an official request from the State concerned addressed to the acting Chairman of the Council of Ministers of Foreign Affairs.

SCO membership of a member State violating the provisions of this Charter and/or systematically failing to meet its obligations under international treaties and instruments, concluded in the framework of SCO, may be suspended by a decision of the Council of Heads of State adopted on the basis of a representation made by the Council of Ministers of Foreign Affairs. If this State goes on violating its obligations, the Council of Heads of State may take a decision to expel it from SCO as of the date fixed by the Council itself.

Any member State shall be entitled to withdraw from SCO by transmitting to the Depositary an official notification of its withdrawal from this Charter no later than twelve months before the date of withdrawal. The obligations arising from participation in this Charter and other instruments adopted within the framework of SCO shall be binding for the corresponding States until they are completely fulfilled.

Article 14

Relationship with Other States and International Organizations

SCO may interact and maintain dialogue, in particular in certain areas of cooperation, with other States and international organizations.

SCO may grant to the State or international organization concerned the status of a dialogue partner or observer. The rules and procedures for granting such a status shall be established by a special agreement of member States.

This Charter shall not affect the rights and obligations of the member States under other international treaties in which they participate.

Article 15

Legal Capacity

As a subject of international law, SCO shall have international legal capacity. It shall have such a legal capacity in the territory of each member State, which is required to achieve its goals and objectives.

SCO shall enjoy the rights of a legal person and may in particular:

- conclude treaties;
- acquire movable and immovable property and dispose of it;
- appear in court as litigant;
- open accounts and have monetary transactions made.

Article 16

Decisions-Taking Procedure

The SCO bodies shall take decisions by agreement without vote and their decisions shall be considered adopted if no member State has raised objections during the vote (consensus), except for the decisions on suspension of membership or expulsion from the Organization that shall be taken by "consensus minus one vote of the member State concerned".

Any member State may expose its opinion on particular aspects and/or concrete issues of the decisions taken which shall not be an obstacle to taking the decision as a whole. This opinion shall be placed on record.

Should one or several member States be not interested in implementing particular cooperation projects of interest to other member States, non-participation of the abovesaid member States in these projects shall not prevent the implementation of such cooperation projects by the member States concerned and, at the same time, shall not prevent the said member States from joining such projects at a later stage.

Article 17

Implementation of Decisions

The decisions taken by the SCO bodies shall be implemented by the member States in accordance with the procedures set out in their national legislation.

Control of the compliance with obligations of the member States to implement this Charter, other agreements and decisions adopted within SCO shall be exercised by the SCO bodies within their competence.

Article 18

Permanent Representatives

In accordance with their domestic rules and procedures, the member States shall appoint their permanent representatives to the SCO Secretariat, which will be members of the diplomatic staff of the embassies of the member States in Beijing.

Article 19

Privileges and Immunities

SCO and its officials shall enjoy in the territories of all member States the privileges and immunities which are necessary for fulfilling functions and achieving goals of the Organization.

The volume of privileges and immunities of SCO and its officials shall be determined by a separate international treaty.

Article 20

Languages

The official and working languages of SCO shall be Russian and Chinese.

Article 21

Duration and Entry into Force

This Charter shall be of indefinite duration.

This Charter shall be subject to ratification by signatory States and shall enter into force on the thirtieth day following the date of the deposit of the fourth instrument of ratification.

For a State which signed this Charter and ratified it thereafter it shall enter into force on the date of the deposit of its instrument of ratification with the Depositary.

Upon its entering into force this Charter shall be open for accession by any State.

For each acceding State this Charter shall enter into force on the thirtieth day following the date of receiving by the Depositary of appropriate instruments of accession.

Article 22

Settlement of Disputes

In case of disputes or controversies arising out of interpretation or application of this Charter member States shall settle them through consultations and negotiations.

Article 23

Amendments and Additions

By mutual agreement of member States this Charter can be amended and supplemented. Decisions by the Council of Heads of State concerning amendments and additions shall be formalized by separate protocols which shall be its integral part and enter into force in accordance with the procedure provided for by Article 21 of this Charter.

Article 24

Reservations

No reservations can be made to this Charter which contradict the principles, goals and objectives of the Organization and could prevent any SCO body from performing its functions. If at least two thirds of member States have objections the reservations must be considered as contradicting the principles, goals and objectives of the Organization or preventing any body from performing its functions and being null and void.

Article 25

Depositary

The People's Republic of China shall be the Depositary of this Charter.

Article 26

Registration

Pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations, this Charter is subject to registration with the Secretariat of the United Nations.

Done at Saint-Petersburg the seventh day of June 2002 in a single original in the Chinese and Russian languages, both texts being equally authoritative.

The original copy of this Charter shall be deposited with the Depositary who will circulate its certified copies to all signatory States.

The Shanghai Convention on Combating Terrorism, Separatism and Extremism

The Republic of Kazakhstan, the Peoples' Republic of China, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tadjikistan, and the Republic of Uzbekistan (hereinafter referred to as "the Parties"),

guided by the purposes and principles of the Charter of the United Nations concerning primarily the maintenance of international peace and security and the promotion of friendly relations and cooperation among States;

aware of the fact that terrorism, separatism and extremism constitute a threat to international peace and security, the promotion of friendly relations among States as well as to the enjoyment of fundamental human rights and freedoms;

recognizing that these phenomena seriously threaten territorial integrity and security of the Parties as well as their political, economic and social stability;

guided by the principles of the Almaty Joint Statement of 3 July 1998, the Bishkek Declaration of 25 August 1999, the Dushanbe Declaration of 5 July 2000 and the Declaration on the Establishment of the Shanghai Cooperation Organization of 15 June 2001;

firmly believing that terrorism, separatism and extremism, as defined in this Convention, regardless their motives, cannot be justified under any circumstances, and that the perpetrators of such acts should be prosecuted under the law;

believing that joint efforts by the Parties within the framework of this Convention are an effective form of combating terrorism, separatism and extremism,

have agreed as follows:

Article 1

1. For the purposes of this Convention, the terms used in it shall have the following meaning:

1) "terrorism" means:

a) any act recognized as an offence in one of the treaties listed in the Annex to this Convention (hereinafter referred to as "the Annex") and as defined in this Treaty;

b) any other act intended to cause death or serious bodily injury to a civilian, or any other person not taking an active part in the hostilities in a situation of armed conflict or to cause major damage to any material facility, as well as to organize, plan, aid and abet such act, when the purpose of such act, by its nature or context, is to intimidate a population, violate public security or to compel public authorities or an international organization to do or to abstain from doing any act, and prosecuted in accordance with the national laws of the Parties;

2) "separatism" means any act intended to violate territorial integrity of a State including by annexation of any part of its territory or to disintegrate a State, committed in a violent manner, as well as planning and preparing, and abetting such act, and subject to criminal prosecuting in accordance with the national laws of the Parties;

3) "Extremism" is an act aimed at seizing or keeping power through the use of violence or changing violently the constitutional regime of a State, as well as a violent encroachment upon public security, including organization, for the above purposes, of illegal armed formations and participation in them, criminally prosecuted in conformity with the national laws of the Parties.

2. This Article shall not affect any international treaty or any national law of the Parties, provides or may provide for a broader application of the terms used in this Article.

Article 2

1. The Parties, in accordance with this Convention and other international obligations and with due regard for their national legislations, shall cooperate in the area of prevention, identification and suppression of acts referred to in Article 1 (1) of this Convention.

2. In their mutual relations, the Parties shall consider acts referred to in Article 1 (1) of this Convention as extraditable offences.

3. In the course of implementation of this Convention with regard to issues concerning extradition and legal assistance in criminal cases, the Parties shall cooperate in conformity with international treaties to which they are parties and national laws of the Parties.

Article 3

The Parties shall take such measures as can prove necessary, including, as appropriate, in the field of their domestic legislation, in order to ensure that in no circumstances acts referred to in Article 1 (1) of this Convention should be subject to acquittal based upon exclusively political, philosophical, ideological, racial, ethnic, religious or any other similar considerations and that they should entail punishment proportionate to their gravity.

Article 4

1. Within 60 days after the Depositary has been notified about the completion of internal procedures necessary for the entry into force of this Convention, a Party shall provide to the Depositary, through diplomatic channels, in writing a list of its central competent authorities responsible for the implementation of this Convention, and the Depositary shall transmit the above list to other Parties.

2. Central competent authorities of the Parties in charge of issues relating to implementation of the provisions of this Convention shall directly communicate and interact with each other.

3. In case of any amendments to the list of central competent authorities of a Party, that Party shall send an appropriate notification to the Depositary who shall inform the other Parties accordingly.

Article 5

Upon mutual consent, the Parties can hold consultations, exchange views and coordinate their positions on issues of combating acts referred to in Article 1 (1) of this Convention, including within international organizations and at international fora.

Article 6

In accordance with this Convention, the central competent authorities of the Parties shall cooperate and assist each other through:

- 1) exchange of information;
- 2) execution of requests concerning operational search actions;
- 3) development and implementation of agreed measures to prevent, identify and suppress acts referred to in Article 1 (1) of this Convention, as well as mutual information on the results of their implementation;
- 4) implementation of measures to prevent, identify and suppress, in their territories, acts referred to in Article 1 (1) of this Convention, that are aimed against other Parties;
- 5) implementation of measures to prevent, identify and suppress financing, supplies of weapons and ammunition or any other forms of assistance to any person and/or organization for the purpose of committing acts referred to in Article 1 (1) of this Convention;
- 6) implementation of measures to prevent, identify, suppress, prohibit or put an end to the activities aimed at training individuals for the purpose of committing acts referred to in Article 1 (1) of this Convention;
- 7) exchange of regulatory legal acts and information concerning practical implementation thereof;
- 8) exchange of experience in the field of prevention, identification or suppression of acts referred to in Article 1 (1) of this Convention;
- 9) various forms of training, retraining or upgrading of their experts;
- 10) conclusion, upon mutual consent of the Parties, of agreements on other forms of cooperation, including, as appropriate, practical assistance in suppressing acts referred to in Article 1 (1) of this Convention and mitigating consequences thereof. Such agreements shall be formalized in appropriate protocols that shall form an integral part of this Convention.

Article 7

The central competent authorities of the Parties shall exchange information of mutual interest, *inter alia*, on:

- 1) planned and committed acts referred to in Article 1 (1) of this Convention, as well as identified and suppressed attempts to commit them;
- 2) preparations to commit acts referred to in Article 1 (1) of this Convention, aimed against heads of state or other statesmen, personnel of diplomatic missions, consular services and

international organizations, as well as other persons under international protection and participants in governmental visits, international and governmental political, sports and other events;

3) organizations, groups and individuals preparing and/or committing acts referred to in Article 1 (1) of this Convention or otherwise participating in those acts, including their purposes, objectives, ties and other information;

4) illicit manufacturing, procurement, storage, transfer, movement, sales or use of strong toxic, and poisonous substances, explosives, radioactive materials, weapons, explosive devices, firearms, ammunition, nuclear, chemical, biological or other types of weapons of mass destruction, as well as materials and equipment which can be used for their production, for the purpose of committing acts referred to in Article 1 (1) of this Convention;

5) identified or suspected sources of financing of acts indicated in Article 1 (1) of this Convention;

6) forms, methods and means of committing acts indicated in Article 1 (1) of this Convention.

Article 8

1. Cooperation among central competent authorities of the Parties within the framework of this Convention shall be carried out in a bilateral or multilateral format on the basis of a request for assistance as well as by way of providing information upon the initiative of the central competent authority of a Party.

2. Requests or information shall be forwarded in writing. In case of urgency, the requests or information can be transmitted orally but within 72 hours thereafter they should be confirmed in writing and with the use of technical means of text transmission, as necessary.

If there are any doubts about the authenticity of a request or information or the contents thereof additional confirmation or clarification of the above documents can be requested.

3. A request should contain the following:

- a) the name of the requesting and requested central competent authorities;
- b) purposes of and grounds for the request;
- c) description of the contents of the assistance required;
- d) any other information which could be useful for a timely and appropriate execution of the request;
- e) degree of confidentiality, as necessary.

4. Requests or information transmitted in writing shall be signed by the head of the requesting central competent authority or his or her deputies or shall be certified by the official seal of that central competent authority.

5. Requests and documents transmitted therein, as well as information shall be provided by the central competent authority in one of the working languages mentioned in Article 15 of this Convention.

Article 9

1. The requested central competent authority shall take all necessary measures to ensure a prompt and most complete execution of the request and, within the shortest possible time, shall provide information on the results of its consideration.
2. The requesting central competent authority shall be notified, without delay, about the circumstances that prevent or significantly hamper the execution of a request.
3. If the execution of a request is outside the competence of the requested central competent authority that authority shall transmit the request to another central competent authority of its State, which has the competence to execute it and shall without delay notify the requesting central competent authority accordingly.
4. The requested central competent authority can request additional information which it considers necessary for the execution of the request.
5. Requests shall be executed on the basis of the legislation of the requested Party. Upon request by the requesting central competent authority, the legislation of the requesting Party may be applied if this does not contradict fundamental legal principles or international obligations of the requested Party.
6. Execution of a request can be postponed or denied completely or in part in case the requested central competent authority considers that its execution could prejudice the sovereignty, security, public order or other substantial interests of its State or that it contradicts the legislation or international obligations of the requested Party.
7. Execution of a request can be denied if the act in connection with which the request was made does not constitute an offence under the legislation of the requested Party.
8. If, in accordance with paragraph 6 or 7 of this Article, the execution of a request is denied in full or in part or if it is postponed, the requesting central competent authority shall be notified accordingly in writing.

Article 10

The Parties will conclude a separate agreement and will adopt other necessary documents in order to establish and provide for functioning of a Parties' Regional Counter-terrorist Structure with the headquarters in Bishkek, the purpose of which would be to effectively combat the acts referred to in Article 1 (1) of this Convention.

Article 11

1. For the purposes of implementation of this Convention, central competent authorities of the Parties may establish emergency lines of communication and hold regular and extraordinary meetings.

2. For the purposes of implementation of the provisions of this Convention, the Parties may, as necessary, provide technical and material assistance to each other.

3. Materials, special means, facilities and technical equipment received by a Party on the basis of this Convention from another Party shall not be subject to transfer without a prior written consent of the providing Party.

4. Information about methods of conducting operational search activities, specifications of special forces and means and supporting materials used by central competent authorities of the Parties in order to provide assistance within the framework of this Convention, shall not be subject to disclosure.

Article 12

The central competent authorities of the Parties may conclude specific agreements among them governing modalities for the implementation of this Convention.

Article 13

1. Each Party shall assure the confidential nature of the information and documents received if they are sensitive or if the providing Party considers their disclosure undesirable. The degree of sensitiveness of such information and documents shall be determined by the providing Party.

2. Without a written consent of the providing Party, the information or response to the request received pursuant to this Convention, may not be used for purposes other than those for which they were requested or provided.

3. The information and documents received by a Party pursuant to this Convention from another Party shall not be transmitted without a prior written consent of the providing Party.

Article 14

Each Party shall bear independently the costs of the implementation of this Convention, unless otherwise agreed.

Article 15

The working languages to be used by the central competent authorities of the Parties in their cooperation within the framework of this Convention shall be Chinese and Russian.

Article 16

This Convention shall not limit the right of the Parties to conclude other international treaties on matters that constitute the subject of this Convention and do not contradict its purposes and

object, nor shall it affect the rights and obligations of the Parties under other international treaties to which they are Parties.

Article 17

Any disputes, concerning interpretation or application of this Convention shall be settled through consultation and negotiation between the interested Parties.

Article 18

1. This Convention shall be deposited with the People's Republic of China. Official copies of this Convention shall be sent by the Depositary to other Parties in the course of 15 days after its signing.

2. This Convention shall enter into force on the thirtieth day following the receipt by the Depositary the last notification in writing from the Republic of Kazakhstan, the People's Republic of China, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan, or the Republic of Uzbekistan informing it of the completion of national procedures necessary for this Convention to enter into force.

Article 19

1. Following the entry into force of this Convention other States may, subject to the consent of all the Parties, accede to it.

This Convention shall enter into force for each acceding State on the thirtieth day following the receipt by the Depositary of a notification in writing informing it of the completion of national procedures necessary for this Convention to enter into force. On this date, the acceding State shall become Party to this Convention.

Article 20

1. Amendments and additions may, subject to the consent of all Parties, be made to the text of this Convention, which shall be effected by Protocols being an integral part of this Convention.

2. Any Party may withdraw from this Convention by notifying in writing the Depositary of the decision 12 months prior to the date of anticipated withdrawal. The Depositary shall inform the other Parties of this intention within a 30-day period following the receipt of the notification of withdrawal.

Article 21

1. When forwarding to the Depositary its notification of the completion of internal procedures necessary for this Convention to enter into force, a Party which does not participate in one of the treaties enumerated in the Annex may declare that this Convention shall be applied to the Party with that

treaty regarded as not included in the Annex. Such declaration shall cease to be effective after notifying the Depositary of the entry of that treaty into force for the Party.

2. When one of the treaties listed in the Annex ceases to be effective for a Party, the latter shall make a declaration as provided for in paragraph 1 of this Article.

3. The Annex may be supplemented by treaties that meet the following conditions:

1) they are open for signature to all States;

2) they entered into force; and

3) they were ratified, accepted, approved or acceded to by at least three Parties to this Convention.

4. After the entry into force of this Convention, any Party may propose an amendment to the Annex. The proposal for amending the Annex shall be forwarded to the Depositary in written form. The Depositary shall notify all the proposals that meet the requirements of paragraph 3 of this Article to the other Parties and seek their views on whether the proposed amendment should be adopted.

5. The proposed amendment shall be considered adopted and shall come into force for all the Parties 180 days after the Depositary has circulated the proposed amendment, except when one-third of the Parties to this Convention inform in writing the Depositary of their objections to it.

The Regulations on Observer Status at the Shanghai Cooperation Organisation

(Unofficial translation)

The present Regulations on Observer Status at the Shanghai Cooperation Organisation (hereinafter referred to as the SCO or the Organisation) in accordance with Article 14 of the Shanghai Cooperation Organisation Charter signed on June 7, 2002 (hereinafter referred to as the Charter), determine the order of granting observer status at the SCO to an interested state or an intergovernmental international organisation (forum) (hereinafter referred to as a state or an organisation respectively).

1. A state or an organisation, wishing to receive observer status at the SCO (hereinafter referred to as observer status), proceeding from respect for the sovereignty, territorial integrity and equal rights of the member states, recognition of the main objectives, principles and actions of the Organisation, forwards a letter, signed by a head of state or a head of organisation respectively, through the Secretary-General to the Council of Heads of SCO Member States (hereinafter referred to as the Heads of State Council – HSC).

2. The SCO Secretary-General notifies the Council of National Coordinators of SCO Member States (hereinafter referred to as the CNC) of receiving the letter from a state or an organisation containing a request to obtain observer status. If necessary, the SCO Secretary-General has the right to ask them for additional information. The CNC submits the issue with relevant proposals to the Council of Foreign Ministers of SCO Member States (hereinafter referred to as the MFA Council) for consideration.

3. While considering the application for observer status, official representatives of the relevant state or the organisation can be invited to attend the MFA Council meeting.

4. The decision to grant (to annul) observer status is adopted by the HSC on the recommendation of the MFA Council.

5. The decision of the HSC on granting observer status is within a week forwarded by the SCO Secretary-General to the relevant state or the organisation, which within a month sends the SCO Secretary-General a written notification of receiving the decision.

6. A state or an organisation with observer status can be invited to attend open meetings of the HSC and/or the Council of Heads of Government (Prime Ministers) of SCO Member States.

7. A state or an organisation with observer status has the following rights:

1) to attend open meetings of the MFA Council and Conferences of Heads of Ministries and/or Departments of SCO Member States;

2) to participate in discussions over issues lying within the competence of the SCO institutions without the right to vote and with advance consent of the chairperson, to circulate through the SCO Secretary-General statements, written in the working languages of the SCO, on issues of their concern lying within the competence of the SCO;

3) to gain access to documents and decisions of the SCO institutions, mentioned in Article 4 of the Charter, if the relevant institutions of the SCO do not impose restrictions on their dissemination.

8. Observer status does not give the right to participate in preparation and signing of documents of the Organisation. Observers do not participate in formulating decisions of the SCO institutions and do not bear responsibility for such decisions as well.

9. A state or an organisation with observer status informs the SCO Secretariat of its intention to participate, deliver a speech and/or circulate written statements at meetings of the SCO institutions not later than 10 working days before the start of the meeting.

The level of representation of observers must correspond to the level of representation of SCO member states.

The SCO Secretary-General gives participants of meetings advance notification of observers' attendance. As a rule, observers who participate in meetings sit at a separate table with a sign bearing the name of the relevant state or the organisation.

10. If necessary and with the consent of the SCO Secretariat, observers translate documents and statements from and into the working languages of the SCO on their own.

11. Observers bear all expenses with regard to their participation in meetings of the SCO institutions.

12. If a state or an organisation with observer status commits actions or makes statements targeted against the Organisation, the decisions of the SCO institutions or the principles, set out in the Charter, such a state or an organisation can be stripped of its observer status in accordance with Paragraph 4 of the present Regulations. The respective decision is within a week forwarded by the SCO Secretary-General to the relevant state or the organisation.

13. A state or an organisation, wishing to give up the granted observer status, forwards respective notification to the SCO Secretary-General, who informs the MFA Council and the HSC

about it through the CNC. Observer status becomes invalid on the day of the notification, if the latter does not contain another intention.

14. If changes are made to the form of ties (legal relations) of the SCO with other states and organisations, provided by the Charter, their observer status automatically loses validity.

15. Diplomatic representatives of states with observer status, as well as delegations of international organisations with the same status, accredited to the People's Republic of China, can maintain regular contacts with the SCO Secretariat over issues related to observer status.

16. Changes and/or additions can be made to the present Regulations in accordance with the decision of the HSC. Respective decisions are issued in the form of protocols and take effect on the day of their signing.

17. The present Regulations take effect on the day of their approval by the HSC.

Declaration on the Fifth Anniversary of the Shanghai Cooperation Organization

On the occasion of the fifth anniversary of the founding of the Shanghai Cooperation Organization (hereinafter referred to as SCO), the heads of state of SCO members -- President N. Nazarbaev of the Republic of Kazakhstan, President Hu Jintao of the People's Republic of China, President K. Bakiev of the Kyrgyz Republic, President V. Putin of the Russian Federation, President E. Rakhmonov of the Republic of Tajikistan and President I. Karimov of the Republic of Uzbekistan -- met in Shanghai, SCO's birthplace, and stated as follows:

I

SCO was founded in Shanghai five years ago pursuant to a strategic decision made by its member states to meet challenges and threats of the twenty-first century and bring about durable peace and sustainable development of the region. This decision, which ushered in a new historical phase of regional cooperation, is of great importance to the establishment and maintenance of peace and stability and the creation of an inclusive environment for cooperation in the SCO region.

With volatile changes taking place in the international and regional environment, SCO has become an important mechanism for deepening good-neighborly cooperation, friendship and partnership among its members. It is a good example of dialogue among civilizations and an active force for promoting democracy in international relations.

II

Through its endeavor over the past few years, SCO has laid a solid foundation for its steady and sustained growth and gained extensive international recognition.

1. SCO has completed building of institution and legal framework which ensures its effective functioning.

2. It has carried out close security cooperation focusing on addressing non-traditional security threats and challenges such as fighting terrorism, separatism, extremism and drug trafficking.

3. It has adopted a long-term plan, set direction for regional economic cooperation and identified the goal, priority areas and major tasks of economic cooperation among member states. It has set up the SCO Business Council and the Interbank Association.

4. Following the principles of openness, non-alliance and not targeting at any third party, it has actively engaged in dialogue, exchange and cooperation of various forms with countries and international organizations that, like SCO, are ready to carry out cooperation on an equal and constructive basis with mutual respect to safeguard regional peace, security and stability.

SCO owes its smooth growth to its consistent adherence to the "Shanghai Spirit" of "mutual trust, mutual benefit, equality, consultation, respect for multi-civilizations and pursuit of common development". This spirit is the underlying philosophy and the most important code of conduct of SCO. It enriches the theory and practice of contemporary international relations and embodies the shared aspiration of the international community for realizing democracy in international relations. The "Shanghai Spirit" is therefore of critical importance to the international community's pursuit of a new and non-confrontational model of international relations, a model that calls for discarding the Cold War mentality and transcending ideological differences.

SCO will remain dedicated to the purposes and principles established at its founding and strengthened in the documents, declarations and statements adopted thereafter.

III

The world and international relations today are going through unprecedented and profound changes. There is increasing trend toward multipolarization and economic globalization amid twists and turns. The establishment of a new international order in the twenty-first century is a slow and uneven process. Interdependence among countries is growing. The international community faces favorable opportunities for ensuring stability, peace and common development, but is also confronted with complicated traditional and non-traditional security challenges and threats.

SCO is committed to enhancing strategic stability, strengthening the international regime of non-proliferation of weapons of mass destruction and upholding order in international law, and will contribute its share to accomplishing these important missions.

SCO holds that the United Nations, being the universal and the most representative and authoritative international organization, is entrusted with primary responsibility in international affairs and is at the core of formulating and implementing the basic norms of international law. The United Nations should improve efficiency and strengthen its capacity for responding to new threats and challenges by carrying out proper and necessary reforms in light of the changing international environment. In carrying out Security Council reform, the principles of equitable geographical distribution and seeking the broadest consensus should be observed. No time limit should be set for the reform, nor should a vote be forced on any proposal over which there are major differences. SCO holds that the next Secretary-General of the United Nations should come from Asia.

Threats and challenges can be effectively met only when there is broad cooperation among all countries and international organizations concerned. What specific means and mechanism should be adopted to safeguard security of the region is the right and responsibility of countries in the region.

SCO will make constructive contribution to the establishment of a new global security architecture of mutual trust, mutual benefit, equality and mutual respect. Such an architecture is based on the widely recognized principles of international law. It discards "double standards" and seeks to settle disputes through negotiation on the basis of mutual understanding. It respects the right of all countries to safeguard national unity and their national interests, pursue particular models of development and formulate domestic and foreign policies independently and participate in international affairs on an equal basis.

Diversity of civilization and model of development must be respected and upheld. Differences in cultural traditions, political and social systems, values and model of development formed in the course of history should not be taken as pretexts to interfere in other countries' internal affairs. Model of social development should not be "exported". Differences in civilizations should be respected, and exchanges among civilizations should be conducted on an equal basis to draw on each other's strengths and enhance harmonious development.

IV

There is general stability in Central Asia. Countries in this region have achieved historic success in political and economic reforms and social development. The unique historical and cultural traditions of Central Asian nations deserve respect and understanding of the international community. The governments of Central Asian countries should be supported in their efforts to safeguard security and stability, maintain social and economic development and improve people's livelihood.

SCO member states will continue to tap potential of the organization, enhance its role and work to turn this region into one that is peaceful, coordinated in development, open, prosperous and harmonious.

SCO member states will remain friends from generation to generation and will never be enemies against one another. They are committed to the all-round growth of good-neighborly relations of mutual respect and mutually beneficial cooperation. They support each other in their principled positions on and efforts in safeguarding sovereignty, security and territorial integrity. They will not join any alliance or international organization that undermines the sovereignty, security and territorial integrity of SCO member states. They do not allow their territories to be used to undermine the sovereignty, security or territorial integrity of other member states, and they prohibit activities by organizations or gangs in their territories that are detrimental to the interests of other member states. To this end, SCO member states will conduct, within the SCO framework, consultation on the conclusion of a multilateral legal document of long-term good-neighborly relations, friendship and cooperation.

SCO member states will continue to strengthen coordination and cooperation in international and regional affairs and take a common position on matters involving SCO's interests.

SCO has the potential to play an independent role in safeguarding stability and security in this region. In case of emergencies that threaten regional peace, stability and security, SCO member states will have immediate consultation on effectively responding to the emergency to fully protect the interests of both SCO and its member states. Study will be made on the possibility of establishing a regional conflict prevention mechanism within the SCO framework.

To comprehensively deepen cooperation in combating terrorism, separatism, extremism and drug trafficking is a priority area for SCO. SCO will take steps to strengthen the regional anti-terrorism agency and carry out cooperation with relevant international organizations.

To expand economic cooperation among them, SCO member states need to coordinate their efforts in implementing the Cooperation Program on Multilateral Economic and Trade among SCO Member States by carrying out major priority projects of regional economic cooperation. They need to work together to promote trade and investment facilitation and gradually realize the free flow of commodities, capital, services and technologies.

SCO welcomes participation by relevant partners in specific projects in priority areas like energy, transportation, information and communications and agriculture. SCO will endeavor to actively participate in international campaigns against communicable diseases and contribute to environmental protection and rational use of natural resources.

To strengthen and expand the social foundation for friendship and mutual understanding among SCO member states is an important way to ensure SCO's resilience and vitality. To this end, SCO member states need to institutionalize bilateral and multilateral cooperation in culture, arts, education, sports, tourism and media. With the unique and rich cultural heritage of its member states, SCO can surely serve as a model in promoting dialogue among civilizations and building a harmonious world.

This Declaration is issued on the occasion of the 5th anniversary of SCO. We, heads of state of SCO members, are firm in the belief that SCO will fully realize the noble objective and mission declared at its founding and contribute to the cause of peace, cooperation and development.

President of the Republic of Kazakhstan
President of the People's Republic of China
President of the Kyrgyz Republic
President of the Russian Federation
President of the Republic of Tajikistan
President of the Republic of Uzbekistan

Bishkek Declaration of the Heads of the Member States of the Shanghai Cooperation Organisation

The heads of the member states of the Shanghai Cooperation Organisation (hereinafter referred to as the SCO or the Organisation) – the Republic of Kazakhstan, the People's Republic of China, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan and the Republic of Uzbekistan, guided by united or similar approaches to the key problems of modernity, during a meeting of the Council of Heads of SCO Member States on 16 August 2007 in Bishkek state as follows:

The fast evolving process of globalisation adds to the interdependence of states, as a result their security and development become interconnected. Modern challenges and threats can be effectively counteracted through concerted efforts of the international community on the basis of agreed principles and in the framework of multilateral mechanisms. Unilateral action cannot resolve the existing problems.

An effective global security system can only be built under the auspices of the UN and in strict accordance with its Charter.

Cooperation in counteracting new challenges and threats must be conducted in a consistent manner, without resorting to double standards, in strict observance of norms of the international law.

The international security agenda must not exclude such tasks as ensuring the stability of world economy, reduction of poverty, evening up the social and economic development level, maintaining the economic, environmental, energy, informational security, as well as protection of the population and territories of the member states of the Organisation against natural and technological disasters.

The SCO member states advocate creation of a security structure on the basis of generally accepted norms of the international law that will:

- reflect the balance of interests of all subjects of international relations;
- guarantee the right of every state to choose independently its way of development based on its unique historical experience and national features, to protect its state integrity and national dignity, to participate equally in international affairs;
- ensure the settlement of international and regional conflicts and crises through political and diplomatic means in strict accordance with principles and norms of the international law and with consideration of legitimate interests of all parties concerned;
- preserve the diversity of cultures and civilisations, encourage implementation of initiatives aimed at deepening of dialogue among civilisations and religions.

The SCO member states are determined to interact closely on tackling the issues of the UN reform. The reform of the pan global organisation, first and foremost its Security Council, must gain as much wider consensus of its members. Successful cooperation in this field is a key to genuine realisation of the aspiration of all the SCO member states towards comprehensive strengthening of the authority of the UN and reaffirming the central position of the Security Council in the field of protecting international peace and security.

The SCO member states consistently stand up for strengthening strategic stability, non-proliferation of weapons of mass destruction, and consider it an important and urgent step to draft an international legal document on preventing the deployment of weapons in outer space, use of force or the threat of using force against space objects.

The heads of state note the significance of approval of the Central Asia Nuclear-Weapon-Free Zone Treaty (Semipalatinsk, 8 September 2006) and welcome the adoption of the respective resolution at the 61st session of the UN General Assembly, which highly values the contribution of Central Asian states to the cause of consolidating the regime of nuclear non-proliferation, advancing cooperation on peaceful use of nuclear energy, as well as strengthening the international and regional peace and security.

The heads of state support the efforts of the participating states of the Central Asia Nuclear-Weapon-Free Zone Treaty on concluding a Protocol on Security Guarantees with the nuclear-weapon states, which would ensure genuine existence of a nuclear free zone in the region.

Being aware of the stimulating effect the rapid development and massive use of information technology is having on the social progress of humanity, the SCO member states express concern

over the threat of using it for purposes inconsistent with the tasks of protecting international stability and security.

The SCO member states stand ready to develop cooperation and step up joint efforts on strengthening international information security in all aspects.

The heads of state believe that stability and security in Central Asia can be provided first and foremost by the forces of the region's states on the basis of international organisations already established in the region.

The member states stress the need for collective efforts on counteracting new challenges and threats. They highly rate the activity of the SCO Regional Antiterrorist Structure and believe that it possesses a significant potential for further enhancement of interaction in the fight against terrorism, separatism and extremism.

Expressing concern over the threat of narcotics coming from Afghanistan and its negative effect on Central Asia, the heads of state call for consistent strengthening of anti-narcotics cooperation in the framework of the Organisation, combining international efforts on the creation of anti-narcotics belts around Afghanistan. The SCO member states stand ready to participate in the efforts to normalise the political situation in Afghanistan, to develop economic cooperation with the country. The activity of the SCO – Afghanistan Contact Group will intensify.

The heads of the SCO member states note the important role of energy sector as a basis for steady economic growth and security, and attach special significance to strengthening interaction in this direction. Reliable and mutually beneficial partnership in various fields of energy sector will help strengthen the security and stability across the SCO region and the wider world alike. Comparison of energy strategies in the SCO framework is a pressing task. Considering the current resources, demand, capabilities and the potential, the SCO member states will continue to promote dialogue on energy issues and practical cooperation among energy-producing, transit and consumer states.

The SCO member states reaffirm their commitment to provide mutual practical assistance in implementation of the national economic development programmes.

The SCO member states reiterate that the Organisation is open for interaction with all interested partners based on the international law and generally accepted norms of international relations with the aim of finding mutually acceptable solutions for the pressing problems of modernity.

Treaty on Long-Term Good-Neighborliness, Friendship and Cooperation Between the Member States of the Shanghai Cooperation Organization

Member States of the Shanghai Cooperation Organization (hereinafter referred to as "the SCO", or "Organization"): the Republic of Kazakhstan, the People's Republic of China, the Kyrgyz Republic, the Russian Federation, the Republic of Tajikistan, the Republic of Uzbekistan, hereinafter referred to as "the Contracting Parties";

Bound by historical ties of good-neighborliness, friendship and cooperation;

Guided by the goals and principles of the Charter of the United Nations, universally recognized principles and norms of international law, as well as by the Charter of the Shanghai Cooperation Organization of 7 June 2002;

Convinced that strengthening and deepening relations of good-neighborliness, friendship and cooperation between the Member States of the Organization corresponds to the fundamental interests of their peoples and contributes to peace and development in the SCO space and in the whole world;

Recognizing that globalization processes increase interdependence of States, as a result of which their security and prosperity are becoming inextricably intertwined;

Believing that contemporary challenges and threats to security have a global nature and can only be effectively met through joint efforts and adherence to the agreed principles and interaction mechanisms;

Mindful of the need to respect cultural and civilizational variety of the contemporary world;

Reaffirming their readiness to expand mutually beneficial cooperation between them and with all interested States and international organizations to promote a just and rational world order creating favorable conditions for a sustainable development of the Organization's Member States;

Reaffirming further that this Treaty shall not be directed against any States or organizations, and that the Contracting Parties shall follow the principle of openness to the other countries of the world;

Seeking to make the SCO space a region of peace, cooperation, prosperity and harmony;

Guided by the intention to contribute to more democratic international relations and to the establishment of a new architecture of global security on the basis of equality, mutual respect, mutual trust and benefit, as well as abrogation of a bloc-based and ideological division;

Determined to strengthen friendly relations between the Organization's Member States so that friendship between their peoples is handed down from generation to generation;

Have agreed as follows:

Article 1

The Contracting Parties shall develop long-term relations of good-neighborliness, friendship and cooperation in the areas of mutual interest for the Contracting Parties in accordance with universally recognized principles and norms of international law.

Article 2

The Contracting Parties shall settle differences between them peacefully, using, as a guidance, the Charter of the United Nations and universally recognized principles and norms of international law, as well as the Charter of the Shanghai Cooperation Organization of 7 June 2002.

Article 3

The Contracting Parties shall respect each other's right to choose ways of political, economic, social and cultural development, taking into account the historical background and national peculiarities of each State.

Article 4

The Contracting Parties, respecting principles of state sovereignty and territorial integrity, shall take measures to prevent on their territories any activity incompatible with these principles.

The Contracting Parties shall not participate in alliances or organizations directed against other Contracting Parties and shall not support any actions hostile to other Contracting Parties.

Article 5

The Contracting Parties shall respect the principle of inviolability of borders and make active efforts to build confidence in border regions in the military sphere, determined to make the borders with each other borders of eternal peace and friendship.

Article 6

In case of a situation threatening its security, a Contracting Party may hold consultations within the Organization with other Contracting Parties to provide an adequate response to the situation that emerged.

Article 7

The Contracting Parties shall make efforts within the framework of the SCO to maintain and strengthen international peace and security, and shall promote coordination and cooperation in such areas as safeguarding and strengthening the role of the United Nations, maintaining global and regional stability, advancing international arms control process, preventing the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery means; they shall also hold regular consultations on those issues.

Article 8

The Contracting Parties, in accordance with their national legislations and on the basis of observing generally recognized principles and norms of international law, international treaties, to which they are parties, shall actively develop cooperation to counteract terrorism, separatism and extremism; illegal trafficking in drugs, psychotropic substances and their precursors and arms; other forms of transnational criminal activity; as well as illegal migration.

The Contracting Parties, in accordance with their national legislations and on the basis of international treaties, to which they are parties, shall build up their interaction in searching, apprehending, extraditing and transferring persons suspected of, charged with or sentenced for committing crimes related to terrorist, separatist, extremist activities or other crimes.

The Contracting Parties shall develop cooperation in the field of state border security and customs control, regulation of labor migration, and provision of financial and information security.

Article 9

The Contracting Parties shall promote contacts and cooperation between law enforcement and judicial authorities of the Contracting Parties.

Article 10

The Contracting Parties shall develop various forms of cooperation between their Defense Ministries.

Article 11

The Contracting Parties shall develop cooperation in such fields as promoting the implementation of human rights and fundamental freedoms in accordance with their international obligations and national legislations.

The Contracting Parties in accordance with their international obligations as well as national legislations, shall guarantee in their territories the observance of legitimate rights and interests of citizens of the other Contracting Parties residing in their territories, and shall facilitate the provision of necessary mutual legal assistance.

Article 12

The Contracting Parties shall recognize and protect each other's legitimate rights and interests relative to the property possessed by a Contracting Party in the territory of another Contracting Party.

Article 13

The Contracting Parties shall strengthen economic cooperation on the basis of equality and mutual benefit and shall create favorable conditions for developing trade, encouraging investments and exchanging technologies within the framework of the SCO.

The Contracting Parties shall facilitate economic activities including the provision of legal conditions for activities, in their territories, of natural and legal persons of other Contracting Parties, who are engaged in a legal economic activity, as well as the protection in their territory of legitimate rights and interests of such natural and legal persons.

Article 14

The Contracting Parties shall develop cooperation in international financial institutions, economic organizations and fora, of which they are members, and shall facilitate membership of other Contracting Parties in those organizations in accordance with the statutory provisions of such institutions, organizations and fora.

Article 15

The Contracting Parties shall develop cooperation in the sphere of industry, agriculture, finance, energy, transport, science and technology, innovation, information, telecommunications, air space, and other spheres of mutual interest to them and shall encourage various forms of regional projects.

Article 16

The Contracting Parties shall take all possible measures to promote cooperation in the legal sphere; hold regular exchanges of information on the legislation under development, adopted or in force; and cooperate in the development of international legal instruments.

The Contracting Parties shall encourage contacts and cooperation between their legislative authorities and their representatives.

Article 17

The Contracting Parties shall develop cooperation in providing environmental protection, ecological security and sound environmental management and shall take necessary measures to develop and implement special programs and projects in these fields.

Article 18

The Contracting Parties shall render mutual support and assistance in preventing natural and technogenic emergencies and mitigating consequences thereof.

Article 19

The Contracting Parties shall develop mutual exchanges and cooperation in the fields of culture, art, education, science, technologies, health, tourism, sport and other social and humanitarian spheres.

The Contracting Parties shall mutually promote and support direct links between cultural, educational, scientific and research institutions; joint scientific and research programs and projects; as well as cooperation in training, exchange of students, scientists and specialists.

The Contracting Parties shall actively contribute to creating favorable conditions for studying the languages and cultures of other Contracting Parties.

Article 20

This Treaty shall not affect the rights and obligations of the Contracting Parties under other international treaties to which they are parties.

Article 21

To implement this Treaty, the Contracting Parties may conclude international agreements in specific fields of mutual interest.

Article 22

Disputes related to the interpretation or implementation of the provisions of this Treaty shall be settled through consultations and negotiations between the Contracting Parties.

Article 23

This Treaty shall be subject to ratification by the Contracting Parties -Signatories to it.

This Treaty shall be indefinite and shall enter into force from the date of deposit of the last instrument of ratification to the Depositary.

This Treaty shall remain in force for any Contracting Party while it is a Member State of the Organization. Participation of a Contracting Party in this Treaty shall cease automatically from the date of the termination of its membership in the SCO.

Upon entry into force of this Treaty, it shall be open for accession by any State that has become a member of the Organization. For the accessing State this Treaty shall enter into force on the thirtieth day from the date of deposit of the relevant instrument of accession to the Depositary.

Article 24

This Treaty may be amended and supplemented by separate protocols as agreed upon by all the Contracting Parties.

Article 25

The original copy of this Treaty shall be deposited with the Depositary.

The Secretariat of the Shanghai Cooperation Organization shall be the Depositary of this Treaty and shall transmit to the Contracting Parties certified copies thereof within fifteen days from the date of its signature.

Article 26

This Treaty shall be subject to registration with the United Nations Secretariat in accordance with Article 102 of the UN Charter.

Done in the city of Bishkek on 16 August 2007 in one copy in the Russian and Chinese languages, both texts being equally authentic.

Regulations on the Status of Dialogue Partner of the Shanghai Cooperation Organisation

Unofficial translation

The present Regulations on the status of dialogue partner of the Shanghai Cooperation Organisation (hereinafter referred to as the SCO or the Organisation) in accordance with Article 14 of the SCO Charter of 7 June 2002 (hereinafter referred to as the Charter) determine the legal status of dialogue partner (hereinafter referred to as the Partner), as well as the order and procedure of its granting to an interested state or an international intergovernmental organisation (hereinafter referred to as a state or an organisation).

I. General provisions

1.1. The status of Partner is granted to a state or an organisation who shares the goals and principles of the SCO and wishes to establish relations of equal mutually beneficial partnership with the Organisation.

1.2. The status of Partner is granted to a state or an organisation who cooperates with the SCO in specific areas of activity envisaged by the Charter and other treaty documents in the framework of the Organisation.

II. Legal status of Partner

2.1. The procedure of granting the status.

2.1.1. A state or an organisation who wishes to obtain the status of Partner forwards a letter addressed to the SCO Secretary-General which contains a request to be granted such status and is signed by the minister of foreign affairs or the head of the executive body of an organisation.

The letter outlines areas in which a state or an organisation intends to interact with the SCO.

2.1.2. The SCO Secretary-General notifies the Council of national coordinators of the SCO member states (hereinafter referred to as the CNC) of receiving such letter. The CNC submits the

issue with relative proposals to the Council of ministers of foreign affairs of the SCO member states (hereinafter referred to as the CMFA) for consideration.

2.1.3. The letter containing the request to be granted the status of Partner is considered at a CFMA meeting. If necessary, official representatives of a respective state or an organisation can be invited to attend the meeting.

2.1.4. A decision to grant the status of Partner is taken by the Council of heads of member states of the SCO (hereinafter referred to as the CHS) on the recommendation of the CFMA.

2.1.5. Granting of the status of Partner is finalised in the form of a Memorandum between the SCO and a state or an organisation on conferring the status of Partner on a state or an organisation (hereinafter referred to as the Memorandum). The Memorandum outlines areas in which a state or an organisation will interact with the SCO.

2.2. The rights of Partner.

2.2.1. The Partner is entitled to participate in:

- a) Meetings of heads of ministries and/or departments of the SCO member states responsible for areas of cooperation outlined in the Memorandum;
- b) Meetings of working groups, commissions of senior officials and other mechanisms set up by the SCO member states with the aim of conducting cooperation in areas being the subject of partnership;
- c) Scientific and expert meetings (forums, conferences, workshops), days of culture, festivals, exhibitions, contests, sports competitions and other activities related to areas being the subject of partnership.

2.2.2. During the activities envisaged by Paragraph 2.2.1. of the present Regulations the Partner is entitled to make statements on issues being the subject of partnership, to receive documents and materials circulated among participants of the activities (provided these documents and materials are not for limited circulation), to circulate their materials and documents with the consent of the SCO member states.

2.2.3. At the Partner's request and with the consent of the member states of the Organisation the text of a statement of its official representative or documents envisaged by Paragraph 2.2.2. of the present Regulations can be posted on the website of the SCO Secretariat, the SCO Regional Economic Cooperation website and/or the website of the Regional Antiterrorist Structure of the SCO (hereinafter referred to as the RATS) together with other materials of a relevant activity.

2.3. The order of interaction with the Partner.

2.3.1. Upon mutual agreement of the SCO member states and the Partner(s) meetings can be held in the format "SCO member states + Partner(s)" at the level of ministers or plenipotentiary representatives.

Upon completion of meetings a Protocol is adopted which is signed by relevant representatives of the SCO member states and the Partner(s).

2.3.2. The SCO Secretariat and/or the Executive Committee of the SCO RATS sends the Partner on a regular basis copies of open documents of the activities mentioned in Paragraph 2.2.1. of the present Regulations. A relevant decision takes effect on the day of its signing.

The Partner has a right to request the SCO Secretariat to be given documents and decisions of the SCO bodies mentioned in Article 4 of the Charter, provided they are not for limited circulation.

2.3.3. The status of Partner does not give the right to participate in preparation and signing of documents of the Organisation. The Partner does not participate in formulation of decisions of the SCO bodies and does not bear responsibility for such decisions. During the activities envisaged by Paragraph 2.2.1. of the present Regulations the Partner is entitled to an advisory vote on issues of cooperation enlisted in the Memorandum.

2.3.4. The Partner can maintain regular contacts with the SCO Secretariat and/or the Executive Committee of the SCO RATS through official correspondence.

III. Financial issues

3.1. The Partner bears all expenses with regard to its participation in activities in the SCO framework.

3.2. Issues of financial involvement of the Partner in staging exhibitions, days of culture, festivals, contests, sports competitions and other activities of this kind are regulated by the Memorandum.

3.3. Expenses related to conducting an expert assessment of joint multilateral projects in the SCO framework with the Partner's involvement as well as for other purposes agreed by the parties are covered in accordance with the Memorandum.

3.4. Allocation for partnership purposes of the funds of non-governmental institutions operating in the SCO framework is conducted in accordance with basic documents of such institutions.

3.5. Financial involvement of the Partner in the implementation of joint economic projects in the SCO framework is regulated by respective documents which are concluded separately in each particular case.

IV. Termination of the status of Partner

4.1. A state or an organisation who intends to abandon the status of Partner forwards respective notification to the SCO Secretary-General. The status of Partner becomes invalid on the day of receiving the mentioned notification by the SCO Secretary-General.

4.2. If a state or an organisation with the status of Partner commits actions targeted against the Organisation as well as contradicting decisions of the SCO bodies or the principles set out in the Charter, such a state or an organisation can be stripped of its status of Partner in accordance with the decision of the CHS, the Memorandum can be terminated by the SCO unilaterally.

The SCO Secretary-General notifies a state or an organisation of a relevant decision.

V. Final provisions

5.1. The present Regulations take effect on the day of their approval by the CHS.

5.2. Changes and/or additions can be made to the present Regulations in accordance with the decision of the CHS. A respective decision takes effect on the day of its signing.

SCO Joint Initiative on increasing multilateral economic cooperation in the field of tackling the consequences of the global financial economic crisis and ensuring further economic development of the Shanghai Cooperation Organisation member states

The governments of the member states of the Shanghai Cooperation Organisation (hereinafter referred to as the SCO and/or the Organisation),

abiding by the agreements reached at the meeting of the Council of Heads of the SCO Member States in Yekaterinburg 15-16 June 2009, the articles of the Treaty on Long-Term Good-neighbourly Relations, Friendship and Cooperation among the SCO Member States signed on 16 August 2007, and the Programme of Multilateral Trade and Economic Cooperation among the SCO Member States signed on 23 September 2003,

taking the view that increasing multilateral economic cooperation will become an effective instrument for confronting new challenges and threats, tackling the consequences of the global financial economic crisis and ensuring regional economic security,

highly rating the current work of the SCO member states on implementing the measures of supporting and assisting the development of their national economies, as well as on reducing the risks of further spread of global crisis events and their negative impact on the socioeconomic well-being and the level of regional economic interaction,

being convinced that maintaining constructive dialogue and deepening multilateral partnership with due regard for the considerable potential and growing international prestige of the SCO will help to find the most effective ways of resolving regional and global problems,

agreed the following:

1. To take joint efforts to increase multilateral trade and economic cooperation, including making full use of the potential of the Council of External Economy and Trade Ministers of the SCO Member States and streamlining the activity of the Special Working Groups.

2. To ensure timely realisation of the Action Plan on Implementation of the Programme of Multilateral Trade and Economic Cooperation and regular monitoring of its implementation.

3. To step up cooperation among the customs departments of the SCO member states in the field of prompt sharing of information and facilitating accomplishment of customs procedures by improving the infrastructure of customs posts.

4. To assist in every possible way the promotion of cooperation in the field of investment and implementation of joint investment projects. To hold regular forums and meetings of entrepreneurs and potential investors with the aim of making full use of the potential of industrial cooperation.
5. The SCO Business Council and Interbank Consortium are recommended to pay special attention to promoting projects in the priority areas of multilateral cooperation in the SCO framework.
6. To intensify joint work in the field of application of technical regulations, standards and conformity evaluation procedures, including possible enhancement of their application procedures. To assist in resolving the issues of ensuring the safety and quality of goods in mutual trade.
7. To launch work at the SCO Secretariat on collection and assessment of statistical information concerning the economic development of the SCO member states, as well as on regular preparation of relevant materials with the aim of monitoring and analysing the state and prospects for regional economic cooperation.
8. To continue the development of trade and economic links with the SCO observer states, dialogue partners and other states concerned.
9. To ensure further development of the transport infrastructure in the SCO region, including implementation of the pilot projects on developing international transport corridors, establishment of a favourable legal framework and pursuit of an adequate tariff policy.
10. To speed up synchronous construction of the Volgograd – Astrakhan – Atyrau – Beyneu – Kungrad and the Aktau – Beyneu – Kungrad motorways as part of the E-40 international transportation route, and development of the Osh – Sarytash – Irkeshtam – Kashgar, the Bratsvo – Dushanbe – Djirgatal – Karamyk – Irkeshtam – Kashgar transportation routes with the construction of a multimodal cargo terminal in Kashgar.
11. To intensify work on the Appendices to the Agreement among the Governments of the SCO Member States on International Road Transportation Facilitation with the aim of its earliest possible signing.
12. To continue preparations for implementation of the pilot projects “SCO information superhighway” and “Establishment of electronic transnational interaction with the use of electronic digital signature”.
13. To study a possibility of holding a meeting of the finance ministers and heads of central banks of the SCO member states with the aim of supporting the efforts of the international community to maintain global financial stability and finding ways of the earliest possible settlement of crisis events.
14. The SCO Interbank Consortium is recommended to facilitate cooperation in the banking and financial field.
15. To expedite agreeing of the Main principles of formation and management of the SCO Special Account.
16. To hold regular exchanges of advanced experience and technology in the agricultural sector, to promote the production of modern equipment and exploration of new technology with the aim of raising the agricultural productivity of the SCO member states.
17. To implement mutually beneficial projects in other areas of common interest with the aim of raising the living standards of the population of the SCO member states.

Implementation of the Joint Initiative will be carried out by the relevant government institutions and enterprises concerned of the SCO member states, the SCO Business Council and Interbank Consortium, as well as by commissions of senior officials, special and expert working groups.

The SCO Secretariat is responsible for coordinating the relevant work.

Yekaterinburg Declaration of the Heads of the Member States of the Shanghai Cooperation Organisation

In accordance with the outcome of the Heads of State Council meeting held on 15 and 16 June 2009 in Yekaterinburg the heads of the member states of the Shanghai Cooperation Organisation state the following:

1. Serious changes are taking place in the contemporary international environment. Aspiration to peace and sustainable development, promotion of equal cooperation became the spirit of the times. The tendency towards true multipolarity is irreversible. There is a growing significance of the regional aspect in settling global problems.

The SCO member states, reaffirming their commitment to common development on the basis of the principles and provisions of the Charter of the Shanghai Cooperation Organisation and the Treaty on Long-Term Good-Neighbourly Relations, Friendship and Cooperation among the SCO Member States, consider as a priority task maintaining constructive dialogue and deepening close interaction and partnership to jointly seek effective ways of resolving global and regional problems with the use of the growing potential and international prestige of the SCO.

2. The SCO member states believe that international cooperation is a basic and efficient instrument for countering new challenges and threats, coping with the global financial crisis, ensuring energy and food security and settling such a pressing issue as climate change.

3. The current situation in the global economic and financial sector points to the need to increase cooperation of the international community in the field of controlling and managing international finances, making joint efforts to prevent the growth and spread of financial crisis risks, maintaining economic stability.

The member states of the Organisation together with the international community intend to make efforts for the formation of a more just, equal, all-embracing and well-regulated international financial regime which takes into account a true balance of interests of all its participants and gives all States equal access to the advantages of globalisation.

To that end interaction and sharing of information must be strengthened as regards the international financial sector and the issues of tackling the consequences of the global financial crisis in the SCO region.

4. In current circumstances the SCO member states underline the growing significance of bolstering trade, economic and investment cooperation in the framework of the Organisation, including involving the potential of the observer states and dialogue partners.

The parties noted the need to speed up the implementation of major projects which are designed to ensure the expansion of transport communication capabilities of the region and access to world markets, development of social infrastructure, formation of modern international centres for logistics, trade and tourism, construction of new factories, introduction of innovative and energy-saving technologies, including renewable sources of energy.

The implementation of these projects, arrangement of international transport corridors, modernisation of railways and motorways will create preconditions for strengthening the potential of the region as a transcontinental bridge and giving a new impulse to the development of economic links between Europe and Asia.

5. The SCO member states, noting the key significance of energy sector for successful economic development and creation of favourable preconditions for improving the living standards of their citizens, express determination to further advance mutually beneficial cooperation in this field on the basis of equality with the aim of ensuring effective, reliable and environmentally safe energy supplies.

6. The Shanghai Cooperation Organisation proceeds from the need to further cement the legal foundations of international relations determined by generally accepted principles and norms of the international law and international obligations of States.

Strengthening the central and coordinating role of the United Nations Organisation in world affairs, enhancing the effectiveness of its mechanisms with the aim of adequately responding to modern challenges, changing political and economic reality remains an urgent task. The reform of the UN Security Council must gain as much wider consensus of members of the international community.

The SCO member states intend to strengthen coordination on the issues of reforming the UN and its Security Council.

7. The SCO member states stress the significance of the issue of ensuring international information security as one of the key elements of the common system of international security.

8. The SCO member states, reaffirming their commitment to a dialogue of civilisations, values of peace, tolerance, mutual respect and consent in international and interdenominational relations, irrespective of ethnic origin, religious and other beliefs, oppose drawing parallels between the fight against international terrorism and confrontation against any particular religion.

9. Maintenance of international peace is possible only in conditions of equal security for all States. The security of some states must not be achieved to the detriment of the security of others.

Settlement of international and regional conflicts must be conducted by political diplomatic means on the basis of the principles of equality and mutual respect, non-interference in internal affairs of sovereign states.

The attempts to achieve unilateral advantages in defence field are counterproductive as they undermine the strategic balance and stability in the world, do not benefit confidence building, reduction of arms and disarmament.

10. The SCO member states note that proliferation of nuclear weapons poses a serious threat to international peace and security.

The Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NNPT) is the basic element of the international regime on the prevention of proliferation of nuclear weapons. Threats of proliferation of nuclear weapons can and must be eliminated on the basis of the NNPT provided that its parties unconditionally fulfill their obligations. The SCO member states reaffirm their strong support for the NNPT, welcome the multilateral efforts on its reinforcement, and are determined to move towards raising the effectiveness of the Treaty on the basis of the unity of its three key components: non-proliferation, disarmament, peaceful use of nuclear energy.

The SCO member states reiterate their intention to assist further implementation of the Russia – U.S. initiative on fighting against acts of nuclear terrorism, and also welcome the coming into effect on 21 March 2009 of the Treaty on Establishing a Nuclear Free Zone in Central Asia.

11. The SCO member states welcome the start of Russo-American negotiations on drafting a Treaty on the Reduction of Offensive Strategic Arms.

12. The SCO member states stand up for resuming the process of negotiations on the denuclearisation of the Korean peninsula. They call to show restraint and continue the search for mutually acceptable solutions on the basis of the previously reached agreements.

13. The SCO member states express grave concern over the complicated situation in Afghanistan related to illicit drug trafficking, terrorism and transnational organised crime which pose a threat to the whole international community.

In this regard the parties acknowledged the need to increase interaction with the SCO observer states, Afghanistan and other states concerned, as well as with regional and international organisations, first and foremost, the UN and its specialised institutions.

The SCO member states in close interaction with other states and international organisations concerned intend to establish anti-narcotic and financial security belts in the region.

14. The SCO member states welcome the end of an internal military conflict in Sri Lanka, and express hope for establishing a firm peace, strengthening security and stability in the country on the basis of ensuring its state sovereignty and territorial integrity, guaranteeing the rights of all ethnic and religious groups.

15. The SCO member states consider as a priority task enhancing the effectiveness of interaction in the field of a timely joint response to natural and manmade emergency events, implementing a set of measures aimed to diminish their impact on society and economy.

16. The SCO member states attach special importance to strengthening cooperation in the field of effective counteraction against the threat of dangerous infections and other infectious diseases. To that end the parties acknowledged the need to mobilise available resources and launch joint work on preventing the spread of epidemic diseases.

17. The SCO member countries state that the Organisation has become an essential element of the fledgling system of security and cooperation in the Asia Pacific region.

Noting with satisfaction the growing interest of the international community in establishing ties with the SCO, they welcome the joining of the Republic of Belarus and the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka to cooperation in the SCO framework as dialogue partners.

The SCO member states stand ready to expand practical interaction with the United Nations Organisation, Commonwealth of Independent States, Association of South-East Asian Nations, Eurasian Economic Community, Collective Security Treaty Organisation, Economic Cooperation Organisation, United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, other international and regional organisations, and to create on this basis a wide partnership network.

The SCO member states are open to dialogue aimed to bring States closer together and facilitate the building of a more just world order, to cement global stability and economic development.

President of the Republic of Kazakhstan
Chairman of the People's Republic of China
President of the Kyrgyz Republic
President of the Russian Federation
President of the Republic of Tajikistan
President of the Republic of Uzbekistan

Yekaterinburg, 16 June 2009

Joint Declaration on SCO/UN Secretariat Cooperation

The Secretary-General of the Shanghai Cooperation Organization and the Secretary-General of the United Nations, motivated by the intention to establish and develop relations between the Secretariats of the two Organizations in the spirit of the decisions taken by the World Summit of 2005 and the General Assembly resolution A/64/183 of 18 December 2009 entitled "Cooperation between the United Nations and the Shanghai Cooperation Organization," state the following:

1. The Secretariat of the Shanghai Cooperation Organization and the Secretariat of the United Nations are united by the premise that the primary responsibility for the maintenance of international peace and security rests with the United Nations Security Council, in accordance with the Charter of the United Nations.
2. Further cooperation will aim to make a substantial contribution to addressing emerging challenges and threats encountered by the international community. Thus, we emphasize the importance of cooperation at different levels on issues related to international peace and security, in accordance with Chapter VIII of the Charter of the United Nations. This could include areas such as conflict prevention and resolution; the fight against terrorism; preventing the proliferation of weapons of mass destruction and their means of delivery; combating transnational crime, including trafficking in illicit drugs and the illicit arms trade; addressing the problems of environmental degradation; disaster risk reduction and emergency preparedness and response; and promoting sustainable economic, social, humanitarian, and cultural development.
3. Expressing our support for the consistent development of practical cooperation between our Organizations on matters of mutual interest, we agree to further develop cooperation on communication and information sharing and capacity building, as appropriate.
4. Our cooperation will take into account each Organization's specific mandate, competence, procedures and capacities, for the benefit of international coordination in addressing global challenges and threats. We understand that the framework of our cooperation may vary with time and due to new imperatives.

Tashkent, 5 April 2010

Muratbek Imanaliev, Secretary-General of the Shanghai Cooperation Organization

Ban Ki-moon, Secretary-General of the United Nations

INTRODUCTION	10
1. CADRE GEOGRAPHIQUE	10
1.1. Asie centrale- une région à « géographie variable »	10
1.2. Les appellations changeantes à travers les âges ?	12
1.3. Les logiques, souvent exogènes, derrière la variation terminologique	15
1.4. La multiplicité persistante des noms – la base de notre travail	15
2. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL GENERAL.....	16
2.1. Etudier les régions dans la politique internationale	16
2.1.1. Régionalisme comme phénomène et comme discipline	17
2.1.2. Région : richesse conceptuelle et méthodologique	21
2.1.3. Régionalisme et Régionalisation	25
2.1.4. Régions et puissances	28
2.2. L'ordre dans le système international	30
2.2.1. Le concept de l'ordre	30
2.2.2. Les développements autour de l'ordre international après la Guerre froide	31
2.2.3. Les différentes versions de l'ordre international dans la littérature	32
2.2.4. Le régionalisme comme quête institutionnalisée pour un ordre régional	35
3. DELIMITATION DE LA PROBLEMATIQUE ET DE L'OBJET DE L'ETUDE	42
3.1. La délimitation de la problématique de l'étude	42
3.2. Le champ général de l'étude	44
3.2.1. Etude de l'ordre international	44
3.2.2. Régionalisme	44
3.2.3. Etude de l'organisation internationale	46
3.2.4. Etude de la région centrasiatique	46
3.3. La délimitation de l'objet de l'étude	47
3.3.1. Délimitation géographique et temporelle	47
3.3.2. Délimitation des sujets de l'étude	48
4. CONSIDERATIONS SUR LA METHODOLOGIE	49
4.1. La bibliographie et les sources	49
4.2. L'interdisciplinarité	49
5. STRUCTURE DE LA THESE.....	50
PARTIE1 L'EMERGENCE DES ORGANISATIONS DANS L'ESPACE REGIONAL CENTRASIASATIQUE.....	51
TITRE1 L'APPARITION DE L'ESPACE REGIONAL CENTRASIASATIQUE APRES LA GUERRE FROIDE	53
<i>Chapitre1. L'évolution des nouveaux Etats indépendants d'Asie centrale et de leur environnement depuis la dissolution de l'URSS</i>	<i>54</i>
Section1 Le « catapultage » des Etats centrasiatiques à l'indépendance	55
§1 Les conditions de départ désavantageuses	55
A La situation politico-économique des républiques de l'Asie centrale au sein de l'URSS	55
(1) Un rôle politique limité dans la hiérarchie soviétique	55
(2) Une situation socio-économique désavantageuse malgré l'abondance en matières premières et agricoles	56
B La situation géographique désavantageuse	60
§2 Continuité politique comparé à la différenciation économique : la situation au début du 21 ^e siècle	62
A La continuité dans la situation politique de la région	63
(1) Le discours de la transition des années 1990	63
(2) Les résultats mitigés au début des années 2000	64
B La différenciation économique entre les pays de la région	69
(1) Réformes à vitesse différenciée	69
(2) Le facteur des ressources naturelles dans la différenciation des économies	71
Section2 L'environnement compliqué de l'Asie centrale : les grandes puissances en mutation comme des voisins	74
§1 La Russie et la Chine : les puissances à la recherche d'un sens.	75
A La Russie à la recherche d'un statut	75

(1) Les problèmes identitaires caractérisant la Russie des années 1990	75
(2) Les visions pour la Russie puissance	76
B La Chine 'qui monte' et l'ordre international	80
(1) Les appréhensions devant la Chine qui monte	81
(2) Les propos apaisants des experts chinois sur la perspective de la Chine puissance	82
§2 ...s'engagent avec l'Asie centrale	85
A La Russie et l'Asie centrale	85
(1) La séparation et le problème de ré-conceptualisation des relations	85
(2) Les intérêts de la Russie en Asie centrale	88
B La Chine et l'Asie centrale	91
(1) L'apparition d'un nouvel segment dans le voisinage chinois et l'internationalisation des relations	91
(2) Les facteurs déterminant la place de l'Asie centrale dans la politique étrangère de la Chine	92
<i>Chapitre2. L'Asie centrale, l'Eurasie ou l'espace de Shanghai: les différentes perceptions régionales autour de l'espace centrasiatique</i>	95
Section1 Le centrasianisme	95
§1 L'idée de l'Asie centrale	95
A L'Asie centrale comme une région	96
(1) L'émergence d'une nouvelle région politique	96
(2) L'Asie centrale comme une région	97
B L'intégration pour l'Asie centrale	100
(1) L'intégration comme le modèle le plus adéquate pour l'Asie centrale	100
(2) Les avantages du centrasianisme	102
§2 Les difficultés dans le chemin de l'Asie centrale	107
A Les facteurs matériels qui font obstacle à l'unité régionale	107
(1) Le facteur économique	107
(2) La compétition pour le leadership entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan	109
B Les facteurs idéologiques qui accentuent la nature fragmenté de l'Asie centrale	112
(1) Les identités partagées	112
(2) La malédiction de la géopolitique	115
Section2 Face aux attraits de l'eurasianisme et de l'esprit de Shanghai	116
§1 Espace eurasiatique	116
A Qu'est-ce qu'eurasianisme	117
(1) Eurasianisme, espace eurasiatique : définition des termes	117
(2) Les sources et les dynamiques de l'eurasianisme	119
B Les avantages de l'eurasianisme	121
(1) L'Eurasianisme comme la réforme de l'espace post-soviétique	122
(2) L'Eurasianisme comme l'expression de solidarité dans un monde globalisé	124
§2 Espace de Shanghai : Une région centrée sur la Chine	126
A L'émergence de l'esprit de Shanghai	126
(1) Les origines et le contenu de l'esprit de Shanghai	126
(2) La Chine comme promoteur de l'esprit de Shanghai	128
B L'esprit de Shanghai : un projet pour l'Asie centrale	129
(1) L'Asie centrale l'objet d'intérêt principal de l'esprit de Shanghai	129
(2) Les pays centrasiatiques entre l'opportunité et les hésitations	130
TITRE2 QUETE POUR L'ORDRE REGIONAL EN ASIE CENTRALE : L'EMERGENCE DES INSTITUTIONS POST-SOVIETIQUES	133
<i>Chapitre1. L'émergence des incertitudes autour de l'espace centrasiatique et les premiers pas vers l'institutionnalisation</i>	133
Section1 L'état ambigu de l'ordre régional en Asie centrale et le rôle des institutions	134
§1 L'émergence des ambiguïtés autour de l'ordre régional due à l'écroulement des arrangements soviétiques et l'ouverture de l'espace régional	134
A La dissolution de l'URSS et l'émergence du problème de l'ordre régional en Asie centrale	135
(1) La dissolution des procédures décisionnelles et l'érosion de l'ordre en Asie centrale	135
(2) L'accentuation de la question de l'ordre régional sous les pressions de l'ouverture de la région	137
B Les scénarios envisagés pour le futur de l'Asie centrale	139
(1) Les possibles évolutions régionales	139
(2) Les défis de l'élaboration d'une image propre à l'Asie centrale	141
§2 Le rôle des institutions	143
A L'organisation internationale est un phénomène fonctionnel	143
B Le concept de l'organisation internationale comme l'agora	145
Section2 Les fonctions des institutions en Asie centrale	147
§1 Les institutions régionales et l'Asie centrale	147
A L'Asie centrale : un contexte peu propice pour l'organisation internationale ?	148
B Les fonctions des institutions dans le contexte de l'Asie centrale	149
§2 Les lieux et les moyens de réalisation du débat sur l'ordre régional	152

A Les discussions au sein des organisations régionales centrasiatiques	152
B Les discussions autour des organisations centrasiatiques.....	157
<i>Chapitre2. L'émergence des institutions régionales en Asie centrale</i>	161
Section1 L'organisation centrasiatique exclusive	162
§1 De l'espace économique commun à l'Organisation de Coopération Centrasiatique.....	162
A Une décennie des efforts autour de l'idée de la Communauté centrasiatique.....	163
(1) Les premiers pas vers une coopération régionale pour la nouvelle région centrasiatique	163
(2) Le lancement de l'espace économique commun.....	165
B L'institutionnalisation de la coopération régionale centrasiatique	167
(1) L'existence éphémère de la Communauté Economique Centrasiatique	167
(2) La création de l'Organisation de Coopération Centrasiatique	169
§2 Les facteurs derrière l'évolution irrégulière de l'organisation centrasiatique.....	172
A Les difficultés de la réalisation de l'idée de la Communauté centrasiatique	172
B Les sources de refroidissement des pays centrasiatique à l'idée de l'intégration régionale centrasiatique	173
Section2 Les organisations centrasiatiques inclusives.....	175
§1 L'EURASEC.....	175
A La création de l'EURASEC.....	176
(1) Les efforts de la réintégration plus étroite au sein de la CEI	176
(2) La formation de l'EURASEC	179
B Les dynamiques qui ont entraîné l'émergence de l'EURASEC.....	182
§2 L'Organisation de Coopération de Shanghai (l'OCS)	184
A L'émergence de l'OCS.....	185
(1) Les négociations dans le cadre du Groupe de Shanghai (Shanghai 5).....	185
(2) La formation de l'OCS	189
B L'OCS : une organisation représentant nouvelles opportunités pour la région centrasiatique	193
(1) Un portrait impressionnant	193
(2) Un projet chinois qui attire les pays centrasiatiques	194

PARTIE2 LES DYNAMIQUES ET LES FONCTIONS DES ORGANISATIONS REGIONALES POST-SOVIETIQUES..... 199

TITRE1 LES DYNAMIQUES GUIDANT L'AFFIRMATION, L'APPROFONDISSEMENT ET L'ELARGISSEMENT DES ORGANISATIONS POST-SOVIETIQUES.....	201
<i>Chapitre1. Les organisations régionales comme les véhicules d'identité régionale pour les pays centrasiatiques</i>	201
Section1 Les organisations régionales, une catégorie particulière des organisations internationales.....	201
§1 Les organisations régionales comme les lieux de réalisation d'identité régionale	201
A Le phénomène de l'organisation internationale.....	202
B Les organisations régionales	206
§2 Institutionnalisation de l'identité régionale dans le monde des régions	209
A L'identité régionale	209
B L'identité régionale et les organisations régionales	211
Section2 Les organisations post-soviétiques comme des organisations régionales, et leur association avec les facteurs identitaires.....	215
§1 La OCCA, l'EURASEC et l'OCS comme des organisations régionales.....	215
A L'OCCA, l'EURASEC et l'OCS comme des organisations internationales	215
(1) Le caractère interétatique et la base conventionnelle	216
(2) La structure institutionnelle dotée d'une personnalité juridique distincte des Etats membres	219
B L'OCCA, l'EURASEC et l'OCS comme des organisations régionales	225
(1) Les solidarités politiques, sécuritaires et (géo) économiques au sein des organisations régionales post-soviétiques.....	226
(2) Les facteurs systémiques et psychologiques derrière l'accent sur les organisations régionales ..	230
§2 La question de l'identité régionale au sein des organisations post-soviétiques	231
A Les organisations post-soviétiques et l'identité régionale préexistante non réalisée : le cas de l'OCCA	231
(1) L'apport potentiel des discours et des attentes populaires sur l'identité régionale centrasiatique	232
(2) La dissociation de l'OCCA avec l'idée de l'identité régionale centrasiatique	234
B Les efforts de l'élaboration des repères identitaires par la voie des organisations régionales : les cas de l'EURASEC et l'OCS.....	235
(1) L'effort normatif pour renforcer l'identité de l'EURASEC	236
(2) Les sources endogènes et exogènes de l'identité de l'OCS.....	240
<i>Chapitre2. L'évolution des institutions post-soviétiques</i>	241
Section1 L'érosion de l'Organisation centrasiatique exclusive	243
§1 Le débat non conclu sur l'approfondissement de l'OCCA?	243
A Les raisons de l'échec de l'espace économique commun	244

(1) L'ambiguïté concernant la nature des objectifs dans les documents fondateurs ainsi que l'autonomie du régime juridique de l'espace économique commun.....	244
(2) Le problème de la nature réduite des moyens et le manque de l'implémentation des textes juridiques.....	248
B Les tentatives échouées de relancer l'Organisation centrasiatique.....	250
(1) Les mesures normatives pour créer un environnement favorable à l'Organisation centrasiatique.....	250
(2) La refondation institutionnelle – la dernière tentative, échouée, de sauver l'Organisation centrasiatique.....	253
C La disparition de l'Organisation centrasiatique.....	255
(1) L'adhésion de la Russie suivie par la fusion de l'OCCA au sein de l'EURASEC.....	255
(2) Les réalités derrière la dégradation constante de l'organisation centrasiatique tout au long d'une décennie.....	257
§2 Le débat sur l'élargissement de l'OCCA.....	259
A L'absence des critères spécifiques de l'élargissement de l'Organisation centrasiatique.....	260
(1) L'absence des critères formelles pour l'adhésion à l'OCCA.....	260
(2) La concision juridique compensée par les facteurs politiques et identitaires.....	261
B Les élargissements respectifs de l'Organisation centrasiatique.....	263
(1) Les approches différentes du Tadjikistan et du Turkménistan à l'Organisation centrasiatique.....	263
(2) L'élargissement au profit de la Russie mais, aux dépenses de l'OCCA.....	266
Section2 Les sources et la gestion du dynamisme des organisations centrasiatiques inclusives.....	268
§1 L'approfondissement et l'élargissement de l'EURASEC : les logiques différentes en œuvre.....	268
A Les défis de l'approfondissement de l'EURASEC.....	269
(1) La consolidation progressive du cadre juridique de l'intégration économique.....	269
(2) Les étapes de la réalisation de l'intégration économique dans le cadre de l'EURASEC.....	272
(3) Les principes qui ont permis l'évolution vers les stades avancés de l'intégration.....	278
B L'élargissement de l'EURASEC : les critères formels contredits par des considérations stratégiques?.....	285
(1) Les critères et modalités de l'adhésion à l'EURASEC.....	285
(2) L'élargissement de l'EURASEC au moment actuel est prioritairement guidé par des considérations stratégiques : le cas de l'Ouzbékistan.....	288
§2 Le cas de l'OCS.....	302
A L'OCS, réussira-t-elle de s'étendre aux domaines non-sécuritaires ?.....	302
(1) L'approfondissement institutionnel et normatif de la coopération dans le domaine de la lutte contre les trois maux.....	303
(2) L'approfondissement des activités de l'OCS aux autres domaines : les bases juridiques générales et particulières.....	310
(3) Les enjeux de l'approfondissement de la coopération régionale générale dans le cadre de l'OCS.....	319
B Les enjeux et les conditions de l'élargissement de l'OCS.....	322
(1) Les aspects attractifs de l'OCS.....	322
(2) Les modalités d'adhésion et de la coopération avec l'OCS.....	324
TITRE2 LA NATURE DES ORGANISATIONS REGIONALES CENTRASIASIATIQUES ET LEUR POSITIONNEMENT AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE.....	329
<i>Chapitre1. La nature des organisations régionales post-soviétiques</i>	329
Section1 L'analyse fonctionnelle des organisations internationales.....	329
§1 Les finalités fonctionnelles des organisations internationales.....	330
A La notion de fonction comme un concept central de l'analyse des organisations internationales.....	330
B La finalité : l'élément central de l'analyse fonctionnelle.....	332
§2 La classification fonctionnelle des organisations internationales.....	334
A Les organisations de coopération et les organisations d'intégration.....	334
B La typologie fonctionnelle des organisations internationales.....	336
Section2 Les organisations régionales post-soviétiques.....	337
§1 Les finalités fonctionnelles des organisations post-soviétiques.....	337
A L'OCCA : la finalité de la coopération, en perte de vitesse.....	338
B L'OCS : une finalité de coopération, clairement désignée.....	339
C L'EURASEC : La finalité de l'intégration dans l'espace post-soviétique.....	340
§2 La classification des organisations post-soviétiques.....	342
A L'OCCA.....	342
B L'OCS.....	344
C L'EURASEC.....	346
<i>Chapitre2. Les considérations sur l'ordre régional en Asie centrale post-soviétique</i>	348
Section1 Les organisations post-soviétiques au sein de la société internationale.....	349
§1 Les stratégies normatives différentes dans le domaine de l'activité internationale.....	349
A L'OCCA.....	349
B L'EURASEC.....	350

C L'OCS	351
§2 Les finalités extérieures mixtes des organisations post-soviétiques.....	353
A Les finalités extérieures des organisations régionales	353
B Les organisations régionales post-soviétiques entre la volonté d'ouverture et les soucis de se protéger	354
Section2 Le droit régional ou l'ordre régional pour l'Asie centrale ?.....	357
§1 Les éléments pour l'ordre régional plutôt que le droit régional en Asie centrale.....	357
A Le manque des fondements pour parler d'un droit régional en Asie centrale.....	357
B Les prémisses de l'ordre régional en Asie centrale.....	359
§2 Les cheminements aléatoires vers l'ordre régional en Asie centrale	360
A Les différentes typologies de l'ordre entre les Etats	360
B L'Asie centrale entre l'ordre instrumental et l'ordre normatif-contractuel.....	361
CONCLUSIONS GENERALES	365
SOURCES	371
I. ORGANISATION DE COOPERATION CENTRASIASATIQUE.....	371
Accords, Conventions et Traités	371
Règlements	371
Décisions	372
Protocoles	372
Concepts et Projets	372
Déclarations	372
II. COMMUNAUTE ECONOMIQUE EURASIENNE.....	374
Accords, Conventions et Traités	374
Règlements	375
Décisions	375
Protocoles	375
Règles de procédures et Statuts	376
Directions et Principes de la politique commune.....	376
Concepts et projets	376
Déclarations	376
III. ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI.....	377
Accords, Conventions et Traités	377
Règlements	377
Divers	378
Déclarations et communiqués conjoints des chefs d'Etat.....	379
Déclarations du Conseil des Chefs des Premiers Ministres	380
BIBLIOGRAPHIE	382
I. OUVRAGES.....	382
OUVRAGES EN FRANCAIS	382
OUVRAGES EN ANGLAIS	383
OUVRAGES EN RUSSE	386
Cours dans le Recueil des Cours de l'Académie de Droit International	387
DICTIONNAIRES	387
THESES	388
II. ARTICLES.....	388
ARTICLES GENERAUX.....	388
ARTICLES SUR L'ASIE CENTRALE ET L'ESPACE POST-SOVIETIQUE	391
CONTRIBUTIONS AUX OUVRAGES COLLECTIFS ET MELANGES	399
III. RAPPORTS.....	401
IV. ETUDES ET RECHERCHES	401
V. CONFERENCES ET COLLOQUES.....	402
VI. ARTICLES DE PRESSE ET COMMUNICATIONS	403
VII. SITES INTERNET.....	411
Sites des organisations	411
Sites des analystes et des médias	411
ANNEXES	412
I. FICHES D'INFORMATION SUR LA CEI ET L'OTSC	412
A. La Communauté des Etats Indépendants.....	412
B. L'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective.....	419
ARTICLES :.....	425

II. DOCUMENTS DES ORGANISATIONS REGIONALES.....	427
A. ORGANISATION DE COOPERATION CENTRASIATIQUE	427
TASHKENT DECLARATION OF PRESIDENTS OF KAZAKHSTAN, KIRGIZSTAN, TAJIKISTAN AND UZBEKISTAN	427
JOINT STATEMENT OF HEADS OF THE STATES OF THE "CENTRAL ASIA COOPERATION ORGANIZATION", Dushanbe 18 October 2004.....	429
B. COMMUNAUTE ECONOMIQUE EURASIENNE	431
AGREEMENT on the Customs union of 20 January 1995.....	431
TREATY between the Russian Federation, the Republic of Belarus, the Republic of Kazakhstan and the Kyrgyz Republic on increased integration in economic and humanitarian fields of 29 March 1996.....	433
DECLARATION "Ten Simple Steps towards Ordinary People"	438
TREATY on the Establishment of the Eurasian Economic Community	440
List of memorandums on mutual understanding and interaction between the Secretariat of the Integration Committee of EurAsEC and secretariats of other organisations	448
TREATY on the creation of the common customs territory and establishment of the customs union of 6 December 2007	450
TREATY on the Commission of the customs union, 6 October 2007	452
CONCEPT of International Activities of the Eurasian Economic Community	455
Fundamentals of Energy Policy of the Eurasian Economic Community Member States.....	459
C. ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI	463
Declaration on the establishment of the Shanghai Cooperation Organization.....	463
Charter of the Shanghai Cooperation Organization	465
The Shanghai Convention on Combating Terrorism, Separatism and Extremism	476
The Regulations on Observer Status at the Shanghai Cooperation Organisation	483
Declaration on the Fifth Anniversary of the Shanghai Cooperation Organization	485
Bishkek Declaration of the Heads of the Member States of the Shanghai Cooperation Organisation.....	488
Treaty on Long-Term Good-Neighborliness, Friendship and Cooperation Between the Member States of the Shanghai Cooperation Organization.....	491
Regulations on the Status of Dialogue Partner of the Shanghai Cooperation Organisation ...	495
SCO Joint Initiative on increasing multilateral economic cooperation in the field of tackling the consequences of the global financial economic crisis and ensuring further economic development of the Shanghai Cooperation Organisation member states	498
Yekaterinburg Declaration of the Heads of the Member States of the Shanghai Cooperation Organisation.....	500
Joint Declaration on SCO/UN Secretariat Cooperation.....	503